



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22^e Législature — 1^{re} session

Vol. 3 - Séances du 30 avril au 1^{er} juin 1945

1945

Texte établi par Martine Lafleur

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

22e Législature – 1re session

Vol. 3 - Séances du 30 avril au 1^{er} juin 1945

1945

Première séance du lundi 30 avril 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Retour des libéraux
en Chambre

M. Godbout (L'Islet) prend son siège.

Les députés libéraux applaudissent.

Des voix de la droite demandent à la gauche:
Quand repartez-vous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Bon retour.

Dépôt de documents:

Conférence de San Francisco

M. l'Orateur communique à la Chambre et
puis dépose le télégramme suivant:

San Francisco, 28 avril 1945

M. Antoine Lemieux,
greffier de l'Assemblée législative
Hôtel du Gouvernement, Québec

Nous sommes heureux de vous faire savoir
que les démarches de la délégation canadienne à la
Conférence de San Francisco au sujet de l'usage de
la langue française au cours de cette conférence ont
été commencées dès notre arrivée et qu'elles avaient
déjà été couronnées d'un plein succès, lorsque nous
avons reçu votre lettre du 21 avril, avec copie de la
résolution de l'Assemblée législative de Québec, du
20 avril, à cet égard. Les chefs de la délégation
française continuent de nous en exprimer leur vive
satisfaction.

Louis-S. Saint-Laurent
Lucien Moraud
(Document de la session no 24)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au nom du gouvernement et de l'Union nationale, je
félicite nos deux délégués québécois, MM. Saint-
Laurent et Moraud pour les bonnes nouvelles et
d'avoir contribué à faire reconnaître les droits de la
langue française dans ces grandes assises
internationales. La motion adoptée par la Chambre
n'a certainement pas été étrangère à la décision prise
à San Francisco. Je félicite le député de Québec
(M. Chaloult) d'avoir présenté cette motion opportune.

M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux
d'apprendre ce qui se passe à San Francisco. J'exprime
ma satisfaction et le plaisir que j'éprouve à voir notre
langue au premier rang à la Conférence de San
Francisco. Mais j'ajoute que l'usage officiel du
français avait été décidé bien avant l'intervention du
député de Québec (M. Chaloult) et de l'Assemblée
législative. Le français était déjà reconnu à San
Francisco quand la motion a été adoptée. Espérons
que l'usage de la langue française rendra plus facile
et plus fructueuse les délibérations de la Conférence.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M.
Chaloult (Québec)** manifestent leur joie très
profonde et le plaisir que leur a causé la décision
prise. Ils remercient les délégués francophones
d'avoir pris leur motion en considération.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il me
fait grand plaisir d'apprendre cette information.

M. Chaloult (Québec): La langue française
continuera à jouer, comme dans le passé, un grand
rôle dans le monde. Je félicite MM. Saint-Laurent et
M. Moraud.

Questions et réponses:

Appels au
Conseil privé

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le
procureur général a-t-il été avisé, avant l'audition
commencée le 19 juin 1939, que le gouvernement
fédéral avait soumis à la Cour suprême du Canada
une question concernant le droit du parlement fédéral
de légiférer sur les appels au Conseil privé, même en
matière provinciale?

2. Le procureur général a-t-il chargé un avocat de défendre l'autonomie de la province par un factum et une plaidoirie orale à l'audition susdite?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom de cet avocat, et a-t-il plaidé suivant les instructions reçues?

4. Dans la négative, pour quel motif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le procureur général était au courant que le gouvernement fédéral avait soumis à la Cour suprême du Canada, pour être décidée en définitive par le Conseil privé, une question concernant le droit d'abolition des appels au Conseil privé où la référence est actuellement pendante.

De 1936 à 1939, M. C.-A. Séguin, c.r., d'Ottawa, a été chargé de surveiller les intérêts de la province devant la Cour suprême, et c'est ce qu'il a fait.

De 1939 à 1944, M. Auguste Lemieux, c.r., a reçu du gouvernement précédant le même mandat, qu'il a également rempli.

**Adoption et
protection de l'enfance**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le procureur général a-t-il été avisé, en 1938, que le gouvernement fédéral avait soumis, à la Cour suprême du Canada, des questions concernant le droit d'une province de légiférer en matière d'adoption et de protection de l'enfance?

2. Le procureur général a-t-il chargé un avocat de défendre l'autonomie de la province par un factum et une plaidoirie orale à l'audition sur ces questions devant la Cour suprême du Canada?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom de l'avocat, et a-t-il plaidé suivant les instructions reçues?

4. Dans la négative, pour quel motif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le procureur général était au courant, en 1938, que le gouvernement fédéral avait soumis à la Cour suprême du Canada une référence concernant ces questions, référence appelée à être soumise plus tard au Conseil privé. Le procureur général et le gouvernement d'alors ont adopté toutes les mesures qu'ils ont crues appropriées pour sauvegarder les intérêts de la province lesquels, de fait, ont été sauvegardés et protégés.

M. C.-A. Séguin, c.r., d'Ottawa, a été chargé par le gouvernement d'alors de veiller aux intérêts de la province devant la Cour suprême, et c'est ce qu'il a fait.

Projets de loi:

**Éducation
et santé publique**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance du dit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que, afin de pourvoir aux besoins de l'éducation et de la santé publique, les compagnies et manufacturiers devront, lors de toute vente en détail en cette province, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de six pour cent du prix d'achat de tous spiritueux, bijoux, véhicules à moteur, fourrures, appareils électriques, malles et articles énumérés dans l'annexe des présentes résolutions, et du coût de tout télégramme, câblogramme, radiogramme, services de téléphone et appels téléphoniques interurbains, et un droit de deux pour cent sur le prix d'achat du gaz et de l'électricité.

Que les compagnies et manufacturiers devront en outre, pour les mêmes fins, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de deux pour cent sur le prix d'achat, au montant de plus de dix cents, de tout bien mobilier non compris dans le premier alinéa de la présente résolution et acquis pour fins de consommation ou d'usage, sous réserve, quant aux manufacturiers, des dispositions de la résolution 7.

2. Que, afin de pourvoir également aux besoins de l'éducation et de la santé publique, tout autre acheteur qu'une compagnie ou un manufacturier sera soumis aux dispositions du premier alinéa de la résolution 1.

3. Que tout acheteur, y compris une compagnie et un manufacturier, résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, personnellement

ou par l'intermédiaire d'un autre, y apportera ou y recevra, pour fins de consommation ou d'usage par lui-même ou sa famille, un bien mobilier provenant d'en dehors de la province, devra immédiatement en faire rapport au contrôleur du revenu de la province, si l'acheteur est soumis aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et si l'achat est un de ceux sur lesquels un droit serait exigible, s'il avait eu lieu dans la province; que l'acheteur devra remettre avec ce rapport la facture du vendeur, s'il y en a, et fournir au contrôleur du revenu de la province tous les renseignements que celui-ci pourra exiger, et que l'acheteur sera tenu de payer à Sa Majesté aux droits de la province, en même temps qu'il produira son rapport, un droit égal à celui qu'il devrait payer, en vertu de la résolution 1 ou de la résolution 2, selon le cas, si ce bien avait été acheté dans la province.

4. Que les droits prévus par les résolutions 1 et 2 seront exigibles sur le prix d'achat de tout bien mobilier livré après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, même s'il a été acheté avant cette entrée en vigueur.

5. Que les droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront calculés séparément sur chaque achat; toute fraction de un cent sera comptée comme un cent.

6. Que les droits imposés par les résolutions 1 et 2 devront être perçus par le vendeur sur le prix total d'achat, lors de la vente en détail, ou, dans le cas de la résolution 4, lors de la livraison des effets, que la vente soit au comptant, à terme, par versements, conditionnelle ou sujette à toute autre modalité; que le vendeur sera responsable de la perception et de la remise de ces droits et qu'il sera constitué à ces fins mandataire de la couronne, et que les rapports et la remise de ces droits au trésorier de la province devront être faits dans les délais et en la manière prescrits par les règlements.

7. Que le manufacturier qui vendra de ses produits hors de la province sera tenu au paiement des droits exigibles en vertu du deuxième alinéa de la résolution 1 que dans la proportion du montant de ses ventes faites dans la province par rapport au montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province; toutefois, cette proportion ne devra être, dans aucun cas, inférieure à vingt-cinq pour cent du montant total des ventes de ces établissements; que pour l'application de la présente résolution, seront réputées des ventes faites dans la province:

a. toute vente à un acheteur domicilié dans la province, même si la livraison a lieu hors de la province;

b. toute vente faite à un acheteur domicilié hors de la province, lorsque la livraison a lieu dans la province;

c. toute vente faite au gouvernement du Canada ou à l'un de ses agents, fondés de pouvoir mandataires, organismes, corporations ou commission, et que le manufacturier qui désirera bénéficier des dispositions de la présente résolution devra fournir au contrôleur du revenu de la province, au plus tard le trente avril de chaque année, un état attesté sous serment établissant séparément le montant de ses ventes faites dans la province et le montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province, pour l'exercice terminé le ou avant le premier avril de l'année courante.

8. Que tout officier du revenu dûment autorisé à cette fin par le contrôleur du revenu de la province, pourra, à toute heure convenable, entrer dans l'établissement d'une compagnie, d'un manufacturier, d'un importateur ou d'un vendeur, en examiner les livres et documents, vérifier les quantités de biens mobiliers vendus ou livrés et l'exactitude des rapports fournis et, en cas de rapports inexacts ou d'absence de rapports, établir le montant des ventes et droits exigibles.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour:

a. spécifier les renseignements que tout vendeur devra fournir à l'appui de sa demande de licence;

b. prescrire les modalités qu'il jugera opportunes concernant les entrées à faire dans les livres et sur les factures du vendeur, relativement aux droits perçus en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

c. déterminer les délais et la forme des rapports et des états, ainsi que les renseignements que les vendeurs devront fournir;

d. fixer le temps, le délai et les modalités de la remise des droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

e. autoriser le trésorier de la province à accorder au vendeur pour la perception et la remise de ces droits la rémunération qu'il jugera équitable;

f. ordonner que la perception de ces droits sera faite au moyen de timbres émis en conformité de la loi des timbres et des arrêtés en conseil adoptés sous son autorité, et déterminer toute modalité relative à ce système de perception;

g. prescrire des règles concernant l'émission des licences et la perception et la remise des droits en matière de ventes à des colporteurs ou par des

colporteurs; et que ces règlements devront être publiés dans la *Gazette officielle de Québec* dans les trente jours qui suivront la date de leur adoption.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, pourra, par proclamation, lorsqu'en raison des circonstances il le jugera équitable et dans l'intérêt public, exempter de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions tout bien mobilier et toute catégorie de biens mobiliers qu'il désire, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables à titre de droits sur l'achat de ces biens.

11. Que, dans le but de faciliter la perception et la remise des droits établis par la loi qui accompagne les présentes résolutions ou de prévenir le double paiement de ces droits sur l'achat d'un même bien mobilier, le trésorier de la province pourra faire avec un vendeur toute convention qu'il jugera opportune; sauf les dérogations prévues par cette convention, toutes les dispositions de ladite loi continueront néanmoins à s'appliquer au vendeur et aux matières qui feront l'objet de cette convention.

12. Que les revenus provenant de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront employés pour les fins de l'éducation et de la santé publique, de la manière et dans la proportion que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le 27 avril 1945, sauf le deuxième alinéa de l'article 4 de ladite loi lequel entrera en vigueur le 31 décembre 1945 ou à toute autre date antérieure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ANNEXE

Appareils d'émission ou de réception radiophonique.

Phonographes, gramophones et autres appareils servant à l'enregistrement et à la reproduction des sons, ainsi que les disques, rouleaux et autres dispositifs utilisés pour ces fins.

Pianos, orgues et autres instruments de musique.

Instruments ou appareils de cinématographie, de télévision et de photographie, films de tous genres et location de ces films.

Tous accessoires des appareils, instruments, dispositifs et articles ci-dessus énumérés.

Thermomètres, baromètres et boussoles.

Longues-vues, jumelles et lunettes d'approche.

Parfums, vaporisateurs à parfum, cosmétiques, lotions, crèmes de toilette et autres préparations et articles de toilette, sauf les savons.

Vendeuses automatiques, distributeurs automatiques, appareils automatiques de jeu fonctionnant au moyen de jetons ou de pièces de monnaies, location ou rémunération pour usage, dépôt ou fonctionnement de ces vendeuses, distributeurs et appareils, jetons servant à leur fonctionnement.

Articles de sport, canots, embarcations, armes et munitions.

Machines à additionner, machines à comptabiliser, machines à polycopie, machines à adresser, dactylotypes, dictaphones, coffre-forts et leurs accessoires et pièces de rechange.

Stylographes et crayons automatiques.

Oeuvres d'art et leurs reproductions et antiquités.

Tapis et carpettes d'une valeur de cent cinquante dollars ou plus.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'espère que le trésorier va nous donner des détails sur chaque article, car il y a une grave injustice à taxer de 6 % des articles de première nécessité comme ceux qui apparaissent dans la loi.

M. Godbout (L'Islet): La première conséquence de ces nouvelles taxes sera de nuire au commerce de la province et d'aider le commerce des autres provinces.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle taxe le gouvernement a-t-il l'intention de prélever sur les appareils d'émissions radiophoniques?

L'honorable M. Gagnon (Matane) explique que tout cela est clairement expliqué dans la loi qui complète les résolutions à l'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure a été distribuée vendredi dernier et tous ont pu facilement en prendre connaissance.

Si l'on passe à l'article 28¹, on constatera que le gouvernement peut, s'il le juge dans l'intérêt public, exempter de l'application de la loi tout bien mobilier. À la demande du député de Hull, j'apporterai un amendement pour couvrir le cas de Hull et des villes situées près de la frontière américaine.

L'amendement stipulera que le gouvernement pourra exempter de la taxe de luxe les achats par les particuliers dans les villes de la frontière. Et les articles qui ne coûtent pas plus de 10 cents seront exonérés de la taxe de 6 %.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'aperçois que le premier ministre saute à une autre clause. Je voudrais savoir tout de suite, M. le président, de quelle façon les règlements vont être appliqués, s'ils seront appliqués de la même façon pour la droite et la gauche? Il serait bon de définir la procédure, afin que nous ne soyons pas continuellement interrompus par le premier ministre, comme vendredi dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill a été adopté en deuxième lecture vendredi dernier pendant l'absence des libéraux.

Des députés libéraux: On a indûment profité de leur absence pour les empêcher, lors de l'étude de la mesure en comité, de discuter des grandes lignes du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve drôle les libéraux qui avaient crié partout que, dès les premiers jours de la présente session, l'Union nationale ne pourrait tenir le coup, que le gouvernement de l'Union nationale n'était pas fort. Mais, chose étrange, ce sont les libéraux eux-mêmes qui ont été obligés de se sauver² de la Chambre la semaine dernière et l'Union nationale est toujours là.

Il (M. Duplessis) explique alors les divers stages de la procédure pour l'adoption d'un bill en première et deuxième lecture en comité plénier, plus la troisième lecture.

M. Godbout (L'Islet): Je tiens à calmer le premier ministre et à lui dire que, si les députés libéraux ont quitté la Chambre la semaine dernière, ce n'était pas par crainte du premier ministre, ni du gouvernement. Devant l'attitude du premier ministre de priver les députés de leur droit de parole et qui ne nous permettrait pas la libre discussion d'un bill, nous ne pouvions plus nous faire entendre et il ne nous restait plus que cette façon de protester et de procéder³ pour contrer le comportement dictatorial du premier ministre.

Mais revenons à la loi des taxes nouvelles qui est vraiment inacceptable, exagérée et inique. Ces taxes vont contribuer à tuer le commerce dans la province de Québec et à le faire passer chez nos voisins.

Le bill actuel est inexplicable, parce qu'il dépasse toutes les bornes de la raison. Tout le monde va être appelé à payer cette nouvelle taxe. Le gouvernement ne fait que punir les gens du peuple du Québec, tout en se mettant à dos les classes les plus riches de la population.

On dit abolir la taxe de 2 % mais, en fait, on la remplace par une taxe de 6 %. L'étude du premier article des résolutions concerne l'imposition de la taxe de 6 % sur les spiritueux, bijoux, véhicules à moteur et autres articles énumérés déjà. Cet article a une portée considérable, surtout si l'on s'en rapporte aux définitions du bill. On ne fait aucune distinction entre objet de luxe et objet de première nécessité. Par exemple, il faut observer que le mot bijou, ici, ne désigne pas seulement la bague, qu'une femme porte au doigt ou l'ornement qu'elle met dans ses cheveux.

La définition du mot est assez large pour englober même la vaisselle, la verrerie, la coutellerie, la poterie, les articles en cuivre et en bronze, tous les ornements qui se trouvent généralement dans une maison. Sous prétexte de taxer les bijoux, on taxe la verrerie, la vaisselle, qui ne sont pas du tout de luxe. On appelle cela du luxe, alors que les petits comme les grands vont être appelés à payer.

Une taxe de vente à 6 % est absolument exagérée, mauvaise et discriminatoire, non seulement à cause des consommateurs eux-mêmes, mais pour le commerce du Québec, qu'on va tuer à l'avantage de l'étranger. L'amendement du premier ministre rend la taxe discriminatoire et injuste. C'est une taxe inique sur la population. Elle enlève le commerce de la bijouterie, de la vaisselle et de la verrerie à la province de Québec, pour l'envoyer dans les autres provinces du pays. Le premier ministre dit qu'il apportera un amendement pour couvrir le cas des villes-frontières de la province. Ce sera très difficile. Dans son ensemble, l'idée de cette taxe est discriminatoire et nuira au commerce du Québec.

C'est différent en ce qui concerne la taxe de vente de 2 % parce que cette taxe est raisonnable et les gens la payaient. Dans certains cas, les gens se sont opposés à cette taxe et ont acheté des marchandises à l'extérieur du pays à un prix différent du prix courant ou sur le marché noir, mais ils ont abandonné cette pratique après quelques mois, parce que la taxe de 2 % est raisonnable. Par contre, il en serait tout autrement d'une taxe de 6 %. On aurait dû s'en tenir à une taxe normale comme la taxe de vente. Maintenant que la taxe est de 6 %, il n'en reste pas moins vrai que la province d'Ontario et d'autres provinces vont voir leur commerce de bijoux, par exemple, se tripler par l'apport du commerce de Québec. Une taxe de 2 % n'influence pas beaucoup le commerce, sauf pendant les premiers mois, peut-être, mais une taxe de 6 % tue le commerce.

Le cas de la ville de Hull, que l'on croit régler avec un amendement, n'est pas le seul à envisager un désastre. Toutes les villes de l'Est de la province

seront affectées. On s'apercevra bien vite qu'avec un petit voyage en automobile à Ottawa, il y aura moyen de sauver des centaines de dollars. Les gens de Montréal n'hésiteront pas à s'y rendre pour faire leurs achats, afin d'éviter de payer des centaines de dollars de taxes. Non seulement on va favoriser le commerce étranger avec cette nouvelle taxe, mais ce sera le meilleur moyen de créer, de développer et d'augmenter le marché noir déjà assez florissant chez nous, pour certaines catégories d'objets.

Une taxe de 2 % serait suffisante et ne désorganiserait pas le commerce. Les grands établissements des provinces voisines ont ouvert des succursales dans notre province. Elles subiront un rude contre-coup. Le commerce des succursales va passer aux sièges principaux de ces établissements, les employés vont être affectés. L'avenir des employeurs et employés de la province sera ainsi gravement compromis. Bref, la taxe de 6 % est trop lourde. C'est une très mauvaise taxe, parce qu'elle va augmenter les charges des consommateurs, favoriser le marché noir, et nuire à notre commerce.

Je dois dire que je ne m'oppose pas au principe d'une taxe de vente, étant donné la situation et parce que je reconnais qu'il faut des revenus pour faire fonctionner l'administration. Mais il faut la garder dans les limites du bon sens. Je crois que le gouvernement aurait raison de maintenir une taxe de vente qui touche à peu près tout le monde. Elle allège le fardeau du propriétaire rural et, surtout, du propriétaire urbain qui n'en peut plus à l'heure actuelle. Une taxe de vente prévient une surtaxe des propriétaires fonciers dont les charges sont lourdes. Si une taxe de vente doit rapporter des revenus convenables, elle doit demeurer dans des limites convenables.

Mais le gouvernement a tort de changer cette taxe de 2 % en une taxe exorbitante de 6 % qui sera trop lourde pour être efficace, qui va s'appesantir sur nos ouvriers et nos cultivateurs et qui menace de tuer notre commerce au bénéfice de la province voisine. Si l'on fixe la taxe à 6 %, toutes les classes de la population seront touchées, malgré ce qu'en disent les porte-parole du gouvernement. C'est évident à la lecture de la longue liste des articles taxables.

Elle est, en outre, injuste parce qu'elle est imposée sur des articles qui sont une nécessité essentielle. Je m'oppose avec toute l'énergie dont je suis capable à des impôts vexatoires. La loi sera inapplicable et inefficace. Elle est de plus fallacieuse. Sous le prétexte de taxer des objets de luxe, on frappe d'un lourd impôt la classe ouvrière, la classe agricole, puisqu'on taxe des articles de nécessité

comme la verrerie, la vaisselle. Le gouvernement croit augmenter son revenu: il sera désappointé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a parlé de l'attitude de l'opposition, vendredi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre parle de cela, je me réserve le droit de lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition s'est sauvée et nous avons voté le principe de la loi en son absence. Les députés sont partis comme des enfants qui boudent.

M. Godbout (L'Islet): Notre départ était le seul argument qui nous restait pour réclamer la liberté de parole que refusait l'honorable premier ministre à mes députés. Le Règlement interdit de faire référence à un débat antérieur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas question de parler d'un débat antérieur, puisque les libéraux se sont enfuis de la Chambre comme des enfants fuient l'école.

M. Godbout (L'Islet): Cette grève, qui n'était pas une fuite, faisait partie du débat qui a eu lieu vendredi dernier. Les députés de l'opposition n'avaient d'autre choix que de s'en aller. Et je considère que ce geste que nous avons posé faisait partie du débat lui-même et en était le chapitre final. On ne devrait donc pas y faire référence, puisque le Règlement ne permet pas qu'on fasse référence à un débat antérieur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a critiqué, tout à l'heure, les décisions de l'Orateur et du président du comité plénier la semaine dernière. Il n'a pas le droit de critiquer les décisions des présidents.

M. Godbout (L'Islet): Je ne critique pas les décisions des présidents et j'ai bien spécifié que c'est l'attitude du premier ministre qui a privé les députés de l'opposition de leur droit de parole. J'ai critiqué uniquement l'attitude du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsqu'on tente de critiquer le premier ministre, ce n'est que pour critiquer indirectement le président du comité plénier et l'Orateur. C'est le président de la

Chambre qui a nommé le député de Montmorency (M. Dumoulin).

M. Godbout (L'Islet): Parce que le président n'a pas vu lui-même l'attitude du premier ministre. Et j'avertis mon honorable ami qu'il nous engage sur un terrain dangereux pour lui, s'il veut rouvrir ce débat. J'avertis de plus le chef du gouvernement que s'il entre sur ce terrain et ouvre un débat sur les incidents de la semaine dernière, je réclame mon droit de lui répondre. Le député de Montmagny discutait le principe d'un article et il en avait le droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. J'ai voulu tout simplement faire respecter les règlements de la Chambre, afin de ne pas prolonger inutilement les débats, et pour conserver la dignité et le décorum à la Législature.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre voit que j'avais raison de lui dire qu'il s'engage sur un terrain dangereux. C'est en comité que l'on doit discuter chaque article d'un projet et c'est ce que nous avons l'intention de faire aujourd'hui.

M. le président: (Croyant l'article 1 des résolutions adopté) Adopté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Une minute, une minute. La semaine ne fait que commencer.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Lorsque le gouvernement Godbout a imposé la taxe de vente de 2 %, la première personne à s'y opposer a été le député de Matane (l'honorable M. Gagnon). Pourtant le trésorier provincial propose maintenant une taxe de 6 % sur presque tous les articles taxés par la loi précédente. J'attire l'attention du trésorier de la province sur deux catégories d'objets qui vont être taxés, objet de toutes nécessités: les instruments chirurgicaux électriques et la fourrure. Les définitions du bill sont tellement imprécises ou incomplètes que la première résolution taxe les appareils chirurgicaux qui sont mus à l'électricité, si l'on ne précise pas davantage les définitions. A-t-on pensé à cela? Je trouve cela injuste.

Elle taxe les fourrures et tout vêtement où il se trouve une tache de fourrure. Cela veut dire, par exemple, qu'un bûcheron, un ouvrier, un cultivateur qui achète un mackinaw doublé en mouton que portent les bûcherons, paiera une taxe de 6 %; pourtant cet article est un vêtement de première nécessité.

Il en sera de même, au sens de la loi, pour la blouse du cultivateur qui a également un col de fourrure; pour le manteau de la jeune ouvrière, bon marché et nécessaire orné de fourrure lui aussi qu'achète les pères de famille de moyens modestes pour leurs filles ou une casquette avec des oreilles de fourrure. Je ne suis pas intéressé dans la fourrure, mais je connais bien cette ligne. Ces articles ne devraient certainement pas être taxés. Ce ne sont pas des objets de luxe. Avec notre climat rigoureux, un manteau de fourrure n'est pas un luxe.

À l'heure actuelle, un manteau de fourrure, qui est le produit d'une industrie de chez nous, coûte souvent moins cher qu'un manteau de drap, et quelle qu'en soit la valeur, il faudra les taxer. Le manteau de fourrure de \$80 ou \$90 qui est plus confortable et d'une plus grande durée que certains manteaux de drap est vendu aux classes laborieuses et non aux classes riches. Et c'est loin d'être un article de luxe. Les manteaux en mouton sont chauds et ne coûtent pas cher. La jeune fille qui voudra s'acheter un manteau de fourrure d'emploi régulier devra payer la taxe de 6 %. Et on appelle ça une taxe de luxe. Il est injuste, arbitraire de taxer pareils objets de nécessité.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Tout d'abord, il n'est pas question d'une taxe de luxe. Le but de la loi est de venir en aide à l'éducation et à la santé publique. Le gouvernement a besoin d'argent pour maintenir et développer les services éducationnels et les services de santé dans la province. Les besoins de l'éducation et de l'hygiène sont considérables, pressants et de plus en plus grands. Le budget de la province est insuffisant pour y pourvoir, parce que le pouvoir central a envahi le domaine provincial de la taxation directe.

Pour répondre à ces besoins, le gouvernement commence par faire disparaître une taxe qui grevait les familles nombreuses, la classe pauvre ou moyenne. Cette taxe coûtait \$9,000,000 à \$10,000,000 par année aux ouvriers, aux cultivateurs et aux classes moyennes. Le gouvernement enlève aux familles nombreuses le fardeau de la taxe de 2 % qu'on payait dans la province depuis 1940, mais comme il faut remplacer cette taxe qui rapportait \$13,000,000, on s'adresse aux gens qui sont capables de payer, et on taxe plus lourdement les objets de luxe qui ne sont pas de première nécessité. Les vêtements, si l'on exempte les fourrures, ne sont plus taxés, par contre, on taxe les spiritueux, les automobiles, etc., C'est juste que le riche paye, afin que le gouvernement puisse aider l'éducation et la santé publique.

Avec la taxe de vente actuelle, le cultivateur qui voulait se bâtir une maison était obligé de payer une taxe sur tout ce qui entraînait dans les travaux de construction. À l'avenir, avec la loi actuelle, il n'aura rien à payer. Les matériaux pour la construction des bâtiments, tant dans les campagnes que dans les villes, ne seront pas taxés. Et en vertu d'un amendement que j'apporterai au bill, on exclura de la définition du mot "verrière" la vitre qui entre dans la construction d'une maison. Aucune vitre ne sera taxée comme les vitres le sont présentement.

Dans le passé, la femme du cultivateur, de l'ouvrier ou du modeste fonctionnaire était obligée de payer la taxe de vente sur tous les vêtements qu'elle achetait pour elle et ses enfants. Avec la loi actuelle, elle ne paiera pas de taxe⁴. Elle déboursa 6 % quand elle voudra s'acheter des colliers, des bijoux, des parfums ou des fourrures. Mais quelle est la femme d'ouvrier ou de cultivateur qui porte des bijoux et des fourrures? Cela n'affectera guère la femme des classes laborieuses. Les femmes de cultivateurs, d'ouvriers et de fonctionnaires, en règle générale, n'auront rien à déboursier pour la taxe de luxe. On ne frappe pas par cette taxe les gens des classes laborieuses. C'est un dégrèvement complet. Les classes nécessiteuses seront peu ou pas affectées par la présente loi.

Il faut aller chercher de l'argent quelque part pour l'éducation. La taxe sera imposée sur les autos, mais on en exemptera tous les instruments et les véhicules de ferme à moteur qui servent à la culture de la terre. La taxe sera imposée sur les radios. Ce ne sont pas des articles de première nécessité. D'ailleurs, il y a déjà des restrictions fédérales qui empêchent l'achat des autos ou des radios. S'il y a une chose qui doit être taxée, ce sont bien les spiritueux.

Toutes les lois somptuaires frappent les bijoux, les fourrures et les spiritueux. Récemment, le premier ministre a reçu une délégation très représentative présidée par S. E. Mgr Pelletier. Que demandait-on? Tout simplement des moyens de développer la tempérance dans la province. Et n'est-ce pas d'ailleurs le moyen le plus efficace dans ce dernier cas? Le gouvernement a voulu taxer surtout les classes riches ou plus aisées en dégageant les classes nécessiteuses.

Dans mon discours du budget, j'ai expliqué les difficultés des provinces à se procurer des revenus. Le gouvernement fédéral est entré dans le domaine de la taxation réservé aux provinces et ne veut plus en sortir. Il faut trouver des moyens de taxer, sans affecter les classes laborieuses. Le député

de Saint-Sauveur dit que le mackinaw du bûcheron sera taxé, mais la loi spécifie que seuls les vêtements garnis de fourrure des adultes sont taxés. On considérera que l'âge adulte commence à 20 ans environ.

Il y a une différence énorme entre un manteau de drap et un manteau de fourrure, un manteau de fourrure est plutôt un objet de luxe, tandis qu'on peut se procurer un manteau de drap pour \$15. Ce sont ces manteaux de drap de \$15 à \$75 qui se vendent le plus, et on a tenu à les exempter de la taxe.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Un manteau de drap coûte plus que \$15.

L'honorable M. Gagnon (Matane):⁵ Le manteau garni de fourrure est un objet de luxe. Quant aux fourrures, les libéraux n'ont pas à se scandaliser d'une taxe de 6 % quand leurs amis d'Ottawa ont déjà imposé sur la fourrure une taxe de 33 %⁶. Le gouvernement du Québec avait besoin de revenus et devait les obtenir en causant le moins de tort possible. La taxe fédérale sur les fourrures est de 25 % plus une taxe de vente de 8 % et l'opposition ne dit rien, mais elle s'indigne parce que nous imposons une modeste taxe de 6 %.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Une taxe de 6 %, ce n'est pas une taxe modeste.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Alors que le fédéral impose une taxe de 13 %⁷ sur les appels téléphoniques longue distance, le provincial ne charge que 2 %⁸. Elle est encore bien inférieure à la taxe fédérale qui est de 15 %.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le trésorier n'a pas lu sa loi.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je me suis trompé. C'est 6 % en effet.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ça monte vite.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il ne s'agit pas d'une taxe de luxe, mais d'une taxe qui permettra au gouvernement de se procurer l'argent nécessaire pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique. Quant au marché noir, le gouvernement a pris des mesures pour le tenir en échec.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le ministre s'est bien gardé de répondre à mes questions concernant la fourrure. Ottawa perçoit une taxe de 25 % sur la fourrure brute apportée au manufacturier seulement. Tandis qu'avec la taxe provinciale, non seulement on taxe tout le manteau de fourrure fini, y compris le profit du détaillant et la taxe fédérale, mais même n'importe quel manteau de drap agrémenté d'un petit morceau de fourrure grand comme ça. La taxe de 6 % sera imposée sur la valeur d'un manteau, quelle que soit la quantité de fourrure dont il sera garni. Pourquoi n'impose-t-on pas cette taxe sur le coût de la fourrure seulement?

Le trésorier m'a répliqué: "nous avons besoin de revenus". D'accord, mais alors pourquoi abolir la taxe de 2 % et la remplacer par une taxe de 6 %? Le trésorier a dit qu'il est possible de trouver un manteau de drap de \$15 pour les jeunes filles. Les manteaux de \$15 dont il parle, ça n'existe plus depuis longtemps. Je suis père d'une nombreuse famille et je voudrais pouvoir en trouver un à \$15. Je vois plutôt qu'aujourd'hui un bon manteau de drap vaut le prix ou coûte souvent plus cher qu'un manteau de fourrure fabriqué dans la province. Il est évident que le trésorier n'est pas sorti de chez lui pour étudier la situation. S'il l'avait fait, il saurait que le manteau d'hiver pour femme, le moins cher, coûte beaucoup plus que \$15. Il n'aurait pas dit non plus que la radio, le téléphone et le gramophone étaient des objets de luxe puisqu'on peut les trouver, de même que les appareils électriques, dans tous les foyers convenables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les écoles et les hôpitaux, les cliniques et d'autres établissements ont besoin de plus d'argent pour continuer leur bon travail. Les propriétaires paient plus que leur part. Il faut donc que le gouvernement trouve plus d'argent pour aider ces établissements à régler leurs problèmes.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement dit qu'il va chercher ses revenus chez ceux qui ont le moyen de payer. Mais en taxant le manteau de fourrure que la jeune fille s'achète parce qu'elle doit braver toutes les intempéries pour aller à son travail, il ne taxe pas un objet de luxe. On taxe les manteaux de fourrure bon marché, autant que les manteaux de luxe.

J'avertis le gouvernement que, s'il n'égorge pas la population, il va causer un tort considérable aux fourreurs québécois qui constituent une industrie de confection importante. On commet une erreur

fondamentale en ruinant cette industrie essentielle de notre province, au profit des marchandises importées. La nouvelle taxe va nuire à l'industrie de la fourrure, elle va provoquer une augmentation des achats sur catalogue, favoriser le marché noir et priver la province de revenus. Il sera impossible de contrôler le marché noir entre le Québec et les autres provinces.

Quant au mackinaw du bûcheron, c'est un vêtement d'adulte. Le trésorier s'est encore trompé. Un manteau de fourrure de \$75 à \$100, est-ce un luxe pour l'ouvrière? Un radio de \$25 à \$30 pour une famille d'ouvrier, est-ce un luxe? Le radio que s'achète un ouvrier ne peut être considéré comme un objet de luxe, en dépit de ce qu'a prétendu le trésorier. Les petits appareils radio sont devenus des articles presque nécessaires pour l'information et l'éducation du peuple.

Si j'achète un complet de \$35, je paie 70 sous. L'homme riche paie davantage avec cette taxe exagérée, mais le commerce et l'industrie vont éprouver de graves difficultés parce qu'on impose une taxe sans avoir réfléchi aux conséquences. Appelons ça taxe de vente, mais taxe de luxe, jamais. Je considère que la taxe est effroyable.

On veut faire croire à la population qu'il est mieux pour elle de payer 6 % que de continuer à payer 2 % comme depuis 1940. On jette la perturbation partout et on va tuer notre commerce avec cette taxe de 6 % imposée sur une foule d'objets.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des besoins énormes et pressants dans le domaine de l'enseignement et de la santé publique. Les services éducationnels et les services de santé coûtent de plus en plus cher au Trésor public. Nous voulons aider l'éducation. Les besoins dans ce domaine sont extraordinaires et énormes. Les commissions scolaires des grandes villes, Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, ne peuvent boucler leurs budgets et ne peuvent plus suffire à la tâche. Le personnel réclame des augmentations de traitement. Elles sont dans de mauvaises affaires financières et elles ont recours au gouvernement qui doit ainsi assurer une lourde partie de leurs obligations.

Va-t-on laisser les commissions se débattre seules dans les affaires d'une crise financière aux dépens de la province? Je ne le crois pas, le gouvernement est obligé de leur venir en aide. Il nous faut des revenus. Il n'est pas raisonnable, d'autre part, que ce soit le petit propriétaire qu'on frappe tout le temps et qui paie seul, en vertu de notre

système fiscal. Il ne faut pas laisser le petit propriétaire payer tout le temps les frais de l'enseignement.

Le même cas se produit dans le domaine de la santé. La santé publique demande aussi des subventions gouvernementales, des constructions nouvelles. Il y a à Montréal au-delà de 1,000 tuberculeux qui devraient être hospitalisés et pour lesquels il n'y a pas de lit dans les hôpitaux. Le gouvernement doit y pourvoir.

Par ailleurs, vu les exigences fédérales, le gouvernement a un pouvoir limité de taxation. Le droit de taxer les banques, les industries, les corporations, les compagnies d'électricité ou les revenus, les riches, en un mot, nous ne l'avons pas dans le moment; il a été laissé à Ottawa. En attendant, il faut que la province trouve le moyen de faire payer pour l'éducation et la santé. Le droit de taxer les corporations, les riches a été cédé en 1942 à Ottawa, la province de Québec ne conserve le droit que de taxer les pauvres.

Nous tâchons de faire notre possible pour ne pas charger les pauvres et les familles nombreuses et, autant que possible, de faire payer ceux qui ont le moyen de payer. En abolissant la taxe de vente, nous sauvons énormément aux pauvres gens. La nouvelle taxe s'applique surtout aux objets de luxe, les spiritueux, les autos, etc. Qui d'ailleurs refusera de payer quelques sous sur les comptes d'électricité et de gaz pour aider l'éducation dans la province? Il n'y a pas un bûcheron qui refusera de payer 30 cents pour l'éducation et la santé publique. Mon gouvernement sauve au peuple entre \$9,000,000 et \$10,000,000 par année en abolissant la taxe de vente.

Il ne faut pas oublier qu'en raison de la guerre, Ottawa s'est approprié la plupart des sources de revenu de la province. Les services fondamentaux de la province doivent être maintenus et l'administration actuelle ne pourrait pas les financer à moins de faire porter le fardeau à ceux qui seraient capables de payer, tout en allégeant le fardeau imposé aux plus pauvres par l'ancien gouvernement, lors de la création de la taxe de vente de 2 %. Voilà pourquoi on impose la nouvelle taxe sur les articles de luxe. Il ne faut pas oublier non plus que la loi que nous présentons ne durera pas éternellement. Elle est temporaire. Aussitôt que nous aurons repris les sources de revenus cédés à Ottawa ou quand Ottawa nous aura remis les droits de taxation que nous lui avons cédés, nous allons l'abolir⁹. D'ailleurs une disposition du bill Gagnon autorise le gouvernement à détaxer certains articles présentement atteints ou à diminuer l'impôt.

Il faut, après tout, que le gouvernement trouve l'argent à quelque part, afin de soutenir la cause de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire. L'Université de Montréal a un déficit annuel de \$700,000. Les problèmes d'argent en matière d'enseignement sont énormes. Le gouvernement doit faire payer ceux qui sont capables de le faire pour rencontrer ses obligations. On dit qu'il y a des critiques. Oui, il n'est jamais amusant de se faire taxer. Le gouvernement veut soulager la masse des contribuables du fardeau des taxes et le répartir sur ceux qui ont plus les moyens de payer. Mais ce sont généralement les gros, ceux qui ont le moyen de payer, qui crient le plus fort. Je ne blâme pas le gouvernement actuel d'Ottawa. Tous les partis sont pareils. Nous voulons rendre justice à tout le monde, mais que ceux qui ont le pouvoir de payer paient. C'est cela qui sauvera nos familles nombreuses.

L'honorable M. Gagnon (Matane) répète cette affirmation et évoque plusieurs situations où les travailleurs ne souffriraient pas de l'imposition de la taxe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe de vente atteignait 5,000 articles alors que la taxe nouvelle n'en frappe que 25. Il y a un mouvement dans toutes les provinces pour reprendre nos droits en matière de taxation. En attendant, nous passons une loi pour taxer ceux qui ont les moyens de payer. Nous voulons sauver la famille canadienne au point de vue intellectuel et au point de vue physique. Le gouvernement veut rendre justice à tout le monde et sauvegarder la santé publique et venir en aide à l'éducation sous toutes ses formes dans la province.

M. Chaloult (Québec): En attendant un nouveau régime monétaire, il faut prendre l'argent où il se trouve. Il importe de taxer les riches, au lieu de faire payer les pauvres. Le but de la loi est excellent et je suis en faveur du principe de la présente loi, mais que l'on atteigne le but proposé. Il importe de développer l'enseignement et donner des millions à nos universités de Montréal et Québec. En principe, on a le droit d'imposer une taxe de luxe, à condition cependant que l'on taxe des objets qui constituent véritablement du luxe comme, par exemple, l'alcool, et à la condition que l'on prenne les moyens d'empêcher le commerce clandestin.

Dans l'ensemble, je crois que l'on cherche avec cette loi à taxer les objets de luxe. Mais ne devrait-on pas exempter de la taxe les autos à bon

marché? Que l'on taxe les voitures de luxe, très bien, mais est-ce que les petits commerçants, la petite bourgeoisie n'ont pas besoin d'autos aujourd'hui? On devrait établir des paliers à ce sujet. Je suggère que l'on taxe les voitures en haut de \$700, parce que dans notre siècle l'automobile n'est pas un objet de luxe. L'ouvrier et le petit bourgeois ont droit à leur auto et on devrait exempter de \$500 à \$800.

Mais je m'oppose à une taxe de 2 % sur le gaz et l'électricité. Ce sont là des choses absolument nécessaires à la vie des gens, même pour les pauvres gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette taxe existe déjà. À Montréal il y a environ 45,000 usagers du gaz et de l'électricité qui ne paient pas plus de \$1.50 par mois et qui ne s'objecteront pas à donner 3 cents de plus en taxe pour la cause de l'éducation.

M. Chaloult (Québec): Puisqu'on a nationalisé l'électricité, il ne faut pas élever le coût en taxant, car on nuit à la nationalisation en donnant au peuple l'impression que l'étatisation élève les taux au lieu de les abaisser. L'électricité est un objet de première nécessité. On devrait modifier la taxe.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre et le trésorier, s'inspirant du titre de la loi, disent: "Il nous faut de l'argent et il faut taxer." Ce n'est pas ce que l'Union nationale a dit aux dernières élections. Les beaux discours sont bien accueillis pendant les campagnes électorales, à condition d'être honorés quand un parti arrive au pouvoir. La présente administration avait promis d'abolir la taxe de 2 %, mais elle l'a remplacée par un impôt de 6 %. Les gens se rendent déjà compte de l'erreur faite en 1944. Aux dernières élections, on n'avait pas exposé au peuple qu'il fallait de l'argent pour l'éducation et la santé. On disait simplement qu'on allait abolir la taxe de vente.

Entre les promesses du premier ministre d'abolir la taxe de vente et la réalité, il y a une grande marge. La vérité et la situation actuelle, c'est que, les discours finis, la taxe de vente n'est pas abolie, mais elle est portée de 2 % à 6 %. C'est moins gai. Ça enlève beaucoup de poésie aux beaux discours. L'expression "taxe de luxe" n'est qu'une farce, un camouflage pour ne pas dire une plaisanterie. Quand on achète dans un magasin, on ne fait pas de discours: on paie. On paie le prix de la taxe. Les imitations de bijoux, l'auto du cultivateur, les remorques, le moindre poil sur un manteau, les sacs à main, les sacoches, etc., sont taxés.

"Nous ne taxons que les bijoux", disent les ministres. Mais dans les bijoux on fait entrer là-dedans les imitations et n'importe quel bric-à-brac. Cette taxe s'appliquera aux imitations de bijoux d'une valeur de 50 cents. C'est une imitation exagérée de la taxe de vente.

On fait ensuite de la démagogie en disant qu'on taxe les riches. Quand on taxe les comptes d'électricité de \$1.50, est-ce qu'on taxe les riches ou les pauvres? Le premier ministre dit: "Qui va s'opposer à payer quelques sous?" Mais 6 % c'est plus que quelques sous. On nous a dit: "les cultivateurs seront exemptés" Ah! non. Ils ne paieront pas pour les tracteurs, mais ils paieront pour les autos.

On taxe les véhicules à moteur et on dit dans la loi que les remorques dont se servent les cultivateurs, les autos des cultivateurs, les engins à gazoline, les moteurs électriques, tout ça, ce sont des véhicules à moteur. Même l'huile et la graisse, les pneus et les chambres à air sont des véhicules à moteur. Tous les appareils de chauffage seront taxés avec les appareils électriques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le charbon n'est pas taxé.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Mais il ne l'était pas sous le gouvernement Godbout.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce n'est là qu'une des mesures proposées par le gouvernement de l'Union nationale depuis août dernier, prouvant ainsi qu'il ne voulait que jeter de la poudre aux yeux en changeant le titre des lois. Dans le bill présenté à la Chambre, il ne fait que transformer une taxe de 2 % en une taxe de 6 %, tout en prétendant le faire pour répondre aux besoins en matière d'éducation et de santé.

Cette loi taxe les ouvriers et les cultivateurs autant que la taxe de vente. On va bientôt taxer l'heure avec cette taxe dite de luxe. Quand on dénonce un abus comme l'Union nationale a dénoncé la taxe de vente, on ne la multiplie pas et on ne la remplace pas par une taxe trois fois pire, comme on le fait actuellement.

Ce qu'il faut dire au peuple, c'est que la seule différence, c'est que nous taxions de 2 % et que l'Union nationale taxe de 6 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Essayez de faire croire ça. Le député de Bellechasse (M. Bienvenue) est le seul à dire cela.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pas besoin d'essayer, c'est tout cru dans la loi. Le premier ministre n'a évidemment pas lu les journaux. Ils sont remplis de protestations des marchands. Si le premier ministre avait dit qu'il remplacerait une taxe de 2 % par une taxe de 6 %, il n'aurait pas pris autant de votes que les électeurs lui en ont donné. On exempte les cultivateurs qui auront besoin de remorques sur leurs fermes. Je proteste contre l'imposition de la taxe sur la valeur complète d'un manteau, même s'il ne contient qu'un pouce carré de fourrure.

Les réfrigérants ne sont pas un objet de luxe, mais une nécessité. Le peuple proteste contre cette taxe. La province est en effervescence. Députés et ministres reçoivent des milliers de lettres de protestation. Les gens ont été trompés. Sous le nom de "malles", on taxe les valises, les bourses, les sacs à mains, les portefeuilles, les serviettes à documents, les étuis de bijoux et les nécessaires de toilettes. Tout cela, c'est des malles, des objets de luxe.

La nouvelle taxe est vexatoire et elle chassera les touristes de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce cas, ils ne viendront pas au Canada, puisque la taxe fédérale est plus élevée.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ils viendront voir les beautés de Québec mais achèteront dans l'Ontario. Aucune autre province dans le dominion ne possède une taxe de vente aussi lourde, une taxe de vente de 6 % qui s'ajoutera, sur certains articles, à la taxe fédérale de 25 %...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe de vente s'appliquait sur 5,000 articles, tandis que la taxe actuelle est imposée sur environ 50 articles¹⁰.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre n'est pas sérieux. Rien que dans les appareils électriques, il y en a cinquante.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est faux.

M. Bienvenue (Bellechasse): Que le trésorier s'enferme dans son réfrigérateur et il se refroidira pendant que les réfrigérateurs sont taxés. C'est la taxe la plus lourde qui n'ait jamais été imposée par aucun gouvernement provincial au Canada. Quand

elle était de 2 %, les gens de l'Union nationale disaient que c'était une calamité. Aujourd'hui, ils la portent à 6 %. Et ils prétendent faire une faveur au peuple. Cette taxe de 6 % sera calculée même sur la taxe fédérale. Ce sera la taxe de la taxe. On frappe même les bagues de fiançailles, les joncs de mariage les mobiliers de nouveaux mariés: tout est taxé à 6 %. Est-ce que les ouvriers et les cultivateurs peuvent se marier sans cela? Ce ne sont pas des objets de luxe et c'est la jeunesse qui va payer la taxe.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Il est facile d'expliquer cette taxe. Le gouvernement libéral a imposé une taxe qui rapporte \$13,000,000 en commençant. La nouvelle taxe ne rapportera pas plus que l'autre. Nous taxons la bière de \$3,000,000. C'est toujours ça que le peuple ne paiera pas.

La loi dégrève le budget de l'ouvrier et désormais la taxe sur la bière sera absorbée par les brasseurs¹¹. De ce seul fait, les ouvriers vont économiser de \$5,000,000 à \$6,000,000 par année. Le député de Bellechasse (M. Bienvenue) craint que la taxe n'affecte les nouveaux mariés. Si un nouveau marié n'est pas capable de payer cette taxe, il ne devrait pas se marier.

Le petit peuple va sauver de l'argent du fait de l'abolition de la taxe de vente. Ça va être les gros qui vont payer au bénéfice des petits.

M. Leduc (Laval): La nouvelle taxe est loin d'être une amélioration. On ne fait que déplacer une taxe de vente pour la remplacer par une taxe de luxe. On abolit une taxe de 2 % pour une taxe de 6 %. Contrairement à ce qu'ont dit le premier ministre et le trésorier, la nouvelle taxe imposerait un fardeau à toutes les couches de la population qui serait trois fois pire que celui de la précédente taxe de vente de 2 %. Le ministre des Finances de la province, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), a déclaré tantôt que la taxe va rapporter le même montant à peu près, que la taxe de vente. On ment donc à la province, quand on lui dit que cette taxe est pour aider à l'éducation et à la santé publique.

Il ne faut pas que la province s'imagine, après avoir entendu le premier ministre, que la taxe va aider l'éducation et la santé publique. Car, si on anticipe et si on reçoit le même montant que le revenu de celui de la taxe de vente, on ne pourra pas aider ces deux grandes causes. C'est seulement un déplacement de taxes, et c'est une discrimination sérieuse et très grave envers le commerce de la province de Québec.

La taxe nouvelle aura pour effet de chasser le commerce et l'industrie de la province. Elle est discriminatoire et elle n'aura pas pour effet d'apporter de nouveaux revenus à la province. Quand nous imposons une taxe de vente de 6 % aux gens de la province de Québec seulement, nous faisons un tort immense et des perturbations au commerce québécois. On se plaint que nos hommes d'affaires n'ont pas de succès dans la province de Québec.

Mais, c'est le gouvernement qui leur crée des difficultés aujourd'hui. Après la guerre, industriels et marchands vont étudier la situation qui peut leur être faite dans les provinces. Cette taxe va les éloigner de notre province. L'industrie québécoise va souffrir énormément de cette taxe et les industriels étrangers y penseront désormais deux fois avant de venir s'établir chez nous, à cause des tendances actuelles de notre système fiscal.

Qui va payer pour cela? L'ouvrier que le gouvernement refuse de protéger en ne comprenant pas que ses nouvelles taxes vont chasser les industries. En définitive, ce sont les ouvriers qui vont en souffrir, et qui vont payer avec la nouvelle loi, parce que la stagnation des affaires entraîne le chômage. Et lorsque l'ouvrier ne travaille pas, le cultivateur n'est pas prospère. Seule la province de Québec va avoir une taxe de vente de 6 % qui n'existe aucunement dans les autres provinces du pays. C'est l'ouvrier et le commerce en général qui vont payer pour une promesse électorale faite à la légère par le chef de l'Union nationale.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Très bien.

M. Leduc (Laval): L'ouvrier va être le premier à souffrir de ces taxes injustes. Le cultivateur va en souffrir, lui aussi. Les cultivateurs, eux aussi, vont en savoir quelque chose, quand ils vont être appelés à déboursier à propos de tout ce dont ils ont besoin. La taxe va affecter les familles. Quand on dit que l'on impose la taxe de luxe aux thermomètres, un objet essentiel dans une famille, c'est incroyable.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Ça fait 22 ans que je suis marié et nous n'avons acheté qu'un thermomètre de 98 cents chez nous.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable est resté malade aussi.

M. Leduc (Laval): Tant mieux si les enfants de l'honorable député sont en bonne santé. Il (M. Leduc) passe en revue les articles taxés. On taxe les articles les plus en usage comme les cosmétiques, les articles de sport, les radios, les téléphones, l'électricité, les disques, les thermomètres, les autos, les sacs. Qui prétendrait que ces articles sont des articles de luxe, quand toutes les couches de la population les utilisent tous les jours. Les seuls qui profiteraient de cette loi, ce sont les manufacturiers et les marchands des autres provinces et des États-Unis, chez qui de nouveaux clients se rendront pour acheter des marchandises directement ou au marché noir.

La taxe frappe les cosmétiques. L'industrie des cosmétiques est la seconde en importance des États-Unis. Elle vient tout de suite après l'acier. Il est évident que ceux qui ont choisi de taxer les cosmétiques n'ont pas de filles à la maison. J'en ai cinq et je sais la place que les cosmétiques occupent dans le budget familial. On ne pourrait en aucune circonstance dire que les cosmétiques sont des articles de luxe. Toutes les femmes les utilisent, qu'elles soient riches ou pauvres. On ne peut guère les qualifier d'articles de luxe.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le rouge à lèvres, est-ce que ça entre dans les cosmétiques?

M. Leduc (Laval): Que l'honorable député ne me demande pas cela à moi, qu'il demande cela à sa femme. La loi taxe les articles de sport. Mais est-ce du luxe cela? Une balle que vous achetez pour votre enfant, est-ce qu'on peut appeler ça du luxe? C'est de la comédie. Ceux qui disent que c'est taxer les riches que de taxer les cosmétiques et les articles de sport n'ont aucune conception de la famille. Il est clair que ce sont des gens qui n'ont ni femme, ni enfant¹². À mon sens, les cosmétiques et les articles de sport ne sont pas du luxe.

On taxe les accessoires d'autos. Actuellement, la sûreté provinciale fait l'inspection des freins et je l'en félicite. Mais il va falloir remplacer des freins et payer la taxe, alors qu'il en faut pour sauver les vies humaines. Taxer les autos comme objets de luxe, c'est injuste. Mais les voyageurs de commerce, qui vont chercher du travail pour nos ouvriers, doivent-ils être taxés pour leurs voitures? L'industrie et le commerce vont fuir la province de Québec et le premier ministre en a donné une preuve et admet que ça va créer de la perturbation en annonçant qu'il amendera la loi pour donner un traitement de faveur à la ville de Hull et

aux villes frontalières. Il faut vouloir la ruine du commerce pour présenter une semblable loi. Connaissez-vous une femme qui ne s'achète pas une bourse?

M. Bellemare (Champlain): Il y en a qui s'en achètent une nouvelle toutes les semaines.

M. Leduc (Laval): Parce qu'elles n'achètent pas la bonne qualité. Celui qui a conçu cette taxe n'a aucune idée de la situation qu'elle fait à nos commerçants. Les articles taxés à 6 % ne sont pas les mêmes que ceux qui sont affectés par la taxe de vente. C'est se moquer de nos commerçants de leur imposer une taxe avec autant de complications. C'est une nouvelle charge qu'ils devront assumer.

On complique le système de comptabilité des maisons d'affaire à cause de la taxe municipale qui reste en vigueur dans plusieurs municipalités, qui n'atteindra pas les mêmes objets que la nouvelle taxe Gagnon de 6 % et on n'augmente pas les revenus. Il (M. Leduc) prend la défense des comptables des magasins et des industries auxquels cette taxe va poser des problèmes difficiles à résoudre. La nouvelle taxe va créer des difficultés infinies aux marchands. On multiplie les problèmes de comptabilité. On se moque des commerçants. En lui faisant croire qu'elle va aider l'éducation et la santé publique, on trompe les gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La résolution numéro 1 ne concerne que les taxes payées par les manufacturiers et on devrait s'en tenir à cette résolution.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le titre de la loi est une belle façade pour cacher une monstruosité. Le gouvernement taxe même les articles nécessaires à l'éducation et à la santé publique. On devrait taxer les promesses électorales pour ménager les contribuables un peu. Le député de Saint-Henri trouve que ces taxes sont justes?

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Certainement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je suis d'avis que la variété des articles taxés travaillera contre l'hygiène et l'éducation et que le gouvernement n'a pas du tout l'intention de porter aide et assistance à la santé publique et à l'éducation. Tout est taxé, excepté les promesses électorales qui auraient rapporté gros au gouvernement. On devrait

taxer les promesses qu'on n'a pas respectées. À ce compte-là, le gouvernement de l'Union nationale ferait de l'argent.

Le peuple est fatigué des programmes de l'Union nationale. Il en a assez de programmes de façade. Il s'agit là tout simplement d'une taxe inique, d'une taxe de façade. C'est une taxe qui fait mal à mes amis de la droite. Mes collègues de Montréal connaissent le sentiment de la population, depuis qu'ils ont passé la fin de semaine à Montréal, et ils savent qu'après les prochaines élections, ils ne seront plus ici pour grogner. Quand les 21 ont discuté cette loi, les ministres qui ont voyagé pour nous attirer du commerce, disaient-ils, auraient dû protester, lorsque le premier ministre a proposé ces taxes injustes. Si le ministre du Commerce a siégé au conseil des 21, pourquoi n'a-t-il pas protesté contre une pareille taxe qui tue le commerce? Un souffleur de fournaise au petit charbon, est-ce du luxe?

Récemment, j'ai rencontré un homme d'affaires à bord du convoi entre Montréal et Québec. Cet homme m'a dit que l'Union nationale l'a déçu. À les entendre, disait cet homme, on pensait que les voleurs s'en allaient, mais ils s'en venaient. On croyait que les taxes allaient fuir, mais elle s'en viennent.

Le premier ministre espère arracher \$60,000,000 au peuple avec cette taxe nouvelle. On enlève une taxe de \$12,000,000 pour la remplacer par une taxe de \$60,000,000, soit quatre fois plus que la taxe de vente. Le premier ministre ose prétendre qu'elle n'affecte que les riches. Le gouvernement veut absolument nuire au commerce et à l'industrie des Canadiens français. Le trésorier dit: "Le fédéral taxe, lui; pourquoi pas nous?" Le trésorier trouve que le fédéral ne vaut rien, et après tout ce qu'on a dit du fédéral, il est content de l'imiter quand il s'agit de taxation.

C'est la population de Montréal qui va porter le poids de cette taxe, puisqu'elle fournit 85 % des revenus de la province. On aurait pu ménager Montréal. Le gaz et l'électricité, est-ce du luxe? Est-ce que dans un pays froid comme le nôtre, il est juste de considérer un manteau de fourrure comme un objet de luxe. Le gouvernement devrait exempter les manteaux de fourrure, disons jusqu'à concurrence de \$200.

Et la santé publique? On n'a pas pensé à cela. Du moment que les ministres sont installés confortablement, bien chaudement dans leurs maisons ou leurs bureaux, ils n'ont plus besoin de se préoccuper du peuple. Le gouvernement n'a aucune sollicitude pour l'ouvrier. On est contre l'ouvrier et on n'a pas le courage de le dire. Le gouvernement déteste la classe ouvrière et il la punit.

Un député critique les compétences du député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) en tant que représentant des travailleurs québécois à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) et l'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) est un entrepreneur et non pas un ouvrier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de faire observer le règlement de la Chambre et de respecter l'argent de la population et répète les mêmes arguments plusieurs fois.

M. le président signale au député de Montréal-Mercier qu'il devrait s'en tenir aux résolutions relatives à la taxe de luxe.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement, s'il est sérieux, devrait abolir la taxe de vente immédiatement et ne pas la laisser en force jusqu'au 31 décembre.

Le premier ministre devrait taxer les grosses corporations qui exploitent nos ressources naturelles et il ne taxe que les marchands et les industriels canadiens-français. Il crée une radio provinciale et il taxe les radios.

Il (M. Francoeur) caractérise la loi Gagnon de mesure inique. Cette loi est un véritable hold up sur le commerce, l'industrie et la province. La nouvelle taxe montera certaines classes les unes contre les autres et tuera le commerce et l'industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De quelle façon la taxe monte-t-elle les classes les unes contre les autres? Et quelles classes?

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Elle est un moyen de monter les voteurs contre vous autres.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement n'a pas le droit d'appeler taxe de luxe une taxe aussi générale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait vingt fois qu'on le dit.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre insulte le président du comité qui n'a pas interrompu un seul député.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): En résumé, la nouvelle taxe est inique, vexatoire, arbitraire et discriminatoire.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes, rapport 1944

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-troisième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1944. (Document de la session no 25)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 30 avril 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Éducation et santé publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Matane (M. Gagnon) à la séance précédente de ce jour.

M. Plourde (Arthabaska) déclare qu'il n'approuve pas la taxe de luxe. Rien dans la loi n'oblige le gouvernement à consacrer tout le produit de la taxe de luxe à l'éducation et à la santé. La loi dit que le gouvernement peut appliquer le revenu de la taxe à des fins "dans la proportion qu'il détermine". Quelle est la proportion de cette taxe qui ira à l'éducation et à la santé publique? Nous n'en savons rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il ne faut pas éterniser le débat.

M. Plourde (Arthabaska): Je n'ai pas l'intention de faire perdre le temps de la Chambre, je ne veux pas éterniser le débat et je demande de ne pas être interrompu. Je continue. On nous dit que l'on n'impose pas de taxes aux cultivateurs. Mais les cultivateurs vont payer; leurs coopératives d'électricité vont payer; ils vont payer eux-mêmes pour toute leur machinerie, excepté les tracteurs. On les frappe en taxant les appareils électriques. Je ne vois rien dans la loi qui exempte de la taxe les coopératives d'électrification rurale, rien qui exempte les cultivateurs du paiement de cette taxe pour fins de matière première. On avait promis de réduire le coût de la vie, pour la classe agricole, mais on trouve moyen de l'augmenter. En taxant tout ce qui se rapporte à l'électricité, le gouvernement fait du tort aux fermiers et aux pionniers de même qu'aux citoyens, puisqu'on utilise l'électricité dans 80 % des foyers.

Le gouvernement taxe maintenant les repas pris à la maison. La nouvelle taxe de 6 % s'appliquera sur les repas dans les familles des ouvriers, des cultivateurs et des classes bourgeoises parce qu'elle sera payable sur les poêles électriques utilisés pour cuire la nourriture, le gaz, l'électricité, le téléphone dont on se sert pour commander la nourriture, la glacière, la verrerie, la vaisselle, la coutellerie, tout ce qui sert à prendre un repas, tout ce qui sert à conserver et à réchauffer la nourriture.

Tout est maintenant taxé. Ces taxes vont affecter les plus petits. Elle frappe l'ouvrier et le cultivateur autant que les autres, car nous ne sommes plus au temps des sauvages pour manger avec nos doigts. L'ouvrier et le cultivateur trouveront plus profitable de prendre leur repas au restaurant. Je suis d'avis que c'est une taxe qui frappera trop directement l'ouvrier et le cultivateur, qui ne constituent pas pourtant la classe la plus riche de la province.

La taxe sur les fourrures n'affectera que les adultes, dit-on. Mais on sait bien que souvent des jeunes filles à la maison de 15 ou 16 ans prennent des robes ou des manteaux de la taille d'une personne de 35 ans, des manteaux aussi grands que ceux de leurs mères. Ces dernières pourront, par l'entremise de ces jeunes filles, éluder le paiement de la taxe qui ne s'applique pas aux vêtements des enfants.

Le trésorier aura même le droit de taxer la commission du vendeur, même si celui-ci la donne à son client, puisqu'il fixera lui-même le prix de l'article pour fins de taxation. Je crains que l'imposition de la taxe aux manufacturiers augmente le coût de production et fasse monter les prix. Cette taxe incitera les gens à aller acheter à l'extérieur. Bien des gens n'hésiteront pas à aller faire des achats à l'étranger et épargner bien plus que le montant des dépenses et leur voyage.

On nous dit que les villes frontières seront protégées. Mais on ne pourra jamais accorder aux marchands une protection suffisante. Le peuple critique déjà cette loi. Je crois que le gouvernement n'a jamais pensé à l'éducation, mais à arracher de l'argent à la pauvre classe, puisque tous les objets utiles au foyer sont taxés.

L'honorable M. Gagnon (Matane): En autant que le cultivateur est concerné, il n'y aura que le poêle électrique, qui est un objet de luxe, qui sera taxé. Les poêles à gaz, les poêles à bois ne sont pas taxés et il n'y a probablement pas 1 % des cultivateurs de la province qui ont des poêles électriques. Ils ne paieront donc pas. La coutellerie n'est pas taxée non plus.

Le député d'Arthabaska (M. Plourde) nous blâme parce que nous ne sommes pas assez sévères pour le cultivateur. Il (M. Gagnon) prend le député d'Arthabaska (M. Plourde) à partie en disant qu'il a voulu insinuer que les filles de cultivateurs pourront acheter des vêtements pour leurs mères et leur permettre d'éviter la taxe. Le député d'Arthabaska (M. Plourde) insulte les jeunes filles en disant qu'elles sont aussi grandes que leurs mères.

M. Plourde (Arthabaska): Je demande que l'honorable trésorier soit rappelé à l'ordre. Le trésorier qui taxe cyniquement toutes les classes laborieuses, n'a pas le droit de dire que j'insulte les jeunes filles de nos cultivateurs en protestant contre des taxes injustes. Je ne faisais pas allusion aux filles de cultivateurs à ce moment-là, mais je parlais des jeunes filles de moins de 21 ans en général, qui ont la taille de personnes bien plus âgées qu'elles.

On disait aux dernières élections que c'était une honte de faire payer 2 % aux ouvriers et aux cultivateurs. Aujourd'hui, on dit que 6 %, c'est une bagatelle. C'est surtout la classe pauvre que le gouvernement atteint avec sa mesure. On ne fait que remplacer une taxe de 2 % par une taxe de 6 % que l'ouvrier et le cultivateur seront appelés à payer comme tout le monde.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je connais trop bien la population agricole et la population ouvrière pour penser qu'elles prendront les moyens de tromper le fisc. On fait disparaître la taxe de vente imposée sur 5,000 articles pour la remplacer par une taxe qui ne s'appliquera qu'à environ 25 articles.

Ce ne sera pas une taxe dirigée contre la famille, mais une taxe qui ne s'appliquera qu'à quelques membres de la famille et dont tous les enfants seront exemptés. Quel est le cultivateur ou l'ouvrier qui refusera de payer et qui va protester contre une taxe de 6 % sur quelques articles en sachant que ces revenus permettront à la province de donner une meilleure éducation à ses enfants? Si le cultivateur ou l'ouvrier a les moyens d'avoir une laveuse électrique, il paiera la taxe de l'éducation. C'est leur faire injure de dire le contraire.

Pour ce qui est de la taxe de 2 % que nous imposons sur l'électricité et en réponse au député de Québec (M. Chaloult): les trois-cinquièmes des usagers du gaz et de l'électricité, dans la province, ne paient pas plus que \$1 par mois. Quant aux ouvriers dans les villes, la plupart ne paient qu'un minimum de 70 sous; la consommation à Montréal est en moyenne de 70 cents par mois, pour l'électricité, ce n'est pas eux qui vont refuser de payer 2 % sur un pareil montant.

Il ne faut pas oublier que, dans les familles ordinaires, le coût de l'électricité, y compris la laveuse, le frigidaire et le radio ne dépasse pas \$3 par mois¹³. On ne se trouvera donc qu'à payer 6 cents par mois et qui va refuser de payer 6 cents pour l'éducation et la santé de ses enfants? Je me refuse à croire que ces gens hésiteront à payer une taxe de 2 % sur ces montants.

M. Chaloult (Québec): À part les ouvriers et les cultivateurs, il y a les institutions religieuses.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Elles sont exemptées.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pour leurs achats, mais elles n'échappent pas à la taxe générale.

M. Plourde (Arthabaska): Le trésorier dit: "Croyez-vous que le cultivateur ne paiera pas avec plaisir le 6 %?" Ce sont les mêmes gens de l'Union nationale et le même homme qui couraient la province aux dernières élections pour annoncer qu'une fois au pouvoir, ils rappelleraient la taxe de vente de 2 % qui, aujourd'hui, taxent le peuple à 6 %.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Elle est enlevée.

M. Plourde (Arthabaska): Oui et on l'a remplacée par une taxe de 6 %.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement avait d'avantage annoncé une taxe de luxe dans son discours sur le budget. Puis, il s'est avisé et il arrive avec un projet qui porte pour titre: Loi pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique. Le trésorier de la province a essayé de tromper la population québécoise en prétendant que les classes populaires ne seraient pas touchées par la nouvelle taxe de luxe. Le trésorier aime à citer des vers, qui veut lui citer celui-ci qui est bien de circonstance: "Comment en un vil plomb l'or s'est-il changé?"

L'Union nationale avait promis, en 1936, d'abolir les taxes; lors des dernières élections, elle avait assuré le peuple que la taxe de vente disparaîtrait. Mais aujourd'hui, on impose une taxe qui affectera plus les contribuables que la taxe de vente. En 1940, le premier ministre actuel disait: "Je m'oppose surtout parce que le gouvernement Godbout taxe les comptes d'électricité et de gaz déjà grevés d'une taxe fédérale de 8 %" et il disait qu'on taxait la taxe. Que voit-on aujourd'hui? Le présent gouvernement, dirigé par le même M. Duplessis, propose une taxe semblable.

Il ajoute une taxe de vente de 6 % aux mêmes impôts fédéraux. Pourtant, il prétend protéger les pauvres gens de la province contre ceux qui sont censés être riches. Il promet également d'utiliser les nouveaux revenus pour favoriser l'éducation et la protection de la santé dans la province. Quelle farce!

Si le premier ministre avait été sincère l'an dernier lors des élections générales du 8 août, au lieu de promettre d'abolir la taxe de vente, il aurait dit aux électeurs qu'il avait l'intention de la hausser à 6 %.

Le chef de l'Union nationale taxe le gaz et l'électricité et le trésorier actuel qui s'écrie: "Qu'est-ce qu'une taxe de 2 % sur les comptes de gaz et d'électricité?" Il contredit son chef, qui nous reprochait d'imposer une taxe de vente de 2 %. Le trésorier taxe à 6 % les appareils électriques. On parle d'électrification rurale et c'est ce gouvernement qui en parle tant qui s'empresse d'imposer les laveuses électriques. Je me demande à quoi servira d'électrifier les campagnes si c'est un luxe d'acheter des appareils électriques, si l'on impose une taxe de 6 % sur les essoreuses électriques, les écrémeuses, les centrifuges, etc. En taxant tout ce qui se rapporte à l'électricité, le gouvernement fait du tort aux fermiers et aux pionniers de même qu'aux citoyens, puisqu'on utilise l'électricité dans 80 % des foyers¹⁴.

Non seulement le premier ministre n'a pas diminué une seule taxe, de 1936 à 1939, mais il en a augmenté deux: la taxe sur les compagnies et la taxe sur l'essence. Aujourd'hui, il s'est fait voter \$51,000,000 par les Chambres, en outre de son budget, et c'est pour payer cela qu'il impose une taxe de luxe. Remarquons aussi que la taxe de vente ne disparaîtra que le 31 décembre de cette année et que les gens paieront donc en certains cas ces deux taxes.

Le gouvernement impose ces taxes onéreuses pour payer le déficit de \$50,000,000 qu'il aura à la fin de l'année. Le gouvernement se moque du peuple. Loi de camouflage. Si le premier ministre entendait ce qui se dit dans les tramways, sur la rue, dans les hôtels, à bord des trains, il s'apercevrait qu'il a mis plusieurs clous à son cercueil. Il nous reprochait d'avoir tout taxé. Il va beaucoup plus loin que nous et s'en repentira. Il s'apercevra des conséquences néfastes que vont lui apporter sa taxe de 6 % le jour où il aura le courage de faire des élections.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai toujours été et je suis encore contre la taxe de vente. La preuve, c'est que je l'enlève. Quand j'ai tenu les propos que vient de rappeler le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) contre l'imposition de la taxe sur les comptes de gaz et d'électricité, en 1940, je ne pouvais pas prévoir que le gouvernement libéral serait assez mou pour céder nos sources de revenus à Ottawa. Je ne savais pas, dans le temps, que la province abandonnerait à Ottawa le droit de taxer les riches.

La présente taxe est nécessaire pour l'éducation et la santé, parce que nous avons perdu le droit de taxer les riches. Mais elle n'est que temporaire. Dès que la province aura repris les droits de taxation cédés à Ottawa, comme on le propose dans un autre bill présenté à la Chambre, la loi que l'on présente actuellement pour aider à la santé et à l'éducation disparaîtra, car cette taxe ne vise qu'à aider la province à traverser les jours difficiles que nous vivons présentement et que les libéraux ont fait naître quand ils étaient au pouvoir.

Il (M. Duplessis) nie que l'on devra payer deux taxes, parce que la taxe de luxe absorbe la taxe de vente dans le cas des objets qui tombaient déjà sous le coup de la taxe de vente. La loi abolissant la taxe de vente permet au gouvernement d'abolir cette taxe n'importe quand, mais pas plus tard que le 31 décembre. Si nous n'abolissons pas la taxe de vente immédiatement, c'est pour ne pas jeter la perturbation dans les finances des municipalités qui n'ont pas de service de perception, parce que c'est le gouvernement qui est obligé de percevoir la taxe de vente pour les municipalités qui l'ont mise en vigueur. Dès que les municipalités se diront prêtes à l'abolir, par simple résolution comme on leur en donne le droit, ou dès qu'elles seront prêtes à la percevoir elles-mêmes, le gouvernement révoquera la loi de la taxe de vente. Qu'elles l'abolissent et nous n'attendrons pas le 30 décembre pour mettre fin à la taxe de vente provinciale.

La taxe de vente provinciale établie en 1940 s'appliquait à 5,000 articles, même aux cercueils, aux remèdes. On la fait disparaître pour la remplacer par une taxe qui ne s'appliquera qu'à 25 articles. Nous soulageons les pauvres gens d'une taxe qu'on les obligeait à payer sur tout pour n'imposer qu'une taxe de 6 % sur certains objets de luxe. Nos adversaires ne sont pas corrects quand ils affirment que le peuple est mécontent de cette taxe et disent que les gens de chez nous, pour sauver quelques piastres, sacrifieront le commerce local. Je proteste.

C'est insulter la population de la province de Québec que de prétendre qu'elle est prête à faire tort au commerce local pour sauver \$1. Les gens s'en souviendront longtemps. Personne ne refusera de payer 2 % sur le gaz et l'électricité, quand il saura que cet argent va servir aux fins éducationnelles et de santé publique. L'opposition fournit des arguments à nos adversaires en disant que les Canadiens français refusent de payer \$1 ou \$2 pour aller acheter de l'étranger.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Venez dire cela à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La vie des Canadiens français, elle est écrite dans le sang de nos martyrs. L'éducation est un capital qui ne s'apprécie pas. C'est ça que nous voulons donner au peuple.

Le peuple n'hésitera pas à verser quelques sous de plus, quand il saura que ces revenus seront appliqués à l'amélioration de la santé et de l'éducation¹⁵ qui sont des richesses incalculables que nous devons préserver. Il (M. Duplessis) fait l'éloge des maisons d'éducation et des communautés religieuses.

Les députés libéraux applaudissent (ironiquement) le premier ministre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je le félicite, le premier ministre ne fera pas mieux le jour de la Saint-Jean-Baptiste. Le premier ministre a recours à l'éloquence.

Lorsque le gouvernement libéral a imposé la taxe de vente, c'était aussi pour aider à l'éducation et, en outre, pour payer les extravagances et les dettes de l'Union nationale. Pour racheter une promesse électorale, le premier ministre abolit une taxe juste pour la remplacer par une taxe injuste. Et il parle du sang de nos martyrs pour cacher la taxe injuste qu'il a imposée vendredi dernier.

Le député d'Arthabaska a voulu savoir dans quelle proportion le produit de la taxe ira à l'éducation et à la santé publique. On ne le lui a pas dit. Je me demande quelle part des revenus de cette taxe ira à l'éducation. L'article 30 de la loi laisse au gouvernement le soin de déterminer la proportion suivant laquelle les revenus seront affectés à l'éducation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera suivant les besoins.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On connaît ça, oui. Rien dans le projet de loi qui est proposé ne garantit que les taxes perçues en vertu de ses dispositions ne serviront pas tôt ou tard à payer des dépenses non prévues au budget. Cela veut dire que le produit de la taxe sera employé à la voirie, au patronage politique, aux faveurs aux amis, à la radio Duplessis et à d'autres fins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement précédent n'a rien payé sur la dette. Il a, au contraire, augmenté la dette de \$39,000,000, avec \$229,000,000 de plus que nous en taxes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En 1936, le premier ministre a dit: "Nous remplaçons un gouvernement qui a ruiné la province." Cela ne l'a pas empêché d'emprunter et de dépenser. En 1939, nous avons dit la même chose. Mais pour prouver notre sincérité, nous avons imposé la taxe de vente, réduit les pensions des vieillards et imposé des péages sur les ponts. Nous avons sacrifié notre vie politique pour prouver notre sincérité.

Le premier ministre n'a encore rien fait pour régler la question des allocations familiales, en dépit du fait qu'il a proposé une loi au début de la session, afin d'aller négocier à Ottawa et permettre à la province de conclure une entente avec Ottawa pour la création d'un système d'allocations familiales constitutionnel et juste pour la province. Le gouvernement était pressé de faire adopter cette loi mais rien encore n'a été fait.

Il devait faire une nouvelle convention avec Ottawa au sujet des taxes. Le premier ministre n'a rien fait pour réclamer les droits de taxation de la province cédés temporairement à Ottawa. J'aimerais bien savoir si le premier ministre a fait des ententes avec Ottawa, concernant les allocations familiales?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1936, nous avons pris la province dans la misère. En arrivant au pouvoir, en 1936, l'Union nationale a donc commencé par donner du pain aux chômeurs et a emprunté \$51,000,000 pour payer les dettes du régime précédent, dont \$20,000,000 de pitons¹⁶.

Quant aux allocations familiales, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) voudrait connaître le résultat de mes démarches. Je dois dire que j'ai écrit à deux reprises à M. King pour lui dire que la province était prête à collaborer avec Ottawa, dans l'établissement de tout système d'allocations familiales additionnelles qui tiendrait compte des droits de la province dans les domaines de l'éducation, de la famille et du droit civil.

Je lui ai demandé, dans une de ces lettres, de profiter de la session fédérale pour faire amender la loi fédérale, de façon à protéger les droits essentiels de la province.

La session fédérale s'est terminée, cependant, sans que la loi ne soit amendée. M. King m'a répondu, après la session, qu'il avait chargé l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Santé et du Bien-être de rencontrer les délégués provinciaux à ce sujet.

Il me conseillait de m'adresser à lui (M. Claxton), qui sera heureux, disait le premier ministre du Canada, de recevoir les ministres de la province de

Québec pour discuter la question. J'ai répondu à M. King que j'étais désappointé de constater que la loi n'avait pas été amendée durant la session, que j'étais tout de même disposé à collaborer.

Je terminais ma lettre en lui souhaitant bonne chance et bon succès à la Conférence de San Francisco, et en formulant le vœu que cette Conférence apporte au monde les moyens de maintenir une paix durable. Il (M. Duplessis) ajoute qu'il voyait la délégation canadienne, non pas comme une délégation politique, mais comme un groupe d'hommes qui s'en allaient représenter le Canada à une grande conférence dans le but de travailler à la réalisation d'une paix durable.

(Applaudissements)

Après un échange de lettres avec le premier ministre King, j'ai téléphoné, ensuite à M. Claxton et lui ai dit que j'avais reçu une lettre de M. King dans laquelle il disait que M. Claxton était chargé de négocier avec le gouvernement du Québec. J'ai dit à M. Claxton que j'étais prêt à le rencontrer quand et où il le désirait, bien que l'Assemblée législative soit en session. M. Claxton m'a répondu qu'il serait à Montréal le dimanche et le lundi. Comme la Chambre devait siéger le lundi, bien que M. Claxton ignorait si ses amis libéraux seraient en grève, je lui ai dit que j'irais chez lui le dimanche, ce que j'ai fait hier.

Je me suis rendu à la résidence de l'honorable Brooke Claxton, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social, à Montréal dimanche dernier, en compagnie de deux avocats, MM. Emery Beaulieu et Édouard Asselin, et j'ai discuté avec lui les revendications de la province dans le domaine des allocations familiales. M. Claxton était accompagné de l'honorable M. D. C. Abbott, ministre de la Marine et du Dr M. Davidson, sous-ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social à Ottawa. L'honorable Ernest Bertrand, ministre des Pêcheries est arrivé subséquemment.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Leur avez-vous parlé de votre taxe de luxe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que j'étais venu au nom de la province de Québec pour offrir une collaboration loyale et sincère à la mise en application d'un système d'allocations familiales juste et constitutionnel. J'ai répété à M. Claxton que la province est prête à collaborer à l'établissement de tout système d'allocation qui tiendra compte des droits de la province. J'ai dit qu'il n'était pas juste de diminuer les

allocations familiales après le cinquième enfant, parce que les familles étaient grandes au Québec, mais que je n'aborderais pas cette question pour le moment. J'ai demandé au fédéral d'être généreux en payant la même allocation à partir du cinquième enfant, mais j'ai ajouté que, si Ottawa ne modifie pas l'échelle adoptée, la province était prête à combler la différence pour le cinquième enfant et les autres, si Ottawa ne pouvait le faire. J'ai insisté sur la reconnaissance des droits de la province et j'ai dit aussi que nous voulions que ces droits de la province fussent sauvegardés en matière d'éducation - les droits des pères de famille - et en matière de droit civil. La discussion s'est faite sur un ton amical.

Je puis dire à cette Chambre que si je puis me fier aux déclarations qui m'ont été faites, et je ne doute pas de la sincérité de M. Claxton, je pourrai produire très prochainement une lettre disant que le gouvernement d'Ottawa est prêt à amender sa loi pour reconnaître les droits de la province de Québec en matière d'éducation, droits qui sont affectés par la loi des allocations. Je crois que les démarches qui ont été faites seront profitables à la fois à la province et à tout le pays. Je m'attends à ce que le gouvernement d'Ottawa consente à amender sa loi de façon à protéger les droits essentiels de la province de Québec.

M. Godbout (L'Islet)¹⁷: Le premier ministre vient de donner beaucoup de détails de son entrevue, il a communiqué à la Chambre le numéro de la résidence de M. Claxton, les noms des personnes qui accompagnaient le ministre fédéral, mais en définitive, il n'a rien annoncé de nouveau.

Le premier ministre nous dit qu'il a demandé à M. Claxton d'être plus généreux pour les allocations familiales et que, si Ottawa n'était pas plus généreux, la province compléterait les allocations. Il y a déjà longtemps que tout cela a été fait. Nous les libéraux, nous avons fait les mêmes représentations pour les familles nombreuses. Il y a un an, j'ai dit à Ottawa que la loi des allocations familiales était insuffisante et injuste pour les familles nombreuses, et j'ai demandé moi-même au fédéral d'être plus généreux dans sa loi et d'accorder les allocations familiales qui tiendraient compte des familles nombreuses de la province. Toutes ces démarches, le gouvernement libéral les avait faites déjà.

Que le premier ministre relève la correspondance que j'ai commencée à échanger avec Ottawa, il y a un an et demi, et il verra que j'ai réclamé la même chose. De plus, avant et pendant la campagne

électorale, j'ai déclaré que le gouvernement de la province compléterait l'allocation à partir du cinquième enfant et que le onzième enfant, recevrait autant que les autres, de façon que tous les enfants reçoivent l'allocation entière. M. Claxton doit savoir lui-même qu'il n'y a rien de nouveau dans ce que lui a dit le premier ministre.

Le fait que le premier ministre ait de toute évidence oublié ou omis, comme par hasard, d'en faire mention, dans ses remarques, ne change pas la situation, parce que les faits sont les faits et qu'aucun homme de bonne volonté ne peut nier que ce que je dis est la pure vérité.

Le premier ministre a parlé du Trésor provincial en 1936. Mais il aurait dû reconnaître qu'aucun gouvernement n'a laissé le Trésor en meilleur état que nous en 1944. Les libéraux, pendant cinq ans, ont administré avec économie et justice. Ils ont rencontré toutes les dépenses, ordinaires et de capital, et, au cours des trois dernières années, d'après les déclarations du trésorier provincial aux banquiers de New York. Le gouvernement libéral a eu \$3,000,000 de surplus. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler de la mauvaise administration. C'est ce que le premier ministre a dit aux Américains, quand il a envoyé son trésorier emprunter de l'argent.

En 1939, il avait déjà emprunté aux États-Unis en payant 11 % d'échange, parce qu'au Canada personne ne voulait lui prêter, à cause de ses extravagances qu'il a recommencées depuis huit mois, soit depuis qu'il a repris le pouvoir. Le premier ministre ne se souvient plus que, dans les mois de juillet 1937, les obligations de la province traînaient dans les tiroirs des courtiers parce qu'elles ne trouvaient pas preneur. En désespoir de cause, le premier ministre a été obligé d'aller emprunter aux États-Unis, avec un taux de change de 11 % contre lui. Cette finance nous a coûté inutilement \$210,000 par année et il aurait pu nous éviter cela, s'il avait su conserver la confiance du peuple canadien. La province n'est pas prête à revenir à la période de 1936 à 1939.

Pour revenir à la taxe de luxe, je veux dire au trésorier qu'il commet une grave erreur en disant que les cultivateurs ne paieront pas cette taxe. La nouvelle taxe de 6 % est inique et injuste. Elle atteindra les cultivateurs dans les machines électriques ou à moteurs qu'ils emploieront et qui sont de première utilité. De notre temps, les cultivateurs étaient pratiquement exemptés de la taxe de vente de 2 %. La taxe de vente ne s'appliquait à aucun vêtement d'enfant et on s'était efforcé de ne

pas affecter les familles nombreuses. Le cultivateur sous notre administration, ne payait rien pour l'exploitation de sa ferme.

Mais la taxe actuelle grève lourdement le cultivateur, car elle s'applique à tous les instruments aratoires nécessaires à l'opération de sa ferme, si ces instruments sont mus ou activés par des moteurs. Le cultivateur qui achète une machine à arroser les pommiers ou une batteuse électrique paiera 6 %, soit autant pour un seul achat que ce qu'il avait payé en taxe de vente pendant cinq ans de régime libéral. Un moulin à battre peut coûter jusqu'à \$2,000. Le cultivateur ne payait pas la taxe de vente de 2 % sur tout ce qui était nécessaire à l'opération de sa ferme. Nous avions exempté de la taxe de vente ce 2 % une foule d'articles qui sont maintenant taxés de 6 %. Ces objets sont loin d'être des objets de luxe pour un cultivateur, ce sont des objets de première nécessité.

Le gouvernement actuel a promis inconsidérément d'abolir la taxe de vente, et il l'a abolie à la façon de l'Union nationale en l'augmentant à 6 %. Le gouvernement a déclaré récemment que l'électricité n'était pas un luxe à la campagne, et voilà qu'on passe une loi pour taxer à 6 % tous les instruments dont le cultivateur va se servir, les machines mues à l'électricité. On nous a dit que l'électricité n'était pas une chose de luxe, c'est vrai, mais on taxe tous les appareils électriques: machines à laver, scie à bois, centrifuge, machine à battre le grain, machines à traire pulvérisateurs et jusqu'au fer à repasser. Est-ce du luxe pour les cultivateurs?

À part cela, le cultivateur sera appelé à payer un autre 2 % pour cette même électricité. Personne n'est plus lourdement taxé que le cultivateur avec cette loi. Nos fermes sont épuisées. Cette taxe de 6 % arrive juste à la fin de la guerre, à un moment où nos fermiers sont tenus de moderniser leurs exploitations, de renouveler leur roulant et leurs machines aratoires, pour faire face à la concurrence, au moment où on se prépare à électrifier les campagnes.

Ce n'est pas du luxe d'avoir une laveuse électrique à la campagne, d'avoir un fer à repasser électrique, un centrifuge avec moteur, une machine à traire les vaches, une machine à vaporiser, une machine à battre le grain, une scie à moteur. Tout cela, c'est nécessaire impérieusement sur nos fermes et, sur l'achat d'une seule de ces machines, le cultivateur va payer plus de taxes qu'il n'en a jamais payées pendant les cinq ans du régime libéral avec la taxe de vente de 2 %. La présente loi dépasse les capacités de payer de nos cultivateurs. Le gouvernement ne pourra pas, après la présente session, se montrer devant la classe rurale.

Le chef du gouvernement a fait campagne contre la taxe de vente de 2 % qu'il trouvait oppressive et il la remplace par sa taxe de 6 %. On multiplie la taxe de vente par trois. Ce qu'il y a de tragique dans cette mesure, c'est qu'une imposition aussi draconienne fera beaucoup de tort aux manufacturiers, aux grossistes et aux détaillants du Québec qui emploient des milliers d'ouvriers qualifiés et d'industriels québécois ailleurs, c'est-à-dire des métiers que l'on aurait pu garder ici pour aider la province à maintenir l'emploi pendant l'après-guerre.

La proportion de ces taxes va coûter très cher aux marchands. Il va falloir trois comptabilités. Le premier ministre croit-il que les marchands peuvent payer cela avec les faibles profits qu'ils réalisent? La comptabilité de cette loi coûtera des millions aux marchands, et ils reflueraient cette dépense aux contribuables consommateurs. Le peuple sait cela déjà et il réfléchit. Il (M. Godbout) déplore que l'on applique la taxe de luxe à des instruments de production essentiels.

"Nous voulons aider l'éducation", a dit le premier ministre. C'est pour cela que le gouvernement libéral a triplé le budget de l'éducation dans la province de Québec, lorsque nous étions au pouvoir. Jamais on ne fera assez pour l'éducation chez nous et la politique libérale était d'en absorber toutes les dépenses au fur et à mesure que les moyens du gouvernement l'auraient permis. La politique libérale, dans quelques années, sera de payer entièrement l'éducation dans la province.

(Applaudissements à gauche)

La plus grande menace aujourd'hui est le communisme. Québec n'en veut pas du communisme. La meilleure façon de se prémunir du communisme, c'est d'encourager la petite entreprise, celle que la présente loi à l'étude taxe et surtaxe injustement, et d'augmenter le nombre des propriétaires. Avec la taxe de luxe, on va taxer la petite propriété, notre véritable rempart contre le communisme et les idées subversives. Cette taxe arbitraire et inique travaille à l'encontre de ce but. Quand un homme a une propriété, il n'est pas prêt à la partager avec les autres. La taxe de vente était juste parce qu'elle prévenait une taxe trop lourde des propriétaires.

Il faut garder les cultivateurs sur la ferme. Leur réaction sera terrible dans le monde agricole, quand on se rendra compte de ce que cette taxe va coûter à l'habitant de chez nous. Enfin, je le répète, cette taxe va nuire à l'agriculture. Les cultivateurs ont besoin de machines dont le coût dépasse parfois \$1,000.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Pas à la campagne.

M. Godbout (L'Islet): Dans la paroisse que j'habite, il y en a une dizaine, une quinzaine. Pourquoi les cultivateurs n'auraient-ils pas des machines modernes après la guerre? Ils ne pourront les acheter, si on les taxe trop lourdement.

J'arrive au dernier sujet traité par le premier ministre qui nous a parlé des ententes fédérales, que le premier ministre critique, que nous avons conclues avec Ottawa pour les fins de taxation. Mais ces ententes peuvent être abrogées tous les ans, pourvu que l'on donne un avis de 30 jours. Le premier ministre pouvait y mettre fin, s'il avait été sincère, et reprendre les droits de taxation sur un avis d'un mois, avant le 1^{er} avril. Je l'ai prévenu dès le mois de février. Le bill Gagnon est au *Feuilleton* depuis le 6 avril.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas sérieux.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut-il le nier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je nie.

M. Godbout (L'Islet) donne alors lecture de cette partie de l'entente concernant l'avis d'un mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le préambule de la loi libérale des ententes fédérales-provinciales est à l'effet que l'on ne peut l'abolir avant la fin de la guerre. Elles sont pour toute la durée de la guerre.

M. Godbout (L'Islet): L'entente était pour la durée de la guerre, à moins que le gouvernement n'y mette fin par un avis d'un mois tel que stipulé dans le contrat. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas rappelé l'entente Québec-Ottawa? L'entente est claire et il n'y a pas de danger que le premier ministre y mette fin. Il ne l'a pas fait et ne le fera pas, car cette entente est favorable, trop profitable, trop avantageuse à la province de Québec pour qu'il ose la dénoncer et l'abroger. Nous avons passé ces ententes avec Ottawa, parce que nous ne voulions pas que l'on paie une double taxe et à Québec et à Ottawa pour gagner la guerre.

C'était le devoir du premier ministre de la maintenir et il l'a maintenue. Si l'entente est inique,

comme il le dit, il maintient une iniquité. Cette entente rapporte de \$3,000,000 à \$4,000,000 de profits à la province chaque année. Il a fait son devoir en continuant l'accord jusqu'à la fin de la guerre. Mais alors, n'avons-nous pas fait notre devoir nous-mêmes en concluant cette entente pour gagner la guerre, que nous aurons gagnée dans quelques heures peut-être? Le premier ministre n'a pas mis fin à l'accord parce qu'il a besoin de l'argent que cette convention assure à la province.

Un aspect de la taxe n'a pas été traité, c'est celui de l'artisanat. La taxe affecte les produits de l'artisanat québécois, comme la sculpture sur bois, la poterie, etc. Nous avons développé l'artisanat dans la province depuis environ 15 ans et voici que l'on frappe de mort cette industrie naissante qui était en voie de supplanter les bibelots importés de la Chine, du Japon et de l'Allemagne. Tous les gouvernements l'ont aidée jusqu'ici, mais la taxe de luxe va la tuer puisque tous les produits de cette industrie sont dans la classe des articles de luxe.

On taxe de 6 % tous les produits de nos artisans comme des objets de luxe. Ce sont des millions que nos artisans vont perdre si le gouvernement permet à les taxer de cette façon. Comme on n'a pas réfléchi! Celui qui aurait passé cette loi après réflexion serait criminel. Jamais loi plus inique dans sa forme n'a été présentée à la Législature de Québec. Je m'y oppose de toutes mes forces.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les laveuses ne sont certainement pas taxées.

M. Godbout (L'Islet): Allons donc. Les laveuses électriques sont taxées.

L'honorable M. Barré (Rouville): Quels sont les cultivateurs qui ont des laveuses électriques?

M. Godbout (L'Islet): Ceux qui n'en ont pas n'en achèteront pas, s'il faut payer une taxe de 6 %. Je demande au gouvernement de faire machine en arrière pendant qu'il est encore temps. Le cultivateur s'attendait à autre chose que cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le chef de l'opposition dit des énormités et tente de faire croire qu'elles sont vraies. Depuis le début du débat sur la présente loi, au lieu de faire des suggestions de nature à améliorer la loi, l'opposition se perd en critiques stériles et n'offre pas de suggestions constructives pour améliorer la loi. C'est l'égoïsme de

parti qui prend le pas sur le patriotisme, et le peuple est en droit d'attendre autre chose que de l'égoïsme de la part de l'opposition. La mesure est très importante et l'opposition en profite pour se faire du capital politique.

Les oppositionnistes dépensent le temps de la Chambre bien inutilement avec leurs critiques qui s'avèrent stériles et inutiles et à portée purement électorale; quand l'opposition sera fatiguée de discuter les résolutions, elle laissera passer la loi sans l'étudier ni même apporter les suggestions qui pourraient améliorer cette législation. C'est regrettable que le peuple de la province ne soit pas là pour être témoin d'un tel égoïsme. Je regrette que la critique du bill Gagnon n'ait pas été plus constructive. Je suis offensé de voir les membres de l'opposition rire et applaudir ironiquement pendant les discours patriotiques de mon chef, le premier ministre, au sujet de l'éducation et de la santé.

Il (M. Barré) dit qu'il répond au chef de l'opposition au nom des cultivateurs. C'est vrai qu'une taxe de 6 % est imposée au peuple, et les cultivateurs ne demandent pas de cadeaux, ni de faveurs, mais ils réclament justice tout simplement. Quant à moi, je ne demande pas que les cultivateurs soient exemptés de la taxe de 6 % payée par tout le monde. Ces nouvelles taxes seront utiles pour tout le monde, en ce sens qu'elles aideront le gouvernement à améliorer l'éducation et les services de santé par toute la province. L'argument du chef de l'opposition au sujet des pulvérisateurs qui coûtent \$3,000 ne m'impressionne pas beaucoup, étant donné que de longues lignes de transmission pourraient être nécessaires.

M. Godbout (L'Islet): J'admets que les machines à \$3,000 sont rares. En fait, je pensais aux pompes qui étaient transportées sur des camions et qui servaient à actionner les pulvérisateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'est pas une taxe de luxe, mais une taxe de revenu et elle atteint les choses qui ne sont pas des dépenses journalières, les choses sur lesquelles on peut payer 6 % sans être dans la misère, ce qu'on ne peut pas dire de la taxe de vente de 2 % qui attaquait tout le monde. Ce qu'il y avait d'odieux dans la taxe de vente, c'est qu'on taxait des choses dont ne pouvait absolument pas se priver. Elle allait chercher le sou du pauvre.

Mais à choisir entre une taxe de 6 % sur des pendants d'oreille et une taxe de 2 % sur les chaussures d'enfants, ils prendront la taxe de 6 %. Ce

que nous enlevons, c'est la taxe sur les nécessités de la vie que le père de famille nombreuse doit acheter. On taxe les choses dont on peut se passer sans souffrir, tandis que la taxe de 2 % frappe les choses nécessaires. Les instruments aratoires de \$2,000 et plus ne sont pas à la portée du cultivateur moyen. D'ailleurs, la loi taxe le moteur, mais non l'instrument. La taxe n'atteint pas les choses indispensables à la vie, sur la ferme comme ailleurs. D'autres articles ne sont pas taxés à 6 % mais à 2 %, selon moi.

Les cultivateurs qui possèdent des moteurs de huit ou quinze forces ne sont pas nombreux. Ce n'est pas très fréquent. Excepté peut-être dans le comté de L'Islet? Aucune œuvre humaine n'est parfaite. Ceci m'amène à demander au chef de l'opposition s'il est un patriote ou simplement un petit politicien. Les obstructions de son parti coûtent des milliers de piastres par jour à la province. Si lui et ses amis sont de véritables patriotes, ils ne feront d'obstruction à cette loi.

M. Godbout (L'Islet): Je remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de ses bons conseils. La loi du gouvernement n'est pas logique. Il dit que les laveuses mécaniques ne sont pas taxées.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les laveuses qui ne sont pas activées par un moteur électrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les laveuses électriques, c'est pour les compagnies, pas pour les individus.

M. Godbout (L'Islet): La loi actuelle chasse le commerce étranger. Elle ne protège aucune ville frontière, pas plus Hull que Aylmer. Prenez par exemple le cas de Rivière-du-Loup que je connais particulièrement. Cette ville est à 78 milles d'Edmunston...

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est à 75 milles...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et dans des chemins impossibles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Réparez-les donc.

M. Godbout (L'Islet): C'est un très mauvais système. L'opposition a montré au ministre de l'Agriculture des choses qu'il n'avait pas vues et pour

un ministre¹⁸...? Ce bill aura des répercussions dans toute la province et particulièrement à la campagne.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le chef de l'opposition dit qu'il a triplé le budget de l'éducation. Mais, tous les jours nous recevons des demandes des commissions scolaires, d'institutrices, etc... Le chef de l'opposition a triplé le budget de l'éducation, mais il n'a pas réglé le problème des institutrices. Où a été placé tout cet argent qu'on était supposé consacrer à l'éducation? Qu'est-ce qu'on a fait avec tout cet argent, quand il en reste tant à faire?

M. Dumaine (Bagot): Le secrétaire de la province ne sait pas ce qu'il dit.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Ha! Le chef de l'opposition peut sourire. La province le connaît son fin sourire. Il pourra me faire répondre par son phonographe dimanche.

M. Godbout (L'Islet) rit de bon cœur.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Pendant que le chef de l'opposition cultivait sa terre, je m'occupais de politique municipale à Montréal. J'étais échevin. Je savais que la taxe de vente pesait lourdement sur les pauvres mères de famille auxquelles il fallait donner quelque chose tous les jours.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Mais vous avez voté huit fois pour la taxe de vente municipale à Montréal.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le chef de l'opposition ne voulait pas que le chef de l'Union nationale remplisse sa promesse d'abolir la taxe de vente. Le chef de l'opposition a déclaré que le premier ministre ne pouvait pas abolir la taxe de vente.

M. Godbout (L'Islet): En effet, elle n'a pas été abolie.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Par la présente loi, nous taxons précisément ceux que le chef de l'opposition n'a pas voulu taxer quand il était au pouvoir. L'élite n'a jamais été taxée. Nous la taxons. Autrefois, seuls les amis du régime libéral étaient exemptés. Nous avons aboli la taxe de vente.

M. Dumaine (Bagot): Mais non, elle n'est pas abolie, elle est triplée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Non, elle est abolie et c'est ça, M. le président, qui choque nos adversaires. Le chef de l'Union nationale s'était engagé à abolir la taxe de vente du gouvernement libéral et il a rempli sa promesse, car cette taxe a été abolie.

La taxe que nous imposons avec la présente législation, c'est une taxe qui ne frappera pas le petit peuple, mais les gens en état de payer, et cette taxe servira aux besoins éducationnels et de santé publique.

Quand nous serons rentrés en possession des droits que le régime précédent a abandonnés à Ottawa, la présente taxe elle-même sera diminuée et plus tard abolie.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): M. le président...

L'honorable M. Gagnon (Matane)¹⁹: À l'avenir, les commissions scolaires, les églises et les compagnies de cimetière n'auront pas à payer la taxe de 2 % sur les factures de gaz et d'électricité, comme ils ont dû le faire jusqu'à maintenant avec la taxe de vente, parce qu'il y a une exemption dans ce cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est 11 h 30. Ajournement à demain matin à 11 heures.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. L'article 28 du bill 44 et la résolution qui porte le numéro 10 sont pareils.

2. Voir la séance du 27 avril où l'opposition libérale ainsi que tous les députés de l'opposition ont quitté la Chambre à la suite de la nomination par l'Orateur de M. Fernand Choquette.

3. *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1945, à la page 3, précise que: "l'on discute sur le même ton pendant une quinzaine de minutes".

4. *Le Devoir* du 1^{er} mai 1945, à la page 6, dans sa chronique parlementaire très résumée rapporte cette phrase différemment: "On taxe les articles usuels qu'achetait la famille de l'ouvrier; on impose les bijoux dispendieux, [...]" C'est contradictoire avec ce que les autres journaux rapportent et compte tenu de l'aspect très fragmentaire de cette chronique, nous n'avons pas jugé bon de retenir cette version.

5. *The Gazette* du 1^{er} mai 1945, à la page 18, précise que M. Gagnon fait cette intervention en ayant en main le bill.

6. Ce chiffre provient de *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1945, à la page 7, alors que *The Gazette* du 1^{er} mai 1945, à la page 18, parle de: "environ 20 %".

7. Ce chiffre provient de *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1945, à la page 7, alors que *The Gazette* du 1^{er} mai 1945, à la page 18, parle de 15 %.

8. Ce pourcentage vient du journal *Le Canada* du 1^{er} mai 1945, à la page 2, alors que *Le Devoir* du 1^{er} mai 1945, à la page 6, parle de 6 %.

9. *La Presse* du 1^{er} mai 1945, à la page 2, ne parle cependant pas d'abolition, mais plutôt de diminution de la taxe, une fois les pouvoirs de taxation de retour dans le giron provincial.

10. Dans *Le Canadien de Lévis*, du 4 mai 1945, à la page 5, on rapporte le chiffre "25".

11. Cette affirmation est rapportée différemment par *La Patrie* du 1^{er} mai 1945, à la page 12: "Par la présente loi, on chargera \$3,000,000 de moins aux brasseurs. Et de ce fait, les contribuables paieront moins cher pour la bière."

12. Cette affirmation de M. Leduc pourrait bien être une allusion au statut civil de M. Duplessis.

13. *L'Action catholique* du 1^{er} mai 1945, à la page 13, rapporte ce passage différemment: "En supposant même que le compte d'électricité de l'ouvrier s'élèverait à \$3 par mois, quel est celui qui va refuser de payer 6 cents pour l'éducation et la santé de ses enfants?"

14. Cette dernière phrase se trouve également dans le discours de M. Plourde car *The Montreal Daily Star* précise bien que: "M. Casgrain et, avant lui, M. Plourde, député libéral d'Arthabaska, ont prétendu qu'en taxant tout ce qui se rapporte à l'électricité, le gouvernement faisait du tort aux fermiers et aux pionniers de même qu'aux citoyens, car on utilise l'électricité dans 80 % des foyers."

15. *Le Devoir* du 1^{er} mai 1945, à la page 6, précise que "le chef du gouvernement prend un ton élevé pour montrer les bienfaits de l'éducation".

16. Un "piton" c'est un jeton ou un bon d'échange pour une valeur en nature ou en argent. Certaines grosses compagnies payaient leurs employés en "pitons" qu'ils pouvaient, par la suite, échanger dans les magasins de compagnies.

17. *L'Événement* du 1^{er} mai 1945, à la page 3, précise que: "L'honorable Adélard Godbout, qui est rentré en Chambre quelques minutes avant que le premier ministre n'attaque cette question, a répondu que (...)."

18. *Le Soleil* du 1^{er} mai 1945, à la page 5, rapporte cette phrase telle quelle. D'ailleurs, nous ne l'avons pas retrouvée dans les autres journaux.

19. *The Gazette* du 1^{er} mai 1945, à la page 18, spécifie bien quand M. Gagnon prend la parole pour cette intervention: "M. Gagnon a déclaré, lorsque le débat a repris au cours de la séance de la soirée, que (...)."

Première séance du mardi 1^{er} mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
relations ouvrières**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi des relations ouvrières.

Il s'agit de rendre la loi plus démocratique en rendant justice aux organisations ouvrières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Éducation et santé publique²

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Matane (M. Gagnon) à la première séance du 30 avril 1945, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que, afin de pourvoir aux besoins de l'éducation et de la santé publique, les compagnies et manufacturiers devront, lors de toute vente en détail en cette province, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de six pour cent du prix d'achat de tous spiritueux, bijoux, véhicules à moteur, fourrures, appareils électriques, malles et articles énumérés dans l'annexe des présentes résolutions, et du coût de tout télégramme, câbogramme, radiogramme, services de téléphone et appels téléphoniques interurbains, et un droit de deux pour cent sur le prix d'achat du gaz et de l'électricité.

Que les compagnies et manufacturiers devront en outre, pour les mêmes fins, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de deux pour cent sur le prix d'achat, au montant de plus de dix cents, de tout bien mobilier non compris dans le premier alinéa de la présente résolution et acquis pour fins de consommation ou d'usage, sous réserve, quant aux manufacturiers, des dispositions de la résolution 7.

2. Que, afin de pourvoir également aux besoins de l'éducation et de la santé publique, tout autre acheteur qu'une compagnie ou un manufacturier sera soumis aux dispositions du premier alinéa de la résolution 1.

3. Que tout acheteur, y compris une compagnie et un manufacturier, résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, personnellement ou par l'intermédiaire d'un autre, y apportera ou y recevra, pour fins de consommation ou d'usage par lui-même ou sa famille, un bien mobilier provenant d'en dehors de la province, devra immédiatement en faire rapport au contrôleur du revenu de la province, si l'acheteur est soumis aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et si l'achat est un de ceux sur lesquels un droit serait exigible, s'il avait eu lieu dans la province; que l'acheteur devra remettre avec ce rapport la facture du vendeur, s'il y en a, et fournir au contrôleur du revenu de la province tous les renseignements que celui-ci pourra exiger, et que l'acheteur sera tenu de payer à Sa Majesté aux droits de la province, en même temps qu'il produira son rapport, un droit égal à celui qu'il devrait payer, en vertu de la résolution 1 ou de la résolution 2, selon le cas, si ce bien avait été acheté dans la province.

4. Que les droits prévus par les résolutions 1 et 2 seront exigibles sur le prix d'achat de tout bien mobilier livré après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions même s'il a été acheté avant cette entrée en vigueur.

5. Que les droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront calculés séparément sur chaque achat; toute fraction de un cent sera comptée comme un cent.

6. Que les droits imposés par les résolutions 1 et 2 devront être perçus par le vendeur sur le prix total d'achat, lors de la vente en détail, ou, dans le cas de la résolution 4, lors de la livraison des effets, que la vente soit au comptant, à terme, par versements, conditionnelle ou sujette à toute autre modalité; que le vendeur sera responsable de la

perception et de la remise de ces droits et qu'il sera constitué à ces fins mandataire de la couronne, et que les rapports et la remise de ces droits au trésorier de la province devront être faits dans les délais et en la manière prescrits par les règlements.

7. Que le manufacturier qui vendra de ses produits hors de la province ne sera tenu au paiement des droits exigibles en vertu du deuxième alinéa de la résolution 1 que dans la proportion du montant de ses ventes faites dans la province par rapport au montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province; toutefois, cette proportion ne devra être, dans aucun cas, inférieure à vingt-cinq pour cent du montant total des ventes de ces établissements; que pour l'application de la présente résolution, seront réputées des ventes faites dans la province:

a. toute vente à un acheteur domicilié dans la province, même si la livraison a lieu hors de la province;

b. toute vente faite à un acheteur domicilié hors de la province, lorsque la livraison a lieu dans la province;

c. toute vente faite au gouvernement du Canada ou à l'un de ses agents, fondés de pouvoir mandataires, organismes, corporations ou commission, et que le manufacturier qui désirera bénéficier des dispositions de la présente résolution devra fournir au contrôleur du revenu de la province, au plus tard le trente avril de chaque année, un état attesté sous serment établissant séparément le montant de ses ventes faites dans la province et le montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province, pour l'exercice terminé le ou avant le premier avril de l'année courante.

8. Que tout officier du revenu dûment autorisé à cette fin par le contrôleur du revenu de la province pourra, à toute heure convenable, entrer dans l'établissement d'une compagnie, d'un manufacturier, d'un importateur ou d'un vendeur, en examiner les livres et documents, vérifier les quantités de biens mobiliers vendus ou livrés et l'exactitude des rapports fournis et, en cas de rapports inexacts ou d'absence de rapports, établir le montant des ventes et droits exigibles.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour:

a. spécifier les renseignements que tout vendeur devra fournir à l'appui de sa demande de licence;

b. prescrire les modalités qu'il jugera opportunes concernant les entrées à faire dans les

livres et sur les factures du vendeur, relativement aux droits perçus en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

c. déterminer les délais et la forme des rapports et des états, ainsi que les renseignements que les vendeurs devront fournir;

d. fixer le temps, le délai et les modalités de la remise des droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

e. autoriser le trésorier de la province à accorder au vendeur pour la perception et la remise de ces droits la rémunération qu'il jugera équitable;

f. ordonner que la perception de ces droits sera faite au moyen de timbres émis en conformité de la loi des timbres et des arrêtés en conseil adoptés sous son autorité, et déterminer toute modalité relative à ce système de perception;

g. prescrire des règles concernant l'émission des licences et la perception et la remise des droits en matière de ventes à des colporteurs ou par des colporteurs; et que ces règlements devront être publiés dans la *Gazette officielle de Québec* dans les trente jours qui suivront la date de leur adoption.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, pourra, par proclamation, lorsqu'en raison des circonstances il le jugera équitable et dans l'intérêt public, exempter de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions tout bien mobilier et toute catégorie de biens mobilier qu'il désire, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables à titre de droits sur l'achat de ces biens.

11. Que, dans le but de faciliter la perception et la remise des droits établis par la loi qui accompagne les présentes résolutions ou de prévenir le double paiement de ces droits sur l'achat d'un même bien mobilier, le trésorier de la province pourra faire avec un vendeur toute convention qu'il jugera opportune; sauf les dérogations prévues par cette convention, toutes les dispositions de ladite loi continueront néanmoins à s'appliquer au vendeur et aux matières qui feront l'objet de cette convention.

12. Que les revenus provenant de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront employés pour les fins de l'éducation et de la santé publique, de la manière et dans la proportion que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le 27 avril 1945, sauf le deuxième alinéa de l'article 4 de ladite loi lequel entrera en vigueur le 31 décembre 1945 ou à toute

autre date antérieure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ANNEXE

Appareils d'émission ou de réception radiophonique.

Phonographes, gramophones et autres appareils servant à l'enregistrement et à la reproduction des sons, ainsi que les disques, rouleaux et autres dispositifs utilisés pour ces fins.

Pianos, orgues et autres instruments de musique.

Instruments ou appareils de cinématographie, de télévision et de photographie, films de tous genres et location de ces films.

Tous accessoires des appareils, instruments, dispositifs et articles ci-dessus énumérés.

Thermomètres, baromètres et boussoles.

Longues-vues, jumelles et lunettes d'approche.

Parfums, vaporisateurs à parfum, cosmétiques, lotions, crèmes de toilette et autres préparations et articles de toilette, sauf les savons.

Vendeuses automatiques, distributeurs automatiques, appareils automatiques de jeu fonctionnant au moyen de jetons ou de pièces de monnaies, location ou rémunération pour usage, dépôt ou fonctionnement de ces vendeuses, distributeurs et appareils, jetons servant à leur fonctionnement.

Articles de sport, canots, embarcations, armes et munitions.

Machines à additionner, machines à comptabiliser, machines à polycopie, machines à adresser, dactylographes, dictaphones, coffre-forts et leurs accessoires et pièces de rechange.

Stylographes et crayons automatiques.

Oeuvres d'art et leurs reproductions et antiques.

Tapis et tapisseries d'une valeur de cent cinquante dollars ou plus.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le trésorier de la province m'a attaqué, hier, parce que j'exprimais mes sentiments des classes ouvrières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre. L'opposition et le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), par une discussion oiseuse, font perdre le temps de la Chambre et prolongent la session, qui coûte \$25,000 par jour en répétant à plusieurs reprises les mêmes arguments.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre devrait se souvenir du temps où, comme chef de l'opposition, il ne calculait pas ce qu'il faisait perdre à la province par ses longs discours. Il prolongeait indûment les débats. Il agit en dictateur. La loi est assez importante pour que nous la discutons. Elle nuira aux manufacturiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis hier l'opposition discute toujours sur l'article 1 des résolutions. Je constate que l'on dépense inutilement l'argent du peuple.

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) parle depuis 10 minutes. Nous sommes en session depuis trois mois. Il n'y a pas de raison pour que la discussion se continue inutilement. C'est de l'obstruction oiseuse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): De notre temps, les sessions duraient quatre mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, parce que, de votre temps, les lois n'étaient pas prêtes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce de la dictature? Je ne me soumettrai pas à une dictature comme celle qu'on est en train d'anéantir en Europe. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) défend simplement son statut d'ouvrier contre les attaques des députés du gouvernement.

M. le président: Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est bien mal venu de parler de dictature. Je recommanderais au député de Mercier (M. Francoeur) de s'en tenir aux règlements et de parler sur l'article numéro 1.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ai le droit de prouver ici que je suis un ouvrier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on s'en tienne aux règlements.

Il (M. Duplessis) taquine le député de Rivière-du-Loup sur sa faible majorité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se plaint de ce que le Bloc lui a enlevé un grand nombre de votes aux dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est surtout à l'Union nationale que le Bloc a enlevé des votes.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je constate une fois de plus que les deux partis se plaignent également de ce que le Bloc ait fauché dans leurs rangs. Vingt-cinq fois j'ai entendu que le Bloc avait fait l'affaire de l'Union nationale; et vingt-cinq fois j'ai entendu que nous avions fait le jeu des libéraux. C'est assez dire que nous ne faisons le jeu de personne. Le Bloc est un mouvement permanent, qui a pris 200,000 votes aux dernières élections provinciales et qui en prendra bien davantage aux prochaines, car les votes n'appartiennent pas aux partis, mais au peuple, qui délaisse de plus en plus les vieilles formations pour poursuivre son affranchissement économique, social et national.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'établissement de cette nouvelle taxe, qu'on a imposée vendredi dernier, est une insulte à la population, à qui l'Union nationale avait promis d'abolir complètement la taxe de vente de 2 %. Sous prétexte d'abolir la taxe de vente, qui n'est pas abolie, on presse le peuple par une taxe de 6 % qui va être un lourd fardeau pour les classes laborieuses. Le gouvernement regrettera amèrement cette loi.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Pour étudier le bill Gagnon, il faut avoir deux idées maîtresses en tête: la première, c'est que les provinces, au point de vue taxation, sont dans une situation difficile parce que le gouvernement fédéral a envahi le domaine de la taxation provinciale; la seconde, c'est qu'étant donné les besoins immenses de l'éducation et de la santé, il faut absolument trouver des revenus pour y suppléer, et cela veut dire des taxes. Et le Bloc eût appuyé le projet si l'on s'était contenté de taxer les objets de luxe.

Tout le monde est d'accord sur les besoins de la santé et de l'éducation. Le problème que nous avons présentement à étudier est celui de savoir si nous allons chercher l'argent au bon endroit, si la taxe qu'on impose porte sur ceux qui ont le plus le moyen de payer. Il faut se demander quels sont les objets taxés et quelles sont les classes qui sont taxées. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a fait hier une distinction que j'accepte. Mais plus objectivement en partant de ce principe, on trouve que la loi est tantôt bonne et tantôt mauvaise.

Le bill est bon lorsqu'il décrète une taxe sur des objets de luxe. Mais il ne faut pas considérer comme objets de luxe le gaz et l'électricité. Le gaz et l'électricité, du moins dans les grandes villes, sont de première nécessité. La taxe sur ces deux items est

mauvaise. On répondra que la taxe sur le gaz et l'électricité n'est que de 2 %. Très bien, mais la taxe de vente qu'on a promis d'abolir n'était que de 2 %. Je suis en faveur d'une taxe de luxe, mais la taxe qu'on impose est une taxe de vente de 6 %. La loi fait une exception pour le poêle à gaz. Si le poêle à gaz n'est pas taxé, parce qu'on le considère comme une nécessité, pourquoi, alors, taxer le gaz et l'électricité qui ne sont pas du luxe? À plus forte raison, la loi devrait faire exception pour le gaz lui-même.

Dans le domaine de l'électricité, un grand nombre d'appareils peuvent être de première nécessité. On devrait considérer comme objets de première nécessité tout ce qui constitue, pour un homme, le moyen de gagner sa vie. C'est ainsi qu'une automobile peut être un luxe pour une personne ordinaire. À cet égard, l'automobile bon marché pour un chauffeur de taxi n'est pas un objet de luxe, pas plus que la montre, quand ce n'est pas une montre de grand prix. La vaisselle, la verrerie, le manteau de fourrure sont des objets de première nécessité qui ne devraient pas être taxés.

Des distinctions auraient pu être établies dans la loi. Il y a ce que j'appelle les articles de second ordre. C'est ainsi que le réveille-matin est nécessaire à l'ouvrier. La montre est nécessaire dans plusieurs métiers. Dans le domaine de la fourrure, il y aurait eu plusieurs distinctions à faire. La taxe est imposée pour fins d'éducation, et on taxe les instruments de musique. Ils ne sont pas des objets de luxe, non plus, parce qu'ils sont, d'un côté, un moyen de gagner sa vie et, de l'autre, une forme d'éducation artistique.

Une comparaison entre la taxe de vente et la nouvelle taxe permet de conclure que l'on a commencé, avec celle-ci, une sorte de graduation, en ce sens que certains objets de première nécessité ne sont pas taxés. Mais la graduation ne me semble pas complète, car dans plusieurs cas, on taxe des objets qui ne sont pas des objets de luxe. Dans l'ensemble on se trouve en face d'une taxe de vente, il ne faut pas se payer de mots, mais l'on établit un commencement de graduation, tandis que la taxe de vente ancienne était uniforme. Il y a du bon et du moins bon dans la loi. Sur plusieurs points, la nouvelle loi est mieux graduée; dans l'autre cas elle est moins bonne. La nouvelle loi comporte des anomalies, puisque des articles nécessaires à la vie sont maintenant taxés de 6 % au lieu de 2 %. Elle se trouve à être une taxe de 6 % au lieu d'une taxe de 2 %.

Il n'est pas possible de dire un oui ou un non catégorique relativement à la nouvelle taxe, comme on l'a fait jusqu'ici des deux côtés de la Chambre.

S'agit-il réellement alors d'une taxe de luxe? On peut répondre oui, à certains points de vue, mais non dans d'autres cas parce qu'elle frappe durement certains commerces, et il y aura là danger de fuite à l'étranger.

La loi va permettre à des maisons étrangères d'ouvrir un peu partout des comptoirs postaux qui permettront à ces maisons étrangères de faire des affaires prospères, dans la province et qui nuiront au commerce. La clientèle de ces comptoirs aura tendance à augmenter de ce fait et le contrôle du gouvernement sera compliqué et difficile à faire.

Je crains que la résolution relative à la taxe qui frappe les compagnies et les manufacturiers soit difficile à réaliser. Il y aura des cas de revente. Le mécanisme sera compliqué et difficile à suivre.

Dans la mesure où cette taxe nouvelle sera une taxe de luxe, je l'approuve, mais dans la mesure où elle n'est pas une taxe de luxe, elle ne l'est pas dans un grand nombre de cas, je la désapprouve. Voilà pourquoi je serai forcé de voter contre les résolutions en troisième lecture.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je félicite le député de Laurier de sa modération, de l'exposé clair, objectif, pertinent et constructif du problème qu'il vient de faire. En dix minutes, il a su traiter le sujet, et c'est un exemple pour la gauche libérale.

Le gouvernement fait disparaître la taxe de vente, ce qui dégrèvera le peuple d'une somme de \$9,000,000 à \$10,000,000. Il faut aussi tenir compte que la province est privée de ses droits de taxation cédés à Ottawa. Il faut trouver d'autres moyens pour subvenir aux besoins de l'éducation et de la santé publique. La présente taxe n'atteint que 25 articles contre 25,000 sous le régime de la taxe de vente. Je répète que la taxe actuelle est moins onéreuse que la taxe de vente.

Quant aux instruments aratoires, ils ne sont pas taxés, et cela, dans une proportion de 99 %, à moins d'être mus par un engin électrique qui fait partie intégrante avec la machine. Pour les comptoirs postaux dont a parlé le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), le gouvernement a prévu le cas et des mesures seront prises pour que les marchandises importées d'une autre province par l'intermédiaire de comptoirs postaux soient taxées. Les marchandises expédiées de Toronto seront sujettes à la taxe nouvelle.

M. Drouin (Abitibi-Est): En vertu de la loi telle que rédigée, toute la machinerie servant à l'exploitation des mines sera taxée. Est-ce bien

l'intention du gouvernement? Je suis fort surpris de constater qu'on taxe l'industrie minière, car j'ai entendu le premier ministre affirmer, au congrès de l'Institut des mines³, récemment, que: "L'industrie minière est trop taxée dans la province." De fait, la taxe sur la production minière rapporte actuellement \$2,000,000, par an, à la province. Pourquoi alors, taxer davantage cette industrie?

Qu'est-ce que le premier ministre fait de sa promesse à l'Institut des mines et métallurgie? Il a promis de ne pas taxer les mines et il taxe toute leur machinerie qui représente une valeur de \$60,000,000 dans la province. Le premier ministre, s'il était sincère et s'il n'a pas déjà oublié son discours au Château Frontenac, devrait amender la loi de façon à exempter la machinerie des mines de cette taxe exorbitante de 6 %.

On taxe aussi comme objet de luxe des choses qui sont de première nécessité dans ma région, comme les camions et les parkas⁴. L'on ne devrait pas taxer les camions, qui ne sont certainement pas un objet de luxe. Je suis d'avis que la taxe de 2 % sur l'électricité et la taxe sur les appareils électriques empêcheront certainement l'établissement dans la province, après la guerre, d'industries qui fabriquent des appareils électriques.

Le gouvernement est d'une imprévoyance incompréhensible et la population a raison de protester. L'acheteur se trouvera à absorber en définitive la taxe imposée aux manufacturiers et aux compagnies.

M. Dansereau (Argenteuil): La taxe de 2 % correspondait aux besoins de chacun. L'ouvrier ne payait que \$9 à \$10 par année en tout. Aujourd'hui, il paiera à peu près le même montant sur le seul achat d'une machine à coudre. Au moment où l'on veut développer l'électricité dans les campagnes, ce n'est pas le temps d'imposer une taxe de 6 % sur les appareils électriques. C'est pour le moins un manque de jugement.

Le commerce de l'automobile et de la bijouterie va périlcliter dans les villes frontalières. Montréal va subir de la part de villes frontalières une concurrence désastreuse. La nouvelle taxe est au détriment du commerce et de l'agriculture.

M. le président, l'honorable premier ministre a laissé entendre hier que les résidents de la cité de Hull seraient exemptés de la nouvelle taxe, parce que Hull est situé à côté d'Ottawa. Je réclame le même privilège pour le comté d'Argenteuil, que j'ai l'honneur de représenter. Il y a plusieurs endroits de mon comté qui sont à proximité de la province

d'Ontario. La ville de Grenville, qui est reliée à Hawkesbury, Ontario, par un pont interprovincial va souffrir considérablement de cet impôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis dire tout de suite à l'honorable député d'Argenteuil (M. Dansereau) que nous allons amender la résolution, qui stipulera que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exempter de l'application de la loi les achats faits par des particuliers dans une municipalité située à proximité de la frontière interprovinciale. La taxe ne sera pas imposée sur les achats faits par des citoyens dans une municipalité située à la frontière qui sépare Québec d'une autre province.

M. Dansereau (Argenteuil): L'amendement est trop vague pour rassurer la Chambre. On laisse la décision au lieutenant-gouverneur en Conseil. Quelle décision prendra-t-il? La situation est grave et j'avertis le gouvernement. Il est important de savoir à quelle distance de la frontière on déterminera l'endroit où l'exemption s'appliquera. Il n'y a pas seulement Grenville qui est durement affectée. Les municipalités de mon comté qui ne bénéficieront pas de l'exemption perdront leur commerce, car les gens iront s'approvisionner dans les parties du comté qui seront sujettes à l'exemption.

La ville de Lachute n'est qu'à 15 milles du pont interprovincial de Hawkesbury. Les commerçants, surtout les commerçants d'autos, et les garagistes sont désespérés. L'exemption que l'on nous promet aidera les citoyens des municipalités situées à la frontière interprovinciale, mais elle pourrait bien desservir les commerçants de municipalités situées à côté de celles bénéficiant d'exemptions.

Il y a quantité d'objets qui ne sont pas de luxe mais qui relèvent des conditions de vie moderne tels les autos, les camions, l'électricité. On ne devrait pas taxer ces choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une taxe de luxe, c'est un impôt éducationnel.

M. Dansereau (Argenteuil): Le discours sur le budget parlait pourtant d'une taxe de luxe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le premier ministre a appris que le député de Montmagny (M. Choquette) a été nommé bâtonnier du Barreau de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux pour l'honorable député de cette nomination, mais elle n'a pas été faite parce que le nouveau bâtonnier a été nommé en Chambre. Comme bâtonnier, il devra observer les règlements. Ce nouveau fleuron n'est pas suffisant pour faire disparaître la tache⁵ sur son mandat de député.

M. Godbout (L'Islet): Le fait d'avoir été nommé n'a pas nui au député de Montmagny (M. Choquette), mais plutôt à mes honorables amis d'en face. S'il y a une tache quelconque, c'est le premier ministre lui-même qui la porte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition devrait lire les journaux de 1929 pour voir ce que pensaient les grands quotidiens d'un député qui se fait nommer en Chambre. Lorsque M. Houde a été nommé, les journaux libéraux du temps prétendaient que c'était un homme taré, taché.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un homme taché!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas sorti de la Chambre lorsque M. Houde a été nommé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, un homme taché...

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'est pas sorti à cette époque parce que personne n'était plus heureux que lui d'entendre nommer M. Houde. Nous prétendons que, dans le cas du député de Montmagny (M. Choquette), le fait d'avoir été nommé ne reflète pas défavorablement sur son honneur.

M. Dansereau (Argenteuil): Les clients et les commerçants n'auront qu'à aller dans la municipalité où l'exemption sera accordée et le commerce de ces derniers en subira des dommages inestimables. La population est inquiète avec raison.

La taxe frappe des articles qui sont d'une nécessité absolue tels que: les camions, les poêles à l'électricité, les moulins à coudre, les essoreuses, etc. Ce ne sont pas, aujourd'hui, des objets de luxe ceux-là. Le camion coûte environ \$3,000. L'acheteur n'hésitera pas à aller dans la province d'Ontario pour s'éviter \$180 de taxes. Même chose en ce qui concerne les frigidaire, les poêles électriques, etc.

On estime le commerce dans tous les comtés voisins de la frontière ontarienne et on taxe ces choses qui sont de première nécessité.

L'amendement suggéré par le premier ministre exemptera de la taxe non seulement la région de Hull, mais devrait aussi inclure la région de Papineau et d'Argenteuil faisant face à la frontière d'Ontario. Autrement, on condamnerait le commerce à périlclier dans ces comtés.

Le camion coûte cher de réparations. Or, les pièces de rechange sont taxées de 6 %, elles aussi. Qu'est-ce qui empêche les automobilistes et les camionneurs de l'ouest de la province d'aller en Ontario pour leurs réparations? On ruinerait ainsi les garagistes. À Montréal, les commerçants d'autos et les garagistes doivent être inquiets, car la métropole n'est pas loin de la frontière interprovinciale. Elle est à 40 milles seulement de la frontière de l'Ontario.

La femme canadienne, qui a si noblement rempli son rôle durant la guerre, avait droit à plus de considération de la part du gouvernement. La nouvelle taxe est injuste et vexatoire pour la femme canadienne-française. Il est souverainement injuste et je ne vois pas de raisons de taxer les poêles électriques, quand les poêles à gaz ne sont pas taxés dans les villes, alors que l'on taxe les poêles électriques dans les campagnes, où il n'y a pas de gaz. On est injuste envers les compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le poêle électrique, c'est du luxe. Ça ne bat pas le poêle à bois.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Dansereau (Argenteuil): C'est donc la ménagère de la campagne qui sera la plus affectée. Les machines à coudre sont aussi taxées et c'est là une injustice pour nos familles. La taxe va nuire au commerce. La nouvelle taxe nuira considérablement, en particulier, à l'industrie de l'automobile. Le commerce de l'automobile a été affecté par la guerre. Au moment où la fin des hostilités en Europe nous fait entrevoir un regain d'activité dans ce commerce, le gouvernement frappe les marchands d'autos d'une taxe exorbitante de 6 %.

La taxe affecte le développement de l'électricité. Si l'on veut donner aux nôtres les avantages de l'électricité dont ils ont été privés si longtemps, on n'a pas le droit de taxer ces commodités que sont les machines à coudre, les poêles électriques. On parle d'électrification rurale, le gouvernement nous fait voter un plan d'électrification rurale. Nous avons mis

en doute son efficacité, mais cette taxe tue l'électrification rurale à sa base en haussant les prix de tous les appareils électriques.

L'action du gouvernement aura pour effet de faire reculer le Québec au point de vue de développement moderne, dans un domaine où les législations du gouvernement précédent présidé par l'honorable chef de l'opposition nous permettait d'entrevoir un progrès depuis longtemps désiré. Si nous reculons, ce sera à l'avantage des autres provinces.

Le mécontentement de la population est considérable et grand, et l'opposition s'en fait l'écho en Chambre. Le gouvernement s'en apercevra aussi longtemps. Je réitère ma demande à l'honorable premier ministre pour que le comté d'Argenteuil ne soit pas si brutalement frappé par cette taxe vexatoire.

(Applaudissements à gauche)

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je suis d'avis que rien, dans la loi, n'oblige le gouvernement à utiliser le produit de cette taxe pour l'éducation et la santé. L'argent va tomber dans le fonds consolidé du revenu, non dans un fonds spécial. Il pourra être utilisé pour n'importe quelle fin. Tout le système de taxation du gouvernement devrait être révisé. La taxe chargée au manufacturier et aux gros marchands, c'est toujours l'acheteur qui la paie, en définitive. Elle augmente le prix de revient des marchandises.

Il accuse le premier ministre de supprimer la taxe sur mille articles et de tripler le montant de l'impôt sur un plus petit nombre d'objets. Il cite des exemples pour démontrer l'illogisme de la taxe et affirme qu'elle détruira l'économie industrielle de la province et qu'elle empêchera l'établissement de nouvelles industries.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siéger de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 1^{er} mai 1945**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**M. Fernand Choquette,
nommé bâtonnier du Barreau de Québec⁶**

(M. le bâtonnier Choquette⁷ entre en Chambre en même temps que son chef, l'honorable Adélar Godbout, et un page lui apporte aussitôt une gerbe de roses rouges)

Les députés libéraux applaudissent.

M. Godbout (L'Islet): L'un de nos collègues, le député de Montmagny (M. Choquette), vient d'honorer le Barreau en acceptant d'être son bâtonnier. L'unanimité qui s'est faite autour de la candidature du député de Montmagny démontre l'estime que les avocats ont pour lui. Cette estime est universellement partagée par tous les membres de cette Chambre et par toute la population de la province⁸.

Le nouveau bâtonnier est l'une des gloires du Barreau québécois. Il brille autant par sa compétence, par sa science, par sa connaissance parfaite de la loi, et son intégrité professionnelle que par sa grande et attachante personnalité.

Au nom de tous les députés de l'opposition, je lui offre donc nos félicitations et nos souhaits les plus sincères. Je souhaite que son stage à la tête du Barreau soit couronné des plus féconds résultats. Je lui dis que toute la Chambre se trouve honorée et se réjouit de cette nomination, qui rehausse le prestige de la Législature, si cela est possible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Barreau ne fait pas de politique. En vertu d'une entente, le bâtonnier est élu à l'unanimité. Je trouverais déplorable toute tentative d'allusion politique. Les félicitations que vient d'adresser le chef de l'opposition à son collègue pour son élection par acclamation auraient une toute autre signification en d'autres circonstances parce que le choix du

bâtonnier se fait toujours en dehors de la politique. Il n'y a pas de doute qu'en toute autre circonstance la signification aurait été plus grande. Il est vraiment déplacé de tenter même de faire la moindre allusion politique à cette élection par acclamation.

Nous avons ici des collègues qui ont reçu la même distinction, notamment Me Maurice Tellier, c.r., qui préside en ce moment le comité plénier, qui est l'un des membres les plus en vue du Barreau de Joliette, dont il a été bâtonnier, et M. l'honorable Alexandre Taché, Orateur de la Chambre, a été bâtonnier du Barreau de Hull. Ils ont atteint à ces hauts postes avant le député de Montmagny. Je suis content que le député de Montmagny imite ces promotions jadis accordées à nos deux présidents et justement méritées.

Les nominations de bâtonnier sont tellement au-dessus de la politique que moi-même j'ai été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières et bâtonnier général de la province. Et j'ai été proposé par des adversaires politiques. Il ne serait pas décent qu'on veuille faire de la politique avec des choses comme celles-là. S'il y avait eu de la politique au Barreau, il n'y aurait certainement pas eu unanimité ce matin.

Il me fait plaisir de souhaiter au nouveau bâtonnier du succès dans l'accomplissement de ses fonctions importantes. Je suis convaincu que le député de Montmagny est bien pénétré de l'importance de ces fonctions et j'espère qu'il saura faire maintenant l'ordre, non seulement au Barreau, mais partout.

Il existe à Québec une coutume, celle d'élire un dauphin qui est, de droit, bâtonnier l'année suivante. Le député de Montmagny (M. Choquette) fut dauphin l'an dernier et cette année c'est M. Antoine Rivard, un des avocats les plus distingués. L'homme qui mérite peut-être le plus de félicitations à l'occasion de la rencontre annuelle du Barreau est Antoine Rivard, étant donné que l'élection constitue la véritable bataille et que l'élection du bâtonnier au Barreau du Québec est quasi automatique, le dauphin étant toujours promu au poste le plus élevé. Je manquerais à mon devoir, si je ne profitais de la circonstance pour féliciter M. Antoine Rivard, c.r., qui succédera au bâtonnier actuel l'an prochain. Il a été élu par acclamation et je l'en félicite.

Il (M. Duplessis) exprime ses vœux au député de Montmagny (M. Choquette) et souhaite que le Barreau ne fasse jamais de politique dans ses nominations.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Au nom de la minorité anglaise, je félicite le

nouveau bâtonnier, dont je m'honore d'être l'ami. Il (M. Mathewson) fait l'éloge du député de Montmagny (M. Choquette). Je salue en lui l'un des avocats qui honorent le plus le Barreau.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai rencontré pour la première fois le député de Montmagny (M. Choquette), à Montréal, dans une cause célèbre, lors du procès Chaloult⁹, et j'ai admiré la façon dont il a plaidé cette cause. Nous nous sommes ensuite retrouvés à Québec, pas du même côté de la barricade, mais j'ai été heureux de retrouver en Chambre la force, la chaleur de l'argumentation et la noblesse des sentiments du nouveau bâtonnier. Je connais les talents du nouveau bâtonnier et je le félicite sincèrement.

M. Chaloult (Québec): En 1942, le gouvernement fédéral m'a fait subir un procès pour avoir enfreint les règlements du temps de guerre; j'ai été accusé d'avoir commis un crime contre la sécurité de l'État. Il m'a fallu des avocats pour défendre ma cause et parmi les avocats que j'ai retenus pour me défendre, le député de Montmagny (M. Choquette) fut en tête de la liste. J'ai pu apprécier et admirer en cette circonstance sa haute compétence et sa haute conscience professionnelle.

J'ai vu comment il savait faire passer l'intérêt de son client et son devoir d'avocat avant l'intérêt politique et ses intérêts personnels. Cet avocat qui a largement contribué au succès de ma cause est aujourd'hui nommé bâtonnier et je tiens à lui en rendre hommage publiquement en le félicitant de son élévation au bâtonnat. Il méritait cet honneur et cette marque de confiance de ses confrères. Je l'en félicite. Le Barreau de Québec doit être félicité de l'avoir élu à l'unanimité.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): L'honorable député de Montmagny (M. Choquette) porte aujourd'hui le plus beau titre qu'un avocat puisse souhaiter et il le mérite. Il s'est distingué comme l'un des plus grands juristes de la province de Québec.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Depuis le début de la session, j'admire la valeur du nouveau bâtonnier de Québec.

M. Ross (Montréal-Verdun): Au nom des députés de l'opposition, qui font partie du Jeune Barreau, je félicite le nouveau bâtonnier et je puis lui dire que nous sommes fiers de lui et du beau nom qu'il porte.

M. O'Connor (Huntingdon): Au nom de l'élément irlandais, je m'associe à mes collègues pour rendre hommage au nouveau bâtonnier de Québec.

M. Choquette (Montmagny): Autant l'on peut se passionner pour la politique, autant l'on sent le besoin de l'oublier, à certains moments de la vie. Je vis aujourd'hui l'un de ces moments, alors que mes confrères du Barreau m'ont fait l'honneur suprême de me nommer au poste de bâtonnier. Je les ai remerciés ce matin et je veux le faire de nouveau cet après-midi, devant cette Chambre. Je vis aujourd'hui un des plus heureux moments de ma vie.

Je n'ignore pas que les paroles qui sont venues de l'autre côté de la Chambre, tout à l'heure, ont été prononcées par le premier ministre et le procureur général de ma province. Je l'en remercie. Les amis du premier ministre se plaisent à admirer chez lui la vigueur et la force avec lesquelles il sait défendre ses causes, la puissance de persuasion qu'il possède. Ils admirent l'originalité de ses concepts politiques et juridiques et ses connaissances du droit, surtout du droit non écrit.

Je puis l'assurer de la coopération du Barreau chaque fois qu'il voudra le consulter sur des questions concernant la bonne administration de la justice. À titre de bâtonnier, j'offre mon entière collaboration au procureur général. Je remercie le premier ministre comme membre éminent du Barreau de la province des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Les paroles de l'honorable chef de l'opposition me vont droit au cœur. S'il avait embrassé la carrière légale, la carrière d'avocat, le chef de l'opposition aurait été un maître du Barreau. Sa dialectique, qui fait l'admiration des députés libéraux, et son éloquence n'ont jamais été surpassées en cette Chambre. Il a choisi la carrière agricole et il fait honneur à cette profession. La noblesse du Barreau s'incline devant la noblesse et la grandeur de l'agriculture.

Je remercie le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) qui représente dignement, ici, la minorité de langue anglaise. Je remercie le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). De ce dernier, j'ai toujours admiré la dignité de sa conduite et la clarté de son exposé quand il parle en Chambre. Quant au député de Québec (M. Chaloult) il m'a invité à prendre sa défense en 1942. Je me souviens que, lorsqu'il était aux prises avec les règlements de la défense, j'ai accepté de le défendre. Ses paroles ont évoqué l'un des souvenirs les plus émouvants de toute ma carrière. J'ai été heureux d'agir comme procureur dans la cause de mon collègue, en vertu du principe

de la solidarité. J'ai pris sa défense parce que je voulais défendre un principe cher à tous les membres de cette Chambre: la liberté de parole, et nous avons réussi à faire triompher ce principe.

Chacun est fier de sa profession, mais il n'en est aucun qui soit plus fier de la sienne que l'avocat. Nous, les avocats, croyons que notre profession est la plus belle, parce qu'elle répond à deux des aspirations les plus fortes et les plus tenaces de l'être humain: la justice et la liberté. Aucune puissance ne peut faire dévier de son devoir l'avocat digne de ce nom.

Je remercie le président du comité (M. Tellier) d'avoir permis ce petit débat, cette manifestation peut-être en marge des règlements et sûrement en marge de l'ordre du jour. Votre présence ici, M. le président ne peut que me rappeler que j'ai plaidé souvent devant votre vénérable et illustre père, Sir Mathias Tellier, ancien juge en chef de la Cour d'appel. Je ne pourrais jamais oublier son grand cœur, son esprit de justice et sa parfaite impartialité. Je vous demande de lui transmettre les vœux et les humbles hommages du nouveau bâtonnier de Québec.

Quant à l'Orateur de la Chambre, je lui présente mes hommages. Il me permettra de lui dire un mot pour lui rappeler le degré de parenté qui nous unit. En effet, Sir Étienne-Pascal Taché, le véritable Père ou l'un des Pères de la confédération, était l'arrière-grand-oncle du député de Hull, (M. Taché), qui m'a suspendu vendredi dernier à la suite de la déclaration du président du comité qui a dit que j'avais refusé de me plier à ses décisions, et mon arrière-grand-père maternel. Nous sommes heureux de cette parenté.

C'est peut-être à cause de cette parenté, de ce cousinage que l'Orateur s'est permis de me nommer par mon nom, la semaine dernière. Lorsque l'Orateur m'a nommé, j'étais heureux, dans un sens, puisqu'on était en famille. Je ne m'en offusque pas; je lui permets cette familiarité et je l'invite même à maintenir cette belle et charmante marque d'intimité familiale dans l'avenir.

Je remercie tous mes collègues qui m'ont offert cette gerbe de fleurs. Cette manifestation est le couronnement d'une journée que je ne pourrai jamais oublier.

Projets de loi:

Éducation et santé publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Matane (M. Gagnon) à la première séance du 30 avril 1945¹⁰.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) s'élève contre cette taxe qui frappe lourdement les familles pauvres. Le gaz et l'électricité sont loin d'être des objets de luxe. Dans la liste des objets taxés, il y en a plusieurs, comme les cosmétiques par exemple, qui sont de première nécessité. Les cosmétiques seront sujets à la taxe de 6 %, ce qui aura pour effet d'imposer une taxe sur le pauvre comme sur le riche, puisque cet article est d'usage courant. Les classes laborieuses continueront à acheter en payant cette fois une taxe de 6 % au lieu de 2 %, comme cela était auparavant. La pâte à barbe sera aussi taxée et atteindra également la bourse du pauvre. On taxe le cultivateur dans les instruments les plus usuels. C'est une taxe rétrograde et j'avertis le gouvernement que, s'il persiste dans son projet de pressurer le peuple, il en ressentira les conséquences au point de vue électoral.

Le peuple n'a pas été lent à comprendre que ce n'est pas une taxe de luxe qu'on lui impose. Il paie depuis vendredi pour le savoir. La taxe de luxe et la taxe de vente se chevauchent. La loi est remplie de subterfuges et je demande au gouvernement de la retirer. Le premier ministre devrait dire au peuple: "Je me suis trompé" et qu'il est prêt à le reconnaître. Que le premier ministre avoue donc franchement qu'il s'est trompé. S'il n'accepte pas mon conseil, il le regrettera aux prochaines élections;

M. Dumoulin (Montmorency): Je félicite l'honorable député de Montmagny (M. Choquette), le nouveau bâtonnier, de l'honneur qui lui échoit et je veux associer dans mon hommage son vénérable père (l'honorable juge P.-A. Choquette), ancien juge et ancien sénateur.

Le bill 44 est la plus importante mesure présentée depuis le début de la session par ses conséquences. J'entends prouver que cette mesure est nuisible et vexatoire; bien plus, elle n'est pas constitutionnelle. La loi à l'étude contient des anomalies que je veux signaler.

Les petits industriels, comme les forgerons, les menuisiers, les peintres, seront frappés par le nouvel impôt. Au surplus, la taxe dite de luxe leur imposera une comptabilité compliquée par les rapports qu'ils devront faire chaque mois. Pourquoi imposer une taxe aux forgerons, aux menuisiers, aux peintres, les petits industriels de nos campagnes qui devront tenir une comptabilité et faire rapport au trésorier? Les arts et métiers vont être taxés avec la nouvelle loi, et ce n'est pas de nature à encourager nos gens dans ce domaine intéressant.

Même si on dit dans la loi que la taxe va servir à l'éducation, cela n'empêche pas le gouvernement de taxer l'artisanat d'un droit de 6 %. La taxe dite de luxe s'applique à tous les produits de l'artisanat québécois. On prétend que c'est une taxe pour venir en aide à l'éducation. Mais en taxant l'artisanat, est-ce qu'on ne s'attaque pas à l'un des domaines les plus intéressants de l'éducation?

La taxe de 6 % nuira, en outre, aux établissements d'arts domestiques qui sont en plein développement. Certains établissements d'arts domestiques sont de véritables manufactures. Les manufacturiers d'arts domestiques sont compris dans cette catégorie et je veux citer le cas d'une industrie de Sainte-Croix de Lotbinière qui emploie une trentaine de personnes et dont les produits sont frappés de la taxe de 6 %. On prétend aider l'éducation et on taxe un mode d'éducation, car les arts domestiques sont de l'éducation.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mon honorable ami devrait s'en tenir à la résolution. La résolution ne parle que des manufacturiers et des compagnies. Il n'est pas question des arts domestiques dans l'article 1 que nous étudions présentement.

M. Dumoulin (Montmorency): La taxe de 6 % nuira aussi à la construction, puisqu'elle affecte les installations électriques.

Je voudrais savoir maintenant, si le gouvernement de la province a le droit, en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, de taxer les télégrammes? Si les télégrammes du Chemin de fer National, compagnie d'État, échapperont à la taxe de 6 %, ce sera discriminatoire envers le Pacifique Canadien, compagnie privée.

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'avocat en chef du Canadien National est venu précisément, hier à Québec, pour s'entendre avec le trésorier sur ce point et offrir sa coopération au gouvernement, de

façon que la taxe soit perçue le plus facilement possible. Le Canadien National a promis sa collaboration. Les C.N.R. Télégraphes sont prêts à collecter la taxe pour nous.

M. Dumoulin (Montmorency): Le gouvernement ne pourra donc plus se plaindre des gens d'Ottawa. Le C.N.R., système gouvernemental, ne me paraissait pas affecté. Mais, qui aura la priorité pour le prélèvement des taxes, le fédéral, ou le provincial?

La loi dit que le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec seront exemptés de taxe. Je me demande si les achats faits par les autres gouvernements provinciaux seront sujets à la taxe, ou veut-on dire que les gouvernements des autres provinces devront la payer? J'arrive au point principal de mon argumentation: je prétends donc que cette résolution est illégale et rédigée de manière à violer la Constitution. Si cette taxe est illégale, les résolutions tombent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi éterniser le débat?

M. Dumoulin (Montmorency): Le gouvernement n'a pas le droit de taxer les manufacturiers et je demande qu'on me laisse exposer ce point important. Je prétends que la résolution imposant la taxe de 6 % imposée aux manufacturiers et aux compagnies sur divers objets est illégale et inconstitutionnelle pour deux raisons. En vertu du paragraphe 2 de l'article 92¹¹ de la Constitution de 1867, les provinces n'ont le droit qu'aux taxes directes, tandis que la taxe prévue par la résolution est une taxe indirecte, perçue par les compagnies et les manufacturiers.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le manufacturier ne paiera que sur les objets dont il se sert lui-même.

M. Dumoulin (Montmorency): D'après la Constitution, seuls les impôts directs sont du ressort des provinces. Or, imposer à "A" une taxe qu'il fera payer à "B", c'est imposer une taxe indirecte. La taxe qu'on impose au manufacturier, il est clair qu'il va la refiler à l'acheteur. Il y a un jugement qui fait autorité sur ce point.

Il y a plus. L'article 121 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord dit, en outre, que: tout objet qui aura été produit ou aura été fabriqué dans une des provinces sera admis en franchise dans

chacune des autres provinces. Le Manitoba a voulu imposer une taxe de deux sous sur le blé exporté en Alberta et en Saskatchewan. La Cour suprême a décidé que cette taxe était *ultra vires* et le Conseil privé a confirmé ce jugement en 1923. Les provinces de Saskatchewan et d'Alberta invoquent l'article 121 et gagnèrent leur cause.

Le trésorier aurait dû étudier l'aspect légal de sa mesure. C'est le même cas que la taxe prévue par la résolution qui est devant nous. La taxe imposée par la Législature violait l'article 121 de la Constitution. Il y a plus. Le bill 44 offre un exemple sans précédent. Il reproche au gouvernement d'avoir donné force de loi à la nouvelle taxe le 27 avril, alors que les Chambres n'avaient pas encore étudié le bill et que, par conséquent, elles ne s'étaient pas prononcées. La taxe nouvelle entrerait en vigueur avant même que la loi ne fût adoptée par la Législature. Je me demande en vertu de quel droit et de quelle autorité on a pu procéder ainsi et commencer à taxer?

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je dirai à l'honorable député que la taxe est parfaitement légale. Le député a voulu faire de l'obstruction en déclarant la loi illégale. Comme avocat, il devrait connaître la décision rendue par la Cour Suprême et le Conseil privé à l'occasion d'une taxe imposée sur le tabac par le Nouveau-Brunswick dans les mêmes circonstances. C'est sur ce jugement que le gouvernement s'est appuyé. La taxe sur le tabac a été déclarée constitutionnelle.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Le premier ministre et le trésorier ont dit que ce sont les riches qui vont payer. À mon avis, cette mesure touchera les classes moyennes, beaucoup plus que les riches. La taxe nouvelle nuira au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, et surtout aux ouvriers. Et elle est injuste pour eux. C'est la classe des travailleurs qui est frappée le plus lourdement par cette taxe. La machine à laver électrique n'est pas un luxe pour une famille nombreuse.

Il (M. Côté) fait remarquer que, dans quelques mois, la vie reprendra son cours normal à la suite de la victoire des nations alliées, et les militaires qui seront de retour voudront s'installer. Il proteste contre le fait que le gouvernement impose une taxe injuste de 6 % sur plusieurs articles de première nécessité et déclare que la mesure n'encourage en rien les Canadiens qui se sont engagés comme volontaires pour défendre la liberté. Il eût été

préférable et plus logique de la part du gouvernement de laisser l'ancienne taxe de vente à 2 % que l'on supprime dans un autre projet de loi actuellement à l'étude par la Chambre et de dire que les produits de cette taxe seront utilisés pour l'éducation et la santé.

"Personne ne s'opposera à payer cette taxe", a dit le premier ministre. Mon comté, qui est situé près de l'Ontario, va souffrir dans son commerce. Si on fait des exemptions, que diront les citoyens des municipalités voisines? Je viens de recevoir un télégramme de M. J.-M. Poirier, secrétaire-trésorier du Conseil du travail de Montréal, qui représente 35,000 ouvriers organisés dans lequel on demande le retrait du bill 44, parce que la majorité des articles taxables ne sont pas des articles de luxe. Le télégramme ajoute que la nouvelle taxe fera baisser le standard de vie des gens de la province et diminuera le chiffre d'affaires de nos marchands. Le Conseil demande que son opposition soit prise en considération. Le message se lit comme suit:

"Conférence spéciale convoquée le 29 avril par le Conseil du travail de Montréal représentant 35,000 ouvriers organisés. Demandent que le bill de luxe soit immédiatement retiré. Nous croyons que la majorité des articles taxables sur ce bill ne sont pas de luxe et que ce bill n'aura pour effet que de baisser le standard de vie des gens de notre province et de diminuer le chiffre d'affaires de nos marchands."

J'espère que le gouvernement se rendra à cette requête. Si cette taxe ne touchait que les riches, elle ne rapporterait pas un million par année. Ce sont les petits qui payent. À mon sens, la taxe de vente était plus juste. Le député de Saint-Sauveur a eu raison de dire que l'on taxe le mackinaw¹². On taxe aussi les gants, les casquettes, les gilets, les bottes et tous les vêtements dont tous les mineurs de ma région se servent, parce qu'il y a de la fourrure sur chacun de ces vêtements dont ils ont besoin pour leur travail, afin de se protéger contre la basse température des mines. Ces vêtements d'usage essentiel se trouveront taxés de 6 %. Pareille mesure va nuire au commerce, à l'industrie et à tous les travailleurs.

L'honorable M. Gagnon (Matane): D'après la définition acceptée par le bureau du Trésor, le mot "vêtement" ne comprend pas les chaussures. Les bottes sont exemptées.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Vous devriez le dire dans la loi. Il n'y a pas un manteau d'hiver qui n'est pas garni de fourrure. Tout est taxé. Il dit qu'il approuve les critiques exprimées par les députés de l'opposition. La loi a donné un coup de poignard à

l'Union nationale. Le gouvernement de l'Union nationale est en train de commettre un suicide politique en mettant en vigueur une telle taxe et le premier ministre devrait écouter la voix du bon sens. Je demande au gouvernement de retirer cette loi dictatoriale car, autrement, l'Union nationale est assurée d'une défaite aux élections.

M. Ross (Montréal-Verdun): La résolution n'est pas claire. Je ferai remarquer la divergence entre la rédaction anglaise et la rédaction française de la première résolution. Dans l'article 1, le texte français ne concorde pas parfaitement avec le texte anglais, et pour éviter toute ambiguïté, la résolution devrait préciser que la taxe de 6 % doit être payée par les manufacturiers et les compagnies pour toute vente "qui leur est faite". donc, je propose qu'on ajoute les mots "qui leur est faite" après les mots: "lors de toute vente en détail".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais songé à faire pareil amendement. Il me fait plaisir de me rendre à la demande du député, et je conviens tout de suite que le député a raison. J'apporte deux modifications de forme à la rédaction française. La plus importante a pour but de dire que les compagnies et manufacturiers paieront la taxe lors de toute vente au détail "qui leur est faite". Dans le second paragraphe, il (M. Duplessis) fait aussi ajouter les mots "par eux" après le mot "acquis".

M. Ross (Montréal-Verdun): C'était un autre amendement que je voulais proposer. Je suis heureux que l'on adopte ma suggestion.

Je veux avoir des précisions sur le sens du mot proportion, à l'article 72¹³, qui dit que les revenus de la loi seront appliqués pour les fins de l'éducation et de la santé publique, "de la manière et dans la proportion que déterminera le lieutenant-gouverneur". Quelle proportion des revenus de la taxe sera affectée à l'éducation et à la santé, respectivement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mot proportion dans la résolution s'applique de façon générale, générique et spécifique. Il ne s'agit pas de définir un pourcentage. C'est ainsi qu'on pourra appliquer un montant pour le salaire des institutrices, un autre pour les écoles, etc.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je serais plus rassuré sur les intentions du gouvernement si on ajoutait dans le bill: "Aux seules fins de pourvoir aux

besoins de l'éducation et de la santé publique." On devrait aussi modifier la résolution pour que les revenus de la taxe soient véritablement donnés à l'éducation et à la santé publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, nous allons préciser. J'accepte l'amendement. Nous allons modifier la résolution et dire non pas "afin de pourvoir aux besoins de l'éducation et de la santé" mais "aux seules fins de pourvoir à l'éducation et à la santé."

Les amendements sont adoptés et la résolution 1 se lit désormais comme suit:

"1. Que, aux seules fins de pourvoir aux besoins de l'éducation et de la santé publique, les compagnies et manufacturiers devront, lors de toute vente en détail qui leur est faite en cette province, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de six pour cent du prix d'achat de tous spiritueux, bijoux, véhicules à moteur, fourrures, appareils électriques, malles et articles énumérés dans l'annexe des présentes résolutions, et du coût de tout télégramme, câblogramme, radiogramme, services de téléphone et appels téléphoniques interurbains, et un droit de deux pour cent sur le prix d'achat du gaz et de l'électricité.

Que les compagnies et manufacturiers devront en outre, pour les mêmes fins, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de deux pour cent sur le prix d'achat, au montant de plus de dix cents, de tout bien mobilier non compris dans le premier alinéa de la présente résolution et acquis par eux pour fins de consommation ou d'usage, sous réserve, quant aux manufacturiers, des dispositions de la résolution 7."

M. Ross (Montréal-Verdun): Je remercie le premier ministre. de s'être ainsi rendu à ma demande. Il a répondu aux objections que j'avais à faire et j'ai conscience d'avoir accompli mon devoir de député. J'en suis heureux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand les objections¹⁴ ont du bon sens, nous les écoutons toujours avec plaisir.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce qui a distingué et caractérisé la province de Québec, c'est la stabilité de ses institutions. Le peuple de la province ne s'est pas laissé entraîner ou émuovoir par les idées nouvelles trop avancées et non expérimentées. Le peuple de Québec jusqu'ici est

resté fidèle et a toujours montré un attachement très naturel aux traditions du passé dans le domaine économique, social et industriel. Les gens de la province se méfient, avec raison, et sont trop prudents, peut-être, quand il s'agit d'innover.

Cette caractéristique du peuple québécois a attiré des industries dans la province de Québec au cours des 25 dernières années, parce que les industriels savaient qu'il existe chez nous la stabilité au point de vue des taxes, des conditions de travail et des conditions sociales. Les politiques fiscales de tous les gouvernements dans le passé, ont été marquées par leur stabilité. Depuis la naissance de la Confédération, les gouvernements successifs au Québec se sont faits un point d'honneur d'attirer, de protéger et d'aider les industries qui venaient s'établir ici.

Après cette longue période, cependant, sont apparus les premiers troubles avec l'avènement du premier gouvernement de l'Union nationale qui nous a fait déroger à ces sages principes et a perturbé la stabilité financière du Québec en accumulant des dettes par des dépenses exagérées et extravagantes, augmentant ainsi la dette consolidée du Québec.

Lorsque les libéraux sont revenus au pouvoir en 1939, le gouvernement libéral a dû faire face à une situation déplorable; à un échiquier bouleversé. Il leur a fallu songer à la stabilisation des finances et trouver de nouvelles sources de revenus, tout en pourvoyant aux besoins essentiels des ministères du gouvernement.

Ils ont eu recours à une augmentation temporaire des taxes répartie sur l'ensemble de la population, en disant que ceux qui avaient contribué aux dépenses devaient aussi contribuer à leur remboursement. Ce fut l'imposition, de la taxe de vente de 2 %.

Grâce à cette politique judicieuse, le parti libéral a pu rétablir la stabilité financière. Le gouvernement Godbout a stabilisé notre situation financière et, lors du changement de gouvernement, le nouveau gouvernement de l'Union nationale pouvait entrevoir l'avenir avec confiance. Qu'a-t-il fait?

Le présent gouvernement est en train de détruire encore cette stabilité. Il s'est encore lancé dans un programme de dépenses extravagant et pour les payer ces dépenses, il a recours à ce nouveau projet de loi pour venir en aide aux secteurs de l'éducation et de la santé, par l'entremise d'une taxe de 6 %. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement se sert d'une nouvelle taxe qui, quel que nom qu'on lui donne, ne fait que remplacer la taxe de vente de 2 % par une autre de 6 %.

Les grandes villes ont aussi stabilisé leur position par une taxe municipale de 2 %, et voilà que l'Union nationale bouleverse l'économie de ces corporations municipales en changeant de système. Je suis d'avis que l'on rompt avec la politique traditionnelle des gouvernements du Québec. Les municipalités devront supporter leur part de responsabilité dans cette innovation, parce que l'abolition de la taxe de vente les oblige à en venir à un compromis avec la province, en ce qui concerne la stabilité de leurs finances. On taxe des objets de première nécessité. Je demande au gouvernement de retirer son bill. La taxe sera particulièrement vexatoire dans le cas des articles en bas de \$1 et prohibitive dans le cas des autres. La taxe sur les câblogrammes et téléphones sera difficile à percevoir.

Avant de procéder ainsi, le premier ministre aurait dû voir ce qu'il pourra faire avec Ottawa, puisqu'il réclame un nouvel accord, et attendre le résultat des négociations entreprises avec le gouvernement fédéral. Vu la guerre, le gouvernement fédéral a dû taxer la plupart des objets visés par la présente taxe de 6 %. Il est injuste pour le gouvernement d'ajouter une nouvelle taxe à la taxe fédérale qui accable déjà la population et de surtaxer quantité d'objets déjà taxés par l'autorité fédérale.

Si le gouvernement entend faire de la taxe de 6 % une taxe temporaire, une mesure permettant de dépanner la province, en lui assurant des revenus jusqu'à ce que des arrangements puissent être pris avec Ottawa au sujet des taxes, il n'était vraiment pas besoin de chambarder notre système de taxation. Il serait préférable que le gouvernement ne poursuive plus dans cette voie.

Je reconnais que certains avaient critiqué la taxe de vente de 2 %, parce qu'elle plaçait les commerçants du Québec dans une position désavantageuse face aux commerçants de l'Ontario, surtout les commerçants du Québec dans les municipalités situées près de l'Ontario. Si de tels arguments étaient fondés, si la taxe de 2 % favorisait le commerce de l'Ontario au détriment de celui de Québec, la taxe de 6 % aura des conséquences encore beaucoup plus graves.

Je reconnais que le cas des villes frontalières, comme Hull, sera pris en charge par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de pouvoirs qui lui sont accordés dans le projet de loi, mais même cette mesure sent la discrimination, et fait en sorte que tous ne sont pas traités avec justice. Je n'aime pas non plus l'idée d'accorder un tel pouvoir à l'autorité exécutive de la province.

Le fait que les autorités fédérales se soient immiscées dans le domaine fiscal, pour ce qui concerne la plupart des articles que la province se propose aujourd'hui de taxer, a été mentionné, mais le but du fédéral n'était pas tellement d'augmenter les revenus. Le fédéral a surtout imposé des taxes pour limiter les dépenses et pour forcer les gens à économiser. La question des revenus était secondaire, tandis que le provincial impose des taxes pour obtenir des revenus. Ainsi, deux buts diamétralement opposés sont poursuivis par les deux gouvernements par l'entremise d'une loi fiscale similaire. On remplit la coupe à ras bords, et lorsqu'on additionne la taxe fédérale et la taxe provinciale, le total se révèle prohibitif.

Il (M. Marler) mentionne, entre autres, la taxe sur les automobiles qui nuira à l'industrie automobile dans la province, la taxe sur les appareils électriques, les radios, les téléphones qui sont devenus une nécessité pour le peuple. La taxe sur les autos sera en quelque sorte prohibitive, à la suite de la taxe de luxe du fédéral, et les revenus qu'elle rapportera ne justifient pas son application.

À titre d'exemple, il y a une taxe de luxe fédérale de 25 % sur les voitures particulières dont le coût atteint \$900. Lorsque le coût de la voiture se situe entre \$900 et \$1,200, le taux d'imposition est de 40 %. Si la voiture a coûté plus de \$1,200, le taux est de 80 %. Ajoutez à cela la taxe provinciale de 6 % et la taxe municipale de Montréal de 2 %, et le taux s'élève à 88 %, ce qui est tout à fait prohibitif, et il est fort douteux que le gouvernement provincial obtienne des revenus très élevés de cette source. À mon avis, on n'achète pas des camions pour le plaisir de la chose, mais par nécessité seulement, et ils sont grevés de cette taxe de 6 %, et cette taxe s'applique également à l'huile et à la graisse utilisées sur ces camions ainsi qu'aux pièces de rechange.

En Ontario, une partie importante des revenus provinciaux provient des véhicules automobiles, des permis et de la gazoline, et le coût des permis automobiles là-bas est moins élevé qu'au Québec, et il serait peut-être préférable de diminuer les taxes au Québec, afin d'encourager l'achat de voitures. Il semble que ce ne soit pas le bon moment d'imposer une taxe de 6 % sur les appareils électriques et les électroménagers, alors que le gouvernement vient d'entreprendre l'électrification des campagnes au Québec.

Pour ce qui est des taxes sur les câblogrammes et le téléphone, lorsque Ottawa a imposé de telles taxes, il lui a été possible de les percevoir, mais ce sera différent pour la province, et

je crois que sa perception sera tout un problème et qu'elle comportera de nombreuses difficultés. Quelle sera la politique du gouvernement, en ce qui concerne les appels téléphoniques provenant de l'extérieur de la province ou les télégrammes à l'extérieur de la province?

Il y a aussi la question des appels à frais virés. Qui en paiera la taxe? Je me demande de quelle façon on percevra la taxe dans le cas d'un appel interurbain fait à partir d'un téléphone public. Sur un appel coûtant 30 cents, la taxe serait de deux cents. De quelle façon sera-t-elle payée?

Les corporations municipales ne bénéficient d'aucune exemption, bien qu'il existe une exemption pour les commissions scolaires. Prenons le cas de Montréal. La métropole a fait l'achat de nombreuses voitures particulières munies d'un équipement radio destiné à la police. La ville a acheté de l'équipement de déneigement coûteux et a également dépensé des sommes importantes pour l'achat d'équipements sportifs destinés aux terrains de jeux, et ce n'était pas du luxe.

Il n'y avait pas tant de presse pour taxer. La province a des revenus suffisants. Le gouvernement serait bien avisé de retirer le projet de loi et de le remanier complètement, avant de le présenter de nouveau.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Le peuple de notre province est unanimement opposé à cette taxe qui est du simple camouflage. Le titre de la loi lui-même est du camouflage. Il (M. Guerin) s'élève aussi contre l'imposition de la nouvelle taxe. Les libéraux ne sont pas les seuls à s'opposer à la nouvelle taxe. Le trésorier provincial n'a évidemment pas écouté la voix de son maître, puisque le *Sherbrooke Daily Record*, qui est la propriété d'un des maîtres et un ami du gouvernement de l'Union nationale, John Basset, a dénoncé cette loi dans un article éditorial.

Il (M. Guerin) cite cet article du *Sherbrooke Record*, contre ladite taxe qui se termine par ces mots: "La province est soumise à une double taxe jusqu'au 31 décembre, et c'est là une bien pauvre manière de la part de l'Union nationale de tenir sa promesse d'abolir la taxe de vente." Même les amis du gouvernement désapprouvent donc cette taxe inique, et le peuple en est indigné. Une voix importante, un des maîtres de l'Union nationale, s'est faite entendre, et le gouvernement est sans doute à attendre la protestation d'une autre voix importante, qu'on n'a pas encore entendue, celle de M. John Bracken.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'ordre. Il (M. Duplessis) suggère au député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin) de respecter les règlements de la Chambre.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): J'ai simplement voulu faire voir que le mécontentement est généralisé dans toute la province. Toute la province était opposée à la taxe de 6 %. Je suis contre la nouvelle taxe qui frappe le peuple durement. On ne fait que remplacer la taxe de vente de 2 % qui était payée par tous également par une nouvelle taxe trois fois plus onéreuse qui s'appesantira surtout sur le petit peuple.

M. Nadon (Gatineau): La nouvelle taxe atteint les mêmes citoyens et les mêmes classes que la taxe de vente. La seule différence, c'est qu'on va payer sur un peu moins d'articles, mais plus à la fois, et le gouvernement retirera le même montant. La différence qu'il y a entre les deux taxes, c'est que celle de l'Union nationale lèse les droits des citoyens, surtout les droits des marchands de la province de Québec qui ont droit d'exister. Une taxe de 6 % à mon avis nuira au commerce de la province, car elle est de nature à envoyer le commerce dans les autres provinces et les autres pays.

Aujourd'hui, les communications sont faciles et tout le monde voyage. Nos marchands ont le droit de vivre. Comment pourront-ils maintenir leur commerce si la clientèle va acheter dans les autres provinces?

Je proteste au nom des marchands. L'Union nationale leur porte un coup mortel. Tout cela, pour permettre au premier ministre et à ses collègues de racheter une promesse inconsidérée qu'ils ont peut-être faite par oubli ou distraction lors des dernières élections. Le chef de l'Union nationale a promis d'enlever la taxe de vente de 2 %, taxe qu'il enlève maintenant pour la remplacer par une taxe de 6 % qui pèsera lourdement sur toute la population.

J'entendais hier soir le premier ministre dans une grande envolée oratoire dire: "J'ai confiance que les Canadiens français paieront \$1 ou \$2 de plus cher au lieu d'aller acheter ailleurs" et qu'il fallait faire confiance à l'honnêteté et au patriotisme de nos gens, qui n'iront pas acheter ailleurs et tuer notre commerce. Mais quelques heures auparavant, il nous annonçait qu'il exempterait de la taxe les citoyens de Hull. Est-ce qu'il n'a pas confiance dans les citoyens de Hull? En présentant cet amendement, le premier ministre démontre qu'il n'a pas confiance aux citoyens de cette municipalité. Je proteste au nom du député de Hull.

Dans mon comté, il y a des villes qui sont dans le cas de Hull. Elles ont droit à l'exception. Mais que vont dire leurs villes voisines? Je veux me tenir au-dessus de la politique et je ne recherche que le bon sens. Il n'y en a pas dans cette loi. Je demande au gouvernement de ne pas mettre le commerce en péril en remplaçant une taxe juste par une taxe injuste, qui frappe la contribuable trois fois plus durement. On aurait dû laisser plutôt l'ancienne taxe à 2 %. Je veux en particulier me faire l'interprète des bijoutiers qui paient déjà une taxe de 25 % pour gagner la guerre et que l'Union nationale veut étouffer avec une nouvelle taxe. Je proteste au nom des bijoutiers contre le nouvel impôt. J'espère que le gouvernement se rendra aux demandes de l'opposition et fera cesser cette injustice.

(Applaudissements à gauche)

M. Roberge (Lotbinière): M. le président, lorsqu'on impose une taxe, il importe de chercher qui la paiera et qui en retirera les bénéfices. Si l'honorable trésorier avait fait chercher par les officiers de son département qui paiera la nouvelle taxe et qui en retirera la part la moins considérable, il en serait venu à la conclusion que les cultivateurs vont payer plus que les autres.

La nouvelle taxe forcera les cultivateurs à payer plus qu'ils ne recevront du gouvernement en subventions pour l'éducation et la santé publique. On prétend exempter les tracteurs et les machines agricoles, mais les automobiles, les camions et les remorques, indispensables aux cultivateurs, sont taxés. La taxe va frapper très lourdement les cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas sérieux, c'est même ridicule.

M. Roberge (Lotbinière): Vous consentirez que l'on a exempté les tracteurs et les accessoires qui s'y rattachent, mais on n'exempte pas les camions, les autos et les remorques. Les statistiques fédérales indiquent qu'en 1943, et les statistiques n'ont pas sensiblement changé depuis, 6,564 véhicules-moteurs avaient été enregistrés par les cultivateurs pour le transport de leurs produits.

Il y avait, en 1943, 8,156¹⁵ remorques dans les campagnes, tandis que le nombre des tracteurs enregistrés par les cultivateurs n'était seulement que de 1,526. En 1943, le nombre de tracteurs n'a augmenté que de 19. Depuis le début de la guerre, il n'y a pas beaucoup de nouveaux tracteurs chez les cultivateurs.

La taxe frappe aussi les camionneurs, qui d'ordinaire ne sont pas des gens riches. Le gouvernement leur impose une taxe de 6 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien paient-ils au fédéral?

M. Roberge (Lotbinière): Je crois qu'il n'y a pas de taxe au fédéral sur les camions de campagne. Mais, même s'ils payaient une taxe fédérale, l'Union nationale leur en fait payer une deuxième. Il (M. Roberge) affirme encore, à l'aide des mêmes statistiques, qu'en 1943 il y avait dans la province 47,229 camions, dont 25,000 dans la ville et les autres, près de 30,000, dans les campagnes. Les camions sont utilisés surtout dans les campagnes, et ceux qui les possèdent ne sont pas des gens riches. Au nom des cultivateurs et des électeurs de Lotbinière, je proteste contre l'imposition de la taxe qui va frapper aussi lourdement la classe agricole, qui va coûter plus d'argent qu'ils ne recevront pour leurs écoles et pour la santé publique dans les campagnes. Cette taxe coûtera trop cher aux cultivateurs. C'est une taxe inique qu'on n'aurait jamais dû imposer, car elle frappe surtout le petit peuple.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il est 6 heures et il (M. Bienvenue) ajourne le débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 1^{er} mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Déclarations d'un député à la Législature de la Colombie-Canadienne¹⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste avec véhémence contre les accusations proférées par Mme Grace MacInnis¹⁷, député de Vancouver-Burrard à la Législature de la Colombie-Canadienne et épouse d'un député C.C.F., M. Angus MacInnis à la Chambre des communes, à l'endroit de la population de Québec. Suivant une dépêche de la Presse canadienne, publiée par un journal de Québec, Mme MacInnis aurait déclaré, à un forum de la C.C.F. tenu à Vancouver, que la population canadienne-française est gardée dans un état d'ignorance et d'impuissance par le clergé et un groupe d'industriels et de politiciens. Elle doit représenter les vues de la C.C.F.

Ceux qui connaissent la province de Québec seront unanimes à condamner pareilles affirmations faites par l'épouse d'un député C.C.F. à Ottawa. Il me semble qu'aucun parti, quel qu'il soit, ne saurait permettre des déclarations aussi injustes. Sans notre clergé, la Confédération ne serait pas assise sur des bases aussi solides. Parler de notre clergé, c'est ouvrir une des plus belles et des plus glorieuses pages de notre histoire. Le Québec doit sa position sociale actuelle aux efforts et à l'appui du clergé catholique.

Mme MacInnis, si elle a reflété la mentalité de son parti, a certainement fait une déclaration anti-canadienne. Ce n'est pas en parlant ainsi que l'on travaillera à cimenter l'unité canadienne. Au nom de la province de Québec, je proteste contre de telles affirmations, qui sont injustifiées, incorrectes, fausses et injustes. J'espère qu'elles ne se renouvelleront plus. Je compte que, si l'épouse d'un député C.C.F., parlant à un forum C.C.F., n'a pas traduit les vues de son parti, le chef du C.C.F., M. Coldwell, saura la dénoncer. J'espère que M. Coldwell fera une mise au point à la suite de cette déclaration de nature à jeter le discrédit sur notre race.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas lu le journal en question et je ne peux naturellement pas répondre de l'exactitude ou de l'inexactitude des

propos cités. Il n'y a pas lieu de douter de la véracité de la déclaration du premier ministre et du rapport des agences de presse. Si le rapport lu en Chambre est exact, et si cette déclaration a réellement été faite, je me dois d'appuyer le premier ministre dans sa protestation. Je proteste à mon tour contre une accusation aussi gratuite et aussi mal fondée.

Les gens qui ne sont pas renseignés sur notre province devraient au moins se taire. Ils n'ont pas le droit de parler de la province de Québec de façon aussi injuste. De pareilles déclarations ne sauraient engager la responsabilité du parti en cause, et, pour ma part, je ne voudrais pas me tenir solidaire de tout ce que les membres de mon parti peuvent dire. Je regrette que trop souvent, dans les autres provinces, on se permet de faire des commentaires sur la province de Québec sans savoir ce qu'on dit; cela est d'autant plus condamnable qu'aucune province n'a été plus loyale et n'a mieux fait son devoir que la province de Québec.

Projets de loi:

Éducation et santé publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Matane (M. Gagnon) à la première séance du 30 avril 1945¹⁸.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je trouve la taxe de luxe injuste pour la classe ouvrière et les agriculteurs qu'elle surcharge. D'après la loi, tous les instruments aratoires mus autrement que par la force musculaire sont taxés à 6 %¹⁹. Comme représentant d'un comté rural, je veux protester contre la déclaration d'hier soir à l'effet que les instruments aratoires ne sont pas taxés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. On s'éloigne de plus en plus de l'article 1 qui ne concerne que les achats faits par les compagnies et les manufacturiers. L'opposition fait

de l'obstruction systématique. Nous sommes à la première résolution, qui ne parle que des achats faits par les compagnies et manufacturiers. Qu'on s'en tienne à cette résolution.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Seuls les instruments aratoires mus par l'électricité et par un moteur qui est incorporé à la machine seront taxés.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ou la gazoline, ou la houille, ou le gaz, ou l'air comprimé, ou par toute autre substance chimique. Le trésorier en oubliait.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député a-t-il déjà vu une charrue mue par le gaz?

M. Bienvenue (Bellechasse): Non, ni par une loi non plus. En vertu de la taxe de vente de 2 %, toutes les machines aratoires étaient exemptées de la taxe et on le disait expressément. La loi actuelle taxe même les pièces de rechange des machines agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il n'y a pas de cultivateurs parmi les manufacturiers et les compagnies, visés à l'article 1. Je rappelle que cet article a été modifié pour signifier que les manufacturiers et les compagnies paieront la taxe de 6 % pour les achats au détail qu'ils feront. On discute sur la portée de la résolution, qui correspond à l'article 4 du bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au président de rappeler le député de Bellechasse à l'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Le député de Bellechasse est parfaitement dans l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a raison, les taxes imposées par la résolution numéro 1 ne s'appliquent qu'aux manufacturiers et aux corporations.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais ils feront payer la taxe par les autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'insiste pour qu'on s'en tienne maintenant aux résolutions. J'essaie de ne pas faire perdre le temps de la Chambre, mais j'interviens cette fois-ci.

M. Godbout (L'Islet): J'admetts que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'intervient pas souvent. Mais, il admettra que ce sont les usagers qui vont payer la taxe et, parmi les usagers, un bon nombre de ses électeurs. Le 6 %, c'est le cultivateur qui va le payer et mon honorable ami des Deux-Montagnes le sait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition n'a pas la même argumentation que le député de Bellechasse (M. Bienvenue) et je crois qu'on peut admettre qu'il s'en tient à la résolution.

M. Godbout (L'Islet) et M. Bienvenue (Bellechasse): En effet, la discussion porte sur l'article en question quand on dit que les cultivateurs vont être lourdement taxés d'un droit de 6 % qu'on leur impose sur toutes les machines aratoires en vertu de la présente législation. Le premier ministre, loin d'enlever la taxe de vente, la multiplie par trois. C'est ça qui va faire plaisir aux cultivateurs et à tous ceux qui vont être appelés à payer la taxe du gouvernement Duplessis.

M. le président: Il s'agit des achats faits au détail par les compagnies et manufacturiers. C'est la clause suivante qui parle des achats faits par les particuliers. Mais la résolution a été modifiée cet après-midi et dit que la taxe visée est celle payée par les manufacturiers.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'agit des achats faits au détail par les compagnies et manufacturiers. C'est la clause suivante qui parle des achats faits par les particuliers.

M. Godbout (L'Islet): Si c'est comme cela, l'article ne veut plus rien dire du tout. Ou bien, cela veut dire qu'un manufacturier qui achètera dans un magasin de détail paiera la taxe, mais s'il n'est plus manufacturier, s'il est, par exemple, financier, il ne paiera pas la taxe de 6 %.

M. Bienvenue (Bellechasse): En vertu de cet article, un manufacturier qui voudra s'acheter une épinglette devra payer la taxe. Les compagnies ne vont pas chez les marchands de détail pour acheter des épingles à cravate.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pourtant un bien. Une compagnie peut avoir à s'acheter des autos, des camions, des meubles, des machines à compter ou à additionner pour ses

bureaux ou des œuvres d'art pour décorer leurs bureaux. Nous disons que, sur ces achats faits au détail, elle paiera la taxe. Ce que les manufacturiers achètent pour le faire entrer dans le produit fini n'est pas taxable. Mais tout achat effectué pour être consommé par eux sera sujet soit à l'impôt de 6 %, quand il s'agit des articles mentionnés dans la loi, soit à la taxe de vente de 2 % qui disparaît pour le peuple, mais non pour les compagnies et les manufacturiers. Nous voulons que les manufacturiers, les compagnies et les corporations paient, parce que ce sont elles qui ont de l'argent et non le peuple. Je dois dire que, en vertu de la première résolution et grâce à notre loi, des compagnies comme l'Aluminum Company, par exemple, vont payer \$1,700,000 en taxes annuellement à la province. Ce sera autant de moins pour le peuple.

M. Godbout (L'Islet): Il y a un autre point que je veux signaler au premier ministre. Il a dit qu'il exempterait la ville de Hull. Mais, que fera-t-il pour la ville de Grenville, dont l'honorable député d'Argenteuil a parlé; pour Maniwaki, dont l'honorable député de Gatineau a parlé, pour Aylmer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons que la taxe soit payée par les gens qui ont de l'argent et non pas par le peuple. La résolution 1 ne vise que les manufacturiers et prévoit qu'ils paieront la taxe pour les objets qu'ils achètent.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il suffirait de dire dans la loi, alors, que tout le monde va payer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami n'a pas compris. Le peuple ne paiera pas.

M. Bienvenue (Bellechasse) parle ensuite du cas de Hull et des villes situées aux confins de l'Ontario. Le premier ministre, dit-il, a déclaré que les gens de Hull seraient exemptés de l'impôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ce que j'ai dit. L'amendement que nous allons présenter permettra au lieutenant-gouverneur en conseil de tenir compte des conditions spéciales dans lesquelles vont se trouver les municipalités situées aux confins des frontières interprovinciales. Cet amendement sera intercalé à la demande du député de Hull, mais il va viser les autres municipalités du comté d'Argenteuil ou d'ailleurs qui

sont contiguës à la frontière. La taxe ne sera pas relevée sur tous les articles. Ainsi, pour les liqueurs, Hull va payer la même taxe qu'ailleurs.

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est ni logique, ni constitutionnel de procéder ainsi. On fait disparaître certaines taxes pour Hull, à cause du voisinage de l'Ontario. Mais alors, la municipalité voisine d'Aylmer va devenir une ville-frontière par rapport à Hull, qui sera exemptée. Si on étend l'exemption à Aylmer, que devient Maniwaki? Même chose si l'on procède par comté. Si l'on exclut un comté de l'application de la taxe, c'est le comté voisin qui devient la victime.

M. Bienvenue (Bellechasse) pose le cas des villes situées près des États-Unis.

Un député le rappelle à l'ordre.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le peuple paiera, puisque les manufacturiers paieront. Si le premier ministre et les candidats de l'Union nationale s'étaient promenés dans la province, lors de la dernière campagne électorale, et avaient dit en promettant d'abolir la taxe de vente qu'ils remplaceraient cette taxe par une taxe de 6 %, il n'y a peut-être pas deux députés des comtés ruraux qui se seraient fait élire pour l'Union nationale. Pourquoi faire payer par le peuple les promesses du premier ministre? Pourquoi demander au peuple de payer au fisc 6 %, afin de permettre au premier ministre de racheter ses absurdes promesses? Avec cette loi, les nécessités deviennent des objets de luxe.

Il s'élève de partout des protestations et le premier ministre est si nerveux qu'il hésite à recevoir les délégations des chambres de commerce désireuses de protester contre l'imposition de la taxe. Il y a une délégation des chambres de commerce et des marchands détaillants qui cherche depuis trois jours à rencontrer le premier ministre pour s'opposer à la taxe, et le premier ministre les fuit, ne veut pas les rencontrer. Il ne veut voir personne. Ces résolutions vont causer une perturbation complète dans le commerce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a un homme qui reçoit des délégations, c'est bien celui qui parle.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais le premier ministre n'a pas reçu la délégation des chambres de commerce de Montréal. Quand aura lieu l'entrevue?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je reçois toutes les délégations qui s'annoncent. Je suis très occupé et je n'ai pas le temps de me faire abrutir dans cette Chambre. Je n'ai reçu que cet après-midi la demande des chambres de commerce de Montréal et elles seront reçues effectivement. Je leur ai fait savoir que je les recevrai demain, mais j'ai dit aux délégués: "J'espère que vous arriverez à l'heure et que ce ne sera pas trop long." Et c'est avec plaisir que je recevrai les délégués. Ce sera alors plus intéressant que les abrutissements de l'opposition. Je pourrais recevoir plus de visiteurs, si je ne passais pas mon temps à me faire abrutir par des gens qui répètent 25 fois la même chose. Le verbiage de l'opposition coûte \$25,000 par jour au peuple. Elle a fait perdre au peuple depuis le début de la session avec son obstruction \$300,000 à \$400,000. Je voudrais bien que ce débat cesse.

M. Bienvenue (Bellechasse): Un secrétaire de chambre de commerce m'a téléphoné pour me dire qu'il ne pouvait rencontrer le premier ministre. Il m'a dit: "Vous le voyez en Chambre, tâchez donc de lui parler et de lui dire que cette taxe est injuste."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On voit que le député de Bellechasse est en contact avec les grandes compagnies.

M. Bienvenue (Bellechasse): Nommez-les.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Toutes. Il est vrai cependant que, depuis qu'il n'est plus ministre, le député a perdu bien des clients.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je réussis quand même à tirer mon épingle du jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les compagnies comme l'Aluminium vont payer, avec cette taxe, \$1,700,000; le peuple ne paiera pas.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les pompes à moteur pour les puits sont des objets de luxe pour l'Union nationale. Les laveuses sont des objets de luxe. Règne heureux pour les célibataires qui font laver leur linge en dehors.

(Rires)

M. Hamel (Saint-Sauveur) pose quelques questions au sujet des articles manufacturés. Quelle différence le gouvernement fait entre les articles fabriqués et les articles achetés que l'on va taxer?

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'article est clair et limpide. Le député veut faire de l'obstruction. Si l'article entre dans le produit manufacturé, il n'est pas taxé, si le manufacturier l'achète pour lui-même, il est taxé. C'est bien simple. Si l'Aluminium Company achète un camion pour son usage, elle paiera une taxe de 2 %. Mais ce bien mobilier entrant dans la fabrication d'un produit, il n'est pas taxé.

M. Hamel (Saint-Sauveur): L'expression "consommation et usage" rendra la loi inapplicable, et il y aura des complications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux avaient passé une loi de taxe de vente en 1940 qui devait être payée par les compagnies et par les manufacturiers, et aussi par le peuple. Tout le monde payait. Mais une fois la loi passée, le gouvernement libéral du temps a adopté illégalement et sans droit²⁰ un ordre en conseil pour exempter les compagnies et les manufacturiers de payer la taxe de vente de 2 %. Mais, par contre, on laissa payer le peuple.

L'ancien gouvernement a réussi à exempter partiellement les compagnies et les manufacturiers de la taxe de vente, tandis que le peuple payait 100 % de la taxe. Nous, nous disons que les grosses compagnies vont payer comme les autres. Avec cette loi, nous, nous faisons payer les compagnies et les manufacturiers et non le peuple. C'est là la différence entre les libéraux et l'Union nationale.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut essayer de détourner l'attention de la Chambre, il ne réussira pas à faire croire le contraire de la vérité. La vérité, c'est que le premier ministre ne pourra faire oublier que la taxe de vente de 2 %, qu'on a promis d'abolir, est remplacée par une taxe de 6 % et que les cultivateurs paieront parfois, pour un seul achat, autant qu'ils n'ont payé pendant les cinq ans durant lesquels la taxe de vente de 2 % a été en vigueur. La nouvelle taxe s'appliquera à peu près sur tout et, en particulier, sur les choses les plus coûteuses pour les cultivateurs. Nous essayons de les protéger contre le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition vient de dire que la nouvelle taxe s'appliquera à peu près sur toutes les choses sujettes à la taxe de vente. Pendant qu'il parlait, j'ai examiné ce qu'il porte et j'ai constaté que sa cravate, sa chemise, son complet, ses sous-vêtements, ses

chaussettes, ses chaussures et toutes les parties de son vêtement, qui étaient sujets à la taxe de vente, ne le seront pas à la nouvelle taxe. Seule la montre qu'il porte à son poignet est taxée.

M. Godbout (L'Islet): Et moi, pendant que le député parlait, pendant qu'il faisait un examen détaillé de ma personne, j'examinais la loi et la situation des cultivateurs de la province et je constatais qu'avec la taxe de vente, ils n'étaient pas taxés. Je constate qu'ils paieront, maintenant, à peu près sur toutes les machines aratoires, leurs instruments de ferme qu'ils achèteront. Ils paieront 6 % sur les moteurs, sur les fils et les appareils électriques qu'ils achèteront, quand leur campagne sera électrifiée. Et cela, au moment où une politique d'électrification rurale est en train de s'appliquer.

Pendant que le gouvernement lui-même vient demander aux cultivateurs de tout faire pour électrifier les campagnes, on met une taxe de 6 % sur tout objet dont aura besoin le cultivateur pour procéder à l'installation de l'électricité chez lui. Les cultivateurs seront peut-être obligés de payer \$400 ou \$500 pour faire entrer l'électricité chez eux. Ils seront taxés sur tout ce dont ils se serviront, quand l'électrification aura été faite.

La taxe de vente qu'il y avait à payer sur mes habits a peu d'importance, elle n'était pas élevée, si on la compare à celle que devra désormais payer le cultivateur. Les cultivateurs n'auront pas à payer de taxe sur leurs habits, mais ils trouveront autrement plus lourd le fardeau qu'ils auront à porter, quand ils achèteront des machines de \$400, \$500, \$1,000 et plus. C'est une très mauvaise loi pour les cultivateurs, et aucune classe n'est aussi durement atteinte que la leur dans cette loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition veut exagérer la réaction produite dans le public par cette taxe parce que nous venons d'entrer en période électorale et que le chef de l'opposition veut aider ses amis d'Ottawa. On veut créer une impression dans le peuple, à la veille des élections fédérales, pour que cette campagne porte sur des questions provinciales. C'est une machine électorale que l'on essaie de monter présentement avec la taxe nouvelle pour aider leurs amis fédéraux.

M. Godbout (L'Islet): Voici un député ministériel qui admet que le gouvernement provincial va essayer de se défendre en s'appuyant sur le gouvernement fédéral. Autrefois, c'était le provincial qui faisait ses élections sur le dos du fédéral. Les

rôles sont-ils tellement changés que l'Union nationale a besoin maintenant du fédéral pour se défendre? Le député de Deux-Montagnes admet implicitement que les rôles sont maintenant changés et que l'Union nationale va faire la lutte sur le dos du provincial.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce que j'ai dit, c'est qu'on essaie de créer une impression électorale, afin de faire oublier les questions fédérales qu'il y a à discuter.

M. Godbout (L'Islet): Nous nous occupons de nos propres affaires. Lors de la dernière campagne électorale provinciale, l'Union nationale ne s'est pas fait faute de se servir des questions fédérales pour tromper l'électorat. Quant à moi, je n'ai pas les intentions que me prête le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) mais, si le fait de prendre la défense des contribuables du Québec contre les attaques du gouvernement actuel, en ce qui concerne l'imposition de taxes, constitue une impression électorale, je ne vois aucune objection à cette affirmation.

Je veux avertir tout simplement le gouvernement qu'avec une taxe de 6 %, il est en train d'imposer des fardeaux excessivement lourds sur toute la population, et particulièrement la classe agricole. Je comprends qu'on prenne tous les moyens pour défendre cette loi qui est bien compliquée, puisqu'elle assimile un couteau et une fourchette à un bijou.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre et le trésorier provinciale prétendent que la taxe de vente pesait sur les familles nombreuses. Pas une famille de la province ne sera exempte de la nouvelle taxe de 6 %. Cette loi ne pourra venir en aide à l'éducation et à la santé, parce qu'elle ne rapporte pas plus que la taxe de vente à 2 %. Si on n'a pas plus d'argent, on ne pourra pas augmenter les crédits de l'éducation et de la santé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi stipule que tous les revenus de la taxe devront être appliqués à promouvoir l'éducation et la santé. On n'a pas ce proviso dans l'autre loi de la taxe de vente.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande des explications au sujet des vêtements d'adultes garnis de fourrure. La loi dit que tout vêtement garni de fourrure sera taxé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces articles ne seront pas prévus par la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Gagnon (Matane):** Dans la rédaction originale, il n'y avait pas les mots: "et tout vêtement garni de fourrure". Ces vêtements ne sont pas taxés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La copie révisée du bill ne contient pas les mots "tout vêtement d'adulte garni de fourrure" qui se trouvent dans le bill tel que distribué aux députés. Cela revient à dire que nous allons exempter ces vêtements. Lorsque le projet de loi sera à l'étude par le comité, des amendements seront apportés pour clarifier certaines clauses.

L'honorable M. Gagnon (Matane) annonce qu'il y aura un amendement en ce qui concerne la définition du mot fourrure. Au départ, la taxe de 6 % devait s'appliquer à toutes les fourrures et à tous les vêtements garnis de fourrure. Dans la clause originale, on peut lire que le terme "fourrure" désigne toute fourrure ou pelletterie ouvrée ou à l'état brut, et comprend tout vêtement de fourrure ou doublé de fourrure ou tout vêtement d'adulte garni de fourrure. La modification supprime les derniers mots "ou tout vêtement d'adulte garni de fourrure" Il est bien entendu que ce changement fera une énorme différence en ce qui concerne les vêtements féminins garnis en grande partie de fourrure.

Des voix de la gauche se disent surprises que ce changement soit annoncé si tard.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Alors recommençons tout.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est la Chambre qui doit mener et non pas le cabinet. La loi va devenir si difficile à comprendre que le marchand devra avoir à ses côtés un comptable et un avocat pour savoir ce qui est taxé. La taxe de vente, qui expire le 31 décembre, n'était pas si lourde qu'on le dit, et spécialement pour les secteurs ruraux de la province. D'après des statistiques qui ont été compilées, la taxe de vente a coûté \$4.83 par tête, par année dans le district de Chicoutimi, \$5.62 à Montréal, \$4.89 à Québec, \$3.25²¹ à Saint-Joseph d'Alma, \$3.58 à Sorel \$3.64 à Trois-Rivières et, dans les districts ruraux, \$2.86 par tête.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le castor est compris dans cela.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pour les campagnes, la taxe de vente représentait en moyenne \$2.86 par tête.

(À ce moment M. Ducharme (Lavolette) remplace M. Maurice Tellier au fauteuil présidentiel)

Les députés applaudissent.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire avec les villes frontières comme Hull, Aylmer, etc. Le premier ministre a dit qu'il allait exempter les citoyens de Hull.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que, pour les villes frontières, il y aura des conditions spéciales fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

La disposition du projet de loi qui accorde au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs spéciaux de dérogation, en ce qui concerne les dispositions fiscales, sera remaniée afin de permettre au gouvernement de protéger de façon plus particulière les villes frontières.

Un amendement va être apporté à la loi pour donner la latitude au lieutenant-gouverneur en conseil d'exempter certaines villes ou régions frontières de cette taxe, en tout ou en partie. Le gouvernement prendra des mesures pour protéger le commerce québécois.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous aurons une municipalité qui ne paiera pas et une autre à côté qui paiera. Cette mesure ne fera qu'aggraver la situation des contribuables sans améliorer celle du commerce et de l'industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous créerons un "no-man's land", un corridor comme en Europe. C'est pour le maintien de ce corridor que la guerre a éclaté.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): J'espère qu'on n'organisera pas une guerre dans la province avec cela. Et c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera le corridor?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est pas nouveau.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est de la dictature. Le premier ministre a la première responsabilité, mais il doit reconnaître les droits de la Chambre. Autrement, c'est la dictature.

En vertu de cette mauvaise loi, le moulin à scie va être taxé. On devine ce qui se passera de la frontière d'Ontario sur la Gatineau. Ce sont les moulins à scie d'Ontario qui auront l'avantage contre les nôtres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis allé à Grenville, dans Argenteuil, le comté de l'ancien ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau). À Grenville, il y a une taxe de repas et de l'autre côté du pont, à Hawkesbury, il n'y en a pas. J'ai pris mon repas à Grenville.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Enfin, M. le président, au point de vue constitutionnel, la loi me paraît obscure. Le principe de cette loi est douteux. Le bill est mal conçu, mal rédigé.

C'est une loi de grand camouflage que l'on pourrait surnommer la vente de 6 %. Et on n'aidera pas l'éducation d'un sou avec cela. Le premier ministre doit déjà regretter sa promesse. Les familles, les commerçants, les industriels paieront la taxe de 6 %. Tout le monde sera atteint.

(Applaudissements à gauche)

M. Godbout (L'Islet) insiste sur le fait que la taxe constituera un lourd fardeau pour les cultivateurs, leur imposant une taxe sur des articles qui n'étaient pas touchés par la taxe de 2 %, comme les moteurs. Il (M. Godbout) dit qu'il regrette par ailleurs que le gouvernement, au moment où il entreprend l'électrification rurale dans la province, le fait en imposant une taxe de 6 % sur l'équipement électrique dont les cultivateurs auront besoin.

Il (M. Godbout) dénonce le fardeau que les cultivateurs auront à assumer à cause de la taxe sur les pompes électriques nécessaires à leurs machines à crème, aux laveuses, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a aucun cultivateur de cette province, sauf les "gentlemen farmers" qui peuvent se permettre tout l'équipement motorisé dont parle le chef de l'opposition²². Et à moins que les cultivateurs ne changent d'équipement tous les ans, ils seront à peine touchés par le nouvel impôt.

M. Morin (Québec-Centre): Je me lève pour protester avec toute l'énergie et la véhémence dont je suis capable contre une loi que je trouve attentatoire à la liberté de commerce, vexatoire et confiscatoire pour les classes laborieuses, dans certains cas, contre une loi dictatoriale. Je proteste contre l'imposition de cette taxe au nom des bijouteries, des commerçants et des garagistes de mon comté. Cette loi nuira à la liberté du commerce et constitue une atteinte à la portée du commerce. On taxe les choses qu'on ne devrait pas taxer.

Dans mon comté, on a distribué des circulaires aux dernières élections où il était dit que le chef de l'Union nationale abolirait le taxe de vente de 2 % imposée par les libéraux, une fois au pouvoir. Pour être honnête, l'imprimeur aurait dû rajouter: "Mais M. Duplessis s'engage par contre à vous imposer une autre taxe de 6 % sur quantité d'articles sur lesquels vous ne payez rien actuellement."

La taxe atteindra l'industrie maritime qui a maintenu les traditions de nos ancêtres. Je proteste au nom des payants de mon comté de Québec-Comté. Et je me fais l'écho des navigateurs qui devront acquitter un impôt très lourd. Il (M. Morin) parle des articles qui intéressent particulièrement les marins et qui sont frappés d'une taxe de 6 %. Ainsi, dit-il, citant le cas des navigateurs côtiers, on taxe les télégraphes de navire, les horloges, qui coûtent très cher, les thermomètres qui coûtent plus que 98 cents; les instruments de navigation, les baromètres, les boussoles, les longues-vues, les jumelles, les lunettes d'approche, les appareils électriques. Ils coûtent cher, mais ce ne sont pas des objets de luxe. Ces instruments sont essentiels et ce sont des marins canadiens français qui s'en servent surtout dans le fleuve et le golfe. Les bateaux sont taxés, sauf les bateaux de pêche. On taxe aussi les moteurs marins. Certains moteurs diesel coûtent jusqu'à \$25,000. À 6 %, l'acheteur paiera une taxe de \$1,500.

On affecte ainsi très lourdement toute une classe de gens qui s'adonnent au cabotage. C'est une taxe qui sera payée par les marins, les arpenteurs, les prospecteurs, etc... Ironie du sort, on taxe les radios, instruments qui servent à l'éducation. Je proteste avec toute l'énergie dont je suis capable contre cette loi injuste et exorbitante que je trouve attentatoire à la liberté de commerce, confiscatoire pour les classes laborieuses et inquisitoriale.

Les résolutions 1²³ et 2 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 3 qui se lit comme suit:

"3. Que tout acheteur, y compris une compagnie et un manufacturier, résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, personnellement ou par l'intermédiaire d'un autre, y apportera ou y recevra, pour fins de consommation ou d'usage par lui-même ou sa famille, un bien mobilier provenant d'en dehors de la province, devra immédiatement en faire rapport au contrôleur du revenu de la province, si l'acheteur est soumis aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et si l'achat est un de ceux sur lesquels un droit serait exigible, s'il avait eu lieu dans la province; que l'acheteur devra remettre avec ce rapport la facture du vendeur, s'il y en a, et fournir au contrôleur du revenu de la province tous les renseignements que celui-ci pourra exiger, et que l'acheteur sera tenu de payer à Sa Majesté aux droits de la province, en même temps qu'il produira son rapport, un droit égal à celui qu'il devrait payer, en vertu de la résolution 1 ou de la résolution 2, selon le cas, si ce bien avait été acheté dans la province."

M. Hamel (Saint-Sauveur): Quel sera le contrôle.

Un député de l'opposition demande à savoir de quelle façon la taxe sera prélevée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera la même chose que pour la taxe de vente et la législation sur la taxe sur le tabac. Je suis certain que les gens seront honnêtes.

M. Bienvenue (Bellechasse): La taxe est aujourd'hui de 6 % et on aura intérêt à ne pas faire de rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'intérêt de la province sera également plus grand.

La résolution 3 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 4 qui se lit comme suit:

"4. Que les droits prévus par les résolutions 1 et 2 seront exigibles sur le prix d'achat de tout bien mobilier livré après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions même s'il a été acheté avant cette entrée en vigueur."

M. Bienvenue (Bellechasse): Je suppose le cas d'un jeune couple qui a acheté un mobilier, dans lequel se trouve un poêle électrique, et l'a mis en

entrepôt, en attendant de pouvoir en prendre livraison deux ou trois mois plus tard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au moment de l'achat, la marchandise se trouve livrée au point de vue légal, que le vendeur l'envoie à destination ou la garde en entrepôt. Cette clause est nécessaire pour empêcher qu'on évite la loi en prétextant que la marchandise a été achetée avant l'adoption de la loi.

La résolution 4 est adoptée.

Les résolutions 5 et 6 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 7 qui se lit comme suit:

"7. Que le manufacturier qui vendra de ses produits hors de la province sera tenu au paiement des droits exigés en vertu du deuxième alinéa de la résolution 1 que dans la proportion du montant de ses ventes faites dans la province par rapport au montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province; toutefois, cette proportion ne devra être, dans aucun cas, inférieure à vingt-cinq pour cent du montant total des ventes de ces établissements; que pour l'application de la présente résolution, seront réputées des ventes faites dans la province:

"a. toute vente à un acheteur domicilié dans la province, même si la livraison a lieu en dehors de la province;

"b. toute vente faite à un acheteur domicilié hors de la province, lorsque la livraison a lieu dans la province;

"c. toute vente faite au gouvernement du Canada ou à l'un de ses agents, fondés de pouvoirs, mandataires, organismes, corporations ou commissions, et que le manufacturier qui désirera bénéficier des dispositions de la présente résolution devra fournir au contrôleur du revenu de la province, au plus tard le trente avril de chaque année, un état attesté sous serment établissant séparément le montant de ses ventes faites dans la province et le montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province, pour l'exercice terminé le ou avant le premier avril de l'année courante."

M. Bienvenue (Bellechasse): Les agences du gouvernement fédéral devront également être comprises, sinon ces agences n'achèteront pas au Québec.

La résolution 7 est adoptée.

Les résolutions 8 et 9 sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Devoir* du 2 mai 1945, à la page 12, nous informe que: "le débat et surtout l'événement de vendredi avaient attiré une foule de spectateurs dans les tribunes du public, à l'affût de la sensation, mais l'atmosphère de la Chambre a gardé sa sérénité..." De plus, "le débat contenait des redites et enveloppait la Chambre d'une grande monotonie. On lisait l'ennui sur la figure de la plupart des députés: ils quittaient souvent leur siège pour aller se "décarêmer" en arrière du fauteuil du président, comme le disait M. Laurent Barré." Dans un autre ordre d'idées, cette journée du 1^{er} mai marque la première journée où il y a trois séances par jour.

2. Cette loi est mieux connue sous le nom de "taxe de luxe".

3. *Le Canada* du 2 mai 1945, à la page 2, parle du Congrès des ingénieurs en mines et métallurgie.

4. *Le Devoir* du 2 mai 1945, à la page 12, écrit ce mot différemment: "par-cas".

5. Cette information provient de *L'Événement* du 2 mai 1945, à la page 9, alors que *Le Soleil* du 2 mai 1945, à la page 6, utilise plutôt le mot "tare", et mettre les deux côte à côte eût été répétitif.

6. *The Gazette* du 2 mai 1945, à la page 9 précise que: "pas moins de 11 libéraux l'ont félicité en cette occasion, en se prévalant de leur privilège". Cependant, *The Chronicle Telegraph* du 2 mai 1945, à la page 3, donne la liste des orateurs: M. Godbout, M. Duplessis, M. Mathewson, M. Laurendeau, M. Chaloult, M. Hartt, M. David Côté, M. Ross et M. O'Connor et bien sûr M. Choquette. Nous avons d'ailleurs retrouvé les interventions de tous ces orateurs.

7. *The Gazette* du 2 mai 1945, à la page 9, mentionne que M. Choquette entre en Chambre pour la première fois depuis qu'il a été nommé vendredi dernier: "Fernand Choquette, député libéral de Montmagny, s'est installé à son siège à la séance de l'Assemblée législative cet après-midi sous les applaudissements de ses collègues libéraux."

8. *Le Soleil* du 2 mai 1945, à la page 16, donne une version un peu différente de ce passage: "L'unanimité de son élection démontre que l'estime dont nous l'entourons est universellement partagée."

9. M. René Chaloult a été poursuivi pour avoir prononcé, en 1942, des discours contre la conscription.

10. Pour prendre connaissance des résolutions, on peut référer à la première séance de ce jour.

11. Le paragraphe 2 de l'article 92 se lit comme suit: "2° Les contributions directes dans la province en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales."

12. Mackinaw: mot amérindien qui signifie tissu de laine à carreaux que l'on fabriquait autrefois à Mackinaw, Michigan (États-Unis) servant à la confection d'une veste-chemise portant le même nom et où s'oppose le rouge et le noir. Veste-chemise de bûcheron ou de chasseur confectionnée avec le tissu ci-dessus mentionné.

13. Le texte de l'article 72 du bill est le même que la résolution numéro 12.

14. *Le Droit* du 2 mai 1945, à la page 2, rapporte le mot: "suggestions".

15. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 2 mai 1945, à la page 9, alors que *Le Canada* du 2 mai 1945, à la page 2, parle de 8,656.

16. *La Presse* du 2 mai 1945, à la page 10, précise bien que "dès l'ouverture de la séance du soir, l'honorable M. Duplessis proteste à propos..."

17. Voici la déclaration de Mme MacInnis telle que rapportée par *The Montreal Daily Star* du 2 mai 1945, à la page 17: "Mme MacInnis, C.C.F., députée de Vancouver Burrard, a déclaré lors d'une allocution à Vancouver que l'unité raciale au Canada était possible si on collaborait avec les groupes progressistes au Québec et si on contournait les factions réactionnaires. Elle a déclaré, lors d'un forum de la C.C.F. dimanche, qu'un groupe comprenant des membres du clergé, des industriels et des politiciens voulaient isoler le Québec du reste du Canada et continuer de confiner les Canadiens français dans l'ignorance, l'analphabétisme et l'impuissance. Le problème de l'unité nationale est exacerbé par les adeptes du sensationnalisme comme l'évangéliste T. T. Shields de Toronto et le premier ministre de l'Ontario, George Drew. Selon Mme MacInnis, l'isolationnisme du Québec pourrait être éliminé si l'on collaborait avec des groupes comme les organisations syndicales, les coopératives et les caisses populaires, ainsi que les personnes ou groupes ayant acquis une perspective plus large, grâce à leurs voyages dans d'autres parties du pays lors d'un séjour dans l'armée, ou par leur travail dans le secteur de l'industrie de la guerre.

"Il n'y a qu'une façon de résoudre l'énigme du Québec, c'est que les Canadiens dans tout le pays insistent pour que les normes dans les secteurs économique, social et culturel ainsi que celles qui régissent l'éducation... soient aussi élevées là où ils vivent qu'ailleurs et qu'ils tendent la main à ceux... qui veulent véritablement que leur province fasse partie du Canada. En traitant le problème de cette façon et en évitant par le fait même les partisans de la propagande hitlérienne nationaliste, il y a de bonnes chances que le Québec se range un jour du côté de la démocratie."

18. Pour prendre connaissance des résolutions, on peut référer à la première séance de ce jour.

19. Selon *L'Événement* du 2 mai 1945, à la page 9, cette intervention du député de Bellechasse

(M. Bienvenue) est "le point de départ d'une série de points d'ordre du premier ministre".

20. *Le Canada* du 2 mai 1945, à la page 2, est le seul journal à rapporter cette affirmation dans un ton aussi accusateur, il faut fort probablement y mettre un bémol.

21. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 2 mai 1945, à la page 9, alors que *Le Canada* du 2 mai 1945, à la page 2, parle de \$3.27.

22. Ces deux dernières interventions semblent répétitives, mais *The Gazette* du 2 mai 1945, à la page 18, mentionne explicitement que M. Godbout "a insisté" et les situe, dans la procédure, un peu avant l'adoption des 9 premières résolutions. C'est pour cette raison que nous les plaçons à ce moment, d'autant plus que le journal présente, pour cette séance du 1^{er} mai 1945, une chronique parlementaire particulièrement détaillée.

23. *L'Événement* du 2 mai 1945, à la page 9, spécifie que cet article est adopté à 11 heures moins quart.

Première séance du mercredi 2 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Prisonniers alliés dans
les camps de concentration¹

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour: Que, attendu que, d'après des rapports provenant de diverses sources, il appert qu'au cours de la présente guerre mondiale les Nazis se seraient livrés à des atrocités et à des actes de cruauté révoltants sur des prisonniers alliés détenus dans des camps de concentration, spécialement à Belsen et à Buchenwald, en violation des conventions internationales et de la morale chrétienne;

Attendu que plusieurs gouvernements, notamment ceux des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, ont déjà envoyé sur les lieux des délégations de parlementaires pour constater, *de visu*, ces crimes révoltants perpétrés par les Nazis;

Cette Chambre prie le gouvernement du Canada de bien vouloir organiser une telle délégation de parlementaires canadiens, et d'inviter quelques membres de la Législature de Québec à en faire partie, notamment le député du comté de Laurier, M. Laurendeau, et le député du comté de Québec, M. Chaloult.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière parce qu'elle contrevient aux dispositions de l'article 149 du Règlement. Cette motion Leduc est une farce et elle doit être rayée du *Feuilleton*.

M. l'Orateur déclare le point d'ordre bien fondé et ordonne au greffier de rayer ladite motion du *Feuilleton*.

Ma décision, dit-il, est motivée par le fait que cette motion est illégale, son auteur s'étant livré à des restrictions mentales.

La fin de la guerre
en Europe

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande au premier ministre s'il n'a pas eu des nouvelles concernant la fin de la guerre en Europe et qu'il pourrait communiquer à la Chambre. Le premier ministre n'a peut-être pas beaucoup contribué à gagner la guerre, mais il sera probablement heureux d'en annoncer la fin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon gouvernement a surtout travaillé à la paix en empêchant les Allemands se s'emparer de l'Île d'Anticosti au commencement de la guerre et en faisant saisir les films de propagandes nazies.

Projets de loi:

Religieuses hospitalières
de l'Hôtel-Dieu de Sorel

M. Fleury (Nicolet) propose que le bill 156 constituant en corporation les religieuses hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Sorel, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits additionnels que les promoteurs ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Territoires de
Saint-Georges de Beauce

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill 129 annexant certains territoires à la municipalité du village de Saint-Georges Ouest, dans le comté de Beauce, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Code de
procédure civile²

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 11 avril dernier, sur l'amendement du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la motion du député de Beauharnois (M. Lemieux) proposant que le bill 178

modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"le bill 178 modifiant le Code de procédure civile soit renvoyé et soumis au comité de législation de la Chambre, savoir: le comité permanent des bills publics en général, avant d'être lu une deuxième fois."

M. Caron (Maskinongé)³: J'ai horreur de la partisanerie politique, J'appartiens à une famille libérale et j'ai déjà fait campagne pour le chef actuel de l'opposition. Mais j'ai réparé mon péché de jeunesse en août dernier.

Il (M. Caron) explique le but du bill Lemieux qui a pour objet l'abolition des appels de droit au Conseil privé. Si on abolit les appels de droit au Conseil privé, il restera les appels de grâce, qui sont un privilège que le roi accorde, et sur lesquels nous n'avons aucune juridiction.

Le député de Beauharnois (M. Lemieux) soutient que les appels au Conseil privé constituent un lien avec l'empire. Ce remède, que prétend apporter le bill, consiste à briser les liens qui nous rattachent à l'Empire. C'est un remède illusoire. C'est comme si, pour guérir le cancer, un chirurgien n'enlevait qu'une partie du cancer.

La question est délicate et compliquée. Le bill est prématuré. Il y a présentement une cause pendante dans l'affaire de l'abolition des appels et il serait plus sage et préférable d'attendre la décision de ce tribunal sur une cause pendante, avant que le Parlement se prononce sur cette question.

Il ressort des arguments invoqués par les protagonistes de l'abolition des appels au Conseil privé que ces appels constituent un lien impérial dont il faut s'affranchir. Les partisans du bill n'ont pas discuté la compétence ou l'impartialité des décisions du Conseil privé.

Le Conseil privé nous donne une garantie d'impartialité à cause de son éloignement. J'estime que le plus haut tribunal de l'Empire a bien servi les intérêts des provinces et a été favorable à la souveraineté des provinces dans ses décisions. À cause de la distance, c'est une garantie d'impartialité.

Il (M. Caron) veut mettre les libéraux en contradiction avec leur conduite passée; ils réclament maintenant l'abolition de ces appels, alors qu'ils auraient pu le faire depuis 40 ans. Cela jette un doute sérieux sur la sincérité de la présente attitude libérale.

Je regrette que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ait voulu insinuer que le premier ministre, par son attitude contre l'inopportunité de l'abolition des appels à la Cour de Londres, s'est montré un champion de l'impérialisme et du lien colonial et un antiautonommiste. Au contraire, nul ne s'est montré plus franchement et fièrement autonomiste que le chef de l'Union nationale. L'amendement Duplessis est un acte de prudence et de prévoyance.

Il (M. Caron) cite à son appui un article de Me Maximilien Caron, vice-doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, publié dans *Culture*, où l'ancien associé professionnel de Maxime Raymond se prononça pour le maintien des appels au Conseil privé, parce que c'est là notre sauvegarde, notre providence. M. Ernest Lapointe s'était déclaré favorable à l'abolition des appels au Conseil privé, mais il a fait marche arrière lors de la présentation du bill Cahan, aux Communes.

Il (M. Caron) parle de l'argument de ceux qui prétendent que cette abolition trancherait le lien qui nous unit à l'Empire. Pour se débarrasser d'un lien, il faut que ce lien existe, et je prétends qu'il n'existe pas de lien impérial. Je n'en veux pour preuve que l'opinion du juge Mignault, qui a déclaré devant la Société royale que les appels au Conseil privé ne constituent pas un lien au sens impérialiste du mot. Dans le cas de la suppression des appels au Conseil privé, la Cour suprême se trouverait le tribunal canadien de dernier ressort, mais ce tribunal nommé par le pouvoir central est imbu de tendances centralisatrices. Il faut se protéger contre les tendances centralisatrices de la Cour suprême du Canada dont les juges sont nommés par Ottawa.

Il (M. Caron) fait un grand éloge du premier ministre qui a lancé la province dans la voie du progrès.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Nous avons si souvent entendu le premier ministre parler d'autonomie que j'ai été surpris d'apprendre qu'il s'opposait à l'autonomie nationale du Canada. L'appel au Conseil a été établi avant la création de la Cour suprême du Canada. C'est un symbole de dépendance coloniale qui ne concorde pas avec la Constitution du Canada, nation indépendante et qui donne un caractère d'infériorité à nos tribunaux. Nous sommes des partenaires dans le Commonwealth des nations britanniques. Si nous avons le pouvoir de diriger nos affaires internationales, diplomatiques, pourquoi irions-nous en dehors de notre pays pour régler nos affaires judiciaires?

Et ce que j'énonce, ce n'est pas la doctrine tory, et le premier ministre s'est montré sous ses vraies couleurs, en se déclarant partisan de la doctrine tory et de son chef, l'honorable John Bracken. Dès 1908, l'Australie a décidé de limiter ses appels au Conseil privé, qui s'est défendue en disant:

"Il est possible d'ignorer le fait que notre juridiction est partie des prérogatives de Sa Majesté, qui ont été exercées pour le bénéfice des colonies depuis leur établissement". Que l'on note le mot "colonies".

Voilà ce que l'honorable premier ministre de notre province veut préserver. En se défendant, le Conseil privé a dit aussi: "Notre tribunal permet le maintien de l'uniformité des lois en Angleterre et de ses lois de l'Angleterre et des ses colonies." M. l'Orateur, nos lois ne sont pas basées sur les lois anglaises et nous ne sommes pas une colonie, quoi qu'en pense l'honorable premier ministre. Si mon honorable ami veut absolument maintenir le lien colonial, que devient son éternel argument en faveur de l'autonomie de la province?

Les appels au Conseil privé constituent pour nous un signe d'infériorité, surtout après que le Canada a été doté du Statut de Westminster, qui lui donne le droit de nommer ses ambassadeurs, de signer ses droits. Pourquoi faut-il que nous allions faire juger nos litiges à 3,000 milles de distance, par des juges compétents, mais qui ne sont pas familiers avec notre mentalité et nos ambitions? Ce vestige de colonialisme ne devrait pas exister et il importe de l'abolir au plus tôt.

Le plus haut tribunal de notre pays devrait être accessible au plus habile des justiciables. Tel n'est pas le cas du Conseil privé. Et, en passant, je dirai que les juges de notre Cour suprême ne sont pas suffisamment payés. En Grande-Bretagne, les lords du Conseil privé ont un traitement de 7,000 livres (près de \$35,000) et les juges de la Cour supérieure, 5,000 livres (près de \$25,000). Aux États-Unis, les juges de la Cour suprême ont un traitement de \$25,000.

Chez nous, le juge en chef de la Cour suprême reçoit \$15,000 et les juges puînés \$12,000. Et ils doivent payer 50 % d'impôt sur leur revenu. Le cerveau d'un juge doit valoir autant que celui d'un joueur de hockey. La Cour suprême a sept juges. Elle devrait en avoir neuf ou douze, dont trois de la province de Québec dans l'intérêt des justiciables du Québec.

Il y a un autre aspect que je veux considérer. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord a été fait

pour 1867 et non pour 1945. Comment pouvons-nous supporter qu'une loi du Parlement du Canada puisse être désavouée par le Parlement de Westminster?

Nous devrions profiter de cette occasion pour marquer l'évolution de notre pays en votant pour l'abolition des appels au Conseil privé, même si l'Union nationale et le torysme s'y opposent.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je veux dire deux choses dans ce débat. Premièrement, l'honorable premier ministre a fait preuve d'une mentalité tory en s'opposant à l'abolition des appels au Conseil privé.

Deuxièmement, au cours du débat sur le bill, du côté de la droite, on a fait des allusions révoltantes aux juges de la Cour suprême du Canada, le plus haut tribunal de notre pays. Il est temps de référer nos causes importantes aux juges de notre pays et d'en finir avec ces appels à Londres.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne) et M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Nous devons nous affranchir de ce lien de colonialisme que constituent les appels au tribunal de Londres.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les intérêts de la province sont mieux servis dans la situation actuelle si l'on conserve le droit d'appel au Conseil privé que si on recourt à la Cour suprême du Canada, comme cour du dernier ressort⁴.

M. Lemieux (Beauharnois):⁵ Mon projet de loi est constitutionnel, franchement autonomiste et impérieusement opportun. Je suis surpris qu'une telle mesure qui vise à nous libérer d'un dernier lien colonial à l'endroit de l'Angleterre n'ait pas reçu un accueil unanime de la Chambre. On a préféré y greffer un amendement qui équivalait à un germe de mort. Tout de même, le bill a donné lieu à une étude pratique et révélatrice.

Il (M. Lemieux) propose⁶, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 2 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Code de procédure civile

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur l'amendement du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la motion du député de Beauharnois (M. Lemieux) proposant que le bill 178 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"le bill 178 modifiant le Code de procédure civile soit renvoyé et soumis au comité de législation de la Chambre, savoir: le comité des bills publics en général, avant d'être lu une deuxième fois."

M. Lemieux (Beauharnois): Je vais répondre aux objections soulevées par le premier ministre et quelques ministres et certains députés. Le Bloc populaire a voulu, dès le commencement de la session, présenter un projet de loi consacrant l'indépendance judiciaire et législative du Québec et du Canada.

Mon bill a pour objet de conformer la justice en cette province à l'évolution politique du Canada.

En réclamant l'abolition des appels au Conseil privé, le Bloc populaire canadien demeure conséquent avec sa doctrine énoncée dès sa naissance et avec les idées qu'il cherche à répandre parmi notre population, soit la reconnaissance de notre pays comme État souverain. Et l'un des caractères de cette souveraineté, c'est de soumettre les Canadiens exclusivement à la juridiction des tribunaux canadiens et de les dispenser d'aller chercher à Londres le dernier mot dans leurs litiges juridiques.

Je remercie le député de Montmagny (M. Choquette), le député de Montmorency (M. Dumoulin), le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin) pour avoir approuvé ce projet de loi. Du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), mon chef, je loue le magistral exposé juridique de la question qui a détruit l'argumentation sophistiquée du premier ministre.

J'avais compté sur l'agrément unanime de la Chambre, mais le premier ministre ne l'a pas voulu. Il a préféré apporter à ce bill un amendement qui lui donne un coup de mort. Je trouve étonnante l'attitude des députés de l'Union nationale, eux qui prétendent faire partie d'un groupe cent pour cent autonomiste et qui se sont tous élevés contre le projet de loi que j'ai présenté.

À l'honorable député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) qui a dit que le bill n'abolissait rien parce que les appels de grâce vont subsister et que le justiciable canadien devra passer devant deux tribunaux d'appel, le projet abolira justement la partie des appels qui dépend essentiellement de nous. Il fait disparaître en somme, ce qui, dans nos lois provinciales, constitue une participation directe de notre part au maintien des liens coloniaux. Il est vrai que les appels de grâce vont subsister, mais quand la Législature se sera prononcée d'une façon catégorique, on peut présumer que le comité judiciaire du Conseil privé n'accordera désormais les requêtes pour permission d'appeler qu'avec une extrême réserve.

L'article 54 de la loi de la Cour suprême limite l'appel en matière civile. En tout cas, la Législature aura fait sa part pour la disparition des vestiges de colonialisme. Je me demande en quoi mon bill menace la paix et l'ordre au pays, en quoi menace-t-il de troubler l'entente entre les deux races? Je comprends que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) voudrait conserver les liens coloniaux.

Je reproche au chef du gouvernement de ne pas avoir compris le bill en question. Le premier ministre, dès le début de son discours, a admirablement tenté de brouiller la question en confondant appels de droit et appels de grâce, matières civiles et matières constitutionnelles. Les articles de notre Code de procédure dont le bill 178 propose l'abrogation ne concernent que les appels de droit en matière civile. Le premier ministre a donc attribué au bill un objet et une portée qu'il n'a pas. L'abrogation des articles spécifiés du Code ne concerne que les appels de droit.

Cette confusion que le premier ministre a voulu créer a mis les députés dans l'obligation apparente de choisir entre l'indépendance du pays et l'autonomie provinciale. Cette confusion chez lui est injustifiable. Avec les adversaires du bill, le premier ministre a conclu à ceci: Si vous adoptez ce bill, et si on abroge les articles, vous accomplirez une étape vers l'indépendance du Canada, mais vous perdez le principal gardien de l'autonomie provinciale qu'est le Conseil privé. Cette argumentation peut être ingénieuse mais elle est fausse. Le bill 178, quoi qu'on dise, ne touche ni directement, ni indirectement, les litiges constitutionnels. Il ne s'agit aucunement d'abolir les appels en matières civiles et les matières constitutionnelles, mais plutôt seulement de modifier le Code de procédure civile pour les appels de droit seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que j'ai dit, c'est que ceux qui sont en faveur d'abolir les appels au Conseil privé sont des centralisateurs, non seulement au Canada, mais aussi dans les autres Dominions.

M. Lemieux (Beauharnois): À la suite du discours du chef provincial du Bloc, le premier ministre a dit qu'il avait simplement exprimé une opinion et qu'il restait ouvert à la conviction. Espérons que sa conversion va devenir complète et que le bill va être adopté immédiatement. Comme l'ont dit plusieurs députés de la gauche, si la Législature a le pouvoir d'adopter le Code de procédure civile, elle a également celui d'amender ou d'abroger ce Code.

Je trouve absurde la théorie de ceux qui prétendent que nous n'aurions pas le droit d'amender notre propre Code de procédure civile. Le pouvoir d'adopter une loi comporte celui de la modifier ou de l'abroger, ainsi que l'a décidé unanimement la Cour d'appel à propos de la loi du dimanche.

À ceux qui pourraient encore douter, en ce qui concerne la constitutionnalité de mon projet, il (M. Lemieux) cite plusieurs témoignages à l'appui de sa thèse, notamment, celui du juge Mignault, le juriste expert du premier ministre. Dans une étude publiée dans la *Revue du Droit* en novembre 1936, le juge Mignault dit: "Nul doute que chez nous, l'appel de droit peut être aboli par le rappel des articles qui l'organisent." Il ajoute même que, depuis le Traité de Westminster, le Parlement canadien en a profité, en 1936, pour abolir et les appels de droit et les appels de grâce au Conseil privé en matière criminelle.

Pourquoi la Législature ne pourrait-elle pas abolir les appels de droit créés par son propre Code? La chose est tellement claire que le cas de ceux qui affectent encore d'en douter est vraiment désespéré. Si l'opinion du juge Mignault est bonne en matière de radio et d'allocations familiales, elle doit l'être aussi dans ce cas-ci. Autrement, il faudrait accepter avec une extrême réserve, à l'avenir, les opinions du juge Mignault.

Si le premier ministre n'accepte pas l'opinion du juge Mignault, c'est qu'il doute de cette opinion, et alors nous pourrions en douter nous-mêmes. S'il n'en doute pas, c'est qu'il est pour le maintien de ce lien colonial. Si nous conservons les appels au Conseil privé, le tribunal de Londres apparaîtra toujours comme le bon justicier et jamais le Canada ne cessera d'être une colonie. Si, au contraire, nous abolissons ces appels, nous sentirons le besoin impérieux, les difficultés surgissant, d'améliorer notre système judiciaire actuel.

Ni les lois impériales, ni la Constitution canadienne, ni même le Statut de Westminster, ni la décision de la Cour suprême citée par le premier ministre ne peuvent déclarer inconstitutionnel un bill, le bill 178, tendant à abolir les appels de droit au comité judiciaire du Conseil privé dans les matières civiles qui concernent la province de Québec. Par conséquent, la Législature de Québec a le pouvoir de décréter l'abolition de ces appels.

Dans le domaine législatif comme dans tous les domaines, le statu quo est souvent déprimant et réactionnaire à tout mouvement d'émancipation. Le temps n'est plus à l'étude, mais à l'action. C'est pourquoi je déclare que nous ne pouvons accepter l'amendement. Je demande donc à la Chambre de rejeter l'amendement du premier ministre et d'adopter le bill en deuxième lecture, en attendant qu'on améliore les lacunes de notre système administratif et judiciaire.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, 36.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Il est ordonné que le bill 178 soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:

Pologne

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant que:

Attendu que, le 23 mars dernier, dans un discours prononcé à la Chambre des communes, comme ministre de la province de Québec dans le cabinet King, M. Ernest Bertrand a approuvé le nouveau et le plus récent démembrement de la Pologne au profit de la Russie communiste;

Cette Chambre regrette l'attitude de M. Bertrand et exprime l'avis qu'elle ne reflète pas l'opinion de la province de Québec à l'égard de la fière et héroïque Pologne.

M. Chaloult (Québec)⁸: On va bien se demander encore pourquoi cette nouvelle incursion de ma part dans le domaine international et sur une question qui serait plutôt du ressort des autorités fédérales. En plusieurs circonstances, le Parlement de Québec a fait entendre sa voix dans une question du genre, les précédents sont nombreux. Il s'agit toutefois d'une question qui intéresse le monde entier. Ce n'est pas mon intention de me servir d'un sujet aussi important pour des fins politiques.

J'interviens en faveur de la Pologne pour cinq motifs différents. En premier lieu, M. Ernest Bertrand, ministre de la Marine et des Pêcheries et représentant de la province de Québec dans le cabinet fédéral, dans un discours prononcé le 23 mars à la Chambre des communes, a approuvé le nouveau et le plus récent démembrement de la Pologne au profit de la Russie communiste.

À cause du discours même de M. Bertrand, qui a pris partie pour la Russie communiste contre la Pologne en disant, entre autres choses: "Je ne suis pas communiste, mais j'aime voir mes frères dans la

légalité. Je ne suis pas communiste, mais il faut admettre que la Russie a libéré la Pologne de l'invasion allemande."

On peut déduire que M. Bernard parlait au nom du gouvernement King et qu'il voulait se faire l'écho des Canadiens français, en qualité de ministre de la province de Québec dans le ministère fédéral. S'il avait la prétention d'interpréter le sentiment des Canadiens français de la province de Québec, il appartient maintenant à la Législature de Québec de protester et de manifester sa réprobation devant de telles paroles. La Chambre désapprouve l'opinion exprimée par le ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada, Ernest Bertrand, parce qu'elle ne reflète pas le sentiment de la province de Québec, concernant la noble et héroïque Pologne.

Quand un pays comme la Pologne, qui a sauvé les intérêts catholiques dans le monde, est placé sous la tutelle de la Russie, il y a menace pour les autres pays, et on doit intervenir au nom de la solidarité humaine et catholique. Quand un peuple subit une injustice, les autres peuples se trouvent menacés. La Pologne est un pays catholique et constitue un bouclier du catholicisme dans le monde. Nous sommes une minorité française et catholique: le sort de la Pologne est une menace pour nous et nous sommes intéressés au peuple polonais catholique, peuple qui fut toujours un rempart contre le communisme. La Pologne a protégé durant plusieurs années l'Europe du communisme et ce nous est une raison de protester contre le sort qui lui est fait actuellement.

Troisième motif d'intervention, c'est le discours de M. King, en 1939 au début de la guerre. Le premier ministre disait, alors, qu'on entrerait en guerre principalement pour défendre l'intégrité du territoire polonais injustement attaqué par les Allemands. C'est bien le temps maintenant que nous sommes entrés en guerre pour cela, que nous avons versé des milliards et que des milliers des nôtres sont tombés pour cette cause, de réclamer un traitement juste pour la Pologne pour laquelle nous sommes censés, d'après le chef du gouvernement du pays, être entrés en guerre en septembre 1939. Lorsque cette intégrité est menacée, il importe que nous fassions entendre une protestation.

Quatrième motif, la Charte de l'Atlantique. Cette fameuse Charte justifie cette intervention. Une des principales raisons énumérées dans cet accord pour lesquelles les peuples libres se battent, c'est précisément d'obtenir et de sauvegarder la liberté de tous les peuples. Cette Charte dit que les alliés n'ont en vue aucune modification territoriale, et la Russie a

souscrit au principe de cette Charte. Après avoir souscrit aux principes de cette Charte, la Russie est la première à violer ses engagements avec le consentement des signataires et je le démontrerai.

Enfin, comme cinquième motif, les souffrances incomparables endurées par la Pologne depuis le début des hostilités nous justifient d'intervenir en sa faveur. Aucun pays n'a souffert comme la Pologne. Elle a perdu un million de ses enfants au combat, plus de cinq millions ont été assassinés, tués ou asphyxiés, surtout par les Allemands, et un autre million de ses fils sont encore prisonniers en Russie. Ni l'Angleterre, ni les États-Unis n'ont subi de telles pertes. La Pologne a donc de nombreux droits à notre sympathie.

La Pologne a d'autant plus droit à notre reconnaissance qu'elle n'a pas déposé les armes, mais a envoyé ses armées en France, puis en Angleterre, puis en Italie, et ses aviateurs sur les divers théâtres de guerre. Les Polonais se sont signalés encore par leur bravoure sur tous les fronts et combattent encore fièrement. La Pologne a raison de dire qu'on lui impose des conditions plus dures que celles qui seront imposées à l'Allemagne vaincue.

Les Nations Unies s'étaient solennellement engagées à respecter son territoire; elles le sacrifient, maintenant, à des intérêts impérialistes. Les Nations Unies ne se battent pas pour la civilisation et la chrétienté. Le traité de Riga, en 1921, a rétabli la Pologne dans ses droits, à la suite du partage que s'étaient faits la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, une centaine d'années auparavant. Le 23 août 1939, l'Allemagne signait avec la Russie un pacte de non-agression, car elle voulait pénétrer en Pologne, sans que la Russie n'intervienne. La Pologne s'est battue courageusement. Alors qu'elle était à l'agonie, la Russie s'est jetée sur elle et l'a frappée dans le dos, en septembre 1939. Puis il y eut un pacte germano-russe de 1941 qui faisait subir à la Pologne un autre partage.

En juin 1941, la Russie est à son tour attaquée par l'Allemagne. Sentant le besoin d'avoir des alliés, elle dénonce le pacte germano-russe. Le 3 juillet, elle signe un accord en vertu duquel elle s'engage à reconnaître le territoire polonais tel qu'il existait avant 1939. En 1943, en dépit de ses engagements, la Russie pénètre en Pologne comme chez elle. Elle agit avec la même méthode barbare que l'Allemagne, s'emparant de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, ou la même insolence que le fit l'Angleterre au Transvaal. La Russie installe un gouvernement soviétique communiste à Lublin⁹ et s'attache à bolcheviser la Pologne en y organisant le même régime qu'en Russie.

Nous nous sommes battus pour la liberté du monde et c'est comme cela qu'on déclare la guerre à la Russie? Il n'est pas question de déclarer la guerre à la Russie, mais on devrait au moins éviter d'approuver ce qui se fait actuellement.

Les Polonais s'insurgent, mais le 15 décembre dernier, M. Churchill, avec sa morgue britannique habituelle qui le caractérise, déclarait que les revendications de la Russie à propos de la Pologne étaient justes et raisonnables. Et comment croire, devant ces faits révoltants, à la sincérité de ceux qui proclament se battre pour la civilisation et la chrétienté? Quelle blague! La Russie et la Grande-Bretagne se sont partagé les zones d'influence car, peu de temps après, la révolte éclate à Athènes: l'Angleterre intervient, mais la Russie ne bouge pas, comme l'Angleterre ne devait pas intervenir en Pologne. On s'était divisé les zones d'influence. C'était la route des Indes et le passage de Suez qu'il s'agissait de protéger. L'Angleterre a laissé la main libre aux Russes en Pologne, pour elle, l'avoir en Grèce.

Je vois dans tout cela une affaire de business. Et on viendra dire, ensuite, que nous nous battons pour la chrétienté et la civilisation. Quelle farce! Je ne me scandalise pas des intérêts commerciaux, mais j'estime qu'on devrait être un peu moins cynique. Si l'on se bat pour un idéal, qu'on ne sacrifie donc pas la Pologne à des intérêts!

De plus, on a commencé également la persécution religieuse en Pologne. À ce sujet, il cite un article du Père Ledit publié dans *Relations* sur la persécution religieuse en Pologne. L'auteur qui connaît bien le sujet énumère des faits probants.

Il (M. Chaloult) parle des atrocités qui y ont été commises contre des milliers d'officiers polonais et parle des massacres d'officiers polonais. Il (M. Chaloult) souligne tout ce que la Pologne a eu à souffrir de la part des Allemands au cours de la guerre, souffrances qu'elle aurait probablement pu s'épargner si elle avait consenti, dès le début du conflit, aux exigences allemandes. Cela ajoute des pages tristes à l'histoire de la nation martyre. Et pour couronner l'abandon de la Pologne par les chefs alliés à la Conférence de Yalta, sous la dictée de Staline, la Russie a fait valoir ses exigences; et on refuse à la Pologne une représentation à la Conférence de San Francisco où le siège de la Pologne est vide.

Il (M. Chaloult) dénonce le nouveau partage de la Pologne. Il est faux comme l'a déclaré M. Bertrand, que la Russie s'est emparée d'un territoire russe en Pologne. Ce territoire appartenait à

la Pologne depuis 15 siècles. En 1918, Lénine avait même renoncé aux droits acquis par son pays. Puis il y eut le traité de Riga, en 1921, qui reconnaissait à la Pologne le territoire qu'elle occupait en 1939. Il (M. Chaloult) ajoute qu'il est également faux que, dans le territoire pris par la Russie, il y ait 13,000,000 de Russes. On compte 5,000,000 de Polonais, des Ukrainiens catholiques et des juifs. La Pologne n'a jamais songé à s'emparer du pays situé au nord de son territoire où il y a une forte population de Polonais. Ce nouveau partage de la Pologne restera toujours une tâche pour les Nations Unies.

Il (M. Chaloult) répond au discours de M. Bertrand, qui a soutenu, dit-il, que la Russie a le droit de se dédommager parce qu'elle a libéré la Pologne du joug nazi. Cette allégation constitue une indignité dans la bouche d'un ministre canadien-français et catholique. À ce compte-là, les États-Unis pourraient réclamer la Belgique et prendre une bonne grosse bouchée en Europe. L'Angleterre pourrait s'emparer de la Hollande. Agir ainsi serait inique. Voyez-vous les grandes puissances appliquer le principe de la déportation des peuples? La Pologne ne réclame que son territoire. La souscription de \$1,000,000 qu'on a faite, récemment, dans la province, pour venir en aide aux Polonais, a été affectée, en définitive, à la discussion de la propagande communiste, chez nous.

Il est possible qu'il y ait des réformes agraires à apporter en Pologne, mais dans ce domaine, on s'est également permis beaucoup d'exagération. Des documents très sérieux établissent que 80.5 % des terres appartiennent aux petits propriétaires et que les gros propriétaires en possèdent 15 %. La situation des masses appauvries a été singulièrement exagérée.

Il (M. Chaloult) cite la lettre d'un évêque de Québec au sujet de la Pologne et déclare qu'à Ottawa, alors qu'un Canadien français parlait contre la Pologne, c'est un Irlandais qui a pris la défense de ce pays.

Le député du comté de Québec fait écho à de nombreux témoignages en faveur de la Pologne, entre autres, à une déclaration de S. E. le cardinal Villeneuve. La Pologne réclame son territoire et elle y a droit. Il peut paraître vaniteux et intolérable que nous disions, nous, les nationalistes, que nous avions prévu juste, en disant que les Russes finiraient par dominer le monde. Mais cela est vrai. Après avoir vaincu l'Allemagne, le monde se trouvera sous le joug de la Russie communiste et athée. Staline veut dominer le monde entier et il est tout aussi dictateur que ceux qui ont été vaincus par les Alliés. J'espère que les Alliés se réveilleront à temps pour empêcher les hommes d'État russes de réaliser leur rêve.

Avec tout le monde, je me réjouis de la fin prochaine de la guerre, mais je trouve qu'il y aura des ombres très accentuées au tableau. C'est bien beau de gagner la guerre, mais il est plus important encore de gagner la paix. Je me demande si nous devons nous réjouir de la victoire, car il nous incombera la lourde tâche de gagner la paix aussi. Nous allons célébrer la victoire dans quelques jours.

Je me demande s'il n'y aura pas beaucoup de tristesse, beaucoup d'ombres au tableau. J'ai l'impression que nous avons vaincu l'Allemagne, mais que nous nous trouvons sous le joug de la Russie.

Nous sommes tombés de Charybde en Scylla¹⁰. Nous restons sous la menace de Staline, dont l'ambition est de dominer le monde. Il souhaite que les nations continuent à se roidir contre les empiétements de la Russie.

M. Bienvenue (Bellechasse) (Allant se lever pour répondre au député de Québec (M. Chaloult))

M. Chaloult (Québec)¹¹: Quant à la motion que j'ai inscrite, je ne la présenterai pas. À la demande d'amis de la Pologne qui m'ont fait observer que certains députés de la gauche, à la Chambre, profiteraient peut-être de la circonstance pour prononcer un discours du genre de celui de M. Bertrand, à Ottawa, en faveur du démembrement de la Pologne et pour appuyer la Russie communiste, et au cas où les renseignements que j'ai reçus à cet effet seraient vrais, je préfère retirer ma motion et éviter un tel débat.

Les amis de la Pologne me l'ont demandé, si je n'étais pas assuré de rallier l'unanimité de la Chambre. Ils ne veulent pas que ma motion ne donne lieu à un débat qui pourrait nuire à ce pays plutôt que l'aider.

M. l'Orateur: La motion du député du comté de Québec est retirée.

Il est ordonné que ladite motion soit retirée.

Dépôt de documents:

Commission hydroélectrique de Québec, rapport 1944

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec¹², 1944. (Document de la session no 26)

**Ministère de l'Agriculture,
rapport 1943-1944**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1944. (Document de la session no 27)

Explications sur des faits publiés:

**Déclaration de M. Claxton
au sujet des allocations familiales¹³**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant la fin de cette séance, j'ai une mise au point importante à faire. Je vois dans les journaux de ce jour que l'honorable Brooke Claxton, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social, dans une déclaration, nie une déclaration que j'aurais faite sur la loi fédérale des allocations familiales, lundi soir, en cette Chambre.

Je lis sur *Le Soleil* une nouvelle intitulée: "L'honorable Brooke Claxton contredit une déclaration de M. Duplessis". Dans *L'Action catholique*, le titre est plus convenable et dit: "Mise au point de l'honorable Brooke Claxton."

Je vais parler tranquillement et lentement, afin que les journalistes de la Galerie de la presse me comprennent bien et j'espère qu'aucun journaliste ne me prêterait des déclarations que je n'ai pas faites.

Je n'ai jamais déclaré que le gouvernement fédéral avait promis d'amender sa loi des allocations familiales de façon à établir une échelle uniforme. Certains journaux qui m'ont prêté cette déclaration ont mal rapporté ce que j'ai dit. M. Claxton dit qu'il n'a pas promis d'amender la loi fédérale des allocations familiales.

Ma déclaration, en conséquence, a été mal interprétée en certains milieux. Je tiens donc à répéter et à préciser ce que j'ai dit, et je demande aux journaux de bien prendre note de ma mise au point, dont voici la substance:

Lundi soir dernier, en cette Chambre, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) m'a posé une question sur les allocations familiales. En réponse à cette question du député de la Rivière-du-Loup (M. Casgrain), j'ai dit que j'avais d'abord écrit à M. King pour lui demander d'avoir en entretien au sujet des allocations familiales que son gouvernement doit payer et de profiter de la session fédérale, afin d'amender la loi des allocations familiales pour qu'elle

tienne compte des droits de la province de Québec en matière de droit civil, de vie familiale et d'éducation.

J'ai dit que M. King m'a répondu, après la session, qu'il avait chargé son collègue, M. Claxton, ministre dont relève les allocations, de rencontrer à ce sujet un ou des ministres que la province désignerait.

J'ai dit et j'ai ajouté que, dimanche dernier, après échange de télégrammes avec M. Brooke Claxton, je me suis rendu à sa résidence à Outremont, à Montréal, avec MM. Édouard Asselin et Émery Beaulieu. M. Claxton m'a reçu en compagnie de l'honorable D. C. Abbott, ministre de la Marine, et de M. Davidson, sous-ministre de la Santé et du Bien-être social. L'honorable M. Bertrand, ministre fédéral des Pêcheries, est arrivé par la suite.

Comme je l'ai mentionné, l'entrevue a été cordiale. J'ai dit aux représentants du fédéral que la province de Québec n'était pas satisfaite d'abord, au point de vue des allocations payables aux familles nombreuses.

La loi fédérale n'est pas assez généreuse pour les familles nombreuses du Québec. Mais j'ai ajouté que, en tout cas pour le moment, ce n'était pas là l'objection fondamentale, et que, s'il n'y avait pas moyen d'en venir à une entente là-dessus, nous verrions à compléter les allocations et à suppléer aux insuffisances, mais ce qui importe surtout, c'est la reconnaissance des droits des familles dans l'éducation des enfants.

J'ai affirmé que nous ne voulions pas d'une loi fédérale qui empiète sur les droits fondamentaux des provinces dans les domaines de la famille, du droit civil et de l'éducation.

Nous avons discuté et j'ai dit, devant cette Chambre, lundi soir, et je répète que, si je pouvais me fier aux déclarations de MM. Claxton, Abbott et Bertrand, et, disais-je, je n'ai aucune raison de douter de leur sincérité, j'avais la promesse que la loi fédérale serait amendée, reconnaissant carrément et positivement les droits de la province de Québec en matière éducative, dans le domaine du droit civil et dans celui de la famille, et mettant de côté les empiètements du fédéral en ce domaine. C'est ce point sur lequel j'ai le plus insisté durant mon entrevue.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'était plus beau que cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si l'honorable Claxton a vu dans un journal que j'avais dit ici que les allocations familiales seraient

augmentées, je veux déclarer que je n'ai pas dit cela. Je ne reproche pas à M. Claxton de dire ce qui est vrai, que les représentants du fédéral ne se sont pas engagés à augmenter les allocations.

J'ai dit que les honorables MM. Claxton, Bertrand et Abbott se sont engagés à proposer un amendement et espéraient pouvoir faire amender la loi de manière que les droits de la province violés par la loi en matière éducationnelle soient consacrés et reconnus.

Voilà quelle est la vérité. Je m'attends encore à une lettre de M. Claxton confirmant par écrit la promesse et les déclarations faites à ce sujet dimanche dernier. Et rien d'autre.

Dans certains journaux, on m'a fait dire le contraire de ce que j'avais dit ici, lundi soir. Je veux tout simplement rétablir les faits. Les trois ministres fédéraux m'ont, dimanche dernier, dit que c'était leur intention de respecter les droits de la province de Québec, en matière éducationnelle et de faire amender la loi en conséquence.

Je demande aux journalistes de demander des explications, avant de publier une nouvelle erronée. Il n'a pas été question de l'augmentation de l'indemnité. J'ai dit que la province était prête à y suppléer, à compléter.

C'est tellement vrai que l'honorable chef de l'opposition a déclaré à la Chambre qu'il avait demandé cela à Ottawa avant moi. Il n'a jamais été question, ni de près ni de loin, que le fédéral se soit engagé à augmenter les allocations.

Je répète que les trois ministres fédéraux ne m'ont rien dit d'autre que c'était l'intention du fédéral de respecter les droits de la province de Québec en matière éducationnelle, d'amender la loi en conséquence et qu'ils espéraient pouvoir faire reconnaître les droits des provinces en matière d'éducation.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur. Il (M. Godbout) veut répondre au premier ministre.

M. l'Orateur: Il ne peut y avoir de débat là-dessus.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Qui s'excuse, s'accuse.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable premier ministre m'a impliqué dans sa déclaration.

M. l'Orateur: J'ai décidé qu'il ne pouvait y avoir de débat sur la déclaration de l'honorable premier ministre.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin.

Adopté.

La séance est levée un peu après 6 heures¹⁴.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 2 mai 1945, à la page 11: "Au début de la séance, il fut question de la mort d'Hitler, de la fin de la guerre, du prochain terme criminel à Québec, des élections fédérales."

2. *L'Événement* du 3 mai 1945, à la page 3, précise que le débat au sujet des appels au Conseil Privé reprend après une suspension due à la maladie de M. Lemieux.

3. *L'Événement* du 3 mai 1945, à la page 3, nous apprend que M. Caron prononce son premier discours à la Chambre. *L'Action catholique* du 2 mai 1945, à la page 11, ajoute: "Bien que M. Caron soit un des plus jeunes députés qui siègent actuellement à Québec, il a déjà acquis assez d'expérience pour se trouver parfaitement à l'aise sur le parquet de la Chambre. Il s'exprime facilement et son premier discours était à la fois remarquable par le fond et par la forme."

4. *The Gazette* du 3 mai 1945, à la page 2, est la seule source qui rapporte cette intervention de M. Côté.

5. *L'Événement* du 3 mai 1945, à la page 7, précise que: "M. Lemieux, parrain du projet de loi, a commencé à user de son droit de réplique à la séance du matin et a parlé durant une heure environ à la séance de l'après-midi."

6. Selon *The Montreal Daily Star* du 2 mai 1945, à la page 11, M. Lemieux a ajourné le débat "à la demande de M. Duplessis, qui devait se rendre à Spencer Wood, en visite officielle, à 12 h 45".

7. *Le Devoir* du 3 mai 1945, à la page 10, qualifie ainsi le discours de M. Lemieux: "il présente un

mémoire bien ordonné et d'un grand intérêt juridique et constitutionnel. Les avocats de la Chambre l'écoutent avec attention."

8. Selon *L'Événement* du 3 mai 1945, à la page 3: "M. René Chaloult (Québec-Comté) a revendiqué pendant plus d'une heure, hier après-midi, à l'Assemblée législative."

9. *L'Action catholique* du 3 mai 1945, à la page 13, ajoute un bout à cette intervention, mais il semble que des erreurs de typographie le rendent incompréhensible: "Elle a établi à Lublin un gouvernement soviétique, qu'on traite la Pologne. On m'objectera peut-être: voulez-vous étranger aux intérêts polonais."

10. Charybde et Scylla sont deux monstres de la mythologie grecque gardiens du détroit de Messine qui sépare la péninsule italienne de la Sicile. Trois fois par jour, Charybde engloutissait d'énormes quantités d'eau avec les navires attirés dans les tourbillons. Les marins qui changeaient de cap pour l'éviter tombaient sur l'écueil de Scylla, monstre à six têtes qui les dévorait, d'où vient l'expression tomber de Charybde en Scylla. (Petit Robert 2)

11. *Le Canada* du 3 mai 1945, à la page 3, précise que M. Chaloult reprend son intervention en faisant "un geste qui manquait d'élégance." Mais n'oublions pas que cette précision vient d'un journal réputé comme étant pro-libéral.

12. *The Gazette* du 3 mai 1945, à la page 1 nous informe que ce rapport est signé par M. L. E. Potvin, président de la Commission et les autres membres qui sont: George C. MacDonald, John W. McCammon, Raymond Latreille et J.-Arthur Savoie.

13. *Le Canada* du 3 mai 1945, à la page 3, précise que M. Duplessis prend la parole à 6 heures.

14. Voir note numéro 11.

Première séance du jeudi 3 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Éducation et santé publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) le 30 avril 1945, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que, afin de pourvoir aux besoins de l'éducation et de la santé publique, les compagnies et manufacturiers devront, lors de toute vente en détail en cette province, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de six pour cent du prix d'achat de tous spiritueux, bijoux, véhicules à moteur, fourrures, appareils électriques, malles et articles énumérés dans l'annexe des présentes résolutions, et du coût de tout télégramme, câblogramme, radiogramme, services de téléphone et appels téléphoniques interurbains, et un droit de deux pour cent sur le prix d'achat du gaz et de l'électricité.

Que les compagnies et manufacturiers devront en outre, pour les mêmes fins, payer à Sa Majesté aux droits de la province un droit de deux pour cent sur le prix d'achat, au montant de plus de dix cents, de tout bien mobilier non compris dans le premier alinéa de la présente résolution et acquis pour fins de consommation ou d'usage, sous réserve, quant aux manufacturiers, des dispositions de la résolution 7.

2. Que, afin de pourvoir également aux besoins de l'éducation et de la santé publique, tout autre acheteur qu'une compagnie ou un

manufacturier sera soumis aux dispositions du premier alinéa de la résolution 1.

3. Que tout acheteur, y compris une compagnie et un manufacturier, résidant ordinairement en cette province ou y faisant affaires qui, personnellement ou par l'intermédiaire d'un autre, y apportera ou y recevra, pour fins de consommation ou d'usage par lui-même ou sa famille, un bien mobilier provenant d'en dehors de la province, devra immédiatement en faire rapport au contrôleur du revenu de la province, si l'acheteur est soumis aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et si l'achat est un de ceux sur lesquels un droit serait exigible, s'il avait eu lieu dans la province; que l'acheteur devra remettre avec ce rapport la facture du vendeur, s'il y en a, et fournir au contrôleur du revenu de la province tous les renseignements que celui-ci pourra exiger, et que l'acheteur sera tenu de payer à Sa Majesté aux droits de la province, en même temps qu'il produira son rapport, un droit égal à celui qu'il devrait payer, en vertu de la résolution 1 ou de la résolution 2, selon le cas, si ce bien avait été acheté dans la province.

4. Que les droits prévus par les résolutions 1 et 2 seront exigibles sur le prix d'achat de tout bien mobilier livré après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions même s'il a été acheté avant cette entrée en vigueur.

5. Que les droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront calculés séparément sur chaque achat; toute fraction de un cent sera comptée comme un cent.

6. Que les droits imposés par les résolutions 1 et 2 devront être perçus par le vendeur sur le prix total d'achat, lors de la vente en détail, ou, dans le cas de la résolution 4, lors de la livraison des effets, que la vente soit au comptant, à terme, par versements, conditionnelle ou sujette à toute autre modalité; que le vendeur sera responsable de la perception et de la remise de ces droits et qu'il sera constitué à ces fins mandataire de la couronne, et que les rapports et la remise de ces droits au trésorier de la province devront être faits dans les délais et en la manière prescrits par les règlements.

7. Que le manufacturier qui vendra de ses produits hors de la province ne sera tenu au paiement des droits exigibles en vertu du deuxième alinéa de la résolution 1 que dans la proportion du montant de ses ventes faites dans la province par rapport au montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce

soit, par ses établissements situés dans la province; toutefois, cette proportion ne devra être, dans aucun cas, inférieure à vingt-cinq pour cent du montant total des ventes de ces établissements; que pour l'application de la présente résolution, seront réputées des ventes faites dans la province:

a. toute vente à un acheteur domicilié dans la province, même si la livraison a lieu hors de la province;

b. toute vente faite à un acheteur domicilié hors de la province, lorsque la livraison a lieu dans la province;

c. toute vente faite au gouvernement du Canada ou à l'un de ses agents, fondés de pouvoir mandataires, organismes, corporations ou commission, et que le manufacturier qui désirera bénéficier des dispositions de la présente résolution devra fournir au contrôleur du revenu de la province, au plus tard le trente avril de chaque année, un état attesté sous serment établissant séparément le montant de ses ventes faites dans la province et le montant total des ventes faites, en quelques endroits que ce soit, par ses établissements situés dans la province, pour l'exercice terminé le ou avant le premier avril de l'année courante.

8. Que tout officier du revenu dûment autorisé à cette fin par le contrôleur du revenu de la province, pourra, à toute heure convenable, entrer dans l'établissement d'une compagnie, d'un manufacturier, d'un importateur ou d'un vendeur, en examiner les livres et documents, vérifier les quantités de biens mobiliers vendus ou livrés et l'exactitude des rapports fournis et, en cas de rapports inexacts ou d'absence de rapports, établir le montant des ventes et droits exigibles.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour:

a. spécifier les renseignements que tout vendeur devra fournir à l'appui de sa demande de licence;

b. prescrire les modalités qu'il jugera opportunes concernant les entrées à faire dans les livres et sur les factures du vendeur, relativement aux droits perçus en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

c. déterminer les délais et la forme des rapports et des états, ainsi que les renseignements que les vendeurs devront fournir;

d. fixer le temps, le délai et les modalités de la remise des droits exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

e. autoriser le trésorier de la province à accorder au vendeur pour la perception et la remise de ces droits la rémunération qu'il jugera équitable;

f. ordonner que la perception de ces droits sera faite au moyen de timbres émis en conformité de la loi des timbres et des arrêts en conseil adoptés sous son autorité, et déterminer toute modalité relative à ce système de perception;

g. prescrire des règles concernant l'émission des licences et la perception et la remise des droits en matière de ventes à des colporteurs ou par des colporteurs; et que ces règlements devront être publiés dans la *Gazette officielle de Québec* dans les trente jours qui suivront la date de leur adoption.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, pourra, par proclamation, lorsqu'en raison des circonstances il le jugera équitable et dans l'intérêt public, exempter de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions tout bien mobilier et toute catégorie de biens mobiliers qu'il désire, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables à titre de droits sur l'achat de ces biens.

11. Que, dans le but de faciliter la perception et la remise des droits établis par la loi qui accompagne les présentes résolutions ou de prévenir le double paiement de ces droits sur l'achat d'un même bien mobilier, le trésorier de la province pourra faire avec un vendeur toute convention qu'il jugera opportune; sauf les dérogations prévues par cette convention, toutes les dispositions de ladite loi continueront néanmoins à s'appliquer au vendeur et aux matières qui feront l'objet de cette convention.

12. Que les revenus provenant de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront employés pour les fins de l'éducation et de la santé publique, de la manière et dans la proportion que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le 27 avril 1945, sauf le deuxième alinéa de l'article 4 de ladite loi lequel entrera en vigueur le 31 décembre 1945 ou à toute autre date antérieure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ANNEXE

Appareils d'émission ou de réception radiophonique.

Phonographes, gramophones et autres appareils servant à l'enregistrement et à la reproduction des sons, ainsi que les disques, rouleaux et autres dispositifs utilisés pour ces fins.

Pianos, orgues et autres instruments de musique.

Instruments ou appareils de cinématographie, de télévision et de photographie, films de tous genres et location de ces films.

Tous accessoires des appareils, instruments, dispositifs et articles ci-dessus énumérés.

Thermomètres, baromètres et boussoles.

Longues-vues, jumelles et lunettes d'approche.

Parfums, vaporisateurs à parfum, cosmétiques, lotions, crèmes de toilette et autres préparations et articles de toilette, sauf les savons.

Vendeuses automatiques, distributeurs automatiques, appareils automatiques de jeu fonctionnant au moyen de jetons ou de pièces de monnaies, location ou rémunération pour usage, dépôt ou fonctionnement de ces vendeuses, distributeurs et appareils, jetons servant à leur fonctionnement.

Articles de sport, canots, embarcations, armes et munitions.

Machines à additionner, machines à comptabiliser, machines à polycopie, machines à adresser, dactylographes, dictaphones, coffres-forts et leurs accessoires et pièces de rechange.

Stylographes et crayons automatiques.

Oeuvres d'art et leurs reproductions et antiquités.

Tapis et tapisseries d'une valeur de cent cinquante dollars ou plus.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je propose que l'article 10 des résolutions soit remplacé par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, peut, par proclamation, lorsqu'en raison de circonstances il le juge équitable et dans l'intérêt public, exercer les prérogatives suivantes:

"a. exempter de l'application de la présente loi tout bien mobilier ou toute catégorie de biens mobiliers qu'il désignera, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables comme droit sur l'achat de ces biens;

"b. exempter de l'application de la présente loi les achats de certains biens mentionnés dans le premier alinéa de l'article 4 de la présente loi, lorsque ces achats sont faits dans une municipalité de la province située à proximité de la frontière interprovinciale par d'autres que des compagnies et manufacturiers."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Généralement, les amendements donnent le pouvoir d'augmenter les droits. Le présent amendement

permet de les diminuer. C'est la première fois qu'un gouvernement présente un amendement qui donne le pouvoir de diminuer ou d'abroger des taxes, au lieu de les augmenter. C'est un pouvoir discrétionnaire qui nous permettra d'atteindre le but de la loi, c'est-à-dire alléger le fardeau du peuple, atteindre ceux qui peuvent payer et faire face aux situations particulières qui pourront se présenter. Nous tiendrons compte, par exemple, du cas des municipalités comme Hull, séparée d'Ottawa par un pont, ou d'autres municipalités situées sur les frontières de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Ainsi, il sera possible de tenir compte des circonstances, de prévenir les cas particuliers et de corriger les erreurs qui pourraient se glisser dans l'application de la loi. C'est un amendement digne de la politique progressive de l'Union nationale. Nous pourrions sans délai apporter des remèdes aux situations qui auront besoin d'être améliorées. On verra par là que l'Union nationale prend toutes les précautions pour que les taxes soient payées par ceux qui peuvent payer et dégrèvent ceux qui n'ont pas les moyens de payer. J'abolirai ou je réduirai la taxe de 6 % aussitôt qu'une entente satisfaisante aura été conclue avec Ottawa, en retour des droits d'imposition de la province cédés à Ottawa en vertu d'une mesure de guerre. La présente taxe sera abolie quand le gouvernement réussira à reprendre le droit de taxer les riches qu'on a cédés à Ottawa. Mon gouvernement entend améliorer la loi, lorsque ce sera possible de le faire.

M. Godbout (L'Islet): Je ne voudrais pas jeter une douche d'eau froide sur l'enthousiasme du premier ministre, mais la vérité me force à dire que l'amendement qu'il a présenté n'améliore et n'amende en rien une mesure d'imposition autrement inacceptable. L'idée de donner au gouvernement le droit d'amender, d'améliorer ou d'abroger une partie de la loi dans n'importe quelle région de la province, là où il décide de le faire, est typique de la mentalité de l'Union nationale. L'amendement est même plus mauvais que la loi parce qu'il créera de la discrimination dans l'application d'une taxe dont le taux est trop élevé.

Si le gouvernement veut améliorer la situation de Hull par rapport à Ottawa, il aggrave la situation d'Aylmer par rapport à Hull. Et s'il veut faire quelque chose en faveur d'Aylmer, c'est Maniwaki qui en souffrira. L'amendement n'amende rien. Quelle différence y a-t-il entre chasser le commerce de Hull à Ottawa et chasser le commerce d'Aylmer à Hull? Aucune. Si on aide le commerce de

Hull, on le tuera à Aylmer, et le mal fait à Hull sera par la suite reporté sur les villes voisines. Toute faveur faite à une ville va empirer la situation de la ville voisine.

Une taxe ne peut jamais être discriminatoire. C'est le principe de la présente législation et l'ensemble de la loi qui sont mauvais. Ce que le gouvernement doit faire, c'est de laisser le taux de la taxe à 2 %, qui offre moins de danger. Le mieux qu'on pourrait faire, ce serait de maintenir la taxe de 2 %. Le premier ministre ne pourra jamais sortir de la situation dans laquelle le gouvernement s'est plongé, parce que le taux de la taxe à 2 % est trop élevé. La taxe de 6 % est appelée à faire un tort considérable au commerce de toute la province.

Si l'amendement doit s'appliquer, il doit s'appliquer à toute la province. Le projet de loi lui-même devrait tout simplement être retiré, car il est inacceptable, sous n'importe quelle forme et en n'importe quels termes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que le chef de l'opposition ne voie pas de différence dans le fait que l'amendement permette au lieutenant-gouverneur en conseil de diminuer, retirer et améliorer la loi, mais qu'il ne lui permette pas d'augmenter la taxe en faveur d'une partie de la province. L'ennui avec le chef de l'opposition, c'est qu'il n'en a que pour son enfant, la taxe de vente. Je comprends que le chef de l'opposition préfère la taxe de vente et prend sa défense, puisque c'est son enfant. Mais le peuple ne l'aime pas mieux. La taxe de vente s'appliquait à 5,000 articles et touche tout spécialement les familles nombreuses, tandis que la nouvelle taxe n'est imposée que sur 25 ou 30 articles non indispensables et pèse infiniment moins sur le peuple.

De plus, la perception de la taxe de vente était très difficile, voire impossible, vu les quelque 5,000 articles sur lesquels elle s'appliquait. Ce qui a mené à des fraudes fiscales. Il sera plus difficile de se soustraire à la loi, étant donné que seulement 35 articles sont touchés. La loi actuelle constitue donc une amélioration. La taxe de vente de 2 % s'appliquait sur tout ce que le chef de l'opposition porte sur lui et, en vertu de la nouvelle taxe, seule sa montre est taxée.

Je le répète, nous nous réservons dans cette loi le droit d'abolir la taxe, lorsque les droits que nous avons cédés à Ottawa nous seront rendus, comme la taxe s'appliquant aux compagnies et les impôts sur le revenu. Nous abolirons tout cela, mais pour l'instant, notre loi prévoit que nous pouvons modifier la taxe.

Cette taxe constitue donc une amélioration par rapport à la taxe de vente. Nous répartissons la taxe parmi ceux qui ont les moyens de la payer. Il s'agit d'une loi temporaire prévue pour une situation temporaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement fait un cadeau de Grec à certaines municipalités. L'amendement s'inspire de l'esprit dictatorial du premier ministre qui veut avoir le pouvoir d'amender sa loi en dehors des instructions et sans le concours des Chambres. C'est une arme électorale qu'il veut se donner pour s'en servir quand cela fera son affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de la loi actuelle, le gouvernement peut augmenter ou diminuer la taxe de vente par arrêté en conseil.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais le premier ministre vient de dire que c'est la première fois qu'un gouvernement présente un tel amendement dans une loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle dit qu'on peut augmenter ou diminuer la taxe, mais notre amendement à la loi nouvelle ne donne que le pouvoir de diminuer ou d'abroger la taxe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est précisément ce pouvoir de diminuer la taxe accordée au cabinet qui est dangereux et qui peut entraîner des abus et exposer le ministère à plaire à des amis ou à satisfaire des vengeances politiques, car on peut de cette façon favoriser les amis du gouvernement et le gouvernement pourra même accepter complètement les achats faits par ses supporteurs. C'est, en outre, un pouvoir dangereux qui pourrait permettre au gouvernement d'amender la loi en faveur des manufacturiers ou contre des manufacturiers. Le premier ministre a-t-il l'intention d'exempter Rivière-du-Loup du paiement de la taxe? Les gens de Cabano, de Notre-Dame-du-Lac et de Sainte-Rose-du-Dégelis, dans Témiscouata, sont plus près d'Edmunston que de Rivière-du-Loup et font leurs achats à Edmunston de préférence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Toutes les municipalités, sans distinction, qui sont situées à proximité de la frontière interprovinciale seront exemptées.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le problème qui est posé ici est un problème de frontière qu'on ne réglera pas par l'amendement qui autorise le gouvernement à exempter certaines municipalités situées aux confins de la province comme Hull. L'on ne résoudra pas le problème en déplaçant la frontière à droite ou à gauche. Le gouvernement prétend déplacer la frontière, il ne fait que déplacer le problème. En second lieu, à Ottawa comme à Québec, on a tendance à donner des pouvoirs abusifs au lieutenant-gouverneur en conseil. J'estime très abusif le fait d'accorder au pouvoir exécutif, quel qu'il soit, la prérogative d'abolir ou de diminuer la taxe imposée par la loi. C'est un principe dangereux contre lequel je m'élève, car ce pouvoir discrétionnaire doit appartenir au Parlement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En régime démocratique, le pouvoir exécutif est là pour étudier et résoudre les problèmes qui surgissent subitement et qui réclament une solution rapide. Le pouvoir exécutif doit être capable d'apporter des solutions rapides. Mais toutes les décisions du Conseil exécutif sont sujettes à l'approbation ou à la désapprobation des Chambres, au cours de la session annuelle. Le pouvoir exécutif est un pouvoir expéditif pour rendre plus souple l'administration de la province dans l'intervalle des réunions parlementaires.

La résolution 10 est amendée se lit désormais comme suit:

"10. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, peut, par proclamation, lorsqu'en raison de circonstances il le juge équitable et dans l'intérêt public, exercer les prérogatives suivantes:

"a. exempter de l'application de la présente loi tout bien mobilier ou toute catégorie de biens mobiliers qu'il désignera, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables comme droit sur l'achat de ces biens;

"b. exempter de l'application de la présente loi les achats de certains biens mentionnés dans le premier alinéa de l'article 4 de la présente loi, lorsque ces achats sont faits dans une municipalité de la province située à proximité de la frontière inter-provinciale par d'autres que des compagnies et manufacturiers."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement veut être libre de tenir compte des situations particulières d'une région ou d'une autre. Il peut arriver des cas où les besoins d'une municipalité

dans le domaine de l'hygiène sont plus considérables que dans celui de l'éducation. Voilà pourquoi ce pouvoir est donné au gouvernement.

La taxe de vente disparaîtra au plus tard le 31 décembre mais plus tôt, si les municipalités s'organisent avant, pour la percevoir elles-mêmes ou si elles l'abolissent.

L'amendement est adopté.

La résolution 10, ainsi amendée, est adoptée.

Les résolutions 11 à 13 sont adoptées.

Le comité étudie l'annexe.

L'honorable M. Gagnon (Matane) insère un amendement par lequel les tapis et carpettes d'une valeur de cent dollars ou plus seront sujets à la taxe de 6%; la rédaction première portait: "Cent cinquante dollars ou plus."

L'annexe est amendée se lit désormais comme suit:

ANNEXE

Appareils d'émission ou de réception radiophonique.

Phonographes, gramophones et autres appareils servant à l'enregistrement et à la reproduction des sons, ainsi que les disques, rouleaux et autres dispositifs utilisés pour ces fins.

Pianos, orgues et autres instruments de musique.

Instruments ou appareils de cinématographie, de télévision et de photographie, films de tous genres et location de ces films.

Tous accessoires des appareils, instruments, dispositifs et articles ci-dessus énumérés.

Thermomètres, baromètres et boussoles.

Longues-vues, jumelles et lunettes d'approche.

Parfums, vaporisateurs à parfum, cosmétiques, lotions, crèmes de toilette et autres préparations et articles de toilette, sauf les savons.

Vendeuses automatiques, distributeurs automatiques, appareils automatiques de jeu fonctionnant au moyen de jetons ou de pièces de monnaies, location ou rémunération pour usage, dépôt ou fonctionnement de ces vendeuses, distributeurs et appareils, jetons servant à leur fonctionnement.

Articles de sport, canots, embarcations, armes et munitions.

Machines à additionner, machines à comptabiliser, machines à polycopie, machines à adresser, dactylographes, dictaphones, coffre-forts et leurs accessoires et pièces de rechange.

Stylographes et crayons automatiques.

Oeuvres d'art et leurs reproductions et antiquités.

Tapis et carpettes d'une valeur de cent dollars ou plus."

L'amendement est adopté.

L'annexe, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que les résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique soient maintenant agréées.

M. Hamel (Saint-Sauveur) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les articles de sport appartenant à des colonies de vacances ne devraient pas être taxés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ne le seront pas.

M. Godbout (L'Islet): Je propose¹, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), l'amendement suivant à la motion pour approuver les résolutions que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désapprouve les résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique, pour les raisons suivantes:

1° Elles imposent une lourde taxe de 6 % sur l'achat de nombreux objets de première nécessité;

2° Elles grèvent de cette lourde taxe de 6 % certaines choses dont il importe spécialement de généraliser l'usage par les cultivateurs comme par les autres classes de la société: les installations et appareils électriques, les moteurs de toutes sortes et les machines mues par moteur;

3° Elles taxent les syndicats coopératifs comme les compagnies à fonds social;

4° Elles placent l'industrie et le commerce local dans une situation désavantageuse par rapport à leurs concurrents des provinces voisines;

5° Elles soustraient au contrôle de la Chambre le produit de l'impôt et invitent au favoritisme dans la distribution laissée à l'arbitraire."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La rédaction de l'amendement du chef de l'opposition est irrégulière parce qu'elle a l'allure et la forme d'un pamphlet électoral. Cependant, je tiens à dire que les allégations y contenues sont contraires à la réalité. Toutefois, je ne m'objecte pas à ce qu'il soit soumis à l'attention de la Chambre et que le vote soit pris.

M. Chaloult (Québec): J'approuve certains allégués de l'amendement, mais j'en désapprouve d'autres. Comme je ne peux diviser mon vote, je voterai contre l'amendement.

L'amendement est mis aux voix² et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 34.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 43³.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier)⁴: Je propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), un nouvel amendement qui se lit comme suit: Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"cette Chambre désapprouve les résolutions relatives au bill 44 pour venir en aide à l'éducation et

à la santé publique, parce qu'elles imposent un droit de deux pour cent sur le prix d'achat du gaz et de l'électricité."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre, alléguant que cet amendement est contraire aux dispositions des articles 174² et 176⁶ des règlements.

Cet amendement est irrégulier et hors d'ordre parce que la Chambre vient de se prononcer sur l'ensemble des résolutions en rejetant l'amendement Godbout, qui est général. Il (M. Duplessis) propose qu'il soit déclaré hors d'ordre.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'amendement précédent ne parlait pas de la taxe sur le gaz et l'électricité.

M. Godbout (L'Islet): L'amendement du député de Laurier est parfaitement et certainement dans l'ordre, car celui que j'ai proposé ne couvrirait pas toutes les faiblesses des résolutions et tous les sujets.

Approuver le point d'ordre, ce serait reconnaître qu'un député pourra empêcher l'étude d'un point particulier avec un amendement qui ne couvrirait que les dispositions générales d'un bill.

M. Bienvenue (Bellechasse), M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Lemieux (Beauharnois) discutent brièvement le point d'ordre.

M. l'Orateur déclare que, la Chambre s'étant déjà prononcée sur un amendement qui avait pour but de désapprouver l'ensemble des résolutions et, si l'on autorise l'amendement Laurendeau, on devra permettre aux députés de proposer des amendements à l'encontre de la taxe imposée pour chaque article visé par la taxe. Le deuxième amendement est hors d'ordre.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je me vois dans l'obligation d'en appeler à la Chambre de la décision de M. l'Orateur avec le concours de mes collègues et des députés libéraux.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette,

Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 38.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 38.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Les résolutions relatives au bill 44 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

"1° "appareil électrique" désigne:

"a. les appareils, machines, instruments, systèmes et installations d'éclairage, de chauffage, de réfrigération et de mécanique fonctionnant au moyen de l'électricité ou du gaz;

"b. les enseignes électriques;

"c. les accessoires d'appareils électriques tels que ci-dessus définis, sauf les ampoules électriques;

"2° "bien mobilier" désigne tout bien qui n'est pas immeuble au sens du Code civil;

"3° "bijoux" comprend:

"a. les pierres précieuses et semi-précieuses et leurs imitations;

"b. les produits de la bijouterie, de l'orfèvrerie, de l'horlogerie, de la verrerie et de la poterie;

"c. les objets et articles en platine, en or, en argent, en cuivre, en bronze, en chrome et en plaqué or ou argent;

"d. tous les bibelots et articles de parure ou d'ornementation, quelle que soit la matière avec laquelle ils sont fabriqués;

"4° "compagnie" désigne toute société par actions ou à fonds spécial et toute corporation légalement constituée, quels que soient l'endroit et la nature de sa constitution, et comprend syndic, liquidateur, chargé d'affaires et fondé de pouvoir d'une telle société ou corporation. Ce terme comprend aussi toute personne, société, syndic ou fidéicommissaire faisant dans le Québec les affaires telle une société ou corporation ayant son bureau principal en dehors de la province; mais ce terme ne comprend pas une corporation municipale, scolaire, de fabrique ou syndics de paroisse ou de mission, ni une institution poursuivant exclusivement des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'hospitalisation;

"5° "fourrure" désigne toute fourrure ou pelletterie ouvrée ou à l'état brut, et comprend tout vêtement de fourrure ou doublé en fourrure et tout vêtement d'adulte garni de fourrure;

"6° "malles" comprend, outre son sens propre, les valises, bourses, sacs à main, sacoches, portefeuilles, serviettes à documents, étuis à bijoux et à nécessaires de toilette;

"7° "manufacturier" désigne toute personne qui exploite un établissement industriel où l'on transforme des matières premières en articles ou produits prêts à la vente, et comprend les compagnies et sociétés minières et les syndicats miniers;

"8° "personne" désigne tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"9° "prix d'achat" comprend le prix en argent, la valeur des services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation donnée par l'acheteur comme prix de l'objet acquis, ainsi que tous frais d'intérêt, de finance, de service et d'installation de l'objet acheté, lorsque ces frais font partie du prix d'achat, ou sont inclus dans la facture, ou sont payables par l'acheteur au vendeur ou à une tierce personne désignée par le vendeur, ainsi que tout frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur.

"Le trésorier provincial peut établir le prix d'achat d'un bien immobilier, lorsque le prix apparaissant sur le contrat n'est pas véritablement payé par l'acheteur;

"10° "règlements" désigne les règlements adoptés sous l'empire de la présente loi;

"11° "spiritueux" désigne les liqueurs alcooliques définies dans les paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 3 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1941, chapitre 255)

"12° "usager" signifie toute personne qui, dans la province, utilise un bien mobilier pour son usage ou pour celui de toute autre personne à sa charge;

"13° "véhicule à moteur" comprend

"a. tous véhicules mus par un autre pouvoir que la force musculaire et adaptés au transport dans l'air, sur l'eau et sur terre, sauf ceux qui se meuvent sur les rails;

"b. les remorques, les semi-remorques au sens de la loi des véhicules automobiles;

"c. les appareils, machines et instruments actionnés par un moteur ou un engin visés au sous-paragraphe suivant;

"d. les moteurs et engins actionnés au moyen de gaz, de la gazoline, de l'huile, de la vapeur, de l'air comprimé, d'un fluide ou d'un élément physique ou chimique quelconque;

"e. les accessoires et pièces de rechange et d'amélioration des véhicules à moteur ci-dessus définis, ainsi que les huiles et graisses utilisées pour ces véhicules et les pneus et les chambres à air;

"14° "vendeur" comprend un vendeur en gros et un vendeur en détail;

"15° "vendeur en détail" signifie toute personne qui fait le commerce de vendre des biens mobiliers directement au consommateur, pour l'usage de ce dernier et non pour des fins de vente;

"16° "vendeur en gros" signifie une personne qui fait le commerce de vendre des biens mobiliers à un vendeur licencié qui achète pour des fins de revente;

"17° "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, une promesse de vente avec tradition, un échange, un bail ou tout autre contrat où une personne livre ou s'engage à livrer, pour considération, un bien mobilier à une autre personne;

"18° "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fin de consommation ou d'usage et non de revente."

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je propose d'amender l'alinéa *a.* du paragraphe 1° de l'article 1 de la loi de façon à ce que la taxe s'applique à toute machine mue par un moteur électrique du moment que le moteur fait corps avec la machine.

L'alinéa *a.* du paragraphe 1° de l'article 1 se lit désormais comme suit:

"*a.* les appareils, instruments, systèmes et installations d'éclairage, de chauffage et de réfrigération fonctionnant au moyen d'électricité ou de gaz, ainsi que toute machine actionnée par un moteur électrique ou à gaz faisant corps avec cette machine."

L'amendement est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 3 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Employés au ministère de la Colonisation, 1939-1945

M. Larivière (Témiscamingue): 1. Combien y a-t-il d'employés, tant du service intérieur que du service extérieur, au ministère de la Colonisation?

2. Combien y eut-il de départs d'employés à ce ministère au cours de la période s'étendant du 8 novembre 1939 au 31 août 1944:

a. Par destitutions?

b. Par démissions forcées ou volontaires?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Il y avait, au 31 mars 1945, 513 employés au ministère de la Colonisation.

2. *a.* et *b.* Il s'est produit, du 8 novembre 1939 au 31 août 1944, au ministère de la Colonisation, 35 départs d'employés, ainsi répartis:

Démissions	119
Destitutions.....	33
Services plus requis	<u>202</u>
Total.....	354

Également, un certain nombre d'autres départs pour diverses raisons, entre autres, travail temporaire ou saisonnier terminé.

Employés au ministère de la Colonisation, 1936-1939

M. Plourde (Arthabaska): 1. Combien y avait-il d'employés, tant du service intérieur que du service extérieur, au ministère de la Colonisation, le 25 août 1936?

2. Combien y eut-il de départs d'employés à ce ministère au cours de la période s'étendant du 25 août 1936 au 8 novembre 1939?

- a. Par destitution?
- b. Par démission forcée ou volontaire?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Il y avait 606 employés au ministère de la Colonisation, le 25 août 1936.

2. a. et b. Il s'est produit, du 25 août 1936 au 8 novembre 1939, 332 départs d'employés ainsi répartis:

Démissions.....	71
Destitutions	95
Services plus requis	<u>166</u>
Total.....	332

Également, un certain nombre d'autres départs pour diverses raisons, entre autres, travail temporaire ou saisonnier terminé.

Projets de loi:

Développement minier au Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

Ce bill a pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, de déroger, pour ce qui concerne le territoire du Nouveau-Québec, aux dispositions générales de la loi régissant l'octroi de permis de recherche et d'exploitation des mines, de tous les minéraux, en raison des conditions particulières existant dans ce territoire, en vue de faciliter et encourager le développement minier. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra à cette fin permettre l'exploitation de ces mines par bail dont il déterminera les conditions: la région, les modalités relatives à la durée du bail, les conditions et restrictions se rapportant à ces permis et à ces baux ainsi que l'émission et le renouvellement de ces permis et baux.

Cette mesure, qui entrera en vigueur le jour de sa sanction, établit en premier lieu que le développement et la transformation des ressources naturelles de ce territoire ouvriront la voie à bon

nombre de carrières intéressantes, fourniront de nombreux emplois et seront grandement avantageux pour la province, tout en contribuant à la résolution des problèmes liés à l'après-guerre.

Adopté.

Éducation et santé publique⁷

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1⁸.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) dit qu'il s'élève, en particulier, contre l'imposition de la taxe sur les appareils de chauffage qui ne sont pas un objet de luxe. La loi taxe les appareils de chauffage au nom de la santé publique. Il me semble que c'est un non-sens⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Il me semble qu'un des premières conditions de la santé se trouve dans les appareils de chauffage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre. Je reproche au député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) de discuter le principe du bill, contrairement à ce qu'ordonnent les règlements pour l'étude en comité plénier d'un projet de loi.

Je vais demander au président du comité plénier de rappeler une dernière fois le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à l'ordre et de faire rapport à l'Orateur si le député n'obéit pas.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) persiste à critiquer la taxation de certains objets comme les installations électriques et les appareils de chauffage. Il mentionne les conséquences néfastes de la nouvelle taxe sur la construction de maisons neuves, cette mesure dont on parle tant aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les intervenants qui ont pris la parole en comité au sujet du projet de loi n'ont abordé qu'un article à la fois, sans présenter les principes généraux du projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

et **M. le président (M. Tellier)** lui intiment pour la dernière fois l'ordre de s'en tenir à l'article 1, sous peine d'encourir à la sanction d'être désigné par son nom.

M. Godbout (L'Islet) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) prennent la défense du député de Montréal-Mercier (M. Francoeur). Le député de Mercier ne fait que discuter des effets qu'aura l'article 1 de la loi sur la construction de nouvelles maisons dans des villes comme Montréal, Québec et même Trois-Rivières. Un intervenant qui s'exprime au sujet d'une mesure aussi importante devrait certainement avoir le droit d'entrer dans les détails, si l'expression liberté de parole dans le cas d'un député doit conserver tout son sens à la Législature du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soutient que le député de Mercier viole les règles de la Chambre en s'exprimant sur les grandes lignes du projet de loi à l'étude.

M. le président avertit le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) qu'il devrait s'en tenir aux limites de l'article.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): C'est ce que je fais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soutient le contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

et **M. Francoeur (Montréal-Mercier)** se disent des mots aigres-doux.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) proteste de nouveau contre la taxe de 6 %. C'est une taxe placée sur le dos des ouvriers et j'assure la Chambre que l'on travaille à détruire le commerce de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'ordre. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) discute de tout autre chose que de l'article en question. Il (M. Duplessis) demande au

président de rappeler le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à l'article 1, sous prétexte que voilà cinq séances consacrées à ce bill, et il importe de ménager l'argent de la province. La discussion générale a été faite sur les résolutions et il faut procéder plus rapidement maintenant.

M. Godbout (L'Islet) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) rappellent au premier ministre que, lorsqu'il était chef de l'opposition, il procédait toujours comme le veut faire aujourd'hui le député de Mercier.

M. le président dit qu'il n'a pas été nommé pour décider les questions de l'an dernier, mais celles qui peuvent être soulevées cette année. Il rappelle le député de Montréal-Mercier à l'ordre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) tente de parler des appareils de chauffage...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame que l'on fasse rapport à l'Orateur, si le député ne suit pas les règlements.

M. Godbout (L'Islet): Je proteste contre le fait que le premier ministre hache les discours des membres de l'opposition d'interruptions de toutes sortes. C'est une façon d'empêcher les députés de discuter les lois. C'est bien plutôt le chef du gouvernement qui retarde les procédures de la Chambre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) continue son discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

réclame que le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) soit nommé. J'en ai assez de devoir constamment faire rappeler le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à l'ordre.

M. le président: Je serai forcé de faire rapport à l'Orateur, si le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) ne respecte pas la décision.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Eh bien, vous n'aurez pas le plaisir de me nommer, M. le président, car je sors immédiatement¹⁰ de la Chambre. Ça vous évitera de faire rapport au comité et à l'Orateur et de devoir me faire nommer. Je quitte la Chambre pour protester contre les moyens détournés que le premier ministre prend pour

m'empêcher de parler¹¹. Étant donné que je ne puis m'exprimer librement, je me dois de quitter la Chambre avant d'être nommé, comme l'a été le député de Montmagny (M. Choquette) la semaine dernière.

L'honorable M. Gagnon (Matane) fait décréter que les articles en verre moulé ne seront pas sujets à la taxe.

L'amendement est adopté.

M. Hamel (Saint-Sauveur) demande des explications au sujet de la taxe sur les fourrures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹²: On a décidé de modifier de nouveau la clause concernant la fourrure. Mardi dernier, à la suite des objections des députés de la gauche, le gouvernement avait déclaré qu'on supprimait les mots: "tout vêtement d'adulte, garni de fourrure", de façon à exempter de la taxe les vêtements garnis de fourrure.

Certains vêtements peuvent porter des garnitures de fourrures, dont le prix est très élevé. Pour cette raison, la clause est définitivement amendée, de façon à stipuler que la taxe portera sur "tout vêtement d'adulte, garni de fourrure, dont la valeur est de \$25 et plus". C'est la valeur de fourrure qui devra être prise en considération pour établir le montant à taxer chaque fois qu'une personne achètera un manteau de femme.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les discours de l'opposition ont du bon.

L'article 1, ainsi amendé, et se lit désormais comme suit:

"1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

"1° "appareil électrique" désigne:

"a. les appareils, instruments, systèmes et installations d'éclairage, de chauffage et de réfrigération fonctionnant au moyen d'électricité ou de gaz, ainsi que toute machine actionnée par un moteur électrique ou à gaz faisant corps avec cette machine;

"b. les enseignes électriques;

"c. les accessoires d'appareils électriques tels que ci-dessus définis, sauf les ampoules électriques;

"2° "bien mobilier" désigne tout bien qui n'est pas immeuble au sens du Code civil;

"3° "bijoux" comprend:

"a. les pierres précieuses et semi-précieuses et leurs imitations;

"b. les produits de la bijouterie, de l'orfèvrerie, de l'horlogerie, de la verrerie et de la poterie, sauf les articles faits de verre moulé;

"c. les objets et articles en platine, en or, en argent, en cuivre, en bronze, en chrome et en plaqué or ou argent;

"d. tous les bibelots et articles de parure ou d'ornementation, quelle que soit la matière avec laquelle ils sont fabriqués;

"4° "compagnie" désigne toute société par actions ou à fonds spécial et toute corporation légalement constituée, quels que soient l'endroit et la nature de sa constitution, et comprend syndic, liquidateur, chargé d'affaires et fondé de pouvoir d'une telle société ou corporation. Ce terme comprend aussi toute personne, société, syndicat ou fidéicommissaire faisant dans le Québec les affaires telle une société ou corporation ayant son bureau principal en dehors de la province; mais ce terme ne comprend pas une corporation municipale, scolaire, de fabrique ou syndics de paroisse ou de mission, ni une institution poursuivant exclusivement des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'hospitalisation;

"5° "fourrure" désigne toute fourrure ou pelleterie ouvrée ou à l'état brut, et comprend tout vêtement de fourrure ou doublé en fourrure et tout vêtement d'adulte garni de fourrure d'une valeur de \$25 ou plus;

"6° "malles" comprend, outre son sens proposé, les valises, bourses, sacs à main, sacoches, portefeuilles, serviettes à documents, étuis à bijoux et à nécessaires de toilette;

"7° "manufacturier" désigne toute personne qui exploite un établissement industriel où l'on transforme des matières premières en articles ou produits prêts à la vente, et comprend les compagnies et sociétés minières et les syndicats miniers;

"8° "personne" désigne tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"9° "prix d'achat" comprend le prix en argent, la valeur des services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation donnée par l'acheteur comme prix de l'objet acquis, ainsi que tous frais d'intérêt, de finance, de service et d'installation de l'objet acheté, lorsque ces frais font partie du prix d'achat, ou sont inclus dans la facture, ou sont payables par l'acheteur au vendeur ou à une tierce personne désignée par le

vendeur, ainsi que tout frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur.

"Le trésorier provincial peut établir le prix d'achat d'un bien immobilier lorsque le prix apparaissant sur le contrat n'est pas véritablement payé par l'acheteur;

"10° "règlements" désigne les règlements adoptés sous l'empire de la présente loi;

"11° "spiritueux" désigne les liqueurs alcooliques définies dans les paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 3 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1941, chapitre 255);

"12° "usager" signifie toute personne qui, dans la province, utilise un bien mobilier pour son usage ou pour celui de toute autre personne à sa charge;

"13° "véhicule à moteur" comprend:

"a. tous véhicules mus par un autre pouvoir que la force musculaire et adaptés au transport dans l'air, sur l'eau et sur terre, sauf ceux qui se meuvent sur les rails;

"b. les remorques, les semi-remorques au sens de la loi des véhicules automobiles;

"c. les appareils, machines et instruments actionnés par un moteur ou un engin visés au sous-paragraphe suivant;

"d. les moteurs et engins actionnés au moyen de gaz, de la gazoline, de l'huile, de la vapeur, de l'air comprimé, d'un fluide ou d'un élément physique ou chimique quelconque;

"e. les accessoires et pièces de rechange et d'amélioration des véhicules à moteur ci-dessus définis, ainsi que les huiles et graisses utilisées pour ces véhicules et les pneus et les chambres à air;

"14° "vendeur" comprend un vendeur en gros et un vendeur en détail;

"15° "vendeur en détail" signifie toute personne qui fait le commerce de vendre des biens mobiliers directement au consommateur, pour l'usage de ce dernier et non pour des fins de vente;

"16° "vendeur en gros" signifie une personne qui fait le commerce de vendre des biens mobiliers à un vendeur licencié qui achète pour des fins de revente;

"17° "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, une promesse de vente avec tradition, un échange, un bail ou tout autre contrat où une personne livre ou s'engage à livrer, pour considération, un bien mobilier à une autre personne;

"18° "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fin de consommation ou d'usage et non de revente."

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Aucun droit n'est exigible en vertu de la présente loi sur les achats:

"a. de denrées alimentaires;

"b. de médicaments;

"c. de vêtement sauf les fourrures au sens du paragraphe 5° de l'article 1;

"d. de charbon, de bois de chauffage et de glace;

"e. de poêles à gaz;

"f. de livres religieux et de livres et fourniture de classe;

"g. de périodiques et de livres imprimés;

"h. de provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un aviculteur, un apiculteur ou un épiniériste et provenant de son exploitation;

"i. d'eau naturelle, distillée ou ozonée;

"j. de tracteurs, pièces de rechange et accessoires de tracteurs, acquis par un cultivateur de bonne foi pour l'exploitation de sa ferme;

"k. de bateaux, moteurs, engins-marins et leurs accessoires et pièces de rechange, acquis par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

"l. d'obligation, actions de corporation, créances, droits litigieux, annuités et autres droits incorporables, lorsque le prix est payable en argent ou en valeurs mobilières."

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose un amendement qui place les chapelets parmi les objets exempts de la taxe.

L'amendement est adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je propose un amendement pour que soient exemptés de la taxe de 6 % les instruments aratoires. Cet amendement intéresse de façon toute particulière les cultivateurs. Le paragraphe "j." disait ce qui suit:

"j. de tracteurs, pièces de rechange et accessoires de tracteurs, acquis par un cultivateur de bonne foi pour l'exploitation de sa ferme.

Ce paragraphe est supprimé et remplacé par le suivant:

"j. d'outils, instruments aratoires, machines agricoles, tracteurs et leurs pièces de rechange acquis par un cultivateur de bonne foi pour l'exploitation de sa ferme.

M. Godbout (L'Islet): Nos critiques ont eu un bon effet. Le premier ministre m'a soutenu à deux reprises, l'autre jour, que les instruments aratoires étaient exemptés, et il doit céder à nos revendications sur ce point. Avant cet amendement, le bill n'exemptait pas les instruments aratoires, en dépit des affirmations du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils étaient exemptés. L'amendement n'a pour but que de rendre la phraséologie de ce paragraphe plus claire.

L'amendement est adopté.

M. Côté (Rouyn-Noranda) tente ensuite de faire exempter les coopératives.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je m'y oppose. Il vaudrait mieux attendre le résultat de l'enquête fédérale sur ce sujet.

L'article 12 amendé se lit désormais comme suit:

"12. Aucun droit n'est exigible en vertu de la présente loi sur les achats:

"a. de denrées alimentaires;

"b. de médicaments;

"c. de vêtement sauf les fourrures au sens du paragraphe 5° de l'article 1;

"d. de charbon, de bois de chauffage et de glace;

"e. de poêles à gaz;

"f. de livres religieux, chapelets et de livres et fourniture de classe;

"g. de périodiques et de livres imprimés;

"h. de provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un aviculteur, un apiculteur ou un épiniériste et provenant de son exploitation;

"i. d'eau naturelle, distillée ou ozonée;

"j. d'outils, instruments aratoires, machines agricoles, tracteurs et leurs pièces de rechange acquis par un cultivateur de bonne foi pour l'exploitation de sa ferme;

"k. de bateaux, moteurs, engins-marins et leurs accessoires et pièces de rechange, acquis par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

"l. d'obligation, actions de corporation, créances, droits litigieux, annuités et autres droits incorporables, lorsque le prix est payable en argent ou en valeurs mobilières."

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit comme suit:

"16. Toute compagnie et tout manufacturier, importateur et vendeur doivent conserver pendant une période de cinq ans, à moins d'une autorisation au contraire du contrôleur du revenu de la province, toutes leurs factures d'achat et de vente de biens mobiliers, ainsi que leurs livres et un état complet des droits perçus lors de chaque vente."

Un député propose de remplacer, dans la troisième ligne le mot "cinq" par le mot "quatre".

L'amendement est adopté.

L'article 16 est amendé et se lit désormais comme suit:

"16. Toute compagnie et tout manufacturier, importateur et vendeur doivent conserver pendant une période de quatre ans, à moins d'une autorisation au contraire du contrôleur du revenu de la province, toutes leurs factures d'achat et de vente de biens mobiliers, ainsi que leurs livres et un état complet des droits perçus lors de chaque vente."

L'article 16, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 17 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. Commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus mille dollars et des frais, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois, tout vendeur qui:

"a. agit comme vendeur sans être muni d'une licence affichée conformément à l'article 2; ou

"b. néglige ou refuse de percevoir un droit exigible en vertu de la présente loi; ou

"c. refuse ou néglige de transmettre, dans le temps prescrit, un rapport ou un état exigé de lui; ou

"d. néglige ou refuse de se conformer à quelque une des dispositions des articles 15 et 16; ou

"e. entrave un officier du revenu dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 17.

"Dans le cas prévu au paragraphe b., la pénalité est encourue pour chacune des ventes, et dans les cas prévus aux paragraphes a et c, elle est encourue pour chaque jour de la durée de l'infraction."

M. Bienvenue (Bellechasse): Une amende d'au moins \$100 à \$1,000 est imposée à tout marchand qui n'affiche pas dans son établissement le permis qu'il est obligé d'avoir. C'est un peu fort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous allons réduire le minimum à \$50.

L'article 20 est amendé et se lit désormais comme suit:

"20. Commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus mille dollars et des frais, et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement de trois mois, tout vendeur qui:

"a. agit comme vendeur sans être muni d'une licence affichée conformément à l'article 2; ou

"b. néglige ou refuse de percevoir un droit exigible en vertu de la présente loi; ou

"c. refuse ou néglige de transmettre, dans le temps prescrit, un rapport ou un état exigé de lui; ou

"d. néglige ou refuse de se conformer à quelque une des dispositions des articles 15 et 16; ou

"e. entrave un officier du revenu dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 17.

"Dans le cas prévu au paragraphe b, la pénalité est encourue pour chacune des ventes, et dans les cas prévus aux paragraphes a et c, elle est encourue pour chaque jour de la durée de l'infraction."

L'amendement est adopté.

L'article 20, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 21 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. Toute poursuite pénale prévue par la présente loi se prescrit par cinq ans à compter de la date de la commission de l'infraction."

Un député propose un amendement.

L'article 24 est amendé et se lit désormais comme suit:

"24. Toute poursuite pénale prévue par la présente loi se prescrit par quatre ans à compter de la date de la commission de l'infraction."

L'amendement est adopté.

L'article 24, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 25 à 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit:

"28. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, peut, par proclamation, lorsqu'en raison de circonstances il le juge équitable et dans l'intérêt public, exempter de l'application de la présente loi tout bien mobilier et toute catégorie de biens mobiliers qu'il désigne, ou réduire, dans la proportion qu'il détermine, les sommes payables à titre de droits sur l'achat de ces biens."

Un député propose un amendement.

L'article 28 est amendé et se lit désormais comme suit:

"28. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du trésorier de la province, peut, par proclamation, lorsqu'en raison de circonstances il le juge équitable et dans l'intérêt public, exercer les prérogatives suivantes:

"a. exempter de l'application de la présente loi tout bien mobilier ou toute catégorie de biens mobiliers qu'il désignera, ou réduire, dans la proportion qu'il déterminera, les sommes payables comme droit sur l'achat de ces biens;

"b. exempter de l'application de la présente loi les achats de certains biens mentionnés dans le premier alinéa de l'article 4 de la présente loi, lorsque ces achats sont faits dans une municipalité de la province située à proximité de la frontière interprovinciale par d'autres que des compagnies et manufacturiers."

L'amendement est adopté.

L'article 28, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 29 à 31 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 32 qui se lit comme suit:

"32. L'exécution de la loi est confiée au trésorier de la province."

M. Bienvenue (Bellechasse): Cette clause reste-t-elle inchangée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, c'est un bon homme, le trésorier. Il vient précisément de célébrer avec sa digne épouse son 25^e anniversaire de mariage. Il (M. Duplessis) fait un discours sur les joies du mariage.

Des députés font des discours de circonstance.

(Toute la Chambre applaudit le trésorier)

L'honorable M. Gagnon (Matane) ajoute un commentaire dans le même esprit.

L'article 32 est adopté.

L'article 33, ainsi que l'annexe, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet): Je manquerais à mon devoir, si je ne donnais de nouveau les raisons pour lesquelles le Parti libéral ne peut approuver cette mesure. Le gouvernement semble tellement pressé d'adopter cette loi que nous ne voulons pas retarder la procédure. Je tiens à déclarer cependant que le taux de 6 % est trop élevé. Il affectera le commerce et favorisera l'illégalité.

Après avoir obtenu l'autorisation de faire des dépenses de \$150,000,000, le gouvernement a besoin de revenus, et il taxe des objets de première nécessité de 6 %. Le taux de 6 % est un taux trop élevé. La taxe ne frappe pas uniquement les objets de luxe, mais aussi les nécessités de la vie. Six pour cent sur des objets de luxe, ça peut ne pas être trop élevé, mais une taxe de 6 % imposée sur des articles tels que définis dans la loi est excessive. Il n'y a pas moyen pour le gouvernement d'imposer une telle taxe, sans affecter le commerce de la province et sans favoriser le commerce étranger et illégal.

En dépit des amendements que nous avons gagnés aujourd'hui, le taux de la taxe reste exorbitant, surtout sur des articles essentiels comme le sont les appareils électriques et tout ce qui sert à l'entrée de l'électricité dans les maisons. Le gouvernement ne dit pas la vérité, quand il prétend imposer une taxe qui frappe uniquement les riches parce qu'on veut protéger les pauvres. La taxe se révélera accablante pour les pauvres autant que pour les riches. Je ne m'opposerais pas à une taxe d'objets

de luxe qui ne nuirait pas au commerce. Mais la loi est profondément injuste.

Quand le premier ministre dit que sa loi s'appliquera surtout aux riches, je réponds que c'est exactement le contraire, en ce qui concerne notamment les appareils électriques. Les campagnes veulent s'électrifier. Je ne crois pas que le gouvernement favorisera le mouvement d'électrification rurale qu'il veut lancer par le projet de loi récemment adopté. Il le retardera au contraire, car tout ce dont le cultivateur va avoir besoin pour électrifier son habitation et sa ferme va être taxé.

Malgré le gouvernement, les campagnes vont s'électrifier dès maintenant et rapidement, car l'électricité devient une nécessité et une condition première du maintien des cultivateurs et de leurs fils sur la terre. Et juste au moment où l'électricité devient, pour les campagnes comme pour les villes, une nécessité de la vie, on taxe les entrées, les installations, les accessoires. On impose aux cultivateurs une taxe injuste et exorbitante qui va retarder l'électrification rurale.

Le bill est mauvais. En dépassant le niveau de 2 %, on diminue le revenu que le gouvernement espérait augmenter. On triple le montant de la taxe de vente. Avec pareille taxe, on va favoriser le commerce illégal de plusieurs produits, permettre au marché noir de devenir de plus en plus florissant; on va paralyser notre commerce local, encourager le commerce des autres provinces au détriment du nôtre, stimuler la vente sur catalogue et aggraver la situation des municipalités voisines de celles qui sont situées à proximité de la frontière.

Surtout, cette taxe se révélera discriminatoire à l'égard de la population de la province, à cause de la création de zones spéciales qui seront exemptées de la nouvelle taxe, au détriment d'autres parties de la province. Les villes-frontières seront affectées par la loi, même si le gouvernement proclame des exemptions. On va déplacer le nombre tout simplement. La loi va paralyser le commerce de notre province au bénéfice des autres provinces. Les taxes exagérées ont toujours un résultat opposé à celui qui est prévu. Pour ma part, je voterai contre la troisième lecture.

M. Lizotte (Kamouraska): J'ai reçu tellement de protestations de la part de mes électeurs que je crois devoir prendre la parole pour ajouter un mot au présent débat et exprimer leurs sentiments à la Chambre, même si le gouvernement ne veut pas entendre la clameur de protestations qui s'élève dans la province contre la loi. J'ai tellement reçu de

protestations contre la nouvelle taxe de la part de mes électeurs que je croirais manquer à son devoir et encourir des reproches de mon comté si je ne dénonçais pas cette taxe de vente de 6 % qui remplace celle de 2 %.

L'Union nationale avait promis d'abolir la taxe de vente de 2 %, mais elle n'avait pas dit qu'elle remplacerait cette taxe par une autre de 6 %. C'est le plus bel exemple de promesse violée. De ce côté-ci de la Chambre, nous n'en sommes pas surpris, car nous ne nous attendions pas à ce que le gouvernement remplisse sa promesse.

M. l'Orateur, j'ai rencontré ce matin un de mes jeunes électeurs qui avait fixé la date de son mariage pour le mois de juillet. Il m'a confié qu'il avait décidé de retarder son mariage: "Mais pourquoi?" lui ai-je demandé. "Parce que l'Union nationale vient de taxer le mariage", m'a-t-il vivement répondu. C'est un jeune ouvrier qui travaille pour une compagnie de camionnage. Il m'a dit:

"Je dois acheter une bague de fiançailles et un anneau d'alliance: les deux sont taxés par la grâce de M. Duplessis. Je voulais faire un voyage de noces et, pour cela, il fallait que je m'achète une malle: les malles sont taxées par M. Duplessis! Le jour des noces, j'aurais voulu faire une petite fête de famille, offrir un verre aux invités. Mes parents, mes beaux-parents, ma future et moi, nous aurions été obligés d'aller chercher nos carnets de rationnement à la Régie des liqueurs: les carnets taxés de \$1 par M. Duplessis et il aurait fallu ensuite payer la taxe de 6 % de M. Duplessis! Je pensais m'acheter un gramophone ou une radio pour ma maison: les deux sont taxés par M. Duplessis! Je voulais acheter pour ma future un fer électrique, une laveuse électrique: les deux sont taxés par M. Duplessis! Je suis devenu un homme riche d'après M. Duplessis et je dois être taxé sur tout ce que j'achète. Ma fiancée aurait voulu s'acheter un manteau garni de fourrure: cela aussi c'est taxé par M. Duplessis! Elle aurait bien aimé s'acheter deux renards argentés: cela aussi, c'est taxé par M. Duplessis! Ma belle-mère avait décidé de s'acheter une sacoche pour le jour des noces: toutes les saches sont taxées par M. Duplessis! Moi, j'aurais voulu acheter un collier de perles - de fausses perles, bien entendu pour ma future - tous les colliers sont taxés par M. Duplessis! Enfin, ma fiancée est allée hier s'acheter quelques articles de toilette (les femmes sont coquettes): elle a dû payer la taxe de M. Duplessis! Et mon jeune électeur, justement indigné de toutes ces taxes, m'a demandé: "Connaissez-vous quelque chose que M. Duplessis

n'a pas taxé?" Je lui ai répondu en souriant: "Il n'y a que l'amour que l'Union nationale n'a pas taxé: le premier ministre¹³ l'a oublié.

(Rires et applaudissements)

M. l'Orateur¹⁴: (Se mêlant aux rires et se levant) Il paiera la taxe d'amusements.

M. Lizotte (Kamouraska): M. l'Orateur, je m'oppose de toutes mes forces à cette loi qui taxe de 6 % presque tout ce qui se vend.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Les députés de l'Union nationale se sont amusés de l'histoire de l'honorable député de Kamouraska (M. Lizotte). Mais l'honorable député a dit la vérité. C'est le sort que la taxe réserve à tous les jeunes gens qui veulent se marier.

M. Lizotte (Kamouraska): D'ici le 1^{er} janvier prochain, le gouvernement va mettre les deux mains dans les poches des contribuables pour les vider. C'est un déni de promesses. C'est le plus grand exemple de promesses manquées que l'on ait vu dans l'histoire politique. Nous savions que l'Union nationale ne remplirait pas sa promesse ou la remplirait en la camouflant. Le gouvernement dit: "Nous avons aboli la taxe de vente pour libérer les pauvres et nous taxons les riches." S'il fallait en croire le gouvernement, la taxe aurait pour objet de faire payer les riches. Or, il y a eu un tel déluge de protestations dans toute la province qu'il y a du mystère là-dedans. Il y a, dans mon comté et ailleurs, un grand mouvement d'indignation.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je sympathise beaucoup avec le cas de ce jeune homme obligé de retarder son mariage, mais il restera tout de même une consolation pour lui: celle d'être encore libre et de ne pas faire partie des 100,000 conscrits.

Je veux résumer en deux mots notre attitude au sujet de ce bill. Nous étions favorables au principe d'une véritable taxe de luxe qui aurait porté essentiellement sur les objets de luxe, qui ne taxerait pas les objets de première nécessité et atteindrait véritablement ceux qui ont le moyen de payer. Malheureusement, je constate qu'à plusieurs points de vue, la taxe n'est pas une taxe de luxe. La taxe actuelle, qui est en réalité une taxe de vente, frappe une quantité d'objets absolument primordiaux, comme le gaz et l'électricité et des instruments qui sont nécessaires à un homme pour gagner sa vie, comme les autos à bon marché, les camions.

De plus, cette taxe est établie de telle façon qu'elle frappera durement certains commerces et causera, à cause de cela, une perturbation. Cette taxe est imposée de telle façon qu'elle frappe durement le commerce québécois et le place dans une situation désavantageuse et en état d'infériorité vis-à-vis celui des autres provinces. Le premier ministre a bien dit qu'il allait apporter des amendements à sa taxe pour couvrir le cas des villes-frontières, mais il oublie que le comptoir postal met toutes les villes et les villages dans la province dans la même classe que la ville de Hull. Il s'établira partout dans la province. Je ne peux approuver une telle loi, puisque certaines de ses dispositions vont à l'encontre de ce à quoi mon groupe s'attendait en ce qui concerne les politiques fiscales. Pour toutes ces raisons, nous serons obligés de voter contre le projet de loi en troisième lecture.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Je voterai contre le bill parce que la nouvelle taxe affecte tout spécialement les classes laborieuses. Je répète que le mouvement ouvrier proteste contre l'impôt.

Je dénonce la loi qui, comme l'ont souligné les unions ouvrières qui ont déjà protesté contre la taxe de 6 %, n'affectera pas spécialement les riches, mais affectera durement les classes laborieuses et plus particulièrement les cultivateurs. J'ai déjà lu un télégramme de protestations d'une union qui représente 35,000 ouvriers. J'en ai reçu un autre semblable de la Fraternité internationale des ouvriers-électriciens, local 1028B, membre de la Fédération américaine du travail qui proteste contre le projet et affirme que bon nombre d'articles taxables ne sont pas considérés comme des articles de luxe.

Je m'étonne qu'en dépit des protestations du peuple, qui est monté contre le présent bill, le gouvernement persiste à maintenir son bill et à faire passer la troisième lecture. Même si on fait quelques changements, le pauvre peuple de Québec est encore celui qui va payer. À la fin de la guerre, le gouvernement le fait exprès pour taxer l'ouvrier. C'est un bill tory et rétrograde. Le gouvernement aurait mieux fait de garder la taxe de vente et d'en affecter tous les revenus à l'éducation et à la santé publique.

M. Lawn (Pontiac) s'élève lui aussi contre l'imposition de la nouvelle taxe. La taxe va désorganiser le commerce des localités dans mon comté, sis sur la frontière Québec-Ontario. Il (M. Lawn) signale les inconvénients que comportera l'application de la taxe dite de luxe dans sa région. Il proteste énergiquement.

Nous n'avons qu'un espoir: les exemptions, mais le système sera-t-il applicable? Tout se fera par ordres en conseil. Je n'approuve pas que le cas des régions situées près de la frontière soit laissé au bon vouloir du lieutenant-gouverneur en conseil, privant ainsi la Chambre de son droit de contrôle.

M. Chaloult (Québec): Je trouve que le débat a été déjà trop long, et qu'il a été hors de toute proportion avec l'importance de ce projet de loi. Je suis en faveur de taxer les objets de luxe et la majorité des objets taxés sont véritablement de luxe. Il y en a d'autres, cependant, qui sont de nécessité primordiale, comme les appareils électriques, le gaz et l'électricité, les automobiles peu coûteuses. Comme je ne puis approuver un projet qui taxe ces objets, je serai forcé de voter contre le bill en troisième lecture, bien que je favorise le principe d'un projet de loi qui taxe les objets de luxe.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le débat n'a pas été trop long, car cette loi nécessitait de la part de l'opposition une étude minutieuse. Cette étude approfondie du bill a mis en lumière les effets désastreux que comporte la soi-disant taxe de luxe et a démontré qu'il s'agit d'un projet de loi que le peuple désapprouve. Le bill taxe des objets de première nécessité et c'est un devoir de le dénoncer, parce que la majorité du peuple de la province le dénonce.

Le premier ministre fait la sourde oreille aux protestations qui viennent de partout, mais il ouvre la porte au marché noir. Si tous les télégrammes de protestations qu'il a reçus étaient empilés sur son pupitre, on ne pourrait lui voir la figure. Le premier ministre a dit que c'était faire injure à la population de croire qu'elle ne paiera pas la taxe avec plaisir. Quelqu'un m'a dit que si l'on avait imposé la taxe sur tous ces télégrammes de protestation envoyés au premier ministre, depuis quelques jours, nous serions surpris: le montant serait imposant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis content d'avoir soulagé le peuple d'autant, car d'ailleurs, tous les télégrammes qui m'ont été envoyés sont venus de grosses compagnies et des trusts.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a aussi reçu des messages d'unions ouvrières, de M. Charpentier, président de la C.T.C.C., et des chambres de commerce qui ne sont pas des trusts. Il fait le sourd, mais il ouvre la porte au marché noir. Les unions ouvrières ne sont pas des trusts. L'Union nationale a la manie des records. Elle

en établit un à l'envers. Cette taxe est de 4 % plus élevée que la taxe qu'il dénonçait sur les hustings l'été dernier et qui a inspiré au premier ministre ses plus beaux discours. À cette époque, il avait promis d'abolir la taxe sur les comptes de gaz et d'électricité. Il n'y a pas un foyer à Québec où il n'y a pas de gaz ou d'électricité. La taxe que l'on impose est la plus lourde qui n'ait jamais été imposée par un gouvernement provincial. J'ai hâte d'entendre ce que le premier ministre fera aux prochaines élections. Le premier ministre a dit que la taxe du gaz et l'électricité n'affecterait pas les ouvriers parce que leurs comptes ne sont que de \$1. Un ouvrier m'a montré ses comptes, ils sont beaucoup plus élevés que cela.

M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): La taxe ne rapportera que \$10,000,000 au lieu de \$12,000,000. Nous faisons payer \$3,000,000 par les brasseries.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les autobus ne sont pas le véhicule des riches, les machines à coudre ne sont pas du luxe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, les machines électriques.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les machines à coudre comme les laveuses électriques ne sont pas des objets de luxe.

Cette taxe va surtout toucher les cultivateurs et les ouvriers. Il faut dire aussi que la taxe éloigne les touristes de nos maisons de commerce de la province. C'est une taxe qui frappe les objets de première nécessité. Nous avons réussi à faire exempter les instruments aratoires, mais les cultivateurs vont encore payer 6 % sur l'achat des autos, remorques et camions.

Quant aux zones frontalières, j'ai dit au Président, qui représente Hull, que j'étais content pour lui, mais est-ce juste pour les autres qui ne seront pas exemptées? C'est de la justice, genre l'Union nationale. Attendons les élections, le gouvernement connaîtra alors le sentiment du peuple sur sa taxe de vente.

(Applaudissements)

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): J'interviens au nom des cultivateurs du comté que je représente. Depuis quatre jours, l'opposition tente de faire croire que la présente taxe va frapper le cultivateur. En 1944, j'ai amélioré ma ferme. J'ai construit un poulailler, une porcherie; j'ai marié une de mes filles; toutes ces dépenses se sont élevées à \$5,000 et

j'ai payé \$100 de taxe de vente. Si je faisais les mêmes dépenses, aujourd'hui, je ne paierais la taxe de 6 % que sur un certain nombre d'objets et cette taxe ne portera que sur une somme de \$300¹⁵. Je ne débourserais alors que \$18. Je préfère \$18 à \$100.

M. Dumaine (Bagot): Le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) n'a certainement pas payé \$100 de taxes sur ses constructions, parce que les matériaux étaient exemptés par le gouvernement Godbout et parce que tout ce qu'achetait un cultivateur pour sa ferme était exempté de taxe l'an dernier.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Point d'ordre. Cinq mille dollars, ça comprenait toutes mes dépenses pour la vie de ma famille et le mariage de ma fille. La loi est donc excellente. Les cultivateurs seront bien satisfaits et fiers de payer cette taxe de 6 % quand ils vont savoir que ça va servir à l'éducation.

M. Dumaine (Bagot): S'il y a un cultivateur qui a payé \$100 de taxe de vente dans la province, il n'y a que mon honorable ami. Je maintiens qu'ils sont extrêmement rares les cultivateurs qui dépensent chaque année \$5,000 en réparations et qui ont dû payer \$100 en taxe de vente. Cela est si vrai que la moyenne de la taxe de vente par tête dans les régions rurales était de \$2.86.

Tout ce qui ressort de la loi, c'est que le chef de l'Union nationale remplace la taxe de vente de 2 % par une taxe de 6 %. La loi Gagnon est la plus néfaste, la plus rétrograde et la plus impopulaire qui ait été conçue par un gouvernement. La nouvelle taxe est injuste pour tout le monde. Le gouvernement va s'en apercevoir aux élections.

Nous arrivons à la période de l'après-guerre et l'Union nationale demande aux industries qui pourraient venir s'installer chez nous de payer 6 % de taxes. Le gouvernement nuit à la bonne et saine économie de la province. La taxe est tellement injuste que l'on parle de restriction et que le gouvernement se fait autoriser de l'appliquer par ordres en conseil. La loi est tellement injuste que le gouvernement ne pourra pas l'appliquer parce qu'il aura peur. Et il aura plus peur encore quand le peuple aura jugé pendant quelque temps cette loi néfaste.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 3 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Éducation et santé publique

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable M. Gagnon (Matane) proposant que le bill 44 pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique soit maintenant lu une troisième fois.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement Duplessis n'a pas encore réalisé l'effet que ce nouvel impôt aura sur la vie économique de la nation. À mon avis, ce bill est l'un des plus pernicieux jamais présentés à la Législature, à cause des méthodes de camouflage que le gouvernement emploie pour faire accepter à la population. Sous prétexte d'encourager l'éducation et la santé publique, le gouvernement multiplie par trois la taxe de vente.

Cette loi, qui va bouleverser la vie économique de notre province, aura les effets les plus pernicieux. Comprenant qu'il ne pouvait abolir le taxe de vente imposée par le gouvernement précédent sans mettre en péril la structure financière de la province, le trésorier provincial a eu l'idée de remplacer un impôt tout à fait acceptable par un autre, soi-disant pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique, par un simple processus de multiplication par trois. Voilà l'essentiel de la législation dont est saisie cette Chambre. Le premier ministre a remplacé la taxe de 2 % par une taxe

vexatoire qui frappe à la fois le commerce, l'industrie et le consommateur.

Le gouvernement ne s'est pas rendu compte qu'en imposant une taxe aux manufacturiers et aux compagnies, il atteint indirectement le commerce et frappe en définitive le consommateur qui finit toujours par être obligé de payer des taxes. Le consommateur devra payer cet excédent de dépenses. Le projet de loi signifie la destruction d'industries importantes, le renoncement d'autres compagnies à venir s'établir au Québec et, ce qu'il y a de pire, du chômage pour des milliers d'ouvriers à l'emploi de ces compagnies. Une pareille mesure frappe les classes laborieuses ainsi que le petit commerçant.

Si on surcharge tout ce monde-là de taxes, comme c'est le cas actuellement, le commerce en souffrira parce qu'il y aura moins d'acheteurs. Quand les gens sont taxés plus qu'il est de raison de le faire, c'est le commerce qui en souffre. On dit toujours qu'on veut voir s'implanter chez nous des industries nouvelles et on fait tout notre possible pour les éloigner avec des taxes et des surtaxes. La loi aura une très mauvaise influence sur la situation de notre province dans l'après-guerre. Les nouvelles industries hésiteront à venir chez nous, car la taxe menace l'initiative privée.

Si le projet de loi est adopté tel quel, cela entraînera à long terme la fin de l'initiative privée. Le devoir du gouvernement est de venir en aide à l'initiative privée et non de lui nuire. Ce type de loi signifie l'introduction du socialisme dans la province, comme celui dont essaient de se débarrasser les vieux pays. C'est ainsi que le projet de loi est illogique, injuste et pernicieux. Cette loi, une fois en vigueur, entraînera des perturbations et de la confusion dans le monde industriel et, donc, l'appauvrissement de la population en général.

M. Chaloult (Québec): Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) ne croit-il pas que les richesses devraient être mieux réparties?

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Tout le monde est pour cela.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi les gens d'Ottawa n'ont-ils pas pensé à cela?

M. Drouin (Abitibi-Est): Le député de Sainte-Marie veut-il parler de M. Bennett?

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Oh! Non. La taxe ne détruit rien.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La taxe est destructive et ne construira rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Riant) Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté) a voulu monter un bateau à l'ancien trésorier.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre rit. Néron riait lui aussi pendant que le peuple souffrait.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Parlez-vous pour les riches?

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je parle au nom du bon sens. Le bien-être économique est ainsi mis en péril, et le programme de reconstruction d'après-guerre est compromis. Parmi les industries qui souffriront le plus de la nouvelle taxe, il (M. Mathewson) mentionne en particulier les avionneries et les chantiers maritimes, deux industries qui ont été créées et développées en raison des nécessités de la guerre et qui auraient fourni du travail à des milliers d'ouvriers après la guerre, lorsqu'elles auraient été réorganisées pour rétablir la paix.

Il (M. Mathewson) mentionne quelques chiffres pour indiquer quel sera le prix d'un nouveau navire ou d'un nouvel avion après l'imposition de la taxe de 6 %. Le résultat sera que ces industries s'en iront dans des provinces ou des pays qui reconnaissent leur importance et qui comprennent mieux la situation que le gouvernement du Québec.

En ce qui concerne certains des articles visés par la loi, les consommateurs seront les plus touchés parce qu'ils auront à payer directement la taxe de 6 % sur des produits qui sont d'usage courant dans les foyers des ouvriers de nos jours. Le moment est mal choisi pour accroître le fardeau fiscal qui est actuellement imposé aux consommateurs québécois.

Cette mesure est mauvaise parce qu'elle dresse les classes sociales les unes contre les autres. On impose une taxe discriminatoire pour les différentes classes. On a tort de créer l'impression qu'on en veut aux riches et de s'attaquer à une classe en particulier. Ce n'est pas en abolissant la richesse, mais en abolissant la pauvreté qu'on améliorera le sort de la société. Il n'est pas bon que le pauvre ait toujours à l'esprit qu'il importe tout d'abord de démolir le riche. On laisse croire que cette taxe frappera surtout les riches alors qu'elle pèsera durement sur toutes les classes de la société. Si c'est vrai que le pauvre est exempté, le gouvernement

place tout le poids de la taxe sur les riches, qui sont des employeurs. Les promoteurs de ce projet de loi ont dit que ce sont surtout les riches qui porteront le fardeau de la taxe et que les pauvres seront exemptés. Si c'est vrai, cela signifie que le gouvernement du Québec imposera un fardeau à l'homme d'affaires ou à l'ouvrier qui veut créer pour lui et sa famille un capital honnêtement accumulé et accroître ce capital pour lui permettre d'offrir emploi et bien-être à des centaines de ses concitoyens. Est-ce un crime pour un homme que de chercher à s'enrichir dans cette province? Que penseront les hommes désirant s'élever dans l'échelle sociale de cette province d'une loi qui leur défend pratiquement d'amasser de l'argent, à moins de consentir à en payer le coût en taxes?

C'est tout à fait légitime que les hommes qui sont à la tête d'une industrie gagnent des salaires plus élevés et que les hommes qui travaillent pour eux gagnent des salaires décentes. C'est bien beau de dire que les grosses fortunes devraient être lourdement taxées, mais on ne doit pas oublier que certaines grosses fortunes ont graduellement diminué, au point que les membres de la troisième génération ont dû retourner travailler en manches de chemise pour gagner leur vie. La voie de la fortune est ouverte à tous les hommes dans un pays démocratique, et on ne peut et ne devrait qu'admirer ceux qui, grâce à leurs efforts et à leur intelligence, se sont élevés dans l'échelle sociale et se sont enrichis.

Si vous fermez les chantiers de Lauzon, est-ce le pauvre ou le riche qui va souffrir? Après tout, si nous détruisons une industrie, ce n'est pas le gérant qui en souffrira, mais l'ouvrier. C'est en détruisant l'industrie et le commerce qu'on préparera d'autre chômage et d'autre crise, et qu'on augmente le paupérisme. Je suis donc d'opinion que, si l'on voulait développer le socialisme dans la province, on ne prendrait pas d'autre moyen que de présenter ce bill. Quand l'industrie sera en ruines, l'État s'emparera de tout. C'est la ruine de l'entreprise privée et la nouvelle loi est un excellent moyen de nous acheminer vers le socialisme.

Le meilleur service que l'État peut rendre à l'industrie et au commerce, c'est de leurs créer des conditions avantageuses. Le premier ministre annonce que, par ordre en conseil, il va créer des zones. Mais c'est de l'injustice. Il est mauvais, en principe, de chanter sur tous les tons que la nouvelle taxe est une taxe contre les riches.

La loi actuelle me paraît donc mauvaise et antisociale dans son principe, sa rédaction, sa forme

et son application. Elle aura un effet pernicieux sur l'industrie et le commerce. Je crains que cette taxe trop lourde cause un grand tort à l'industrie et au commerce. On l'a modifiée. On nous a donné raison sur certains points, mais la loi demeure une législation de classe. On n'a pas pensé à l'après-guerre. La loi est mauvaise, mal conçue et injuste et elle devrait être retirée. Je demande au gouvernement non pas de la retirer mais de se retirer lui-même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je félicite le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) de son courage et de sa sincérité. Il a parlé pendant 45 minutes pour démontrer et détruire la fausseté de l'argumentation de ses collègues. Alors que ces derniers disent que le cultivateur et l'ouvrier sont lourdement taxés, lui, l'expert financier de l'opposition, il se lève pour protester parce que le riche est trop taxé. Dans un élan de sincérité, le député de Notre-Dame-de-Grâce s'est écrié: "Est-ce un crime de réussir?" Évidemment, non, mais ce qui est un crime, c'est de se laisser tirer l'oreille, quand on est riche pour contribuer au bien-être de la nation. Ce qu'il y a de pernicieux, c'est de demander aux riches de se soustraire à l'obligation d'aider leurs semblables moins fortunés.

Tout le discours de l'ancien trésorier provincial a tenté de prouver que le gouvernement de l'Union nationale vient de présenter à la Chambre une législation de classe. Tout son discours est à l'effet de protester au nom des gens à l'aise contre la taxe que le gouvernement leur a imposée avec sa législation actuelle. C'est une nouvelle preuve que le bill est excellent.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'ai jamais voulu laisser entendre une chose pareille. Mon honorable ami ne m'a pas compris.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce qui est arrivé, c'est que, durant la campagne électorale, le premier ministre a rencontré le peuple qui était fatigué de cette taxe de vente de 2 %. Il a promis de l'abolir, mais les esprits sérieux ne s'attendaient pas à ce que le gouvernement fasse disparaître un revenu de \$12,000,000, se prive du jour au lendemain de ce revenu sans chercher à le remplacer, étant donné les besoins nombreux et urgents qui confrontent le gouvernement. Aujourd'hui, le premier ministre tient parole.

On ne doit pas être surpris de la loi actuelle qui permettra au gouvernement de récupérer ces

montants en taxant, cette fois, ceux qui sont en mesure de payer et non pas les grosses familles et les classes sociales les moins fortunées. Le gouvernement change l'assiette de l'impôt, il prend l'argent où il se trouve, dégrève le petit peuple qui n'a pas les moyens de payer. On fait porter la taxe sur les objets de confort, mais qui ne sont pas de nécessité. La taxe de vente frappait le peuple; la nouvelle taxe frappera les riches.

Le député de Notre-Dame-de-Grâce a pris la défense de l'initiative privée. Il veut respecter la propriété. Mais c'est le même homme qui, l'an dernier, n'avait pas pris la précaution de savoir s'il aurait des revenus suffisants pour payer une compagnie privée que son gouvernement décidait d'acquérir. C'est lui qui a approuvé l'étatisation de la Montreal Light, Heat & Power.

Le public comprendra qu'aucun gouvernement ne peut administrer sans revenus. Quant aux manufacturiers, ils n'auront qu'à en profiter pour diminuer la taxe fédérale sur "l'excess profit". Les compagnies paieront, mais à même leur "excess profit".

L'effet de la nouvelle taxe sur les industries sera de les empêcher de verser autant qu'à l'heure actuelle en impôts à Ottawa sur leurs excédents de bénéfices.

Il (M. Sauvé) affirme aussi qu'après le souper, il a rencontré le futur marié dont avait parlé le député de Kamouraska (M. Lizotte) à la séance de l'après-midi. Il n'était plus dans les mêmes sentiments. Son beau-père lui avait fait comprendre qu'il paierait beaucoup moins cher de taxes pour construire sa maison, la meubler, habiller sa femme et payer la noce, maintenant qu'il n'y a plus de taxe de vente et qu'on l'a remplacée par une taxe de 6 % sur certains articles non indispensables. Si ça coûte trop cher pour la boisson, a-t-il dit, tu peux toujours te marier sans cela.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La nouvelle taxe causera une grande perturbation dans le commerce, dans l'industrie et au sein de la classe ouvrière. Je reproche au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) le ton déplacé de ses remarques et d'avoir tiré des conclusions fantaisistes de certaines déclarations qu'il a mises dans la bouche du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). L'ancien trésorier a dit avec raison que c'est le commerce et l'industrie qui créent les revenus et il a ajouté: "L'Union nationale veut les empêcher de concurrencer les autres provinces." L'ex-trésorier a eu raison d'affirmer qu'en nuisant à l'industrie et au

commerce avec une taxe, on nuit à l'ouvrier lui-même parce que ce sont l'industrie et le commerce qui le font vivre. Ce qu'a voulu dire le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), c'est que ce sont l'industrie et le commerce qui créent pour la population des sources de revenus, et qu'en taxant trop lourdement ces sources de revenus, on affecte le niveau de vie des classes laborieuses.

Le gouvernement prétend qu'il taxe ceux qui sont capables de payer: l'industrie et le commerce. Comme représentant d'un comté ouvrier, j'ai le devoir de m'élever contre une taxe imposée sur les machines à laver, entre autres articles, parce que ce n'est pas un objet de luxe.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Elles ne sont pas taxées.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Toutes les machines mues par un moteur électrique sont taxées.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quarante-dix-neuf pour cent des machines à laver ne sont pas mues à l'électricité.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le trésorier est bien mal renseigné. On admet maintenant que ce n'est pas une taxe de luxe. Mais on dit que la taxe porte sur des choses dont on peut se passer. Prenons le cas d'une famille nombreuse. La mère peut-elle se passer d'une machine à laver à l'électricité? Strictement parlant, peut-être; mais alors, elle aura dix fois plus de misère à faire son travail. Il en est de même d'une foule d'autres objets taxés à 6 %. C'est un impôt sur le travail, un impôt sur la misère. Les gens à revenus modestes vont payer sur une foule de choses dont ils ne peuvent pas se passer. On veut racheter une promesse électorale en chargeant 4 % de plus à la population.

C'est le consommateur qui paiera la taxe. Sur un revenu de \$1,200, il n'y avait que \$400 d'imposable à 2 %. La taxe de vente pouvait coûter \$8 par année par famille, tandis que l'on paiera maintenant \$8 à \$9 en taxe sur l'achat d'un manteau. C'est injuste. Pour racheter une promesse, le gouvernement n'a pas le droit d'écraser les travailleurs. Cette nouvelle taxe sera surtout nuisible à la classe ouvrière.

La taxe de 6 % est un impôt sur le travail. On essaie de faire croire que la nouvelle taxe n'est pas plus onéreuse que l'ancienne taxe de vente de 2 %: qu'on aille donc demander aux gens dans les tramways ce qu'ils en pensent. Eux trouvent que

payer 6 % ça coûte plus cher que l'ancien 2 %. On abolit, sous prétexte de racheter une promesse inconsidérée, la taxe de 2 % qui s'applique sur certains articles, puis on la remplace par une nouvelle taxe trois fois plus considérable, et on appelle ça une taxe de luxe, quand c'est surtout les familles à revenus modestes qui vont payer. On taxe à 2 % le commerce en plus de 6 %: qui pense-t-on va payer encore pour cette autre taxe? Le peuple tout simplement. La loi est injuste parce qu'elle va s'appesantir surtout sur les gens à revenus moindres qui ne croiront pas eux que 6 % est meilleur marché que 2 %.

On va exempter certaines villes. Mais, c'est l'anarchie. Comment les autres villes pourront-elles supporter la concurrence des villes-frontières? La classification des articles est mal faite. La nouvelle taxe constituera un lourd fardeau pour la classe ouvrière. Toutes les classes de la société devraient être appelées à assumer leur part des coûts imposés par le gouvernement, chacune selon ses moyens. Les revenus du gouvernement doivent être pris chez ceux qui peuvent payer, mais toutes les classes de la société doivent recevoir le même traitement. C'est le sentiment des libéraux.

La loi actuelle ne peut être acceptée: elle est antisociale, anti-Québec, antifamiliale. Ce qui lui paraît le plus dangereux, c'est que la nouvelle taxe va compromettre l'avenir de l'industrie et du commerce. Elle nuira à la province. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'on place notre industrie sur pied désavantageux vis-à-vis des industries des autres provinces. On se vante de faire porter la taxe principalement sur les compagnies: cependant, cette taxe va être calculée dans le coût de revient des marchandises, et c'est en définitive le consommateur qui va payer la taxe. Voilà ce qu'on appelle taxer les riches du côté du gouvernement. On prétend taxer les riches et on pressure le pauvre.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Si j'ai attendu à la fin du débat, avant de prendre la parole, c'est parce que je voulais savoir ce que les membres de l'opposition avaient à dire sur cette taxe. J'ai constaté, par mes voyages à l'étranger, que l'on a confiance dans l'administration provinciale. Personne ne peut logiquement soutenir que la taxe de 6 % est de nature à nuire à l'industrie. Les délégations d'industriels, d'hommes d'affaires et de représentants attirés d'organismes importants que le gouvernement a reçus depuis quelques jours sont venues nous voir pour se renseigner et sont reparties satisfaites des explications données. Ils sont prêts à coopérer.

Jamais du côté de l'opposition on a donné à une question de si peu d'importance autant de publicité. On a voulu faire croire que le gouvernement était assez stupide pour imposer une taxe qui serait préjudiciable à la population. À cause des critiques erronées de la gauche, on en était venu à se demander si la taxe ne s'appliquait pas aux éléments qui entrent dans la production. C'est totalement inexact. La taxe ne s'applique pas à ce qui entre dans le produit fini, de sorte qu'elle peut à peu près pas augmenter le coût de production.

Croit-on que le gouvernement serait assez stupide pour empêcher les produits de nos industries de franchir la frontière? C'est l'ancien gouvernement qui a effrayé le capital étranger en expropriant l'entreprise privée. La taxe de vente de 2 % disparaît sur au moins 25,000 articles et à peine 50 seront taxés à 6 %. Il s'agit dans la plupart des cas d'articles qui ne sont pas de première nécessité.

La taxe que nous imposons aujourd'hui ne rapportera à peu près rien à la province tant que les industries n'auront pas recommencé à fonctionner normalement. C'est une taxe pour préparer l'après-guerre. On critique une petite taxe de 6 % sur les fourrures, quand celle du fédéral est de 33 % et de 6 % sur les bijoux, quand celle du fédéral est de 25 %. On prétend que nous allons bouleverser le commerce de la bijouterie. Le fédéral devrait enlever sa taxe de 33 % sur les fourrures et sa taxe de 25 % sur les bijoux. C'est cette taxe qui paralyse le commerce de ces deux genres d'industries dans la province de Québec. Un manteau de fourrure dure plus qu'une année, une montre dure plus qu'une année et, par conséquent, la taxe imposée sur ces objets ne s'élève pas plus qu'à 1 %.

La taxe de vente de 2 % se répétait tous les jours, tandis que les articles taxés à 6 % sont des choses qui peuvent durer plusieurs années, qui ne sont pas de première nécessité, de sorte que, quand on l'aura payée une fois, on n'aura pas à y revenir avant longtemps. Certains articles, comme les montres, durent plusieurs années. On peut dire la même chose de bon nombre d'articles visés par cette taxe. Nous créons une taxe de vente de 6 % sur les autos et les machines; on la critique, mais il n'y a ni autos ni machines à vendre actuellement dans tout le Canada. Pourquoi s'effrayer?

Quant à l'opposition sur les compagnies, elle ne frappe que la machinerie nouvelle et on n'en trouve pas pour le moment. Ce raisonnement est puéril. Oui, il est vrai que les industries vont payer une taxe sur les machineries, mais le coût en sera calculé sur la dépréciation qui diminuera d'autant

l'impôt fédéral sur les excédents de profits. Il est enfantin de dire que cette taxe de 6 % portera préjudice à l'industrie, puisqu'elle ne touche aucunement ce qui fait partie de la production.

On a dit que la taxe nuira à l'industrie et empêchera les manufacturiers de venir au Québec. J'ai rencontré aujourd'hui même des manufacturiers qui sont venus rendre une visite très cordiale au premier ministre, et on a démontré que la taxe de 6 % sur la machinerie qu'ils achètent se fera à peine sentir. La machinerie qu'ils achètent dure au moins 10 ans, et étant donné qu'ils pourront tenir compte de la dépréciation dans le calcul de la taxe fédérale et que la taxe de 6 % sera étalée sur 10 ans, la nouvelle taxe passera pratiquement inaperçue auprès des manufacturiers. Si la taxe de 6 % doit nuire à l'industrie, pourquoi les amis de l'opposition à Ottawa ne retirent-ils pas les taxes de 25 % et de 32 % sur les articles en question?

Des industriels qui sont venus nous voir pour demander des détails sur la nouvelle loi, l'ont parfaitement compris et ils sont repartis satisfaits et enchantés. Je les ai même entendus féliciter le premier ministre de sa mesure. Les hommes d'affaires peuvent se fier à la parole du premier ministre actuel de la province de Québec.

On critique la taxe de 6 %; pourtant, elle sera répartie sur l'article acheté qui durera plusieurs années en général; cette taxe ne représente donc pas 1 % par année. On devrait plutôt s'élever contre la taxe fédérale de 25 % et de 32 % dans certains cas. C'est elle qu'on devrait abolir et non le 6 %. Quant aux compagnies, elles ne paieront pas en général un seul sou, mais la province encaissera des revenus intéressants. De plus, ce n'est pas une taxe sur la machinerie nouvelle qui empêchera le développement industriel et empêchera les nouvelles industries de s'installer dans la province de Québec.

Rien que les liqueurs vont donner \$7,000,000¹⁶ de revenus de plus d'une seule source. Deux millions de dollars supplémentaires proviendront d'une autre source, et il reste encore la taxe de vente de 2 % sur l'électricité et le gaz, ce taux étant demeuré le même depuis 1940. Avec la présente loi, on se trouve à dégrever les pauvres et les familles nombreuses de \$9,000,000 au moins sur \$12,000,000 prélevés, grâce à la taxe de vente de 2 % du gouvernement Godbout. Il ne restera que \$4,000,000 ou \$5,000,000 répartis sur les objets de luxe.

Les industriels qui ne veulent pas payer 6 %, nous n'en voulons pas dans la province. Le gouvernement Godbout a effrayé l'industrie avec sa loi de confiscation de la Montreal Power.

En ce qui concerne les articles achetés par les individus, une montre dure de nombreuses années et la taxe de 6 % n'est payée qu'une seule fois, et c'est la même chose pour les radios et les autres articles visés par la taxe, c'est-à-dire que la taxe de 6 % est étalée sur plusieurs années et revient certainement à moins cher que le 2 % de la taxe de vente. Un homme achète deux paires de chaussures par année, peut-être trois, il payait la taxe trois fois par année, et c'est la même chose pour des milliers d'autres articles.

Lorsque le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) a mentionné la nécessité pour les mères de familles nombreuses de posséder une machine à laver, le trésorier a dit que les machines à laver n'étaient pas taxables. Je reconnais que les moteurs montés sur ces machines sont taxables. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) déclare que cette taxe rendra la reprise d'après-guerre plus difficile et, de façon générale, rendra tout effort industriel plus ardu, et que le premier ministre a déjà failli ruiner la province une fois, et il est apparemment en voie de le faire encore une fois. S'écartant du sujet de la taxe, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) énonce le principe selon lequel un gouvernement ne devrait pas se mêler de commerce.

Un certain contrôle peut se révéler nécessaire à certains moments, mais le devoir d'un gouvernement est de ne pas s'ingérer dans le commerce et l'industrie, affirme l'ex-trésorier. Il poursuit en disant que c'est le devoir de tous les gouvernements de créer des conditions sociales et économiques qui facilitent le développement du commerce. Il s'est produit des abus à l'occasion qui doivent faire l'objet de contrôle et nous avons fait preuve de bonne foi dans ce domaine, dit le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). Un gouvernement qui se mêle de commerce, poursuit le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), crée des conditions qui peuvent entraver le progrès.

Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) n'aime pas non plus la division créée par le projet de loi, l'intention du gouvernement étant de créer des zones permettant aux habitants de Hull de ne pas payer ces taxes. La population d'un territoire pourra-t-elle être exemptée de taxes, tout en continuant à bénéficier de subventions du gouvernement? Si cette population reçoit des subventions, ce sera de la discrimination en sa faveur, si elle n'en reçoit pas, de telles zones seront négligées. Il (M. Mathewson) n'aime pas le fait que les compagnies doivent continuer à payer la

taxe de vente. Pourquoi faire de la discrimination parce que trois hommes se sont regroupés pour former une compagnie?

L'opposition a livré sa plus grosse lutte, non pas sur les articles concernant les particuliers, mais a fait porter ses doléances contre la taxe sur les compagnies et les manufacturiers, cela est symptomatique. Et ce sont les millionnaires qui ont protesté, tandis que le pauvre n'a fait entendre aucune protestation. Malgré cela, nous avons vu des millionnaires qui nous ont dit: "elle est déjà bien vue votre taxe, mais il faut l'expliquer."

Je regrette l'attitude du Parti libéral, car sa propagande répandue dans les journaux et à la radio, à sa solde, peut faire croire à l'étranger que la loi Gagnon est dangereuse pour le commerce au moment même où nous invitons les étrangers à commencer avec nous et à s'établir dans notre province. L'opposition a pris une telle attitude qu'elle pourra faire croire qu'il y a du risque à venir dans la province de Québec. La presse, contrôlée par le Parti libéral, a soulevé l'opinion contre la nouvelle taxe qui est plus juste que la taxe de vente et dégrève le peuple.

Le gouvernement a fait du mieux possible dans les circonstances. Nous n'avons pas les moyens de taxer les compagnies parce que le gouvernement précédent a cédé tous nos droits au fédéral. Cette taxe a été rendue nécessaire du fait que les revenus cédés à Ottawa par l'ancien gouvernement se trouvent gelés, tandis que les dépenses de l'administration augmentent constamment. Il ne faut pas oublier que, lorsque nous augmentons de 5 % le salaire des employés civils, cela coûte \$2,000,000 à la province. Le premier ministre actuel en a fait assez pour que le peuple puisse le juger. Je voterai pour cette loi, d'abord parce que la taxe de vente est abolie dans la province, et ensuite parce qu'elle assurera à la province un revenu qui lui permettra d'équilibrer son budget.

(Applaudissements à droite)

La loi Gagnon répartit mieux les impôts. Elle offre une garantie d'augmenter les revenus en attendant que la province puisse reconquérir ses droits de taxation remis à Ottawa.

Je défie un homme sérieux de soutenir que la présente loi aurait pour effet d'empêcher les industriels de venir dans la province de Québec. Nous voulons dans la province, des industriels qui paieront des salaires raisonnables. La présente loi est un exemple de prudence et de prévoyance, et le gouvernement devrait être félicité pour sa présentation, plutôt que d'avoir à subir les critiques des groupes de l'opposition.

M. Sylvestre (Berthier) se prononce contre la mesure du gouvernement qui va causer un grand tort à tout le monde, principalement aux ouvriers et aux petits commerçants. Le bill Gagnon est une loi de camouflage. Le vrai nom de cette nouvelle taxe, c'est taxe de vente à 6 %. On taxe le manufacturier et, en définitive, c'est le consommateur qui va payer, car le manufacturier trouvera bien un moyen de faire absorber sa taxe. La loi va créer un préjudice à l'industrie, à la province et au peuple. Les industries hésiteront désormais à venir s'établir dans la province à cause du peu de stabilité de notre politique fiscale, à mon avis, car elles ne savent pas si plus tard le gouvernement ne leur imposera pas une taxe de 25 %.

À Sorel, grande ville industrielle, la compagnie Sorel-Chrysler veut fabriquer des autos après la guerre. Le gouvernement ne l'encouragera certainement pas. Le ministre du Commerce nous dit qu'il n'y a pas d'autos à taxer. Alors, on veut imposer des taxes sur des choses qui n'existent pas, ou empêcher l'expansion de l'industrie. Les ministres ont des radios chez eux; ils ont des grille-pain, des laveuses électriques; ils appartiennent à la classe des riches. Après la guerre, le peuple voudra avoir ces objets nécessaires. Pourquoi les taxer?

On a dit que seuls les riches avaient protesté. Toutes les organisations ouvrières ont protesté contre la loi Gagnon, notamment le Congrès canadien du travail, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, la Fédération américaine du travail; les chambres de commerce protestent avec véhémence. Preuve que la législation à l'étude est loin de plaire aux ouvriers et aux organisations commerciales. Le peuple ne peut pas toujours avoir tort contre l'Union nationale.

Le ministre du Commerce (M. Beaulieu) a fait un pas de plus que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) en qualifiant de confiscation la nationalisation de l'électricité. Mais quel coup le gouvernement de l'Union nationale nous prépare-t-il? Je me demande si le gouvernement n'a pas l'intention de remettre la compagnie à ses anciens propriétaires. Je mets mes collègues en garde contre le danger que menace la province, celui de la destruction de l'œuvre libérale et du gouvernement Godbout.

Il (M. Sylvestre) apporte un nouvel argument pour montrer que la taxe est discriminatoire. Les camionneurs sont taxés, mais les compagnies des chemins de fer ne le sont pas. Il (M. Sylvestre) plaide en faveur des camionneurs qui font le service de camionnage entre les petits centres, qui rendent de

grands services, mais que la taxe frappera d'un impôt de \$300 pour un camion de \$5,000.

M. Drouin (Abitibi-Est), faisant allusion à une remarque de l'honorable député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu), déclare que les capitalistes étrangers ont compris que l'étatisation de la Montreal Power avait pour but de faire baisser les taux d'électricité et d'attirer les nouvelles industries. Je mets le gouvernement en garde contre la taxe imposée aux compagnies. La nouvelle taxe nous privera peut-être de nouvelles industries qui seraient tentées de venir s'établir dans la province à la faveur de la réduction des taux provoquée par l'étatisation de la Montréal Power et de la Beauharnois Power.

Les capitalistes vont avoir peur du nouveau gouvernement, et la stabilité de notre commerce et de notre industrie sera la première à en souffrir. Si on veut que le peuple travaille, il ne faut pas chasser le capital. Cette taxe, surtout avec l'après-guerre, va empêcher nombre d'industriels de venir s'établir chez nous, car on va se demander jusqu'à quelle hauteur le gouvernement Duplessis va porter les taxes sur le commerce. Les industriels sont fondés à craindre l'impôt de 6 %, car rien ne leur garantit qu'il ne sera pas porté à 25 %.

Autre méfait de la taxe: si les industriels des provinces voisines ne viennent pas s'installer ici, nos ouvriers auront moins d'opportunité de se trouver de l'emploi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 43.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hart, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, O'Connor, Plourde, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 36.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois¹⁷.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Abolition de la taxe de vente de 1940

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 abolissant la taxe de vente décrétée par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 14 soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a promis d'abolir la taxe de vente et l'opposition désire enfin voir le gouvernement de l'Union nationale remplir une des promesses électorales que son chef a faites par toute la province: l'abolition de la taxe de vente de 2 %. Or comme la loi abolissant cette taxe dit que cette dernière doit être abolie au plus tard le 31 décembre de cette année, l'opposition trouve cela trop tardif pour des gens qui ont promis partout de l'abolir dès leur arrivée au pouvoir. Vu, d'autre part, que le gouvernement vient de voter une loi établissant sa propre taxe de 6 %, il n'est que juste qu'il abolisse par contre la taxe de 2 % tout de suite, pour que le peuple ne soit pas appelé à payer sur certains articles, jusqu'au 31 décembre, la taxe de vente de 2 % et la nouvelle taxe de 6 %, soit 8 %. Je propose donc, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"le bill 35 abolissant la taxe de vente décrétée par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 14, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon que la taxe de vente de 2 % disparaisse à compter du jour où doit entrer en vigueur la taxe de vente de 6 % prévue par le bill no 44."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant, entre autres, qu'il est à l'encontre des dispositions de l'article 538¹⁸ du Règlement.

En vertu de notre loi, la taxe de vente de 2 % peut être abolie dès demain, soit en aucun temps avant le 31 décembre prochain.

Par l'amendement actuel, on ne veut pas qu'on l'abolisse demain la taxe de vente de 2 %, mais seulement lorsque viendra en force une autre loi.

L'amendement est irrégulier pour cinq ou six raisons. La principale, parce qu'un député n'a pas le droit d'amender un bill de finance, privilège réservé aux ministres de la couronne. Une décision dans ce sens a été rendue contre moi, à la session dernière, par le député de Bagot (M. Dumaine), ex-Orateur de la Chambre. Il s'agit ici d'un bill de finance. Et l'ancien Orateur, le député de Bagot (M. Dumaine), a déjà décidé qu'un député de l'opposition ne peut présenter un tel amendement.

Il (M. Duplessis) se réfère à une décision de l'honorable député de Bagot (M. Dumaine), rapportée aux pages 148 et suivantes des *Journaux de l'Assemblée législative*, pour l'année 1944.

M. Dumaine (Bagot): Le présent cas n'est pas analogue, puisque le député de Bellechasse (M. Bienvenue) ne propose pas l'adoption d'un bill, mais tout simplement un amendement au bill ministériel de la taxe de vente. Je soutiens que l'amendement actuel, que j'ai secondé, est parfaitement dans l'ordre. Un député ne peut présenter un bill de finance, mais peut proposer un amendement à un bill de finance.

Nous voulons renvoyer le bill Gagnon à un comité, lequel pourra l'amender ou non. Nous voulons donner à l'Union nationale l'occasion de remplir sa promesse d'abolir la taxe de vente immédiatement, sans attendre le 31 décembre.

M. l'Orateur: Je ne suis pas prêt à rendre ma décision ce soir. Je la rendrai demain.

Dépôt de documents:

Ministère de la Colonisation, rapport 1943-1944

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1944. (Document de la session no 28)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée après 11 heures¹⁹.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 3 mai 1945, à la page 9, c'est à midi que le chef de l'opposition propose son amendement.
2. *Le Devoir* du 4 mai 1945, à la page 6, précise que "les whips cherchent les absents dans les deux camps. On attend un bon quart d'heure."
3. *L'Action catholique* du 3 mai 1945, à la page 9, parle de 44 votes contre l'amendement Godbout.
4. Selon *L'Action catholique* du 3 mai 1945, à la page 9, M. Laurendeau présente son amendement immédiatement après le vote sur l'amendement Godbout.
5. L'article 174 se lit comme suit: "1. Tant que la Chambre ne s'est pas prononcée définitivement sur l'ensemble d'une proposition, le droit d'amender existe. 2. Toutefois, quand une proposition se compose de plusieurs articles ou paragraphes, un amendement ne peut porter sur un article ou un paragraphe dont la Chambre a déjà décidé."
6. L'article 176 se lit comme suit: "1. Un nouvel amendement ne doit pas remettre en question le principe sur lequel la Chambre s'est déjà prononcée à l'occasion d'un premier amendement."
7. *Le Soleil* du 4 mai 1945, à la page 3, précise que le débat reprend à 3 h 30.
8. Pour prendre connaissance du texte de l'article 1, on peut référer à la première séance de ce jour.
9. *L'Événement* du 4 mai 1945, à la page 3, précise que "le député de Mercier ne tarde pas à déclencher une volée de points d'ordre de la part du premier ministre", et *L'Action catholique* du 4 mai 1945, à la page 3, confirme en disant que: "les points d'ordre succèdent aux points d'ordre." *Le Devoir* du 4 mai 1945, à la page 6, confirme: "Le premier ministre a rappelé le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) plusieurs fois à l'ordre, de même que le président du comité plénier de la Chambre (M. Maurice Tellier)".
10. Avant de sortir, le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), selon *La Presse* du 4 mai 1945, à la page 9, est rappelé à l'ordre une dizaine de fois pendant son discours." Selon *L'Événement* du 4 mai 1945, à la page 3, "le député de Mercier va griller une cigarette derrière le trône de l'Orateur."
11. *Le Canada* du 4 mai 1945, à la page 5, ajoute que le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) "quitte la Chambre pour un quart d'heure." Et lorsqu'il revient en Chambre, *The Chronicle Telegraph* du 4 mai 1945, à la page 3, précise que M. Francoeur "est demeuré tranquille et silencieux le reste de la séance."
12. *L'Événement* du 4 mai 1945, à la page 3, attribue vaguement cet amendement à M. Gagnon, mais *L'Action catholique* est beaucoup plus précise; alors nous avons retenu la version de ce dernier journal.
13. *Le Canada* du 4 mai 1945, à la page 12, précise que "l'honorable M. Duplessis était absent de la Chambre quand M. Louis-Philippe Lizotte a peint ce petit tableau qui a obtenu un grand succès."
14. *Le Canada* du 4 mai 1945, à la page 12, fait remarquer que "perdant toute contenance, se mêlant aux rires et se lève."
15. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 4 mai 1945, à la page 11, alors que *Le Canada* du 4 mai 1945, à la page 5, parle de \$800.
16. Ce chiffre provient du journal *Le Canada* du 4 mai 1945, à la page 12, alors que *The Gazette* du 4 mai 1945, à la page 16, parle de \$2,000,000.
17. *Le Devoir* du 4 mai 1945, à la page 1, note que "nous sortons d'un débat record pour la durée: huit séances pleines, de 11 heures du matin à 11 heures trente du soir, et une fournée de discours." *La Patrie* du 4 mai 1945, à la page 6, précise que le vote sur la troisième lecture du bill 44 est pris à 11 heures le soir.
18. L'article 538 se lit comme suit: "Le droit d'initiative, en matière de législation générale, appartient aux simples députés comme aux ministres, sauf s'il s'agit d'une matière de finances faisant l'objet principal du bill, ou s'il s'agit d'une question de prérogative royale ou de biens de la couronne."
19. Voir note 16.

Première séance du vendredi 4 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décisions de l'Orateur:

Droit d'initiative
en matière de finances, bill 35

M. l'Orateur: En amendement à la troisième lecture du bill 35 abolissant la taxe de vente, le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), secondé par le député de Bagot (M. Dumaine), a proposé que "le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de l'amender de façon que la taxe de vente de 2 % disparaisse à compter du jour où doit entrer en vigueur la taxe de vente de 6 % prévue par le bill no 44".

En Angleterre, les auteurs de droit public reconnaissent en principe à un simple député le droit strict de présenter une mesure qui a pour effet d'augmenter, de réduire ou d'abolir un impôt. Ces auteurs, toutefois, déconseillent en même temps une telle pratique qu'ils semblent désirer voir disparaître, si elle devait se généraliser. (Voir les autorités citées dans une décision rendue par l'honorable Cyrille Dumaine, en date du 29 février 1944: *Journaux de l'Assemblée législative*, 1944, page 148 et suivantes)

Beauchesne refuserait à un député le droit d'initiative d'une mesure qui a pour objet d'augmenter ou de réduire ou d'abolir une taxe.

Ici, à Québec, sans doute pour faire disparaître toute ambiguïté sur une question aussi importante, en 1941, la règle 538 a été adoptée. L'honorable Cyrille Dumaine déclare que, puisque nous avons maintenant un texte formel de notre Règlement qui régit le droit d'initiative en matière de législation générale, il est d'opinion que c'est ce texte qui doit seul prévaloir, et que nous devons mettre de côté la doctrine des auteurs anglais qui se sont prononcés en l'absence d'une disposition semblable à notre article 538.

L'article 538 est bien clair. Le droit d'initiative, en matière de finance, appartient aux ministres de la Couronne seulement.

Par conséquent, me basant sur l'article 538, et prenant en considération la décision rendue par

l'honorable Cyrille Dumaine en 1944, je déclare l'amendement hors d'ordre.

M. Bienvenue (Bellechasse) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Talbot, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 40.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Plourde, Ross, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Projets de loi:

Abolition de la
taxe de vente de 1940

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 abolissant la taxe de vente décrétée par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 14, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sauvegarde des
revenus de la province

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 6 avril dernier,

sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que le bill 21 pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai expliqué ce bill, il y a quelques jours. Il a pour but d'autoriser le gouvernement à faire une nouvelle entente avec Ottawa et de reprendre nos droits de taxer les revenus et les corporations, droits qui ont été cédés au fédéral pour le temps de la guerre par une convention que j'ai déjà dénoncée.

Je ne nie pas que les pouvoirs que l'on demande pour le lieutenant-gouverneur en conseil sont extraordinaires, mais il n'y a pas d'autre solution, et nous ne demandons ces pouvoirs que pour un an. Le pouvoir de taxation directe est une prérogative exclusive des provinces, et il n'y a que la taxation indirecte qui soit une prérogative du gouvernement fédéral. Il fut convenu que les provinces auraient des droits exclusifs sur la taxe directe et que le fédéral se réservait le champ de la taxe indirecte, bien que certaines autorités, et même certains jugements, je le reconnais, aient prétendu autre chose. Il y a des centralisateurs qui soutiennent que le fédéral a des droits dans le domaine de la taxe directe et de la taxe indirecte, mais il (M. Duplessis) réfute cette prétention.

Faisant l'historique de notre système de taxation, il (M. Duplessis) rappelle que, durant la dernière guerre, un gouvernement de coalition formé de conservateurs et de libéraux avait décidé d'assurer le financement de la participation canadienne à la guerre en empiétant pour la première fois sur le domaine de la taxe directe, en taxant le revenu des particuliers et des compagnies. Il a imposé une taxe sur le revenu des corporations. Ce devrait être une mesure temporaire, mais on a fait en sorte qu'elle soit permanente. Un tel exemple aurait dû servir de leçon aux administrations provinciales, mais il n'en fut rien. Depuis, les empiètements sur les droits des provinces relatifs à la taxation se sont maintenus sous les différents gouvernements qui se sont succédé.

Saisissant le prétexte de la guerre et à l'instar de Hitler, cet ennemi des contrats d'honneur et des minorités et ce bandit international, certains groupes ont commencé à imiter Hitler, sans doute en toute bonne foi et inconsciemment, et alors la pénétration du fédéral dans le champ provincial de la taxation se fit plus évidente que jamais en 1940. Deux ans plus tard, en 1942, l'administration libérale de Québec, ayant omis de prévoir l'avenir comme il se doit, avait consenti à céder à Ottawa l'une de ses principales sources de revenus.

Cette entente fédérale-québécoise de 1942, par laquelle la province cédait le droit de taxer les riches et les corporations pour ne garder que celui de taxer les pauvres, n'est pas une mesure temporaire, comme le prétendent les libéraux, mais elle est conclue et faite, pour toute la durée de la guerre. Je ne suis pas d'accord lorsqu'on dit qu'un avis de 30 jours mettrait fin sans problème à cette entente, car cette clause doit être lue en tenant compte du préambule de la loi, étant donné que le préambule d'une loi indique comment interpréter la loi, et il était formellement indiqué dans le préambule qu'il n'était pas nécessaire de céder ces droits à Ottawa; mais bien que le Québec respecte les opinions des autres provinces et qu'il respectera toujours les opinions sensées provenant de toutes les parties de la Confédération, et qu'il respectera toujours également le pouvoir fédéral, la province de Québec ne croit pas qu'il faille suivre un mauvais exemple.

Et il (M. Duplessis) cite le préambule: "Attendu que la Confédération est le résultat d'un pacte entre les provinces canadiennes; Attendu qu'il est de l'essence même du pacte fédératif que les provinces, et en particulier celle de Québec, possèdent les pouvoirs de taxation nécessaires à l'exercice intégral de leurs droits; Attendu qu'en 1941, par la loi 4-5 George VI, chapitre 14, le parlement fédéral a pénétré dans un domaine de taxation jusque là réservé aux provinces, à savoir: l'impôt successoral; Attendu qu'en 1942, par la loi 6 George VI, chapitre 27, déclarant obligatoire une convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province, celui-ci a abandonné au dominion, de la manière décrétée par ladite loi, quelques-unes de ses plus importantes sources de revenu du Québec, notamment l'impôt sur les corporations et sur le revenu; Attendu que la province se trouve, par suite de l'application de ces mesures depuis quelques années, en présence d'une situation de fait établie et que, dans les circonstances actuelles, il est à propos de négocier d'abord avec le gouvernement fédéral, en vue d'un règlement à l'amiable qui respecte les droits et les intérêts de la province; A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit (...)."

Ce n'est pas parce que les autres provinces avaient abandonné ces droits que le Québec était obligé de faire de même. La clause de la convention qui donnait l'impression qu'il est possible de l'annuler tous les ans se trouve mise de côté par nos lois d'interprétation, selon lesquelles il faut toujours tenir compte du préambule pour interpréter une loi.

Ce que les autres ont fait n'est pas une excuse, et je crois qu'il aurait été possible de collaborer avec Ottawa, afin d'atteindre l'objectif visé sans avoir à céder des droits essentiels. Il est écrit dans la loi de la province de 1942, dans l'énoncé officiel, que les droits de la province ont dû être cédés, mais ce n'est pas vrai. Si ce n'avait été de l'encouragement du gouvernement provincial précédent, Ottawa n'aurait jamais osé envahir le domaine de la taxation sur les successions en 1941. Se sentant appuyé non par une Législature provinciale, car il y eut ici une minorité vaillante pour combattre ces abandons, mais par des partisans aveugles qui ont sacrifié les intérêts de la patrie sur l'autel du parti, le gouvernement fédéral a pénétré dans un autre domaine réservé jusqu'ici aux provinces, le droit de taxer les successions.

En conséquence, à une heure particulièrement tragique de son histoire et à l'aurore d'une période qui s'annonce encore plus difficile, la province de Québec se trouve privée de ses revenus principaux, de ses droits fondamentaux par une loi néfaste. Or, ce droit de taxation abandonné au pouvoir central par la province de Québec est essentiel pour assurer à notre province les revenus pour préparer l'après-guerre et pour orienter les politiques d'après-guerre. Notre province se trouve momentanément paralysée.

Hormis le fait que la province n'avait aucunement le droit de céder des droits sacrés pour adorer le veau d'or, il y a aussi le fait que, sur le plan matériel, la province n'a pas été avantagée par l'entente de 1942. La législation était un désastre, car elle conférerait à Ottawa les droits provinciaux relatifs à l'impôt sur le revenu et la taxe sur les corporations, non seulement tels qu'ils étaient à cette époque, mais tels qu'ils auraient pu être, car le pouvoir de la province en matière de taxation dans ces domaines était sans bornes; il était restreint seulement par les limites de la justice et la capacité de paiement. On a sacrifié non seulement ce qui existait, mais également ce qui aurait pu exister dans l'avenir.

La Constitution visait à donner aux provinces le revenu nécessaire à la poursuite de leur mission et la subvention fédérale était basée sur le fait que les provinces cédaient leurs droits de taxation dans le domaine de l'accise et des douanes. L'esprit de la loi n'a jamais été respecté. En fait et dans l'esprit de cette loi, les provinces devaient avoir l'exclusivité de la taxation indirecte. Certaines personnes ont prétendu qu'Ottawa détenait un droit de taxation dans les deux domaines, et je reconnais qu'il y a eu des jugements, mais en même temps, je connais les principes et les règles d'interprétation élémentaires

qui sont nécessaires à l'étude de l'interprétation que l'on devrait donner à l'entente de 1867. Lorsqu'un contrat est conclu entre deux parties et qu'il n'existe aucun doute quant à l'interprétation de ce contrat, il est élémentaire en jurisprudence que l'interprétation donnée au contrat par les parties elles-mêmes demeure le moyen d'interprétation privilégié. Il existe une autre règle d'interprétation qui dit que, lorsqu'un contrat comporte des obligations et qu'il existe un doute quant à la signification, le doute est toujours en faveur de la personne qui assume l'obligation. Tout porte à croire qu'Ottawa ne devrait jamais intervenir dans le domaine de la taxation directe.

Cette théorie est également alimentée par le fait que, de 1867 à 1917, Ottawa n'est jamais intervenu dans le domaine de la taxation indirecte. Ce n'est qu'en 1917 que Sir Thomas White, en réaction aux pressions imposées par les besoins de la guerre, a fait adopter un impôt sur le revenu et affirmé qu'il ne serait imposé que pour la durée de la période de la guerre. Et ainsi, durant toutes les années menant à l'année 1917, l'interprétation de l'entente fédérale conférerait une valeur indéniable à la théorie selon laquelle le droit exclusif à la taxation directe revient aux provinces.

L'expérience a montré qu'en matière d'empiètement fédéral dans les affaires provinciales, le mal perdure et que chaque cas est toujours suivi d'effets désastreux pour l'unité nationale. Il est incontestable que lorsqu'on a des obligations, il est nécessaire d'avoir un traitement, un salaire ou un revenu décent, afin de pouvoir faire honneur à ces obligations et il en est de même pour les provinces. Ainsi, il est nécessaire pour les provinces d'avoir un revenu suffisant pour s'acquitter convenablement de leurs fonctions.

Nous vivons dans une confédération au lieu d'une union fédérative, ce qui nous assure la liberté absolue, la conservation de nos caractéristiques particulières et la préservation de nos caractéristiques particulières. Lorsqu'elles se sont formées en confédération, les provinces avaient le droit d'imposer toutes les taxes qu'il leur plairait, y compris les douanes et l'accise. Nous devons remercier ceux qui ont décidé de maintenir le système de la Confédération, gardant ainsi aux provinces leur droit aux taxes directes. Par la suite, en 1867, quand elles ont cédé leurs droits de taxation dans le domaine des douanes et de l'accise, il a été entendu qu'elles auraient une compensation adéquate pour leur permettre d'atteindre leur destinée. Malheureusement cette compensation n'a jamais été observée.

Les libéraux répondent que nous recevons beaucoup d'argent en compensation. On dira que la province a reçu \$20,000,000 par année en compensation. Comme s'il était permis à un peuple de vendre ses droits les plus sacrés. L'argent ne saurait remplacer nos traditions et nos droits sacrés et supérieurs. Mais le gouvernement Godbout a cédé la totalité de nos droits de taxation pour ne recevoir, en retour, qu'une compensation partielle. Ainsi, en vertu de l'entente fédérale-provinciale, nous étions engagés à remettre à Ottawa tous les arrérages de taxes. De ce fait, la province a perçu \$20,000,000 de taxes arriérées, depuis 1942, et ces taxes lui ont été déduites du montant que le Trésor fédéral nous verse. On a fait preuve de lâcheté en cédant ces droits. On dira qu'en fin de compte l'argent est retourné à la province, mais il reste qu'en des temps très difficiles, l'argent n'était pas disponible.

Pourquoi mon gouvernement n'a-t-il pas abrogé la loi en vertu de la clause sur l'avis de 30 jours? Parce qu'il n'aurait pas été décent de le faire. On ne peut bouleverser du jour au lendemain un tel système établi, sans risquer de nous faire accuser de sabotage de l'effort de guerre et de déloyauté, ce qui n'est pas le cas. C'est pourquoi le gouvernement n'a qu'un seul moyen à sa disposition: demander à la Législature par une loi l'autorisation de conclure des ententes avec Ottawa, dans l'ordre et suivant la Constitution, mais sans exclure la fermeté. Il est certainement plus décent de négocier une entente à l'amiable avec Ottawa, dans le cadre de la Constitution, et c'est ce qu'a choisi de faire le prévoyant et patriotique trésorier provincial.

En agissant de cette façon, la province prouve qu'elle ne fait pas confiance au séparatisme, à une politique caractérisée par son étroitesse d'esprit ou à tendance extrémiste. Demander des droits ne signifie d'aucune façon faire preuve d'étroitesse d'esprit ou afficher une mentalité séparatiste, mais lorsque la question est comprise comme il se doit, cela signifie conclure une entente cordiale avec Ottawa concernant la question des taxes, dans le cadre de la Constitution, qui mènera à une véritable unité nationale.

Je ne veux pas que ces revendications soient considérées comme un écho de la mentalité séparatiste. Les droits provinciaux que nous réclamons, nous les réclamons aussi bien pour toutes les provinces que pour le Québec, bien que chaque province doive bien sûr faire son propre travail, ses propres demandes, mais dans la revendication de nos droits, nous nous trouvons à aider toutes les autres provinces. La lutte que nous faisons, nous la faisons

également au bénéfice de toutes les provinces. Ce sont des droits essentiels que nous voulons réclamer.

Si les hommes publics canadiens ne se rendent pas compte de l'importance et de la nécessité des Législatures provinciales, ils se rendent responsables, de manière délibérée ou non, de dangers plus ou moins imminents? Les Législatures sont essentielles dans la vie nationale pour la bonne marche du pays. Elles sont essentielles au bien-être du pays, à la bonne renommée du pays. Les Législatures sont essentielles et indispensables comme remparts d'une unité nationale fondée sur le respect des deux grandes races.

Les Législatures sont essentielles parce que si jamais, et j'espère que ça ne se produira jamais, et je ne crois pas que ça se produise un jour, s'il y avait un gouvernement socialiste ou communiste à Ottawa, les Législatures constitueraient une protection, une forteresse dressée en faveur d'une partie importante du pays et permettraient à la population d'échapper dans une large mesure aux maux et aux erreurs dont un tel gouvernement socialiste se rendrait responsable.

Les gens qui déclarent faire peu de cas de l'importance des Législatures provinciales du Canada devraient peut-être réfléchir à l'éventualité d'un événement funeste, comme l'élection d'un gouvernement socialiste ou communiste. Nous ne réclamons pas par fanatisme, mais par patriotisme. Les Législatures sont aussi un rempart à un autre point de vue, car tous les partis fédéraux ont tendance à favoriser certaines provinces aux dépens d'autres provinces.

Le fédéral, dans le domaine de la taxation, détient \$600,000,000 de dépôts des compagnies d'assurance qui devrait aller dans les coffres des provinces. Pour sa part, la province de Québec est privée, de ce fait, d'une somme de \$75,000,000. La lutte que Québec entreprend, elle le fait également pour toutes les provinces.

Le gouvernement Duplessis demande donc l'autorisation de se rendre à Ottawa, afin de négocier une fois pour toutes, la reprise de nos droits cédés ou abandonnés depuis des années. Les pouvoirs que le gouvernement demande sont limités à un an. Dans un sens, le gouvernement réclame des droits d'ambassadeur. D'autres lois ont permis l'octroi à l'Exécutif de pouvoirs plus importants que ceux prévus dans ce projet-ci. Le gouvernement désire reprendre les pouvoirs cédés à Ottawa, obtenir les droits en matière d'assurances que le Conseil privé a déclarés dans trois jugements être la prérogative des provinces.

Je demande à la Législature de permettre au gouvernement de conclure une entente constitutionnelle avec Ottawa en matière de taxation, même si les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil peuvent sembler extraordinaires. Ces pouvoirs ne sont accordés que pour un an. Le gouvernement s'engage à rendre compte et faire rapport au Parlement de ses négociations à la prochaine session et à déposer tous les arrêtés ministériels passés à ce sujet, dès les quinze premiers jours de la session.

Si les provinces veulent conserver leur indépendance dans le domaine fiscal et résister aux attaques des centralisateurs, il est temps de trouver une solution définitive au problème. Voilà pourquoi ce projet est présenté à la Chambre. Je compte que la Chambre donnera à l'unanimité des pouvoirs au cabinet provincial, qui se constituera l'ambassadeur de la Législature auprès du gouvernement fédéral.

M. Choquette (Montmagny): Il m'est impossible d'accepter le bill dans sa forme et sa teneur actuelle pour les trois raisons suivantes: cette mesure me paraît une nouvelle et flagrante violation des promesses de l'Union nationale au peuple, elle met en péril les droits de la province et constitue un nouvel attentat aux droits et privilèges de la Législature provinciale.

La convention faite en 1942 par la province, avec le fédéral, comprenait trois dispositions principales: 1. Abstention pour la province de taxer le revenu et les corporations; 2. Versement annuel du fédéral à la province d'une somme de \$20,000,000; 3. Annulation de la convention 30 jours avant le 31 mars. Cette convention fut soumise au Parlement provincial avec toutes ses clauses et toutes ses conditions. La Législature décida ensuite de la ratifier dans son entier.

Mais quelle différence entre la façon de procéder des libéraux et de l'Union nationale, quelle différence dans le respect des droits constitutionnels de cette Législature! Les premiers, les libéraux, ont demandé à la Législature d'approuver une convention dont on connaissait tous les termes, y compris la clause permettant d'y mettre fin avec un avis de 30 jours, tandis que l'Union nationale exige un blanc-seing.

En 1942, le député de L'Islet (M. Godbout) est venu devant la Chambre pour lui demander d'approuver les termes d'une convention avec Ottawa; dans le bill, il y avait un préambule qui consacrait les droits de la province. L'opposition du temps, qui est le gouvernement d'aujourd'hui, a

prétendu que nous abandonnions les droits, la souveraineté et l'autonomie de la province au pouvoir central. On a été jusqu'à dire que la province était vendue à Ottawa. Le chef du Parti libéral a donné un démenti formel à une assertion aussi ridicule. Le chef de l'Union nationale a persisté quand même dans son assertion.

L'Union nationale a fait la campagne, en accusant les libéraux d'avoir cédé tous les droits de la province à Ottawa, et en promettant et en jurant sur tous nos clochers de les reprendre un à un. On disait même que, si nous avons des restrictions, le rationnement du beurre, du sucre, la gazoline, les pneus, le transport, le matériel de ferme, sur la main-d'œuvre, c'était parce que le gouvernement Godbout avait abandonné tous nos droits à Ottawa. Et la faute retombait sur le Parti libéral.

La vérité, c'est que la province n'a rien abdiqué de ses droits et de sa souveraineté. La vérité, c'est qu'Ottawa, en raison de l'état de guerre, est intervenu dans le contrôle de la vie économique de la nation, d'une façon bien détestable, je le concède, pour empêcher l'exploitation du peuple, prévenir l'inflation, mater les profiteurs de guerre, rendre impossibles les abus scandaleux de la guerre 1914-1918, dont le gouvernement tory, père de l'Union nationale, nous avait donné le tragique spectacle. La vérité c'est que le fédéral agissait en vertu de la loi des mesures de guerre. Cette loi, soumise aux tribunaux, a été jugée constitutionnelle. En conséquence, Ottawa avait le pouvoir en temps de guerre, sous la Constitution qui nous régit, d'exercer ces pouvoirs dans Québec, comme dans toutes les autres provinces.

Ni Québec, ni les autres provinces n'avaient le droit ni le pouvoir de l'en empêcher. Dans tous les pays, même ceux qui n'étaient pas en guerre, le peuple a subi cette économie dirigée. Avant le 28 février, les accusations de l'Union nationale et du premier ministre d'aujourd'hui étaient donc mal fondées et mensongères.

La meilleure preuve de l'inanité des accusations de l'Union nationale, c'est que rien n'est changé depuis qu'elle est au pouvoir. Elle n'a rien fait pour reprendre les prétendus droits qui avaient été cédés et qu'elle devait reprendre un à un. Les restrictions existent encore. Il faut des coupons pour le beurre, le sucre et la gazoline.

Nous en verrons la fin, non par un geste de l'Union nationale, parce qu'elle est au pouvoir, mais par la victoire du Canada et des nations alliées, victoire que nous aurons bientôt l'occasion de célébrer comme il convient.

Mais ce n'est pas tout. La seule chose qui pourrait être reprise, non parce qu'elle avait été cédée, mais parce qu'elle avait été suspendue, c'est l'exercice du droit de taxer le revenu et les compagnies. Et elle pouvait être reprise d'autant plus facilement que le gouvernement libéral, présidé par mon honorable ami le chef de l'opposition, avait exigé dans la convention l'insertion d'une clause comportant la reconnaissance des droits de la province, permettant de mettre fin à la convention par un avis de 30 jours avant le 31 mars, soit le 28 février.

Si l'Union nationale était sincère, elle pouvait mettre fin à la convention de 1942 sur simple avis, avant le 28 février. On était alors en session et dès le mois de février, l'honorable chef de l'opposition, dans le débat sur l'adresse, a prévenu l'honorable premier ministre que c'était le temps et qu'il devait donner un avis de 30 jours, s'il voulait que la province reprenne les droits de taxer le revenu et les corporations.

Eh, bien, M. l'Orateur, le peuple n'en croira pas ses oreilles, mais l'Union nationale a laissé s'écouler un délai de six mois, après son arrivée au pouvoir, sans avoir le courage de donner l'avis prévu dans la convention pour l'annulation. Que dis-je, le gouvernement qui est devant nous et fait parade d'un attachement illusoire aux droits de la province, qu'il dit fausement avoir été abandonnés, a laissé passer la date ultime du 28 février sans rien changer de ce que le gouvernement libéral avait fait dans ce qu'il croyait être l'accomplissement de son devoir. Ce qui rend la chose plus grave encore, c'est que, cette omission a forcé le gouvernement qui est à votre droite, M. l'Orateur, à imposer l'infâme taxe de luxe qu'il a fait voter hier.

Le ministre du Commerce (M. Beaulieu) a déclaré hier soir que, si le gouvernement est obligé d'imposer taxe de luxe, c'est parce que le gouvernement libéral a cédé les droits de taxation de la province à Ottawa. Si c'est vrai, comment se fait-il que l'Union nationale n'a pas mis fin à cette convention comme elle en avait le pouvoir? Pourquoi imposer cette taxe infâme, alors qu'il suffisait d'un simple avis pour reprendre les prétendus droits qui ont été cédés.

Non seulement le gouvernement n'a rien changé, mais il nous supplie aujourd'hui de l'autoriser à conclure une nouvelle entente avec le fédéral pour "mettre fin", dit sa loi, "à la convention de 1942 et pour assurer une répartition juste et équitable du revenu national." Je me demande pourquoi cette nouvelle loi? Pourquoi une loi

nouvelle pour abolir la convention, alors qu'un simple avis de 30 jours aurait suffi pour reprendre les deux droits de taxer le revenu et les corporations? Pourquoi? N'est-ce pas parce que le gouvernement actuel de l'Union nationale a induit le peuple en erreur et sent le besoin de collaborer avec le fédéral, et ce, malgré les folles déclarations qu'elle a faites?

Pour cela, le gouvernement nous demande encore un blanc-seing, comme il s'en est fait donner un par sa petite majorité pour dépenser des millions, sans le contrôle des représentants du peuple. Les libéraux se conformaient à la doctrine constitutionnelle. Le gouvernement libéral, avant de conclure une entente, la soumet dans tous les détails à la Législature et lui demande de l'approuver. Tandis qu'aujourd'hui, l'Union nationale demande que l'on approuve d'avance l'entente qu'elle veut conclure, quelle qu'elle soit sans la soumettre au Parlement. C'est de la dictature, du despotisme. Hitler et Mussolini avaient un simulacre de Parlement devant lequel ils faisaient semblant de soumettre leurs simulacres de lois.

Si nos honorables amis, les députés de l'Union nationale, ne sont pas capables de se tenir debout et de refuser d'approuver un pareil régime de dictature et de despotisme, nous, qui représentons la majorité de l'électorat, nous ne permettrons jamais au cabinet de l'Union nationale de trafiquer à sa guise les droits de la province. Jamais nous ne consentirons à une pareille abdication aussi humiliante de nos droits et prérogatives que nous confère notre mandat comme représentants du peuple dans cette Chambre. La loi que l'on nous propose met en péril les droits de la province. Ces droits sont quelque chose de trop grand, de trop sacré pour que l'on permette à un gouvernement minoritaire d'y porter une main sacrilège.

Le devoir impérieux du gouvernement, s'il lui reste encore quelque vestige de décence, c'est d'agir comme les libéraux l'ont fait: préparer une entente avec Ottawa d'abord, et la soumettre, ensuite à ce Parlement qui, sous l'égide de la Providence, est le seul maître de nos destinées. Aussi longtemps qu'on n'aura pas procédé ainsi, je protesterai avec toute l'énergie dont je suis capable contre cette nouvelle atteinte au droit sacré que nous avons d'édicter nous-mêmes la législation qui doit prévaloir, dans le Québec, contre cette atteinte au droit que nous possédons de contrôler nous-mêmes les revenus, la dépense et l'emploi des deniers publics.

M. l'Orateur, la semaine dernière, je reprochais au gouvernement de vouloir se substituer au peuple pour élire des députés. Cette fois, je lui reproche de vouloir se substituer au Parlement pour

faire des lois, pour contrôler l'emploi du revenu national. À quoi auront servi les luttes et les sacrifices de nos pères pour obtenir le régime parlementaire et représentatif, si l'exécutif se substitue au Parlement pour édicter les lois? À quoi auront servi les sacrifices des patriotes de 1837 pour nous libérer du despotisme et de l'autocratie qui régnait alors, si en 1945, au moment où les démocraties triomphent dans le monde, un gouvernement nous ramène aux jours de Craig¹ et Haldimand² et Colborne³ et vient arracher au peuple de cette province, lambeau par lambeau, des libertés forgées dans le sang et l'héroïsme.

Nous allons combattre et nous lutterons jusqu'au bout pour le maintien et le respect de ces libertés et le peuple nous soutiendra. Ces libertés, nous voulons les transmettre intactes à nos enfants. Nous voulons que nos descendants puissent jouir des bienfaits de cette liberté, de cette justice, de cette sécurité que, seul, un sain libéralisme, s'inspirant des principes chrétiens, est capable de procurer à l'humanité; que, seul, il est en mesure d'offrir aux générations qui viendront après nous.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 32 rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié:

a. en remplaçant les mots "les suivants", à la troisième ligne, par les mots "le suivant";

b. en remplaçant les paragraphes "14a." et "14b." par le paragraphe suivant:

"14a. La Régie est également substituée à la Régie des services publics dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués par les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 68 de la loi des véhicules automobiles (chapitre 142) et par les articles 125 à 129 de la loi des chemins de fer de Québec (chapitre 291)."

Projets de loi:

Régie des transports et communications et de l'électricité

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 32 rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 4 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La célébration de la Victoire

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁴:

Au cours des derniers jours, la radio et les journaux ont laissé entendre que la fin des hostilités en Europe était proche. Les dépêches nous apprennent que la fin des hostilités est proche. Personne ne sera plus heureux que moi et que la population de la province de Québec de la victoire des Alliés, et personne ne désire plus que moi l'établissement d'une paix durable et équitable.

Le gouvernement a d'abord demandé à Son Éminence le cardinal Villeneuve de célébrer une messe d'Action de grâce à la basilique de Québec, le lendemain ou le surlendemain de la conclusion de la paix, mais non pas un dimanche. Son Éminence a accepté avec empressement et a félicité le gouvernement pour sa louable initiative à cet égard. Les membres du gouvernement et, sans doute, les

députés de l'Assemblée législative y assisteront. J'invite tous les membres de la Chambre à assister aussi nombreux que possible à cette messe.

Selon les journaux d'aujourd'hui, on devrait faire l'annonce de l'armistice officielle aujourd'hui ou demain; souhaitons que ce soit vrai. Cette bonne nouvelle ne doit pas constituer un motif de désordre et d'abus.

Comme j'en ai fait l'annonce à Montréal dernièrement, la politique du gouvernement, en ce jour heureux, sera de fermer tous les établissements détenant un permis de la Commission des liqueurs du Québec, comme les magasins, les hôtels, les restaurants, les clubs, les auberges, les grills, les bars, les tavernes, les épiceries, et tous les détaillants de la Commission des liqueurs, pendant 24 heures. Des abus ont été commis samedi dernier à Montréal, lors de l'annonce erronée d'un armistice et il s'ensuivit un certain désordre. Je ne veux pas que cet incident se répète.

Je veux que mes paroles soient bien comprises et qu'il n'y ait pas de malentendu. Je répète donc ce que j'ai dit. Afin de prévenir les abus qui pourraient entraîner les réjouissances à l'occasion de la fin des hostilités, le gouvernement donne ordre à tous les établissements qui détiennent un permis de la Commission des liqueurs pour la vente des liqueurs alcooliques de vin ou de bière de fermer leurs établissements à la minute où la nouvelle officielle de la paix sera annoncée, et cela, durant vingt-quatre heures consécutives suivant la fin de cette journée mémorable.

Toutes les mesures nécessaires seront prises pour que ce décret spécial du gouvernement soit rigoureusement observé et j'avise toutes les parties intéressées qu'il sera même interdit de faire suite aux commandes déjà placées ou données qui n'ont pas encore été traitées ou livrées, dès le moment où la nouvelle de la paix sera annoncée. Même les personnes qui ont commandé un verre dans un bar ou qui veulent acheter de la bière dans une épicerie ne pourront être servies. L'objectif principal de cette mesure est d'aider les gens à célébrer la nouvelle de l'armistice de façon convenable et appropriée, et de prévenir toute possibilité d'abus, de troubles ou de désordre.

Ainsi, si l'annonce de la paix se produisait cet après-midi, à trois heures⁵, tous les établissements licenciés devront immédiatement fermer leurs portes pour le reste de la journée aujourd'hui et toute la journée demain. Comme le lendemain est un dimanche, et si la nouvelle nous parvenait à 4 heures, aucune boisson alcoolisée ne pourrait être servie

avant lundi à l'heure légale et régulière. De plus, si on apprenait la nouvelle lundi à midi ou à n'importe quelle autre heure, tous les établissements devraient immédiatement cesser leurs activités pour toute la journée lundi et ne rouvrir qu'à l'heure normale d'ouverture mercredi.

Je tiens à être très clair, car des poursuites seront intentées en cas de violation de cet ordre. Il ne doit y avoir aucun désordre. Le gouvernement punira sévèrement ceux qui violeront cet ordre donné dans l'intérêt général. Le procureur général exprime sa ferme volonté de prendre les mesures pour prévenir les abus. En prenant cette mesure, le gouvernement répond à la demande des autorités de même qu'il répond à l'appel de l'heure du devoir et de la patrie.

Les journaux aujourd'hui prédisent l'annonce de la paix d'un moment à l'autre. J'espère que c'est vrai, mais cette bonne nouvelle ne doit entraîner ni désordre ni abus.

M. Godbout (L'Islet): J'appuie l'opinion du premier ministre sans aucune réserve. Je suis convaincu que toute la Chambre est du même avis que le premier ministre. Je suis heureux de féliciter le gouvernement de ces deux décisions. Il est tout à fait légitime que la population du Québec, dont la loyauté à la cause des Alliés n'est aucunement mise en doute, célèbre de façon convenable. Il est également approprié que des mesures soient prises pour prévenir tout désordre ou abus lors des célébrations. Je félicite également le premier ministre pour avoir demandé la tenue d'une célébration religieuse. Il convenait de remercier Dieu d'avoir donné la victoire à nos armes. J'assure le gouvernement que les membres de l'opposition se feront un devoir d'assister à la messe d'Action de grâce.

Les gens doivent se rendre compte qu'après avoir gagné la guerre, il leur reste une tâche peut-être plus difficile à accomplir, c'est-à-dire celle de gagner la paix, et je propose que l'on adopte une attitude convenable en ce qui concerne le huitième emprunt de la Victoire en s'engageant à y souscrire encore plus que prévu. Le succès de cette entreprise est plus nécessaire que jamais. Je profite de l'occasion pour demander à la population de faire son devoir davantage et de continuer et, si possible, d'augmenter généreusement ses souscriptions à l'emprunt de la Victoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même si la paix se conclut d'une façon définitive en Europe, ce sera encore un devoir de souscrire

généreusement à l'emprunt de la Victoire⁶. Cet événement tant attendu ne fera aucune différence en ce qui concerne la souscription au huitième emprunt de la Victoire. Je suis fier d'annoncer que la fonction publique provinciale a obtenu le rendement le plus élevé parmi toutes les organisations au Québec, soit 66.8 % de son objectif de \$750,000. Je n'en suis aucunement surpris car, peu importe l'opinion politique des Québécois, tous ont compris que de souscrire à l'emprunt constitue non seulement un bon investissement, mais c'est également l'accomplissement d'un devoir envers le Canada. Les employés civils ont donné un bel exemple au Canada, à toutes les provinces et à la ville de Québec. Cinq ou six départements ont largement dépassé leur objectif. Il (M. Duplessis) félicite chaleureusement les fonctionnaires.

M. Godbout (L'Islet): J'exprime l'espoir que la Canada gagnera la paix comme il a contribué à gagner la victoire, et je suis convaincu qu'à l'heure du triomphe, nul n'oubliera ceux qui ont fait si noblement le sacrifice de leur vie pour nous l'assurer.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier), M. Chaloult (Québec) et M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) félicitent le gouvernement des initiatives qu'il vient d'annoncer par la bouche du premier ministre. Ils félicitent le premier ministre de sa décision quant à la fermeture des établissements où l'on vend de la boisson. Ils promettent leur collaboration et émettent le vœu que les réjouissances provoquées par l'armistice ne soient pas marquées d'aucun abus, étant donné surtout que, si nous avons gagné la guerre, il faut dès maintenant gagner la paix.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie les représentants de l'opposition de leurs paroles en disant qu'ils donnent un bel exemple de solidarité nationale.

Projets de loi:

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Validation de contrats par la cité de Montréal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Conférence de San Francisco

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) communique à la Chambre et puis dépose le télégramme suivant:

San Francisco, Cal.
1^{er} mai 1945

L'honorable Maurice Duplessis,
Premier ministre
Hôtel du Gouvernement
Québec

Apprenons que vous avez bien voulu nous exprimer officiellement des félicitations - sommes très sensibles à ce témoignage et vous prions d'accepter nos sincères remerciements.

Louis-S. Saint-Laurent
Lucien Moraud
(Document de la session no 29)

Projets de loi:

Sauvegarde des revenus de la province

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 3 mai courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que le bill 21 pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Lorsque le gouvernement fédéral décida de rompre le pacte d'honneur intervenu au début de la guerre actuelle entre les deux éléments du pays, en envoyant des milliers de conscrits outre-mer, je me suis demandé

si la province de Québec, comme mesure de représailles, ne pourrait pas reprendre les sources de revenus cédés à Ottawa. J'ai alors examiné attentivement l'entente de 1942.

J'ai d'abord constaté que le paragraphe 5 de l'article 23 nous donne théoriquement le droit de rentrer dans nos domaines de taxation. Ce paragraphe dit que "La province peut mettre fin à la présente convention le trente et un mars de toute année en donnant avis par écrit au ministre de son intention de ce faire trente jours avant la dite date." Poussant plus loin mon étude, j'ai trouvé le paragraphe 1 de l'article 20, qui dit ceci:

"Le dominion aura seul le droit de prélever des impôts sur le revenu des individus et des corporations pour l'année de calendrier se terminant le trente et un du mois de décembre le plus rapproché de la date de l'expiration de la présente convention et s'engage à réduire les taux de ces impôts sur le revenu des individus et des corporations pour l'année de calendrier suivante, d'un montant qui permettrait à la province de pénétrer de nouveau dans le domaine de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les corporations, et le dominion s'engage spécialement à réduire son taux d'impôt sur le revenu des corporations d'au moins dix pour cent de ces revenus".

Jusque là, tout allait bien. Nous pouvions reprendre nos droits et le gouvernement fédéral était obligé de réduire ses impôts pour nous laisser le champ libre. Mais le paragraphe 3 du même article 20 contient une disposition dont personne, en cette Chambre, ne semble connaître l'existence, ce qui ne manque pas de m'étonner beaucoup. On y voit que "les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas, si la province met fin à la présente convention avant la fin des hostilités." Or, c'est le gouvernement fédéral qui se réserve le droit de proclamer la fin des hostilités. Même si la guerre du Pacifique se terminait bientôt, le dominion pourrait rester dans notre champ de taxation jusqu'au jour où il lui plairait de dire que la guerre est bien terminée.

Comme nous avons pris comme mot d'ordre de ne demander au gouvernement de faire que ce que nous ferions nous-mêmes si nous étions à sa place, nous ne pouvions plus lui demander de mettre fin à l'entente de 1942. Pour ma part, j'approuve le projet de loi. Il n'y a pas de doute que la province peut mettre fin à l'entente avec Ottawa. La province reçoit \$20,000,000 par année comme dédommagement partiel. Mais si en théorie nous avons le droit de mettre fin à l'entente, nous perdriions les \$20,000,000, et l'on nous donnerait le droit théorique de taxer de nouveau les revenus des particuliers et des corporations.

En pratique nous ne le pouvons pas, à cause de la clause qui dit que si l'entente se termine avant la fin des hostilités, la disposition obligeant Ottawa à se retirer du champ de taxation provincial ne s'applique pas. Étant donné que le fédéral resterait là où il est installé, cela signifierait qu'en pratique, nous ne serions pas capables de reprendre nos impôts. Alors, par conséquent, je suis d'avis que, si la province avait annulé la convention, le fédéral ne se serait pas retiré du champ de taxation où il lui a été permis de s'introduire par l'accord. Nous sommes paralysés parce que M. Ilsley a armé de dents son entente de 1942.

Comment pourrions-nous, actuellement, superposer à l'impôt fédéral sur le revenu un impôt provincial quand, de l'aveu même de l'ancien trésorier (M. J. A. Mathewson), le taux actuel fixé par Ottawa est déjà si élevé qu'il menace l'existence même des classes moyennes? En mettant fin à l'entente avant le jour qu'il plaira à Ottawa de fixer comme étant la fin des hostilités, ce n'est pas une taxe de luxe de 6 % qu'il nous faudrait imposer, mais une taxe de 12 % et même de 20 % pour remplacer la perte des \$20,000,000. Par conséquent, il est absolument impossible, à toutes fins pratiques, d'en sortir en restant dans les cadres mêmes de l'entente.

La province ne pourrait jamais retrouver ce montant en taxant elle-même ses gens. Il vaut mieux laisser filer cette entente et en conclure une autre. C'est le but de la loi. Il faut donc donner au gouvernement la latitude nécessaire pour lui permettre de négocier avec Ottawa, en dehors des termes de l'entente. C'est pourquoi nous appuierons le bill à l'étude, comprenant par ailleurs qu'il s'agit d'une question où les considérations partisans n'ont pas leur raison d'être. Je crois même que nous devrions l'adopter à l'unanimité, de façon à donner à notre gouvernement plus d'autorité et de prestige, lorsqu'il ira négocier à Ottawa.

Il (M. Laurendeau) déplore la mentalité de ceux qui parlent constamment des "cadeaux" d'Ottawa. Pourquoi refuser un cadeau annuel de \$20,000,000? Le gouvernement d'Ottawa est-il un gouvernement ennemi? nous dit-on. Les membres du Bloc ne considèrent pas Ottawa comme un ennemi, mais comme un partenaire avec lequel nous avons fait des contrats, contrats que nous entendons faire respecter. Ce qu'on appelle les "cadeaux" d'Ottawa, c'est l'argent perçu par Ottawa dans la province de Québec et qui nous revient ensuite pour être utilisé suivant des normes fixées non pas par nous, mais par la majorité du pays. Il serait bien préférable que cet argent soit perçu par l'État québécois, pour être remis

au peuple sous forme de grandes lois sociales parfaitement adaptées à notre mentalité, car la Constitution a chargé cette Législature de devoirs, spécialement dans le domaine social. Pour remplir ces devoirs, il nous faut les outils nécessaires.

Le projet de loi soulève tout le problème de la répartition des pouvoirs de taxation entre le fédéral et le provincial. Ce sont les provinces qui ont le droit et le devoir de légiférer dans plusieurs domaines, notamment dans le domaine social. Or, plusieurs des grandes lois sociales, qui aujourd'hui sont de nécessité absolue, exigent des dépenses considérables. Ce sont les provinces qui devraient édicter ces grandes lois sociales parce qu'elles sont plus près du peuple et de ses besoins, mais elles ne peuvent le faire, faute des moyens financiers voulus.

Actuellement, elles ont le pouvoir de légiférer en vertu de la Constitution, mais c'est Ottawa qui a l'argent, parce qu'il s'est emparé de nos pouvoirs de taxation. Il arrive donc ceci: les provinces ne peuvent exécuter les réformes sociales que réclame légitimement le peuple parce qu'elles n'ont pas d'argent, et c'est Ottawa qui les exécute. Au moment même où il nous faudrait préparer l'après-guerre, nous sommes paralysés parce que nous n'avons pas suffisamment de revenus.

À quoi sert d'avoir des droits si nous n'avons pas l'argent qu'il faut pour les exercer? Et il s'agit pas seulement d'une question de principe. En plus de la question de principe, il y a la question de piastres et de cents. Les valeurs matérielles sont en jeu autant que les valeurs spirituelles.

Si la loi de l'assurance-chômage avait été faite par Québec au lieu de l'être par Ottawa, elle aurait tenu compte des besoins plus grands des familles nombreuses et de la situation spéciale où nous sommes. Même chose en ce qui concerne les allocations familiales où l'on fixe une échelle décroissante. La sauvegarde de notre autonomie se traduirait à la fin du mois par des dollars ajoutés au budget de nos familles. Je ne dis pas cela par animosité pour Ottawa. Ottawa légifère conformément au sentiment de la majorité. Ces lois fédérales s'appliquent mal à notre province, car nous avons une mentalité particulière et des besoins particuliers. C'est à nous de réclamer les sources de revenus nécessaires à l'exercice de nos droits.

Donc, Québec a les pouvoirs, et Ottawa l'argent. Lequel doit l'emporter? Ce n'est pas le pouvoir de taxer qui doit emporter avec lui le pouvoir de légiférer, mais, le pouvoir de légiférer qui doit, selon moi, comporter le pouvoir de taxer. Il s'agit là d'un problème et d'un principe que le Bloc

populaire considère comme absolument primordial, sur lequel il ne cesse de mettre l'accent. Il faut que la province récupère les droits qu'elle n'aurait jamais dû céder à Ottawa. Autrement, les droits que nous donne la Constitution se trouvent en pratique réduits à néant. Et je félicite le premier ministre d'avoir bien compris ce problème.

Dans son ensemble, la loi actuelle est bonne. Le plus difficile sera de la mettre en réalisation. Il ne s'agit pas ici d'une question de parti. On devrait obtenir une meilleure répartition des taxes. Je regrette que le bill donne un blanc-seing au gouvernement. Mieux eût valu faire un projet d'entente avec Ottawa et le faire ratifier ensuite par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette demande est absolument légitime et nous y avons pensé. Mais je craindrais qu'Ottawa ne prit prétexte de ce que nous n'aurions pas de mandat précis pour ajourner indéfiniment le règlement final du problème. La Chambre et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) peuvent se fier à nous pour proposer à Ottawa une entente conforme à nos droits constitutionnels. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) n'est pas un lâcheur et nous non plus. Il peut être sûr que nous n'abandonnerons rien à Ottawa, que je ne consentirai à rien qui sera un abandon de droit. Il faut avoir des pouvoirs assez vastes pour ceux qui représenteront la province de Québec. Il s'agit de reprendre les droits de la province.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'appuierai de tout cœur le projet en deuxième lecture, mais je ne me tiendrai pas pour lié pour l'entente qui pourra être faite entre le gouvernement de Québec et Ottawa. J'approuve le bill malgré cette réserve, car je trouve que tous les groupes politiques devraient appuyer le gouvernement et faire l'unanimité sur cette question, pour donner plus de force à nos revendications.

M. Chaloult (Québec): La Confédération est également un pacte et une loi; c'est un pacte conclu entre les provinces signataires, qui fut ratifié par la suite par une loi passée en 1867, au Parlement de Westminster. Il est incontestable que la Confédération est un pacte. Ce pacte et cette loi, on doit les interpréter suivant l'esprit qui les a conçus.

Notre souveraineté actuellement est fort compromise, et il est plus que temps que le gouvernement reprenne l'exercice des droits dont nous avons laissé les autorités fédérales s'emparer petit à petit, ces pouvoirs de finances et de taxation

que nous avons cédés, pour les utiliser à conquérir notre libération économique. Il ne suffit pas seulement de reconquérir nos droits, mais aussi et plutôt les accroître. En 1867, lors de la signature du pacte confédératif, nous n'avons certainement pas obtenu les droits nécessaires à notre évolution et à notre épanouissement comme il conviendrait.

Il faut utiliser notre autonomie et en profiter pour reconquérir notre indépendance complète. Si notre autonomie ne sert pas à quelque chose, elle est parfaitement illusoire. Mais il ne peut y avoir de véritable autonomie, pour une province, s'il n'existe pas à côté de pouvoirs financiers, et là-dessus, nous avons subi plusieurs empiétements. Pour accomplir notre mission, nous avons besoin des leviers nécessaires.

Sous les gouvernements depuis la Confédération, nous avons perdu aux mains d'Ottawa, de nombreux droits en matière fiscale. Ainsi, nous devrions avoir le pouvoir de taxer le revenu. D'après des experts en taxation, si nous n'avions pas laissé à Ottawa l'impôt sur le revenu, cette taxe qui nous est dévolue par la Constitution, en 1917, nous aurions perçu environ \$100,000,000 dans la province depuis cette date, soit autant que tout le budget de 1945. Nous aurions un revenu double, soit un budget de \$200,000,000 au lieu du \$100,000,000 que nous avons actuellement et qui est manifestement insuffisant pour défrayer toutes les dépenses qu'occasionnent nos nombreuses lois sociales et qu'occasionneraient toutes celles que nous devrions avoir et qui seraient du ressort des provinces.

Quel bien on pourrait faire avec \$200,000,000! Avec ce seul montant, quelles belles œuvres nous pourrions faire conformément à notre mentalité et à nos aptitudes. La province aurait pu s'en servir pour développer les œuvres d'assistance publique. Et aussi nous n'aurions pas de tuberculeux. On doit reprendre le contrôle de nos ressources au plus tôt et les droits que nous avons donnés à Ottawa dans ce domaine.

J'estime que nos ancêtres ont eu tort de céder les douanes. Nous n'aurions jamais dû laisser les douanes à Ottawa, lors de la signature du pacte de 1867. Comme nous avons eu tort de céder le revenu en 1917. Je regrette qu'à peu près rien n'ait été fait pour reprendre les droits perdus. Nous avons renoncé avec indolence à nos pouvoirs de taxation, alors qu'il faut de plus en plus d'argent pour les sanatoriums, les hôpitaux, les universités. Je suis heureux de voir que le gouvernement semble décidé de mettre en pratique ce qu'il a toujours prêché.

Il est très important que nous ayons des pouvoirs de taxation proportionnés à nos pouvoirs législatifs. Il y a lieu de demander à Ottawa une nouvelle répartition des taxes.

L'opposition est mal venue de parler de blanc-seing. Pourquoi faire ce reproche, puisque l'ex-gouvernement Godbout a demandé le même pouvoir et employé les mêmes termes quand, en 1941, il s'était fait autoriser à conclure une entente. Le gouvernement a passé une loi à peu près semblable où il demandait l'autorisation de conclure une entente avec Ottawa pour la canalisation et le développement des forces hydrauliques du Saint-Laurent. L'opposition est illogique de faire ce reproche au gouvernement.

En principe, il serait peut-être préférable que l'entente avec Ottawa fût soumise à la Chambre au préalable, mais en pratique, c'est impossible. Dans les circonstances, le gouvernement a procédé de la meilleure façon possible. Je suggère au premier ministre, lorsqu'il se rendra à Ottawa, d'aborder avec les représentants du gouvernement fédéral d'autres questions, notamment celle du divorce, qu'Ottawa s'obstine à reconnaître légal dans la province de Québec.

Je ne suis pas séparatiste, mais autonomiste et je n'ai jamais été séparatiste. J'ai toujours prêché l'autonomie la plus complète. J'estime cependant que nous n'avons pas suffisamment de pouvoirs pour nous épanouir pleinement. Non seulement le Québec devrait reprendre ses pouvoirs de taxation, mais il devrait avoir aussi le droit de légiférer en matière monétaire et bancaire. Il devrait pouvoir contrôler son immigration. Autrement, nous sommes toujours exposés à être noyés.

Je demande au premier ministre de faire un beau geste en entreprenant de travailler résolument à notre libération économique. Il a l'envergure nécessaire pour cela. Pourquoi ne se fait-il pas des alliés dans tout le Canada, afin de réclamer ce qui nous appartient? Je reconnais qu'en 1936, il n'a pas fait un gros succès de son administration et a perdu une chance d'inscrire son nom dans l'histoire. Il a l'envergure, l'intelligence et le caractère qu'il faut pour laisser un grand nom dans l'histoire et pour accomplir une œuvre qui passera à la postérité, s'il s'engage résolument dans la voie qui lui permettra de faire du Québec une province autonome et puissante. Autrefois, il était peut-être un peu trop vif, un peu primesautier, mais il a amélioré son caractère.

Si le premier ministre veut être progressif, sortir de la routine, montrer qu'il a de l'envergure, je serai heureux de l'appuyer. Il a eu une chance et il

l'a ratée, mais une deuxième chance s'offre à lui en ce moment. J'espère qu'il ne la ratera pas. J'appuie donc la mesure.

M. Bienvenue (Bellechasse): Au-dessus de toute considération provinciale, il y avait la grande question: il fallait gagner la guerre. J'ai écouté avec intérêt le discours de mon collègue de Montmagny (M. Choquette) qui m'a favorablement impressionné et j'approuve ses arguments. Mais les discours du premier ministre, du député de Laurier (M. Laurendeau) et du député de Québec-Comté (M. Chaloult) m'ont donné l'impression que ces trois préopinants ont parlé comme s'ils ne semblaient pas savoir qu'il y a eu une guerre. Ces discours sont inspirés par des gens qui ne semblent pas croire que nous sommes encore en guerre.

À les entendre, on semble croire que notre pays n'a jamais participé au conflit qui se termine heureusement, à l'heure où nous discutons d'un bill pour rentrer en possession de certains droits cédés temporairement au gouvernement du pays par l'administration libérale de 1942. Ils parlent comme si la province devait garder pour elle tous ses revenus et ne laisser que des miettes à Ottawa, qui avait la responsabilité de soutenir notre effort de guerre. La situation créée par la guerre ne semble pas les intéresser. À l'heure où nous avons des échos de la victoire, c'est facile de réclamer, c'est facile d'être indépendant.

Le fédéral a demandé la collaboration des provinces pour ne pas être gêné dans son effort de guerre et il l'a obtenue. En 1942, la province a coopéré avec Ottawa, qui avait mission de voir à la défense du pays, car les différentes parties d'une nation ne peuvent s'isoler. En 1941-1942, les pays alliés ont été à deux cheeux de la défaite. À cette époque, les pays alliés et les peuples libres ont compris et décidé qu'ils devaient unir leurs forces et leurs efforts, sous peine d'être détruits à leur tour.

En vertu du pacte confédératif, c'est Ottawa qui doit voir à la défense du pays. Or, pour organiser la défense du pays, Ottawa a demandé l'assistance des provinces. Ottawa a demandé à chacune des provinces de lui céder temporairement ses droits sur les corporations et les successions. C'est ce que le gouvernement de la province de Québec a fait à l'instar des autres gouvernements provinciaux. Si le premier ministre avait été au pouvoir, il aurait fait exactement comme les autres premiers ministres. Il eût été ridicule et criminel de sectionner le pays au début de la guerre. Quand une maison est en feu, les occupants ne se contentent pas d'essayer de sauver la

chambre qu'ils habitent. En cas de conflagration, on demande l'aide des pompiers dans les municipalités voisines. Sans doute, l'effort de guerre n'a pas été le même pour tout le monde.

Le fédéral avait l'obligation de prendre les moyens de gagner la guerre. La France a été défaite, et cela lui a coûté plus cher que si elle s'était organisée pour la lutte en faisant un peu moins de politique. Les autres provinces ont collaboré avec Ottawa. Il y a pourtant des patriotes dans les autres provinces comme dans la nôtre. Il y a eu des patriotes en discours dans la province; des patriotes qui n'ont rien fait pour soutenir le moral de nos soldats; des patriotes qui n'ont jamais trouvé rien à dire contre nos ennemis, mais ont trouvé beaucoup à dire contre le gouvernement de leur pays. La province de Québec a fait son devoir dans la guerre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ses enfants ont été vendus.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ces sont des enfants qui ont sauvé le pays.

(Applaudissements)

Quand le Japon a attaqué Pearl Harbor, que serait-il advenu si l'État de New York avait dit qu'il ne collaborerait pas?

Aurait-il été logique pour la province de dire: "Nous gardons l'argent"? Le premier ministre a dit que l'argent ne l'intéressait pas. Si l'argent ne l'intéresse pas, il taxe passablement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que les lingots d'or, ça ne vaut pas les droits essentiels d'une province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le bill 21 n'a d'autre but que d'aller chercher des lingots d'or à Ottawa.

Si c'était un lâche abandon de nos droits en 1942, ce doit être une lâche négligence que de ne pas dénoncer cette entente, quand on a l'opportunité de le faire. Si l'entente provinciale avec Ottawa s'est révélée si préjudiciable à la province, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement actuel ne l'a pas dénoncée l'hiver dernier, au moment où cette initiative n'aurait entraîné aucun inconvénient.

Borden⁷ s'est emparé de l'impôt sur le revenu en 1917 sans signer de convention avec la province, tandis qu'en face d'un danger imminent, en 1942, la province de Québec, partie intégrante du Canada, ne pouvait rester en arrière. Elle a coopéré avec les autres provinces. La province a acquiescé à la

demande du fédéral, qui a signé une convention. Cette cession temporaire est faite à des conditions avantageuses, car Ottawa nous rembourse tout le temps de cette entente le montant perdu par cette cession temporaire des taxes.

Les provinces peuvent également dénoncer le pacte avec un avis d'un mois. Le premier ministre n'a pas besoin d'une législation comme celle qu'il présente parce que, justement, dans l'entente conclue entre Ottawa et Québec en 1942, il existe une clause explicite par laquelle le gouvernement de Québec, avec un avis d'un mois, peut rentrer en possession des droits temporairement cédés à Ottawa. La province a passé un contrat qui lui permettait de mettre fin chaque année à ce contrat en donnant un avis de 30 jours. Le premier ministre devrait respecter les contrats passés par ses prédécesseurs. Où serait notre autonomie si les Allemands avaient conquis le pays?

La province a fait son devoir en passant avec le fédéral cette convention qui a été ratifiée par la Législature, tandis qu'aujourd'hui le premier ministre nous demande de l'autoriser à faire une convention que nous ne connaissons pas. De plus, la Chambre ne devrait pas donner carte blanche au gouvernement pour négocier avec Ottawa, quelles que soient les conditions sur lesquelles ils s'entendront, pour ensuite se présenter devant la Chambre, afin de faire approuver la convention. Nous ne pouvons lui donner ce blanc-seing.

(Applaudissements à gauche)

La motion, étant mise aux voix, est adoptée après division.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill 21 soit maintenant lu une troisième fois.

M. Choquette (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 21 pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province, soit renvoyé de nouveau à un comité plénier avec instructions de l'amender de façon que nulle entente conclue en vertu de ladite loi n'ait d'effet qu'après avoir été soumise à l'approbation de la Législature."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergeron, Bienvenue, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Fillion, Godbout, Groulx, Hamel, Laurendeau, Lemieux, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Ross, Sylvestre, 18.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lemieux, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 37.

Contre: MM. Bienvenue, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Fillion, Godbout, Groulx, Hamel, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Ross, Sylvestre, 15.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des relations ouvrières

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi

des relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

Mon projet de loi modifie la loi des relations ouvrières, afin de la rendre plus juste et plus démocratique, pour faciliter les relations entre le capital et le travail, et pour rendre plus facile l'organisation ouvrière dans les endroits éloignés.

M. Côté (Rouyn-Noranda) fait quelques observations mais félicite le ministre de cette mesure qui comporte, dit-il, une amélioration.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le principe que le projet renferme est très bon.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 4 de la loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30) est modifié

"a. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots "soixante pour cent" par les mots "la majorité absolue";

"b. en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du second alinéa, les mots "le pourcentage ci-dessus" par les mots "cette majorité."

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'article 1 fixe à la majorité absolue, au lieu de 60 pour cent, le nombre de membres d'une association requis pour que celle-ci puisse être reconnue comme représentant collectif des salariés d'un employeur.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"17. Toute association réunissant au moins vingt salariés, correspondant à au moins dix pour cent du groupe soumis à une convention collective conclue par une autre association, peut soumettre par écrit au nom de ses membres, à l'employeur qui est partie à cette convention, tout grief résultant d'une violation de la présente loi ou ladite convention; l'employeur doit immédiatement convoquer le représentant de l'association qui est partie à cette convention et le représentant de l'association qui a soumis le grief, pour être entendus lors de l'examen de ce grief."

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'article 2 décrète qu'un grief formulé par une association minoritaire à un employeur doit l'être par écrit et que l'employeur doit convoquer le représentant de l'association majoritaire et celui de l'association minoritaire pour l'étude de ce grief.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 23 de la dite loi est remplacé par le suivant:

"23. Sauf avec le consentement de l'employeur, personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association,

a. solliciter pendant les heures de travail l'adhésion à une association, ou

b. réunir au lieu du travail des salariés pour cette fin."

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'article 3 apporte des précisions sur la défense de faire, sans la permission de l'employeur, de la propagande syndicale au lieu du travail et durant les heures de travail.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'assistance publique

Du consentement unanime, la Chambre procède à la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 37 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: que la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187) soit modifiée en ajoutant, après l'article 47, la section et l'article suivants:

"SECTION Va

"DES AVANCES AUX
INSTITUTIONS D'ASSISTANCE

"47a. Le trésorier de la province est autorisé, à avancer au service de l'assistance publique, à même le fonds consolidé du revenu, en attendant la perception des contributions payables par les corporations municipales, les deniers nécessaires pour verser ces contributions aux institutions d'assistance publique.

"Ces avances sont remboursées au fonds consolidé du revenu à même les sommes perçues des corporations municipales et au fur et à mesure de leur perception."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que le bill 37 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier, gages compris (Terres

et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'hydroplanes (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage, S.R., chapitre 97, Paiement sujet à un arrêté du conseil (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "La Société de géographie de Québec (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec, traitements, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes-forestiers; constructions et équipement - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entomologie - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement - dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du Travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, arbitrages et enquête, traitements compris (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues

(Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au lundi 14 mai 1945⁸, vu que la Chambre peut prévoir deux jours fériés, soit le jour de l'Armistice et le jour de l'Ascension.

(Le premier ministre et le chef de l'opposition échangent amicalement quelques mots, au moment où l'Assemblée législative se prépare à ajourner la séance de cette soirée, et les travaux de la Chambre sont suspendus jusqu'à lundi le 14 mai 1945)

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. James Henry Craig a été gouverneur en chef de l'Amérique britannique du Nord de 1807 à 1811.

2. Frederick Haldimand a été gouverneur de la province de Québec de 1778 à 1784.

3. John Colborne a été gouverneur général du Haut et du Bas-Canada en 1838 et 1839.

4. Selon *The Gazette* du 5 mai 1945, à la page 12, il est 3 h 30, lorsque M. Duplessis prend la parole au sujet des célébrations du jour de la Victoire.

5. Ce chiffre provient du journal *Le Soleil* du 5 mai 1945, à la page 9, alors que *The Gazette* du 5 mai 1945, à la page 12, parle plutôt de 4 heures de l'après-midi.

6. La même phrase est attribuée à M. Duplessis, car *La Presse* du 5 mai 1945, à la page 37, indique bien que "MM. Godbout et Duplessis ont rappelé que même si la paix se conclut d'une façon définitive en Europe, ce sera encore un devoir de souscrire généreusement à l'emprunt de la Victoire."

7. Robert Laird Borden a été premier ministre du Canada de 1911 à 1920.

8. *Le Devoir* du 5 mai 1945, à la page 3, nous apprend que: "L'Assemblée législative s'est ajournée ce soir à lundi matin, le 14 mai, à 11 heures. On avait d'abord décidé de siéger mardi prochain (le 9 mai 1945), mais après consultation du premier ministre avec le chef de l'opposition et les députés, après la séance de cet après-midi, M. Duplessis a convenu de remettre la prochaine séance au 14 mai, à cause de la fête de la paix imminente et de l'Ascension."

Première séance du lundi 14 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance¹ est ouverte à 11 h 30².

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Crédits provisoires
1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Budget des dépenses ordinaires et de capital de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$11,129,242.50, soit un sixième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 27 mars 1945, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

Voies et moyens:

Crédits provisoires
1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$11,129,242.50.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 4, 1945

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des agronomes

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée en ajoutant, après l'article 102, le suivant:

"102a. L'assistant-trésorier, s'il en est nommé par le conseil, peut exercer tous les pouvoirs de la charge de trésorier, avec les droits, devoirs, privilèges, obligations et pénalités attachés à cette charge.

"Au cas de vacance dans la charge de trésorier, l'assistant-trésorier doit exercer les devoirs de cette charge jusqu'à ce que la vacance soit remplie."

M. Godbout (L'Islet) proteste.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 346 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par la suivant:

"Le greffier doit envoyer aux membres du conseil un avis de chaque séance générale ou ordinaire, en la manière prescrite pour les séances spéciales, à moins que le conseil, par résolution, ne l'en dispense."

L'article 4 est retiré.

En conséquence, les articles suivants sont renumérotés.

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Développement minier au Nouveau-Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

L'honorable M. Robinson (Brome) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité³:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Robinson (Brome) propose: Que le premier alinéa de l'article 228 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) soit remplacé par le suivant:

"Nonobstant toute disposition législative au contraire, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, d'accorder des permis de recherche minière et de donner à bail l'exploitation de toutes les substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec. Il peut à cette fin déterminer la superficie, la durée, les termes, les conditions et les restrictions de ces permis et baux, ainsi que de leur émission et de leurs renouvellements."

Dans l'immense territoire de l'Ungava, que l'on connaît si peu, on rapporte que la prospection de gisements de minéraux, particulièrement celle du minerai de fer, est excellente. Très peu de gens se rendent compte de ce qu'est le territoire en question, étant donné qu'il est très difficile d'y pénétrer, le seul moyen d'accès étant l'avion, et le seul moyen de communication étant le télégraphe sans fil. Pour donner un exemple de la situation, le gallon d'essence coûte \$6 dans le territoire de l'Ungava. Le Nouveau-Québec, ou l'Ungava, se trouve dans des conditions très spéciales, vu le manque de communications. Il est essentiel, si on veut encourager le développement, que des pouvoirs

soient accordés au gouvernement, puisque tout développement entraînera une importante affectation de fonds et, avant d'exploiter les riches mines de fer qu'il y a dans cette région, les compagnies devront dépenser peut-être de \$150,000,000 à \$200,000,000 pour construire des routes, des docks, des ponts des chemins de fer, établir un système de transport maritime, etc. Il faudra donc lui accorder des pouvoirs spéciaux.

Le bill autorise donc le gouvernement de déroger aux dispositions générales de la loi régissant l'octroi des permis de recherche et d'exploitation des mines, en raison des conditions particulières du Nouveau-Québec, afin de faciliter et encourager le développement minier.

À cette fin, le gouvernement pourra permettre l'exploitation de ces mines par bail dont il déterminera les conditions.

Il s'ensuit que l'article 228 de la loi sur les mines n'est pas conforme au projet de loi et devra être modifié pour permettre aux compagnies d'explorer de plus vastes régions. En même temps, il est prévu que la région explorée demeurera la propriété du gouvernement et que toute production sera effectuée sous la stricte supervision du gouvernement, afin de veiller en tout temps à ce que les ressources naturelles soient exploitées dans l'intérêt de la province.

Selon certaines estimations, la quantité de minerai de fer disponible équivaldrait à ce qui a été extrait dans la région du Lac Supérieur, soit environ 90,000,000 à 100,000,000 tonnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque que les députés ne sont pas nombreux à gauche. Est-ce encore la vieille politique rouge à Québec et rouge à Ottawa qui se continue? Comme on le sait, c'est la mise en nomination aujourd'hui.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'a pas besoin de s'alarmer. Les forces sont à peu près balancées des deux côtés⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation exige des mesures extraordinaires, si on veut procéder au développement de l'Ungava. On sait que tout le Labrador appartenait à la province de Québec. Le Conseil privé, par une décision rendue en 1927, a attribué la possession d'une partie de ce territoire contigu à la mer à la colonie de Terre-Neuve. Par un jugement du Conseil privé, la province de Québec a perdu le Labrador. Le premier ministre du temps, l'honorable L.-A. Taschereau

s'est indigné. Je ne veux pas lui en faire le reproche, mais c'est consigné ainsi, et il est évident que, si la province de Québec a perdu son procès devant le Conseil privé, c'est que la cause a été mal préparée par l'honorable M. Doherty et M. Charles Lanctôt, et en conséquence, Terre-Neuve a gagné sa cause.

Il semble probable que, dans la partie qui appartient à la province de Québec, il y a des mines de fer d'une richesse inégalée. Il y a certainement des possibilités de développement après la guerre. Le territoire perdu renferme des ressources minières et hydrauliques très importantes pour la province, qui pourraient être exploitées en même temps que celles du nord du Québec. Ce vaste domaine, des points de vue géologique et historique, est une appartenance de notre province. Le gouvernement provincial a l'intention de faire faire les démarches nécessaires pour remettre à la province de Québec la partie du Labrador qui lui a été enlevée et donnée à Terre-Neuve.

La loi présente un aspect extraordinaire, je l'avoue. La province de Québec a assez fait pour la défense de Terre-Neuve que l'on devrait nous rendre le Labrador. L'Allemagne va payer pour l'occupation de son territoire. La province de Québec devrait être indemnisée par Terre-Neuve pour avoir défendu son territoire. La province de Québec, ayant dépensé des millions pour protéger Terre-Neuve durant la guerre, a droit aujourd'hui à ce qu'on lui remette ce qui lui appartient, savoir ce vaste territoire. Je crois qu'il serait juste qu'on nous remette ce territoire que nous n'avons jamais cessé de considérer comme le nôtre, et comme appartenant à notre province.

Je n'ignore pas qu'il se trouvera des gens pour dire que nos soldats et nos marins n'ont pas protégé Terre-Neuve pour permettre à la province de Québec, ensuite, de réclamer un agrandissement territorial, mais pour assurer la défense de la civilisation et de la chrétienté. Mais il n'empêche que des peuples plus puissants que nous, qui se sont battus comme nous pour la civilisation et la chrétienté, réclament aujourd'hui des territoires importants. Pourquoi la province de Québec se ferait-elle scrupule de faire valoir sa contribution à l'effort commun en réclamant un territoire qui lui appartient normalement? Il (M. Duplessis) dit qu'il sollicitera les concours d'Ottawa.

M. Godbout (L'Islet): Sur la question de faire rendre le Labrador à la province de Québec, je m'accorde avec le premier ministre et je souscris entièrement aux remarques du premier ministre sur ce point. Je suis disposé à donner mon appui le plus

entier au gouvernement dans ses revendications. D'ailleurs, les démarches pour faire rétrocéder à la province de Québec cette partie du Labrador qui a été donnée à Terre-Neuve ont été entreprises sous mon gouvernement. Nous avons commencé des négociations avec le fédéral. Sous notre administration, la question ne pouvait pas alors se régler facilement, étant donné l'état de la guerre.

Si le gouvernement actuel veut reprendre les négociations, nous l'appuierons. Je promets mon appui le plus complet à ce projet de reprise du Labrador par la province de Québec, à cause des richesses naturelles incalculables que renferme ce territoire. Le gouvernement actuel ne devrait pas reculer devant les sacrifices nécessaires, même les sacrifices pécuniaires, ou autres pour rentrer en possession de ce territoire qui, dans 50 ans, sera un actif considérable pour nous.

Quant à la loi que l'on nous présente, elle est très grave. S'il est important de reconquérir le Labrador, il est extrêmement dangereux de concéder les ressources naturelles de notre province à un particulier ou à un trust.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Union nationale est le premier gouvernement à s'occuper réellement du développement du Nord du Québec. Il y a dans cette vaste région des possibilités de développement minier peut-être illimitées. Il (M. Duplessis) montre les extraordinaires possibilités en fer et en or que renferme le territoire du Nouveau-Québec. Cette partie était annexée à la province depuis 32 ans et elle n'a jamais été exploitée; c'est donc que nos lois actuelles ne conviennent pas à cette région qui est complètement dépourvue de moyens de communications.

Lorsque j'étais premier ministre de 1936 à 1939, quelqu'un s'était adressé à moi parce qu'il voulait établir des compagnies de navigation à cet endroit, ce qui aurait fourni de nombreux emplois aux chantiers navals du Québec. Il n'y a pas de mal à dire que la personne qui était venue me voir à ce sujet était Joseph Simard. J'ai été impressionné par l'exposé que M. Joseph Simard m'a fait, le grand industriel canadien-français, de Sorel, au sujet des entreprises minières du Nouveau-Québec, dans lesquelles il compte intéresser ses fils. J'ai eu des conversations avec lui sur les possibilités de développer les richesses naturelles du Nouveau-Québec et sur les perspectives brillantes de ce territoire, en ce qui concerne l'exploitation minière. M. Simard est convaincu qu'il y a également des mines d'or dans le Nouveau-Québec.

Ces possibilités de développement minier seront surtout profitables aux travaux d'après-guerre, et l'acier sera sans doute fortement en demande, en raison de la reconstruction de l'Europe, notamment en ce qui concerne la construction des navires où l'on aura besoin de beaucoup de fer, et le Québec devrait se préparer en conséquence, étant donné que, comme l'a dit le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), cette situation entraînera la création de nombreux emplois. Je félicite le député de Brome (l'honorable M. Robinson) de s'intéresser avec tant de zèle au développement minier du Nouveau-Québec.

J'avoue que notre projet de loi peut avoir des inconvénients, mais il faut prendre des moyens qui sortent de l'ordinaire, afin de remédier à une situation difficile. En louant les terrains où se fera l'exploitation, le gouvernement facilitera les recherches et la prospection et ouvrira des carrières nouvelles très lucratives pour les jeunes qui ont le goût de l'aventure, en leur concédant les droits d'exploitation dans des conditions spéciales. En définitive, le gouvernement louera les droits miniers au lieu de les céder définitivement.

Il s'agit d'une mesure extraordinaire pour faire face à une situation extraordinaire. Le développement minier du nord du Québec suppose de gros capitaux, à cause du manque de communication. Une compagnie qui voudra exploiter ces mines devra construire des routes, un port et peut-être un chemin de fer. Il faut lui assurer un territoire assez vaste pour lui permettre de compenser les dépenses faites. La loi que le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) présente est bonne. Cette loi nous est recommandée par le sous-ministre des mines, M. A.-O. Dufresne, technicien réputé dont l'autorité ne peut être mise en doute.

M. Godbout (L'Islet): Je trouve le principe du bill dangereux et mauvais. Le bill Robinson me paraît l'un des plus importants de toute la session. Je ne suis pas prêt, quant à moi, à donner à un gouvernement, quel qu'il soit, le pouvoir illimité d'affirmer l'exploitation minière de l'Ungava pour une période indéfinie. Je ne suis pas prêt à permettre au gouvernement de concéder une si importante partie de nos ressources naturelles à un trust en formation.

D'après la loi générale, aucune concession n'est faite avant l'évaluation complète du "claim". Mais le bill actuel permet au gouvernement de concéder n'importe quelle étendue de territoire contenant n'importe quelle richesse pour une période indéterminée. Cela veut dire que l'on pourra

concéder tout territoire, quelle qu'en soit sa richesse, pour un nombre indéterminé d'années. On pourrait même concéder pour 100 ou 200 ans tout le Nouveau-Québec à une compagnie ou à un trust. Nos forces hydrauliques ont été concédées trop libéralement, dans le passé, à une période où l'on ne se rendait pas compte de leur valeur. La chose devrait nous servir de leçon.

Je ne suis pas prêt, quant à moi, à accorder à un gouvernement une autorisation de cette envergure. Qu'on encourage l'exploitation de nos richesses minières, très bien, pourvu que ce soit au profit de la province, mais non des trusts. Mais j'estime que ce serait un crime national que d'aller jusqu'à l'abandon de nos ressources pour un nombre incalculable d'années. Ce serait un crime national, si le bill était adopté dans cette forme.

Ce projet donne au cabinet le pouvoir de concéder à n'importe qui un territoire immensément riche, sans l'autorisation des Chambres. En vertu de cette loi, le cabinet pourrait concéder tout le Nouveau-Québec à une compagnie. Je ne suis pas prêt, pour ma part, à donner à un conseil exécutif, qu'il soit Union nationale, bloquiste ou libéral le droit de concéder les ressources de notre province pour une période indéfinie. Le gouvernement doit limiter ses concessions.

Nous ne consentirons jamais à accorder au cabinet des ministres de l'Union nationale le pouvoir de donner à bail la moitié du territoire de la province de Québec à une compagnie qui, dans 20 ans, sera plus puissante que le gouvernement. J'espère que le premier ministre ne persistera pas à présenter ce bill tel qu'il est rédigé. J'ai confiance que le gouvernement retirera ce projet ou qu'il l'amendera, parce qu'il lui permet de concéder toutes les richesses minières du Nouveau-Québec. Le monde a dépensé dans les 25 dernières années plus de minéraux que dans toute son histoire.

Ne donnons pas les mines du Nouveau-Québec à une compagnie, à un trust, sans la précaution de préciser en quoi consiste la concession, et on ne peut le savoir qu'en appliquant à la concession prévue par cette résolution les principes de la prospection qui sont dans les lois de la province. Ce serait un crime national d'abandonner ainsi tout un territoire de la province sans aucune restriction.

(Applaudissements)

L'honorable M. Robinson (Brome): Je suis prêt à apporter un amendement qui limitera à une durée maximum de 20 ans le bail consenti.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le gouvernement restera propriétaire puisqu'il n'est question que de louer les ressources minières. Le chef de l'opposition n'a certainement pas compris le principe du bill. Le gouvernement a le courage de faire ce qu'aucun gouvernement n'a fait. C'est la première fois qu'un gouvernement a la hardiesse de décréter que nos ressources naturelles resteront notre propriété, qu'elles ne sont pas aliénées, mais louées à bail. Quant aux modalités des contrats, il y a toujours moyen de s'entendre.

Ce régime des exploitations minières à bail, qui est l'antithèse de l'aliénation, constitue une grande nouveauté dans notre province. Le chef de l'opposition s'en scandalise! Mais le même principe s'est appliqué dans le développement minier des territoires du Nord-Ouest et de l'Afrique du Sud. Le Parti libéral, qui n'a pas eu le courage d'apporter d'aussi saines réformes, crie au scandale, quand on les met en pratique. C'est un principe nouveau et d'un nationalisme sain, que nous introduisons dans ce projet de loi. Aucun patriote ne peut s'y opposer. La durée du bail peut être discutée.

Je me demande, aussi, pourquoi le chef de l'opposition crie au trust. Il parle de trust. Mais ce sont ses amis qui veulent faire ce développement. Ce sont des Canadiens français, M. Joseph Simard, de Sorel, en tête, qui ont commencé l'exploitation des ressources du Nouveau-Québec et organisé la compagnie connue sous le nom de "Labrador Mining and Exploration Compagny". Il s'agit de Canadiens français, MM. Simard et Timmins, qui sont présentement les principaux intéressés dans le développement minier du Nouveau-Québec. Le chef de l'opposition doit le savoir.

M. Godbout (L'Islet) répond dans la négative.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Au cours des dernières sessions, j'ai moi-même reproché au gouvernement libéral de ne rien faire pour encourager le développement minier.

M. Chaloult (Québec) dit qu'il se félicite de cette attitude du premier ministre et du chef de l'opposition au sujet de la rétrocession du Labrador à la province de Québec. J'appuie l'attitude du premier ministre au sujet du Labrador mais, d'autre part, je partage les craintes du chef de l'opposition sur l'exploitation par bail. Après les sacrifices que nous avons faits, Londres devrait nous rendre le Labrador, qui nous a été enlevé par un jugement du Conseil

privé. J'avais l'intention de soulever cette question dans une motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec (M. Chaloult) a-t-il lu dans *Le Devoir*, l'opinion du juge Mignault, qui conseille d'attendre le jugement du Conseil privé avant d'abolir les appels?

M. Chaloult (Québec): Il semble y avoir contradiction entre cette opinion du juge Mignault et ses jugements. Quant au projet du gouvernement, je partage la crainte du chef de l'opposition. Les baux trop longs peuvent équivaloir à des concessions en pleine propriété. Un bail à 99 ans équivaut à un abandon pur et simple de nos droits. Cependant, je suis prêt à admettre que si on limite la durée du bail à 20 ans, cela peut-être une amélioration.

Il (M. Chaloult) veut que le projet de loi restreigne en même temps que la durée des baux, la nationalité des personnes qui pourront s'en prévaloir. Il (M. Chaloult) juge aussi que les baux s'étendent à toutes les substances minérales, sans les restreindre. Le gouvernement pourrait ainsi les affermer à une seule compagnie.

M. Godbout (L'Islet): S'il y a une amélioration, c'est sur le papier, pas ailleurs. Je ne m'oppose pas au développement des mines de la province, mais je m'oppose à cette résolution qui donne au cabinet le droit de concéder à une compagnie l'immense territoire du Nouveau-Québec. Je veux que le capital soit invité à venir dans la province de Québec. Même si on limitait la portée de ce bill pour dire que l'exploitation sera faite par des amis de l'opposition, par des Canadiens français uniquement, ce ne serait pas une raison de sacrifier les ressources de la province. Je suis heureux que des capitalistes canadiens s'intéressent à notre développement minier, mais se faire exploiter par un Canadien français ou par un Américain, c'est aussi détestable pour le peuple. Cela est parfaitement égal pour le peuple qui veut que ses ressources soient exploitées dans l'intérêt public.

Qu'on encourage les capitalistes à participer au développement de nos ressources, j'en suis, mais que cette participation se fasse dans des conditions justes et équitables. Le principe au bill est donc mauvais. On ne devrait jamais permettre à un gouvernement de décider de donner des pouvoirs illimités comme ceux-là, sans l'assentiment des Chambres. Que le gouvernement se serve donc d'une disposition que nous avons fait insérer dans une loi et

qui l'empêche de concéder tout pouvoir d'eau d'au-delà de 200 forces, je crois, sans obtenir l'approbation préalable des Chambres.

L'argument du trésorier que le développement sera fait par nos amis ne vaut rien. Ce qui rend le projet inacceptable, c'est que l'on veut concéder à une seule compagnie tout le territoire du Nouveau-Québec. Cette mesure paralysera le développement minier. Je crains que l'on mette entre les mains du pouvoir un instrument de favoritisme aux dépens du bien public. Quant au cas de Terre-Neuve et de l'Afrique du Sud, le trésorier a dit, tout à l'heure: "Ça s'est fait comme cela dans les territoires du Nord-Ouest et en Afrique du Sud".

Mais l'Afrique du sud et Terre-Neuve ont été ruinés à cause de cela. Les mines de diamant de l'Afrique du Sud ont été concédées à un trust de diamant et sont aujourd'hui la propriété d'un trust mondial. C'est justement ce système de baux qui a placé les ressources de ces deux pays entre les mains de trusts.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Ah! Non.

M. Godbout (L'Islet): Quand même le secrétaire de la province dirait non, c'en est fait. On devrait limiter la concession: 1° quant au territoire concédé; 2° quant à la durée du bail; 3° quant aux mines qui pourront être exploitées.

Il (M. Godbout) demande que ces baux soient ratifiés par un bill présenté devant la Législature.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'expression "donner à bail", que mentionne le bill, est l'antithèse du mot aliénation. Ce sont deux choses incompatibles. Cependant, je suis prêt à faire des amendements pour limiter les pouvoirs. Je n'ai pas d'objection de limiter la durée du bail de façon à ce qu'on limite à 20 ans les permis d'exploitation et même à définir le territoire qui pourra être loué.

M. Dumoulin (Montmorency): Je suis heureux de constater que le premier ministre admet la sagesse des remarques du chef de l'opposition. Le trésorier nous a dit qu'il copiait le principe qui prévaut dans les territoires du Nord-Ouest et en Afrique du Sud. Les richesses minières de l'Afrique du Sud ont été cédées par une législation semblable à celle-ci.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, par les canons.

M. Dumoulin (Montmorency): Pas le droit canon, en tout cas. Le gouvernement de l'Afrique du Sud a laissé des particuliers s'emparer de ses richesses et une guerre s'en est suivie.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Je demande au ministre que les concessions ne s'appliquent pas aux mines non-féreuses comme les mines d'or, d'argent. Le bail ne devrait pas excéder 10 ans.

M. Dumoulin (Montmorency) et M. Côté (Rouyn-Noranda) poursuivent le débat jusqu'à la fin de la séance du matin.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 14 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant la loi de la chasse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Le gouvernement demande, dans ce projet, la permission de dépenser une somme de \$16,000,000 en l'espace de quatre ans, afin de développer la colonisation.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le montant sera dépensé en dehors du budget?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui. Cette somme n'entre pas dans le budget, elle sera chargée au fonds consolidé du revenu.

M. Godbout (L'Islet): On s'en va vers un budget de \$200,000,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté.

Développement minier au Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution relative au bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude d'un projet de résolution soumis par le représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que le premier alinéa de l'article 228 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) soit remplacé par le suivant:

"Nonobstant toute disposition législative au contraire, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, d'accorder des permis de recherche minière et de donner à bail l'exploitation de toutes les substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec. Il peut à cette fin déterminer la superficie, la durée, les termes, les conditions et les restrictions de ces permis et baux, ainsi que de leur émission et de leurs renouvellements."

(Avant d'entreprendre l'étude de cette résolution, la discussion porte sur le drapeau canadien.)

Le drapeau canadien

M. Hamel (Saint-Sauveur): M. le président, avant d'exprimer mon opinion sur le bill, je voudrais signaler au premier ministre et à la Chambre un événement heureux qui vient de se produire à Ottawa. Les journaux nous apprennent que, depuis quelques jours, un drapeau canadien flotte au-dessus des édifices parlementaires du fédéral. Il a été hissé le jour de la Victoire. Je voudrais savoir si c'est l'intention du premier ministre de faire hisser ce nouveau drapeau aussi, au-dessus des édifices parlementaires de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis très surpris que ce soit un membre de l'opposition officielle, le député de Saint-Sauveur (M. Hamel), qui apprenne la nouvelle à la Chambre, alors qu'Ottawa n'a pas encore averti officiellement le gouvernement de la province de son geste. A-t-il quelque autorité officielle pour le faire? Je ne sais pas de quelle autorité on avait décrété la préparation de ce drapeau, ni de quoi se compose ce drapeau, quelle est la forme, ce qu'il y a dessus ou quelles sont les caractéristiques de cet emblème. Je ne sais pas. Tout ce que je sais, c'est que nous réclamons en vain un drapeau canadien depuis plusieurs années et

c'est durant la session qui vient de se terminer, à Ottawa, qu'une décision aurait dû être prise dans ce sens. Avant de hisser le nouveau drapeau au-dessus des édifices parlementaires, je voudrais au moins savoir ce qu'il y a dessus. C'est peut-être un simple drapeau électoral, à la veille des élections fédérales.

Il (M. Duplessis) se déclare en faveur d'un drapeau national, mais d'un drapeau dont le dessin aura été approuvé par toutes les parties du pays et par les représentants du peuple au Parlement. On dit que c'est un drapeau rouge. Il représente peut-être des gens avec lesquels nous ne sommes pas en communion d'idées. C'est peut-être aussi l'emblème d'une nation ensanglantée. Ce qui est certain, c'est qu'il y a des années que le gouvernement du Canada aurait dû prendre des mesures pour avoir son propre drapeau, et il appartenait aux Chambres de faire des suggestions.

Au cours de la session, rien n'a été fait. Maintenant que les élections sont déclenchées, on adopte arbitrairement un emblème national. Ce n'est pas la meilleure façon de procéder. Je crois qu'un drapeau canadien ne serait pas complet si l'on ne tenait pas compte des aspirations des véritables Canadiens, des deux grandes races et du droit des pionniers. Une nation est représentée par ses députés. Le Parlement a siégé pendant cinq semaines et la Chambre des communes n'a aucunement été appelée à se prononcer sur cette question. Si le gouvernement voulait réellement doter le pays d'un drapeau, c'était le temps de soumettre la question aux Chambres.

Le gouvernement d'Ottawa devrait prendre les moyens d'avoir un réel drapeau canadien. Mais voici, si la nouvelle que nous communique le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) est vraie, à la veille des élections et après le départ des députés, on a choisi arbitrairement un drapeau.

Il appartenait aux représentants du peuple, durant la dernière session fédérale de choisir ce drapeau et non pas à deux ou trois ministres qui ont choisi arbitrairement un drapeau. On aurait dû conserver certaines traditions de la province de Québec et tenir compte des droits des pionniers de ce pays en les consultant sur le choix de ce drapeau de notre pays.

La méthode n'est pas digne de la cause que l'on veut servir. Un drapeau canadien devrait consacrer les traditions de la province de Québec; il ne serait pas complet, s'il ne tenait pas compte de l'histoire du Canada, des droits des pionniers du pays et des deux races. Il faudrait un drapeau qui répondra aux aspirations canadiennes de tous ceux qui ont le cœur à la bonne place.

Je ne demande pas un drapeau spécial pour le Québec pour une question de différence de sentiments, car nous sommes tous Canadiens dans cette province, ici encore plus qu'ailleurs. Une chose me paraît singulière, encore une fois. Je ne sais pas pourquoi la nouvelle nous est parvenue de cette façon. Nous sommes en comité plénier, en train d'étudier un projet de loi sur les ressources minières. Pourquoi cette nouvelle a été communiquée de cette façon à la Chambre de Québec? Pourquoi est-ce le député de Saint-Sauveur qui nous donne ces renseignements? Le député de Saint-Sauveur a-t-il reçu un message d'Ottawa? N'y a-t-il pas de ministres à Ottawa?

Comment se fait-il, par exemple, que ce ne soit pas M. Saint-Laurent qui ait informé le Canada qu'il a un drapeau, si la chose est vraie? Le ministre de la Justice n'est-il pas qualifié pour nous annoncer cette nouvelle? Les candidats libéraux ne sont-ils pas capables de nous l'annoncer et devons-nous l'apprendre du député de Saint-Sauveur? Il n'est pas juste envers les ministres canadiens-français, envers les candidats libéraux, de donner l'impression que la question est purement électorale. Il est absolument malheureux et extraordinaire, aussi, qu'on ait attendu à la période des élections pour donner l'impression qu'Ottawa s'est rendu enfin aux désirs de tous les Canadiens qui ont le cœur à la bonne place.

Je suis en faveur d'un drapeau canadien, mais je dénonce la façon de procéder du gouvernement d'Ottawa. Pendant le conflit qui vient de finir, c'était vraiment tragique de voir les nôtres aller se battre sans un drapeau de leur pays. Il était tragique de les voir mourir, sans avoir la consolation de songer qu'ils seraient ensevelis dans les plis du drapeau canadien. Il est tragique de penser, qu'au cours d'un grand conflit, comme celui qui vient de se terminer, que les administrateurs du pays, qui ont refusé et n'ont pas eu le cœur de donner à ceux qui s'en allaient se battre, sans la consolation de songer qu'ils seraient ensevelis dans les plis d'un vrai drapeau canadien bien à eux, pensent maintenant à la veille des élections fédérales à donner un drapeau au pays dans l'unique but de récolter quelques votes.

Il dit qu'il lui paraît tout à fait singulier qu'un jour de mise en nomination, un député libéral se permette, à la Législature de Québec, de faire allusion au drapeau. Je trouve plus singulier encore que le gouvernement fédéral ait attendu à la veille des élections pour poser un geste réclamé depuis des années. Il est très malheureux que l'on se serve de la question du drapeau canadien, en cette période électorale, pour tenter d'obtenir un avantage

politique, car on crée ainsi l'impression qu'après avoir refusé pendant de nombreuses années d'accorder un drapeau à la population canadienne, comme le demandait non seulement la population de cette province mais tout le Canada, on laisse la politique occuper toujours la première place.

J'espère tout de même que ce sera un drapeau qui représentera les aspirations de tous les Canadiens et qui soit un objet de fierté pour la province de Québec. Le drapeau dont on parle me semble cependant au drapeau électoral. Mais je me demande pourquoi la nouvelle nous est communiquée de cette façon. Est-ce que le député de Saint-Sauveur aurait eu des pourparlers avec Ottawa à ce sujet? Il me semble que le ministre de la Justice, actuellement candidat dans Québec-Est, était tout qualifié pour nous transmettre la nouvelle.

Il dit que lorsqu'on lui prouvera qu'il existe un drapeau officiel canadien, il sera heureux comme tous les autres Canadiens de le mettre à une place d'honneur sur tous les édifices. On doit me montrer qu'il existe.

M. Chaloult (Québec): Il me semble fort étrange, à moi aussi, qu'on annonce l'apparition d'un drapeau canadien à la veille des élections, le jour même de la mise en nomination des candidats. Il y a des années que nous réclamons ce drapeau pour tous les Canadiens, et le gouvernement fédéral l'a toujours refusé. Aujourd'hui, jour de mise en nomination, on nous annonce qu'un drapeau canadien flotte à Ottawa; on vient nous imposer un drapeau canadien. Pendant des années, on a demandé un drapeau canadien, surtout au cours des cinq dernières années, et le gouvernement d'Ottawa a refusé. Et maintenant, on informe la Chambre de l'existence d'un drapeau canadien. Le gouvernement fait une manœuvre électorale à la veille d'une élection générale en nous en donnant un maintenant.

De quel droit? Qui l'a choisi? Qui nous l'impose? Les représentants du peuple à Ottawa ont-ils été consultés? Mais il n'y a aucun représentant du peuple en ce moment, ce doit donc être le gouverneur général qui nous a donné un drapeau. Quel est ce drapeau? D'après les informations que j'ai obtenues, il s'agirait d'un drapeau rouge sur lequel on aurait inscrit l'Union Jack. Si l'Union Jack apparaît sur le drapeau, je ne l'accepte pas, car l'Union Jack signifie colonialisme et servilité. Un drapeau national ne doit pas comporter le drapeau d'une autre nation. C'est un drapeau canadien qui devrait flotter au-dessus de nos têtes, et non un drapeau qui nous lie à l'Angleterre ou à la France.

Un drapeau canadien doit être un symbole pour tous les Canadiens. Pour ma part, je n'accepte pas l'emblème rouge de l'Union Jack et je continuerai à considérer comme les couleurs du Canada français, représentation des glorieux chapitres de notre histoire, le drapeau de Carillon avec fleurs de lys. Je ne veux pas de l'Union Jack dans le coin d'un drapeau canadien. Les Canadiens français ne l'accepteront pas ce drapeau. Tout ce que les libéraux veulent présentement, c'est de se faire du capital politique.

Je proteste contre la manière autocrate du gouvernement de faire du capital politique avec cette question en pleine période d'élections. Les Canadiens français n'ont qu'un drapeau qui leur soit très cher: le drapeau fleurdelisé et c'est celui-là que le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) devrait demander de voir flotter sur nos édifices parlementaires.

M. Godbout (L'Islet): Le drapeau canadien n'a rien à voir avec les élections; il est déployé à Ottawa en raison de la grande victoire, la nôtre et celle des Alliés, remportée en Europe dans l'un des conflits les plus importants de l'histoire. Quiconque ne ressent aucune fierté à avoir un drapeau canadien, après le rôle qu'ont joué les Canadiens au cours de la Grande Guerre qui vient tout juste de se terminer en Europe, ne devrait pas se trouver dans cette Chambre. Je suis loin de partager les idées du premier ministre et du député de Québec (M. Chaloult).

M. le président, je trouve drôle cette tempête et je suis excessivement surpris de l'attitude du premier ministre et du représentant de Québec (M. Chaloult). Ils semblent oublier que, si un drapeau canadien flotte sur les édifices parlementaires du gouvernement fédéral depuis quelques jours, ce n'est pas à l'occasion des élections, mais en honneur de la fin d'un conflit meurtrier qui vient de se terminer en notre faveur.

(Applaudissements)

Les élections ont, pour le premier ministre et le député de Québec (M. Chaloult) plus d'importance que la fin de la guerre, que les fils du Canada qui ont aidé à gagner avec les autres peuples. S'il est vrai que, dans l'esprit du premier ministre et du député de Québec (M. Chaloult), les élections fédérales présentes ont plus d'importance que la fin de la guerre mondiale en Europe que nous avons gagnée avec nos alliés, je les abandonne et je leur laisse le triste privilège de garder cet esprit. Je leur laisse ces petites considérations de couleurs.

(Applaudissements)

Ce drapeau est la marque de notre indépendance que nous avons le droit de réclamer après avoir rendu tant de services au monde entier. Pour ma part, je suis fort heureux de ce geste de la part du gouvernement fédéral. Les traités ont consacré notre indépendance, et cela, par exemple, serait du servilisme si nous ne reconnaissons pas que notre pays, le Canada, est devenu un pays adulte. Nous sommes devenus adultes, les Canadiens. Nous avons le droit de proclamer notre personnalité et notre statut de nation. Le premier ministre, qui est peut-être fort en héraldique, peut tout à son aise chicaner sur la forme d'un drapeau. Il peut trouver, s'il le veut, des experts héraldiques, afin de chicaner le fédéral sur la valeur et la forme du drapeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ce que j'ai demandé, c'est qu'on procède normalement, afin que le peuple sache s'il s'agit d'un drapeau national ou d'un drapeau électoral.

M. Godbout (L'Islet): Pour ma part, je suis fier de voir qu'enfin, après cinq années de lutte, le chef fédéral du pays donne à tous ses concitoyens un emblème national, un drapeau qui marquera à l'avenir partout la souveraineté de notre pays. J'éprouve assez de fierté de voir l'autorité, en notre pays, proclamer la souveraineté de notre nation pour ne pas tenter de faire grief au gouvernement fédéral de la valeur ou de la forme de ce drapeau.

J'ai assez de fierté dans l'âme pour que, quand les autorités de mon pays proclament son indépendance, il ne soit pas nécessaire de les chicaner sur la façon dont elles procèdent. Ce qui importe, c'est le geste qui vient d'être posé et qui constitue le symbole de la maturité canadienne. Tous les Canadiens qui ont le cœur à la bonne place doivent s'en réjouir.

Si les experts héraldiques trouvent que la forme du drapeau peut être changée, tant mieux et il n'y aura pas lieu de se chicaner. Si on peut trouver un drapeau qui convienne aux Canadiens français en même temps qu'aux autres parties du pays, j'en serai fort aise et je suis convaincu que le premier ministre canadien est allé au plus pressé. Il sera, par la suite, facile de corriger la facture de ce nouveau drapeau. Ce ne sont pas vraiment les couleurs ou la forme du drapeau canadien qui a été hissé à Ottawa qui m'importent, mais plutôt le fait qu'un drapeau ait été hissé comme symbole de l'indépendance canadienne et de notre statut de nation. Les experts en héraldique peuvent toujours discuter de couleurs et de considérations de ce genre; j'accueille quant à moi le

geste d'Ottawa comme un symbole de la souveraineté du Canada.

Ce qui prime, c'est que le geste historique posé atteste qu'on a reconnu la souveraineté du Canada chez lui; notre indépendance se trouve ainsi reconnue et j'en exprime ma reconnaissance au premier ministre King. Après 300 ans d'existence, notre pays est devenu distinct et indépendant. C'est une date. Il (M. Godbout) rend hommage à M. King et dit qu'il plaint sincèrement ceux qui ne semblent pas satisfaits de voir que la souveraineté du Canada a été reconnue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Nous avons toujours réclamé un drapeau canadien, nous de l'Union nationale. On ne trouvera pas de patriotisme chez le chef de l'opposition. Mais ce que je trouve singulier, c'est que l'on veuille faire de l'électoratisme sous prétexte de patriotisme.

Parce que nous voulons le respect des convenances, le chef de l'opposition n'a pas le droit d'imputer à l'Union nationale des motifs répréhensibles, comme il le fait présentement. Mon pays, c'est la Canada et je répète que je trouve étrange que les députés fédéraux n'aient pas été consultés sur ce sujet de primordiale importance. Le Parti libéral bafoue depuis trop longtemps les choses les plus sacrées dans le but d'obtenir de mesquins avantages politiques.

M. Godbout (L'Islet): Je trouve étrange que le premier ministre intervienne quand il proclame la fierté des Canadiens. Je ne veux pas impliquer de motifs à personne, mais s'il se trouve des Canadiens qui n'approuvent pas ce symbole dans sa forme temporaire et s'il y en a à qui ça ne fait pas l'affaire que la souveraineté du Canada soit bien reconnue, s'il y en a qui n'ont pas la même fierté, ils ne sont pas dignes, ceux-là, d'être sujets canadiens. Je trouve étrange qu'on se refuse à adopter un drapeau temporaire, pour bien marquer notre souveraineté.

Comme Canadiens, à cause de notre généreuse contribution, nous sommes fiers de la victoire. Nous avons le droit de reconnaître que nos gars sont allés là-bas non comme sujets anglais, mais canadiens. Tous les braves Canadiens, nos gars qui ont offert leur vie sur les champs de bataille doivent être fiers d'appartenir à un pays qui a conscience d'avoir atteint sa maturité et qui a eu la fierté de proclamer à la face du monde qu'il a atteint sa majorité, qu'il veut se diriger lui-même et être maître de ses destinées.

La province de Québec, qui possède les plus longues traditions, ne doit pas être moins fière que les autres provinces de voir l'entité canadienne dont elle fait partie reconnue partout comme une nation libre, souveraine et une nation canadienne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** disent qu'ils trouvent que les petites astuces électorales du chef de l'opposition sont très évidentes et dégoûtantes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je trouve les propos du chef de l'opposition extraordinaires. Il vient de dire que c'est le devoir de tous les Canadiens de se réjouir de l'attitude du gouvernement fédéral et que tout Canadien doit être fier du geste qui vient d'être posé. Je ne sais pas ce que le chef de l'opposition entend par citoyen bien pensant. Le mot "dégoût" est le plus approprié pour qualifier l'action du Parti libéral, particulièrement illustrée en Chambre par le chef de l'opposition qui tente de se servir du fait qu'un soi-disant drapeau canadien ait été hissé sur les édifices du Parlement à Ottawa, pour essayer de récolter quelques votes dans la campagne fédérale actuelle.

Moi, je crois surtout que tout Canadien bien pensant, tout Canadien digne de ce nom, doit manifester son dégoût aujourd'hui pour la façon dont on traite les questions les plus sérieuses et les plus graves, à Ottawa. Lorsque je dis ces choses, je parle non seulement comme député des Deux-Montagnes, mais comme le feront tous ceux qui, comme moi, sont allés outre-mer, comme tous ceux qui reviendront et qui en ont assez de la conduite de ces gens qui se battent, quand il n'y a pas de combat et brillent par leur absence, quand il s'agit de se battre et qui, lorsque la bataille est gagnée, changent de discours et applaudissent la victoire.

Nous en avons assez de la conduite de ces gens qui ne manquent jamais une occasion pour faire de la petite politique avec les questions les plus sérieuses et les plus importantes en ce moment, et également, lorsqu'il est question de décider de l'avenir du Canada. Lorsque j'entends un homme qui a été premier ministre de sa province et qui est le chef d'un parti qui est toujours, selon lui, un grand parti, nous dire que, si nous avons maintenant un drapeau canadien, c'est parce que le Canada a atteint sa majorité, je ne sais plus que penser. Il y a belle lurette que le Canada a atteint sa maturité. Il l'avait atteinte lorsqu'on lui a demandé de prendre place à la table des délibérations britanniques, lorsqu'on lui a demandé d'envoyer ses fils outre-mer. Notre pays a posé l'acte d'un pays majeur, quand il a décidé que

les nôtres devaient aller se battre outre-mer. Au lieu d'avoir donné un drapeau à la veille des élections, pourquoi, puisque notre pays avait atteint sa majorité, le gouvernement n'a pas donné à ceux qui sont allés outre-mer un drapeau à l'ombre duquel ils auraient pu se battre et mourir, pourquoi a-t-il préféré attendre jusqu'à aujourd'hui pour agir? Le député de Mercier (M. Francoeur) n'aurait-il pas aimé savoir si son fils avait été tué en service outre-mer, que celui-ci avait été enterré dans un drapeau canadien? Mais non, ce n'est que maintenant qu'on nous dit que nous devons avoir un drapeau canadien.

Le dessin sur le drapeau du Canada ne m'intéresse pas. C'est une question qui doit être étudiée pendant la session du Parlement canadien. Mais ce qui me préoccupe beaucoup plus, c'est le fait que les libéraux continuent de bafouer des choses sacrées dans le but de récolter quelques votes. Je me suis levé pour protester contre ce petit jeu dont on a pris l'habitude et qui consiste à faire de la petite politique avec les questions nationales, dans le but de gagner des votes. Le chef de l'opposition a essayé de détourner l'attention du peuple des véritables questions avec un appel qui ne l'honore pas.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): M. le président...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ce débat est hors d'ordre et il a assez duré. Il ne peut y avoir de débat sur cette question là et je soulève la question d'ordre. Je demande au président du comité plénier d'appeler l'étude du bill 50.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): (Reprenant son siège) Très bien.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je veux aussi ajouter quelques mots pour expliquer l'allusion qu'il a faite et qui a provoqué pareille tempête.

M. le président: Il est temps d'en revenir au bill en discussion.

Développement minier au Nouveau-Québec

Le comité reprend le débat sur le projet de résolution soumis par le représentant de Brome (l'honorable M. Robinson).

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le projet porte un principe dangereux qui est inacceptable. La loi ne

semble pas acceptable aux libéraux, parce qu'elle donne au gouvernement des pouvoirs trop étendus. Les libéraux ne s'objectent pas au développement de ce territoire immense, mais ils s'objectent à ce que l'on concède tout un district à une seule compagnie.

Je crois que le développement minier peut être fait aussi avantageusement par le capital étranger. Nous devons accepter tout le capital sain que l'on voudra placer ici, fût-il français, anglais ou américain, à condition que les capitalistes se soumettent aux lois et aux règlements existants. D'autre part, là comme ailleurs, le petit prospecteur doit avoir les mêmes privilèges que le gros. Tel que présenté, le projet de loi ne prévoit pas une location, mais donne un titre parfait de propriété.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande alors au président de lire un amendement apporté au bill par le gouvernement lui-même. Nous sommes prêts à limiter le bail à 20 ans et à obliger les compagnies qui obtiendront des concessions à s'incorporer suivant les lois de la province de Québec.

M. le président lit l'amendement.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement ne fait pas autant de concessions à l'opposition qu'il pourra en faire avec sa loi. Cette limitation à 20 ans est une amélioration, mais je ne la juge pas suffisante. En dépit des amendements, le bill ne me semble pas acceptable.

Le principe que le gouvernement pourra céder des étendues immenses, un territoire aussi vaste à une seule compagnie, peut donner lieu à des abus, car on ne précise pas la nature des richesses qui seront cédées, et il y a dérogation à la loi des mines. On devrait offrir chance égale à tous les prospecteurs, petits et grands, suivant les lois de la province.

M. Chalout (Québec): L'amendement améliore la loi, mais je me demande si un bail de 20 ans, ce n'est pas trop long. Quant au deuxième amendement, je trouve qu'il apporte une légère protection et comporte par conséquent un progrès. Cependant, je reste d'avis que les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil sont trop étendus.

L'honorable M. Robinson (Brome)⁵: L'opposition ne semble pas avoir compris mon projet de loi. Le Nouveau-Québec comprend un territoire de 200,000 milles carrés, soit un peu plus de la moitié de la province. Il s'agit de conditions bien spéciales. Pas de communications, pas de charbon et

pratiquement pas de bois, aucun particulier ne peut s'aventurer dans une exploitation minière dans le Nouveau-Québec. La mise en opération coûtera tellement cher que seules des compagnies puissantes pourraient se lancer dans pareille entreprise.

Trois compagnies sont intéressées à son développement. Seules des compagnies possédant des capitaux puissants pourront développer les régions minières de l'extrême nord québécois, à cause des grandes dépenses que ces entreprises entraîneront. Ces dépenses se chiffreront à environ \$200,000,000.

Il faudra construire des routes, des chemins de fer, des ports, parce que cette région est encore inorganisée. Il faut au moins qu'on fasse aux compagnies des conditions acceptables. Nous leur accordons des facilités, mais rien de plus. On investira du capital en autant qu'on anticipe des bénéfices. Aucune compagnie ne voudra se risquer si son bail peut prendre fin du jour au lendemain.

Nous ne sacrifions rien par cette loi, mais une compagnie qui devra dépenser \$200,000,000, bâtir un chemin de fer, doit pouvoir obtenir des conditions spéciales. Quant aux petits propriétaires, il n'y pas d'accès possible pour eux. Je demande au chef de l'opposition s'il est satisfait de limiter le bail à 21 ans, suivant la loi fédérale.

M. Larivière (Témiscamingue): Je félicite le gouvernement et en particulier le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) pour ce bill. Il (M. Larivière) rappelle aussi, l'activité déployée dans le domaine minier par le trésorier de la province (M. Gagnon).

J'habite depuis 20 ans une région minière et je connais bien la situation. Vu les difficultés au territoire du Nouveau-Québec, la période de 20 ans ne me paraît pas excessive. Ce n'est souvent qu'après des années qu'on frappe un bon filon. Cette durée n'est certainement pas trop longue, à cause des grands travaux à entreprendre et des capitaux à engager.

Le bill Robinson contribuera au développement minier du nord de la province. C'est l'Union nationale qui a le plus aidé au développement minier de la région du Témiscamingue et de l'Abitibi, les autres gouvernements n'ont pas fait grand-chose. Les libéraux ont négligé l'industrie minière.

Depuis 20 ans, 34 mines ont été mises en production dans le Témiscamingue et l'Abitibi: d'ici à 10 ans, j'espère que nous en aurons 50. Je félicite l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon) de ce qu'il a fait pour donner l'essor à nos mines de 1936 à 1939.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le ministre des Mines dit que nous ne comprenons pas la loi. Je crois que nous la comprenons trop bien. Le Nouveau-Québec, que l'on appelait autrefois l'Ungava, est plus grand que la France et qu'une partie de l'Espagne. Son sous-sol précambrien constitue l'une des formations géologiques les plus riches au monde. Le projet de loi tel quel donnerait au gouvernement, peu importe son allégeance, le droit de céder indéfiniment le territoire compris dans le Nouveau-Québec à une personne, sans que les intérêts de la province ne soient suffisamment protégés.

On ne devrait pas laisser au ministre des Mines, quel qu'il soit, le pouvoir exorbitant de disposer seul, au profit de personnes ou de corporations encore inconnues, d'un territoire aussi colossal et si inconnu que le territoire de l'Ungava. Une partie de ce territoire n'a même pas encore été explorée. Cette critique ne vaut pas uniquement pour le gouvernement actuel, mais pour n'importe quel gouvernement qui pourra lui succéder.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) dit qu'il faudra dépenser de \$150,000,000 à \$200,000,000 pour développer les mines dans ce territoire si vaste; cela mérite considération. Voilà pourquoi le gouvernement devrait nous présenter quelque chose de concret, un projet plus spécifique. J'espère qu'il y aura un nouveau Klondyke dans le Nouveau-Québec. Le Klondyke n'a pas été développé par une concession unique à une compagnie. Nous avons l'expérience de nos ressources hydrauliques qui ont été sacrifiées à vil prix. Profitons-en.

Je m'oppose contre le bill du gouvernement, car il lui permet de faire des concessions trop considérables à des particuliers qui, par la suite, deviendront plus forts que les gouvernements eux-mêmes. Pourquoi concéder tout le Nord à une seule compagnie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On l'a déjà fait avec la Compagnie de la Baie d'Hudson.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Si on a fait une erreur, il n'est pas sage de la répéter. On veut créer par ce bill des royautes comme ce fut le cas autrefois pour la Compagnie de la Baie d'Hudson pendant des centaines d'années. Le Nord-Ouest canadien n'a pas été développé pendant de nombreuses années, parce que la Compagnie de la Baie d'Hudson y jouissait d'un privilège, d'une concession unique, pour son commerce de fourrures.

Ce fut une grande erreur. Devons-nous répéter cette erreur et confier à une seule compagnie le développement minier d'un immense territoire? On veut donner tout un continent à une ou à quelques compagnies. C'est une concession trop considérable et le gouvernement devrait modifier la loi.

Les libéraux ne sont pas contre le progrès, loin de là, mais les richesses d'un pays doivent servir au bien commun, et non pas à des fins de spéculation. Le gouvernement veut apparemment faire plaisir à quelques amis et il ne leur pose même pas des conditions précises. Pourquoi ne pas laisser à la Législature le droit de contrôler l'exploitation de ces ressources naturelles en établissant des conditions qui sont justes à la fois pour les preneurs à bail et pour la province? Ce serait une erreur monumentale de la part de la Législature que de permettre à quelque gouvernement que ce soit de disposer des ressources naturelles de tout un continent, sans qu'aucun contrôle ne soit exercé par les élus du peuple.

On devrait faire la même chose pour les pouvoirs d'eau. Quand le gouvernement veut concéder un pouvoir dépassant 30 chevaux-vapeur, il est obligé d'obtenir l'assentiment des Chambres. J'estime, moi aussi, qu'on devrait fixer une limite semblable dans le bill à l'étude et dire que, pour concéder une étendue de territoire minier dépassant telle superficie, le gouvernement devrait se faire autoriser par la Législature.

Nous ne voulons pas enrayé le progrès. Mais le progrès doit se faire dans l'intérêt commun. C'est au peuple et à ses représentants qu'il appartient de prendre des décisions dans ce domaine. Les richesses naturelles appartiennent au peuple et non au gouvernement qui n'a pas le droit d'en disposer ainsi, en faveur de certains intérêts privés. Dans la loi, il n'y a rien qui dit que le gouvernement peut forcer les concessionnaires à faire exécuter des travaux d'importance sur leurs concessions. Nous ne sommes pas contre le développement minier, mais contre le principe de la loi. Le principe est dangereux et pernicieux. Le gouvernement devrait exposer à la Chambre ce qu'il a l'intention de faire. Il ne sera pas là en permanence. Est-il disposé à accorder à ses successeurs des pouvoirs aussi étendus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson).

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au premier ministre s'il pouvait faire rapport à la Chambre de l'entrevue récente qu'il a eue avec M. Bracken, chef du Parti conservateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai parlé que deux fois à M. Bracken: une fois à Ottawa et une fois à Québec, quand celui-ci avait été reçu par l'honorable T.-D. Bouchard.

J'ai appris par contre que le député ferait mieux de ne pas se montrer dans son comté pendant la campagne fédérale. Ses électeurs n'en veulent plus.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La majorité⁶ qu'ils m'ont donnée ne confirme pas la prétention du premier ministre.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) a fait des concessions sur sa résolution, mais il n'en a pas fait assez. Si le ministre veut favoriser une compagnie, qu'il nous le dise franchement. Je le crois assez honnête pour ne pas faire de cachette, mais nous ne pouvons accorder un immense royaume non exploré à un grand manitou. Il (M. Mathewson) presse le gouvernement de soumettre à la Chambre les détails du bail qu'il a en vue, s'il n'a rien à cacher. L'opposition n'est pas prête à donner un blanc-seing accordé au gouvernement par le bill 50. On n'a pas le droit de donner en royaume à une seule compagnie des centaines de milliers de milles de son territoire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Ungava appartient à la province de Québec depuis 1912, mais durant ces trente-deux années, rien n'a été fait, ce qui est ridicule. Pourtant, les libéraux ont été au pouvoir pendant 29 ans, au cours de cette période, et ils n'ont jamais rien fait pour le développement de cet immense territoire où se trouvent de grandes ressources naturelles, et aucune exploration n'y a encore été faite. Il n'y a pas de chemin de fer, pas de ligne de bateau. Il faut donc changer de méthodes. Seule l'Union nationale, en trois années, a activé la production minière.

Il est urgent de le faire. La mesure protège les droits de la province, tout en incitant les capitalistes honnêtes qui le désirent à investir leur argent à cet endroit, et la province demeure le maître absolu du territoire en limitant les baux à 20 ans, en vertu d'un amendement adopté plus tôt.

Il (M. Duplessis) rappelle les amendements que le ministre des Mines a apportés à sa législation: tout d'abord les concessions seront d'une période n'excédant pas vingt années et les compagnies qui les obtiendront devront s'incorporer en vertu des lois de la province du Québec. Même la loi fédérale prévoit les concessions pour 21 ans renouvelables pour un autre 21 ans et nous, ici, nous ne concédons que pour 20 ans. C'est une grande amélioration sur

l'ancienne législation qui prévoyait des concessions illimitées pour un temps illimité.

Personne n'ira exploiter les ressources de cette région, si nous ne lui donnons pas les facilités qu'un homme raisonnable est en droit de s'attendre. Une compagnie n'ira pas faire de dépenses là, sans avoir des chances de prospection. En vertu du bill Robinson, la province restera maîtresse et propriétaire des gisements miniers, tandis que sous la loi actuelle, on accordait un véritable droit de propriété aux piqueteurs. Nous limitons la durée du bail à 20 ans et nous louons les droits des mines au lieu de les concéder, conformément à la loi générale. Nous disons de plus, que les compagnies qui y feront de l'exploitation devront être incorporées dans la province de Québec.

M. Godbout (L'Islet): Je ne suis aucunement opposé au développement des immenses ressources naturelles du Nouveau-Québec, et c'est justement parce que je veux aider le gouvernement que je dénonce ce que je trouve de mauvais dans cette législation qui concède trop aux compagnies qui voudront aller s'établir. En principe cette mesure est bonne, puisque toutes les parties sont en faveur de l'exploitation du minerai au Nouveau-Québec. Par contre, un gouvernement ne devrait pas avoir le droit de dilapider les richesses du pays pour le bénéfice de quelques amis ou favoris. On donne trop de pouvoirs au ministre des Mines (l'honorable M. Robinson). Pour ce qui est des concessions, on devrait limiter le tout non pas à 20, mais bien plutôt à 10 ans. Autrement, c'est un mauvais précédent.

Le gouvernement de l'Union nationale prétend que nous donnions les ressources naturelles autrefois et qu'aujourd'hui, par cette loi, on les loue. Mais quand la compagnie aura exercé son droit de loyer et aura enlevé le minerai, il ne restera rien à la province. C'est la plus grande richesse de la province que le cabinet veut avoir le pouvoir de concéder. En conséquence, nous voulons être prudents pour l'avenir.

Notre objection, c'est la concession sans limite. Le gouvernement libéral avait inséré dans nos lois des *provisos* empêchant n'importe quel gouvernement d'aliéner les pouvoirs d'eau de plus de 300 chevaux-vapeur, sans l'assentiment des Chambres. Pourquoi ne pas adopter cette façon d'agir pour les mines de la province de Québec? C'est un gouvernement libéral qui a voté la loi contre les concessions des pouvoirs hydrauliques, sans une loi de la Législature. Le même principe devrait s'appliquer aux concessions minières du Nouveau-Québec. Que le gouvernement réfléchisse.

Avec cette loi, le gouvernement va créer un monopole des mines, et les promoteurs de notre province s'y opposent de toutes leurs forces. Le meilleur moyen de développer les ressources naturelles, c'est la concurrence.

Avec cette loi, le gouvernement se fait donner le pouvoir d'aliéner demain cet immense territoire de l'Ungava dont on ne connaît pas encore la richesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bail minier ne s'applique évidemment pas aux forêts et aux pouvoirs d'eau du Nouveau-Québec. Ces derniers ont tous été vendus par les libéraux. Pour le moment, les ressources minières de l'ancien Ungava sont inconnues, quant à leur étendue. Pour les connaître et pour les mettre en valeur, il faut s'y rendre, encourir d'énormes dépenses. Il faut des chemins de fer, des routes carrossables et des lignes de transport maritime. Et des mines, ça ne se trouve pas avec un rayon "X". Il faut par conséquent offrir des garanties aux personnes qui voudront entreprendre ces recherches et ces exploitations. Je comprends que les libéraux veulent tout simplement tuer le temps. Nous avons donné les explications voulues et si l'opposition veut faire de l'obstruction, c'est son affaire.

M. Godbout (L'Islet): Il n'est pas question d'obstruction et il n'est pas question d'empêcher le développement raisonnable du nord du Québec. Par ce bill, on veut aliéner la moitié des ressources naturelles de la province. C'est là que se trouvent les plus grandes richesses de la province, il faut donc être prudent. Que l'exploitation soit louée ou autrement cédée, la différence n'est pas considérable quand il s'agit de mines. Avec l'ancienne loi, on vendait des propriétés considérables; aujourd'hui, avec la nouvelle, on fait la même chose, quoi qu'on dise: on loue pour un temps indéfini des propriétés sur lesquelles le gouvernement ne garde aucun droit. Quand la compagnie aura exercé son droit, le minerai sera parti.

En adoptant le même principe que pour les forces hydrauliques, on hâterait le progrès, tandis qu'avec le bill actuel, on crée un monopole qui paralysera le développement minier de cette région. Lorsqu'on concède un pouvoir hydraulique, il reste toujours de l'eau, mais pour des mines, c'est différent. Quand une mine est exploitée, le minerai ne revient plus. C'est la raison pour laquelle il faut que le gouvernement exerce une grande prudence dans la concession de richesses naturelles de notre province.

Je m'oppose à ce blanc-seing accordé au gouvernement. Le bill lui-même a été l'objet de nombreuses protestations de la part des propriétaires et des gérants de plusieurs grandes mines. Qu'on fixe à 200 acres pour les mines d'or et de 2,000 à 10,000 acres, si l'on veut, pour le fer, la limite au-delà de laquelle le gouvernement devra obtenir l'assentiment des Chambres. Le délai de 20 ans est trop long. Après 20 ans⁷, une compagnie qui exercerait dans cette région le monopole que le gouvernement pourrait lui concéder, d'après ce bill, serait plus puissante que le gouvernement. C'est ce que nous ne voulons pas.

Il faudrait aussi établir une limite quant à la valeur des concessions qu'on veut faire et ne pas les passer sans une loi du Parlement. Et on devrait également limiter la durée de la concession et la valeur concédée, tout cela, de façon que le gouvernement conserve ses droits sur les richesses naturelles de la province. Aucune concession d'importance ne devrait se faire sans le consentement des Chambres qui représentent ici le peuple, le vrai propriétaire de nos richesses naturelles.

Ça n'a pas de sens de donner la moitié des richesses de la province par un simple arrêté ministériel. Nous sommes prêts à mettre une limite assez large, mais nous voulons une limite. J'ai demandé trois limites et tous les députés devraient partager cette opinion. Nous ne voulons que certaines conditions soient respectées. Nous serons larges, si le gouvernement veut se rendre à cette demande.

Le premier ministre a fait un faux pas, s'il crée une puissance qui sera plus forte que le gouvernement dans 20 ans. Qu'il limite le territoire à être concédé, mais qu'il ne demande pas le pouvoir de concéder la moitié du territoire de la province. Les ressources naturelles du Nouveau-Québec doivent être mises en valeur pour le bien du peuple de la province et non pour un petit groupe de capitalistes.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition, les yeux au ciel, ne doit pas poser au champion des ressources naturelles de la province qui ne valent rien, si elles ne sont pas développées. C'est une discussion puérile. En vertu des lois actuelles, le gouvernement peut louer toutes les forêts de A à Z à n'importe qui, pour n'importe quelle période, et concéder tous les droits de mines à ceux qui font le piquetage. Par la loi générale, le gouvernement peut louer à des particuliers tous les

pouvoirs hydrauliques et toutes les richesses minières de la province. Aussi, pourquoi tant se formaliser du côté de l'opposition pour une mesure qui permettra au gouvernement de faire développer le nord-ouest de notre province, là où il n'y a actuellement absolument rien, pas de communications, etc. Des richesses naturelles qui ne sont pas développées, ça ne vaut rien. Est-ce que ces compagnies vont construire des chemins de fer, organiser des lignes de transport par mer, s'ils n'ont pas l'encouragement nécessaire?

Le chef de l'opposition oublie que, sous les régimes libéraux, on a aliéné les plus beaux pouvoirs d'eau de la province et que, sous l'administration libérale précédente, l'Aluminium Company a obtenu les plus beaux pouvoirs d'eau du Saguenay. La mesure est une des plus processives qu'il y ait, car elle permettra le développement d'une des plus riches régions de notre province.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre élude la question de la limitation du pouvoir, qui est la question principale. L'expert en discussion puérile, il n'est pas de ce côté-ci. Le premier ministre veut évidemment détourner l'attention de cette loi par laquelle le gouvernement se fait autoriser à aliéner la moitié des ressources naturelles de la province. Au sujet de l'aluminium, nous n'avons pas donné les pouvoirs d'eau, mais seulement le droit de créer des réservoirs pour augmenter la puissance des pouvoirs déjà concédés.

Je répète que le gouvernement n'a pas le droit de demander à la Chambre le pouvoir de louer à une compagnie la moitié du territoire de la province. Je ne veux pas que l'on se réveille demain avec, en face de soi, une compagnie plus puissante que le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le chef de l'opposition oublie que le régime libéral a aliéné pour 99 ans les pouvoirs d'eau de la rivière Outaouais.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): En lisant le petit paragraphe qui renferme la résolution, je pense qu'il n'est pas digne de présenter une législation d'aussi grande importance dans cette forme. Nous devons, en premier lieu, avoir les renseignements pour savoir où nous allons. À qui veut-on concéder un territoire aussi grand des pays d'Europe? Y a-t-il une compagnie en relations avec le gouvernement? Est-ce une compagnie dans les

nuages? La Chambre devait connaître le nom de la compagnie qui doit bénéficier des dispositions de ce bill et recevoir un territoire d'environ la moitié de la province en étendue. Il serait important de savoir avec qui le gouvernement veut faire des affaires pour l'exploitation des ressources naturelles de cette partie du comté du Saguenay. La Chambre a le droit de savoir si le gouvernement est en relation avec quelqu'un, si une compagnie est en formation. Le peuple a le droit de savoir avec qui on veut faire affaire dans le cas présent. Nous ne pouvons aliéner la moitié de la province à des inconnus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Très bien mais...

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Nous n'avons pas le droit de mettre le nord de notre province sous une pareille tutelle. Le gouvernement n'a rien montré de son projet. La loi a pour but d'empêcher la prospection libre du Nouveau-Québec. La loi ressemble à toute la législation tyrannique du gouvernement de l'Union nationale. Il a commencé à tyranniser la population avec la taxe de luxe, et on veut maintenant céder notre patrimoine national à des étrangers. Le gouvernement veut tyranniser la population en donnant la moitié de la province à des gens que nous ne connaissons pas. C'est bien le genre de tyrannie politique de celui qui est en ce moment le maître du cabinet des 21, l'honorable John "one-gun" Bracken, chef de tories.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai rencontré ce dernier que deux fois, soit en 1936 à Ottawa, lors d'une conférence réunissant les premiers ministres de toutes les provinces du pays et il y a deux ans, alors que M. Bracken vint rendre une visite au chef du gouvernement du temps, le chef de l'opposition actuelle et à son ministre de la Voirie, M. T.-D. Bouchard.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Je ne connais pas les secrets du ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), mais cette résolution n'a d'autre but que de vendre la province à un monopole. J'ai passé cinq ans à Terre-Neuve, dont le premier ministre se prétend le défenseur, et je connais le sentiment des Terre-Neuviens. Il n'y a pas de ressources naturelles à Terre-Neuve et je sais que Terre-Neuve ne voudra jamais rétrocéder le Labrador à la province de Québec. Si le premier ministre croit que nous allons avoir le Labrador en retour de notre effort de guerre, il se fait des illusions. Les Terre-

Neuviens croient que nous sommes allés à Terre-Neuve pour défendre notre propre territoire. C'est un gouvernement tory qui a passé le Labrador à Terre-Neuve, en vertu d'un jugement du Conseil privé, que le premier ministre a défendu jusqu'à ces derniers jours. Le Labrador ne nous sera pas cédé facilement.

Cette résolution est un camouflage pour vendre la province à des amis du gouvernement. Cette affaire est indigne d'un gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): On parle de cette vaste région sans la connaître. L'Ungava est un pays inaccessible où on ne peut aller qu'en avion et, si on trouvait des mines là-bas, il faudrait construire un chemin de fer de 400 milles de longueur pour amener le minerai aux portes de la civilisation. Je demande qu'on laisse toute la latitude voulue à ceux qui exploiteront les ressources minières de cette région vaste et inaccessible.

Le gouvernement ne donne pas de privilèges, la province n'arrivera à rien du tout dans le développement de ce vaste pays du Nord, si on ne donne pas de latitude à ceux qui veulent développer le Labrador, il ne s'y fera rien. Je suis favorable au projet parce qu'il créera aussi des moyens de transport qui n'existent pas au Labrador.

Je me demande pour quelle raison le Parti libéral s'est acharné à ne pas développer la région du Saguenay.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le but de la loi est que le gouvernement veut donner des concessions à des amis.

L'honorable M. Robinson (Brome): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de dire cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. M. le président, rappelez-le à la décence.

L'honorable M. Robinson (Brome): Je demande à l'honorable député de retirer ces paroles relatives aux concessions faites à des amis.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) parle de l'hystérie du ministre (M. Robinson).

M. le président: L'expression "hystérie" n'est pas parlementaire. Je rappelle donc le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) à l'ordre.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je ne vois pas pourquoi on devient hystérique parce que je ne répète que ce qui s'est dit plusieurs fois. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) a dit qu'il n'avait pas de moyens de transport vers le Labrador. Il y en a de très modernes, par bateau et par avion. Cette législation est contraire aux intérêts de la province.

Les amendements sont adoptés.

La résolution amendée se lit désormais comme suit:

Que le premier alinéa de l'article 228 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) soit remplacé par le suivant:

"Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, d'accorder à une compagnie, société ou corporation formée ou incorporée en vertu des lois de la province des permis de recherche minière et de donner à bail pour un terme n'excédant pas vingt ans l'exploitation de toutes les substances minérales dans le territoire du Nouveau-Québec. Il peut à cette fin déterminer la superficie, la durée, telle que ci-dessus déterminée, les termes, les conditions et les restrictions de ces permis et baux, ainsi que de leur émission et de leurs renouvellements."

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division.

L'honorable M. Robinson (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

Validation de contrats par la cité de Montréal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien d'extraordinaire dans le projet de loi; il s'agit de ratifier des informations qui ne portent préjudice à personne, soit neuf contrats passés par la ville de Montréal au sujet de la vente de certains terrains par la ville à des particuliers ou à des corporations. Deux des contrats à valider concernent la Wartime Housing Limited pour la construction de 200 maisons à Cartierville et Radio-Canada. Il s'agit de régulariser certaines formalités dans ces contrats. Nous présentons le bill à la demande de la ville de Montréal, afin de lui épargner les frais d'un bill spécial.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer, aux conditions qu'il déterminera:

"a. l'acte de vente et de transport entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi au nom de la Dominion du Canada passé devant Me Jean Baudoin, notaire, le 20 août 1943, sous le numéro 16,060 de

ses minutes, à l'effet de vendre certains terrains situés au nord de la rue Chabanel et à l'ouest du boulevard Saint-Laurent;

"b. le contrat entre la cité de Montréal et la Société Radio-Canada, passé devant Me Jean Baudoin, notaire, le 29 décembre 1944, sous le numéro 17,088 des minutes de son répertoire, à l'effet d'installer, à certaines conditions, un poste de radiodiffusion dans la cité de Montréal.

"À compter de la date de l'arrêté en conseil adopté sous l'autorité du présent article, ces actes de vente et de transport sont valides et légaux."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) Par le deuxième contrat, il s'agit de permettre à Radio-Canada d'établir sur le Mont-Royal un poste de radiodiffusion avec des modulations de fréquence, lequel servira plus tard à la télévision.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** soulèvent des objections.

M. Godbout (L'Islet): Pourquoi le gouvernement a fait une différence entre le contrat passé avec la Wartime Housing et celui passé avec Radio-Canada?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas de cachette. Voici la situation. M. Frigon est venu me voir et m'a dit que Radio-Canada a l'intention d'installer sur le versant du Mont-Royal, à Montréal, un poste de radiodiffusion et, plus tard, un poste de télévision, M. Auguste Frigon et M. Boudreau, de Radio-Canada, sont venus causer du projet avec moi et ils m'ont informé que la chose qu'il importe le plus de sauvegarder, c'est la liberté de parole. Je leur ai dit que la liberté de parole était beaucoup plus importante que la télévision.

Nous sommes prêts à coopérer avec Radio-Canada, mais dans les limites des convenances, de la justice et de l'équité. Comme la loi ne confère pas à la cité de Montréal le droit de passer le contrat qu'elle a passé, j'ai dit à Radio-Canada que le gouvernement pourrait valider l'entente, mais qu'il poserait ses conditions. Par le présent bill, le lieutenant-gouverneur en conseil se réserve le droit de fixer les conditions pour l'établissement de ce poste. Le gouvernement entend discuter cette question avec les autorités fédérales, afin de préserver les droits de la province de Québec.

Si la Société Radio-Canada veut élever un poste à ondes courtes sur le Mont Royal, à Montréal, sur un terrain acquis de la métropole, le

gouvernement fédéral devra d'abord faire des concessions à la province de Québec pour que la Législature approuve le contrat passé entre Radio-Canada et la ville de Montréal. Chaque fois qu'un organisme fédéral demande des privilèges, nous voulons des compensations en retour. Dans le cas présent, nous voulons la reconnaissance de droits méconnus. Le gouvernement provincial se réserve donc le droit d'imposer à Radio-Canada les conditions qu'il jugera à propos, avant de valider le contrat qu'elle a passé avec la ville de Montréal.

Relativement à l'autre contrat, dans le quartier en question, l'entente avec la Wartime Housing touchait à une partie de la ville où le Canadian National Railway veut construire des voies élevées. Le gouvernement veut aussi étudier cette question avec de prendre une décision, de façon à ce que les citoyens de Montréal n'aient pas à souffrir de préjudice, si préjudice il y a.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On porte atteinte ici à l'autonomie de la ville de Montréal. Les contrats ont été conclus à la satisfaction des parties en cause, et je ne vois aucune raison pour que la Législature adopte une attitude aussi méfiante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les contrats avaient été légaux, on n'aurait pas eu besoin de demander qu'ils soient ratifiés par la Législature.

L'article 2 est adopté.

Le comité introduit un nouvel article 3 qui se lit comme suit:

"3. Les deux contrats intervenus entre la cité de Montréal et la Wartime Housing Ltd., depuis le 1^{er} janvier 1945 seront confirmés, ratifiés et validés dès qu'ils auront reçu l'approbation de la Commission des affaires municipales de Québec."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous voulons construire 200 maisons à Cartierville. Il s'agit d'encourager la construction de maisons temporaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai un amendement à apporter disant que les deux contrats en question, qui ont été passés depuis le 1^{er} janvier dernier, seront par la présente loi ratifiés, validés et confirmés, dès qu'ils auront reçu l'approbation du ministre des Affaires publiques et

de la Commission municipale de Québec. Je ne sais pas si la Commission pourra agir, parce que son président (M. Oscar Drouin) est en voyage. Mais il n'y aura pas de retard sérieux.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre sait-il où il est allé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On m'a dit qu'il est allé à Matane.

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, l'article subséquent est renuméroté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. Cette séance marque le retour des députés en Chambre à la suite du congé de l'Ascension et de la fête de la Victoire. D'ailleurs, lors de cette fête, selon

L'Événement du 8 mai 1945, à la page 3, le "Parlement fut le théâtre de la célébration la plus bruyante." C'est au cours de la journée du 7 mai 1945 que les manifestations ont commencé, soit à la suite de l'annonce de la cessation des hostilités. Vers trois heures de l'après-midi, "plusieurs centaines de jeunes gens et jeunes filles, étudiants et étudiantes, écoliers et écolières, ont envahi la salle des représentants du peuple déserte et y ont donné libre cours à leur effervescence avec une frénésie indescriptible. Les traces du passage des manifestants se résumaient à des monceaux de papier qui jonchaient le parquet de la Chambre et à des égratignures sur quelques pupitres, et même sur le fauteuil de l'Orateur." Pour tous les détails de cet incident, voir l'article de *L'Événement*, livraison du 8 mai 1945 à la page 3 et la suite à la page 21. Au sujet de cette séance du 14 mai 1945, *L'Événement*, à la page 3, nous apprend que "l'assistance est beaucoup moins considérable que d'habitude. On note des vides nombreux à droite comme à gauche." De plus, ce même journal, à la page 3, précise que: "de fréquentes allusions aux élections fédérales ont émaillé les débats de la journée." *Le Devoir* du 15 mai 1945, à la page 1, ajoute: "au cours de la journée, l'attention des députés se portait sur les mises en candidature; ils couraient aux nouvelles et se faisaient apporter régulièrement les journaux. Voilà pour ceux qui se trouvaient présents, mais la majorité étaient absents. Les rangées des libéraux étaient particulièrement dégarnies; on relevait à certains moments une dizaine de présences sur un effectif de 37. Les membres de l'Union nationale présentaient un front plus compact. [...] Le chef du Bloc populaire, M. André Laurendeau, n'était pas lui non plus à son siège." *Le Devoir* du 15 mai 1945, à la page 2, précise que "les absences se chiffraient par environ 60, ce qui constitue un record depuis le début de la session."

2. Selon *Le Devoir* du 15 mai 1945, à la page 2: "Cette réunion s'est ouverte tardivement, à 11 h 30, au lieu de 11 heures, l'horaire officiel."

3. Selon *Le Canada* du 15 mai 1945, à la page 12, l'étude en comité plénier de ce projet de loi commence à 11 h 30.

4. *L'Événement* du 15 mai 1945, à la page 3, ne nous indique pas de façon précise quand ces deux dernières interventions ont été faites; tout ce que le journal dit c'est: "à un moment donné ..." Concernant la réplique de M. Godbout, *L'Action catholique* du

14 mai 1945, à la page 7, explique: "en effet, même à droite, les banquettes vides étaient nombreuses. Le gouvernement comptait surtout sur la présence des ministres."

5. Selon *Le Soleil* du 15 mai 1945, à la page 3, M. Robinson prend la parole en anglais.

6. *Le Soleil* du 15 mai 1945, à la page 5, nous apprend que cette majorité est de 17,000 voix.

7. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 15 mai 1945, à la page 11, alors que *L'Action catholique* du 15 mai 1945, à la page 2, parle de 30 ans.

Première séance du mardi 15 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Emprunt
du service civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les employés civils ont dépassé leur objectif de 48 % pour établir à 147.8 % le pourcentage de leurs souscriptions au récent emprunt fédéral. Ils sont en tête de toutes les organisations de service civil dans le Canada. Il faut les féliciter.

M. Godbout (L'Islet) exprime l'espoir que le gouvernement, pour récompenser les employés civils, rétablira les augmentations statutaires données par l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les employés de la province sont satisfaits de la façon de procéder du gouvernement qui commence par reclassifier le service civil, au lieu de donner des augmentations abracadabrantes.

M. Godbout (L'Islet): Les augmentations abracadabrantes consistent à prendre une somme de \$330,000 et à la distribuer à des favoris par montants de \$300, \$500 et \$100,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous verrons cela.

Projets de loi:

Curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 instituant une curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bornage des propriétés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Amélioration du
Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) demande si le premier ministre est bien certain que son projet de loi n'est pas *ultra vires*¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami n'est pas avocat. Il ne sait pas son droit.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne fais que suivre le droit que m'a enseigné le premier ministre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Démission du
député de Beauce, M. Lacroix²

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la communication suivante:

Lettre de démission

Saint-Georges-Est, (Beauce)
14 mai 1945

Honorable Alexandre Taché,
Président de l'Assemblée législative,
Édifice du Parlement,
Québec

Monsieur,

Par la présente, je vous donne ma démission comme député du comté de Beauce à l'Assemblée législative et vous prierais de l'accepter et de lui donner effet immédiatement.

Votre dévoué,

Édouard Lacroix³

Témoins:

Adélard Gilbert

Armand Poulin

Projets de loi:

Curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 instituant une curatelle publique.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)⁴: Le premier ministre va-t-il rendre un juste hommage et récompenser le détective Alphonse Duchesneau, de la Sûreté provinciale, maintenant que la censure est levée pour le magnifique exploit qu'il a accompli en capturant un dangereux espion allemand en novembre 1942. Un fait qui vient d'être révélé par les autorités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le détective Duchesneau est entré au service de la province grâce à l'Union nationale et il a prouvé sa compétence, et c'est grâce à son flair et à sa compétence, si l'espion a été arrêté. Les vœux du député de Rivière-du-Loup seront amplement réalisés.

Le fait qu'il ait pris un espion débarqué dans la baie des Chaleurs, prouve, en premier lieu, que nos côtes n'étaient pas défendues et qu'il y avait des lacunes au ministère de la Défense nationale. Si nos côtes avaient été mieux gardées et défendues, les sous-marins allemands n'auraient pu toucher les côtes, ne seraient pas remontés jusque dans la baie des Chaleurs, presque à l'intérieur des terres, et emprunter ainsi ce qui constitue une excellente voie d'entrée au Canada.

Des gens ont même soutenu que cette mauvaise défense des côtes gaspésiennes était préméditée, des gens qui sont restés avec l'impression qu'on avait permis aux sous-marins de s'aventurer si loin dans les eaux du Saint-Laurent, parce qu'on voulait ruiner le port de Québec. La navigation ne pouvant se faire sur le Saint-Laurent, d'autres ports en auraient profité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je regrette que le premier ministre fasse de la petite politique avec l'exploit d'un Canadien français.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi l'ancien procureur (M. Casgrain) et le gouvernement Godbout n'ont pas eu la bonne pensée de rendre public l'acte courageux du policier Duchesneau? C'est probablement parce que cet agent avait été nommé par l'Union nationale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Encore de la petite politique, Je ne me suis pas occupé si l'agent Duchesneau avait été nommé ou non par l'Union nationale. Comme question de fait, je ne le savais même pas. Tout ce que je sais, c'est que le Parti libéral l'a gardé au service de la province, ce qui prouve sa largeur de vues.

Si, dans le temps, je n'ai pas annoncé publiquement que ce policier avait accompli un exploit et reçu une décoration royale, c'est parce que les règlements de la censure fédérale me l'interdisaient, afin de permettre l'arrestation d'autres espions. Respectueux des lois de mon pays, j'ai dû garder le silence.

Le premier ministre prétend que nos côtes n'étaient pas gardées! Peut-être. Mais si, de l'autre côté de la Chambre, les adversaires du gouvernement avaient montré un plus grand désir de collaborer, nos côtes auraient probablement été mieux défendues. Ce n'est pas ce qu'ont voulu faire le premier ministre et le député de Matane (M. Gagnon), que je suis heureux de voir de retour en Chambre. Ils n'ont pas voulu collaborer.

Il (M. Casgrain) parle du voyage mystérieux de l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon) et de l'honorable Oscar Drouin qui sont partis hier en avion pour Matane. J'espère qu'il a fait un bon voyage à Matane en avion. J'avais peur qu'il ne se soit envolé vers San Francisco.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce que je trouve humiliant, c'est que des chefs libéraux quittent la Conférence de San Francisco pour venir faire de la petite politique dans la province de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand on se promenait dans les campagnes avec une balle à la main, comme l'a fait le député de Matane, aidait-on à l'effort de guerre du Canada? Quand les premiers sous-marins sont arrivés, on a crié à la propagande politique de M. King. Puis la peur s'est emparée des détracteurs du gouvernement fédéral et ils ont commencé à faire de l'agitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tant il est vrai de dire que le député de Rivière-du-Loup reste fidèle à la vieille politique de rouge à Ottawa et rouge à Québec. Le devoir du procureur général eût été de faire connaître l'exploit de Duchesneau, afin de faire taire ceux qui disaient que la province de Québec ne faisait pas son devoir. Au lieu de proclamer le patriotisme et le courage d'un compatriote, il a préféré se faire le complice des insulteurs de notre race et se cacher derrière la censure fédérale, qui ne voulait pas admettre que les côtes du Saint-Laurent n'étaient pas défendues par le gouvernement fédéral et ne voulait pas que soit reconnu publiquement l'exploit d'un Canadien français. Voyez-vous cela, M. le président, un procureur général qui reste muet dans son bureau quand il s'agit de louer un compatriote et qui, pour rester fidèle à son parti, garde le silence.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais eu honte de mon parti. Seulement, je ne suis pas comme le chef de l'Union nationale. Je n'ai pas changé de couleur politique aussi souvent que lui. Je n'ai jamais changé de couleur politique, comme certaines personnes que je connais et qui sont de véritables caméléons. Je n'ai pas fait comme les caméléons. Je suis resté libéral, sans éprouver le besoin de me cacher sous les trois couleurs comme l'Union nationale et tout en conservant mon indépendance car, de ce côté-ci de la Chambre, on peut différer d'opinion avec notre chef et dire ce que

l'on veut. J'ai gardé mon franc-parler au sein de mon parti.

L'Angleterre nous a envoyé l'un des principaux membres de son service de contre-espionnage pour interroger l'espion capturé, et c'est précisément ce policier anglais qui nous a demandé de garder la censure la plus complète sur l'affaire et de garder le silence pour des raisons de sécurité. Dans cette circonstance, j'ai fait mon devoir comme procureur général. J'ai été complice de ceux qui croyaient bien défendre le pays en gardant le silence et je ne le regrette pas. J'aurais fait la même chose sous un gouvernement fédéral présidé par M. Meighen, M. Bennett ou M. Bracken. Je suis convaincu d'avoir fait mon devoir.

Esclave d'un parti, je ne l'ai jamais été. Mais je n'ai jamais agi en hypocrite. J'ai toujours été et continuerai d'être un partisan loyal. Je ne me suis jamais déguisé en berger pour garder le troupeau. Si j'avais voulu être chef d'un parti indépendant, je n'aurais pas gardé un tory comme mon bras droit dans le cabinet⁵, qui est toujours là pour recevoir à Québec les chefs du parti tory, et je n'aurais pas permis à un haut-fonctionnaire provincial, M. Drouin, d'être candidat, sous l'étiquette de l'indépendance dans le comté de Matane, à l'élection actuelle.

Je le répète, l'Union nationale est en arrière du parti Bracken et le 11 juin prochain, elle aura sa réponse. Si le premier ministre savait ce qu'on dit de lui et de sa taxe de luxe, il serait surpris. Il n'a pas changé: c'est le même homme qu'en 1936. Et s'il avait le courage de faire des élections, il pourrait constater que la province de Québec est encore libérale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) d'avoir voulu attaquer deux absents: M. Oscar Drouin et le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), qui a quitté son fauteuil à ce moment⁶. M. Bracken, premier ministre libéral du Manitoba pendant 20 ans, est un ancien libéral, c'est un ami de M. King et de M. Bouchard; ce dernier l'a même reçu à sa piscine à Saint-Hyacinthe. L'Union nationale est indépendante de tous les groupes politiques fédéraux. Le député de Rivière-du-Loup est mal venu de parler d'hypocrisie. L'hypocrisie c'est, par exemple, l'attitude d'un chef de parti qui promet de combattre M. King et qui appuie ensuite les candidats de ce même M. King. D'ailleurs, l'hypocrisie, cela appartient au Parti libéral; ces deux mots sont inséparables.

M. Dumoulin (Montmorency) veut également participer au débat sur la défense des côtes du Saint-Laurent...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève la question d'ordre et propose qu'on revienne à l'étude du budget.

(Après discussion)

M. le président déclare le point d'ordre bien fondé.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement, déficit (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale -

traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946⁷.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Y a-t-il des changements dans la police provinciale à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, pour le mieux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Y a-t-il encore des barbottes ou maisons de jeu à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Rivière-du-Loup pourrait peut-être demander des renseignements à ce propos à son ancien collègue qui est aujourd'hui membre du Conseil législatif.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit d'attaquer un ancien collègue et d'insulter un membre de la Chambre haute.

M. le président: Il n'y a pas eu insulte. Le premier ministre n'a nommé personne. Point d'ordre renvoyé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre n'est pas renseigné, il pourrait peut-être s'adresser, lui, à son collègue, le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté). Il y a eu des abus considérables à Montréal. Le premier ministre est-il au courant de la chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est pour cela qu'on a remplacé la police.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On affirme, et de sources différentes, que l'on a payé des sommes énormes pour obtenir des permis et de la protection pour les jeux de barbottes.

Les barbottes, la prostitution et les maisons de jeu sont plus florissantes que jamais, et le vice est plus répandu que jamais à Montréal. Je sais que le premier ministre a beaucoup d'ouvrage, qu'il ne peut s'occuper de tout. Je crois que le premier ministre n'est pas au courant de ces choses. Mais je lui dis qu'il a un mauvais entourage.

La tolérance de vice, de maisons de jeu, des barbottes est telle à Montréal que je demande que le premier ministre fasse une enquête. S'il ne fait pas enquête, il sera, comme il le disait autrefois,

complice avant, pendant et après le fait. Il me répondra qu'il a réussi à faire fermer le théâtre Gayety. Mais combien en a-t-il coûté aux propriétaires du théâtre pour rouvrir les portes de leur établissement après sa suspension?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Point d'ordre. Je suis prêt à faire instituer une enquête complète sur les affaires du théâtre Gayety depuis son ouverture, afin que l'on connaisse quels sont ceux qui ont retiré de l'argent. Depuis que je suis procureur général, je sais que ce théâtre est maintenant fermé le dimanche, alors que l'administration libérale ne l'a pas fait. Le théâtre Gayety ouvrait ses portes du temps du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui n'a jamais réussi à le faire fermer. Les conclusions de l'enquête pourraient peut-être démontrer que ceux qui ont reçu de l'argent sont des amis du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et atteindre des amis du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne crains aucune enquête. (Brandissant un programme du théâtre Gayety) Que le premier ministre ordonne une enquête. Voici un programme du Gayety. Il (M. Casgrain) demande au premier ministre si c'est comme cela qu'il entend faire respecter la morale. Les photos qu'y voit, c'est mieux que le nu, c'est le déshabillé progressif. Si les représentations sont immorales, pourquoi ne pas en ordonner la fermeture complète? On ferme le dimanche, mais on donne trois représentations le samedi soir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Point d'ordre. Le député n'est pas sérieux. Des plaintes ont été portées sous l'ancien régime, et les personnages haut cotés⁸ de Montréal sont venus jurer en cour qu'il n'y avait rien d'immoral dans les spectacles du Gayety. Les jugements rendus font jurisprudence maintenant. La province a perdu ses causes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre possède tous les pouvoirs pour faire enquête et il peut la commencer sans tarder. Le procureur général me donne raison et prouve que, sous le régime libéral, on poursuivait le Gayety. Nous l'avons poursuivi chaque dimanche. Le théâtre Gayety, dont le premier ministre avait annoncé la fermeture, même si on le ferme le dimanche. S'il est immoral la semaine, on laisse la jeunesse se corrompre pendant six jours, puis on se vante de sauver la morale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Gayety est fermé le dimanche. Nous avons trouvé le moyen de le faire fermer, nous.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le théâtre est immoral, il devrait fermer durant toute la semaine. Il ne devrait pas être ouvert la semaine plus que le dimanche. Il n'est pas plus permis aux jeunes gens de se corrompre la semaine que le dimanche⁹. J'affirme de nouveau que, pour ravoir sa licence, le propriétaire du théâtre a dû payer très cher.

M. Chaloult (Québec): Je trouve étrange l'attitude de l'ancien procureur général. J'ai soulevé cette question souvent les années dernières. Sous l'ancien régime, j'ai demandé en vain que l'on ferme le théâtre Gayety. Et on m'a dit qu'il n'y avait que l'amende comme punition.

On s'est donc contenté de faire payer l'amende aux propriétaires. Je trouve étrange que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) reproche au premier ministre de ne pas intervenir avec assez de rigueur. L'ancien procureur général (M. Casgrain), qui a refusé d'agir, a mauvaise grâce de faire des reproches au procureur général actuel qui a fait un pas dans la bonne voie.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est-il déjà allé au théâtre Gayety?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Alors pourquoi parlez-vous, si vous ne connaissez rien. Montréal n'est pas Saint-Guerlo.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Avant d'en arriver à une mesure aussi draconienne que celle d'ordonner la fermeture du théâtre, j'ai voulu épuiser tous les autres moyens. Le Gayety a été fermé tous les dimanches pendant plusieurs années, les représentations de certains autres théâtres sont aussi immorales que celles de l'établissement en question. Je savais qu'il aurait fallu faire fermer d'autres théâtres, qui étaient aussi pires et dangereux que le Gayety.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de les nommer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) refuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Grâce aux instructions que j'ai données, le théâtre Gayety a perdu entre \$40,000 et \$50,000, parce qu'il a été fermé une dizaine de jours durant la période des Fêtes, l'hiver dernier.

L'ancien gouvernement a fait une enquête sur la police provinciale à Montréal. Ce fut une farce.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cependant, l'opposition du temps n'a pas eu le courage de se montrer à l'enquête Cannon et d'aller prouver ce qu'elle affirmait en Chambre, sous le couvert de son immunité parlementaire. C'était l'endroit tout indiqué pour porter des accusations et les prouver. Le peuple les connaît ceux qui retirent l'argent du vice commercialisé à Montréal. Ce sont des amis de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lors de la nomination du juge Cannon pour présider l'enquête, j'ai dit que l'on rendait un mauvais service à ce juge. Jamais une enquête n'a autant déprécié ceux qui y ont pris part. Nous, nous avons fait la lutte aux bookies, et c'est grâce à nous si l'un des chefs de ces gens, Annenberg, a été pris. Nous, nous avons fait la lutte aux maisons de prostitution. La majorité d'entre elles ont été fermées depuis 7 mois, et le vice est réprimé. Le résultat a été une baisse de 40 % dans les maladies vénériennes. Je suis prêt à ordonner la tenue d'une enquête complète et on verra que les profiteurs du vice à Montréal sont ceux qui protégeaient le chef de l'opposition au cours de la dernière élection.

Le meilleur moyen de profiter de cette tendance de nos compatriotes à gager sur tout et sur rien serait d'établir une loterie nationale, dont les profits serviraient à encourager l'éducation et la santé. J'ai déjà parlé de ce projet à MM. Ernest Lapointe et Louis Saint-Laurent. J'ai déjà proposé un amendement à la loi fédérale qui défend les paris organisés.

J'ai suggéré à M. Saint-Laurent d'amender la loi du dimanche, de façon à ne permettre les poursuites contre les paris organisés qu'avec la permission du procureur général des provinces. De cette façon, les provinces pourraient régler leurs affaires comme elles l'entendraient dans ce domaine.

M. Alexandre Taschereau avait présenté une loi dans ce sens en 1935, je l'ai appuyée, mais le Parlement fédéral l'a rejetée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis d'accord avec le premier ministre sur cette question

des paris organisés. Et j'approuve ses remarques. Je promets l'appui des libéraux dans le projet Duplessis d'instituer une loterie provinciale, dont la recette irait pour l'amélioration de la santé publique et au budget de l'enseignement. Si jamais le chef du gouvernement arrive à des résultats dans ce domaine, il aura fait œuvre utile à sa province.

C'est la dernière partie du discours du premier ministre qui fut la meilleure. La première l'était moins, quand il attaqua le juge Cannon. Cette attaque est indigne d'un premier ministre, d'un procureur général, d'un ancien bâtonnier général et du fils d'un juge. Le juge Cannon a fait une enquête tellement impartiale que la revue *Relations* l'en a félicité. M. Jean Penverne, que le premier ministre connaît bien, représentait les œuvres catholiques et il a fait la même chose. C'était à l'enquête que le premier ministre devait aller porter les accusations qu'il portait ici, sous le couvert de son immunité parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je l'ai dit en dehors. Je l'ai même répété dans le comté de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup):

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas eu le courage d'aller dénoncer à l'enquête ceux qu'il accusait ici? Il fait la même chose depuis 1917. De 1936 à 1939, les prisons ne devaient pas être assez grandes pour incarcérer tous les voleurs. Qui a-t-il fait arrêter?

Je défie de nouveau le premier ministre de faire une enquête complète sur le vice à Montréal et sur ce qui s'est passé à Montréal, dans le domaine de la police, depuis le mois de septembre 1944. Le premier ministre s'apercevra qu'il est entouré des mêmes requins qui l'ont coulé en 1939 et qui ne font de la politique que pour s'enrichir. Qu'il regarde même dans son cabinet. Si les maisons de prostitution ont été fermées à Montréal, c'est sur l'ordre des autorités de l'armée américaine qui menaçaient de mettre la métropole "out of bound", hors limite.

M. Francoeur (Montréal-Mercier):

Le premier ministre va-t-il enfin augmenter les salaires des membres de la police provinciale et leur remettre les augmentations statutaires qui leur ont été enlevées le 30 novembre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En effet, les salaires de policiers provinciaux ne sont pas assez élevés. J'ai nommé un chef honnête et rien

ne se fait sans sa recommandation. Il est admis que les salaires sont trop bas, mais que c'est un côté seulement du problème général. Le gouvernement va commencer par la classification des policiers, puis il réglera la question des salaires.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Quel salaire a M. Hilaire Beaugard, capitaine, chef des détectives de la Sûreté provinciale à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le salaire doit être de \$4,500.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): A-t-il le droit de vendre de la bière, de tenir une épicerie et de vendre des patates frites?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les meilleurs policiers ne sont pas ceux qui restent à leur bureau. Les limiers de l'Intelligence service à Londres ont tous d'autres emplois pour dépister les criminels.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ils doivent tous vendre des patates frites...
(Immense éclat de rires)

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 15 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1945-1946 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 24 avril dernier, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement n'aurait pas dû soulever le cri de race au sujet de la nomination du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) comme trésorier. En faisant de cette nomination une question de race, on s'expose, si l'administration du trésorier est un succès, à en faire rejeter le blâme sur la race canadienne-française. L'insuccès est déjà patent. Si on trouve que l'administration du trésorier actuel est un succès, il faut dire que c'est un succès qui coûte terriblement cher à la province.

C'est une erreur de prétendre que le budget du gouvernement est un budget d'économie, quand on regarde les chiffres qu'il contient. Le discours du trésorier est véritablement un discours de luxe, d'abord parce qu'avec les sommes votées par des lois spéciales, le montant total des prévisions gouvernementales s'élève à plus de \$150,000,000, et ensuite, en raison des projets du gouvernement en matière de finances et de taxation.

Le discours du budget prononcé par le trésorier révèle également une contradiction flagrante entre les discours du premier ministre, pendant et après la campagne électorale de l'été dernier, et les faits réels, en ce qui concerne la situation financière de la province. Le discours est essentiellement un livret de 70 pages de texte condensé. Et, comme le trésorier va dépenser \$150,000,000, soit \$60,000,000 de plus que le budget de l'an dernier, il aura coûté plus de \$2,000,000 la page, étant donné les sommes d'argent réclamées à la Chambre et obtenues depuis ce temps. Pas surprenant que l'on paye des taxes de luxe.

Je n'ai pas l'intention de discuter en détail le discours du trésorier, parce que je ne veux pas accroître la somme de \$2,000,000 que les contribuables devront payer pour les 70 pages du

discours du budget. Le discours est prétentieux et amer, comme c'est généralement le cas pour les discours des orateurs de l'Union nationale. Quels sont les faits?

Le fait que la province ait un trésorier francophone n'a rien d'extraordinaire, puisque la Législature a accueilli, dans le passé, un certain nombre de Canadiens français éminents, notamment l'honorable Jacob Nicol et l'honorable L.-A. Taschereau qui détiennent tous deux le portefeuille des finances. Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) et le gouvernement duplessiste ne peuvent prétendre que le trésorier actuel est le premier canadien de langue française à occuper ce poste.

Le budget actuel prévoit des dépenses de \$99,854,805 tandis que le précédent, qui a été présenté par l'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), engageait des dépenses totales de \$92,283,181, soit une différence de \$7,500,000. Ainsi la population du Québec paie une taxe de luxe de \$0.50 par personne, une augmentation de taxes résultant de l'élection d'un gouvernement d'Union nationale, c'est-à-dire d'un gouvernement de luxe. Avec \$150,000,000, le gouvernement va pouvoir dépenser \$3,000,000 par semaine, s'il dure jusqu'aux 52 prochaines semaines. Le budget Gagnon est certainement le luxe le plus opulent et le plus coûteux que la population de cette province ne se soit jamais accordé.

Afin de faire apparaître sous leur jour véritable les dépenses engagées par le gouvernement actuel pour sa première année au pouvoir, on n'a qu'à citer les chiffres suivants:

Les augmentations par rapport au budget de l'année dernière, toutes tirées des revenus ordinaires: autoroutes, \$30,000,000; drainage, \$1,000,000; abolition des passages à niveau, \$2,000,000; nouveaux édifices gouvernementaux, \$1,500,000; radio, \$5,000,000; électrification rurale, \$12,000,000, pour une somme globale de \$151,000,000. Ces chiffres indiquent à première vue une augmentation de taxes de \$20 pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant composant la population des 3,000,000 d'habitants du Québec. Si on examine les dépenses par personne, on voit que le budget prévoit pour chaque personne des dépenses de \$50. Le trésorier a parlé comme le représentant d'un cabinet de luxe, puisque l'augmentation des dépenses publiques et de la taxe sera de \$100 par famille de cinq. On dépensera, en tout, \$50 par année et par tête de population. Soit \$500 pour une famille de 10. La province s'est donné une administration de luxe et il n'est pas surprenant qu'elle doive payer

aujourd'hui une taxe de luxe injuste et impopulaire. Jamais la province n'avait pensé avoir à sa tête un gouvernement si coûteux.

Au budget Gagnon, on doit ajouter les engagements pris par le gouvernement actuel en matière d'allocations familiales. Si le gouvernement ne conclut pas d'entente avec le gouvernement d'Ottawa au sujet des allocations familiales, la population du Québec aura besoin de chaque sou disponible pour couvrir les coûts d'un système provincial de ce genre.

Il (M. Hartt) fait le total des revenus et des dépenses du gouvernement provincial de 1942 à 1945, sous le régime libéral: 1942, revenus ordinaires, \$91,998,814; 1943, \$92,770,109; 1944, \$93,036,713. Revenu total: 1942, \$72,153,331; 1943, \$80,068,237; 1944, \$82,559,942. Excédent des revenus par rapport aux dépenses: 1942, \$19,845,483; 1943, \$12,701,872; 1944, \$10,476,771. Dépenses en capital: 1942, \$17,857,225; 1943, \$11,830,996; 1944, \$9,191,611.

Je veux savoir quels sont les points communs entre ces chiffres officiels et le déficit de \$40,000,000 annoncé par le premier ministre pendant et après la campagne provinciale qui s'est terminée l'été dernier. Le prospectus du gouvernement provincial accompagnant son dernier prêt constitue le meilleur endossement des politiques libérales et la justification de ses initiatives de 1939 à 1944.

Il (M. Hartt) rappelle les dépenses énormes faites par la première administration de l'Union nationale, de 1936 à 1939, sous prétexte de la reconstruction économique. Le gouvernement n'a pas changé. Son leader est le même. À peine est-il arrivé au pouvoir que la misère commençait. Je demande au premier ministre d'aller devant sans tarder, afin de faire confirmer son mandat.

M. Godbout (L'Islet)¹⁰: M. l'Orateur, j'ai plutôt l'intention de participer à ce débat en tournant les yeux vers l'avenir que sur les élucubrations et les propos inconsiderés du trésorier provincial. Je voudrais bien féliciter la province d'avoir, comme il le prétend lui-même, pour la première fois un trésorier canadien-français, mais je ne puis le faire. Tout le monde sait que le discours du trésorier, que le trésorier ne s'est pas gêné de faire imprimer aux frais de la province, ne doit renfermer que des chiffres vrais et officiels de la province, sans entrer sur le terrain des discussions politiques. La tradition veut qu'en conséquence il s'adresse à l'intelligence des contribuables et non qu'il exprime les passions politiques de celui qui le prononce.

Or, je regrette que le trésorier ait manqué à cette tradition. Le trésorier actuel, qui se vante d'être le premier trésorier canadien-français depuis la Confédération, a prononcé un discours de petite politique inspiré par l'électoratisme le plus étroit et le plus partisan qui ne se soit jamais manifesté en cette Chambre. Ce n'est qu'un tissu de demi-vérités, du camouflage, disposés de façon à faire comprendre tout le contraire de la vérité et à donner le change aux électeurs.

Tout ce discours ne contient que des chiffres camouflés qui ne donnent aucun aperçu réel de la vraie situation financière de notre province. C'est la première fois dans l'histoire qu'un trésorier imprimait un tel pamphlet politique parce que normalement le discours du budget ne devrait être qu'un énoncé de la situation financière de la province sans aucun commentaire. Il eût mieux valu qu'il ne soit pas prononcé par un Canadien français.

Le trésorier a, dans ses comparaisons entre l'administration financière de l'Union nationale, de 1936-1939, et celle du régime libéral, de 1939 à 1944, joué à l'équivoque, changé des dates et des chiffres, pour jeter de la confusion dans les esprits et parmi l'électorat.

Par exemple, le trésorier et, après lui, le ministre du Commerce (M. Beaulieu) ont reproché à l'ancien trésorier de n'avoir pas fait entrer dans la dette flottante l'engagement de \$3,600,000 contracté pour le règlement des affaires des Sulpiciens. Le trésorier sait parfaitement que le montant avait été utilisé pour couvrir le prêt contracté sous l'ancien régime de l'Union nationale, afin de contribuer au financement de la restructuration de la dette des Sulpiciens. Le trésorier a laissé entendre que l'ancien trésorier avait caché ce montant des dettes de la province sur bons du Trésor.

Or, ce montant représente un engagement de l'Union nationale qui existait avant 1939. Et jamais, de 1936 à 1939, l'Union nationale n'a inclus ce montant dans la dette flottante, dans les bons du trésor, de son temps. L'Union nationale ne l'ayant jamais inclus dans ses propres budgets, la situation est donc demeurée la même sous le gouvernement libéral que sous l'ancien régime de l'Union nationale. Aujourd'hui, nous avons payé, mais nous n'avons aucun recours contre les biens des Sulpiciens, et la situation est donc la même. Le trésorier a ajouté ce montant à la dette flottante.

Le trésorier a provoqué un malentendu plus sérieux encore en jouant, dans son discours du budget, sur la différence des termes "déboursés et dépensés" puis "recettes et revenus". Le trésorier

actuel compare les dépenses des deux administrations, de 1936 à 1939 et de 1939 à 1944, en attribuant à l'Union nationale 40 mois et quart¹¹ d'administration, c'est à dire deux mois de trop. La vérité, c'est que ce gouvernement là n'a été au pouvoir en réalité que durant 38 mois et quart. Le trésorier divise d'une part les dépenses et, d'autre part, les emprunts de cette administration par un quotient plus élevé que celui qui serait réellement exact, le quotient réel. S'il divisait ces dépenses et ces emprunts par le quotient réel de 38¼ mois, et non par 40¼ mois, ces dépenses et ces emprunts seraient plus élevés pour chaque mois de l'administration. Comme méthode d'exposer une situation financière, cela est loin d'être riche. Pour un trésorier qui se glorifie d'être le premier trésorier canadien-français, je ne pense pas que se soit une méthode qui l'honore beaucoup, ou qui soit louable ou fasse honneur à la race.

Le trésorier provincial n'attribue à l'Union nationale que les déboursés qu'elle a faits, ne tenant pas compte des dépenses véritablement encourues du 24 août 1936 au 1^{er} juillet 1937, et encore moins des engagements pris durant cette période. Le trésorier commet une injustice plus grave en faisant remonter les responsabilités de l'administration de l'Union nationale au 1^{er} juillet 1936, au lieu du 24 août 1936, s'attribuant ainsi une période de deux mois pendant laquelle nous n'avons fait aucune dépense, le budget n'ayant pas été voté à la session précédente. Durant ces deux mois, les libéraux étaient responsables de l'administration, mais les élections avaient été déclenchées avant que le budget ne fût voté.

N'ayant pas de budget, ils n'ont donc à peu près pas fait de déboursés ni de dépenses, et alors, l'Union nationale se trouve à ajouter à son administration deux mois de régime libéral durant lesquels il n'y a pas eu de dépenses. Encore là, le trésorier veut diviser les dettes et les dépenses de l'ancienne administration de l'Union nationale par un quotient plus élevé, afin que le montant mensuel des déboursés paraisse moins élevé. Je ne pense pas qu'il ait à se louer d'une pareille méthode de calcul. Ce sont là des trucs qui ne font pas honneur au trésorier.

Autre exemple, le trésorier attribue aux libéraux les mois d'administration écoulés du 1^{er} septembre 1944 au 1^{er} mars 1945. En d'autres termes, On impute aux libéraux une grande proportion des dépenses et des engagements du budget de 1944-1945 et de tous les engagements pris par l'Union nationale pour cette période. Sous ce rapport, le trésorier a raison et c'est assez juste. Je

reconnais que c'est nous, en effet, qui avons engagé la plus grande partie du budget, qu'une forte proportion des argents déboursés et mêmes des dépenses faites durant ces mois sont attribuables à l'administration libérale. Ces dépenses dépasseront peut-être les prévisions budgétaires d'à peu près \$8,000,000, ce qui est assez normal, comme je vais le démontrer tout à l'heure.

Mais toute personne sérieuse exigera qu'on fasse le même calcul pour la période qui a suivi l'élection du 8 novembre 1939, quand nous avons pris le pouvoir, au 1^{er} juillet 1940. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui avait compromis toutes les dépenses que nous avons eues à rencontrer jusqu'au 1^{er} juillet 1940 et qui avait pris les engagements que nous avons dû tenir. L'Union nationale nous a laissé en 1939 cinq fois plus d'engagements que nous en avons laissés cette année. Elle nous a laissé un déficit de \$52,545,000, que le trésorier devrait attribuer à l'Union nationale, s'il était logique.

Ce déficit de la première année que l'Union nationale nous attribue, c'est-à-dire celle se terminant le 1^{er} juillet 1940, c'est donc, en réalité, un déficit de l'Union nationale, ce qui prouve que les engagements pris par l'Union nationale en 1939 étaient cinq fois les nôtres. C'est nous qui avons préparé le budget de 1944-1945 mais, dans les sept derniers mois, le trésorier a dépassé nos prévisions à tel point qu'il a enregistré un énorme déficit.

Il (M. Godbout) signale, comme preuve de la mauvaise foi de ses adversaires, ce qu'il appelle des contradictions entre les chiffres du trésorier et ceux de son collègue, le ministre du Commerce (M. Beaulieu). Le trésorier prétend que nous avons augmenté la dette nette de \$37,000,000, tandis que le ministre du Commerce, en fin jongleur, dit toute suite après que nous l'avons augmentée de \$70,000,000. Le trésorier admet, d'autre part, que l'Union nationale a dû augmenter la dette de \$165,000,000, de 1936 à 1939, tandis que son collègue ne reconnaît une augmentation de la dette que de \$97,000,000. Voilà comment le peuple est renseigné dans ce discours officiel.

Les engagements pris par l'Union nationale, de 1936 à 1939, ont forcé le gouvernement libéral à dépenser \$30,000,000. Si donc on enlève ce montant de celui de \$37,000,000 qui, suivant le trésorier, représente l'augmentation de la dette de 1939 à 1944, on constate que la dette n'a été augmentée en réalité que de \$7,000,000, alors que de 1936 à 1939, l'Union nationale a augmenté la dette de \$165,000,000, suivant les propres chiffres du trésorier.

Il (M. Godbout) répond au reproche fait aux libéraux d'avoir engagé la plus grande partie du budget avant de quitter le pouvoir. Le trésorier s'est scandalisé que les estimés, pour les raisons que j'ai mentionnées, aient été dépassés de \$8,000,000. Le trésorier prétendait que nous avions préparé un budget déficitaire. Il a le scandale facile pour ses adversaires. J'en convie, les dépenses pour 1944-1945 dépasseront peut-être les prévisions budgétaires d'environ \$8,000,000 mais c'est parfaitement normal.

Examinons un peu comment cela s'est passé de 1936 à 1939. En 1936-1937, à l'avènement de l'Union nationale, mais avec une partie de l'année imputable à l'administration libérale, les dépenses réelles ont dépassé les prévisions budgétaires de \$8,750,000, les prévisions budgétaires ont ensuite été dépassées de \$12,500,000 en 1937-1938, de \$33,333,333 en 1938-1939 et, dans sa dernière administration, qui ne dura que cinq mois, de \$29,500,000¹² en 1939-1940.

Ce qui démontre que les budgets présentés par le trésorier du régime de l'Union nationale de 1936 à 1939 étaient largement dépassés, une fois l'année terminée. Les chiffres montrent de façon irréfutable que le gouvernement de l'Union nationale a été extravagant et imprévoyant alors que le gouvernement libéral, de 1939 à 1944, a gouverné dans le but sincère de rétablir la bonne cote de crédit de la province, menacée par le régime précédent.

Il (M. Godbout) explique au long les surplus que son gouvernement aurait enregistrés de 1939 à 1944.

Le trésorier a dit que, lors de l'accession au pouvoir de l'Union nationale, le budget pour 1944-1945 était déjà engagé à 87 %. L'administration libérale, élue en 1939, n'aurait donc laissé que \$11,000,000 du budget, en 1944, pour sept mois d'administration, ce que le trésorier reproche aux libéraux. Cela est parfaitement vrai et normal et cela ne doit pas surprendre personne. En 1939, quand nous avons pris le pouvoir, le budget de l'Union nationale qui avait gouverné durant quatre mois seulement était déjà engagé pour 83 %. Cette situation s'explique sous tout gouvernement, car, dès les premiers mois après la votation des crédits, le gouvernement est déjà engagé pour 100 %, en ce qui regarde les salaires des employés civils, pour 100 % du service de la dette: soit les intérêts et l'amortissement étaient payés pour 12 mois, pour 95 % des travaux publics en cours ou à entreprendre dans la province, et pour 90 %¹³ des octrois qui doivent être distribués. Il n'y a donc là aucune cause

de scandale. Le régime libéral aura donc dépensé ou engagé 87 % du budget en cinq mois, mais d'autre part, en 1939, l'Union nationale avait dépensé ou engagé 83 % du budget en l'espace de quatre mois d'administration.

Je donne un autre exemple de ce que j'appelle les chiffres faux. Le trésorier, dans son discours, nous a reproché d'avoir dépassé les prévisions de \$1,000,000 dans les contrats que nous avons accordés pour le drainage. Il a sciemment réduit de moitié les estimés. Le trésorier a dit que nous avions fait voter que \$300,000 pour le drainage. Le budget du drainage n'était pas de \$300,000 seulement. Il y avait \$300,000 pour les octrois aux municipalités, et deux autres budgets concernant le personnel et autres dépenses qui augmentaient cette somme à \$600,000, dont \$300,000 par octrois aux municipalités et \$300,000 pour exécution des travaux. Je défie le trésorier de prouver que ce budget était dépassé. Au contraire, on n'avait pas tout dépensé le montant voté comme aide aux municipalités, lorsque l'administration libérale a quitté le pouvoir.

Sur \$300,000, il n'y avait pas \$250,000 de dépensé. Et le gouvernement se proposait de se maintenir dans les limites de son budget de \$800,000. Il y avait sans doute des contrats de donnés pour un plus fort montant, mais on ne faisait en cela que suivre la coutume: car tous les contrats ne sont pas exécutés au cours de la même année ou durant un seul exercice, et les dépenses réellement encourues au cours de la même année ne dépassent jamais 50 % à 60 % des contrats en cours.

D'ailleurs, les contrats sont donnés sur une base unitaire et non sur une base globale, de sorte que les travaux peuvent être arrêtés n'importe quand, lorsqu'il y a danger de dépasser le budget. Il est facile de surprendre de cette façon la bonne foi des électeurs. Quand on donne pour \$1,000,000 de contrats de drainage, le gouvernement ne dépensera pas \$600,000 dans l'année, et cela, pour diverses raisons. Ce sera la même chose cette année.

Il (M. Godbout) fait de l'ironie au sujet des entreprises nouvelles dont s'est vanté le gouvernement par la bouche de son trésorier. Le trésorier a fait un état considérable en annonçant comme une politique nouvelle la mise d'un fonds spécial à la disposition du ministère de la Santé, au montant de \$75,000, pour placer des médecins et gardes-malades dans certains centres ruraux, centres de colonisation et campagnes pauvres. Or, je signale que, l'an dernier, le gouvernement libéral a dépensé \$70,000 pour les mêmes fins, mais il ne l'a pas crié sur tous les toits et n'a jamais osé appeler cela une politique nouvelle.

Le trésorier s'est vanté et a fait grand état d'un montant de \$50,000 mis dans le budget pour l'École des sciences sociales de Laval. Ce n'est pas nouveau. L'an dernier, le gouvernement a versé le même octroi, pour les mêmes fins, à l'Université Laval, mais d'une façon beaucoup plus discrète, afin de laisser aux éducateurs en charge de cette institution le crédit de leur grande œuvre sociale et nationale. J'ai moi-même demandé comme condition que l'on ne dise pas que cet octroi venait du gouvernement.

Pourquoi? Parce que l'École des sciences sociales fait une œuvre d'éducation sociale et nationale qu'il faut maintenir au-dessus de toute considération politique et qui doit échapper au contrôle des gouvernements. Nous ne voulions pas que les gens croient qu'il y avait une pensée politique sous le couvert de cet octroi que nous donnions sans fanfare ni trompette. J'ai déclaré, dans ce but au R.P. Lévesque, directeur de l'École: "Je veux que l'œuvre soit à votre crédit et non à celui du gouvernement."

Le trésorier s'est encore vanté de créer une école forestière. Il ne prendra personne au sérieux en affirmant dans son discours du budget, qu'il va doter Québec d'une école forestière, car tout le monde sait, excepté mon honorable ami, que cette école existe depuis 25 ans. Il s'agit d'une initiative libérale que le gouvernement actuel n'est que trop heureux de faire sienne. Il fera une œuvre excellente, cependant, s'il veut l'agrandir - tant mieux, c'est nécessaire - pour mieux l'équiper, très bien. Mais qu'il n'en annonce pas la création. Il n'a pas le droit de dire qu'elle n'existe pas, tout le monde sait dans la province que nous avons une école forestière à Duchesnay. Je serai toujours fier de comparer l'œuvre de mon gouvernement avec celle de n'importe quel gouvernement de l'Union nationale.

M. l'Orateur, j'en ai assez dit sur ce discours malheureux, et je veux parler de ce qui seul nous intéresse: l'avenir de notre province. Il (M. Godbout) lance un appel à l'unité canadienne, laquelle constitue l'unique moyen de construire un Canada prospère, au sein duquel deux grandes races, anglaise et française, pourront vivre en paix côte à côte. Notre petite patrie continuera de grandir, à condition que les hommes publics, les politiciens, méritent le respect du peuple en se respectant eux-mêmes, en respectant ceux qu'ils administrent et en demeurant fidèles à l'idéal qu'ils se sont tracé, mais aussi à cette condition: que la politique que nous avons instaurée dans les domaines économique et social soit continuée.

Malheureusement, ce n'est pas le cas actuellement avec le gouvernement de l'Union nationale. Nous avons donné une orientation nouvelle à la province. Il faut surtout orienter notre peuple vers l'économie et c'est pourquoi mon gouvernement a songé à créer un meilleur avenir pour le Québec en donnant d'abord au peuple de la province l'avantage de développer nos ressources naturelles. Le gouvernement libéral a commencé à reprendre possession de nos richesses naturelles en s'attaquant au trust de l'électricité qui était devenu trop puissant. Le trust de l'électricité constituait le nœud de la dictature et du problème économiques chez nous. Nous avons rendu au peuple un bien qui lui appartenait. Je demande à tous les Canadiens français de tendre leurs efforts vers une politique sociale qui donnera au Québec les bénéfices de ses ressources naturelles dont l'exploitation par des trusts et des monopoles était un lien dangereux pour notre avenir économique.

En avril 1944, l'administration libérale a créé l'Hydro-Québec après avoir exproprié la Montreal Light, Heat & Power. Nous avons mis à la raison et nous nous sommes emparés de la Montreal Power, qui était devenue trop puissante et qui abusait de sa force. Nous l'avons rendue au peuple en regardant l'avenir de notre province, qui était dans une situation d'infériorité, comparativement à l'Ontario, où l'on payait meilleur marché que nous l'électricité produite dans notre propre province. Nos industries s'en allaient en Ontario parce qu'elles payaient moins cher l'électricité produite dans Québec et exportée dans la province voisine.

Nous avons voulu que l'électricité soit mise au service du peuple et nous avons passé une loi qui aurait permis au gouvernement, depuis quelques mois, de régler rapidement l'expropriation de la Montreal Power. Nous attendons encore le règlement. Nous avons agi ainsi, non par animosité contre quelqu'un, mais parce que nous avons en vue l'avenir de la province. Nous ne pouvions laisser les autres provinces nous faire une concurrence avantageuse pour elles avec notre électricité.

Les compagnies ontariennes achetaient du pouvoir électrique dans la province et le revendaient meilleur marché que nos compagnies du Québec. C'était au détriment de notre peuple. Il (M. Godbout) insiste auprès du gouvernement lui demandant le règlement immédiat du cas des détenteurs d'obligations de la Montreal Light, Heat. Et je défie le gouvernement actuel de détruire l'œuvre que nous avons édifiée en dotant la province d'une véritable hydro, en créant l'Hydro-Québec.

(Applaudissements)

Les compagnies qui veulent donner un bon service à des conditions raisonnables sont les bienvenues, mais nous avons voulu leur faire une concurrence loyale de l'État. Grâce à l'étatisation de la Montreal Power, le gouvernement de la province a réalisé en neuf mois plusieurs millions de bénéfices. La Commission de l'Hydro montrait un profit de \$13,000,000, et cela, après avoir réduit les taux de l'électricité de façon sensible, de 22 % à 30 % à Montréal. Et le premier résultat de cette initiative a été que les autres compagnies ont été obligées de commencer tout de suite à réduire leurs taux dans une proportion équivalente. Les usagers des compagnies privées ont bénéficié de réductions.

(Applaudissements)

Nous avons nationalisé l'électricité pour attirer chez nous des industries nouvelles, aider les cultivateurs, notamment en leur permettant de greffer des industries connexes à l'agriculture. Je songe d'une façon toute particulière à la fabrication des engrais chimiques. Notre gouvernement a cru qu'il était de son devoir de prendre les mesures pour diminuer le prix des engrais chimiques dans la province de Québec. En créant des coopératives spéciales, mon administration libérale, de 1939 à 1944, a été capable de réduire le coût des engrais chimiques.

Je crois que l'Hydro permettra l'ouverture d'une usine d'engrais chimiques qui livrera ce produit aux cultivateurs à meilleur marché encore qu'à l'heure actuelle. L'électricité à meilleur marché nous permettra de fabriquer nos fertilisants, car l'électricité en est pour ainsi dire la matière première. C'est par l'électricité qu'on fixe l'azote de l'air, élément le plus coûteux des engrais chimiques. Nos cultivateurs pourront ainsi obtenir leurs engrais à bien meilleur compte et, pour cela, il nous faut de l'électricité à un prix que ne peuvent nous offrir les compagnies. Il est impossible pour les cultivateurs du Québec de payer moins cher pour leurs engrais, à moins qu'une entreprise publique ne soit lancée, et j'insiste auprès du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour qu'il établisse une telle entreprise.

(Applaudissements)

Parmi les industries agricoles nouvelles dont j'entrevois le succès, je veux parler de la betteravière de Saint-Hilaire de Rouville: une œuvre durable établie sur des bases solides, organisée dans l'ordre et que des experts américains ont jugé la mieux établie et la plus avancée de l'Amérique. Le gouvernement tente de décourager les cultivateurs et de tuer le projet, en citant des chiffres qui ne donnent

pas la vérité. Il défie ses adversaires de la détruire. Je défie qui que ce soit de prouver que cette usine coûte plus cher, à l'unité de capacité, que n'importe quelle autre usine semblable établie avant la guerre.

Je sais qu'il se fait actuellement une campagne dans le but de détruire cette industrie, cette œuvre libérale que nous avons donnée à la classe agricole. Je sais de source sûre que l'Union nationale a l'intention de vendre à l'entreprise privée la betteravière de Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, une entreprise publique établie en 1943.

Mais ici, je donne un avertissement solennel et j'avertis tout de suite le gouvernement, les acheteurs possibles et tous les intéressés que, si on vend cette industrie pour la transformer en fabrique de whisky ou autre chose, nous l'exproprierons dès que nous serons de retour au pouvoir et nous l'exproprierons non pas avec ce qu'on aurait mis dedans pour y fabriquer du whisky, mais au prix que cette usine a réellement coûté dans sa construction, au prix que nous fixerons, rien de plus, et ce, sans tenir compte des améliorations que l'on pourra y avoir faites. Cette industrie, elle doit être encouragée par le gouvernement. C'est un avertissement solennel que je donne. L'acheteur se verra exproprié au coût payé au gouvernement et non pour les argents qui auront été dépensés pour d'autres fins.

(Ovation à gauche)

Pour préparer l'avenir, nous avons aussi adopté, dans le domaine du travail, une législation ouvrière qui est reconnue même par nos adversaires comme la meilleure de toutes les provinces du Canada et même de l'Amérique. Mon gouvernement s'est appliqué à mettre de l'harmonie entre patrons et ouvriers. Notre législation ouvrière, jugée très avancée même par des adversaires du Parti libéral, est le fruit d'une étude en commun des employeurs et des employés, et elle reflète les désirs de l'immense majorité des intéressés.

Nous avons construit une loi ouvrière basée sur les désirs des employés et des employeurs. Nous avons demandé à chaque groupe de préparer des suggestions; nous les avons mises ensemble; nous avons pris ce qu'il y avait de mieux dans leurs recommandations. La loi représente l'idéal de chaque groupe. Elle place l'industrie sur une base de stabilité qui lui permettra de progresser plus rapidement que dans les autres provinces, dans l'après-guerre.

L'après-guerre, ce n'est pas les deux ou trois ans qui vont suivre le conflit mondial. C'est plus loin que cela, et nous avons cherché à assurer et à fonder dans notre province, l'avenir sur la justice et aussi sur une certaine mesure de charité sociale. Et par

charité, je ne veux pas dire l'aumône aux classes laborieuses, mais un traitement équitable, généreux, l'esprit chrétien en somme. Je demande qu'à la base de notre avenir, on mette plus de charité et de justice. Le gouvernement doit mettre de l'esprit chrétien dans sa politique et doit lui-même donner l'exemple en faisant en sorte que les employeurs et les employés soient deux grandes classes qui se comprennent et ne soient pas dressées l'une contre l'autre en antagonistes. Nous avons voulu bâtir quelque chose. J'ai la satisfaction d'entendre même nos adversaires dire que nous sommes plus avancés que les autres, plus que n'importe quel pays d'Amérique.

(Applaudissements)

Quand je parle de charité sociale, je pense aussi au bien-être de la population et à la santé publique. C'est là un problème capital. Ce serait une erreur considérable d'avoir accompli tout cela, si nous ne nous étions pas préoccupés de la santé de notre population. Ce problème doit être étudié non par des spécialistes de l'administration, qui ont déjà trop à faire, mais par une commission indépendante chargée de cette responsabilité primordiale et capable de consacrer tout son temps à l'examen de tout ce qui touche à la santé et au bien-être. Mon gouvernement avait nommé une commission spéciale pour faire enquête à ce sujet, car notre population ne peut progresser, ne peut grandir intellectuellement et moralement, si nous ne veillons pas à sa santé physique.

La tuberculose fait encore des ravages dans notre population et c'est un non-sens quand on sait la vie frugale que vivent nos gens. Dans ce domaine de la santé, il faut la coopération de tous. Le gouvernement libéral l'a compris en créant la Commission d'assurance-maladie. Nous avons choisi, pour cette Commission, les meilleurs hommes. Les universités nous les avaient désignés pour réaliser une œuvre de bien-être social. Ils ont fait beaucoup de choses. Ils nous ont recommandé en premier lieu une loi pour la protection de l'enfance. L'honorable premier ministre me permettra de lui signaler qu'il se commet des abus dans la métropole, où on aurait recommencé à commettre des crimes contre l'enfance malheureuse. Les plus hautes autorités morales réclament avec raison une application sévère de la loi de la protection de l'enfance. La société se doit de forger aux enfants, qui n'ont pas eu l'avantage de l'éducation de famille, une âme et un caractère. C'est un problème pressant.

Mon ambition est que la province de Québec montre la voie à tous ceux qui nous entourent. Nous

sommes les pionniers en ce pays. Nos ancêtres sont venus sur cette terre pour évangéliser et civiliser. Cette responsabilité nous incombe à nous, maintenant, et, parlant d'éducation, si nous voulons garder notre rôle de pionniers en terre d'Amérique, nous ne devons pas nous contenter de suivre le progrès; nous devons créer nous-mêmes le progrès. Pour nous en acquitter, il nous faut une nation forte et courageuse.

Je recommande la collaboration entre toutes les classes et l'étude de tous nos problèmes par des hommes indépendants de la politique. J'invite le gouvernement à sortir de la politique toutes les grandes questions. C'est ce qu'a fait le gouvernement précédent en nommant des commissions non partisans, comme celle de l'assurance-maladie. Je déplore sa disparition, elle qui avait commencé un travail d'une importance énorme et une œuvre très utile, notamment en préparant une loi de la protection de l'enfance.

Il y a quelques années, chaque fois qu'un gouvernement voulait entrer sur le terrain de l'éducation, on lui reprochait de s'attaquer au clergé. Il (M. Godbout) parle de ce que son gouvernement a fait dans ce domaine. C'est le devoir des gouvernants de voir à ce que les générations futures aient les outils nécessaires à leur avancement intellectuel. Nous avons eu la sollicitude qui s'imposait pour l'éducation. On nous a prêté des motifs bien injustement. On a insinué que nous voulions diminuer le rôle du clergé dans l'éducation. Le gouvernement libéral n'a pas voulu se substituer au clergé dans cette tâche. Les pères de famille, comme le clergé, ont leurs responsabilités et leurs devoirs. Nous, les civils, nous savons quels outils il faut à nos enfants. M. l'Orateur, vous n'avez rien à craindre de nos sentiments à l'égard du clergé et je vais dire à la Chambre toute ma pensée. Si nous n'avions pas eu le clergé, nous ne serions pas là.

(Applaudissements)

Le clergé a été notre soutien. Dans le domaine de l'éducation, il a maintenu l'étincelle de l'esprit français et chrétien chez nous; sans lui, nous n'existerions plus comme Canadiens français. Le clergé a été notre soutien à toutes les phases de notre vie nationale et il doit pouvoir maintenant compter sur notre collaboration la plus entière. Nous lui devons une dette immense. Avec le clergé, nous devons maintenir notre caractère français et latin, mais nous devons aussi voir les choses en hommes pratiques, et le clergé le comprend très bien. Les gouvernants ont aussi un rôle à jouer, car ils savent quels problèmes les jeunes d'aujourd'hui auront à

affronter demain. Nous devons être réalistes. Si des étrangers ont pris toutes les places en certains domaines, c'est que ces places étaient vides parce que nous n'étions pas là. Préparons-nous à les remplir et nous n'aurons pas ensuite à accuser le sort.

Notre population, pour assurer le succès de l'éducation chez nous, doit se tourner vers l'économique, pour créer une classe moyenne qui n'existe pas chez nous et sans laquelle une nation ne peut prospérer. Actuellement, nous n'avons qu'une élite très belle qui nous fait honneur, devant laquelle je m'incline et que je veux maintenir. D'autre part, nous avons nos travailleurs manuels, nos classes laborieuses, qui doivent pouvoir donner à leurs fils les éléments de culture dont ils ont besoin pour jouer leur rôle dans la société. Il y a dans les classes laborieuses des milliers de sujets qui peuvent être des chefs, demain. En maintenant leur santé, en la sauvegardant, en aidant leurs parents à les faire instruire, ils atteindront les sommets.

Il (M. Godbout) parle de la nécessité d'une classe moyenne avertie et consciente de ses devoirs civiques. Nous pouvons créer une classe moyenne, et je demande à tous les Canadiens français de s'emparer des leviers de commande dans l'industrie, le commerce, la finance, afin de constituer une classe moyenne forte qui nous manque à l'heure actuelle. Parmi les jeunes qui poussent, il pourra surgir de grands avocats, de grands médecins, de puissants capitaines d'industries, des hommes d'élite, si on leur donne la formation dont ils ont besoin et si nous nous penchons sur leurs problèmes avec un esprit chrétien.

(Applaudissements)

Le peuple canadien-français constitue une force qui permet à notre province de garder la place qui lui appartient. L'éducation civique de notre peuple est un problème qu'on ne doit pas négliger. Préparons par une bonne instruction, par l'éducation du cœur et de l'intelligence, une belle génération forte, composée d'excellents citoyens, et nous permettrons à notre nationalité de rester la pionnière sur cette terre d'Amérique. Aucun gouvernement ne parviendra à ce résultat, aucun gouvernement ne pourra nous donner la place qui nous revient dans la Confédération, si la population elle-même n'est pas consciente de ses devoirs et sans faire comprendre à la population qu'elle a aussi des devoirs, et que l'un de ces devoirs est de comprendre que nous ne sommes pas seuls dans cette Confédération canadienne. Aucun gouvernement ne pourra faire avancer la province, si la population ne lui donne pas sa coopération.

Nous ne sommes pas seuls en ce pays. Nous sommes entourés de gens qui sont responsables, avec nous, de la grandeur de la patrie. Et nous avons des obligations les uns envers les autres. Le Canada est doté de grandes richesses naturelles et ethniques. Mêlons ensemble les éléments qui composent la population canadienne, en gardant notre caractère français, notre foi, notre langue et nos traditions. Le Canada, par sa nature, est le plus beau pays au monde. Je voudrais qu'il le soit par la force intellectuelle et la morale de nos fils, et il le sera.

Si nous pouvons mettre de l'union, de l'entente et de la charité entre les divers éléments de la population, si nous réussissons à mêler ensemble les groupes divers de la population canadienne, avec leurs qualités constitutives, nous aurons fait du Canada, demain, lorsque nos fils prendront notre place, l'un des plus beaux et des plus grands pays du monde.

(Applaudissements prolongés et ovation à gauche)

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande si quelqu'un désire parler sur le budget.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à étudier les voies et moyens de faire face aux subsides à être accordés à Sa Majesté, regrette que le budget qui lui est soumis comporte une augmentation excessive des dépenses publiques, tout en omettant de pourvoir suffisamment aux besoins essentiels, notamment à l'aide aux corporations scolaires."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, O'Connor, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, 24.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien,

Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas l'intention de retenir longtemps la Chambre, cependant, je crois de mon devoir d'apporter quelques mises au point, en réponse aux discours prononcés par la gauche. Au moins 30 oppositionnistes sur 40 ont participé au débat sur le budget et la plupart des trente discours prononcés, depuis le commencement du débat sur le budget, à gauche, ne l'ont été que dans un but de petite politique, de politique mesquine et ne contenaient que des redites. On n'a entendu durant nombre de séances que de vieilles rengaines, mais personne du côté de la gauche n'a apporté une réfutation fondamentale sur les faits essentiels établis par le trésorier dans son discours du 5 avril. Quels que soient les efforts faits en ce sens, ils n'ont donné aucun résultat. Je m'en tiens à mon discours, tel que je l'ai prononcé. On a tout simplement fait perdre le temps de la Chambre.

On a beaucoup parlé à côté de la question, mais personne n'a pu contredire l'affirmation que, durant la période de cinq années du régime Godbout, la dette de la province a augmenté de \$39,000,000, en dépit du fait que le gouvernement a perçu 230 fois plus de taxes qu'au cours des trois années de l'administration de l'Union nationale, malgré qu'en 1936, elle a été obligée, et avec des revenus considérablement moindres, de voir au paiement de \$59,000,000¹⁴ de dettes du régime Taschereau que l'Union nationale a héritées en 1936.

Durant cette dernière période, le gouvernement Duplessis a eu à faire face au problème du chômage. Il a déboursé au-delà de \$61,000,000 pour secourir les chômeurs, ce que le régime libéral n'a pas eu à envisager de 1939 à 1944. Il a organisé le prêt agricole, dépensé \$20,000,000 pour les lois de pensions aux vieillards et aux mères nécessiteuses, tout ce que l'administration qui a pris le pouvoir en 1939 n'a pas eu à voir.

Le gouvernement de l'Union nationale a traité les chômeurs, de 1936 à 1939, avec décence et humanité. Ce n'est pas le même régime qu'ont connu les chômeurs avec l'ancien ministre de la Voirie et des Travaux publics, M. T.-D. Bouchard, qui lui, laissait travailler ces gens-là pour 10 cents de l'heure et les traitait de façon inhumaine.

Il (M. Gagnon) répond ensuite au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) qui s'est scandalisé, dit-il, de l'emploi d'un ancien employé du Trésor, M. Rosaire Courtois, un comptable de la métropole, pour essayer de voir clair dans l'héritage financier laissé par l'ancien gouvernement et pour faire l'examen du bilan de la province, après l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Il (M. Gagnon) reproche à son prédécesseur de s'être porté à l'attaque de M. Courtois et d'avoir employé à son égard cette expression qu'il a dû retirer: "il a prostitué son talent".

C'est le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) lui-même qui a ouvert le feu au sujet de l'état des finances provinciales en soutenant, à la fin d'août 1944, que la situation financière de la province était dans un état florissant. J'ai cru devoir alors choisir un expert en comptabilité pour entreprendre la vérification des finances du Québec, tout comme l'ancien trésorier avait engagé les services d'un technicien en 1936, M. Thompson, pour faire la même besogne.

Le gouvernement a retenu les services de M. Courtois et aucun financier n'a attaqué les chiffres donnés par ce dernier, après son enquête dans les livres de la province. Si M. Courtois avait manqué à l'éthique professionnelle, en acceptant de préparer un rapport financier, après avoir déjà travaillé au Trésor, il faudrait vider les bureaux chaque fois qu'on change d'administration. Aucun comptable, aucun journal financier n'a jamais critiqué le rapport Courtois.

Je m'élève contre les remarques faites par l'ancien trésorier, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), à l'endroit de M. Courtois, cet expert, et grâce à lui, on a enfin pu se rendre compte dans quel état financier l'administration libérale avait laissé la province après cinq années de régie. Je me demande si la sévérité dont a fait preuve le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) et les attaques qu'il a portées contre M. Courtois ne proviennent pas du fait que M. Courtois est Canadien français. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a employé des procédés injustes à son endroit. Je m'étonne que l'ancien trésorier se soit scandalisé parce qu'il a dû rétablir certains faits. Il n'avait qu'à ne pas se mettre au blanc, le 30 août dernier, en faisant des déclarations contraires aux faits.

Il (M. Gagnon) répète les réfutations qu'il a faites en présentant le budget. Il reste, suivant les chiffres donnés par M. Courtois, que la dette nette de

la province s'est augmentée de \$39,000,000 sous l'administration Godbout, alors que ce gouvernement avait perçu 230 fois plus de revenus que sous l'administration de l'Union nationale, soit \$280,000,000 en taxes de plus, et sans le fardeau des mêmes dépenses. Sous l'ancienne administration libérale, c'était le premier ministre lui-même qui dirigeait la sarabande des millions.

Il (M. Gagnon) fait le bilan de la dette flottante, des chèques soutirés, des obligations de toutes sortes, laissés par le Parti libéral. La gauche n'a pas lieu de se scandaliser, si j'appelle un chat un chat. Il est faux de prétendre que tous les comptes de l'administration libérale ont été payés au 30 août 1944; il est faux d'affirmer qu'il n'y avait que pour \$31,000,000 de bons du Trésor alors qu'il y en avait pour \$35,000,000. Lorsque le gouvernement Duplessis prit le pouvoir, il dut assumer une dette flottante de \$75,000,000. Le chef de l'opposition est un homme qui a donné à la province le spectacle constant de l'amoralisme intellectuel en foulant aux pieds tous les engagements qu'il prenait. Après avoir censuré son chef en appuyant une motion à la Chambre dénonçant la politique de King sur la conscription, le chef de l'opposition l'appuie maintenant dans la présente campagne électorale et s'apprête à parcourir la province pour défendre le même homme.

Au sujet des dépenses pour le drainage à la veille des élections, le chef de l'opposition n'a pas contredit le fait que, sur une dépense de \$300,000 autorisée par le budget, il a cependant accordé des contrats pour une somme de \$1,492,000.

Le chef de l'opposition a parlé à propos de l'usine de Saint-Hilaire. Il s'est prévalu du témoignage des experts américains qui l'avait visitée pour dire que la betteraverie était la meilleure et la moins coûteuse construite en Amérique. J'aimerais savoir quand ce pèlerinage a été fait.

M. Godbout (L'Islet): Six ou sept experts l'ont dit.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition admet maintenant qu'elle n'a pas été visitée que par six ou sept experts. Mais sait-il qu'il y a aux États-Unis plus de 100 usines de ce genre et qu'il s'en trouve au moins cinq au Canada? Le gérant de l'usine, M. Allen, nommé par le chef de l'opposition, m'a déclaré à moi ainsi qu'au ministre de l'Agriculture que les usines du genre aux États-Unis et au Canada ont coûté entre \$1,000,000 et \$1,500,000, tandis que l'établissement de Saint-

Hilaire a coûté plus cher que toutes les autres usines du même genre construites en Amérique. L'usine de Saint-Hilaire a coûté à date plus de \$4,000,000¹⁵. Mais à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, les \$4,000,000 étaient dépensés; le gouvernement a dû emprunter aux banques pour faire face aux obligations et payer les cultivateurs.

Le chef de l'opposition n'a rien prévu pour payer les cultivateurs qu'il lançait dans l'entreprise du sucre de betterave et, si l'Union nationale avait suivi à la lettre le contrat préparé par l'ancien premier ministre, ceux qui ont cultivé la betterave à sucre n'auraient rien reçu. Le contrat passé par l'ancien premier ministre ne garantissait pas même \$6 la tonne de betterave aux agriculteurs; toutefois, l'Union nationale a payé ce montant de \$6 la tonne au mois de décembre dernier et elle a même garanti un montant de \$12. Ce n'est pas un succès financier, même si on a réussi à donner une nouvelle industrie à la province.

Quant à l'administration de l'usine, nous n'avons rien changé. Nous avons gardé le même personnel; nous n'avons même pas changé un messenger. Nous voulons laisser aux libéraux seuls porter cette lamentable faillite. Le chef de l'opposition a dit précédemment que, si l'usine de Saint-Hilaire était vendue par le gouvernement actuel à une distillerie, elle serait expropriée à la valeur réelle. Pourquoi n'a-t-il pas fait preuve et appliqué le même esprit de justice, quand il a exproprié la Montreal Power? Pourquoi le chef de l'opposition, alors qu'il était premier ministre, n'a-t-il pas suivi la même politique à l'endroit de cette entreprise et n'a-t-il pas eu le courage de payer la valeur réelle, comme il voudrait le faire pour l'usine de Saint-Hilaire?

Il s'est emparé de la Montreal Light, Heat & Power sans dire comment on paierait et quand l'on paierait. Ce n'est pas la nationalisation de la Montreal Power qui constitue un précédent dangereux, mais c'est que le seul Parlement français d'Amérique s'en est emparé sans dire quand il paierait et comment il paierait les actionnaires. Tous ceux qui exploitent présentement des commerces légitimes sont maintenant en droit de se demander si on ne viendra pas mettre la main sur leurs propriétés en disant: je paierai ce que je voudrai et quand je le voudrai. Voilà ce que j'appelle un précédent dangereux et qui pourrait être suivi pour d'autres entreprises.

Je suis très surpris de l'attitude du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler)¹⁶. Il nous a reproché notre emprunt pour le rachat d'un emprunt de \$15,000,000 fait à New York en 1925, au temps

de l'administration Taschereau à 4½ %, pour 25 ans, mais une clause permettait de le racheter en 1945. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a prétendu que, dans les opérations de rachat de cet emprunt, la province avait payé double intérêt. Je trouve ses critiques tellement injustes que je me demande s'il les aurait faites si le trésorier eût été de langue anglaise.

Il était cependant impossible de donner l'avis de rachat sans la passation de la loi, ce qui fut fait au début de la session; il fallait un avis de deux mois et mettre pendant deux mois le \$15,000,000 à la disposition des Américains pour éviter de laisser ce \$15,000,000 inactif pendant deux mois.

La province a acheté des bons du Trésor américain, comme elle devait le faire et elle les a revendus, ce qui a rapporté au Trésor provincial et, donc au peuple, un profit net de \$19,170.09. Non seulement, nous n'avons pas payé de double intérêt, mais nous avons emprunté à 2 %, le taux le plus bas payé par une province; nous avons retiré \$19,170.09 pendant les deux mois d'avis et, en effectuant le rachat de cet emprunt de 4½ %, nous avons réalisé un bénéfice net de \$1,914,845.40 qui profitera au contribuable. Une clause du contrat forçait le gouvernement provincial à opérer ce rachat en argent américain. Et cette transaction n'a rien coûté à la province, ni en frais de courtage, ni en frais d'avocats, ni en frais de publicité et de commissions.

Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a aussi accusé le gouvernement de n'avoir pas demandé de soumissions. Dans le cas présent, le marché fut certainement plus avantageux que si des soumissions avaient été demandées. Le gouvernement n'a pas payé un seul sou de commission; il n'a rien déboursé pour les impressions, tous les frais ont été soldés par le syndicat américain. Sous l'ancien régime, tout était payé par le peuple. Les critiques du député de Westmount sont absolument injustes. J'ai été vraiment surpris de les trouver dans sa bouche. Ce qui choque nos amis d'en face, c'est que nous ayons racheté à 2 % un emprunt à 4½ % et que, malgré cela, nous ayons fait un profit de \$1,914,845.40. Cet argent ira à la population et servira à développer l'éducation et la santé.

Les chiffres que j'ai cités dans mon discours sur le budget sont inattaquables. Ils démontrent clairement que nos adversaires ont endetté la province de \$39,000,000, et personne n'a pu prouver le contraire, sans laisser d'œuvres derrière eux, et malgré qu'ils aient bénéficié de revenus augmentés de 230 %. Nous arrivons, tout comme en 1936, dans

une période difficile. En 1936, les libéraux nous avaient laissé une dette de \$51,000,000 et elle était montée à \$75,000,000 en 1944. Depuis que l'Union nationale a pris en mains les rênes de l'administration, depuis ce jour, nos finances ont été assainies grâce à la politique d'économie et de prévoyance du régime actuel, politique qui va se continuer vers l'avenir.

Il (M. Gagnon) fait un éloge de son chef. Le gouvernement de l'Union nationale a dégrevé la bourse du pauvre en abolissant la taxe de vente qui pesait lourdement sur les familles nombreuses et pressurait le peuple. Je termine en disant que je m'estime heureux de voir la province continuer sa marche dans la voie du progrès et de la grandeur.

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$66,775,455.00.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Questions et réponses:

Pont de la rivière Noire

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): 1. Relativement à la confection des approches du pont de la rivière Noire, dans la paroisse Sainte-Monique, à l'automne 1944:

a. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques?

b. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions privées et, dans l'affirmative, à qui?

c. Quels sont les entrepreneurs qui ont soumissionné et quel est le prix offert par chacun?

d. À qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix, ou à quelle condition?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. *a.* Non; *b.* Oui, à M. Albéric Simard et à M. Jos.-Louis Tremblay, tous deux de Saint-Joseph-d'Alma;

c. Albéric Simard, 17 juillet 1944: \$16,353; Jos.-Louis Tremblay, 17 juillet 1944: \$15,171;

d. À M. Edmour Savard, de Saint-Cœur-de-Marie, pour le prix de \$22,962.70, à des prix unitaires moins élevés que ceux demandés par MM. Albéric Simard et J.-L. Tremblay dans leurs soumissions, mais pour des quantités de travaux plus considérables.

Route du parc national des Laurentides

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): 1. Le gouvernement a-t-il fait exécuter des travaux au cours de cet hiver dans la route du Parc national des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville?

2. Dans l'affirmative, qui exécute les travaux?

3. Avant d'attribuer le contrat, le gouvernement a-t-il demandé:

a. Des soumissions publiques?

b. Des soumissions privées, et dans l'affirmative, à qui?

4. Quels sont les entrepreneurs qui ont soumissionné et quel est le prix offert par chacun?

5. À quel prix, ou à quelle condition le contrat a-t-il été accordé?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Le gouvernement a fait réparer cinq ponts.

2. C'est M. Charles Maltais, de Saint-Joseph-d'Alma, qui exécute les travaux, au coût total de \$12,200, prix qui, d'après les renseignements obtenus par le ministère de la Voirie, représente des conditions très avantageuses pour la province.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 15 mai 1945**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30¹⁷.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Brefs d'élection:**District électoral de Beauce**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer cette Chambre que M. Édouard Lacroix, député du collège électoral de Beauce, m'ayant adressé sa démission, dont j'ai communiqué le texte à la Chambre lors de la séance de ce matin, j'ai immédiatement adressé au secrétaire de la chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de Beauce.

Arrêtés ministériels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les lois de la province seront amendées de façon à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait pas à s'occuper d'autant d'arrêtés ministériels. Après chaque séance, nous avons 250 à 275 ordres en conseil à signer. Trop d'affaires importantes requièrent notre attention pour que nous ayons à voir à toutes les questions de détail.

Projets de loi:**Curatelle publique**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 instituant une curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi de la curatelle publique."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de contentieux dans ce bill. Il n'y avait pas d'organisme pour s'occuper des biens des aliénés et des errants. Il s'agit de clarifier la situation, répondre à un besoin immédiat et d'accélérer l'expédition des affaires juridiques.

L'article 1 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 54 instituant une curatelle publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance du dit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que lorsque les biens administrés sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront remis à leur propriétaire, le

curateur nommé en vertu de ladite loi pourra réclamer de ces derniers, outre le remboursement de ses dépenses, les honoraires qui pourront être réclamés suivant un tarif approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et que ces honoraires et remboursements formeront un fonds spécial appelé "fonds du curateur public".

2. Que les dépenses nécessaires à l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris les traitements du curateur public, du curateur public intérimaire et des autres fonctionnaires nommés en vertu de l'article 5, seront payées à même ce fonds, et que, chaque fois que celui-ci sera insuffisant, les montants nécessaires seront avancés au curateur public à même le fonds consolidé du revenu.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner que toute partie disponible de ce fonds soit versée au fonds consolidé du revenu.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 54 instituant une curatelle publique.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 instituant une curatelle publique.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir comme curateur public dans toute la province.

"En cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir du curateur public, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un curateur public intérimaire et, pendant le temps que celui-ci

agit en cette qualité, il a tous les pouvoirs du curateur public.

"Les traitements de ces officiers sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ils sont sous le contrôle et la direction du procureur général et sont soumis aux instructions que ce dernier peut lui donner."

Un député pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement désignera une personne; un notaire serait un homme éminemment qualifié pour remplir la charge, dont la fonction consistera à être le gardien au nom de la province des biens des aliénés internés qui ne possèdent pas de curateurs ainsi que des successions vacantes et des biens en déshérence ou qui sont susceptibles de devenir biens de la couronne. On simplifiera la procédure dans ces cas: une seule personne s'occupera de ces biens dans toute la province. Ce personnage aura un personnel à sa disposition.

Autrefois les surintendants d'asiles d'aliénés avaient la direction des biens de patients à leur charge qui n'avaient pas de curateurs. Comme ces surintendants ont beaucoup trop à faire, le gouvernement, à la demande même des officiers du procureur général, qui en ont démontré l'urgence et la nécessité, nommera un curateur public qui verra à s'occuper de la gérance des biens de tous ceux qui sont internés et qui n'ont pas de curateur. Une curatelle publique sera nommée aux aliénés non interdits placés dans les asiles des aliénés de la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comme la loi ne fixe pas de salaire, quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet?

M. Chaloult (Québec) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) disent qu'ils auraient voulu fixer le montant qui n'est pas prévu par le bill.

M. Bienvenue (Bellechasse) et M. Dumoulin (Montmorency) veulent que le gouvernement fixe un maximum de salaire à ce haut-fonctionnaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande l'opinion du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si la fonction comporte les responsabilités qu'elle doit comporter,

un salaire de \$6,000 à \$7,000 ne devrait pas être exagéré, à condition que le titulaire ne s'occupe pas d'autre chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On pourrait s'entendre pour \$6,000.

(Finalement, on s'en tient à la discrétion du gouvernement)

Un député: Ce curateur aura probablement son bureau à Montréal.

M. Godbout (L'Islet): Si l'on accorde un salaire raisonnable, on a le droit d'exiger qu'il se consacre entièrement à sa charge.

M. Godbout (L'Islet) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) suggèrent de rendre cette fonction incompatible, le titulaire devant donner tout son temps à son office.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne suis pas de cet avis. Je veux laisser toute la liberté de faire autre chose à un homme expéditif et ne pas le lier. On pourra lui adjoindre un curateur public intérimaire.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Les dispositions des sections III et IV de la loi des employés publics s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces fonctionnaires et ils sont dispensés de prêter tout autre serment et de fournir tout autre cautionnement qui peuvent être prescrits pour l'exercice d'une des charges qui leur sont conférées par la présente loi.

"Les dispositions de la section III de la loi des pensions s'appliquent aussi à ces fonctionnaires."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) cite le cas du sous-ministre des Terres et Forêts qui est directeur de l'École d'arpentage et de génie forestier, et de l'auditeur de la province qui administre des successions. Il cite même le cas d'un juge de la Cour suprême de l'Alberta, le juge Davis, qui est devenu sous-ministre de M. Gardiner. Il cite également le cas du juge Turgeon qui est ambassadeur au Mexique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)¹⁸: M. Noël Dorion, qui est candidat indépendant a-t-il donné sa

démission comme avocat de la couronne? Et le cas échéant, il (M. Casgrain) demande au premier ministre si la démission de Me Noël Dorion, comme avocat du ministère public à Québec, avait été acceptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas d'objection à répondre. M. Noël Dorion a résigné et sa démission a été acceptée. Je crois qu'il contribuera au triomphe de la justice en essayant d'obtenir pour Québec-Est un député autre que celui qui a trahi les intérêts de sa race.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): A-t-il demandé la permission de démissionner?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il a exercé sa discrétion. Nous avons mis dans la loi qu'un avocat de la couronne n'a pas le droit d'être électeur. Mais je sais que le député de Rivière-du-Loup ne vise pas M. Dorion en posant cette question. Il vise surtout M. Oscar Drouin. Il a voulu se présenter, nous l'avons laissé faire parce que nous sommes en faveur de la liberté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais il s'est envolé¹⁹.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. Drouin a voulu se présenter, il est libre de le faire. Il ne m'a pas consulté. Nous respectons l'opinion des membres du service civil. Il est candidat contre M. King.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le premier ministre l'approuve de se présenter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
... de se présenter contre M. King? Mais certainement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut savoir si M. Dorion serait réinstallé, advenant un échec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est encore un moyen détourné pour atteindre M. Drouin et savoir de nous s'il pourra retrouver sa position.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suppose qu'ils vont être battus tous les deux, je sais qu'ils le

seront battus. Est-ce qu'ils auront tous les deux leur position? Ils ont dû parler de cela au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas obligé de répondre, mais je vais répondre. Je répondrai à mon honorable ami que notre politique est réaliste. L'Union nationale ne base pas sa politique sur des si. Le député de Rivière-du-Loup s'arroge le droit des électeurs. Quant à moi, j'ai confiance qu'ils seront élus. J'ai confiance dans l'électorat de Québec-Est et de Matane. Il n'est pas juste de dire que c'est une affaire de trois semaines seulement. Il s'agit de 25 ans de promesses non tenues.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je voudrais prendre la défense de mon confrère, mon ami M. Noël Dorion. Je crois qu'il peut rendre encore pour quelque temps de grands services à la justice et à la province. Je demande au premier ministre de ne pas le remplacer et de lui redonner sa position dans trois semaines.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite le député de Bellechasse d'avoir rendu hommage à son successeur et de reconnaître qu'il valait mieux que l'autre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'étonne que le premier ministre soit au courant de la politique fédérale, alors qu'il a toujours dit qu'il n'en faisait pas et que la politique fédérale ne l'intéressait pas. Comment sait-il que MM. Drouin et Dorion sont candidats contre M. King? Ils ont dû partir avec un billet de retour?

Le trésorier est parti en avion avec M. Drouin. Ça m'étonne aussi qu'il ait laissé partir son trésorier, hier, en avion, avec M. Drouin, pour le comté de Matane. On aurait pu le perdre et perdre la taxe de luxe avec.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est faux. Le député de Rivière-du-Loup veut jeter du discrédit sur M. Drouin, un ancien collègue. M. Drouin n'est pas allé à Matane en avion, mais dans son automobile.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député a la voix enrouée. Est-il allé dans Matane lui aussi dans son comté, hier, avec l'honorable Oscar Drouin, le candidat indépendant dans cette circonscription électorale?

L'honorable M. Gagnon (Matane):

Certainement, nous ne sommes pas partis en avion, nous sommes partis en auto. M. Drouin y est allé avec sa propre automobile et j'ai également utilisé ma propre voiture.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pourquoi?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis allé voir mes bons électeurs qui m'ont donné une majorité de 4,300 voix. Avec cette majorité, je n'ai pas peur d'aller dans Matane. J'y retournerai. Je me suis rendu à Matane le jour de la mise en candidature de M. Drouin, à ses côtés et en sa faveur, parce que celui-ci est un véritable libéral qui sacrifie un salaire de \$10,000 par année pour défendre une idée. Le député de Rivière-du-Loup prend des moyens détournés pour salir un ancien collègue. Il devrait plutôt rendre hommage à un homme qui met ses principes au-dessus de l'assiette au beurre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Puisque nous sommes au chapitre des confidences, si, par hasard, M. Oscar Drouin était élu, le trésorier croit-il qu'il appuierait M. Bracken? Le premier ministre est de belle humeur, je vais m'adresser à lui. Est-ce que le premier ministre savait que le député de Matane descendait dans le Bas-du-Fleuve pour lancer M. Drouin dans son comté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est-il allé parler en faveur de son collègue M. Jean-François Pouliot?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Certainement, j'y suis allé hier. Et quand je parle de mon collègue de Rivière-du-Loup, je parle d'un honnête homme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un homme qui dit ce qu'il pense.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, un homme qui dit ce qu'il pense du premier ministre.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quelle est l'attitude du premier ministre dans la lutte fédérale actuelle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mon mandat est un mandat provincial et je m'occupe des affaires provinciales. Mais cela ne m'empêche pas de lire les journaux. Les candidats qui se sont

présentés hier l'ont fait de leur plein gré. L'Union nationale est neutre dans l'élection fédérale actuelle. Je suis personnellement et nous sommes absolument indépendants, directement ou indirectement, de tous les groupements politiques fédéraux. Mais chaque membre de l'Union nationale est libre de ses affiliations politiques fédérales.

J'ajouterai même que nous considérons que c'est le devoir de la province de Québec, plus que jamais, d'élire des gens qui vont se tenir debout et châtier et punir ceux qui, pendant 25 ans, ont trahi le mandat qui leur avait été confié. Ce que la province veut, c'est de se débarrasser de ceux qui l'ont trahie par des promesses mensongères depuis 25 ans. La province de Québec doit être indépendante de tous les chefs fédéraux et nous devons placer les intérêts de Québec avant les intérêts d'un parti politique.

Nous voulons travailler avec Ottawa dans la coopération. Je dois dire que l'Union nationale, comme gouvernement, ne s'occupera pas de la campagne fédérale, mais dans chaque comté, les députés sont libres d'agir comme ils l'entendent. Je vais voter chez nous pour le meilleur homme. La province de Québec doit être indépendante de tous les clans politiques, bleus ou rouges. La plus mauvaise politique, c'est celle du rouge à Ottawa, rouge à Québec; bleu à Québec, bleu à Ottawa, Bloc à Québec, Bloc à Ottawa. Je suis contre cette politique qui est une politique désastreuse. Elle nous a trop nui dans le passé et a coûté trop cher à la province. Les intérêts de la province doivent passer en premier.

Je considère que chaque député de l'Union nationale est libre de faire ce qu'il veut dans son comté, mais l'Union nationale en tant que gouvernement ne s'associe pas à cette lutte.

M. Bienvenue (Bellechasse) insiste pour savoir si le premier ministre remplacerait M. Dorion dans trois semaines comme substitut du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans trois semaines, après le 11 juin, si M. Saint-Laurent est battu dans Québec-Est, je n'aurais pas d'objection à l'engager s'il voulait de la job comme procureur de la couronne pour un petit bout de temps.

(Toute la Chambre rit)

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre va-t-il voter à Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour le meilleur homme.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quel est le meilleur homme à Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un candidat libéral sur les rangs et le député de Bellechasse ne sait pas quel est le meilleur homme!

Et j'ajouterai qu'il est inutile de proclamer l'autonomie de la province si le gouvernement est l'agent d'un parti politique. L'autonomie de la province est liée à l'indépendance des partis fédéraux. La Législature doit rester indépendante de tous les groupements fédéraux.

Le moyen de faire valoir nos droits, c'est d'être neutre dans les élections fédérales. Quand j'ai pris le pouvoir, en 1939, M. King était premier ministre à Ottawa, et je me suis rendu à Ottawa pour lui offrir ma collaboration pour le chômage, et les registres de la Conférence le prouvent. Mais mon offre fut alors refusée.

Toutefois, je suis prêt à collaborer avec tout gouvernement, quel qu'il soit, tant que celui-là collaborera avec Québec et respectera les droits de la province de Québec. Nous devons collaborer avec tous ceux qui veulent être loyaux envers la province. J'ai également comme principe de condamner ceux qui, pendant 25 ans, ont répudié leurs engagements et trompé la population de la province.

Je ne suis pas comme le chef de l'opposition qui donne une entrevue pour ensuite envoyer ses hommes de main se battre pour les candidats de M. King. Le Québec devrait se débarrasser des hommes publics qui ne respectent pas leur parole.

Comme chef du parti de l'Union nationale, dans la présente élection, je suis neutre. Mais, par contre, comme homme privé, j'ai le droit de voter pour qui je veux. Je n'ai pas d'objection à dire que j'irai voter dans mon comté de Trois-Rivières, mais je refuse de trahir le secret de l'isoloir, mais je voterai pour le meilleur homme.

Je dois dire que si j'avais le droit de vote dans le comté de Québec-Est, je voterais pour M. Noël Dorion, qui est l'adversaire de M. Louis Saint-Laurent. Si j'avais le droit de vote dans Matane-Matapédia, je voterais pour l'honorable Oscar Drouin, ancien ministre dans le cabinet Godbout, et jusqu'à hier, président de la Commission municipale, même s'il m'a combattu dans le passé. Tous deux sont candidats indépendants.

Peu importe la couleur d'un homme qui défend les vues de Québec. Il y a assez longtemps que l'électorat se laisse aveugler par les couleurs politiques. Nous sommes indépendants, mais nous sommes francs.

Nous ne sommes pas comme nos amis d'en face. Il (M. Duplessis) fustige le Parti libéral pour son manque de franchise parce qu'il appuie M. King, après avoir promis de le combattre, comme c'est le cas du chef de l'opposition. Un ancien ministre libéral vient d'aller parler dans le comté de Saint-Jacques pour le candidat libéral, alors que son chef avait promis de combattre M. King.

Il appartient aux électeurs québécois d'élire au Parlement fédéral des députés qui sauront se tenir debout et qui châtieront ceux qui ont trahi leur mandat pendant 25 ans. Québec doit élever sa cause au-dessus des partis.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre veut toujours faire montre de patriotisme, mais il n'en a pas le monopole. Il ne nous a pas dit qui est le meilleur homme, d'après lui, dans Trois-Rivières. Le premier ministre connaît bien tous les candidats. Il sait quel est le meilleur homme dans Québec-Est et dans Matane. Il devrait savoir quel est le meilleur homme dans Trois-Rivières. Il (M. Bienvenue) lui demande s'il voterait pour M. Léon Méthot, candidat progressiste-conservateur. Qu'il nous dise seulement quel est le meilleur homme dans le comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà un bel exemple de loyauté libérale. Le député de Bellechasse sait qu'il y a un candidat libéral dans Trois-Rivières, mais il veut quand même savoir qui est le meilleur homme. Je vais le lui dire. C'est bien simple, le député de Bellechasse (M. Bienvenue) ne la sait pas encore: le meilleur homme, dans Trois-Rivières, c'est moi!

(Hilarité générale)

M. Bienvenue (Bellechasse): Les dictateurs disaient cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Hitler disait cela aussi il y a deux ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je soulève un point d'ordre et je demande que nous revenions au bill à l'étude. Il s'agit d'une curatelle pour les aliénés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce une curatelle pour l'Union nationale?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il est temps de revenir au bill.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Puisque le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) intervient, je vais en profiter pour le féliciter de son élection de bâtonnier du Barreau de Chicoutimi.

M. le président rappelle les députés à la clause en discussion.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. Dans l'exercice de ses fonctions comme curateur à un aliéné ou à une succession vacante et comme administrateur provisoire en vertu de l'article 11, le curateur public peut, lorsqu'il y a urgence, nécessité ou avantage pour l'aliéné ou pour la succession, vendre de gré à gré ou à l'enchère, tout bien meuble et immeuble faisant partie du patrimoine qu'il administre, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions que celui-ci détermine.

"Cette autorisation est demandée par requête sommaire présentée dans le district du domicile du curateur public ou dans celui de l'ouverture de la succession ou dans celui où est situé ce bien."

Un député propose un amendement.

L'article 17 est amendé et se lit désormais comme suit:

"17. Dans l'exercice de ses fonctions comme curateur à un aliéné ou à une succession vacante et comme administrateur provisoire en vertu de l'article 11, le curateur public peut, lorsqu'il y a urgence, nécessité ou avantage pour l'aliéné ou pour la succession, vendre de gré à gré ou à l'enchère, tout bien meuble et immeuble faisant partie du patrimoine qu'il administre, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions que celui-ci détermine.

"Cette autorisation est demandée par requête sommaire présentée dans le district du lieu de l'ouverture de la succession ou dans celui où est situé ce bien."

L'amendement est adopté.

L'article 17, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 18 à 21 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 22 qui se lit comme suit:

"22. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger des règlements concernant:

"a. l'administration des biens confiés à la garde du curateur public en vertu des dispositions de la présente loi;

"b. les placements qu'il peut faire des deniers en sa possession;

"c. la comptabilité qu'il doit tenir;

"d. le tarif des honoraires prévu à l'article 19;

"e. l'exécution générale de la présente loi."

Un député propose un amendement.

L'article 22 est amendé et se lit désormais comme suit:

"22. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger des règlements concernant:

"a. l'administration des biens confiés à la garde du curateur public en vertu des dispositions de la présente loi;

"b. les placements qu'il peut faire des deniers en sa possession conformément aux articles 981^o et suivants du Code civil;

"c. la comptabilité qu'il doit tenir;

"d. le tarif des honoraires prévu à l'article 19;

"e. l'exécution générale de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 22, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 23 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur de fixer par proclamation."

Un député propose un amendement.

L'article 26 est amendé et se lit comme suit:

"26. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'amendement est adopté.

L'article 26, ainsi amendé, est adopté.

Les annexes sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité des bills publics siégera à 11 heures demain matin, pour discuter du bill du député de Beauharnois (M. Lemieux) et membre du Bloc populaire, abolissant les appels de droit au Conseil privé en matière civile.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) demande au premier ministre quels experts en droit constitutionnel il a invités à comparaître selon la promesse faite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il n'a convoqué personne. Seulement, en comité, on pourra discuter d'une façon plus intime. J'ai consulté MM. Léopold Désilets, Édouard Asselin, et Émery Beaulieu et j'ai moi-même 32 ans d'expérience au Barreau.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) demande quels experts il a consultés (M. Duplessis), car enfin, dit-il, le premier ministre avait dit qu'il référerait le bill au comité non pour un enterrement de première classe, mais pour y faire entendre des experts. Il est inutile de convoquer le comité pour répéter les mêmes arguments déjà invoqués de part et d'autre en Chambre, si le gouvernement n'a pas assigné d'experts comme il en a donné l'assurance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'invite le député de Montréal-Laurier à convoquer les experts qu'il aimerait à entendre.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il est bien tard pour me faire une telle offre. Je n'ai pas le

temps d'appeler les juristes que j'aurai voulu faire entendre, puisque, suivant le premier ministre, la convocation du premier ministre avait pour but d'amener les jurisconsultes pour donner leurs opinions sur la légalité et l'opportunité du bill Lemieux abolissant les appels de droit au Conseil privé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je doute de la légalité du projet de loi et j'estime qu'il contribuerait à nous nuire plutôt que nous avancer.

(Un débat s'en suit.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère ses arguments contre l'abolition des appels au Conseil privé avant que les jugements pendants devant le Conseil privé sur cette question ne soient rendus.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) défend la thèse contraire.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le gouvernement prend un moyen détourné pour tuer ce bill.

M. le président: La discussion est hors d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je maintiens que le comité permanent des bills publics est convoqué pour 11 heures.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 16 mai 1945, à la page 10, M. Laurendeau "faisait allusion au projet Albert

Lemieux abrogeant des articles du même Code dans le dessin d'abolir les appels de droit au Conseil privé, mais contre lequel M. Duplessis s'était opposé".

2. Cette démission du député de Beauce (M. Lacroix) survient à un peu moins d'un mois après que, comme nous l'apprenait *L'Action catholique* le 19 avril en page 3, "les conseils de deux municipalités de la Beauce, celle de la paroisse de Saint-Joseph, demandent à M. Édouard Lacroix de vouloir bien se rendre sans retard occuper son siège à l'Assemblée législative et d'y prendre les intérêts de ses électeurs ou démissionner." Tel que rapporté en page 3 par *L'Action catholique* du 23 avril 1945, M. Lacroix a répondu à cette demande: "Selon la lettre qu'il vient d'écrire au secrétaire de la municipalité, le député non assermenté de Beauce souffre d'une attaque de paralysie et il attend de ses médecins la décision qui l'orientera ou vers le repos ou vers le travail. Il prie les électeurs de Beauce de lui faire preuve d'autant de tolérance qu'envers le Dr Henri Béland, son prédécesseur à la Chambre des communes, qui, pour cause d'internement en Allemagne durant la guerre de 1914-1918, fut absent trois années de l'arène parlementaire, jouissant tout de même de son indemnité."

3. Voici la lettre que M. Lacroix fit parvenir à ses électeurs telle que reproduite dans *L'Action catholique* du 15 mai 1945, à la page 3: "À mes concitoyens du comté de Beauce. Des circonstances que je ne peux contrôler me forcent à cesser toute activité politique. Quand je pense combien vous avez fait preuve de générosité envers moi pendant près de 20 ans, c'est avec un certain regret que je rentre dans la vie privée. Mais par contre, je quitte la politique avec l'entière satisfaction d'avoir toujours accompli tout mon devoir et avec la ferme conviction d'avoir demeuré en tout temps et uniquement le fidèle représentant de vos intérêts. Je vous remercie tous, avec la sincérité que vous me connaissez, pour l'appui si généreux que vous m'avez donné durant ces années et je souhaite que nos administrateurs, tant de notre province que de notre pays, aient toujours à cœur le bien-être et la prospérité de la population. Votre dévoué et reconnaissant, Édouard Lacroix, Saint-Georges de Beauce.

4. Selon *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 3: "le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a mis le feu aux poudres en demandant au premier

ministre, dès que la Chambre s'est formée en comité des subsides, s'il allait récompenser" etc...

5. Selon *Le Devoir* du 16 mai 1945, à la page 10, M. Casgrain fait allusion au trésorier de la province, M. Gagnon,

6. Selon *Le Canada* du 16 mai 1945, à la page 12, "deux minutes plus tard, le trésorier réapparut à son siège."

7. Cet item sera adopté le 28 mai 1945 et n'est pas, conséquemment, à l'ordre du jour du 15 mai 1945. Nous l'avons ajouté.

8. *La Tribune* du 16 mai 1945, à la page 8, rapporte plutôt ceci: "gens haut futés".

9. *Le Canada* du 16 mai 1945, à la page 12 rapporte cette dernière affirmation un peu différemment: "On n'a pas plus le droit de corrompre la jeunesse la semaine que le dimanche."

10. *Le Canada* du 16 mai 1945, à la page 12, précise que M. Godbout prend la parole à 4 heures et selon *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 3, le chef de l'opposition "a parlé pendant une heure."

11. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 3, alors que *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 5, parle de 40 mois et demi d'administration.

12. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 3, alors que *La Patrie* du 16 mai 1945, à la page 5, et *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 5, parlent de \$29,250,000.

13. Ce chiffre provient de *La Presse* du 16 mai 1945, à la page 6, alors que *L'Action catholique* du 16 mai 1945, à la page 13, parle de 95½ %.

14. Ce chiffre provient du journal *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 5, alors que *La Presse* du 16 mai 1945, à la page 6, parle plutôt de \$51,000,000.

15. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 9, alors que *L'Action catholique* du 16 mai 1945, à la page 13, parle de \$4,000,000. Et *La Patrie* du 16 mai 1945, à la page 5, parle d'au-delà de \$5,000,000.

16. Lorsque le trésorier aborde la question de l'emprunt, *L'Événement* du 16 mai 1945, à la page 9,

fait plutôt dire à ce dernier qu'il réfute les affirmations de M. Mathewson, alors que, selon *La Patrie* du 16 mai 1945, à la page 5, *L'Action catholique* du 16 mai 1945, à la page 13 et *Le Soleil*, du 16 mai 1945, à la page 5, M. Gagnon se réfère plutôt à M. Marler.

17. *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 5 parle de 8 h 15.

18. Selon *La Presse* du 16 mai 1945, à la page 6, le débat qui suit cet aparté de M. Casgrain, au sujet des élections fédérales, va durer une heure.

19. *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 16, explique que "la rumeur circulait hier (le 15 mai 1945) à Québec que M. Dorion était parti lundi pour Matane, en avion, en compagnie du trésorier provincial, l'honorable Onésime Gagnon, député de Matane."

Séance du mercredi 16 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Juges des sessions
et magistrats de district

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 relatif aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district.

L'autorisation accordée aux juges des sessions de présider les commissions gouvernementales constitue l'un des deux éléments principaux du nouveau projet de loi du gouvernement. Le deuxième objet principal de cette mesure est de veiller à ce que soient effectuées, dans le cas des magistrats de district, certaines révisions de salaires et, particulièrement, de faire concorder davantage le salaire du premier magistrat avec celui que reçoivent les autres juges du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des
sociétés d'agriculture

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Établissement
des jeunes

L'ordre du jour appelle la présentation du bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

L'ordre du jour appelle la motion proposant l'étude en comité plénier, à la prochaine séance, du projet de résolution relative au bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué et que le projet de résolution soit retiré.
Adopté. Le projet de résolution est retiré.

Amélioration du
Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile.
Adopté.

Juges des sessions
et magistrats de district

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 59 relatif aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district.
Adopté.

Demandes de documents:

Prime au fromage

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses ministres ou officiers et toute personne ou association relativement à l'abolition de la prime sur le fromage, du 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1945.

M. l'Orateur, je propose cette motion, afin de pouvoir demander au gouvernement de rétablir sans délai et sans retard la prime de 2 cents par livre sur le fromage que le gouvernement libéral avait instituée alors que les cultivateurs en avaient le plus besoin. Les fermiers ne comprennent pas pourquoi le

nouveau gouvernement de l'Union nationale, dès son arrivée au pouvoir l'automne dernier, a aboli cette prime, et je ne comprends pas pourquoi le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) n'a pas protesté contre l'abolition d'une prime aussi avantageuse pour tous les cultivateurs. Toute la classe agricole réclame le rétablissement de cette prime.

En 1937, les membres de l'Union nationale ont voté contre une motion de l'opposition censurant le gouvernement pour ne pas avoir établi la prime sur le fromage. J'envoie la motion au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour lui montrer, qu'en cette circonstance, il s'est caché pour ne pas voter.

M. Dumaine (Bagot) demande au premier ministre s'il avait quelque chose (sic).

L'honorable M. Barré (Rouville): Je félicite le député de Bagot (M. Dumaine) de la brièveté de son discours. Si tous les membres de l'opposition avaient suivi cet exemple, la session serait maintenant finie. Mais j'avoue que je n'ai pas compris exactement la portée de la motion. Je ne puis par conséquent y répondre maintenant. Nous allons adopter la motion.

M. Dumaine (Bagot): Je félicite l'honorable député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) d'avoir présenté cette motion. Cette prime était absolument essentielle dans la province. La première chose qu'a fait, en arrivant, le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui est supposé être un cultivateur pratique, ça été d'abolir la prime d'un trait de plume. Aujourd'hui, il se contente de dire: nous allons adopter la motion. Ce n'est pas ce que les cultivateurs demandent. Ils sont capables de fabriquer d'aussi bons fromages qu'en Ontario. La province peut produire un fromage supérieur à n'importe quelle province et n'importe quel pays pour l'exportation et la consommation au pays. Les cultivateurs veulent de l'encouragement et un marché avantageux.

En leur nom et au nom des cultivateurs et des électeurs de mon comté de Bagot, je suis heureux de me joindre au député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) pour réclamer le rétablissement de cette prime sur le fromage. Le gouvernement d'Ontario paie une prime, et il serait intéressant pour les cultivateurs de savoir si le gouvernement a l'intention de rétablir la prime. Le nouveau régime n'aurait pas dû supprimer celle que le gouvernement libéral avait instituée dans notre province.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous n'avons pas aboli la prime de 2 cents la livre sur le fromage, mais elle a été discontinuée à l'automne, à l'époque où il n'était plus convenable de la payer parce que, comme cultivateur pratique, je sais qu'il n'est pas possible de faire du bon fromage en hiver. À notre arrivée au pouvoir, nous avons constaté que le gouvernement n'avait pas d'argent pour la continuer et nous avons cessé de la payer.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Il y en a pourtant pour payer les 21 ministres s'il n'y en a pas pour les cultivateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis prêt à en parler des 21, puisqu'on m'y force, mais on va me rappeler à l'ordre. Un prédicant à la radio a essayé de créer la légende des 21 ministres.

M. Dumaine (Bagot): Il y en a bien 21.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a d'autres gouvernements qui ont 21 ministres.

M. Dumaine (Bagot): Il n'y en a pas dans d'autres provinces.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis prêt à dire qu'il s'est débité dans la province et du côté de l'opposition un chapelet de mensonges au sujet des 21 ministres. Des légendes, on en a créées dans la passé, mais le peuple a fini par comprendre.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): En attendant, ça coûte cher.

L'honorable M. Barré (Rouville): Jamais le gouvernement n'a payé les fournitures de bureau des 21 ministres. Jamais le gouvernement ne m'a fourni une serviette ou des meubles. Quand je suis arrivé à mon bureau, les meubles y étaient. Il y avait aussi la photographie du chef de l'opposition qui y était restée.

Ce ne sont pas les 21 ministres qui coûtent plus cher à la province. Ce sont les répétitions et les redites des membres de l'opposition.

On parle de la prime sur le fromage. Ce matin, on m'a interdit le beurre et un autre aliment, ce qui me met sur le même pied que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt).

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): J'espère que vous ne mangerez pas le premier ministre.

L'honorable M. Barré (Rouville): À mon arrivée au ministère, il m'a fallu faire approuver un mandat spécial de \$300,000 pour payer la prime due. Le montant de \$700,000 inscrit dans le budget pour cette prime était épuisé. Le gouvernement a maintenu la prime jusqu'au moment où il importait de la payer. Le paiement de la prime a été suspendu pour les mois d'hiver mais sera rétabli à l'été, car il est difficile de faire du bon fromage en hiver.

Il (M. Barré) répond au député de Bagot (M. Dumaine) qu'il a toujours cultivé la terre. Il se demande donc s'il n'a pas le droit de se considérer comme un cultivateur pratique.

Le fromage est essentiellement un produit d'exportation et il appartient au gouvernement fédéral de donner un octroi. Qu'il fasse sa part et nous ferons la nôtre.

Il (M. Barré) dénonce les restrictions sur la vente du beurre et le plafonnement des prix du beurre. Ce rationnement est contraire aux intérêts de la population du pays. Ce plafonnement des prix empêche le cultivateur de se payer la main-d'œuvre dont il a besoin et c'est là, à mon avis, l'une des causes de la crise qui sévit actuellement dans l'agriculture.

J'affirme qu'il est contraire aux intérêts de la population d'encourager la production du fromage, si le beurre reste rationné et que son prix demeure plafonné. Je répète que je n'ai aucune objection à payer la prime sur le fromage, mais à condition que le fédéral fasse sa part et que ça rapporte quelque chose aux cultivateurs.

On m'a envoyé un document pour dire que je m'étais caché en 1937, lors d'un vote sur une motion réclamant en 1937 la prime sur le fromage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Où le ministre s'est-il caché?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai failli dire que je ne me cachais jamais.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)²: Je le savais.

L'honorable M. Barré (Rouville): N'en déplaise au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), il y a des choses que je fais en cachette³.

Je veux dire que ce sont nos adversaires qui devraient se cacher après avoir fait ce qu'ils ont fait. J'ai déjà dit qu'un député ne doit pas voter non-confiance à un gouvernement pour faire de la petite politique.

La motion en discussion n'offre rien aux cultivateurs, mais nous allons l'adopter. Nous serons prêts à payer une prime quand le fédéral fera sa part. Cette prime sera payée de nouveau au cours de l'été prochain, la suspension n'étant que temporaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand le gouvernement aura fait assez d'argent avec sa taxe de luxe.

L'honorable M. Barré (Rouville): Veut-on que j'en parle de la taxe de luxe?

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le peuple en parle, lui.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'ancien gouvernement taxait tout le monde, tandis que le gouvernement actuel ne taxe que ceux qui ont les moyens de payer. Tout ce que l'Union nationale a taxé sur ce que je porte, c'est cette petite montre que l'on m'a offerte en cadeau. Il y a des limites pour être effronté et mentir au peuple.

M. Godbout (L'Islet): Je ne voudrais pas sortir du sujet de la discussion, mais je puis dire à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qu'il a raison de dire qu'il y a une limite pour mentir au peuple. Le gouvernement a promis d'abolir une taxe...

M. l'Orateur: Je n'ai pas l'intention de permettre au chef de l'opposition de rouvrir le débat sur la taxe de luxe. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) n'a fait que répondre à une question d'un député de l'opposition. Je suis obligé de demander au chef de l'opposition de ne parler que de la motion.

M. Godbout (L'Islet): Très bien, je vous remercie de votre générosité, M. l'Orateur. Je voulais tout simplement rappeler que le gouvernement a encore manqué à un de ses engagements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition connaît la valeur des serments.

M. Godbout (L'Islet): Le peuple paie pour savoir que les serments du chef de l'opposition valent mieux que ceux du premier ministre.
(Applaudissements à gauche)

M. Godbout (L'Islet): Si la prime sur le fromage n'a pas été abolie, je sais tout de même que les cultivateurs ont cessé de la toucher. Le député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) a exprimé le désir des cultivateurs en demandant le rétablissement de cette prime sur le fromage, qui n'est plus payée depuis que l'Union nationale est au pouvoir.

Je ne comprends pas le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) quand il parle de suspension momentanée de la prime de 2 cents la livre sur le fromage. Tout ce que les cultivateurs comprennent cependant, c'est que le gouvernement de l'Union nationale ne leur paie plus les 2 cents par livre sur le fromage qu'ils recevaient au temps de l'administration libérale. Je ne partage pas l'avis du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). C'est surtout en hiver que le cultivateur a le plus besoin de la prime sur le fromage. À ce moment la production est plus coûteuse et le lait entier se transporte plus difficilement. Le besoin de primes est plus important l'hiver que l'été, parce que c'est en hiver que les cultivateurs doivent fabriquer le fromage pour ne pas perdre leurs produits laitiers.

La fabrication du beurre serait plus pratique et convient mieux en hiver, si toutes les fabriques étaient combinées. La plupart de nos fabriques ne sont pas organisées pour produire à la fois du beurre et du fromage. Il faut donc aider la production de fromage. Dans le cas du Lac-Saint-Jean, par exemple, pratiquement toutes les fabriques ne font que du fromage seulement. Cette prime était un encouragement à la production du fromage par nos cultivateurs, et son abolition n'est aucunement justifiée.

"Que le fédéral paie la prime", dit le ministre. Le fédéral paie la prime sur le beurre; il est obligé d'équilibrer la production pour les approvisionnements de guerre. Il subventionne la fabrication de beurre, en ce moment, parce que certains pays alliés en ont un grand besoin et qu'il est en grande demande même au Canada. C'est pour cela qu'il paie une prime sur le beurre, mais il appartient au gouvernement du Québec, d'autre part, de s'occuper et de balancer la production dans la province de Québec. C'est le rôle du gouvernement provincial de suppléer à ce que le fédéral ne fait pas.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) dit que les prix du beurre et du fromage n'étaient pas assez élevés. Ce n'est pas le rôle du fédéral de hausser encore les plafonds sur des denrées aussi nécessaires que le beurre et le fromage. Il ne faut pas élever les prix de ces denrées au point où les ouvriers en souffriront, ils paient déjà suffisamment cher, et les cultivateurs le comprennent

très bien. C'est le devoir du gouvernement de soutenir les cultivateurs dans cette production essentielle.

Il faut louer tout particulièrement le fédéral et reconnaître qu'il a stabilisé les prix pendant la guerre, au point qu'on ne s'est presque pas aperçu d'une hausse dans le coût de la vie, et d'avoir empêché la répétition de ce qui s'est passé au cours de l'autre guerre, alors que les consommateurs ont dû payer des prix excessifs pour les divers produits.

Nos cultivateurs sont bien organisés pour la production de fromage, mais les fabriques ne sont pas combinées partout, et la prime sur le fromage s'impose. Je félicite mon honorable ami le député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin), et j'espère que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) aura compris notre désir à tous que les cultivateurs soient soutenus par le gouvernement provincial dans cette production.

Il est surtout important que la prime soit payée pendant l'hiver et c'est pour cela que nous regrettons qu'elle ait été supprimée l'automne dernier. Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de rétablir la prime sur le fromage, afin d'aider spécialement aux cultivateurs qui n'ont pas d'autres industries que celle-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) a été partisan d'un régime libéral et c'était le temps de demander des actes.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Si je peux interrompre le premier ministre, je lui dirai que je n'avais pas besoin de réclamer une prime sur le fromage, puisque cette prime avait été établie.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁴:

Ces gens-là, (pointant l'opposition), se disent les champions de la prime sur le fromage et ils n'ont pas voté assez d'argent dans leur budget pour la payer. L'industrie laitière est la base d'une agriculture progressive. Si le gouvernement a accordé une prime sur le fromage, il n'a jamais prévu le budget des montants suffisants pour la payer en entier, si bien qu'à mon arrivée au pouvoir, j'ai dû trouver une somme de \$300,000 pour payer une promesse faite par les libéraux.

Il n'y a rien de plus dangereux que d'encourager une industrie essentiellement temporaire. Je ne suis pas un expert en agriculture, mais je m'explique. Avant la guerre, la

consommation de fromage était moins considérable qu'aujourd'hui. Elle s'est intensifiée parce que, durant la guerre, le Danemark, pays producteur de fromage par excellence, a été envahi. Il n'a pu écouler son fromage ou son beurre. Le Canada en a profité alors. Aujourd'hui, le Danemark a retrouvé sa liberté et il va reprendre la place qu'il occupait avant la guerre. Le Danemark peut produire du fromage dans des conditions incomparables, par suite de son climat et de sa proximité du marché européen et des pays qui consomment du fromage. La guerre finie, il va recommencer, et notre commerce d'exportation va en souffrir. Il est difficile d'entrer en compétition avec le Danemark dans ce domaine sur le marché européen où l'on paye d'après le marché européen, et non d'après celui de Montréal, qui est souvent de 2 ou 3 cents plus élevé.

Dans la province de Québec, nous manquons de beurre. Il est inconcevable que, dans la province de Québec, on manque aujourd'hui de beurre. Encourager la production du fromage au détriment du beurre, chez nous, c'est une erreur. Jusqu'ici l'agriculture québécoise a manqué de plan d'ensemble, de méthode et d'orientation générale. Le gouvernement actuel veut réparer les erreurs du passé et procéder suivant un plan d'ensemble, donner à l'agriculture la place qui lui revient, c'est-à-dire la première. Nous voulons faire en sorte qu'un problème soit solutionné au lieu d'être aggravé.

La politique du gouvernement est claire. Nous sommes en faveur de primes et d'octrois bénéficiant aux cultivateurs, mais nous ne voulons pas payer de prime quand le marché est instable. Il ne faut rien faire pour encourager des productions qui ne sont pas profitables aux cultivateurs. Le prix des produits d'exportation n'est pas fixé d'après le marché de Montréal, mais d'après le marché européen.

Supposons: si les cultivateurs sont incités à intensifier leur production de fromage et que le marché européen nous est fermé et nous devient inaccessible, ce sera un désastre, et nous resterons avec une surproduction de fromage à côté d'une pénurie de beurre. Voilà un point de vue à envisager. Ontario accordait une prime sur le fromage et elle n'en accorde plus.

Le fédéral devrait encourager la production laitière, dans la province de Québec, au même titre qu'il encourage la production, et même la non-production du blé dans l'Ouest, puisque nous contribuons au paiement des taxes dans la proportion d'un tiers. Si les conditions justifient le paiement d'une prime sur le fromage, nous la paierons en

entier, mais non pas avec des budgets incomplets. Nous sommes en faveur d'une prime sur le fromage, mais d'une prime qui profitera réellement au cultivateur.

Mon gouvernement porte le plus haut intérêt et est très intéressé au bien-être et à la prospérité de la classe agricole. Aucun gouvernement n'a fait autant que nous pour la classe agricole. J'ai montré mon attachement à la classe agricole en appelant trois agriculteurs dans le Conseil des ministres. Le cultivateur peut être sûr qu'avec trois hommes de ce calibre, il est bien représenté.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Dans le conseil des taxes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces gens-là nous parlent de taxes quand nous parlons de fromage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre parle de taxes, je me réserve le droit de lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les ministres qui s'occupent de la direction du ministère de l'Agriculture vont étudier la question et y trouver une solution adéquate d'ici quelque temps, solution qui sera avantageuse pour la classe agricole. Le classe agricole peut être convaincue que, si ses trois représentants dans le cabinet favorisent la prime, nous l'accorderons sans hésitation. Je rétablirai la prime de 2 cents la livre, si celle-ci se révèle nécessaire et utile.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre a fait un beau discours éloquent, mais je lui reproche de servir de l'éloquence aux cultivateurs, quand ils réclament une prime et qu'ils veulent quelque chose de plus palpable. Il faut donner aux cultivateurs plus que de l'éloquence. Ce n'est pas cela qui les fait vivre. Sous le gouvernement libéral, il y avait moins de discours, mais une prime était payée.

Le premier ministre dit qu'il n'y a pas suffisamment d'argent voté. Mais pouvions-nous prévoir la quantité de la production du fromage? Le premier ministre nous dit qu'il est contre la prime et il nous dit ensuite qu'il suivra l'avis de ses trois ministres agriculteurs. Le Parti libéral, au contraire, leur a donné de l'argent. Si la prime sur le fromage n'a pas été abolie, comment se fait-il que le budget ne prévoit rien pour le paiement de cette prime?

C'est plutôt honorifique ce que le premier ministre a donné à la classe agricole en nommant trois agriculteurs ministres, car ils n'ont pas eu assez d'influence pour faire maintenir la prime. Ces trois ministres de l'agriculture ne comptent pas beaucoup, apparemment dans le gouvernement, puisqu'ils ne sont pas capables de faire à trois ce que faisait un unique ministre avec les libéraux.

Ce qui arrive, c'est que les cultivateurs ont été victimes d'un excès d'humeur du premier ministre. Le premier ministre, avec son tempérament impulsif, a tout simplement voulu défaire ce que les libéraux avaient fait et il a supprimé la prime sur le fromage en arrivant au pouvoir. Malheureusement, ce sont les cultivateurs qui sont tombés les premiers sous sa main et qui en ont été les premières victimes; la classe agricole a été la première à souffrir de la mauvaise humeur du premier ministre. Pourquoi a-t-on traité ainsi une industrie aussi importante que l'industrie laitière?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons payé \$300,000 de primes.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Parce que le gouvernement libéral avait garanti la prime. Le gouvernement de l'Union nationale n'avait aucune raison de faire perdre cette prime aux cultivateurs du Québec. On devrait la leur redonner, afin de les encourager. Le premier ministre doit regretter ce qu'il a fait et j'espère que, en écoutant le député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin), il va rétablir la prime. Nous avons attiré l'attention du premier ministre sur l'erreur commise. Je suis assuré qu'il la réparera au plus tôt.

M. Bienvenue (Bellechasse): Représentant d'un comté agricole, je veux rappeler que, lorsque l'honorable chef de l'opposition a promis une prime sur le fromage durant six mois de l'année, le chef de l'Union nationale l'a relancé en disant: "Moi je donnerai une prime durant 12 mois." En 1936, l'Union nationale a promis de payer une prime sur le beurre et le fromage pendant toute l'année, alors que les libéraux ne les promettaient que pour les mois d'hiver. Et l'Union nationale ne l'a pas payée une heure de temps, de 1936 à 1939. Une fois au pouvoir, cette promesse fut oubliée et quand les libéraux ont payé cette prime, l'Union nationale l'a abolie dès son retour, en 1944. Je ne comprends pas la volte-face du chef du gouvernement.

Revenons aux temps actuels. Devenu premier ministre, le premier ministre a supprimé la prime.

L'honorable chef de l'opposition, qui est un véritable cultivateur, avait compris l'importance de cette prime. Ah! On dit que les trois ministres de l'Agriculture qui ont remplacé notre chef distingué sont de vrais cultivateurs en salopettes. Nous ne les avons jamais vus en salopettes. Ils n'ont pas empêché le premier ministre de supprimer la prime sur le fromage, lui qui a fait voter \$5,000,000 pour une radio. Le premier ministre doute de la nécessité de cette prime. Il est avocat. Les cultivateurs connaissent leurs besoins. Or, je vais lire à la Chambre une lettre de l'Union catholique des cultivateurs adressée au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et dans laquelle il demande au nom des 60,000 cultivateurs de cette association le rétablissement de la prime sur le fromage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. On n'a pas le droit de lire un document dont on demande la production. Article des règlements no... (il cherche l'article)

M. Choquette (Montmagny): Que l'Orateur me permette la lecture de la lettre sous réserve d'objection?

M. l'Orateur⁵: Je ferai remarquer à l'honorable député de Montmagny (M. Choquette) que nous ne sommes pas en Cour supérieure.

M. Choquette (Montmagny): La lettre est adressée par M. Gérard Fillion, secrétaire général de l'U.C.C. à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré). Il me semble que le ministre aurait pu répondre à M. Fillion, qui a écrit en date du 21 novembre 1944 que l'on paierait la prime à même un budget de \$150,000,000.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À part les revenus de la taxe de luxe.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si M. Fillion avait été ici cet après-midi, il aurait entendu le ministre de l'Agriculture lui répondre: "Contentez-vous de ce que vous avez et l'Union nationale sera heureuse." Ce n'est pas ce qu'on a promis aux cultivateurs l'été dernier.

(Applaudissements)

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré) a dit qu'il ne m'avait pas compris et qu'il n'avait pas compris le document que je lui ai envoyé. Nous

avons donc un ministre qui ne sait pas lire et qui ne comprend pas les cultivateurs.

(Applaudissements)

Ce que j'ai envoyé au ministre, c'est la preuve de ce que j'ai avancé déjà. Je répète: en 1937, le député de Québec (M. Chaloult) a proposé, secondé par le député Grégoire, une motion pour réclamer une prime sur le fromage et a censuré le gouvernement de l'Union nationale, parce qu'il n'avait pas établi une prime sur le fromage. Tous les députés de l'Union nationale, qui étaient au pouvoir à cette date, ont voté contre. Le député de Rouville (M. Barré), ministre de l'Agriculture aujourd'hui, s'est caché derrière le trône du président pour ne pas voter.

M. Chaloult (Québec): L'honorable député m'a parlé de cette motion, mais je ne me rappelle pas les faits qu'il a affirmés.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Les faits ont été rapportés dans les journaux et, dans tous les cas, le ministre se cache aujourd'hui, puisqu'il a disparu pendant la discussion avant que je commence ma réplique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Si le ministre ne se cache pas, il n'est pas à son siège. Je dirai ceci au premier ministre en terminant.

L'honorable M. Barré (Rouville): (Étant de retour en Chambre) Je proteste contre cette affirmation.

M. l'Orateur: Je rappelle à l'ordre le député. L'expression "caché" n'est pas parlementaire.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): L'an dernier et cette année, le gouvernement fédéral de M. King a voté \$250,000,000 pour primer les produits agricoles, et pour encourager la fabrication de produits laitiers. L'an dernier, le comté de Vaudreuil-Soulanges, que j'ai l'honneur de représenter, a reçu \$248,000 en primes sur le beurre, le bacon, le lait, etc...

Si le premier ministre et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) étaient justes et voulaient franchement l'intérêt de la classe agricole, pendant la lutte fédérale qui est commencée, ils parcourraient les campagnes pour dire aux électeurs

de voter pour le gouvernement King qui a tant fait pour la classe agricole et a exempté les fils de cultivateurs du service militaire.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): J'ai fini. Je demande encore au gouvernement de rétablir la prime sur le fromage.

(Applaudissements)

La motion est adoptée⁶.

Motions des députés:

Chômage

M. Chaloult (Québec) propose: Que cette Chambre prie le gouvernement fédéral de verser à la province de Québec, au même titre et dans la même proportion qu'aux autres provinces, les sommes d'argent destinées à remédier au chômage.

Il s'agit d'un problème capital et, demain, il se posera chez nous de façon très aiguë et plus impérieuse, lorsque les soldats auront réintégré leur foyer. Je fais cette motion pour que, au cas d'une crise de chômage, la province reçoive sa part d'Ottawa. Mon discours est surtout destiné à la tribune des journalistes, afin qu'ils aient plus d'écho. Le jour que l'on a annoncé la Victoire, j'étais dans mon auto sur le parcours de la parade de jeunes gens et de jeunes filles qui célébraient. Il y en a qui sont montés dans ma voiture et qui ont fait jouer le klaxon. Je me réjouissais avec cette jeunesse, mais je ne pouvais m'empêcher de songer à l'avenir qui attend ces jeunes.

La guerre d'Europe est à peine terminée et nous avons encore sur les bras la guerre contre le Japon et, déjà, nous avons des milliers de sans-travail. Je me disais que cette jeunesse, victime de la propagande, avait tort de croire que ses périls étaient finis, car elle sera probablement envoyée au Japon et elle sera peut-être entraînée vers le communisme. Il ne faut pas se fier aux assurances des libéraux d'Ottawa: qui a menti, mentira.

Il (M. Chaloult) fait l'historique du chômage au pays, et dans le Québec. Il remonte à la crise de 1936⁷. Le gouvernement fédéral avait contribué dans une proportion de 40 % dans les octrois de chômage, les gouvernements provinciaux versèrent 40 % et les

municipalités soldèrent la différence, soit 20 %. La venue de la guerre a mis fin à cette situation par suite des immenses entreprises qui recrutaient des milliers d'hommes pour la fabrication de munitions et pour les autres ouvrages nécessités par les hostilités.

En 1941, le gouvernement fédéral cessait l'octroi de ses subventions pour fins de chômage à la province de Québec. De son côté, Damien Bouchard⁸ instaurait une politique de travaux de chômage, mais qui s'est avérée inhumaine. La ville de Toronto a pourtant reçu des deux gouvernements, provincial et fédéral, \$1,610,000 en 1941, \$741,000 en 1942 et \$51,000 en 1943. Pendant ce temps-là, la ville de Québec, par exemple, ne recevait aucune contribution d'Ottawa et devait emprunter pour aider ses propres chômeurs. Ottawa donnait des subsides à Toronto, mais ne donnait rien à Québec.

Il (M. Chaloult) brosse un tableau assez sombre de la situation que devront affronter ceux qui reviendront de la guerre, si on ne leur fournit pas les moyens de refaire leur vie. Il faut prévoir une crise de chômage généralisé après la guerre, à mon avis. On va revoir le chômage fleurir dans nos grands centres. N'oublions pas que notre population n'entend pas retourner à l'état dans lequel elle vivait avant la guerre. Elle ne l'acceptera pas d'aucun gouvernement. Il est inutile de penser que nos gens vont croire qu'il n'y a pas plus d'argent pour les faire travailler, quand on en a trouvé pour tout.

Les soldats rentreront chez eux; ils auront de nouvelles habitudes et des exigences qu'il faudra satisfaire. Ceux qui reviendront au foyer n'endureront pas qu'on leur dise qu'il n'y a pas d'argent pour les faire travailler. Quand on a donné des milliards en cadeau, on trouve les moyens de faire vivre son monde. Mais les usines de guerre auront fermé leurs portes; on devra trouver du travail et de l'argent, puisqu'on a trouvé des milliards pour les œuvres de morts.

La prochaine crise de chômage aura été provoquée par la politique de guerre d'Ottawa et c'est Ottawa qui devra se charger de payer les frais du chômage, d'autant plus qu'il a accaparé la majorité des sources de revenus des provinces. La responsabilité du chômage retombe donc exclusivement sur les épaules du gouvernement fédéral qui a absorbé toutes les taxes.

Puisque nous avons trouvé de l'argent pour tuer dans une guerre qui n'était pas la nôtre, il faudra en trouver également pour la période de la paix. Il propose que le gouvernement continue de doubler la circulation de l'argent, comme il l'a fait durant le conflit.

C'est le gouvernement d'Ottawa qui voit au chômage. Or, c'est au gouvernement fédéral à prendre des mesures appropriées pour régler ces problèmes. Le gouvernement fédéral, qui a trouvé de l'argent pour les œuvres de mort, ne pourra plus dire qu'il est impossible d'en trouver pour les chômeurs. Si l'on ne trouve pas d'emplois aux jeunes gens qui reviennent de l'autre côté, ces jeunes gens sont en danger de devenir communistes, qui est la grande menace de notre temps. On a détruit le monstre nazi et on l'a remplacé par le monstre communiste.

Il (M. Chaloult) esquisse tout un programme qui pourrait être entrepris pour fournir du travail aux chômeurs. Il faudra trouver de l'argent pour financer la paix. On pourrait construire des hôpitaux, des piscines, des gymnases, des universités, des aqueducs, des œuvres d'art. Je demande égalité de traitement pour le Québec dans l'attribution des fonds destinés à pallier le chômage. J'estime que nos droits ont été lésés. Je réclame justice et équité pour les miens.

M. Bienvenue (Bellechasse): La motion en elle-même est parfaitement légitime, mais le député de Québec (M. Chaloult) prend prétexte d'une motion à laquelle personne ne s'oppose pour jeter aux quatre coins de la province les idées pessimistes qu'il a essayées de semer durant la guerre. Je lui reproche le ton lugubre de son discours. Le député de Québec sème le découragement dans le cœur des jeunes à un moment tragique de notre histoire.

Il (M. Bienvenue) lui reproche d'imiter le prophète Jérémie. Je lui demande de ne pas être un prophète de malheur, de sourire un peu et plus souvent, d'encourager les jeunes à regarder l'avenir avec confiance.

On dirait que la victoire lui fait de la peine. Il dit: pendant que les jeunes gens exultaient de joie, quand tout le monde est en joie, moi, j'étais triste et je pensais à tous les malheurs qui les attendent. Il prédit et prophétise des calamités pour l'avenir. Si tout le monde célèbre dignement une victoire chèrement gagnée, pourquoi le représentant de Québec (M. Chaloult) est-il si triste?

Est-ce qu'il entretient des desseins que nous ne connaissons pas? Il se plaint que nous ayons dépensé des millions pour la guerre. Si le Canada a dépensé des millions pour des œuvres de mort, les États-Unis, eux, ont dépensé au-delà de cent milliards en 1942. Pourtant, ces gens là ne sont pas des fous. Pourquoi créer un courant d'idées noires?

M. Chaloult (Québec): Les États-Unis ont été attaqués.

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous avons également été attaqués dans les eaux canadiennes. Nous étions menacés nous-mêmes depuis le début de cette guerre et nous n'avons pas été attaqués parce que les nations civilisées se sont lancées à l'assaut de nos ennemis. Que voulait le député de Québec?

M. Chaloult (Québec): Rester neutre comme l'Irlande.

M. Bienvenue (Bellechasse): L'Irlande a souffert de la guerre comme si elle y avait participé. Le peuple de l'Irlande a fourni des héros volontaires et, à cause de la neutralité de son gouvernement, l'Irlande est dans une situation économique épouvantable pour l'avenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Les déclarations guerrières du député de Bellechasse sont hors d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): C'est le premier ministre qui est hors d'ordre en intervenant.

M. l'Orateur: Je ne puis permettre que le débat s'étende à toutes les questions relevant de la guerre.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le député de Québec broie toujours du noir, il est pessimiste comme toujours et n'a pas l'esprit de la victoire. Il répand des "whispers of death". Pourquoi créer un courant d'idées noires et pourquoi le député de Québec continue-t-il à répandre des idées noires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait mieux un courant d'idées rouges, sans doute.

M. Bienvenue (Bellechasse): Oui, c'est beaucoup mieux de répandre les idées rouges que d'aider le courant d'idées canailles de gens qui n'ont pas le courage et qui ont honte de montrer leurs véritables couleurs.

Le député de Québec, depuis que la guerre est finie, se plaît à parler du monstre communiste. En parlant du "monstre communiste", il s'attaque injustement à des alliés qui nous ont aidés à gagner la guerre en Europe. Nous avons passé à deux cheveux de perdre la guerre, et sans ce que le député de Québec-Comté appelle le monstre communiste, nous l'aurions probablement perdue. Si nous n'avions pas eu la Russie, aurions-nous la victoire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Russie n'est pas avec nous, puisqu'elle a frappé la Pologne dans le dos.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre s'encourage avec les déclarations du député de Québec (M. Chaloult) qui devrait encourager la jeunesse, qui devrait reconnaître ce que le gouvernement fédéral a fait pour notre province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. King a donné \$4,000,000 pour les animaux de la Saskatchewan.

M. Bienvenue (Bellechasse): Que le premier ministre lise le discours que M. King va prononcer ce soir à Vancouver. Il apprendra quelque chose. Le gouvernement fédéral ne paye plus de contributions pour le chômage depuis le 31 mars 1940. Il (M. Bienvenue) cite des chiffres pour montrer que, si l'Ontario a reçu un plus fort montant pour le chômage, la province de Québec, par contre, a reçu \$2,740,000 de bénéfices d'assurance-chômage contre \$830,000 pour l'Ontario⁹. La province de Québec a obtenu trois fois plus que l'Ontario. Québec a reçu sa juste part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce qu'il y a plus de chômeurs en notre province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quand l'Ontario reçoit plus que Québec, on se plaint, et quand Québec reçoit trois fois plus qu'Ontario, on se plaint encore et on blâme M. King. Quand l'Union nationale va-t-elle cesser d'être contre King qui a été si juste pour notre province?

M. Bellemare (Champlain): Le 11 juin.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ceux qui grognent se tairont le 11 juin. Il y a de la victoire dans l'air. Je leur conseille d'écouter ce soir le discours de M. King. Pas un seul de mes amis de la droite...

Des députés l'interrompent.

M. Bienvenue (Bellechasse): ... n'ose dire qu'il est pour Bracken et n'a le courage d'appuyer ouvertement M. Bracken. Les trombones, les grosses et les petites caisses de l'Union nationale n'ont qu'à attendre. Après le 11 juin, ils s'apercevront que le peuple de notre province sait comment il doit voter

pour avoir une période de paix dans l'ordre, comme il en veut une, au lieu de risquer le désordre avec John Bracken. Le premier ministre veut-il mettre John Bracken au pouvoir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le député de Bellechasse (M. Bienvenue) ne combat-il M. King? Est-ce que son chef le sait, lui, pour qui il est? Le chef du Parti libéral a promis de combattre M. King.

M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a le cœur de se rappeler de l'attitude que M. Bracken a prise à l'égard de province de Québec. Il a lancé contre la province de Québec les pires injures, il a mis dans son programme la conscription dans le Pacifique et il manifeste à notre endroit les sentiments les plus osés. On verra ce qui lui arrivera le 11 juin. La population va appuyer aux prochaines élections un homme en qui elle a confiance, comme M. King, et elle n'appuiera certainement pas un homme comme M. Bracken, qui vient, par son discours d'hier, d'énoncer une politique absolument contraire aux sentiments du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La population en a bien assez de M. King et elle va élire un groupe d'hommes indépendants.

M. Bienvenue (Bellechasse): L'honorable premier ministre m'a posé bien des questions. Je vais lui en poser à mon tour. Le premier ministre nous dira-t-il quel est son chef? Est-il pour Bracken?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la présente campagne, je suis contre Bracken, chef du Parti progressiste-conservateur, contre le premier ministre Mackenzie King, chef du Parti libéral, contre James Coldwell, dirigeant national du C.C.F. On m'a confié un mandat provincial pour que je m'occupe d'affaires provinciales et je ne m'intéresse pas à la politique fédérale, mais j'appuie et je suis en faveur des candidats qui ont le courage de s'affirmer et qui sont prêts à débarrasser la province de la politique rouge à Québec et rouge à Ottawa, qui a été la politique de tous les reniements.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais alors, pour qui le premier ministre veut-il que l'on vote?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous devrions élire un groupe comme celui des députés irlandais qui siègent au Parlement

britannique et réclamaient le "Home rule" pour leur pays.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre nous a dit hier qu'il voterait à Trois-Rivières aux élections fédérales. Comment le premier ministre peut-il expliquer, alors, que son meilleur ami, M. Méthot, est candidat de Bracken dans Trois-Rivières? Va-t-il voter pour M. Léon Méthot, qui est candidat de M. Bracken? Le premier ministre a-t-il promis son appui à M. Méthot?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Méthot vient d'être élu bâtonnier. Je suis un bon ami de Léon Méthot, mais il n'a pas sollicité mon appui. S'il l'avait fait, je le lui aurais refusé.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si des indépendants sont élus, qui vont-ils supporter une fois à Ottawa, s'ils ne veulent pas supporter M. King?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant des années, une minorité irlandaise et catholique s'est battue au Parlement de Westminster. Cette minorité a fini par obtenir le "home rule" pour son pays. Pourquoi la même chose ne serait-elle pas possible au Canada?

M. l'Orateur: Ce hors-d'œuvre a assez duré et je demande au député de Bellechasse (M. Bienvenue) de revenir à la motion en discussion.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si le premier ministre est contre et indépendant de MM. King, Bracken et Coldwell, je crois que le trésorier va dire en cachette à M. Drouin, s'il était élu dans Matane: "N'oubliez pas Bracken, c'est un de nos amis¹⁰."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre.

M. Bienvenue (Bellechasse): Québec, que le premier ministre veut placer dans la situation de l'Irlande d'il y a 50 ans, a eu sa part des octrois fédéraux sous le gouvernement King, dans le domaine de l'assurance-chômage.

M. l'Orateur, je termine en disant à la jeunesse de ne pas écouter les pessimistes, les désenchantés, ceux qui ne sont pas contents de la fin de la guerre. Nous sommes heureux que la guerre soit finie, parce que la jeunesse canadienne peut maintenant regarder l'avenir avec confiance et espérance.

(Applaudissements)

M. Hamel (Saint-Sauveur): Tout le monde s'entend sur le fond de la question. J'attire l'attention du député de Québec (M. Chaloult) sur le danger des statistiques. Il faut un peu se méfier des statistiques qui ne sont pas toujours correctes et exactes. C'est ainsi que le député de Québec (M. Chaloult) a prétendu que la ville de Québec n'a rien reçu du fédéral pour le chômage. Je m'objecte à ce qu'il soit dit que la ville de Québec n'a rien reçu du fédéral pour le chômage. J'ai participé moi-même aux négociations de Québec avec le gouvernement fédéral, et le gouvernement de Québec pour obtenir un octroi de \$3,000,000 destiné à la construction de l'égout collecteur. Et cela n'apparaît pas dans les statistiques sous la rubrique chômage.

Quant à la prévision des travaux d'après-guerre, le député de Québec (M. Chaloult) a parlé de programme et, à ce propos, je tiens à dire à la Chambre que le ministre des Terres et Forêts, que j'ai eu l'honneur de diriger, a préparé un vaste programme de travaux d'après-guerre auquel, avec la contribution du fédéral, on pourra dépenser des centaines de millions pour la construction de routes en forêt, pour la sylviculture, pour la mise en valeur de nos ressources naturelles, etc.

Nous avons fait un travail considérable, et cet immense programme a été préparé par le gouvernement libéral, avec l'aide et la coopération des grandes entreprises de la province. Je demande qu'un gouvernement actuel de le mettre à exécution le plus vite possible, pour la protection de nos richesses naturelles. Que ce travail ne soit pas abandonné et perdu.

(Applaudissements)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ajoute quelques mots. Le député de Québec (M. Chaloult) est généralement bien organisé dans le domaine des statistiques. Il doit les corriger cependant quelque fois devant la réprobation populaire¹¹. Il a affirmé que la jeunesse qui va revenir des champs de bataille sera dans une position regrettable.

Une voix à droite: Plus fort, plus fort.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les jeunes qui reviendront des champs de bataille sont mieux traités qu'ils l'étaient après l'autre guerre, et le fédéral est loin de les oublier. Le gouvernement du pays les traite bien. Ils ne tomberont pas en chômage et le gouvernement du pays veillera sur leur sort. Je demande au député de Québec (M. Chaloult) de les encourager, au lieu de les décourager comme il le fait avec son pessimisme.

Le député devrait se renseigner auprès des militaires pour savoir s'ils sont maltraités, avant de parler de ce sujet en Chambre. Il a peut-être des parents qui sont allés au front, au vrai front. Qu'il les interroge et ils lui diront que tous les soldats reçoivent une généreuse assistance du gouvernement canadien quand ils reviennent de la guerre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Et pis ceux qui ne reviennent pas¹²?

Des députés: À l'ordre.

M. Chaloult (Québec): Les statistiques manquent souvent d'exactitude, mais il faut toujours se baser sur les chiffres qui nous sont fournis par Ottawa. Et il faut les prendre comme on les donne. Les chiffres cités par le député de Bellechasse (M. Bienvenue) ne contredisent pas les miens. Le maire de Québec lui-même s'est plaint du traitement qu'on accordait à la Vieille Capitale.

Il (M. Chaloult) réplique à ceux qui lui reprochent d'être pessimiste, il ne faut pas être optimiste mais réaliste. Quand on vient nous déclarer qu'il n'y aura pas de conscription, laissez-moi rire. Pour les jeunes, ce n'est pas une cause d'optimisme de voir les chefs d'État dire blanc une journée et noir le lendemain. Le gouvernement fédéral imposera la conscription pour la guerre au Japon.

À cause des folies du fédéral, il faut prévoir du chômage et de la misère. Cela, c'est du sain réalisme. Je ne suis pas pessimiste, mais je suis triste quand je pense combien notre jeunesse a été trompée. Le peuple va répudier le gouvernement qui l'a trahi. J'espère que le peuple va voter contre le gouvernement de King.

La motion est adoptée¹³.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 130 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 7 et 8 du paragraphe "182a", les mots suivants: "et reproduit comme annexe de la présente loi".

Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 130 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 158 modifiant la charte de la ville de Magog, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en insérant, immédiatement après les mots "cinq ans," dans la sixième ligne, le mot "et".

2. L'article 5 est modifié en remplaçant le dernier mot "municipaux" par le mot "d'emprunt".

3. La formule "A" est biffée".

Projets de loi:**Charte de Magog**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 modifiant la charte de la ville de Magog.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 135 constituant en corporation la ville de Mont-Joli;

- bill 159 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

- bill 161 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

16 mai 1945

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 58 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 16 mai 1945, à la page 9, précise que: "le premier ministre Duplessis et M. Léon Casgrain, ancien procureur général, célèbrent aujourd'hui le 18^e anniversaire de leur élection. Tous deux sont les doyens de la députation." *The Montreal Daily Star* du 16 mai 1945, à la page 5, ajoute: "Ils sont les seuls à avoir conservé leur siège sans interruption depuis ce temps. Ils reçoivent aujourd'hui les félicitations de leurs amis et collègues." Dans un autre ordre d'idées, *Le Soleil* du 16 mai 1945, à la page 9, nous apprend que la séance du comité des bills publics concernant l'étude du bill Lemieux au sujet de l'abolition des appels de droit au Conseil privé, prévue pour ce matin, a dû être remise "à mercredi prochain parce que le parrain du bill, le député de Beauharnois

n'avait pas eu le temps de convoquer ses experts pour ce matin." Il en est de même pour M. Laurendeau qui a d'ailleurs protesté en ce sens hier soir lorsque le premier ministre convoquait le comité des bills publics." Voici ce qu'avait à dire M. Léon Casgrain: "l'enterrement est retardé d'une semaine."

2. Selon *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) fait cette intervention en souriant.

3. Selon *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2, cette remarque du député de Rouville crée une "consternation générale".

4. Selon *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2, le premier ministre, lorsqu'il débute son intervention, semble "interloqué d'abord et se fâche ensuite."

5. *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2 précise que l'Orateur, "souriant, aimable, s'adresse à M. le bâtonnier Choquette, son cousin."

6. Selon *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2: "un peu plus tard, l'honorable M. Godbout et les députés de l'opposition vont féliciter M. Sabourin."

7. Selon *La Tribune* du 17 mai 1945, à la page 9, M. Chaloult remonterait plutôt à 1929.

8. Télesphore-Damien Bouchard a été élu député à l'Assemblée législative pour la première fois en 1912. Il a été réélu aux élections de 1923, 1927, 1931, 1935, 1936 et 1939. Il a occupé, entre autres, les fonctions d'Orateur de la Chambre (1930-1936), ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1935-1936) et chef de l'opposition officielle de 1936 à 1939.

9. Cette intervention provient de *L'Action catholique* du 17 mai 1945, à la page 2, voici comment *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2, rapporte ces propos: "Pour l'assurance-chômage, au 28 février 1945, Ontario avait reçu \$830,000 et Québec \$2,740,000."

10. Cette intervention provient de *L'Action catholique* du 17 mai 1945, à la page 2, voici comment *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 2, la rapporte: "Le premier ministre dit qu'il est contre M. Bracken; mais je pense que si M. Oscar Drouin est élu dans Matane, il lui dirait: "N'oubliez pas M. Bracken, c'est un de nos amis."

11. Ici, le député fait sans doute allusion au discours que M. Chaloult a prononcé contre le travail des femmes en usines de guerre, un discours qui a d'ailleurs été suivi d'une pléthore de contestations dues aux conclusions que le député de Québec (M. Chaloult) tirait à partir de ses statistiques qu'il a dû, par la suite, corriger.

12. Selon *Le Canada* du 17 mai 1945, à la page 12, cette réplique de M. Côté provoque une consternation générale.

13. *Le Soleil* du 17 mai 1945, à la page 3, précise que la motion Chaloult a été adoptée à 6 heures.

Première séance du jeudi 17 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Juges des sessions
et magistrats de district**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 59 relatif aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance du dit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 272 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill no 17), soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "sept" par le mot "huit".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 relatif aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 272 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill no 17), soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "sept" par le mot "huit"¹.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a fait une excellente nomination, il y a quelques années, en nommant M. le juge en chef Ferdinand Roy comme président de la Commission du salaire minimum. Il (M. Casgrain) rend hommage au juge Roy et au Dr Hamel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend hommage au juge Roy et au Dr Hamel.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) et quelques députés de la gauche posent des questions au premier ministre sur l'entrevue qu'il a eue récemment avec le Dr Philippe Hamel.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) fait allusion au Dr Hamel en disant que, si on le choisissait comme président de l'Office de l'électrification rurale, cela pourrait peut-être porter ombrage au député de Québec (M. Chaloult), qui a peut-être des ambitions de ce côté-là.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup), relativement au Dr Hamel, il (M. Casgrain) veut obtenir des détails sur la récente entrevue qu'il a eue avec le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est vrai que j'ai rencontré, avec plaisir, ces jours-ci, le Dr Philippe Hamel. C'est moi-même qui l'ai invité à venir me voir. Je tenais à le consulter car, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois, nous sommes désireux de recevoir les suggestions de tous ceux qui veulent et peuvent collaborer avec nous à l'application de la meilleure législation possible. On remarquera que je n'ai pas demandé la collaboration du député de Mercier (M. Francoeur).

Des députés posent des questions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je voudrais savoir si le Dr Hamel a fait une confession générale. Il ne faut pas oublier les événements du 26 août 1936².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'ai rencontré le Dr Hamel, cette entrevue n'a nullement porté sur des questions personnelles, mais au contraire, sur des problèmes d'intérêt national et d'intérêt public. Ce n'est pas notre habitude de toujours tout rapetisser aux questions personnelles, comme le fait le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça me fait plaisir de voir que le premier ministre admet ses torts. Évidemment, il a eu des torts, puisqu'il ne fut pas question des choses de 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'ai rencontré le Dr Hamel, il n'a pas été question de considérations personnelles. J'avais beaucoup de sympathie pour l'ancien député de Québec-Centre, dont la bonne foi a été surprise par les libéraux. Le Dr Hamel a été désappointé de la précédente administration libérale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le Dr Hamel a de nouveau confiance au premier ministre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas cela que j'ai dit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est une édition corrigée, mais pas améliorée. Le premier ministre peut-il nous dire dans quelle commission le Dr Hamel sera nommé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de la Rivière-du-Loup soit donc sérieux. Je viens de lui dire que nous n'avons aucunement causé de questions personnelles, mais que nous nous sommes appliqués à discuter des questions d'intérêt national.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des sociétés d'agriculture

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bornage des propriétés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie, en bloc, les articles 3, 4 et 5 qui se lisent comme suit:

"3. Ledit Code est modifié en y ajoutant, après l'article 1279, le suivant:

"1279*a*. Sont propres à chacun des époux les indemnités perçues après la célébration du mariage à titre de dommages-intérêts pour injures, pour torts personnels ou pour blessures corporelles résultant de délits ou de quasi-délits."

"4. L'article 1298*a* dudit Code, édicté par l'article 17 de la loi 21 George V, chapitre 101, et modifié par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 98 et l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 95, est abrogé."

"5. L'article 1425*a* dudit Code, édicté par l'article 27 de la loi 21 George V, chapitre 101, est modifié en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots "ainsi que l'indemnité reçue par elle sur action d'injure en vertu de l'article 1298*a*."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre commence à apprendre certaines choses. S'il avait été marié pendant plusieurs années, il aurait certainement évité bien des erreurs avec les connaissances que la vie conjugale lui aurait apportées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) pour toutes ses nombreuses années de bonheur conjugal et félicite tout particulièrement Mme

Casgrain d'avoir enduré son mari pendant de si nombreuses années.

Les articles 3, 4 et 5 sont adoptés.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Développement minier au Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour

compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946⁴.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quand j'étais ministre de la Chasse et des Pêcheries, l'Union nationale me reprochait d'avoir deux sous-ministres. M. L.-A. Richard pour la Chasse, et M. Arthur Labrie, pour les Pêcheries, et j'ai appris que depuis que l'Union nationale est au pouvoir, on a nommé un troisième sous-ministre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est vrai, M. Roland English a été nommé sous-ministre adjoint de la Chasse et des Pêcheries maritimes. J'avais besoin de services de M. English à cause du développement de cette branche importante de l'administration provinciale.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quel est son salaire?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): \$4,000 par année, payé par les deux départements dans la proportion de \$2,000 chacun. Le personnel du service intérieur a été augmenté de deux employés seulement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) et l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) louangent M. English, fondateur de la première coopérative de pêcheurs à la Rivière-aux-Renards, ancien étudiant à l'Université d'Antigonish, un Gaspésien et un spécialiste des pêcheries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) louange aussi M. L.-A. Richard, sous-ministre de la Chasse, à qui les libéraux ont adjoint M. Labrie et qui aurait raison de s'en offusquer.

M. Bienvenue (Bellechasse): Depuis septembre 1944, le ministre a destitué de nombreux gardes-chasse, sans aucune raison, entre autres deux pères de famille de 12 et 14 enfants.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Une vingtaine de gardes-chasse ont été destitués après enquêtes, sur environ 85 ou 90. Ces destitutions ont été recommandées par la Commission du service civil. Aucun employé n'a été destitué sans une recommandation de la Commission du service civil.

Tous les employés du ministère ont reçu une petite augmentation de salaire.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Établissement des jeunes

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

Le bill autorise le gouvernement à conclure avec toute personne, société, corporation ou gouvernement des conventions ayant pour objet de faciliter l'établissement des jeunes et permet une dépense de \$1,647,700 à cette fin. Les subventions payées par Ottawa ne tomberont pas dans le fonds consolidé du revenu, mais formeront un fonds spécial qui devra servir aux fins convenues.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers;
- bill 41 pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime;
- bill 43 modifiant la loi concernant les rôles d'évaluation et les avis de mutations de propriétés;
- bill 121 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec;
- bill 148 modifiant la charte de la ville de Windsor.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

16 mai 1945

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté le bill B modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-François d'Assise, qu'il la prie d'agréer.

Projets de loi:**Hôpital Saint-François d'Assise**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill B⁵ modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-François d'Assise soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe les honorables

conseillers que l'Assemblée a voté ledit bill sans amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 modifiant la charte de la municipalité du village du Petit Lac Magog, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les lignes 1 et 2, les mots "mai, juin, juillet, août et septembre" par les mots "juillet et août".

2. L'article 11 est modifié en remplaçant le paragraphe "3", qui commence par les mots "Pour défendre" et qui finit par le mot: "silencieux", par ce qui suit:

"3° Pour défendre l'usage des moteurs à gazoline non pourvus de silencieux sur cette partie du Petit Lac Magog comprise entre une ligne droite imaginaire partant d'un point situé sur la rive nord dudit lac à l'endroit où il déverse ses eaux dans la rivière Magog et de là se dirigeant vers l'ouest jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre les lots 604 et 606 du rang 9 situés sur la rive ouest dudit lac et le territoire actuel de la municipalité."

Aussi, le bill 155 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en ajoutant ce qui suit comme premier paragraphe:

"Attendu que la Commission des écoles catholiques de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est opportun de permettre que le président et les commissaires de la Commission des écoles catholiques de Verdun soient rémunérés;"

2. L'article 2 est modifié:

a. en remplaçant, à la quatrième ligne du paragraphe "127", les mots "chaque municipalité" par les mots "la cité de Verdun";

b. en biffant, à la fin du paragraphe "127", les mots "ou des syndics d'écoles".

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6, comme article 7:

"7. L'article 6 de la loi 23 George V, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

"6. [La Commission des écoles catholiques de Verdun est autorisée à accorder une rémunération

à ses commissaires à compter du 19 décembre 1944, soit deux mille dollars par année pour le président et sept cent cinquante dollars par année pour chacun des commissaires et ce, sans autre résolution que celle adoptée par les commissaires d'écoles le 19 décembre 1944⁶."]".

4. L'article 7 devient article 8.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun): Je proteste contre le rétablissement de l'article par les conseillers législatifs, et cela, au nom des contribuables de Verdun. M. l'Orateur, la Commission scolaire de Verdun, a demandé que son président et ses membres soient payés. Au comité des bills privés de la Chambre, avec le concours du premier ministre, j'ai obtenu que le comité décide que les traitements ne seraient payés que s'ils étaient approuvés par un référendum. Un référendum a été tenu à Verdun sur cette question et par un vote écrasant de 246 contre 26, le peuple s'est prononcé contre le paiement d'un salaire aux membres de la Commission.

En dépit de ce refus, le Conseil législatif a accordé les traitements demandés: \$2,000 au président, \$750 aux commissaires. Je ne puis accepter l'amendement. La Législature est la gardienne fidèle des droits du peuple et le verdict du peuple doit être souverain. Je propose que ce bill soit de nouveau amendé en biffant cet article.

M. Chaloult (Québec): Par protestation contre le Conseil législatif qui devrait être aboli pour faire suite aux promesses des partis politiques, je m'oppose à l'amendement de la Chambre haute. J'ai toujours été favorable à l'abolition du Conseil législatif et je ne reconnais pas le droit à la Chambre haute d'imposer ses volontés à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère, afin que la procédure soit régulière, que le député de Montréal-Verdun (M. Ross) propose que la Chambre refuse de concourir à l'amendement du Conseil législatif...

Un page dépose sur le pupitre du député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) une magnifique gerbe de roses.

Anniversaire du député de Lac-Saint-Jean, M. Fillion

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)... interrompt son discours pour présenter ses hommages, compliments et vœux au whip en chef du Parti libéral.

M. Godbout (L'Islet) félicite à son tour son collègue et lui offre ses compliments et ses vœux. Il (M. Godbout) fait l'éloge du député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), rend hommage à ses qualités et lui prédit un bel avenir politique. Il (M. Godbout) exprime l'assurance que le député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) sera longtemps du côté de la droite.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Je remercie mon chef, le premier ministre de même que toute la Chambre du témoignage d'estime qu'ils viennent de me donner et d'avoir pensé à marquer de cette façon mon anniversaire de naissance. Si la vie politique apporte parfois des amertumes, elle est aussi traversée par des moments réconfortants, comme celui-ci. Je remercie mon chef et mes collègues de ce beau témoignage à mon endroit, je les assure, comme par le passé, de toute ma collaboration.

Projets de loi:

Charte du village de Petit Lac Magog

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 modifiant la charte de la municipalité du village de Petit Lac Magog.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Les amendements sont lus.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Nadeau), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour

l'informer que l'Assemblée agréée les amendements 1 et 2 que le Conseil législatif a apportés au bill 155 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, mais refuse d'accepter les amendements 3 et 4, parce que ces amendements viennent en conflit avec l'opinion clairement exprimée des contribuables et des électeurs de la Commission scolaire intéressée et sont à l'encontre des droits démocratiques de l'Assemblée législative.

Un article de ce bill, qui prévoyait le paiement d'un salaire au président et aux commissaires de la commission scolaire de Verdun, a déjà été rejeté à ma demande, devant le comité de la Chambre, pour l'excellente raison que, lors de la tenue d'un référendum en janvier dernier, les contribuables de Verdun avaient, par une immense majorité, rejeté ces demandes d'un salaire de la part des officiers de la commission scolaire.

Or, le Conseil législatif vient d'apporter un amendement dans le sens contraire à celui décidé par l'Assemblée législative qui aura pour effet de donner un salaire, contre le gré des électeurs de Verdun, au président et aux commissaires.

Il n'est pas juste qu'une décision prise par les électeurs de Verdun et ratifiée par la Chambre basse soit contournée à la Chambre haute. Pour ces raisons, je demande au gouvernement, dit-il, de voir à faire respecter la volonté des électeurs de Verdun exprimée par référendum.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que ceux qui occupent des fonctions publiques de quelque importance ont droit à une rémunération; toutefois, les électeurs de Verdun se sont clairement opposés à ce projet de salaires pour les membres de leur Commission scolaire catholique. Je l'ai dit au comité, et je le répète, prétendre que les fonctions publiques doivent être gratuites, c'est de l'hypocrisie et de la démagogie.

J'ai connu un champion de la gratuité qui a été maire pendant longtemps et qui est aujourd'hui millionnaire. Le présent amendement est contraire aux droits démocratiques de l'Assemblée législative.

Au Conseil législatif, on a prétendu que les contribuables de Verdun s'étaient complètement désintéressés du vote sur le référendum. Mais ce sont tout de même les contribuables qui paient, et la volonté du peuple doit compter pour quelque chose. Et vu la déclaration du député de Montréal-Verdun (M. Ross), je crois que nous ne pouvons accepter l'amendement du Conseil législatif et je consens à sa proposition pour que nous refusions notre concours.

C'est aux contribuables de Verdun qu'il appartient de décider en l'occurrence. Ils se sont prononcés contre un traitement à accorder au président et aux commissaires de Verdun; nous allons ratifier une fois de plus leur décision. Je crois devoir respecter la volonté des gens de Verdun, et la décision de la Chambre, qui avait écarté cet article, doit être maintenue.

Je ne crois pas que les conseillers législatifs persisteront dans leur amendement. Mais, je dois cependant avertir mon honorable ami que le Conseil législatif ne voudra peut-être pas changer d'opinion et que s'il persiste dans son attitude, il se produirait une impasse: tout le bill sera tué.

La motion est adoptée.

**Loi
de la chasse**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 52 modifiant la loi de la chasse.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose:
1. Que l'article 28 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1941, chapitre 153) soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"4. Toute personne, société ou corporation qui, dans un but pécuniaire, reçoit, loge, amène, ou envoie, par lui-même ou par un agent, dans un lieu de pêche ou de chasse, des touristes ou des voyageurs, pour fins de chasse ou de pêche, doit détenir un permis spécial annuel, émis par le ministre ou par toute autre personne qu'il autorise à cette fin. Ce permis spécial est émis sur le paiement du prix, n'excédant pas cinq dollars, et aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que l'article 54 de ladite loi soit modifié:

a. en y insérant, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Cependant, pour les fins de la chasse aux animaux à fourrure, le ministre peut louer à des trappeurs de bonne foi tout le territoire de chasse qu'il détermine et qui n'est pas déjà loué ou réservé, au prix annuel, pour le laps de temps n'excédant pas dix années et à toutes autres conditions qu'il fixe. Le prix du bail est payable d'avance sous peine de nullité";

b. en y ajoutant après le paragraphe 5, l'alinéa suivant:

"Cependant cette distraction de terrain ne donne droit à aucune réclamation d'indemnité si elle affecte un territoire loué en conformité du troisième alinéa du paragraphe 1 du présent article."

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le bill vise particulièrement les squatters et a pour objet d'éliminer ou corriger les abus commis par ces gens et faire en sorte qu'on respecte les lois québécoises en matière de chasse et de pêche. Il s'agit tout simplement de corriger des abus et empêcher l'exploitation des ressources de la province, au seul bénéfice des individus. Le gouvernement veut tout particulièrement avoir les moyens d'exercer un contrôle. Il n'est que juste que ceux qui utilisent les ressources naturelles de la province pour leur plaisir, ou ceux qui donnent refuge à ces gens, contribuent à l'entretien d'un personnel chargé de préserver ces ressources.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure avait deux objectifs: premièrement, superviser le mieux possible ceux qui se livrent à la chasse et à la pêche à des fins pécuniaires, et deuxièmement, exercer un certain contrôle sur leurs titres et qualités et avoir des garanties raisonnables que ces gens respecteront la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie le bill avec enthousiasme.

M. Bienvenue (Bellechasse): Bien qu'il appuie avec vigueur l'excellent principe en cause, il (M. Bienvenue) affirme cependant que les amendements que l'on fait ne sont pas clairs et il est d'avis que, en conséquence, le gouvernement pourrait éventuellement exercer de la discrimination, lorsqu'il s'agira d'accorder ou de refuser les permis en question. Je crains qu'en imposant des frais de permis trop élevés, le gouvernement n'entrave le développement du tourisme. L'imposition du paiement de ce permis

est abusive. La clause telle que rédigée permettrait au gouvernement d'exiger des permis de tous ceux qui logeraient un chasseur ou un pêcheur. Je demande au ministre d'amender sa loi, de façon à exempter de cette loi les gens qui détiennent déjà un permis du service de l'hôtellerie de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) affirment que, bien que le gouvernement tienne beaucoup à aider le tourisme et l'industrie hôtelière, il tient également à mettre un terme à l'exploitation des étrangers qui visitent la province et à protéger les hôteliers qui sont de bonne foi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Grâce aux nouveaux règlements, le gouvernement pourra suivre ce qui se fait en matière de chasse et de pêche et ainsi préserver les ressources naturelles de la province.

M. Bienvenue (Bellechasse) et M. Godbout (L'Islet) proposent des modifications au texte original, à la rédaction de la clause, de façon à ce qu'elle atteigne la fin pour laquelle on l'insérerait dans la loi, sans causer de préjudice à qui que se soit.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): D'après le bill, le permis devrait être de pas moins de cinq dollars. Je suggère qu'on mette dans la loi qu'il sera de pas moins de cinq dollars et de pas plus de \$100 pour couvrir certains cas spéciaux.

M. Godbout (L'Islet): Le maximum de \$100 est abusif⁷.

Un député propose un amendement.

Les résolutions sont amendées et se lisent désormais comme suit:

1. Que l'article 28 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1941, chapitre 153) soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"4. Toute personne, société ou corporation qui, dans un but pécuniaire, reçoit, loge, amène ou envoie, par lui-même ou par un agent, dans un lieu de pêche ou de chasse, des touristes ou des voyageurs, pour fins de chasse ou de pêche, doit détenir un permis spécial annuel, émis par le ministre ou par toute autre personne qu'il autorise à cette fin. Ce permis spécial est émis sur paiement d'une somme n'excédant pas cinquante dollars et pas moindre de cinq dollars, et aux conditions

déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux personnes, sociétés ou corporation qui détiennent déjà des permis d'hôtellerie, d'auberge et d'hôtel."

2. Que l'article 54 de ladite loi soit modifié:

a. en y insérant, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Cependant, pour les fins de la chasse aux animaux à fourrure seulement, le ministre peut louer à des trappeurs de bonne foi tout territoire de chasse qu'il détermine, et qui n'est pas déjà loué ou réservé, au prix annuel, pour le laps de temps n'excédant pas cinq années et à toutes autres conditions qu'il fixe. Le prix du bail est payable d'avance sous peine de nullité.";

b. en y ajoutant, après le paragraphe 5, l'alinéa suivant:

"Cependant cette distraction de terrain ne donne droit à aucune réclamation d'indemnité si elle affecte un territoire loué en conformité du troisième alinéa du paragraphe 1 du présent article."

Les amendements sont adoptés.

Les résolutions, ainsi amendées, sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** expliquent que ce bill répond à la demande de nombreuses personnes et qu'il a pour dessin de préserver la faune québécoise, source sportive, touristique et de revenus. On entend par là, aussi, donner au département de la Chasse et des Pêcheries un moyen de contrôle et de surveillance. Le public a le droit à la conservation du poisson et du gibier. Il y a des abus à réprimer dans ce domaine. Des gens bénéficient de ces richesses, sans rien payer à la province, et souvent les dilapident sans scrupule.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a une foule de gens qui organisent des voyages de

chasse et de pêche et qui retirent des revenus substantiels de cette industrie, au détriment de nos richesses naturelles. Mon département veut assurer davantage la protection du gibier et apporter un contrôle accru sur les permis aux chasseurs. À cette fin, tous ceux qui, dans un but lucratif, recevront, logeront, amèneront, enverront des touristes et des voyageurs dans les territoires de pêche ou de chasse, sauf pour ceux qui ont déjà des permis d'hôtel, devront obtenir du département dont je suis le titulaire, un permis dont le coût variera de \$5 à \$100.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La mesure est excellente, car elle aura pour objet la protection du gibier et un contrôle accru sur ceux qui se livrent aux sports de la chasse et de la pêche. Le gouvernement doit protéger la faune du Québec et exercer une surveillance étroite. Le seul moyen d'y arriver, c'est de vendre des permis.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'y vois un danger de favoritisme.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je rappelle de nouveau qu'il ne s'agit là que d'obtenir plus de contrôle dans ce domaine de la chasse et de la pêche.

M. Bienvenue (Bellechasse) demande qu'il soit bien précisé que ceux qui paieront le nouveau permis devront exploiter des établissements situés sur des territoires de chasse ou de pêche.

Un député ministériel: La clause en question, telle qu'amendée, couvre le cas.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1945-1946**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Lawn (Pontiac): Le ministère a destitué le garde-chasse de mon comté, un honnête citoyen qui occupait ses fonctions depuis 25 ans. Je croyais que je pouvais compter sur l'esprit de justice du ministre. Il m'a bien désappointé.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): N'était-il pas un organisateur politique?

M. Lawn (Pontiac): Ah! Non, et le ministre a commis une injustice.

M. Bienvenue (Bellechasse) pose des questions au ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot).

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je n'ai pas fait de chambardement dans le ministère

dont je suis le titulaire, et les employés continuent toujours à y travailler dans le calme et la sérénité.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le yacht⁸ de \$3,500 dont on m'a tant reproché l'achat au prix de \$900, qui a soulevé l'an dernier une discussion de plusieurs heures et qui fit dire au député des Îles-de-la-Madeleine que nous avions fait un bargain, est-il toujours la propriété du ministère?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui, le yacht appartient toujours au gouvernement. Il sert aux gardes-pêche. On en tirera le meilleur parti possible. Le yacht sera affecté à la patrouille sur les lacs Saint-Pierre et Saint-Louis, tout comme sous l'ancienne administration.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je note le fait que ce yacht dont on avait dénoncé l'achat l'an dernier est jugé essentiel par le nouveau gouvernement et qu'il le garde.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je ne dis pas qu'il est essentiel. Comme nous l'avons, nous ferons en sorte de l'utiliser le mieux possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserves de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On a décidé de mettre à la disposition du public la rivière Matane où l'on fait la pêche au saumon. Il sera dépensé un montant d'environ \$5,000, cette année, pour faciliter au public l'accès de cette rivière en vue de la pêche au saumon. Il faudra, à cette fin, aménager des camps pour les gardiens, acheter des embarcations et payer les salaires de gardiens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pour améliorer les conditions de la chasse et de la pêche, on a porté le crédit de \$33,000 à \$54,000. Pourquoi cette augmentation de \$21,000?

M. Godbout (L'Islet): Mille dollars par ministre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Pendant la guerre, on a forcément négligé les choses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission sur perception de droit régalian sur fourrures (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): C'est mon intention de développer cette œuvre qui est une œuvre nationale. On ne prévoit pas de changement dans le personnel.

M. Bienvenue (Bellechasse) pose une question au ministre de la Chasse et des Pêcheries.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les directeurs du zoo québécois ne seront pas changés.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je voudrais saisir cette occasion pour dire au ministre que son sous-ministre, M. L.-A. Richard, a été l'âme dirigeante du Jardin zoologique et que tant qu'il le consultera, il peut être assuré de faire un succès de cet établissement.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je connais parfaitement les mérites de M. Richard et j'ai tenu à le féliciter publiquement dans un discours que j'ai prononcé à la radio, il y a quelque temps.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce poste budgétaire comporte une augmentation de \$2,900 sur le budget de l'an dernier, parce qu'il faudra apporter certaines améliorations aux camps qui ont été fermés pendant la durée de la guerre et que l'on va rouvrir cette année.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts pour fins de pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) manifeste son intention d'encourager de meilleure façon les stations piscicoles de la province.

M. Bergeron (Stanstead) plaide en faveur de la réouverture de l'établissement de pisciculture de Magog. Il demande ce que le gouvernement a décidé au sujet de la station de Magog inactive depuis quelques années déjà.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dit que les experts du département lui ont suggéré de fermer l'établissement de Magog, lequel ne répond plus aux besoins pour développer, de préférence, celui de Baldwin's Mills. À cet endroit, il (M. Pouliot) dépensera la forte somme. Il agrandira les bâtisses déjà existantes de façon à donner à cette station une plus grande importance.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux: construction de camps (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dit qu'il fait voter un autre montant de \$25,000 qui permettra à son département de construire des camps, d'en agrandir d'autres et de faire des améliorations dans les divers parcs de la province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le parc de la Gaspésie sera-t-il rouvert?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous ne ferons pas grand-chose là cette année.

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous sommes habitués à cela.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous allons tout de même dépenser plus que le gouvernement Godbout.

M. Godbout (L'Islet): Nous sommes habitués à cela aussi.

Des députés rient.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le parc de la Gaspésie ne pourra être rouvert cette année. L'ancien gouvernement a enlevé le mobilier ainsi que divers autres articles de l'hôtellerie et des divers camps pour les remettre au ministère des Terres et Forêts, qui en a disposé en faveur de plusieurs de ses établissements, notamment l'école de Duchesnay.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le ministre va-t-il s'employer à recueillir tous ces articles?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous allons réparer le plus possible de ce qui a été défait. Mais il nous sera impossible de rouvrir le parc de la Gaspésie cette année, parce qu'il nous en coûterait environ \$50,000, afin de meubler l'hôtellerie et les camps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition interroge le ministre pour essayer de l'embarrasser.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre ne devrait pas parler comme cela. Nous avons passé tout le budget du ministre de la Chasse en moins d'une heure et, l'an dernier, lorsque j'étais ministre, l'opposition, dirigée par le chef de l'Union nationale, m'a posé des questions durant huit heures. Le ministre de la Chasse et des Pêcheries nous a dit qu'il continuait notre politique. Le premier ministre aurait probablement voulu que le ministre nous fasse des déclarations échevelées, qu'il nous dise que le cabinet abolira la taxe de vente de 2 % à la fin de l'année et, qu'en attendant, il en impose une autre de 6 %. Le ministre a répondu au meilleur de sa connaissance et c'est ce qu'il devait faire.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): D'importants travaux seront exécutés dans le parc national des Laurentides. Avec la disparition des restrictions de guerre, ce parc va devenir très achalandé. On a des réservations jusqu'en 1947. On va y construire d'autres petits camps, notamment au Gîte et à Belle Rivière. Plusieurs camps plus importants seront améliorés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invite la Chambre à étudier les crédits du secrétariat provincial.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur

(Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce qu'il y a eu beaucoup de changements dans le service extérieur?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il y a eu des changements ici et là. Au lieu de s'enrôler dans l'armée, des employés ont préféré démissionner et prendre des places ailleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "*Gazette officielle*, traitements compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musée et archives - Bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) annonce des réductions dans quelques postes de son budget, notamment en ce qui concerne les musées et archives et les écoles techniques.

M. Godbout (L'Islet): Pourquoi y a-t-il diminution de \$14,000 dans les subsides prévus pour les musées et archives? Je demande des explications.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Pour 56 affaires.

M. Godbout (L'Islet): J'espère que les archives et la conservation des musées ne seront pas négligées.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Pour ce qui est des musées, mon ministère ne

dépensera que \$5,000 pour les achats, comparativement à \$14,500, l'an dernier. Le montant est le même cependant pour les salaires. Le personnel ne sera pas diminué, mais c'est sur les achats d'œuvres d'art qu'on va diminuer.

M. Godbout (L'Islet): Les achats de travaux de nos artistes?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Oui, on va diminuer les achats d'œuvres d'art.

M. Godbout (L'Islet): Il ne faut pas mesquiner pour les musées. Les musées sont comme des écoles. Ils ne sont pas organisés pour rien, ce sont des œuvres d'éducation qui doivent être soutenues et encouragées.

Si l'on veut améliorer les musées, les rendre encore plus utiles au public, il faudra dépenser.

C'est du devoir du secrétaire provincial de le faire.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce qu'il y a eu des changements à la bibliothèque Saint-Sulpice? Le conservateur est toujours le même?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Oui, c'est un de mes bons amis.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des hautes études commerciales, traitements, gages compris (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le secrétaire de la province devrait nous donner plus de renseignements sur les changements dans son personnel.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'ai 30,000 institutrices. Je ne connais pas tous les changements.

M. Godbout (L'Islet): Je prie le ministre de nous expliquer comment il arrive à réduire certains items de son budget.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
En coupant sur les dépenses de voyage, la gazoline à 15 cents du mille, c'est trop cher.

M. Godbout (L'Islet): Dans le crédit pour l'École des hautes études commerciales, il ne doit pas y avoir beaucoup de gazoline...

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Il y a des dépenses qui ont été coupées. Il (M. Côté) parle d'économies.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Le ministre ferait mieux de donner des renseignements un peu plus précis.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Je donne les précisions que je peux. J'en donne.

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous ne demandons pas au ministre de faire des miracles, mais de répondre convenablement.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le ministre diminue les crédits des écoles techniques?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
À l'École technique de Montréal, il y a diminution de \$15,000. À Québec, augmentation de \$45,000; à Hull, diminution; à Trois-Rivières, augmentation de \$15,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À Trois-Rivières, le gouvernement Godbout a reconstruit l'École technique sans qu'il n'y ait de prévisions dans le budget.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre sait que cette nouvelle école s'imposait. La fin de la guerre approchait et on nous a demandé de nous hâter, afin de pouvoir donner aux jeunes gens de Trois-Rivières et de la région une École technique dont ils avaient besoin.

Le premier ministre devrait nous remercier. Quand il parle de construction non autorisée, il fait sans doute allusion à son École d'arts et métiers à Rouyn, qui a été construite au coût de \$12,000, sans autre autorisation qu'un télégramme. J'irai à Trois-Rivières et je suis certain que le député du comté me remerciera devant ses concitoyens pour ce que nous avons fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour cette école, on a acheté une fournaise qui était trop grosse pour la bâtisse.

M. Godbout (L'Islet): Ce sont des racontars. Je ne dirai pas que le premier ministre veut mentir, mais il sait bien que ce sont des racontars.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre insulte le directeur du chauffage au ministère du Travail, un des meilleurs employés du gouvernement. C'est lui qui a vu au système de chauffage de l'École technique de Trois-Rivières et il n'y a certainement pas eu d'erreur. L'histoire de la fournaise du premier ministre ressemble au cabinet, une petite locomotive attelée à un gros train qui recule au lieu d'avancer. Le gouvernement est un gros train tiré par un petit engin, et ça recule.

M. le président, je proteste contre la réduction de \$15,000 dans les crédits prévus pour l'École technique de Montréal, au moment où cette école va avoir besoin d'argent pour recevoir les jeunes gens qui reviendront de la guerre et voudront devenir des techniciens. Je demande des explications. C'est une fort mauvaise façon de travailler au placement des jeunes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Les jeunes gens qui sont allés à la guerre, il y en a la moitié qui sont morts. Il n'est plus nécessaire de dépenser la même somme d'argent pour leur instruction technique.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le secrétaire de la province devrait avoir honte de faire de pareilles réponses.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Le premier article du programme de l'ancien gouvernement était le placement des jeunes, et il l'a réalisé en envoyant tous les jeunes à la guerre. On a placé les jeunes gens dans l'armée et il y en a la moitié qui sont morts.

M. Godbout (L'Islet): J'avertis le secrétaire provincial qu'il serait mieux de prendre la discussion sur un autre ton, car il pourrait le regretter. Le secrétaire de la province a déjà subi des corrections pour avoir prononcé des paroles regrettables comme celles que nous venons d'entendre. Il a déjà eu des corrections et il en aura encore.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Quelles corrections?⁹

M. Godbout (L'Islet): Nous avons demandé au secrétaire de la province de justifier la réduction des crédits aux Écoles techniques et il nous a donné tout à l'heure des réponses folichonnes. J'espère qu'il va changer de ton dans ses réponses.

Où sont les économies de l'Union nationale?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les économies, c'est facile à prouver. Depuis cinq ans, le Parti libéral a acheté des machineries pour des sommes fabuleuses. Les écoles techniques n'en auront pas besoin pour des années à venir.

Un député invite le ministre à faire des précisions.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre peut-il nous donner des exemples?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Certainement. Je vais donner un exemple. Tout récemment, j'ai reçu de la part d'un directeur d'une école technique, que je ne nommerai pas, une demande d'achat pour un moteur Diesel à quatre temps. Aussitôt, j'ai quitté mon bureau, je me suis rendu sur les lieux afin de m'enquérir de la situation. Je me suis rendu compte qu'alors qu'on demandait un nouveau moteur, il y en avait deux qui rouillaient dans la cour de l'école. J'ai dit au directeur: "Faites-les nettoyer et servez-vous en avant de m'en demander d'autres".

M. Godbout (L'Islet): Je ne puis croire que le directeur d'une école de la province se soit rendu coupable d'un acte comme celui que le secrétaire de la province l'accuse, sans le nommer, en laissant planer le soupçon sur tous les directeurs de nos écoles.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le directeur de cette école accusé par le ministre est-il encore en fonction?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Oui.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le secrétaire de la province a gardé à l'emploi de la province un directeur d'école qu'il accuse aujourd'hui, sans le nommer. C'est très grave.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'ai tout simplement fait perdre au directeur en question les habitudes qu'il avait prises depuis cinq ans.

M. Godbout (L'Islet): J'avertis le secrétaire de la province qu'il devrait changer de ton dans ses réponses. Nous avons droit à des réponses polies et sérieuses, et j'avertis le ministre qu'il ne prend pas le bon moyen pour faire voter son budget. Si ce qu'il vient de dire est vrai, le devoir du ministre est de congédier tout directeur d'école qui ne remplit pas son devoir, et de congédier tout de suite ce directeur qui achetait des moteurs Diesel inutilement.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Est-ce l'intention du ministre de donner suite aux projets d'agrandissement de l'École technique de Québec?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Nous étudions ce projet.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Est-ce facile à l'heure actuelle d'obtenir des moteurs Diesel?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): C'est très facile.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le secrétaire de la province a laissé entendre que ces deux moteurs avaient été achetés au mois de mai dernier. Or, à cette date, il n'y avait pas de moteurs Diesel à vendre. Il est 6 heures et le ministre est chanceux de pouvoir aller aux renseignements d'ici à la séance du soir. Je le préviens qu'il vaut mieux de ne pas faire des affirmations sans savoir exactement ce qu'il dit.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 17 mai 1945**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 modifiant le Code municipal;
- bill 48 modifiant la loi constituant la

Corporation des agronomes de la province de Québec.

Projets de loi:**Code de procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁰: L'article principal de cette mesure a trait à l'obligation à l'avenir, pour toutes parties qui soulèvent devant les tribunaux l'illégalité d'une proclamation ou d'un arrêté ministériel, de donner avis de cette contestation au procureur général. Deux

autres articles prévoient un avis de deux jours juridiques francs à la partie adverse dans tous les cas d'inscription pour requête, audition ou jugement *ex parte*. L'autre article, c'est que pour les fins de la loi Lacombe, on substitue la Cour de magistrat du district de Montréal à la Cour de circuit de ce district.

Des députés prennent part à la discussion.

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Amélioration du
Code de procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par la loi pour améliorer le Code de procédure civile, qui accompagne la présente résolution, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, parmi les membres du Barreau de la province ayant au moins 10 ans de pratique, un commissaire pour étudier et préparer les modifications à faire au Code de procédure civile de la province de Québec.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les honoraires du commissaire et pourra lui adjoindre un secrétaire et des commis, dont il fixera les émoluments."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de nommer un membre du Barreau, ayant au moins 10 ans de pratique pour étudier et préparer les modifications à faire au Code de procédure civile de la province de Québec. Le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les honoraires de cet avocat qui aura nom de commissaire, et on lui adjoindra un

secrétaire et des commis. Il (M. Duplessis) montre l'opportunité de son projet de loi. Il (M. Duplessis) insiste sur le caractère québécois qu'il devra conserver. Cette refonte du Code est réclamée par le Barreau. Elle a pour but de rendre la procédure moins coûteuse, plus simple, plus expéditive et mieux adaptée aux besoins actuels.

Le commissaire devra étudier aussi d'une façon particulière les divers recours en appel prévus par le Code de procédure civile, et suggérer au procureur général les modifications et abrogations qu'il y a lieu de faire à ce sujet. Le commissaire devra recueillir les représentations qui lui seront faites par la magistrature, les hommes de loi et le public, étudier les systèmes en usage ailleurs et proposer les réformes qu'il y a lieu d'apporter, en tenant compte du caractère et des traditions essentiels des institutions juridiques du Québec.

Le Code de procédure civile est déjà ancien et contient beaucoup d'articles poussiéreux et beaucoup de formalités, qui coûtent de l'argent et retardent l'exécution de la justice. Il y a lieu d'améliorer les recours en appel. Autrefois, nous avions la Cour de révision, formée de trois juges. Quant à la présente Cour d'appel, diverses suggestions ont été faites pour en modifier l'organisation. Ce sera la tâche du commissaire d'étudier tout le problème et de faire les suggestions qui s'imposent.

M. Godbout (L'Islet): L'opposition libérale concourt avec plaisir dans cette loi parce que, dès l'an dernier, le gouvernement que je dirigeais se préparait, avant les élections, à procéder à la nomination d'une commission spéciale pour faire ce travail. À la demande des avocats, mon gouvernement avait justement l'intention de demander à une commission de faire le même travail, dans le but de rendre la justice moins coûteuse et plus expéditive. Nous appuierons donc le principe du bill.

M. Bienvenue (Bellechasse) complimente l'auteur du bill sur l'élégance et la clarté de sa rédaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) retourne le compliment à M. Édouard Asselin et il (M. Duplessis) en reçoit aussi le mérite, puisqu'il a collaboré avec M. Asselin.

M. Chaloult (Québec): Je suis en faveur du projet de loi, il (M. Chaloult) insiste sur la nécessité de désigner un bon commissaire et de bons codificateurs, qui devront posséder entre autres

qualités celle du génie de la langue française, le don de la concision et de la clarté. Mais j'aurais préféré que l'on nomme deux commissaires pour accélérer le travail. Pour un travail aussi important, il est indispensable qu'il y ait deux hommes de loi qui pourront se consulter. Je convie que les procédures légales sont trop longues et trop onéreuses pour la grande majorité des contribuables qui doivent avoir recours aux tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Deux personnes auraient probablement pour effet de retarder la préparation du Code, elles s'attendraient. Le Barreau suggérerait la nomination d'un seul commissaire. L'objection du député du comté de Québec disparaît partiellement du fait que le projet de loi prévoit aussi la nomination d'un secrétaire, qui sera également un homme de loi et pourra collaborer avec le commissaire.

M. Chaloult (Québec) appuie sur l'importance de choisir des hommes de première valeur comme commissaires et comme codificateurs. Ils devront, dit-il, avoir, en plus de leur compétence légale, une connaissance approfondie de la langue française.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le conseil général du Barreau est favorable à un seul commissaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est mon intention de choisir des hommes d'une valeur indiscutable. On nommera un homme compétent. Ils devront consacrer tout leur temps aux travaux dont ils seront chargés. Quant au salaire, il sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Bienvenue (Bellechasse): Au sujet de la compétence du commissaire, il fut question, l'an dernier de nommer le juge Garon Pratte, de la Cour supérieure, comme futur commissaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce serait une excellente nomination. Le juge Pratte est un juriste d'une grande compétence et un parfait honnête homme. Je sais que c'est un juriste de grande expérience et sa nomination a été un crédit pour le Banc.

Mais comme il est déjà juge de la Cour supérieure, je me demande s'il aura le temps de s'occuper de la refonte du Code. En tout cas, c'est notre intention de nommer le meilleur homme possible.

Notre Code doit garder son caractère français.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le conseil général du Barreau est très favorable à cette refonte du Code de procédure civile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bâtonnier Antonio Perrault a fortement recommandé cette révision auprès du procureur général.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quel salaire aura le commissaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est assez difficile de le fixer d'avance. Tout de même, je crois que ce salaire pourra être de \$5,000, \$6,000, \$7,000, mais rien n'a encore été décidé à ce sujet.

M. Bienvenue (Bellechasse) demande au premier ministre de consulter le conseil général du Barreau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

accepte de consulter le conseil général du Barreau.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service extérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines, traitements, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Robinson (Brome) dit qu'il a l'intention de dépenser plusieurs millions de dollars pour la construction d'un chemin conduisant au

territoire minier de Chibougamau dans la région du Lac-Saint-Jean. Le gouvernement projette de dépenser cette année \$30,000 pour le parachèvement de la route de Chibougamau, commencée de 1936 à 1939.

M. Marcotte (Roberval) dit qu'il appuie à 100 % le projet. Il (M. Marcotte) fait une belle étude des possibilités minières, forestières et sportives de cette région que le gouvernement entend développer. Il (M. Marcotte) parle du développement de la région minière de Chibougamau, un district minier très prometteur, située au nord du comté qu'il représente à Québec.

Il (M. Marcotte) fait l'historique des premiers travaux exécutés dans cette région vers 1910. Il rappelle la construction d'un tronçon de la grande route commencée par le gouvernement de l'Union nationale, en 1936-1937 et 1938, pour mettre en valeur les immenses richesses naturelles de ce grand pays du nord.

Il (M. Marcotte) demande au gouvernement de continuer la construction du chemin entrepris par l'Union nationale pour favoriser l'expansion du développement minier, rendre possible une exploitation forestière considérable, faciliter la conservation des forêts et ouvrir à l'industrie un territoire immense. Le développement du territoire de Chibougamau assurera des avantages considérables au comté de Roberval, en vue de l'emploi de la main-d'œuvre locale après la guerre, lorsque les employés surnuméraires des grandes industries de la région regagneront leurs foyers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'étude (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Drainage des tourbières, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines, gages compris, dépenses en immobilisation (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions deux cent vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et réparations des palais de justice, prisons et autres édifices, traitements compris (Travaux publics)", du

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Un député de la gauche pose des questions au ministre au sujet des renvois d'employés.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Dans mon département, les destitutions ont été peu nombreuses, mais, par conséquent, des employés, des ingénieurs par exemple, ayant trouvé de meilleurs emplois, ont donné leur démission.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Pourquoi le gouvernement a-t-il réduit le salaire des femmes de peine qui nettoient les bureaux, que le gouvernement libéral avait augmenté le printemps dernier?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): ...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... Non. Il n'y a pas eu réduction.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le premier ministre prétend sérieusement que les salaires des femmes de peine n'ont pas été réduits? Il (M. Bienvenue) demande si le gouvernement n'avait pas retranché les augmentations données par l'ancienne administration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, il n'y a pas eu de réduction. Le gouvernement Godbout avait fait croire aux employés que leurs salaires étaient augmentés, mais ce n'était pas exact.

M. Godbout (L'Islet): Comment se fait-il que le régime libéral ayant amélioré les conditions des femmes de peine au Parlement, le régime de l'Union nationale leur a, une fois au pouvoir, enlevé ces augmentations? Pourquoi le gouvernement a-t-il diminué le salaire des femmes de ménage?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il n'y a pas eu de diminution.

M. Godbout (L'Islet): Réalisant l'importance de donner aux fonctionnaires des salaires raisonnables, le gouvernement que je dirigeais décida de n'accorder des augmentations qu'après la révision de toute l'échelle des salaires. Nous avons demandé, au mois de septembre 1943, à la Commission du service civil, de faire enquête, de rétablir les augmentations de salaires statutaires et de réparer certaines injustices.

Pendant les trois dernières années de notre administration, nous avons donné des augmentations, mais sur la recommandation d'un comité dont l'auditeur était le président. La Commission nous a dit que, pour rétablir les augmentations statutaires et réparer les injustices, il en coûterait au moins \$2,200,000. Nous avons inscrit ce montant dans le budget. Plus tard, la Commission qui continuait son travail, a constaté que le montant était insuffisant. Nous avons passé un arrêté ministériel à l'effet de maintenir les augmentations de salaires jusqu'à épuisement de l'argent voté. Après cela, il n'y avait qu'à passer un mandat spécial pour maintenir les augmentations jusqu'à la fin de l'année fiscale.

Le cabinet de l'Union nationale aurait dû maintenir les augmentations en passant le mandat spécial à la date voulue, c'est-à-dire au moment où il aurait manqué d'argent. Il ne l'a pas fait. J'espère que le premier ministre n'osera pas prendre lui-même la responsabilité d'avoir enlevé leurs augmentations. Le nouveau régime a pris le montant de \$330,000 qui manquait pour compléter les augmentations, et il l'a distribué à quelques employés de son choix. Nous n'avions pas changé une seule des recommandations de la Commission du service civil. Nous avons agi avec autant de célérité que possible.

Le gouvernement a donné, en gratifications à de nouveaux employés, une somme qui appartenait à de vieux employés. Il aurait dû maintenir les augmentations statutaires aux femmes de peine, aux employés des Travaux publics, aux milliers de fonctionnaires qui en avaient besoin, au lieu de donner cela en grosses augmentations de son choix.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous n'avons pas pu les retrancher, car ces augmentations n'ont jamais existé. À la veille des élections, l'ancien gouvernement a voulu donner l'impression qu'il augmentait les salaires pour 12 mois. En réalité, lors de ces augmentations, il n'a fait voter de l'argent que pour payer les augmentations pendant cinq mois. Les cinq mois terminés, le gouvernement actuel, n'ayant plus d'argent sur cet item, a continué à verser à ces employés leurs salaires anciens. Les fonctionnaires sont mécontents de l'opposition.

La Commission du service civil n'a pas eu le temps de faire le travail que l'ancien premier ministre lui avait demandé et on s'en est servi comme instrument politique. Le chef de l'opposition avait donné des augmentations de salaires à 7,000

employés seulement sur 14,000. Il nous dit que nous aurions dû passer un mandat spécial. Nos pères ont versé leur sang pour empêcher les mandats spéciaux qui étaient utilisés par les gouverneurs anglais. Le chef de l'opposition a dit que la Commission du service civil avait commencé son travail en septembre 1943. Deux ans plus tard (sic), il ne savait pas encore ce que ça coûterait. Nous, avec l'argent voté, nous avons réparé des injustices. Nous allons faire une reclassification maintenant et nous ne bâtirons par une cabane électorale. À la prochaine session, nous adopterons la nouvelle classification. Le chef de l'opposition est intelligent et il devrait se servir de son intelligence.

M. Godbout (L'Islet): Ce que dit le premier ministre n'est pas exact. Il était du devoir du régime de l'Union nationale de continuer à payer des salaires convenables à ces employés du gouvernement. Je demande au premier ministre de cesser son persiflage. Il doit y avoir moyen de discuter une question aussi grave objectivement et en respectant la vérité. Je défie le premier ministre, qui a entre les mains tous les dossiers de la Commission du service civil, de démentir un seul mot de ce que j'ai affirmé ce soir.

(Applaudissements à gauche)

La révision complète des salaires ne peut être faite que par la Commission du service civil, c'est un travail de plusieurs années. En attendant que ce travail soit fait, mon gouvernement avait demandé à la Commission du service civil de faire enquête parmi les employés civils, afin qu'il ne se commette pas d'injustice dans l'attribution des augmentations de salaires. Nous avons demandé à la Commission de s'occuper spécialement de deux groupes d'employés: ceux dont les augmentations statutaires avaient été suspendues et ceux qui étaient moins bien payés que d'autres pour le même travail.

Nous avons donc rétabli les augmentations statutaires, et nous avons demandé à la Commission de dresser la liste des principales erreurs à corriger en attendant une classification plus complète. La Commission informa le gouvernement, au cours de la dernière session, qu'un montant de \$2,300,000 serait requis pour ces augmentations. Le montant fut voté. Après la session, la Commission a continué son travail et, plus tard, elle a demandé une somme additionnelle de \$330,000.

Nous avons alors adopté un arrêté ministériel disant que les augmentations seraient payées à tous pendant la durée des sommes inscrites au budget: tant qu'il y aurait de l'argent. Il y en avait pour neuf

mois environ et non pas cinq mois, comme l'a prétendu le premier ministre. Nous n'avons rien changé aux recommandations de la Commission.

Il s'agissait, lorsque le montant de \$2,300,000 aurait été dépensé, de passer un mandat spécial, car c'est justement l'un des cas où l'on peut procéder par mandats spéciaux, pour combler la différence, soit \$33,000, parce qu'il y avait urgence. Cette révision ne s'est pas faite à la veille des élections comme l'a crié le trésorier provincial à travers la province. Le travail a commencé au mois de septembre 1943. Il s'agissait de déterminer le cas de 14,000 employés, et cela ne s'est pas fait du jour au lendemain.

Nous avons essayé de traiter tout le monde avec justice. Toutes les augmentations que nous avons données ont été recommandées par la Commission, et nous n'avons pas changé un seul chiffre à ces recommandations. Nous n'avons rien ajouté. Nous n'avons rien diminué. Le gouvernement actuel a posé un acte souverainement injuste en abolissant ces augmentations.

Le montant additionnel de \$330,000, qu'il fallait pour combler la différence et qui était destiné aux petits employés, a été distribué, en gros montants, par le gouvernement actuel, à quelques favoris de l'Union nationale qui ont reçu des gratifications allant de \$100 à plus de \$2,000, au lieu de le donner à ceux qui en avaient réellement besoin d'après les recommandations de la Commission.

Des favoris du régime ont reçu jusqu'à \$1,500 d'augmentation, alors qu'on enlevait à d'autres les augmentations de \$100 ou de \$150 auxquelles ils avaient droit. La preuve que nous n'avons eu aucune idée partisane dans ces augmentations, c'est que les employés nommés au temps de l'Union nationale ont reçu en moyenne des augmentations de 36 % à 39 %, tandis que ceux que nous avons nommés avant 1936 n'ont reçu en moyenne que 24 % à 26 %. Ceux que nous avons nommés depuis 1939 ont reçu en moyenne 22 %.

Et ça ne s'est pas fait à la veille des élections, puisque le travail a été commencé en 1943, dès la création de la Commission. Il aurait été plus juste de maintenir les augmentations des femmes de peine et des ouvriers plutôt que de donner de fortes augmentations à quelques employés seulement.

Les mandats spéciaux: il en a passé pour des millions et c'était son devoir d'en passer un, au moment voulu, pour maintenir les augmentations. La Commission du service civil était nécessaire parce que tous les partis politiques sont portés à protéger des employés qui sont leurs amis politiques. Nous avons gardé au gouvernement le droit de nommer

des fonctionnaires, mais en les prenant sur des listes préparées par la Commission du service civil. En sabotant la Commission du service civil, l'Union nationale a mis Québec en arrière de toutes les autres provinces.

Aucun gouvernement n'a le droit de se venger des couleurs politiques de quelqu'un. Voilà pourquoi nous avons institué une bonne Commission du service civil, que le nouveau régime a sabotée.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais pas si le chef de l'opposition croit tout ce qu'il dit, mais pour ma part, je n'ai jamais assisté à un tel massacre de la vérité. Il a été premier ministre pendant cinq ans et il n'a pensé qu'aux employés civils, de son propre aveu, qu'en septembre 1943, de façon que les augmentations arrivent à la veille des élections. Bien plus, au lieu de mettre un montant suffisant dans le budget, il n'a inscrit qu'une somme couvrant neuf mois seulement.

On voulait, à la veille des élections, donner aux employés civils l'impression qu'ils recevaient une augmentation de salaire pour un an, alors qu'il n'y avait de l'argent que pour une partie de l'année. Et, à mon arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a constaté qu'il n'y avait pas d'argent pour continuer de payer les augmentations. Les fonctionnaires provinciaux ont été trompés sous la dernière administration.

Il dit qu'il y a eu une erreur dans le budget. Quand on veut payer, on fait voter de l'argent. Ce n'est pas avec des promesses que les employés peuvent acheter ce dont ils ont besoin. L'ancien cabinet s'y est pris par trois fois pour passer son arrêté ministériel. Les deux premiers n'ont pas été acceptés par l'auditeur. Il n'a commencé à payer qu'à la veille des élections quand il savait qu'il n'y avait pas d'argent pour payer pendant toute l'année. La Commission n'a pas eu le temps de faire l'ouvrage que l'ancien gouvernement lui a confié précipitamment à la veille des élections. On s'en est servi comme d'un instrument politique.

Le chef de l'opposition ne peut dire qu'il n'a pas diminué les salaires des employés nommés par l'Union nationale, de 1936 à 1939. Il y en a qui ont subi une baisse de salaire de \$300 par année. Sept mille fonctionnaires seulement sur 14,000 ont eu des augmentations et la majorité d'entre eux étaient des libéraux. Ce sont les amis du régime, qui ont eu les grosses augmentations. Les autres sont restés dans le *statu quo*.

Le chef de l'opposition parle de mandats spéciaux, que le nouveau gouvernement pourrait passer un mandat spécial, afin de payer les augmentations pendant les derniers mois de l'exercice financier. Il devrait savoir qu'on ne peut procéder par mandats spéciaux que, dans les cas urgents, exceptionnels et imprévisibles. Puisque le travail était commencé depuis 1943, ce n'était pas imprévisible.

Il est inexact de dire que nous avons donné de grosses augmentations de \$1,500 et de \$2,000 à des favoris. Nous avons réparé les injustices commises à l'endroit d'employés civils honnêtes qui avaient vu leurs salaires réduits par ces gens-là. Ce que le gouvernement actuel a fait, ça a été de réparer les injustices de l'ancien gouvernement. Le seul moyen de rendre justice aux fonctionnaires, c'est une nouvelle classification établie sur la compétence et sans tenir compte des couleurs politiques. Les libéraux ont eu 17 ans pour l'accomplir, puisque la loi de classification date de 1925.

Pour régler le cas des employés civils, il faut les classer de nouveau; Cette classification doit être refaite et elle commencera sous peu. C'est pourquoi, dès la session finie, nous allons faire une classification complète. Nous allons nommer pour cette classification un membre de la Commission du service civil et un officier supérieur de l'Association des employés civils, et ils se mettront à l'œuvre.

Le rapport de cette étude sera soumis à la province. Nous passerons une nouvelle loi de classification et, dès la prochaine session, le gouvernement verra à se faire voter l'argent pour mieux payer les fonctionnaires. Nous paierons les augmentations qui nous seront recommandées. La province paiera les augmentations d'après la compétence. Nous procédons suivant la justice et le bon sens.

M. Godbout (L'Islet): Je n'adopterai pas la méthode du premier ministre et je ne ferai pas de persiflage et de personnalités. Mais je le défie, lui qui a en mains tous les documents, de contredire un seul de mes avancés; aucun chiffre ne peut être démenti. Quant au mandat spécial pour payer les employés, le gouvernement pouvait l'adopter parce qu'une troisième condition, non mentionnée par le premier ministre, savoir lorsqu'il n'y a plus d'argent, se présentait.

Le premier ministre dit exactement le contraire de la vérité, quand il affirme que, d'une façon générale, les employés civils nommés par l'Union nationale ont eu des baisses de salaires. Je

défie le premier ministre de prouver que les employés nommés par lui, de 1936 à 1939, ont vu leur salaire diminuer. Au contraire, ce sont les employés nommés de 1936 à 1939 qui ont eu le plus fort pourcentage d'augmentations. Il y en a qui ont reçu des augmentations de presque 100 %, surtout dans le cas des petits salariés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je nie formellement.

M. Godbout (L'Islet): Au reproche d'avoir attendu pour donner les augmentations, il (M. Godbout) dit qu'il ne pouvait rien faire avant d'avoir un rapport de la Commission et que, d'ailleurs, le premier ministre a été au pouvoir de 1936 à 1939, et n'a pas songé à rétablir les augmentations statutaires. J'admets que mon gouvernement n'a pas établi les augmentations statutaires. Mais nous avons honnêtement organisé une Commission du service civil.

Je n'ai pas attendu en 1944 pour songer aux augmentations. Les libéraux ont augmenté les salaires de \$2,000,000 en 1942 et de \$3,000,000 en 1943. J'ai tenu compte des recommandations des commissaires pour les augmentations. La commission a commencé la classification des employés et la révision des traitements.

Il (M. Godbout) fait l'éloge de la Commission du service civil, telle qu'établie par son gouvernement. Eux, au moins, savaient leur âge? Il en montre la nécessité, afin de prévenir le chaos et de ne pas exposer les partis à exposer continuellement les serveurs publics et à user de représailles sur leur dos après chaque élection.

Il (M. Godbout) parle de la Commission du service civil créée, sous le régime libéral, il y a deux ans. Désireux que j'étais de donner à la province un service civil composé d'hommes compétents, consciencieux, j'ai créé une commission qui, en dehors de toute politique, faisait subir des examens aux candidats aux emplois civils et présentait au gouvernement, qui doit toujours garder le contrôle dans ce domaine, des listes d'éligibilité pour tel ou tel emploi.

Le gouvernement de l'Union nationale a cru bon mettre fin à cette politique d'une commission de service civil, en remplaçant les trois commissaires par un seul homme qui relève directement du chef du gouvernement. Je m'élève contre une telle pratique qui met en danger tout notre système de service civil et qui, à date, a fait un tort considérable aux employés de la province. S'il est vrai que les employés n'ont

pas le droit de faire de la politique, ça ne veut pas dire qu'on doit les blâmer pour leurs opinions personnelles, si elles ne sont pas favorables au gouvernement. Je sais que les employés civils ne doivent pas s'occuper de politique active. Nous sommes plus arriérés que les autres provinces dans ce domaine.

Il faut traiter tous les fonctionnaires provinciaux convenablement, peu importe leurs couleurs politiques. Le gouvernement fera un faux pas s'il ne la rétablit pas. Que le gouvernement ne plonge pas de nouveau la province dans le chaos où elle a été trop longtemps. Dans les autres provinces, nous passons pour ridicules avec le règlement de nos querelles politiques sur le dos des employés civils. C'est une honte pour la province de massacrer, comme on l'a fait, les fonctionnaires, de remercier de leurs services les employés civils pour de simples motifs de mesquinerie et d'intérêts politiques.

Je prie le premier ministre de rétablir la Commission qui a été formée en 1943, à l'avantage des employés de la province, le plus vite possible. Elle ne comprend qu'un seul membre, M. J.-E. Laforce.

L'honorable M. Barré (Rouville) appuie les affirmations de son chef. Les actes et les paroles ne s'accordent pas toujours. Il (M. Barré) attaque à son tour les chiffres cités par le chef de l'opposition. La liste des salaires, à l'Agriculture, permet d'avoir une idée à peu près exacte de la date de la nomination. Il n'est pas raisonnable de payer \$1,400 par année des techniciens comme les agronomes. Je trouve étrange que les augmentations aient été données à la veille des élections. Le bénéficiaire a raison de se demander si c'est un vote qu'on veut de lui, ou simplement de l'efficacité.

En terminant, je défie le chef de l'opposition de me citer, sauf peut-être quelques favoris, des employés de l'Agriculture qui ont reçu des augmentations de 33 %. Il (M. Barré) nie que des employés nommés par l'Union nationale, de 1936 à 1939, aient bénéficié d'augmentations de salaires de 33 % à 36 %, à \$66, \$133 et peut-être \$200 par année. C'est une impossibilité. Le gouvernement est à faire une enquête sur le service civil.

M. Godbout (L'Islet): Au ministère de l'Agriculture, une dizaine d'employés au moins ont reçu des augmentations variant de \$500 à \$600. Les agronomes ne sont pas assez payés à \$1,400. C'est pour cela que mon gouvernement a fait faire une révision des salaires.

L'honorable M. Barré (Rouville) dit qu'il connaît un dessinateur de son ministère qui a reçu une augmentation de \$700 au mois d'août, à la veille des élections. Les libéraux ont fait des augmentations statutaires considérables.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les fonctionnaires ont été traités injustement sous le régime libéral. Je dois dire que le chef de l'opposition, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, a baissé les salaires de \$4,000 à \$3,000, pour certains employés. Le gouvernement a baissé les salaires des fonctionnaires nommés par l'Union nationale de 1936 à 1939, et il cite des cas particuliers. où des fonctionnaires ont subi des diminutions de \$400 et de \$500 par année.

Trois jours après mon assermentation, l'auditeur est venu me mettre au courant de la situation inextricable dans laquelle se trouvaient les employés civils. J'ai appris des choses renversantes: Les commissaires du service civil nommés en août 1943 n'ont commencé le travail de classification qu'au printemps de 1944, et c'était une impossibilité absolue d'étudier en trois semaines le cas de 7,000 employés. Il fallait donc qu'ils acceptent les recommandations des ministres. On n'a augmenté que 7,000 employés sur 14,000.

Les cas de favoritisme étaient nombreux sous l'ancien régime. Dans mon seul département, dit-il, il y en avait plusieurs qui retiraient de forts salaires et ne faisaient absolument rien pour le département. Il (M. Gagnon) cite le cas d'un employé du Trésor qui recevait, sous l'ancien gouvernement, un salaire de \$3,000, alors qu'il avait déjà un traitement du gouvernement fédéral. Un autre recevait son plein salaire bien que, enrôlé dans l'aviation, il touchait régulièrement sa solde.

L'ancienne Commission était composée de partisans auxquels on faisait accomplir des besognes politiques. Le président de la Commission (M. Aimé Lafontaine) était un politicien notoire, et je l'ai vu dans des endroits publics avec des organisateurs électoraux. Le gouvernement est à faire une enquête sur le service civil¹¹. Les employés civils ont été souverainement maltraités par les libéraux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-Routes:

construction et entretien, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au Fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. On précise, dans les notes explicatives du bill, que "l'article 2 fixe le traitement du magistrat de district en chef et du magistrat de district en chef adjoint à huit mille dollars. C'est là le traitement que reçoivent déjà les juges en chef des sessions de la paix; le juge en chef et le juge en chef suppléant reçoivent dix mille dollars et les juges puînés neuf mille dollars".

2. Le 26 août 1936 est la journée où M. Duplessis annonce la composition de son premier cabinet qui n'inclut pas M. Hamel, partisan de l'Action libérale nationale et député de Québec-Centre. En plus de l'absence de M. Hamel du cabinet de M. Duplessis, notons celles d'Ernest Grégoire et d'Ernest Ouellet, qui causèrent beaucoup de protestations. À ce sujet, il y a eu d'ailleurs ce 26 août 1936 une manifestation improvisée au Palais Montcalm où les Hamel, Chaloult et autres ont pris la parole pour dénoncer le gouvernement Duplessis.

3. Nous avons réuni l'étude de ces trois articles car *The Gazette* du 18 mai 1945, à la page 5, tout en parlant de la nouvelle situation légale des femmes, ne précise pas de quel article il s'agit, et dans les notes explicatives du bill, il est mentionné que ces trois articles (3, 4, et 5) "ont pour effet d'exclure de la communauté des biens et de rendre propres à chacun des époux les indemnités perçues après la célébration du mariage à titre de dommages pour injures, torts personnels ou blessures corporelles résultant de délits ou quasi-délits."

4. Selon *L'Événement* du 18 mai 1945, à la page 9, la discussion qui suit cette proposition va durer trois quarts d'heure.

5. *The Chronicle Telegraph* du 18 mai 1945, à la page 3, précise que: "le dernier bill, qui concerne l'hôpital local, l'hôpital Saint-François d'Assise, est une simple réimpression après révision, visant à intégrer certains articles du bill original qui avaient été omis par inadvertance dans la première réimpression.

6. *L'Action catholique* du 18 mai 1945, à la page 19, nous apprend que le bill de Verdun comportait une clause disant que le président de la Commission retirerait un salaire de \$2,000 et que chacun membre toucherait \$750. La clause fut biffée par le comité des bills privés de l'Assemblée législative. Cependant, on réussit à faire établir cette clause par le Conseil législatif."

7. *L'Action catholique* du 18 mai 1945, à la page 3, précise: "on s'entend pour \$50."

8. *Le Devoir* du 18 mai 1945, à la page 2, précise que ce yacht a été acheté par M. Bienvenue pour le département de la Chasse et des Pêcheries.

9. *L'Action catholique* du 18 mai 1945, à la page 12, ajoute que la question de M. Côté "reste sans réponse".

10. *La Presse* du 18 mai 1945, à la page 8, précise que: "après l'adoption en deuxième lecture d'un bill de M. Duplessis apportant certaines modifications au Code de procédure civile, la Chambre se forme en comité plénier pour en étudier les modalités". Le journal donne un résumé des articles, sans rapporter aucun débat. C'est pour cette raison que nous faisons intervenir M. Duplessis à cet endroit.

11. *La Presse* du 18 mai 1945, à la page 8, note que M. Barré et M. Gagnon ont tous deux fait cette même affirmation.

Séance du vendredi 18 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Établissement des jeunes

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

Adopté.

Colonisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour la préparation et l'exécution du plan de colonisation prévu par la loi qui accompagne la présente résolution, une somme n'excédant pas seize millions de dollars.

Cette somme sera payée à même le fonds consolidé du revenu. Toutefois, le gouvernement pourra emprunter cette somme ou toute partie de cette somme, pour un terme maximum de vingt-cinq ans et à un taux n'excédant pas quatre pour cent l'an.

J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui à cette Chambre un projet de loi pour assurer le développement de la colonisation dans la province de Québec. Les raisons qui en motivent l'adoption sont impérieuses et elles sont suscitées par les besoins sociaux de notre population et par l'orientation nouvelle que la guerre a donnée à notre économie.

Nous entrons en ce moment dans la période immédiate de l'après-guerre dont on a dit qu'elle posera aux États les problèmes les plus considérables. Je n'ai pas l'intention d'énumérer ces problèmes issus de la guerre ou causés par le changement de mentalité, le bouleversement de l'économie et de la nouveauté des méthodes de travail. Je veux seulement insister sur le fait que les six années que nous venons de traverser ont modifié bien des conceptions, que les techniques et les inventions nouvelles ont révolutionné l'industrie, que les méthodes d'économie dirigée ont mis le commerce, l'industrie et la finance sur une voie nouvelle. Bref, la guerre a touché tout le monde. Le progrès a fait, au cours des six dernières années, un bond prodigieux.

C'est maintenant l'affaire des législateurs de codifier des lois et de préparer des règlements qui ne seront pas trop en retard sur le progrès matériel. Nous devons d'abord admettre les changements profonds qui se sont opérés dans le monde au cours des dernières années, et, ensuite, légiférer ou réglementer en conséquence. En matière de colonisation, une telle législation sera difficile et d'application délicate.

La législation ou la réglementation devra être la conséquence d'études et de projets bien mûris, et la synthèse des résolutions proposées par les organisations intéressées à la colonisation, dans notre province. Sous ce rapport, je peux vous assurer que nous avons déjà des bases solides sur lesquelles nous édifierons le nouvel édifice de la colonisation dans le Québec. Je puis également vous donner l'assurance que nous procéderons avec toute la prudence et la pondération nécessaires en pareil cas.

Les problèmes de la colonisation dont la réalisation m'incombe en ce moment n'est pas le dernier dans l'ordre de l'importance. Au cours de la présente guerre, la colonisation a perdu un peu d'intérêt. Il est réconfortant de constater que ceux qui s'occupent des problèmes sociaux proclament aujourd'hui qu'il faut remettre la colonisation en lumière. Qu'on le veuille ou non, la colonisation est une entreprise nationale à laquelle tous les bons Canadiens

doivent s'intéresser. La colonisation a ouvert et fait notre pays, elle a reculé les frontières de la forêt. Avec elle s'est établie la civilisation. Par elle, notre patrimoine s'est enrichi de l'incommensurable trésor d'une vaste exploitation agricole.

La colonisation a encore permis l'établissement de milliers de Canadiens qui, aujourd'hui, perpétuent en pays neuf l'idéal canadien. Ah! Combien je serais heureux de pouvoir faire admettre à tous que la colonisation fut et demeure, dans notre province, une œuvre de premier plan, humanitaire et de grande portée sociale. J'admets que, sous ce rapport, nous gagnons chaque jour des sympathies nouvelles.

J'ai la consolation de dire que tout le haut clergé, que l'honorable premier ministre de notre province et qu'un nombre de religieux, d'économistes et de patriotes partagent la même opinion que j'ai de la colonisation. Fort de cet appui, j'entreprendrai avec confiance et sécurité l'immense tâche de redonner au mot colonisation son sens véritable: celui d'établissement autonome sur l'une ou l'autre des diverses ressources du sol. Lorsque cette définition de principe sera acceptée, nous pourrons redonner à la colonisation le prestige qu'elle n'aurait pas dû perdre et nous pourrons relever le standard de vie du colon.

Jusqu'à présent, la colonisation s'est faite dans notre province, de façon plutôt spasmodique ou sous l'aiguillon de circonstances difficiles auxquelles on voulait remédier. Les difficultés inhérentes à toute entreprise exécutée en temps de crise, et avec des éléments qui n'avaient souvent que leur courage et leur bonne volonté comme actifs, ont contribué à accréditer la légende que la colonisation est une entreprise hasardeuse vouée à la faillite. Les faits sont pourtant là pour nous prouver le contraire. L'œuvre que la colonisation a réalisée en cette province n'a probablement pas été surpassée ailleurs.

Dans un communiqué qu'elle publiait récemment, la Fédération des sociétés de colonisation de cette province déclarait qu'avec les familles qui sont restées en pays neuf, depuis une dizaine d'années, 100 nouvelles paroisses agricoles avaient été fondées.

Sait-on que le gouvernement de l'Union nationale, dans une courte période de trois ans, a établi au-delà de 16,000 familles et fils de cultivateurs, dont une dizaine de mille se sont fixés sur des terres nouvelles. Ignore-t-on que cela représente plus d'établissements de familles canadiennes en trois ans qu'il ne s'en trouvait au Canada lorsque la Nouvelle-France fut cédée à l'Angleterre?

Nous avons voulu alors et nous voulons encore maintenir ce principe de la primauté du capital humain et élaborer notre programme d'établissement en conséquence. On objectera peut-être que les \$70,000,000 dépensés par les pouvoirs publics depuis une dizaine d'années n'ont pas formé un actif au moins équivalent pour la province. Cette objection est réfutable. Cent nouvelles paroisses dispersées dans la province représentent une moyenne de 4 comtés et 16,000 familles nouvelles établies de façon définitive. Voilà un actif social inestimable. 40,000 jeunes enfants ayant l'avantage de poursuivre leur vie dans des conditions plus saines, plus libres, dégagés de la perspective du chômage et de la misère, n'est-ce pas une œuvre de haute portée sociale?

Quant à l'actif strictement pécunier des établissements de colonisation, un inventaire portant sur 196 établissements et fait par les officiers du ministère de l'Agriculture du gouvernement d'Ottawa, et publié en décembre 1944, mentionnait qu'en 1937, dans cinq nouvelles colonies inventoriées, la valeur moyenne des bâtiments de ferme, du matériel agricole, du cheptel et du ménage de chacune de ces 196 familles était de \$922. Des statistiques compilées par le ministère de la Colonisation ont établi, d'autre part, les chiffres suivants: Pour installer 579 colons, le ministère a déboursé, en 1937, \$552,118.23. C'est une moyenne de \$953.60 par famille. À la fin de la quatrième année d'établissement, chacune de ces nouvelles fermes avait une valeur moyenne de \$1,050. L'argent investi dans la colonisation n'est donc généralement pas perdu. Pour être juste, nous devons cependant ajouter que le choix des sujets est important.

Nous n'accepterons que des sujets aptes à la culture et nous nous garderons de transplanter sur des terres neuves des chômeurs citadins ou des démobilisés qui n'auront pas de vocation agricole. Lorsque le capital investi par le gouvernement s'est développé d'une manière satisfaisante, comme je viens de le prouver, c'était par suite d'un choix judicieux des aspirants colons.

À ce sujet, il me fait plaisir de citer un communiqué de la Fédération des sociétés de colonisation: "Ne soyons pas trop sévères pour la colonisation, disait ce communiqué. Mais de grâce, qu'on ne se serve plus d'elle pour secourir les chômeurs; servons-nous-en pour coloniser, c'est-à-dire pour faire ouvrir des terres par des hommes qui savent bûcher, cultiver et s'entraider, se débrouiller et s'organiser: par nos fils d'habitants, et nous verrons alors que la Colonisation est aussi bonne employeuse que n'importe quel ministère."

En 1932, les conditions économiques devinrent très difficiles au Canada, la province de Québec subit, comme les autres provinces, la plaie du chômage. À plusieurs reprises, pour y remédier, on envoya des milliers de chômeurs sur des terres de la couronne. Ce fut un palliatif coûteux et, à mon avis, il discrédita quelque peu la colonisation dans le Québec. Lorsque l'Union nationale arriva au pouvoir, en 1936, elle dut d'abord établir des mesures d'urgence pour prévenir un exode des colons. Le découragement avait fait son œuvre dans les colonies. Au cours des premiers mois de son administration, l'Union nationale dépensa plus d'un demi-million de piastres en allocations de toutes sortes, pour stabiliser la situation. Un vaste programme de construction et de réfection de chemins fut entrepris et poussé avec vigueur.

En trois ans d'administration, le gouvernement de l'Union nationale construisit 1,732 milles de chemins neufs, améliora 2,545 milles de sentiers impraticables et elle répara 7,500 milles de chemins; 400 ponts furent construits, il accorda de l'aide pour la construction de 56 presbytères, 79 chapelles, 344 écoles et au-delà de 7,000 maisons. Des travaux de drainage furent exécutés sur au-delà de 100 milles acres de terre et les montants qui furent payés aux colons en primes de labour et d'ensemencement, furent d'au-delà de \$3,000,000. Toutes ces mesures eurent pour résultat d'arrêter l'exode des colons et elles provoquèrent même un regain d'activité dans le mouvement du retour à la terre. La situation s'améliora donc graduellement.

A ce sujet, M. André Roy écrivait dans *L'Action catholique* du 31 mars dernier: "Heureusement que, depuis une dizaine d'années, le sort du colon s'est quelque peu amélioré. Mais la colonisation n'a pas encore meilleur nom, parce que ces améliorations de détail ne permettent pas de la faire dans des conditions conformes aux exigences de notre époque. Les colons de demain ont droit à plus d'égards. Ils accepteront, en allant en terre nouvelle, d'agrandir le pays. Faisons au moins qu'ils ne soient pas des sacrifiés, des parias. Il y a de la besogne à abattre en pays neuf avant d'y diriger les colons. Il y a des chemins à percer, des rivières à drainer, des souches et des pierres à arracher, des ponts à construire, des maisons à bâtir. Si l'on veut que la colonisation ait bon nom, qu'on y accomplisse ces travaux préliminaires avant d'y envoyer les colons. C'est la clé du succès. Les conditions actuelles exigent aussi qu'on procède ainsi."

Nous voulons donner à la colonisation un caractère d'une entreprise stable, permanente au sein

de laquelle le colon ne sera pas une espèce de paria emprisonné dans un standard de vie trop bas. Conséquemment, nous sommes décidés de préparer sérieusement les voies au colon en lui facilitant l'exécution de ses travaux préliminaires et en faisant en sorte qu'il ne se décourage pas. Ainsi, nous contribuerons à régler une partie du problème de l'emploi des démobilisés et à rectifier l'orientation générale de l'économie du pays.

Pour les raisons que j'ai données tout à l'heure, et à cause des modifications profondes de la mentalité, qu'on ne s'imagine pas pouvoir établir des colons comme on le faisait il y a vingt, quinze ou dix ans. "Si, comme l'a écrit un de nos économistes réputés, si la moitié des programmes de sécurité sociale prévus pour l'après-guerre passent dans la réalité, le sort du colon deviendra littéralement intenable en regard de celui des salariés". Le colon que nous établirons devra donc bénéficier des avantages de la vie organisée. Il a droit à des chemins passables et à une certaine aisance pour lui et sa famille. Il a surtout droit à un travail productif annuel.

Si l'État ne remplit pas ses obligations primordiales envers le colon, si on continue d'imposer aux colons une vie plus dure que celle de l'ouvrier ou du salarié, de nouveaux échecs s'accumuleront et la colonisation deviendra, cette fois, une entreprise définitivement compromise. Tenant compte de l'exigence motivée d'un plus haut standard de vie pour les travailleurs, nous devons conclure que les colons ne doivent plus être tenus à l'écart des bienfaits du progrès. Pour atteindre ce but, des réformes administratives s'imposent au ministère de la Colonisation; un important budget est nécessaire, budget qui sera réparti et dépensé dans une période de quatre ans; enfin, la mise en œuvre d'un mode nouveau d'établissement s'imposera.

Le ministère de la Colonisation est le plus compliqué de tous les ministères du gouvernement provincial de Québec. Il compte, en effet, un nombre de services qui équivaut à sept petits ministères, soit un département de voirie, un département d'agronomie, un département des terres et forêts, un département de construction de ponts, un service de mécanisation, un service de la santé sociale et d'aide aux colons nécessiteux, un service des accidents du travail. Tous ces services bien distincts s'occupent de problèmes entièrement différents les uns des autres et créent des difficultés administratives très grandes, difficultés qui sont amplifiées parce que les méthodes administratives du ministère de la Colonisation sont désuètes.

Dans une déclaration que je remettais à la presse le 20 janvier dernier, je disais en substance ceci: Quelle que soit l'ampleur du plan de colonisation que nous adopterons, il faudra que ce plan soit réalisé avec énergie et droiture. Dans le passé, des plans gigantesques ont échoué parce qu'ils n'avaient pas été suffisamment mûris, mais surtout parce que l'administration du ministère n'était pas prête à épauler, à suivre, à contrôler le mouvement de tels plans. Nous ne voulons plus tomber dans les mêmes erreurs coûteuses. À la base de toute réalisation, il faut une organisation bien entraînée, et d'après des méthodes modernes. En résumé, il faudra que l'administration du ministère de la Colonisation opère sur une base d'affaires efficace, rapide. Or, il est évident que l'appareil administratif actuel du ministère de la Colonisation est trop lourd et démodé.

Nous avons commencé à réorganiser le ministère de la Colonisation. Notre travail est délicat et il s'effectue en profondeur. Il nous mettra en état de réaliser, sans heurt ni confusion, l'important programme que nous avons préparé pour l'après-guerre. Vous me permettez de référer ici encore à un article de M. Émile Benoist, publié dans *Le Devoir* du 25 avril dernier, article dont la conclusion appuie indirectement notre ligne de conduite.

M. Benoist écrivait: "ce n'est pas quand le chômage, par la suite de la disparition des industries de guerre, par suite aussi de la démobilisation des soldats rentrés au pays, aura reparu à l'état endémique, qu'il sera temps d'aviser. C'est immédiatement qu'il faut agir". Pour ma part je suis disposé à agir.

Depuis quelques mois, j'ai reçu un nombre imposant de suggestions et de résolutions formulées par des organismes et des sociétés intéressés à la question sociale. L'U.C.C., la Société Saint-Jean-Baptiste, des fédérations de coopératives, des chambres de commerce, de sociétés diocésaines de colonisation, etc., nous ont demandé d'établir un plan de colonisation sur un budget spécial.

On semble donc bien comprendre qu'il faut de l'argent pour mettre en œuvre un grand plan de colonisation. J'ai la certitude qu'aucun membre de cette Chambre ne s'opposera au vote de ce crédit supplémentaire que nous demandons, crédit qui, complété de l'aide normale que nous attendons du dominion, pourra permettre d'affecter, au cours des quatre prochaines années, une somme d'environ \$50,000,000 à la réalisation de projets de colonisation, et en vue de donner à la colonisation une orientation et un essor nouveaux.

Pour pouvoir exécuter un programme sérieux de colonisation et lui donner la bonne orientation avec tout ce qu'il suppose de travaux préparatoires, classification des sols, inventaires forestiers, enquêtes économiques, relevés locaux et régionaux en vue des plans d'aménagement, localisation des routes, ententes avec les différents ministères intéressés, il faut des bases financières solides. Tenant compte de ces nécessités, je crois qu'un budget supplémentaire de \$16,000,000 pour la Colonisation est loin d'être exagéré. Ce montant sera la mise de fonds du gouvernement provincial.

Dans *L'Action catholique* du 8 mars dernier, Louis-Philippe Roy écrivait: "De 1926 à 1939, années qui ont précédé immédiatement le conflit, le ministère de la Colonisation a dépensé une moyenne de \$10,000,000 par année. Ce n'était pas trop. On n'a même pas satisfait tous les besoins. Ça coûte cher, objectez-vous. Oui, certainement; certainement; mais les besoins sont réels, il faut y répondre. Laisser moisir des jeunes quand les lots à défricher sont là, ce serait criminel. Quand il s'agit de la voirie, on proportionne le budget aux besoins urgents. Faisons la même chose pour la colonisation.

"Et faisons-le avec d'autant plus d'empressement et de générosité qu'il s'agit d'un capital humain à utiliser et non pas seulement d'un capital touristique à exploiter. Au cours de la guerre, la colonisation a marché au ralenti. Maintenant que la lutte tire à sa fin, soyons prévoyants pour bien préparer à recevoir, à leur retour du front ou à leur sortie des usines, nos mobilisés de l'armée ou de l'industrie. Pensons surtout à nos fils d'habitants qui, par milliers, dès le lendemain de l'armistice, voudront s'établir et se marier. Leur jeûne a assez duré. Voilà une œuvre éminemment sociale, patriotique et morale à accomplir, dussions-nous y consacrer \$30,000,000."

Nous avons raison de croire que le gouvernement fédéral continuera de reconnaître ses responsabilités dans le domaine de l'établissement, du rétablissement et de la réhabilitation des citoyens dérangés par la guerre. On nous laisse entendre que les autorités fédérales seraient disposées à subventionner certaines catégories d'établissement sur la base suivante: un tiers par le provincial, deux tiers par le fédéral.

Si l'administration fédérale reste dans ces dispositions, le budget de \$16,000,000 que nous demandons aujourd'hui, augmenté de l'apport fédéral, représentera la somme imposante d'environ \$50,000,000. Le gouvernement central a su prendre de lourdes responsabilités dans le domaine des affaires internationales et il a dû, en conséquence,

imposer à la population des charges considérables pour venir en aide aux familles d'Europe éprouvées.

Nous demandons aujourd'hui un budget supplémentaire de \$16,000,000 pour la colonisation. On dira peut-être que c'est un autre \$16,000,000 ajoutés aux millions déjà votés par loi spéciale et par cette Chambre, au cours de la présente session, pour réorganiser notre voirie rurale, pour le drainage des terres, pour la disparition des traverses à niveau et pour d'autres fins que nous jugeons hautement utiles. Il me semble qu'une telle critique est déplacée si l'on songe aux dépenses fabuleuses faites par le gouvernement fédéral au cours de la présente guerre. Ottawa a trouvé des millions pour la guerre et la destruction; il devra en trouver pour la restauration et les œuvres de paix. \$16,000,000! Mais c'est une goutte d'eau, c'est une bagatelle comparée aux deux cadeaux de \$1,000,000,000 faits à la Grande Bretagne. C'est une bagatelle comparée au fameux prêt sans intérêt de \$800,000,000, fait à un pays étranger.

Avec le premier milliard donné à la Grande Bretagne par le Canada, nous aurions pu faire un cadeau de \$4,000 à chaque cultivateur et à chaque colon du Canada; avec le deuxième milliard donné par le Canada au même pays, nous aurions pu donner à chaque ouvrier canadien une maison de \$4,000.

Quant aux \$800,000,000 prêtés sans intérêts, combien d'œuvres sociales et nécessaires n'aurions-nous pas pu encourager au Canada?... Ottawa a beaucoup dépensé pour la guerre; le fédéral ne peut pas refuser de dépenser pour la reconstruction et pour le rétablissement de l'équilibre social perdu par suite de sa politique de guerre. Il devrait maintenant nous aider dans la réorganisation de l'économie nationale. Ottawa devra maintenant faire face à ses obligations, et reconnaître que l'État doit contribuer à rétablir un équilibre normal entre les populations urbaines et les populations rurales.

Nous espérons que ce gouvernement donnera aux fils de cultivateurs qui, de gré de force, sont allés combattre sur des terres étrangères, des facilités d'utiliser, dès le retour des conditions normales, leur expérience pour se créer un état de vie et un avenir conforme à leur goût et à leurs origines. D'ailleurs, le fédéral est responsable, dans une large part, des conditions qui prévaudront après la présente guerre. L'enregistrement des fils de cultivateurs, la mobilisation du capital humain pour les industries de guerre, le déplacement d'une bonne proportion de la population rurale dans les villes ont été le fait de la politique de guerre du fédéral et, en toute justice, nous croyons que le gouvernement d'Ottawa nous aidera à établir un équilibre relatif de la population.

Le gouvernement fédéral se propose d'établir sur des terres de la couronne un certain nombre de démobilisés. Les projets à l'étude nous laissent croire que le colon sera mis en possession d'un établissement agricole prêt à exploiter, défriché sur une étendue d'environ 30 acres, muni de bâtiments, d'outillage, d'animaux. Sous ce rapport, la politique du fédéral serait semblable à celle que nous préconisons.

Avant de terminer, je veux donner les grandes lignes du programme que nous entendons suivre. Ce programme correspond aux vœux des sociétés de colonisation, de la Société de l'aide au colon et aux résolutions adoptées au cours des Semaines sociales du Canada, en 1944, lors des assises du Congrès de la colonisation. Ce programme comprendra d'abord la consolidation d'un grand nombre de vieilles paroisses à demi-peuplées et, de ce fait, paralysées dans leur organisation agricole aussi bien que dans leur développement économique.

Si on décide de consolider les paroisses agricoles de tel comté ou de telle région, la classification de tous les lots que l'on projette de racheter s'impose. Il faudra ensuite entreprendre auprès des compagnies, conseils municipaux, marchands ou autres propriétaires, les procédures pour les acquérir. Des chemins ou des ponts nécessaires en certains cas, peut-être quelques travaux de drainage. Tout ce travail qui s'enchaîne devra être complété par une étude des conditions et des possibilités agricoles locales ou régionales, en vue de déterminer l'orientation agricole à donner à ces paroisses.

La consolidation des vieilles paroisses s'impose parce que les possibilités d'établissements agricoles dans la province de Québec sont plutôt limitées. On me permettra d'avoir recours ici à un témoignage présenté au Congrès de la colonisation sous les auspices des Semaines Sociales du Canada, en 1944, par monsieur Adhémar Belzil, régisseur de la ferme expérimentale de Normandin: "Je résume l'inventaire de ce que nous avons:

1^o les possibilités agricoles dans la province de Québec sont limitées. Quelque 19,000,000 d'acres sont actuellement occupées par les fermes du Québec et 24,500,000 d'acres de forêt sont susceptibles de passer au domaine agricole, soit respectivement 5.8 % et 7.2 % de la surface totale de la province.

2^o La superficie en forêt susceptible de servir aux fins agricoles est évaluée entre 11,000,000 et 12,500,000 acres, et fixerait le nombre d'établissements nouveaux possibles entre 110,000 et 125,000 lots de 100 acres chacun.

3°- La superficie cultivée actuellement n'offre que 51.1 % de celle occupée, quoique 66.9 % soient susceptibles de servir à cette fin, soit quelque 13,000,000 d'acres.

4°- Quoiqu'il reste quelques millions d'acres de terre à coloniser dans le Bas Saint-Laurent, dans les comtés adjacents à ceux de la Beauce et au Lac-Saint-Jean, ils ne peuvent être l'objet de grands mouvements de colonisation. L'Abitibi et le Témiscamingue sont les seuls districts où les possibilités d'établissements nouveaux sont nombreuses. On pourrait y établir encore quelque 500 paroisses.

5°- Nos sols du vieux Québec s'épuisent à un rythme rapide et les rendements obtenus ne permettent guère à l'habitant d'en tirer un revenu suffisant pour y vivre convenablement, voir à l'établissement de ses enfants. Un programme de rénovation des sols s'impose."

Après la consolidation des paroisses existantes, nous établirons des colons dans des endroits préparés à l'avance. Nous voulons, de plus, que la Colonisation soit une adaptation rigoureuse au sol. Mon programme est également basé sur un rapport d'un comité d'études sur la colonisation dans notre province présidé par M. Esdras Minville et qui propose de donner à la colonisation les quatre caractéristiques suivantes:

- a. Caractère régional;
- b. Établissements conçus de manière à assurer au détenteur un programme annuel de travail productif;
- c. Coordination de deux ressources pour constituer un établissement;
- d. Famille et coopératives.

À tout cela, nous apporterons des additions qui porteront la marque du siècle. Nous aiderons la fondation de coopératives de crédit, de syndicats coopératifs de travail, de coopératives de ventes et d'achats. De plus, nous verrons à ce que le rôle de la forêt garde sa place dans la réfection des colonies déjà créées et dans la création des colonies nouvelles. La forêt est une de nos principales ressources naturelles. Je suis de ceux qui croient qu'elle ne doit pas être détruite ou amoindrie. Il est des régions où un déboisement excessif causerait des perturbations économiques considérables. En certaine partie de la province, le maintien des superficies boisées est indispensable à la régularisation des eaux.

De manière générale, nous nous proposons de suivre une politique d'établissement capable de faire rendre le maximum de revenus possible à nos régions boisées. Déjà, nous avons modifié certains

modes de concessions des lots, en vue d'assurer la permanence de la forêt et, à cette fin, toute une catégorie de lots ne sera, à l'avenir, concédée qu'à la condition que les coupes annuelles ne dépassent pas le volume de croissance normale. Si nous réussissons à assurer la permanence de nos ressources forestières, nous aurons conscience d'avoir bien servi l'intérêt de la province en même temps que celui de nos colons.

Enfin, nous entrerons dans notre plan de colonisation un item spécial pour les démobilisés. Mais toujours, nous n'accepterons que des sujets aptes à la culture et nous nous garderons de transplanter sur des terres neuves des chômeurs-citadins ou des démobilisés qui n'ont pas de vocation agricole.

Je termine, le 19 mars dernier, M. Omer Héroux, écrivait dans *Le Devoir*: "Il importe que tous ceux, à quelque groupe qu'ils appartiennent, qui veulent une politique de colonisation de grande envergure, conduite avec un juste souci des détails, avec de l'ordre, de l'esprit de suite, mais selon les larges vues d'ensemble, se sentent fortement, solidement appuyés par l'opinion publique. Cette politique exigera beaucoup d'argent, mais, encore une fois, le gouvernement n'aura pas d'ici longtemps, la chance de faire un meilleur, un plus utile placement."

Cette dernière phrase reflète la pensée des sociétés de colonisation, des groupements de l'U.C.C., des coopératives et de toutes les organisations qui, depuis des mois, ont demandé au gouvernement d'encourager la colonisation et de lui donner une impulsion nouvelle. Aujourd'hui, j'ai l'honneur de demander un crédit de \$16,000,000 pour entreprendre une œuvre humanitaire qui sera un hommage au courage des colons, mais qui reflétera également l'esprit jeune et l'optimisme du cabinet dont je fais partie.

Ce que nous demandons, ce n'est pas une contribution pour rebâtir l'Italie ou pour construire en Égypte ou en Lybie; l'argent que cette Chambre nous votera sera dépensé dans la province de Québec, pour des Canadiens français.

Plus que tout autre, nous avons confiance que les Canadiens français ne refuseront pas de continuer l'œuvre des découvreurs, pourvu que l'État leur donne l'assurance d'un appui sincère et réfléchi.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) du discours qu'il vient de prononcer pour exposer son vaste plan de colonisation. Toutefois, je n'ai pas

l'intention de le suivre en dehors de ce terrain. La colonisation est une œuvre primordiale qui intéresse la nation tout entière. Mais il s'est produit un changement de conception dans certains milieux à ce sujet. On commence à comprendre un peu partout que la colonisation comporte une importance véritablement nationale. Pour assurer le développement de la colonisation, il ne faut pas lésiner sur aucun montant qui pourrait être demandé.

Toutefois, tout en souhaitant sincèrement la réalisation du plan d'ensemble présenté par le ministre, qui consiste à autoriser le gouvernement à dépenser une somme de \$16,000,000 durant une période de quatre ans, je m'oppose à la méthode employée, parce qu'elle soustrait le contrôle de cette somme aux députés, ce qui conduit à la dictature. Cette façon d'agir est tout simplement mauvaise.

Le bill Bégin ne signifie rien du tout. Le ministre et le gouvernement possèdent déjà tous les pouvoirs demandés par le bill 53. Depuis le début de la session, le gouvernement de l'Union nationale a pris cette habitude de présenter des projets comportant de fortes dépenses d'argent en dehors du budget. Le gouvernement pourrait, de cette façon, attribuer un montant de \$16,000,000 à un seul item, le dépenser d'un seul coup et dans une seule année. La Législature perd ainsi la surveillance et le vote des subsides qui doivent être inclus dans le budget. C'est de la dictature tout simplement. La perte de cette prérogative conquise de haute lutte conduit peut-être plus rapidement qu'on ne le pense vers un régime totalitaire.

En plus du budget de \$100,000,000, le gouvernement a présenté des lois spéciales lui permettant de dépenser plus de \$70,000,000. Le ministre de la Colonisation avec son projet demande aux Chambres de lui consentir, en plus de son budget régulier, un montant de \$16,000,000. C'est par millions que le gouvernement engage le crédit de la province, argent sur lequel la Chambre n'aura pas de contrôle. Il faut combattre une pareille manière de procéder. Pourquoi ne pas inclure une somme de \$10,000,000 dans le budget de cette année et présenter un même montant à la prochaine session? L'opposition pourrait les contrôler et les adopterait avec plaisir.

Pour ma part, je suis toujours favorable à la colonisation. D'ailleurs, en dépit des années difficiles, il (M. Godbout) démontre que, sous son gouvernement, tout a été fait pour venir en aide aux colons. Mon gouvernement avait prévu, lui aussi, un vaste programme pour organiser la colonisation et il a commencé à le réaliser. Il voulait organiser la paroisse avant d'y établir des colons.

C'est sous l'administration libérale qu'on a commencé à mécaniser la colonisation pour faciliter le travail des colons, que la colonisation a été humanisée pour l'avantage de celui qui va ouvrir une terre à la culture; que des médecins ont été envoyés dans les colonies par le gouvernement pour prendre soin de la santé des colons; qu'un crédit agricole a été organisé pour les colons; que les primes de défrichement ont été doublées; que des primes d'habitations et de bâtiments ont été établies pour l'avantage du colon; qu'une politique nouvelle a été créée pour donner des animaux aux colons; enfin que tout un système nouveau de primes, d'aides diverses, etc. a été organisé pour le plus grand bien du colon. J'espère que le nouveau plan comportera ces avantages s'il ne prévoit pas, comme notre plan, l'organisation de la paroisse avant l'établissement des colons.

Le choix des colons devra être fait judicieusement et se porter d'abord sur les fils de cultivateurs, encore près de la terre. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) dit qu'il compte sur l'aide du pouvoir central. J'ai déjà fait des démarches pour l'obtenir, et il a même fallu convertir les experts fédéraux à l'importance de la colonisation. C'est fait. Le ministre actuel ne fait que récolter les fruits des longs pourparlers que j'avais entrepris avec le gouvernement fédéral en ces dernières années, à savoir une contribution des $\frac{2}{3}$ par Ottawa sur tous les plans de colonisation. Le gouvernement est obligé de se rendre compte de la générosité du pouvoir central, en ce qui regarde la colonisation. Le ministre va dépenser \$16,000,000, mais le fédéral va lui en donner 32; ce qui va permettre à la province d'agrandir son territoire agricole, avec cette somme de près de \$450,000,000 à être dépensée en quatre ans.

Dépenser pour la colonisation, c'est excellent, mais la méthode qu'on prend est mauvaise. Les députés doivent avoir le contrôle de la dépense publique. Quant au gouvernement actuel, il ne fera qu'accentuer l'œuvre commencée par l'administration libérale qui, au cours des cinq dernières années, a fait énormément pour les colons de cette province.

J'assure le ministre de la Colonisation de mon appui le plus entier en ce qui concerne le développement de la colonisation dans la province de Québec. Bien que je le répète cependant, je m'oppose à la méthode employée quant à la dépense des \$16,000,000 demandés; le principe est dangereux. On glisserait graduellement vers un régime dictatorial.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) parle de l'importance extrême qu'il attache au problème de la colonisation à cause des millions de jeunes gens qu'il faudra rétablir dans la vie civile après la guerre, à cause des conséquences heureuses du retour à la terre, pour la stabilisation de la société, et des avantages qu'on peut tirer, au point de vue canadien-français, de la possession du sol.

Il (M. Laurendeau) expose l'interdépendance des intérêts économiques et sociaux des villes et des campagnes. Je regrette que, dans le passé, les gouvernements n'aient pas toujours fait leur devoir dans le domaine de la colonisation. Les gouvernements ont accordé trop peu d'attention à cette œuvre d'une si grande importance sociale et nationale. Il fallut que l'opinion publique s'inquiète et que des sociétés indépendantes talonnent les pouvoirs publics pour faire comprendre aux gouvernants que la colonisation était plus importante que les intérêts de tel ou tel marchand de bois. Des progrès ont été accomplis, mais il reste un chemin énorme à parcourir. Le Bloc estime que les meilleures énergies de la nation devraient être consacrées à ce problème, pour les années à venir.

L'idée de procéder à une enquête, de façon à établir un plan d'ensemble, est une idée qui s'impose depuis longtemps. Avec cette loi, le gouvernement décide de procéder d'une façon méthodique et c'est heureux. Mais voici encore un projet de loi qui nous demande de mettre entre les mains du lieutenant-gouverneur en conseil un montant de \$16,000,000 qu'il pourra dépenser à sa guise, sans que les Chambres aient rien à y voir. Je proteste contre la façon d'agir du gouvernement qui enlève aux députés, représentants du peuple, leur droit de contrôler la dépense des deniers publics.

Le montant de \$16,000,000 paraît considérable, mais là encore, je m'accorde avec le ministre de la Colonisation et le chef de l'opposition, car ceux qui connaissent l'histoire de notre province, et qui ont une vue claire des conditions dans lesquelles se trouve notre nationalité, savent que là est notre meilleur placement. Mais sur la façon dont on laisse au gouvernement une latitude absolue quant à l'attribution de ce montant, je dois une fois de plus enregistrer ma dissidence.

C'est un genre de législation auquel on nous a habitués depuis le début de la présente session. Le gouvernement se fait donner le droit indéfini de dépenser sans que la Chambre, une fois le projet voté, puisse exercer aucune espèce de contrôle. Il me semble que cette façon pour le gouvernement de se substituer au Parlement implique un certain mépris du parlementarisme.

On a l'air de considérer la Chambre comme un endroit où l'on vient échanger des arguments surtout électoraux, où l'on fonctionne surtout en raison de l'esprit de parti, alors que le véritable travail législatif se ferait non pas ici, mais dans les ministères. J'admets que le genre de discussions auquel on se livre en cette Chambre et auquel j'assiste avec étonnement, et parfois avec scandale, pourrait développer un certain mépris du parlementarisme. Ce sont des discussions généralement stériles qui n'avancent aucunement les choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre! Le chef du Bloc parle en dehors du sujet!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je dis que les lois spéciales comme celle qu'on nous présente aujourd'hui, où l'on fait voter en gros des subsides que la Chambre n'a pas le droit d'examiner dans le détail, impliquent une sorte de mépris du parlementarisme. Je trouve que le premier ministre est devenu subitement bien scrupuleux, lui qui se perd si souvent en à-côtés beaucoup moins sérieux que celui que je discute présentement. Je m'oppose donc non pas au principe du bill, qui me paraît excellent, ni au montant attribué à la colonisation, mais au fait que, pour l'attribution de ce montant, le gouvernement tend à se substituer à l'Assemblée législative.

M. Chaloult (Québec) se déclare du même avis que l'honorable ministre de la Colonisation au sujet de l'importance du problème de la colonisation dans le Québec. Il (M. Chaloult) rappelle l'histoire des pionniers de la colonisation dans la province, depuis le curé Labelle. Il y a peut-être trop de congrès et trop de programmes, mais pas assez d'action dans ce domaine. Après l'éducation et l'hygiène, la colonisation est ce qu'il y a de plus important. J'estime que le bill 53 constitue un merveilleux programme de colonisation à plusieurs points de vue et que, dans l'ensemble, il s'inspire du Congrès de la colonisation tenu à Montréal l'an dernier. J'espère que ce programme aura des résultats plus heureux que tant d'autres.

On ne peut pas faire de très bons colons avec des citadins. L'expérience est probante à ce sujet. Dans le passé, on a installé des ouvriers des villes sur des terres rocailleuses qu'ils ne sont pas capables de cultiver. Le résultat, c'est qu'à 50 milles de Québec, il y a des familles de colons qui sont dans le dénuement le plus complet. Elles ne comptent que

sur le gouvernement pour vivre. Ces gens sont dans une situation affreuse.

Il (M. Chaloult) pose comme conditions à une colonisation saine un inventaire de la colonisation, la classification des lots, le drainage de ces lots et une politique forestière appropriée. Il (M. Chaloult) loue le programme que renferme le bill, mais regrette qu'on ne parle pas assez de colonisation forestière. Il faut mettre des réserves forestières à la disposition des colonies, même s'il faut pour cela exproprier des territoires concédés à des compagnies.

Trop de compagnies ont exploité le colon dans le passé en plus d'exploiter les ressources naturelles de la province. Il faut dans les campagnes ruraliser l'enseignement et enseigner l'agriculture aux élèves, de préférence à l'anglais, dont ils ne se servent jamais. On devrait aussi réformer les programmes de l'enseignement, pour inculquer l'amour du sol dans le cœur des jeunes. Je demande au gouvernement d'intéresser davantage la population du Québec à la colonisation.

Il (M. Chaloult) insiste sur la nécessité de garder notre peuple au sol. Je suis de l'avis du chef de l'opposition: il eût mieux valu inclure dans le budget le montant de \$16,000,000. Ces dépenses, au lieu de faire l'objet d'un bill, devraient être dans le budget annuel pour que les députés ne perdent pas leurs droits de contrôle sur la dépense publique. C'est plus conforme à notre Constitution. Mais je n'ai pas la superstition de notre régime parlementaire. Le contrôle des dépenses par les députés, c'est un mythe. Le premier ministre contrôle le cabinet et le cabinet contrôle la Chambre. Je ne me formalise aucunement que le gouvernement ait le contrôle complet, et non la Chambre, des dépenses prévues par ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'organisation d'un plan d'ensemble pour une période de quatre ans est impossible, sans une loi spéciale. Il est nécessaire de faire voter toute la somme d'avance pour les quatre ans.

M. Chaloult (Québec): Les libéraux ont fait la même chose et ils n'ont pas le droit de critiquer. En dépit des critiques que j'ai formulées, je suis en faveur de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le principal obstacle à la colonisation, avant 1936, était l'assujettissement du colon au marchand de bois pendant les quinze premiers mois. Le colon ne

pouvait agrandir son lot et il se décourageait. C'est l'Union nationale qui a fait disparaître les principaux obstacles à la colonisation. Nous avons eu le courage d'empêcher le marchand de bois de couper du bois sur le lot du colon, seize mois après son établissement. La meilleure manière de faire de la colonisation, c'est de consolider des vieilles paroisses et d'établir autour les colons, parce qu'ils ont tout de suite une église et des écoles. Si la colonisation est un moyen de parer à la crise de l'après-guerre, il faut que le gouvernement ait en une seule fois l'autorisation de dépenser un fort montant pour tracer son programme qui sera mis en application et fur et à mesure.

Il serait impossible de faire admettre le principe d'un plan de \$16,000,000 qui sera payé d'année en année, au moyen de montants prévus dans le budget. Il serait impossible de prévoir \$16,000,000 et de ne demander qu'un certain montant chaque année. Je trouve drôle que les libéraux blâment cette façon de procéder, eux qui avaient une loi de voirie et de chômage qui leur permettait de dépenser des millions, tant qu'ils voulaient. Ils ont eux-mêmes passé des lois qui permettent de dépenser des centaines de millions pour la voirie, le chômage et la colonisation en dehors du budget.

M. Godbout (L'Islet): Mon honorable ami a-t-il rappelé ces lois, si elles étaient si néfastes qu'il le dit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, mais on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

J'ai pris un moyen légal et constitutionnel de développer la colonisation et je félicite chaleureusement le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin).

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. À ces fins, le ministre de la colonisation peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et en conformité des règlements que celui-ci adoptera,

"a. retenir et rémunérer les services de spécialistes en matières de colonisation et de sciences économiques et sociales et de toutes autres personnes, pour élaborer, en collaboration avec son département, un plan d'ensemble rationnel et progressif de colonisation en cette province;

"b. faire le recensement des ressources humaines disponibles pour la colonisation et l'inventaire des ressources naturelles, en terres et forêts, des régions de colonisables;

"c. prévoir l'organisation générale des colonies et des paroisses au point de vue religieux, économique, social et familial;

"d. déterminer les régions qui feront partie du plan d'ensemble et prévoir les sites de colonies et des paroisses;

"e. arpenter et cadastrer et classier par l'entremise du département des Terres et Forêts les terres destinées à la colonisation, et prévoir des réserves forestières cantonales pour les colons;

"f. exécuter les travaux nécessaires de drainage des terres, de construction de routes, de chemins et de ponts;

"g. organiser le déboisement, l'épierrement et la préparation du sol, selon des méthodes modernes et adaptées aux besoins de chaque région et, dans ce but, acquérir ou louer l'outillage et la machinerie nécessaires, engager des équipes de défricheurs, des colons, des cultivateurs, des bûcherons, des ouvriers et toutes autres personnes dont les services peuvent être requis pour l'exécution de ces travaux;

"h. construire des maisons d'habitation et des bâtiments sur des lots de colonisation et les céder aux colons, aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"i. ériger des bâtisses pour les fins religieuses et paroissiales des colonies ainsi que, avec la collaboration du Secrétariat de la province, pour leurs fins scolaires;

"j. organiser des services d'agronomie et collaborer avec le département de la Santé à l'organisation des services d'assistance médicale;

"k. accorder des subventions aux sociétés diocésaines de colonisation et à toutes autres sociétés ou organisations collaborant avec le département de la colonisation dans l'exécution du programme de colonisation visé par la présente loi;

"l. accorder des subventions ou des prêts d'établissement aux colons, pour l'acquisition de roulants et d'animaux de ferme et la construction de maisons et de bâtiments;

"m. accorder aux colons déjà établis l'aide nécessaire à leurs besoins immédiats, aux moyens de subventions, d'allocations, de primes ou de toute autre manière;

"n. d'une façon générale, prendre toutes les mesures et poursuivre tous travaux susceptibles d'assurer l'exécution prévue par la présente loi."

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. À ces fins, le ministre de la colonisation peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et en conformité des règlements que celui-ci adoptera,

"a. retenir et rémunérer les services de spécialistes en matières de colonisation et de sciences économiques et sociales et de toutes autres personnes, pour élaborer en collaboration avec son département, un plan d'ensemble rationnel et progressif de colonisation en cette province;

"b. faire le recensement des ressources humaines disponibles pour la colonisation et l'inventaire des ressources naturelles, en terres et forêts, des régions de colonisables;

"c. prévoir l'organisation générale des colonies et des paroisses au point de vue religieux, économique, social et familial;

"d. déterminer les régions qui feront partie du plan d'ensemble et prévoir les sites de colonies et des paroisses;

"e. arpenter, cadastrer et classier les terres destinées à la colonisation, et prévoir des réserves forestières cantonales pour les colons;

"f. exécuter les travaux nécessaires de drainage des terres, de construction de routes, de chemins et de ponts;

"g. organiser le déboisement, l'épierrement et la préparation du sol, selon des méthodes modernes et adaptées aux besoins de chaque région et, dans ce but, acquérir ou louer l'outillage et la machinerie nécessaires, engager des équipes de défricheurs, des colons, des cultivateurs, des bûcherons, des ouvriers et toutes autres personnes dont les services peuvent être requis pour l'exécution de ces travaux;

"h. construire des maisons d'habitation et des bâtiments sur des lots de colonisation et les céder aux colons, aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"i. ériger des bâtisses pour les fins religieuses, paroissiales et scolaires des colonies;

"j. organiser des services d'agronomie et d'assistance médicale;

"k. accorder des subventions aux sociétés diocésaines de colonisation et à toutes autres sociétés ou organisations collaborant avec le département de la colonisation dans l'exécution du programme de colonisation visé par la présente loi;

"l. accorder des subventions ou des prêts d'établissement aux colons, pour l'acquisition de roulants et d'animaux de ferme et la construction de maisons et de bâtiments;

"m. accorder aux colons déjà établis l'aide nécessaire à leurs besoins immédiats, aux moyens de subventions, d'allocations, de primes ou de toute autre manière;

"n. d'une façon générale, prendre toutes les mesures et poursuivre tous travaux susceptibles d'assurer l'exécution prévue par la présente loi."

Les amendements sont adoptés.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, pour répondre à certains désirs qui lui ont été exprimés, que la troisième lecture soit remise à la semaine prochaine.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose²:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille cent quatre-vingts dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours), gages compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-

neuf mille six cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent sept mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi, subventions, bourses, etc., gages compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable, 2 George VI, chapitre 55, paiement sujet à un arrêté en conseil (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice, prisons, acquisition, transformations et construction d'immeubles (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconstruction du pont Plessis-Bélair (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agrandissement de l'école de réforme Mont Saint-Viateur, Giffard (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais du bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Travaux de la Chambre

Un député pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que la session pourra être prorogée la semaine prochaine. Je n'ai pas d'objection à ce qu'elle soit prorogée le plus tôt possible. Mais il y a rien de sûr à ce sujet et je ne peux pas faire de promesses.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le gouvernement a l'intention de présenter un projet de loi pour régler le cas de la Montreal Power? Quand aurons-nous le bill de la Montreal Power?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une question que nous étudions depuis deux mois. Mon honorable ami doit savoir ce qu'elle comporte de difficultés. Le projet de loi sera présenté la semaine prochaine.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se

trouve ajournée à lundi prochain à deux heures quinze minutes de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. *L'Événement* du 19 mai 1945, à la page 3, souligne que c'est ce matin que le Conseil législatif commence l'étude du bill de la taxe de luxe. Voici d'ailleurs ce que M. Brais avait à dire de ce bill injuste, avant qu'il en propose le renvoi à 6 mois: "Cette taxe chasse de la province toutes les industries et tous les commerces. Elle affectera les chantiers maritimes du Québec. Le bill a été délibérément préparé de telle sorte qu'il place le Conseil législatif dans l'obligation de voter contre, vu que la Chambre haute n'a pas le droit d'amender un bill de taxes ou de finance."

2. Selon *La Patrie* du 19 mai 1945, à la page 18: "D'un commun accord, on adopte ensuite tous les items des Travaux publics, des Terres et Forêts et de l'Industrie et du Commerce, sauf un dans chaque item."

Première séance du lundi 21 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 2 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

The Gazette de Montréal

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} mars 1945, quelles sommes d'argent ont été payées par chacun des départements de l'administration provinciale et par chaque commission ou organisme dépendant du gouvernement de la province:

- a. *The Gazette*, de Montréal?
- b. À Gazette Printing Company, Limited?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

- a. Une somme de \$1,929.35 à *The Gazette*;
- b. Une somme de \$511.38 à Gazette Printing Company, Limited; soit une somme totale de \$2,440.73, tandis que, sous le gouvernement précédent, une somme de \$44,633.22 a été versée à *The Gazette* et à Gazette Printing Company, Limited.

J.-M. Arsenault

M. Choquette (Montmagny): 1. Y a-t-il un juge de paix du nom de M. J.-M. Arsenault, à Sainte-Anne-des-Monts, dans Gaspé-Nord?

2. Si oui, quand a-t-il été nommé et quel est le numéro de l'arrêté en conseil?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Non.

Questions de privilège:

Ouvriers d'Arvida

M. Chaloult (Québec) lit deux télégrammes du Syndicat national des employés de l'Aluminium Company, l'un adressé à lui-même et l'autre au député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot). Les ouvriers d'Arvida se plaignent de la manière dont ils

sont traités par l'Aluminium Company et demandent que justice leur soit rendue dans leurs revendications. Voici le texte du télégramme adressé à moi:

"Les ouvriers de l'Aluminium Company, de Shawinigan, réunis en assemblée spéciale extraordinaire, appuient fortement la requête du Syndicat d'Aluminium d'Arvida, à savoir: d'étudier les possibilités d'étatiser les pouvoirs hydroélectriques de Shipshaw, Chutes-à-Caron et l'Île Maligne, afin de faire cesser la dictature de l'Aluminium Co."

Commentant ensuite la question de l'Aluminium Co., il (M. Chaloult) fait écho à la grève qui eut lieu en 1941 et rappelle que les juges Létourneau et Bond avaient trouvé fondé les griefs des ouvriers, en dépit du fait que M. Howe¹ avait prétendu qu'il s'agissait d'une grève de sabotage.

La dictature imposée par des étrangers sur les ressources naturelles du Québec soulève des protestations générales, et c'est le devoir du gouvernement de les exproprier. Nos ressources naturelles sont exploitées au bénéfice des étrangers et contre nous. Pour un même ouvrage, les ouvriers de l'Aluminium d'Arvida reçoivent des salaires près de la moitié moindre que ceux que la compagnie paie à ses employés aux États-Unis, alors qu'ils fournissent une main-d'œuvre supérieure et que leurs responsabilités sont plus grandes.

J'invite le premier ministre à nommer un contrôleur pour régir la compagnie, selon le désir manifesté par *Halte là!*, le journal des ouvriers. Les ouvriers d'Arvida se plaignent de la manière dont ils sont traités par l'Aluminium Company et demandent que justice leur soit rendue dans leurs revendications. J'invite également le gouvernement à étudier la possibilité d'étatiser le pouvoir de Shipshaw, le plus considérable du monde, ainsi que celui de l'Île Maligne, afin d'en faire bénéficier la province de Québec. Nos ressources naturelles doivent profiter à la province, et non aux étrangers. Je demande au gouvernement de donner justice aux ouvriers d'Arvida.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Québec (M. Chaloult) d'avoir attiré l'attention du gouvernement et de la Chambre sur la situation des ouvriers d'Arvida. Il y a quelque temps, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a attiré mon attention sur ce sujet des difficultés ouvrières à Arvida. Depuis que l'Union

nationale a pris le pouvoir, mes collègues, le ministre de la Voirie et député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) et le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), ainsi que moi-même avons accordé une attention considérable au problème qui se pose à Arvida et dans d'autres alumineries. L'expropriation des droits relatifs aux pouvoirs hydroélectriques détenus en ce moment par l'Aluminium Company of Canada ne résoudrait pas les difficultés qui existent entre les employés et la compagnie à l'usine d'Arvida.

Le gouvernement est parfaitement au courant de la situation. Ce sont les libéraux eux-mêmes qui ont constitué à Arvida un des plus gros trusts du monde. Mais la Chambre doit savoir que les pouvoirs obtenus par l'Aluminium Company lui ont été catégoriquement refusés par l'Union nationale, de 1936 à 1939, et lui ont été accordés ensuite par le gouvernement libéral.

La Chambre se rappellera les protestations que j'ai émises à ce sujet, lorsque j'étais chef de l'opposition. L'Union nationale adoptera les moyens nécessaires pour sauvegarder les droits de la province de Québec.

L'Aluminium Company est une grande compagnie qui a augmenté de 200,000 à 1,100,000 chevaux-vapeur la puissance de son pouvoir d'eau avec l'autorisation du gouvernement libéral, autorisation que l'Union nationale avait refusée en 1938. Les députés peuvent cependant être assurés que l'administration actuelle verra à sauvegarder les droits de la province.

D'après ce que j'ai pu comprendre, les ouvriers d'Arvida se plaignent de ce que la compagnie refuse de percevoir les sommes dues aux unions ouvrières. C'est une question importante, aux angles nombreux. Nous avons fait des demandes considérables pour améliorer le sort des ouvriers. Le gouvernement étudie attentivement le différend actuel entre patrons et ouvriers aux usines de l'Aluminium Company à Arvida, et il verra à prendre une attitude qui donnera justice aux employeurs et aux employés.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, à la suite des démarches de mon gouvernement, j'ai réussi à obtenir une amélioration des conditions de travail des ouvriers, particulièrement au département des cuvistes de l'Aluminium Company, en demandant qu'on les ménage un peu plus. Le gouvernement a également réussi à empêcher un chômage considérable dans la région, par suite de la crise d'après-guerre qui commence à se faire sentir.

Lorsque le gouvernement provincial est intervenu l'automne dernier, au sujet des emplois à Arvida, quand la compagnie a commencé à renvoyer des ouvriers, je suis intervenu auprès de l'honorable Humphrey Mitchell, le ministre fédéral du Travail. M. Mitchell m'a répondu que l'Aluminium manufacturerait pour fin de guerre, se trouvait sous la régie du gouvernement fédéral.

M. Mitchell m'a répondu aussi que l'Angleterre et la Russie avaient annulé nombre de commandes d'aluminium et qu'il fallait, en conséquence, renvoyer un certain nombre d'employés. M. Mitchell ajoutait que ces hommes passeraient sous le contrôle du service sélectif et qu'ils seraient sujets au service militaire.

L'expropriation du pouvoir de Shipshaw est un problème difficile qui ne peut se régler, comme cela, du jour au lendemain. On croit que cette entreprise peut être expropriée facilement. On est dans l'erreur. Je ne suis pas prêt à dire qu'il y aura expropriation immédiate de cette compagnie. Je ne dis pas que l'expropriation est opportune², mais même si elle l'était, il faudrait considérer que nous n'avons pas la matière première, la bauxite, dont la compagnie a besoin. La bauxite vient d'en dehors de la province et du pays. À quoi servirait d'exproprier, si nous n'avons pas le matériau premier pour exploiter ces usines?

Le problème de Shipshaw n'est pas facile à résoudre. Ce pouvoir a coûté environ \$200,000,000. Et le pouvoir tout seul ne donnerait pas de travail aux industries. Il faut de l'industrie pour absorber la main-d'œuvre. Il faudrait exproprier aussi des industries. Il ne servirait à rien d'exproprier un pouvoir d'eau, sans l'industrie ou les usines qui le desservent. Or, les usines d'Arvida sont difficiles à exproprier parce qu'elles utilisent une matière première, la bauxite, qui ne se trouve pas dans la province de Québec. Il faut l'importer des pays du sud. La province se trouverait, alors à exproprier une industrie, sans avoir la matière première pour la faire fonctionner.

Depuis le 8 août dernier, mon gouvernement a fait des démarches fructueuses pour améliorer le sort des ouvriers, et il continue, avec le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), à travailler à assurer des salaires raisonnables et des conditions de vie raisonnables. Nous avons réussi à y empêcher un chômage considérable dans la région de Chicoutimi et nous travaillons encore à assurer à la population des conditions de salaire et de vie qui soient raisonnables.

Cette question fait l'objet d'une profonde réflexion de la part du gouvernement et il n'est que juste à l'endroit de la compagnie de dire que celle-ci montre un réel désir de collaborer avec le gouvernement. En guise d'exemple, il (M. Duplessis) mentionne la création d'une ville temporaire juste à l'extérieur d'Arvida. Récemment, j'ai rencontré le président de l'Aluminium Company, M. Powell. Nous avons causé du cas du petit village qui s'est construit près des usines de la compagnie, à Arvida. Lorsque l'Aluminium Company a agrandi ses usines d'Arvida, il s'est construit un petit village connu sous le nom de Saint-Jean-Eudes, construit en marge des lois de la province, qui ne possède aucun service sanitaire et qui n'était aucunement organisé au point de vue municipal.

En plein XXe siècle, les habitants de ce village n'avaient pas d'aqueduc, ce qui constituait un grave danger, en plus des inconvénients. Aussitôt après les élections, en compagnie du député de Chicoutimi, du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) je suis entré en pourparlers avec M. Powell, le président de la compagnie que j'ai rencontré, et bien que l'Aluminium n'y fût pas obligée, nous avons réussi à obtenir de la compagnie un montant de \$30,000 qui servira à la construction de l'aqueduc. Je ne dis pas que le problème est réglé, mais la compagnie a manifesté un signe de collaboration dont je lui sais gré. Je remercie, en passant, l'Aluminium Company de ce geste de collaboration. Il faut bien se rendre compte de ce qui se passe ici.

La région du Lac-Saint-Jean, et Chicoutimi en particulier peut-être, a souffert plus qu'ailleurs du chômage après la crise de 1929, et le gouvernement veut éviter cela en tentant d'établir d'autres industries autour d'Arvida, car une région ne peut pas vivre d'une seule industrie. De plus, l'Aluminium Company a des usines ailleurs qu'au Québec. Aux États-Unis, on reproche à cette compagnie de donner trop d'ouvrage à la province de Québec. En fait, la compagnie a fait l'objet de sévères critiques parce qu'elle a fermé certaines de ses usines aux États-Unis, afin de fournir du travail à l'usine d'Arvida et ailleurs au Québec.

Nous allons prendre des mesures pour donner justice à la compagnie et aux employés. Il dit qu'il a déclaré à M. Powell que l'Aluminium a reçu des avantages scandaleux du gouvernement précédent et que le présent gouvernement va remédier à cela. Les conditions ont changé, depuis que la province s'est donné un nouveau gouvernement, et avec l'Union nationale, les ouvriers peuvent être assurés que leurs

droits seront bien protégés. Non seulement mon gouvernement a donné plus d'ouvrage à la région de Chicoutimi, mais il est à la veille de réussir dans ses démarches pour doter la région de Chicoutimi de nouvelles industries.

Mais on ne peut changer la situation du jour au lendemain, et je ne veux pas faire d'affirmations qu'on pourrait considérer comme relevant du domaine international. On doit garder à l'esprit qu'il faut des employeurs pour avoir des employés, et il est nécessaire que tous collaborent pour assurer la stabilité de la province et garantir un apport de nouvelles industries dans la province, et à cette fin, les employés sont devenus aussi conscients de leurs devoirs qu'ils le sont de leurs droits. Je crois que le gouvernement a beaucoup fait pour prévenir la fermeture des alumineries de Shawinigan Falls et de La Tuque. Il (M. Duplessis) répète que l'Aluminium Company a posé un beau geste, lorsqu'elle a donné \$30,000 à l'aqueduc de Saint-Jean-Eudes.

J'assure les employeurs et les ouvriers de tout ce territoire des bonnes dispositions de l'administration pour la sauvegarde de leurs droits respectifs. Le gouvernement Godbout a accordé illégalement les pouvoirs que sollicitait l'Aluminium Company, il a approuvé les travaux sans exiger, au préalable, la production de plans et devis. L'établissement de l'industrie eût été possible dans les faveurs exorbitantes que le gouvernement lui a données.

M. Godbout (L'Islet): C'est un discours pour le moins étrange que vient de prononcer le premier ministre de la province. M. l'Orateur, si vous aviez assisté aux délibérations de la Chambre, depuis trois ans, vous trouveriez étrange le discours que le premier ministre vient de prononcer. Pendant trois ans, et dans des termes beaucoup plus vigoureux, lorsqu'il était dans l'opposition, le premier ministre a critiqué la compagnie Aluminium et il a réclamé exactement la même chose que ce que vient de réclamer le député de Québec (M. Chaloult).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le chef de l'opposition ne peut me prêter des propos que je n'ai jamais tenus. J'ai toujours dit que le gouvernement avait concédé de façon illégale et scandaleuse les pouvoirs que la compagnie possède aujourd'hui.

M. Godbout (L'Islet): Pendant trois ans, et avec plus de violence que le député de Québec (M. Chaloult), le chef de l'opposition d'alors voulait

que nous fassions remettre à la province des concessions qu'il prétendait avoir été faites de manière illégale. Le premier ministre a demandé au gouvernement de forcer l'Aluminium Company à remettre à la province les ressources naturelles qu'elle voulait développer. Il vient de dire, aujourd'hui, que ces pouvoirs lui ont été cédés de façon illégale. Si cela est vrai, il a le pouvoir, aujourd'hui, de reprendre tout ce qui aurait été cédé.

Maintenant qu'il a le pouvoir de remédier à ces prétendues illégalités, pourquoi n'a-t-il pas annulé la concession? Attendons pour le voir à l'œuvre, afin de savoir si ses attitudes seront conformes à ses paroles. Après ce discours, nous allons attendre ce qu'il va faire et je suis convaincu que, dès demain, il enlèvera à la compagnie ce que nous lui avons concédé, parce que le travail qu'elle avait à faire était urgent à cause de la guerre. Si ces concessions étaient illégales, que le premier ministre les reprenne tout de suite. C'est son devoir.

Mon gouvernement n'a accordé aucun pouvoir d'eau organisé à l'Aluminium Company. La compagnie a tout simplement obtenu la permission, à l'occasion de la guerre, dans l'intérêt de la cause alliée, de créer des réservoirs pour augmenter la puissance de son usine électrique qu'elle détenait déjà. La compagnie était propriétaire d'un pouvoir d'eau et elle nous a demandé une autorisation pour les besoins d'une usine de guerre.

La demande a été faite au début d'une période de guerre, alors que le Canada et les pays alliés demandaient à la province de Québec de développer tous les pouvoirs d'eau possibles et fournir en grandes quantités l'aluminium nécessaire à la fabrication des avions. C'était urgent. La province de Québec ne pouvait, elle-même, entreprendre le développement de pouvoirs d'eau qui n'eussent probablement pas été utilisés après la guerre. L'Aluminium Company s'est offerte, elle-même, à faire ce développement et la province lui en a donné avec plaisir la permission.

Nous avons permis le développement des ressources naturelles du Saguenay pour aider les alliés, à un moment critique de l'histoire du monde, alors que cela n'enlevait rien à la province. Le harnachement de Shipshaw ne pouvait être fait qu'à l'occasion de la guerre. Il a été fait pour aider les alliés et il a été réalisé dans l'intérêt de la province de Québec. La compagnie acceptait de développer là-bas des pouvoirs d'eau qui n'auraient pas été exploités avant 25 ans. Il y a bien d'autres entreprises à exproprier avant celle-là, pour le bénéfice du peuple de la province.

Si le premier ministre avait été sincère, lorsqu'il était dans l'opposition et s'élevait contre l'octroi de privilèges à l'Aluminium Company, il déciderait, maintenant qu'il est au pouvoir, de les annuler. Il ne le fera pas, car il se rend bien compte que le développement du pouvoir hydroélectrique par l'Aluminium Company of Canada, tout en fournissant plus d'aluminium pour la fabrication d'avions destinés aux nations alliées, a également contribué à la création d'emplois pour des milliers de chômeurs et à la mise sur pied et à la croissance d'une formidable communauté économique dans la région de Chicoutimi.

Le premier ministre a une attitude tout à fait contradictoire et je le félicite de reconnaître, comme le font d'autres pays, que l'Aluminium profite considérablement à la province de Québec. Le premier ministre se rend compte aujourd'hui des reproches que la compagnie reçoit de trop encourager la province de Québec. Je suis fier de voir le premier ministre reconnaître enfin la valeur de l'Aluminium comme une industrie importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans la négative.

M. Godbout (L'Islet): Je le félicite d'avoir changé d'avis; mais il se vante à tort d'avoir réglé le cas de Saint-Jean-Eudes, quant aux \$30,000 pour l'aqueduc de Saint-Jean-Eudes, que le premier ministre affirme avoir obtenus, au moins six mois avant le changement de gouvernement, avant que l'Union nationale prenne le pouvoir, l'Aluminium Company l'avait promis au gouvernement pour aider à l'organisation municipale du village de Saint-Jean-Eudes. C'est nous qui avons sollicité cet octroi de la compagnie.

Sans vouloir me prononcer définitivement sur la question, je ne serais pas favorable à l'expropriation des pouvoirs d'eau qu'exploite une compagnie qui, ainsi que le dit le premier ministre, est obligé de faire venir de l'extérieur la matière première à un taux de 75 % et qui vend ses produits au taux de 90 % à la même clientèle, car ce bouleversement ne pourrait se faire sans provoquer une situation catastrophique dans la région de Chicoutimi. Il y a d'autres industries plus utiles à la province à exproprier avant cela.

J'ai voulu mettre en relief les déclarations et attitudes contradictoires du premier ministre sur cette question, cette année et dans le passé. Nous avons autorisé le développement de la Shipshaw, parce que mon gouvernement ne pouvait qu'approuver une

industrie qui fournirait la puissance aérienne nécessaire pour détruire les ennemis de la civilisation, et parce que nous savions qu'après la guerre, l'Aluminium ferait valoir pour notre province des millions qu'elle a dépensés à Shipshaw. Les centaines de millions que l'Aluminium Company a dépensés vaudront encore plus, parce que d'autres industries se grefferont autour de celle-là dans la région.

De nouvelles industries vont surgir chez nous, grâce à la coopération de cette compagnie, qui importe de l'étranger la matière première pour produire de l'aluminium, la bauxite. Voici une industrie qui paie des millions et des millions chaque année en salaires aux ouvriers de la région.

Le gouvernement l'a emmenée à placer des centaines de millions dans des développements rendus nécessaires par la période de la guerre et qui nous serviront en temps de paix, car la compagnie est la première intéressée à faire valoir ses placements considérables.

Il est entendu qu'à la suite de la guerre, il y aura là des rajustements et du chômage temporaire, mais d'ici quelques années s'établiront autour d'Arvida des industries connexes considérables qui feront, en temps de paix, la fortune des ouvriers comme l'Aluminium l'a fait en temps de guerre.

L'importance de l'usine d'Arvida est telle que je suis très surpris de voir que les Allemands n'aient pas attaqué Arvida, au cours de la guerre, parce que c'était là un endroit stratégique et une industrie vitale pour les Alliés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si notre pays était menacé, pourquoi, alors, le gouvernement n'a-t-il pas empêché nos soldats canadiens d'aller combattre à l'étranger? Pourquoi le gouvernement envoyait-il nos soldats en Europe?

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas moi qui avais décidé combien de combattants devaient être envoyés à l'étranger et combien il fallait en garder pour la défense de notre territoire. Le premier ministre pourra discuter de cette question avec les candidats de M. Bracken, qui a tant critiqué M. King d'avoir gardé au Canada assez de soldats pour défendre notre territoire. Je ne me reconnais pas de compétence pour discuter de cette question, mais je sais que le gouvernement fédéral a gardé au pays tous les soldats nécessaires à sa défense.

La province devrait s'estimer chanceuse de posséder une telle industrie que voudraient avoir d'autres pays situés plus près des sources

d'approvisionnement. Tous les pays étrangers ont jaloué la province de Québec qui bénéficiait de ce grand développement hydraulique.

Je suis heureux de constater que le premier ministre a changé d'attitude à l'égard de l'Aluminium et qu'il reconnaît l'importance de traiter maintenant avec prudence cette question de l'Aluminium. Quant aux difficultés ouvrières, j'espère que le gouvernement s'occupera de les régler à l'avantage des intéressés.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le problème de l'Aluminium Company est trop complexe pour le traiter à la légère et le résoudre rapidement.

Sans entrer dans trop de détails, il (M. Laurendeau) affirme que ce problème comporte des aspects immédiats. Au point de vue ouvrier, le trust de l'aluminium n'a pas bonne réputation. Si l'on veut détruire la dictature économique, il faut commencer au Canada.

L'attitude hostile de la compagnie vis-à-vis des ouvriers a causé du malaise, et je demande au gouvernement de faire en sorte qu'une nouvelle crise n'éclate pas, dans cette industrie de la région de Chicoutimi, par la faute d'un trust qui a abusé de la population. L'Aluminium n'est pas populaire dans le monde ouvrier et dans le monde financier.

Il (M. Laurendeau) dénonce la dictature économique et demande au gouvernement d'appuyer la demande des Syndicats catholiques.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Lorsqu'il s'agira de réclamer les droits des ouvriers, nous serons là. Je suis prêt à me battre jusqu'au bout pour défendre les ouvriers de ma région. Quant à la municipalité de Saint-Jean-Eudes, dès 1941, j'ai exposé la situation pénible de sa population au ministre des Affaires municipales³ (l'honorable M. Drouin) et au ministre des Terres et Forêts (M. Hamel) du gouvernement de mon honorable ami, le chef de l'opposition, pour leur faire remarquer que la situation était intolérable à cet endroit. Je me suis occupé moi-même d'obtenir des mesures pour remédier à la situation du village de Saint-Jean-Eudes.

Rien n'avait été fait, avant le mois d'août 1944, pour donner justice aux ouvriers qui habitent ce village, au sujet de l'aqueduc de Saint-Jean-Eudes. Lorsque j'ai rencontré M. Powell avec le premier ministre, pour régler l'affaire, le président de la compagnie m'a dit que c'était la première fois qu'il entendait parler de cette affaire.

Je reproche au chef de l'opposition d'avoir déclaré que la compagnie a obtenu les pouvoirs qu'elle demandait, parce que c'était une nécessité de guerre. Or, en 1938, la compagnie a demandé les mêmes pouvoirs que l'Union nationale lui a refusés et nous n'étions pas en guerre. Les pouvoirs conférés à la compagnie l'ont été d'une façon illégale. Une fois les libéraux au pouvoir, la compagnie est revenue à la charge et a obtenu ce qu'elle voulait. Le gouvernement Godbout s'est contenté de ratifier des illégalités, après les empiétements de la compagnie, sans pourvoir quoi que ce soit pour les terres boisées et les terrains miniers inondés. Je puis assurer la Chambre que, bien que les difficultés ouvrières relèvent surtout du fédéral, nous veillerons aux intérêts des ouvriers d'Arvida qui auront justice.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Les temps ont bien changé. Lorsque l'Union nationale était dans l'opposition, le premier ministre n'avait pas de paroles assez fortes, l'an dernier, pour condamner le trust exécrable de l'Aluminium Company et rendre cette compagnie antipathique à la population. Le premier ministre s'améliore un peu. Aujourd'hui, nos amis d'en face parlent de la compagnie sur un ton très convenable et nous disent que l'Aluminium est une grande compagnie. Le premier ministre ne parle pas de trust exécrable, mais que c'est une industrie considérable qui a des difficultés avec ses ouvriers. Il ne se prononce pas, mais promet d'étudier la question. C'est la manière d'envisager un problème aussi grave.

Le gouvernement Godbout n'a pas fait de concessions à la compagnie. La province ne s'est départie d'aucune partie de ses richesses. Le gouvernement a tout simplement donné l'autorisation de construire un réservoir pour développer une chute d'eau et permettre la régularisation du cours d'eau d'une rivière que la compagnie a à bail depuis 1939. Le travail a été fait avec des capitaux étrangers; la province n'aurait pu le faire elle-même et, du fait des développements, non seulement la compagnie a dépensé là des millions, mais elle a payé par la suite à la province une somme additionnelle et annuelle de \$150,000.

Je félicite le gouvernement de cette attitude à l'égard d'une compagnie qui a apporté des capitaux étrangers chez nous, qui a payé des millions aux ouvriers et qui a créé une immense industrie. Je m'associe à tous nos collègues pour demander au gouvernement de prévenir le chômage dans cette région. Je dois dire maintenant que nous n'avons donné à l'Aluminium rien d'autre que le droit de

développer sa propriété. Nous avons exigé en retour un revenu additionnel pour la province de \$150,000 par année.

Je me suis intéressé de façon toute spéciale à la question de l'Aluminium Company. L'honorable ministre de la Voirie a dû se tromper. Il est vrai qu'il est venu me voir, mais j'ai demandé et obtenu, pendant que j'étais ministre des Terres et Forêts, que la compagnie conduise l'eau jusqu'aux limites de Saint-Jean-Eudes et donne ensuite un octroi de \$30,000 à cette corporation municipale, non organisée dans le temps, pour la construction de l'aqueduc et de l'égout. Que l'on consulte les dossiers du ministère des Affaires municipales et l'on constatera que je viens de dire l'exacte vérité, et que c'est exactement ce qui s'est passé. Il y a dans les dossiers des lettres confirmant ce que je dis.

Nos amis d'en face parlent comme nous parlons et même mieux. Ils réclament justice pour tout le monde. C'est très bien. Ils ne veulent pas de privilège pour la compagnie. C'est encore très bien. Qu'ils continuent notre politique et je suis certain que la situation va continuer à s'améliorer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'Union nationale qui a obtenu les \$30,000. L'ancien gouvernement Godbout a violé la loi qui défendait de céder par arrêté ministériel un pouvoir de plus de 300 chevaux-vapeur. Le gouvernement précédent, par simple arrêté ministériel, a permis à la compagnie de développer un million de chevaux-vapeur additionnels, mais après le commencement des travaux, au mépris de la loi.

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'espère que le premier ministre et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) continueront de parler comme ils le font depuis qu'ils ont pris notre place à droite et qu'ils verront à régler sans tarder les difficultés ouvrières à Arvida.

Le pouvoir de l'Aluminium a été développé avec l'argent du fédéral; c'est notre propriété et on devrait la reprendre. Au lieu de flirter avec l'Aluminium Company, le gouvernement ferait mieux de donner son appui aux syndicats catholiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Les règlements ne permettent pas de débat sur les questions de privilèges. C'est sous le gouvernement de l'Union nationale qu'a été signé le premier contrat collectif entre les syndicats catholiques de la compagnie.

Projets de loi:**Colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles soit maintenant lu une troisième fois.

Mon ministère entend utiliser l'argent dans le cadre d'une mesure de reconstruction d'après-guerre qui permettra d'assurer aux soldats qui sont rentrés et à leurs familles, ainsi qu'aux habitants des villes, de nouveaux logis en campagne, soit dans les vieilles paroisses, soit dans des fermes abandonnées, ou dans les régions de colonisation, en Abitibi et au Témiscamingue particulièrement. On s'attend à ce que le gouvernement fédéral, dans le cadre de projets de reconstruction d'après-guerre, collabore avec le gouvernement provincial par une contribution de l'ordre de deux fois le montant accordé par le provincial, comme par le passé.

M. Godbout (L'Islet): Je m'oppose à la mesure pour deux raisons. En premier lieu, elle est d'une inutilité absolue parce qu'elle ne confère au ministre aucun pouvoir, aucune autorisation qu'il n'avait pas précédemment. La loi générale autorise déjà le ministre de la Colonisation à dépenser l'argent qu'il sollicite. En second lieu, elle soustrait au contrôle des représentants du peuple une somme de \$16,000,000, qui eût dû être placée dans le budget. Avec cette méthode, les députés ne savent pas comment le montant de \$16,000,000 sera dépensé; il pourra être affecté à un seul item du budget. Enfin, je demande au ministre pourquoi il n'avait pas mis dans son budget, cette année, une somme de \$10,000,000 pour la colonisation, au lieu de \$4,000,000, afin de commencer l'exécution de son plan?

Le gouvernement aurait pu faire davantage dans le cadre des lois actuelles, au lieu de créer de nouvelles lois. Le gouvernement a choisi l'autre voie, celle qui consiste à obtenir l'autorisation de dépenser encore plus de millions en échappant au contrôle de la Législature. Le gouvernement continue une pratique mauvaise et dangereuse commencée depuis le début de la session et qui soustrait une partie de la dépense publique au contrôle du Parlement.

Je n'ai pas d'objection à ce qu'on vote beaucoup d'argent pour la colonisation, qui est, surtout avec l'après-guerre, une œuvre essentielle. Mais qu'on procède régulièrement et qu'on ne fasse pas voter un montant global que le gouvernement

pourra dépenser quand il le voudra et sous n'importe quel item de la colonisation. Les députés ont le droit et le devoir de contrôler la dépense des deniers publics. Je ne puis approuver cette politique.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Bien que ce puisse être possible, comme l'a dit le chef de l'opposition, il (M. Bégin) dispose maintenant de suffisamment de pouvoirs pour faire ce qui est nécessaire, en ce qui concerne la colonisation. Il est nécessaire de prévoir un budget spécial pour un programme quadriennal et de permettre au gouvernement de s'entendre avec Ottawa pour assurer la réalisation de ce projet, plutôt que de voir des sommes annuelles approuvées et dépensées de la manière prévue dans le budget annuel. Les montants mis à la disposition de mon ministère pourront être dépensés à des fins non prévues par la loi générale de la colonisation. Il est difficile de prévoir tout ce que l'application de ce plan coûtera.

On ne sait pas à l'avance ce que le gouvernement sera obligé de dépenser pour l'établissement des soldats de retour du front et des ouvriers des usines de guerre, par exemple. La confection d'un plan d'ensemble a été confiée à un comité de spécialistes, présidé par M. Esdras Minville et comprend plusieurs hommes en vue. Ce comité a étudié le problème pendant plusieurs mois, depuis le début de l'hiver, et a recommandé ensuite au gouvernement de voter un budget spécial pour la mise à exécution de ce plan. Les membres de ce comité se sont déclarés d'avis qu'il serait difficile pour le gouvernement, autrement, de financer son plan sur tous les points. Le rapport de ce comité sera bientôt prêt et il (M. Bégin) en communiquera une copie aux membres de la Chambre.

Ce qu'on demande, c'est le pouvoir de dépenser l'argent requis et nécessaire, si on veut réaliser un plan d'ensemble. Si l'argent n'est pas voté, il sera impossible pour le gouvernement de commencer en temps utile l'application des grandes lignes du programme. Le bill comporte le vote de \$16,000,000, mais pour des fins précises. Et si le gouvernement fédéral nous prête son concours, ce bill permettra probablement de dépenser \$50,000,000 pour la colonisation. Le projet de loi que je présente énumère déjà les points auxquels mon plan quadriennal est destiné. Au surplus, ce plan doit être mobile. Ainsi on ne peut prévoir dans tous ses détails, dès maintenant, l'envergure que prendra, par exemple, la réintégration des soldats dans la vie civile et sur des terres de colonisation.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Emprunt de la Victoire

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est de mon devoir de faire ici une déclaration. Je dois dire que les fonctionnaires provinciaux ont souscrit 184.1 % de leur objectif au 8^e emprunt de la Victoire, alors que la moyenne pour tout le pays et l'objectif de la province n'est que de 113.7 %. Nos fonctionnaires sont en avant du pays. Alors qu'on attaque la province de Québec de la façon la plus injuste en certains quartiers, le geste des employés de la province est la meilleure réponse qu'on puisse donner à ces gens. C'est là une réponse cinglante à ceux qui insultent la province de Québec. Tous les départements provinciaux ont dépassé leur objectif. Les employés du Trésor ont souscrit 371.1 % de leur objectif; ceux du procureur général, 258.5 %; ceux de la Voirie, 255.4 % et la moyenne est de 184.1 %.

Je félicite les employés de la province pour le geste qu'ils viennent de poser. Je leur avais dit qu'ils ne prêtaient pas au gouvernement du pays, mais bien à leur pays. C'est de leur part un acte qui méritera la considération et la gratitude de la population et du gouvernement. Il (M. Duplessis) exprime sa gratitude à tous les fonctionnaires.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite à mon tour les fonctionnaires. Ils ne font que continuer une tradition qu'ils avaient établie lors de la première campagne de l'emprunt, en dépassant à chaque campagne subséquente leur objectif et, chaque fois, dans une proportion toujours croissante. Il en a toujours été ainsi depuis la première souscription qui, dans le temps, avait été un succès. Ils ont toujours été en avant de tous les groupes d'employés du Canada. Ce qui prouve que les Québécois sont capables de comprendre leurs devoirs. Je félicite les employés civils du magnifique geste qu'ils ont posé. Un semblable geste est une réponse à ceux qui, ailleurs, sont toujours portés à penser et à dire que notre province ne fait pas son devoir.

Projets de loi:

Établissement des jeunes

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins prévues dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas un million six cent quarante-sept mille sept cents dollars.

2. Que les subventions payées par le gouvernement du Canada selon les conventions conclues en vertu de l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne seront pas versées dans le fonds consolidé du revenu de la province, mais formeront un fonds spécial qui devra, sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, servir aux fins convenues.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins des conventions conclues en vertu dudit article 1, en attendant le versement des subventions payables par le gouvernement du Canada, une ou des sommes dont le total ne devra pas excéder le montant de ces subventions, et que ces avances seront remboursées au fonds consolidé du revenu à même ces subventions.

Il s'agit d'ententes déjà conclues avec le gouvernement fédéral que l'on veut renouveler aux mêmes conditions, et en sauvegardant l'autonomie de la province.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Il s'agit de renouveler les ententes existant déjà depuis quelques années entre Ottawa et Québec,

ententes par lesquelles les deux gouvernements concourent de moitié dans le coût de certains cours éducationnels donnés aux jeunes gens de la province qui désirent s'en prévaloir.

Des députés de l'opposition posent des questions.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Ces cours ont trait aux divers métiers, à l'artisanat, à l'agriculture, etc. Une somme de \$1,647,700 est prévue pour la mesure comme contribution du Québec à cette entente fédérale-provinciale. Ottawa paye le même montant. En vertu de ces ententes, l'on dépensera au cours de l'année fiscale un peu plus de \$3,000,000. Ottawa paiera 50 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle, à cette occasion, ce que l'Union nationale a fait pour la jeunesse et les millions votés de 1936 à 1939, à cette fin.

À propos de l'École d'avionnerie de Montréal, je réitère mes déclarations antérieures. Il sera inutile, pour une certaine période, de maintenir des écoles d'aviation, car nous aurons après la guerre plus d'aviateurs que les lignes aériennes commerciales ne pourront jamais en employer.

Des centaines d'aviateurs devront même se trouver des emplois ailleurs. Cette école sera inutile à cause de la surproduction prévue des avions et le petit nombre relatif des aviateurs.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Nous devrions avoir dans la province de Québec une école pour guider les inventeurs et pour faciliter l'utilisation civile des inventions de guerre. On pourrait ainsi faire surgir un peu partout de nouvelles industries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député d'avoir soulevé ce point important. Les inventions nouvelles vont révolutionner l'industrie dans bien des domaines.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je ne crois pas que ça affecte la machine de l'Union nationale.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Barré (Rouville): D'une façon générale, le gouvernement tend à diminuer le nombre des employés et à augmenter les salaires. Cependant, les jeunes gens qui ont quitté un emploi du gouvernement pour entrer dans l'armée, comme volontaires ou autrement, seront repris au service de la province, même s'ils n'étaient auparavant que des employés surnuméraires.

M. Godbout (L'Islet): Au ministère de l'Agriculture, nous avons accordé des augmentations

de salaires dans les proportions suivantes: aux employés nommés avant 1936: 30 %, aux employés nommés de 1936 à 1939, par nos adversaires: 36 %, aux employés nommés après 1939: 29 %. L'administration libérale a donné des augmentations plus nombreuses et plus considérables aux employés embauchés de 1936 à 1939 qu'à ceux d'avant 1936 et d'après 1939. C'est la preuve que nous n'avons eu aucune considération partisane, que les employés de ce ministère ont été traités avec justice, quelle que soit leur couleur politique. D'ailleurs, nous n'avons fait qu'appliquer les recommandations de la Commission du service civil.

L'honorable M. Barré (Rouville) fait la même affirmation en ce qui concerne son attitude depuis son entrée en fonction.

M. Godbout (L'Islet): J'ai voulu placer le ministère de l'Agriculture sur une base d'affaires et d'efficacité et je n'ai refusé aucune recommandation. Il (M. Godbout) interroge le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) au sujet des traitements à l'Agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): La tendance porte vers la diminution du nombre des employés et vers l'augmentation des salaires. Le budget prévoit la dépense de \$620,000 pour le service intérieur et une somme de \$971,000 pour le service extérieur.

M. Godbout (L'Islet) plaide pour la Commission du service civil et en réclame le rétablissement. En 1943, nous avons confié à un comité, présidé par l'auditeur, le soin de réparer toutes les injustices dans le service civil. Je demande au gouvernement de faire continuer ce travail par la Commission du service civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous présenterons une loi dans laquelle il sera question de reclassification des employés civils.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'aurait pas dû détruire le travail que nous avons commencé. Nous avons établi les augmentations de salaires statutaires, ce qui était une mesure de justice. Nos adversaires ont supprimé ces augmentations et ils ont distribué le montant voté dans le budget à un petit groupe de fonctionnaires. Que le gouvernement fasse une reclassification, très bien, mais c'est un travail très long et on ne devrait pas faire attendre les fonctionnaires qui n'ont pas un salaire équivalent.

Pourquoi le ministre a-t-il augmenté le crédit pour le service civil extérieur?

L'honorable M. Barré (Rouville): Parce que nous allons reprendre un certain nombre d'employés qui ont fait du service militaire.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le ministre a-t-il fait beaucoup de destitutions?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai destitué que deux ou trois employés de mon département et pour des motifs sérieux. J'ai pris comme politique de ne congédier personne sans motif sérieux.

M. Godbout (L'Islet): Ce sont de bons fonctionnaires.

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de traiter ses employés avec justice. Je voudrais pouvoir en dire autant des autres ministères, mais ce n'est pas possible. Je voudrais que les autres ministres fassent de même.

Je demande au gouvernement de bien traiter les fonctionnaires et de ne pas les destituer sur de simples dénonciations qui proviennent parfois d'inconnus, même de gens qui n'existent pas. Le commissaire actuel du service civil se fie à la recommandation d'imposteurs pour destituer des fonctionnaires. Aujourd'hui même, le gouvernement nous a répondu qu'il n'y avait pas de M. J.-M. Arsenault, juge de paix, à Sainte-Anne-des-Monts, en Gaspésie. Or, des rapports ont été envoyés à la Commission du service civil depuis le 30 août, signés par J.-M. Arsenault, juge de paix, et, sur la foi de ces rapports, des destitutions ont été recommandées par le commissaire du service civil, qui ne sait même pas son nom.

Cet individu n'existe même pas. Des juges de paix comme celui-là, même quand ils signent des documents, ne devraient certainement pas influencer les décisions du commissaire du service civil. C'est également injuste de faire destituer des employés civils par une commission dont le président et unique titulaire, M. J.-E. Laforce, a dit en cour qu'il ne savait même pas son âge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) riposte par un éloge de M. J.-E. Laforce et fait observer qu'on ne doit discuter d'aucune cause pendante devant les tribunaux.

M. Godbout (L'Islet): M. Jean-Charles Magnan, chef de l'enseignement agricole et agronome, est-il encore à l'emploi du ministère de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que M. Magnan participe à d'autres activités?

L'honorable M. Barré (Rouville): Officiellement, je n'en sais rien, mais j'ai appris qu'il était candidat au fédéral. On m'a dit qu'il avait demandé trois semaines de vacances. M. Magnan a droit à trois semaines de vacances et il a demandé la permission de les prendre tout de suite.

M. Godbout (L'Islet): M. Magnan est-il encore payé comme fonctionnaire de l'Agriculture?

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre sait-il que la loi du service civil défend expressément aux employés de la province de faire de la politique provinciale ou fédérale, et qu'un ministre n'a pas le droit de payer un employé qui se porte candidat? La nouvelle s'est répandue que M. Magnan faisait campagne depuis trois semaines dans une auto qui ne lui appartient pas et doit, par conséquent, appartenir au département de l'Agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): M. Magnan n'est pas en campagne depuis trois semaines. M. Magnan ne m'a pas consulté et ne m'a pas demandé de permission, puisque que je me trouvais absent. Il m'a dit qu'il voulait prendre ses vacances. J'ai référé le cas à l'officier en loi du département au sujet du paiement de ses vacances, et je n'ai pas eu encore de réponse.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est une affaire de trois semaines. Il a promis de revenir dans trois semaines? Il s'attend donc à être battu?

M. Godbout (L'Islet): Ce sont les électeurs qui vont régler cela.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'espère que le ministre ne l'a pas remplacé, car il va lui revenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que je peux donner des explications.

M. Magnan est un excellent fonctionnaire qui compte plusieurs années de service. Il a droit à des vacances. Lorsqu'il est venu me voir, en l'absence du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) à ce moment-là, avec une nombreuse délégation de Portneuf qui voulait l'avoir pour candidat, je lui ai dit qu'il avait droit à des vacances.

Je lui ai répondu qu'il était libre d'accepter la candidature et que je croyais qu'il faisait son devoir en l'acceptant, parce qu'il serait une acquisition pour le Parlement fédéral. J'ai ajouté que, si j'étais électeur dans Portneuf, je voterais pour lui. Si nous avions plus d'hommes comme Jean-Charles Magnan à Ottawa, ce serait une amélioration considérable, ce serait un beau jour de gloire pour nous.

L'Union nationale laisse tout le monde libre au fédéral. Il est temps que nous mettions l'intérêt de la province et du pays au-dessus des questions de couleurs. Ce n'est pas un chef qu'on élit dans un comté, mais un député. Si chaque comté choisissait le meilleur homme, ça ne ferait peut-être pas l'affaire du Parti libéral et du Parti conservateur, mais ça ferait l'affaire de la province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre va-t-il voter pour M. Méthot dans Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne connais pas encore les candidats en lice à Trois-Rivières, mais je puis répondre que je ne voterai jamais pour un candidat de M. Bracken. Je suis indépendant de tous les groupes politiques fédéraux.

Je suis contre Bracken, contre King, contre Coldwell au fédéral. Ni M. King, ni M. Bracken, ni M. Coldwell ne représentent les véritables intérêts de la province de Québec. Mon attitude est diamétralement opposée à celle du chef de l'opposition.

Il (M. Godbout) a déjà déclaré, un jour, qu'il combattrait M. King. Les gens de chez nous ont trouvé cela bien drôle: ils en ont ri comme ils n'avaient pas ri depuis 25 ans. Dimanche dernier, le chef de l'opposition est allé parler dans L'Islet, non pas pour combattre M. King, mais pour l'appuyer et parler pour lui. Quelqu'un me disait, ce matin, en lisant les journaux: "Il paraît qu'un M. Adélard Godbout a parlé pour M. King dans L'Islet. Ce ne doit sûrement pas être celui qui a promis de combattre M. King. C'est sans doute un autre qui s'est déguisé à sa place. Il est impossible que ce soit lui, car il a plus de parole que ça."

M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux que le premier ministre ait montré ses véritables couleurs et nous ait exposé ses vues sur la politique fédérale. Il dit qu'il n'est ni pour M. King, ni pour M. Bracken. Il a dit qu'il ne voterait pas pour un candidat de M. Bracken, et je le crois, puisque M. Bracken n'a pas eu le courage de placer dans la province des candidats qui se présentent comme progressistes-conservateurs et qui portent officiellement son étiquette. Il n'y a pas un candidat qui ait le courage de se présenter sous ses véritables couleurs.

M. Bellemare (Champlain): Dans la Chambre, il y en a un.

Une voix à droite: Dans Joliette, itou.

M. Godbout (L'Islet): Mais l'électorat va se faire jouer des tours par le premier ministre, parce que tous les candidats indépendants n'ont pas surgi seuls. Un organisateur de M. Bracken, ami du premier ministre, a déclaré: "C'est nous qui soutenons les candidats qui se disent indépendants."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition parle de M. Lafontaine qui se dit organisateur de M. Bracken, et qui serait plus à sa place à côté du chef de l'opposition. Que le chef de l'opposition demande au député de Saint-Hyacinthe de lui montrer la lettre que je lui ai écrite. J'ai toujours dit que mon gouvernement ne s'occupait pas de politique fédérale, mais il est temps de se débarrasser de gens qui nous ont trompés comme M. King. Je suis catégoriquement contre M. Bracken.

M. Godbout (L'Islet): M. Lafontaine, qui est l'organisateur de M. Bracken à Montréal, est bien placé pour le dire. C'est lui qui a la caisse de M. Bracken. M. Lafontaine a fait une excellente déclaration qui pose les choses sous leur vrai jour et les candidats indépendants sous leurs vraies couleurs. M. Lafontaine a déclaré textuellement: "Nous avons 25⁴ conservateurs qui se présentent sous l'étiquette Bracken et 25 autres indépendants qui appuient notre programme et que nous appuyons au cours de la présente campagne."

C'est explicite, c'est clair, les indépendants patronnés par les amis de l'Union nationale sont des candidats patronnés par en-dessous par l'organisation de M. Bracken. Comme ils ont peur de se montrer sous leur vrai jour de conservateurs, ils se déguisent en indépendants. Les libéraux eux se présentent sous leurs couleurs. Le peuple n'aime pas être trompé et

le chef de l'Union nationale va avoir des surprises bientôt. Le premier ministre et ses ministres soutiennent en sourdine de prétendus indépendants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le peuple en a assez du bleu et du rouge. Je répète que je suis contre Bracken et que, si je votais dans plusieurs comtés, je donnerais mon vote aux candidats indépendants, afin que Québec se fasse entendre à Ottawa.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de donner à M. Magnan des vacances payées pour lui permettre d'aller se présenter à une élection fédérale. C'est contraire à la loi du service civil.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je répète que le candidat dans Portneuf ne m'a demandé aucune permission; il a demandé de prendre ses vacances et le cas a été référé à un officier en loi.

M. Bienvenue (Bellechasse): Et s'il demande d'autres vacances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de cela. Il s'en va à Ottawa.

M. Godbout (L'Islet): C'est pas si sûr que cela. Il va revenir ici. Il ne s'agit pas de savoir si le ministre va retenir le salaire de M. Magnan ou le payer. Si M. Magnan n'a pas démissionné ou n'a pas été congédié, cela ne change rien au fait que M. Magnan n'a pas le droit de faire de la politique tant qu'il n'a pas démissionné. On doit le destituer, s'il n'a pas démissionné.

La loi du service civil dit formellement ce qui suit: "Nul fonctionnaire ne peut participer à une campagne électorale provinciale ou fédérale". La loi oblige les amis de l'Union nationale comme les libéraux, et tout fonctionnaire doit suivre la loi et démissionner s'il veut se présenter. M. Magnan comme les autres. Eh, bien, que le premier ministre autorise M. Magnan à être candidat, il l'a autorisé à violer la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si M. Magnan avait démissionné pour se présenter, il aurait pu demander sa pension. M. Magnan a été à l'emploi de la province depuis 20 ou 25 ans et il a droit à sa pension. Si nous le destituons, il perd ses droits à une pension pour laquelle il a payé. Il ne serait pas humain et juste de lui faire perdre sa

pension parce qu'il veut exercer un droit. Dans Charlevoix, le candidat libéral est M. L.-P. Dufour, un pronotaire et le shérif est un de ses cabaleurs.

M. Godbout (L'Islet): Il a démissionné et le premier ministre le sait. Quiconque se porte candidat doit démissionner comme fonctionnaire, peu importe le parti qu'il représente, la loi le voulant ainsi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'en ai pas eu connaissance encore.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut faire des plaisanteries, mais il sait fort bien que M. Dufour a donné sa démission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La minute qu'il est candidat, M. Magnan n'est plus fonctionnaire. Il est en vacances avec paie.

M. Godbout (L'Islet): Voilà un étrange raisonnement de la part du procureur général de la province. Le premier ministre oserait-il prétendre qu'il peut autoriser un fonctionnaire à violer la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Magnan n'exerce plus ses fonctions. Il n'est pas payé pour ses services. Il est payé pour ses vacances⁵.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre connaît la loi et il sait que M. Magnan viole la loi avec l'autorisation du premier ministre.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi avez-vous permis à des employés de la Commission des liqueurs de participer à la dernière campagne?

M. Godbout (L'Islet): Nous n'avons permis rien de tel. Le gouvernement est dans l'illégalité en payant le salaire de M. Magnan, qui est candidat dans une élection au mépris de la loi.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas dit que nous payions M. Magnan. J'ai dit que M. Magnan avait demandé des vacances. J'ai dit que j'avais référé le cas de son salaire à l'officier en loi. Jamais M. Magnan ne m'a demandé de conseil. Je n'étais pas à Québec la semaine de la Victoire, qui était annoncée comme définitive et qui me paraît définitive. S'il me l'avait demandé, je lui aurais dit que j'avais besoin de lui à Québec. M. Magnan est candidat, c'est son droit de faire de la politique et

c'est son droit strict, mais ce n'est pas moi qui déciderai s'il doit être payé.

Tout ce que je puis dire c'est que, si les hommes de loi me disent que le département ne doit pas payer M. Magnan, il ne sera pas payé. Je refuserai d'autoriser le paiement de son salaire. Mais s'il a le droit d'être payé, il sera payé. J'ai fait savoir à M. Magnan que j'ai besoin de ses services dans le ministère de l'Agriculture.

M. Godbout (L'Islet): Il ne s'agit pas de savoir si le ministre de l'Agriculture va retenir le salaire de M. Magnan pendant sa campagne électorale. M. Magnan n'a pas le droit de participer à une campagne électorale, s'il n'a pas démissionné. Il devrait donc être destitué de ses fonctions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Magnan a exercé un droit que possède tout citoyen, celui de se porter candidat. Je l'ai toujours pris pour un homme indépendant, bien qu'il ait eu des tendances pour le Parti libéral. Je souhaite l'élection de M. Magnan dans Portneuf.

M. Bienvenue (Bellechasse): Et si on lui avait demandé de se présenter libéral, le premier ministre lui aurait-il donné une vacance?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aurais tout d'abord douté de son intelligence. Je souhaite que les électeurs de Portneuf élisent M. Magnan, un homme sincère et honnête. Un homme qui se dit libéral aujourd'hui, après avoir renié ses engagements exprimés pendant 25 ans, ce n'est pas un libéral, et il ne mérite pas la confiance populaire, car le gouvernement a taxé et surtaxé le peuple en manquant à sa promesse. Les bleus qui veulent ruiner le pays ne la méritent pas plus.

Le chef de l'opposition n'est ni conséquent, ni sincère, ni logique, parce qu'il va parler pour M. King, après l'avoir dénoncé et après avoir voté des motions qui le dénonçaient en Chambre. Un homme qui se dit libéral et en faveur de King ment aux principes libéraux. C'est un renégat.

Un vrai bon libéral est un homme qui a des principes et respecte sa parole, et ce même argument est valable pour les autres partis.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre vient tout juste de faire son propre portrait en parlant d'homme illogique et inconséquent, indigne de la confiance populaire. L'homme inconséquent, c'est celui qui, comme le chef du gouvernement, dénonce

Bracken et s'emploie ensuite à lui trouver des candidats dans la province de Québec et viole les lois de la province, comme dans le cas de M. Magnan. M. Magnan ne le dira pas qu'il est candidat de Bracken.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'est pas juste pour M. Magnan, qui ne peut se défendre. Le chef de l'opposition sait que M. Magnan n'est pas et ne voudra jamais être un candidat de M. Bracken.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre se prétend indépendant des partis quand ses organisateurs, dans toute la province, travaillent à l'organisation des élections de Bracken et des indépendants. L'appui que le premier ministre donne à ces gens montre ses vraies couleurs. Nous savons à quoi nous en tenir, aujourd'hui, sur la prétendue indépendance des membres de l'Union nationale qui vont dans les divers comtés appuyer les candidats de M. Bracken, déguisés ou non. Si M. Magnan a droit à sa pension, c'est signe qu'il est malade, et on ne devrait pas envoyer un malade à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que fait le chef de l'opposition des chefs libéraux qui reçoivent des pensions de l'État?

M. Godbout (L'Islet): La véritable maladie de M. Magnan, je crois que c'est le premier ministre qui vient de la lui donner. Le premier ministre, cela est clair, viole la loi du service civil pour donner des candidats à M. Bracken. Cette discussion nous aura démontré cela. Le premier ministre va nous parler de promesses et il va faire des sorties d'ici à la fin de la session. Il ne dira pas ce qu'il faut penser d'un premier ministre qui promet d'abolir la taxe de 2 % et la remplace par une odieuse taxe de 6 %. Le premier ministre a montré à toute la province ses véritables couleurs.

Il a parlé d'un homme qui n'a pas le droit à la confiance populaire. Mais un homme qui n'a pas le droit à la confiance du peuple, c'est celui qui manque à sa parole, qui promet d'abolir la taxe de vente de 2 % en la remplaçant par une taxe de 6 %. Le premier ministre porte la responsabilité, comme procureur général, d'avoir laissé violer la loi du service civil pour donner un candidat à M. Bracken.

Que le premier ministre aille donc devant le peuple consulter le sentiment populaire et qu'il tente donc d'aller parler au peuple dans le moment. Il sera surpris. Quant à moi, je suis allé à Saint-Eugène dans

L'Islet, dimanche, pour aller parler en faveur et soutenir un homme qui représente ma pensée et qui va aller à Ottawa s'opposer à la conscription.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁶:

Le chef de l'opposition parle de la taxe de luxe. Six cents par piastre pour répandre les bienfaits de l'hygiène, de la santé publique et de l'éducation, ça vaut bien 50 cents dans la piastre pour procurer de la force physique et morale, ça vaut mieux que 50 cents, et davantage pour envoyer les jeunes Canadiens français se faire tuer en Europe et ailleurs, un peu partout. Six cents, payés en grande partie par les gens riches, pour contribuer à l'avancement de nos compatriotes, c'est mieux que mille millions donnés en cadeaux à des gens et des pays plus riches que nous. 6 cents pour permettre aux infortunés de la vie de mettre un peu de soleil dans leur existence, c'est travailler pour les siens; mais mentir aux siens, faire des serments par oubli ou par distraction, faire passer ses compatriotes pour des gens que l'on peut tromper à satiété, pour des gens qui peuvent à volonté parler pour ou contre King, ça, c'est les trente deniers de Judas. Le chef de l'opposition a menti aux siens en parlant contre King et en le dénonçant dans des déclarations publiques, puis aller appuyer ensuite un de ses candidats. Ce n'est pas le 6 sous bienfaisant, mais ce sont les trente deniers de Judas.

J'ai un mandat provincial que je n'ai pas sacrifié pour m'occuper de questions fédérales et que je remplis de mon mieux. J'ai mis dans la balance les forces physiques que la Providence a bien voulu me donner pour servir les miens. Le gouvernement provincial doit administrer en dehors des questions fédérales. C'est vrai que j'ai imposé une taxe de 6 cents par piastre.

Le fait que j'ai posé cet acte en pleine campagne fédérale prouve mon indépendance du fédéral et montre que je n'avais pas peur d'exécuter mon mandat provincial, alors que mes adversaires politiciens pouvaient exploiter cette attitude pour des fins partisans, comme ils voulaient. Si, en pleine lutte fédérale, j'ai posé un acte courageux en imposant une taxe de 6 %, c'est que je mets les intérêts du peuple avant ceux de mon parti.

Si j'avais eu à protéger des amis, j'aurais pu attendre. J'aurais pu ajourner la session et faire voter la loi de la taxe pour l'éducation et la santé publique après les élections fédérales, si j'avais eu un groupe de candidats à protéger.

Bien malgré moi, sans y penser, je suis content d'avoir contribué à présenter une loi qui oblige les citoyens à donner 6 cents dans le cent

piastres⁷ pour aider nos compatriotes. Je remercie la providence d'avoir contribué, bien à mon insu, à montrer clairement le peu de franchise de nos adversaires. Vous voyez, tous les trustards critiquer la loi et protester parce qu'on s'occupe des enfants pauvres. Ils ne critiquent pas les taxes odieuses d'Ottawa à 50 %, mais ils crient contre le 6 % provincial.

Ils n'ont rien trouvé à redire, lorsque le gouvernement a approuvé des milliards, pour aider l'Angleterre, ou des millions et des centaines de millions de dollars, pour financer le massacre de nos enfants sur les champs de bataille de l'Europe et d'ailleurs. Vous voyez le peu de sincérité de ces gens-là. Vous voyez jusqu'à quel point l'esprit de parti les aveugle. Dans une lutte où il est question de la vie ou de la mort de tout un peuple, de la récupération de nos droits, de la conservation de nos prérogatives et de la préservation de nos libertés les plus chères, ils ne pensent qu'à 6 cents. Ils ne parlent que de 6 cents.

Pendant 25 ans, le Parti libéral a exploité le peuple à toutes les élections en condamnant la conscription et en promettant de ne jamais l'imposer. Pendant 25 ans, les libéraux ont abusé de la bonne foi de notre peuple. Ils ont promis qu'il n'y aurait plus de guerre, plus de conscription. Ces gens-là furent les profiteurs de guerre les plus odieux qui ont vécu aux dépens de la crédulité populaire. Ils sont pires que les pires profiteurs.

Je me rappelle qu'on promenait dans une campagne politique deux individus blessés dans les mines de Thetford, en les faisant passer pour des blessés de guerre. Il était facile, alors, de prendre attitude de patriote. Mais quand la Providence a permis les événements douloureux qui ont ensanglanté le monde, leur lâcheté, leur hypocrisie, leur asservissement nous sont apparus.

Si le chef de l'opposition s'imagine qu'il va faire oublier ses reniements, ses abandons, en parlant de la taxe de 6 % pour l'éducation et l'hygiène, il se trompe. Nous, nous n'avons jamais taxé les pleurs, l'anxiété et l'inquiétude comme nos amis d'en face. Leurs petits discours ne suffiront pas à faire sécher les larmes des femmes, des mères, des fiancées, des sœurs. Ça prendra plus que leurs discours contre l'Union nationale pour faire oublier ces pleurs.

L'Union nationale est indépendante de tous les groupements. C'est si vrai que dans une entrevue au *Saturday Night* le chef de l'opposition se vantait d'avoir eu l'appui de plusieurs de mes partisans, car, disait-il, le premier ministre n'est pas un conservateur. Je ne suis ni conservateur, ni libéral,

mais Canadien attaché à ma province et décidé à faire tout ce que je peux pour débarrasser ma province de ceux qui l'ont ruinée et l'ont fait gémir au bénéfice d'un parti politique.

Les paroles du chef de l'opposition à cette occasion étaient en flagrante contradiction avec ses votes à l'Assemblée législative sur les motions contre la conscription présentées par le député de Québec (M. Chaloult). En examinant les votes donnés contre King, les serments par oubli ou par distraction, les déclarations en assemblées publiques en faveur de King, le geste de Judas, toutes proportions gardées, est relégué au second plan. La conduite de Judas fut odieuse, mais la conduite de celui qui sacrifie une race et un peuple est pire que celle de Judas. Je ne vise personne sauf une collectivité, celle de ceux qui trahissent toute une province et tout un pays.

Si les apôtres revenaient sur la terre pour parler de Judas, on leur dirait qu'il y a beaucoup mieux que cela. Ah, pourquoi toujours parler de l'affaire de Judas, quand on voit des gens nous reprocher d'avoir imposé une taxe de 6 cents par piastre?

M. Godbout (L'Islet): Les attaques du premier ministre ne m'atteignent pas, M. le président, mais les règlements de la Chambre ne lui permettent pas de parler comme il le fait. Je me demande si le premier ministre peut dire indirectement ce qu'il n'a pas le droit de me dire directement. J'espère tout de même, non pour moi, mais pour le respect dû à la Chambre et le decorum dans nos délibérations, que vous ne permettez pas à la discussion de continuer sur ce ton. M. le président, pour la décence des débats, il me semble que le premier ministre ne devrait pas avoir la permission de tenir pareil langage. Je soulève la question d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai mentionné personne, je n'ai pas parlé du chef de l'opposition, j'ai parlé de collectivité. Les règlements me permettent de parler d'une collectivité et vous avez décidé que l'on a le droit d'attaquer une collectivité. Je trouve étrange que le chef de l'opposition ait pris l'allusion pour lui-même.

M. Godbout (L'Islet): Je voudrais une décision sur mon point d'ordre, M. le président.

M. le président: Le premier ministre a émis un principe général, aucun nom n'a été jeté dans le débat, personne n'a été mentionné en particulier. Il

s'est adressé de façon générale à un groupe ou à une catégorie. Les gens de l'opposition ne peuvent se trouver visés. Je suis donc obligé de renvoyer le point d'ordre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département - dépenses diverses, traitements, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions municipales et exécution de travaux de drainage, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Godbout (L'Islet): Quels sont les travaux de drainage que le gouvernement va faire?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai demandé que les travaux importants en cours soient continués l'été prochain. Le chef de l'opposition sera satisfait d'apprendre que nous continuons les travaux importants qu'il a commencés.

M. Bienvenue (Bellechasse): Dans Bellechasse, des travaux de \$100,000 ont été commencés. Ils ont été arrêtés le lendemain de mon élection, sur l'ordre du chef de l'Union nationale.

Le gouvernement payait 85 %, et le conseil de comté payait le solde. Si on veut confier les travaux à un autre entrepreneur, je ne m'y oppose pas, du moment que les travaux soient continués.

Mon adversaire M. Émile Boiteau, avait dit que les travaux avanceraient plus vite, si le gouvernement changeait.

C'est sans doute pour cela qu'il est rendu dans Dorchester.

Les électeurs de Dorchester savent que les travaux dans Bellechasse sont complètement arrêtés et ils vont peut-être faire un travail à M. Boiteau, à cause de cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): Certains des travaux mentionnés par l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue) seront peut-être continués, mais je ne peux pas le promettre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le gouvernement va accorder une prime sur le fromage?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le débat sur le fromage est fini.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nos adversaires savent-ils que le fromage est un produit d'exportation et que le prix en est plafonné? On nous demande de faire payer par le gouvernement de Québec une prime qui devrait être payée par les consommateurs anglais.

M. Godbout (L'Islet): Ontario paie une prime sur le fromage aux cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour cette année, ce n'est pas encore décidé.

M. Godbout (L'Islet): Si Ontario cesse de payer la prime, ce sera à cause du mauvais exemple du gouvernement de l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture, traitements de professeurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Dépôt de documents:

Ministère des Travaux publics, rapport de 1943-1944

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1944. (Document de la session no 30)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement.

Adopté.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 21 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des agents de recouvrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 modifiant la loi des agents de recouvrement.

Ce bill défend à ces agents d'acheter ou de vendre des créances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Clinique d'aide
à l'enfance**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance.

Ce bill autorise l'établissement d'une clinique de l'aide à l'enfance qui sera attachée à la Cour des jeunes délinquants. Cette clinique sera composée de spécialistes en psychiatrie, en psychologie et en médecine qui agiront comme auxiliaires du tribunal pour examiner chaque cas et faire rapport au juge, avant que les enfants paraissent devant le tribunal. Ce bill prévoit que les jeunes délinquants seront soumis à un examen par des psychiatres, avant de comparaître en cour, afin de déterminer les causes de leur délinquance et appliquer les remèdes qui conviendront. Le rapport sera envoyé au juge, et si l'enfant est condamné, une copie du rapport sera envoyée à l'institution où on le placera.

En adoptant cette législation, le gouvernement ne croit pas que les moyens qui y sont prévus régleront tout le problème, mais il pense que la mesure devrait certainement aider à trouver une solution appropriée. Dans l'État de New York, des endroits appelés centres d'accueil ont récemment été mis sur pied en se basant pratiquement sur le même principe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi d'aide
à l'Université de Montréal**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Le Conseil d'administration sera autorisé, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, à nommer une commission composée d'un seul membre, pour étudier les problèmes se rattachant à l'Université, étudier toute l'organisation actuelle des diverses facultés dans le domaine de l'enseignement sauf la Faculté de théologie et celle de philosophie, et faire les recommandations concernant les facultés de la province. Le conseil d'administration pourra aussi nommer un auditeur-comptable. En vertu de ce projet de loi, l'octroi annuel de \$375,000 sera porté à \$800,000 pour une période de deux ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Département des
Ressources hydrauliques**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 constituant le département des Ressources hydrauliques.

Ce projet constitue un département des Ressources hydrauliques distinct de celui des Terres et Forêts. Le ministre des Ressources hydrauliques sera chargé de contrôler l'exploitation des pouvoirs d'eau concédés.

La création de ce département est nécessaire pour le développement de l'électrification rurale. Le nouveau département sera présidé par le ministre des Terres et Forêts du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
service civil**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 modifiant la loi du service civil.

Le bill comporte trois amendements importants à la loi du service civil. Premièrement, si le gouvernement décide de nommer une commission de trois membres, l'un des membres sera choisi sur la recommandation de l'Association du service civil, sur la recommandation des employés. Deuxièmement, l'autre amendement a pour but d'incorporer à la loi une disposition de la loi fédérale, suivant laquelle le gouvernement d'Ottawa peut, lorsque les circonstances l'exigent, soustraire à l'application de sa loi une catégorie d'employés. La Commission aura le pouvoir de soustraire à sa juridiction certains employés ou catégories d'employés appartenant au service extérieur, mais elle ne pourra le faire pour les employés appartenant au service intérieur.

À ce point de vue, la loi se rapproche considérablement de la loi fédérale. Troisièmement, on procédera à une nouvelle classification très complète des employés.

Ce bill ne sera pas modifié, mais le nombre de commissaires sera augmenté à trois comme avant; ces commissaires examineront la question de la classification des employés et dresseront leur rapport avant la prochaine session.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 modifiant la loi concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

La compagnie d'électricité de Mont-Laurier, qui dessert la région de Mont-Laurier, a entrepris de se développer dans le cadre des projets du ministère des Travaux publics, mais les plans n'ont pas reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et tous les droits relatifs à l'eau n'ont pas non plus été cédés à l'époque. En 1943, la Législature a adopté une loi prévoyant l'approbation des projets par le lieutenant-gouverneur en conseil ainsi que l'octroi des concessions d'énergie hydroélectrique nécessaires, l'ensemble de ces dispositions devant prendre effet comme si elles avaient été approuvées en 1926.

Cependant, la loi de 1943 rendait la compagnie responsable de tous les dommages causés non seulement par la compagnie, mais par des tiers, ce qui a donné lieu à une poursuite par la Eagle Lumber Company contre la compagnie d'électricité pour une somme de \$138,000, plus \$12,000 de frais. La compagnie possède des bons en circulation pour une valeur de \$100,000, et un examen de la situation amène maintenant le gouvernement à présenter un amendement à la loi pour remédier aux injustices provoquées par cette loi de 1943 et pour que la compagnie ne soit plus tenue responsable de tous les dommages causés par celle-ci ou par d'autres, pour une période d'environ 20 ans. Le projet de loi actuel limitera les dommages à ceux causés par la compagnie d'électricité de Mont-Laurier et non à ceux causés par d'autres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 70 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la petite propriété des militaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 66

modifiant la loi pour la protection de la petite propriété des militaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Clinique d'aide à l'enfance

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance.

Adopté.

Loi d'aide à l'Université de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Adopté.

Ministère des Ressources hydrauliques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 constituant le département des Ressources hydrauliques.

Adopté.

Motions des députés⁸:

Marine marchande

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 25 avril dernier, sur la motion du représentant de Québec-Centre (M. Morin) proposant que cette honorable Chambre exprime le vœu auprès du gouvernement fédéral que le Canada, après cette guerre, ait une marine marchande appropriée à son commerce d'exportation.

M. Morin (Québec-Centre): Je croyais que le débat sur ma motion ne serait que mercredi, jour des députés. Je n'ai pas ma documentation, mes notes et statistiques.

Le chef du gouvernement ne m'a même pas prévenu que ce débat serait continué ce soir. La plus élémentaire courtoisie aurait dû inciter le premier ministre à m'avertir au moins à la fin de la séance de l'après-midi.

Je dirai simplement que, samedi, l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie (M. Beaulieu) a prononcé un discours à Sherbrooke dans lequel il a résumé ce que j'avais à déclarer à la Chambre et a réclamé comme moi la création d'une marine marchande canadienne. Vu que je suis prêt à voir adopter ma motion sans plus de discussion, afin de ne pas trop retarder le travail de la session et comme on a déjà exprimé de précises opinions à ce sujet, je n'ai pas d'objection à ce que la Chambre adopte ma motion, réclamant une marine marchande.

La motion est adoptée.

Logement

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre, devant l'urgence du problème du logement, exprime l'opinion que le gouvernement provincial s'occupe immédiatement à y apporter les solutions qui s'imposent.

Il (M. Laurendeau) reproche au premier ministre de ne lui avoir pas donné un avis de cinq minutes. Cette motion est sur le *Feuilleton* depuis le 13 mars et à sept reprises, j'ai demandé qu'on l'appelle pour en discuter. Toujours, des raisons ont été apportées pour en remettre la discussion. Il s'agit surtout des taudis dans la ville de Québec et dans celle de Montréal. Les deux facteurs principaux de cette crise sont, à mon avis, l'inaction passée des gouvernements, quels qu'ils soient, et la situation créée par la guerre, avec les déplacements de population qui en ont été la conséquence.

Il (M. Laurendeau) explique ce qu'il faut entendre par crise du logement. La crise du logement signifie qu'à Montréal plus de 1,200 familles vivent dans des caves, des garages, des entrepôts, dans des lieux qui ne conviennent pas à des êtres humains, où on n'oserait pas faire vivre des bêtes. Il y a dans la métropole au moins un millier de taudis. Même dans les logis convenables, les familles vivent entassées. 2, 3 et même 4 familles s'entassent dans de petites pièces et où on observe les règles les plus élémentaires de l'hygiène. Les enfants manquent d'air. Cette promiscuité est déplorable et aussi dangereuse pour l'hygiène que pour la morale. Ce

sont des situations inhumaines pour des êtres humains, selon moi. Pareil état de choses est dangereux, immoral et contre toutes les lois de l'hygiène.

Par ailleurs, les statistiques révèlent que peu de familles possèdent des logis à elles. Au point de vue social, la crise du logement signifie que 11 % des maisons seulement sont occupées par leurs propriétaires à Montréal, 25 % à Québec, 23 % à Sherbrooke, 9 % à Verdun et 22 % à Trois-Rivières. Au point de vue de la santé et de la famille, le problème du logement est un des plus graves que nous ayons à régler. Le problème est urgent et appelle l'attention et une solution immédiates du législateur. Je demande au gouvernement d'adopter au plus tôt une politique encourageant les Canadiens français à devenir propriétaire.

Toute une série de causes ont provoqué cette crise du logement dont les principaux facteurs sont l'inaction passée des gouvernements, tous les gouvernements, dans le domaine de l'habitation et la situation créée par la guerre. Les causes lointaines de la crise sont: l'absence d'un plan d'ensemble et d'urbanisme; les bas salaires payés aux pères de famille; la situation lamentable du petit propriétaire, qui tend à disparaître à cause des taxes trop lourdes qui pèsent sur lui, alors que dans bien des cas le gros propriétaire est exempté des impôts; le petit nombre de placements dans la construction; la spéculation sur les terrains, et le déplacement des populations de la campagne vers les villes. Au mois de mai, 3,300 familles n'avaient pas de logis à Montréal. On a réussi à les entasser, c'est tout. On n'a pas augmenté le nombre de logements.

La situation était déjà grave en 1930 et, de 1930 à 1939. Puis il y a eu la grande erreur des secours directs, des travaux remédiateurs au chômage, alors qu'il aurait fallu un grand programme de travaux publics. Avec cette politique, on n'a fait que laisser tomber un peu d'argent, non pour faire vivre des familles, mais pour les empêcher de mourir de faim. On n'a pas créé d'œuvres nécessaires, on n'a pas fait de grands travaux qui auraient véritablement aidé la population. Il aurait fallu un plan d'ensemble et entreprendre de grands travaux de bâtiment. Il (M. Laurendeau) place la responsabilité sur le gouvernement fédéral et sur le pouvoir central.

Nous aurions pu faire de grands travaux publics dans cette province, lors de la dernière crise, afin de faire disparaître les taudis. Ici, j'adresse des reproches à toutes les administrations tant libérales que de l'Union nationale, qui ne s'en sont pas

occupées. Le problème du chômage doit être réglé dans l'intérêt de la famille. Il est urgent et je demande au gouvernement d'y consacrer ses efforts.

Il (M. Laurendeau) cite le rapport Sirois pour démontrer que la responsabilité du problème du logement incombe au provincial. Sans obligation de sa part, Ottawa a passé plusieurs lois pour régler le problème du logement. J'estime que le gouvernement seul peut apporter une solution. Actuellement, l'initiative privée est incapable de trouver seule une solution convenable. Le prix moyen du loyer mensuel, à Montréal, est actuellement de \$26. Par suite des restrictions et de la rareté des matériaux, il est impossible de construire pour louer à moins de \$35 ou \$40. Si le gouvernement ne vient pas à la rescousse, une partie de la population devra continuer à habiter des logements inhumains.

En somme, ce terrible problème du logement dépend dans une large mesure de l'inaction et du manque de vision des administrations passées, libérales ou d'Union nationale, peu importe, qui ne se sont pas occupées de ce problème, ou l'ont fait d'une façon insuffisante ou trop tard. Il n'y a pas eu de véritable plan d'ensemble. Et sans une aide du gouvernement ou de sociétés comme les coopératives, il est impossible d'apporter une véritable solution au problème.

Il (M. Laurendeau) suggère ensuite des remèdes à la situation. D'abord, le provincial devrait s'entendre avec le fédéral pour faire cesser immédiatement les restrictions. Ensuite il doit collaborer avec les municipalités. Je demande au gouvernement provincial de faire des démarches auprès des autorités fédérales pour faire lever immédiatement les restrictions sur les matériaux de construction. Cette initiative appartient au gouvernement québécois. Simple député, je n'ai pu présenter un projet de loi et j'ai dû me contenter d'une simple motion. Je crois cependant que la loi passée l'an dernier aurait pu servir de point de départ.

Il (M. Laurendeau) propose une amélioration de la loi de l'habitation adoptée l'année dernière de façon à aider les petits constructeurs. Le gouvernement n'aurait eu qu'à mettre des montants encore plus considérables à la disposition des coopératives d'habitation. Il (M. Laurendeau) suggère également la création obligatoire de corps d'urbanisme dont l'une des tâches serait de prévenir les taudis. Le gouvernement provincial devrait entreprendre la suppression des taudis par l'imposition de plans d'ensemble et l'urbanisation des grands centres.

Il (M. Laurendeau) suggère aussi la nomination d'une commission du logement qui verrait à la mise en marche d'un plan d'ensemble, et qui servirait d'intermédiaire auprès des corps publics et agirait comme moteur principal dans le règlement de la question du logement. Enfin, il souligne l'urgence d'une solution aux points de vue social, national et hygiénique.

Il (M. Laurendeau) insiste sur le caractère aigu et intolérable du problème de l'habitation dans la province, il en réclame la solution immédiate de la part des gouvernants québécois. Il demande pour la famille nombreuse du Québec des habitations vraiment familiales.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ai déjà présenté une semblable motion quand j'ai été élu député en 1931. Je félicite le député de Laurier d'avoir fait des suggestions pratiques. Cette motion est d'une grande importance et j'espère que le gouvernement va y donner suite.

Dans le temps du chômage, les administrations fédérale, provinciale et municipale ont dépensé à Montréal \$200,000,000 pour toutes sortes de travaux. Il y eut en 1931, pendant la crise du chômage, une entente tripartite entre les gouvernements fédéral, provincial et la ville de Montréal. En vertu de ce plan tripartite, les administrateurs municipaux du temps auraient pu construire des logements salubres à Montréal. On a préféré construire des vespasiennes et des marchés, constructions utiles et nécessaires mais moins urgentes que des logements.

En 1935 et 1936, le problème du logement se posait avec acuité aussi, mais le gouvernement de l'Union nationale, en dépit de ses promesses, n'a rien fait pour la pénurie de logements à Montréal. Il a bien construit un Jardin botanique et dépensé une fortune sur l'Île Sainte-Hélène, mais rien pour faire disparaître les taudis. Ces travaux ont leur utilité, mais combien de logements n'aurions-nous pas construits avec ces \$200,000,000? Il (M. Francoeur) critique les voies élevées à Montréal, mais il les attribue surtout à l'absence d'un plan d'ensemble.

Je demande au gouvernement provincial actuel de prendre ses responsabilités et faire des démarches auprès d'Ottawa pour obtenir l'aide nécessaire, et pour faire tomber les restrictions qui empêchent la construction.

J'espère que l'Union nationale, qui a tant fait de promesses à propos des logements, profitera de la loi du gouvernement Godbout et de la loi fédérale pour assurer des constructions d'habitations à Montréal et ailleurs.

Il ne faut pas oublier que Montréal va rester le point de mire du commerce. Je demande au gouvernement de faire son possible pour venir en aide aux familles qui viennent à Montréal dans des conditions malsaines. J'approuve donc la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau).

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Le gouvernement fait de son mieux pour résoudre le problème. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) doit plutôt s'en prendre à l'administration municipale de 99 conseillers, telle que formée par le régime libéral à Montréal, et non pas au gouvernement de l'Union nationale qui vient d'arriver au pouvoir.

Il est vrai qu'il y a des taudis à Montréal. Et s'il y a des taudis à Montréal, l'ancien gouvernement qui a imposé la tutelle à la métropole, en 1940, aurait dû s'occuper de ce problème. Le gouvernement provincial devrait alors faire des merveilles. Depuis que la ville de Montréal a été mise en tutelle et que le gouvernement précédent a placé à sa tête ce qui devait être les meilleurs cerveaux, rien ne s'est fait sous cette tutelle libérale pour améliorer la situation et faire disparaître les taudis.

À l'heure actuelle, ce sont des amis de l'opposition qui administrent la ville. Pourquoi ne viennent-ils pas nous faire les suggestions nécessaires? Ils sont 99 pour étudier ce problème. Ils ont avec eux des représentants de tous les corps publics. Je me demande pourquoi les administrateurs de Montréal n'ont pas fait comme ceux de Québec, c'est-à-dire préparer des projets et venir demander l'aide financière de la province.

Les autorités municipales ont fait quelque chose pour faire disparaître les taudis, mais à Montréal il ne se fait rien. Je félicite les administrateurs de la ville de Québec d'avoir tenté de résoudre le problème des taudis et je regrette que ceux de Montréal n'en fassent pas autant.

Que le député de Laurier aille donc faire une conférence devant ces gens-là et soumettre ses observations au conseil de ville de Montréal. Les administrateurs municipaux de la métropole sont au nombre de 99; ils devraient être assez nombreux pour nous faire des suggestions constructives tendant à régler le problème. Ce sont eux qui devraient trouver les solutions qui s'imposent. Si l'administration de Montréal a des recommandations à faire, elle n'a qu'à venir poser ses problèmes au gouvernement et elle sera bien reçue. Le comité exécutif devrait préparer un plan et nous le soumettre ensuite.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) que la Chambre passe immédiatement à l'ordre du jour, soit une autre motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) relative au traitement des institutrices rurales.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Quel est le sens de cette motion?

M. Godbout (L'Islet): Cette proposition n'a d'autre but que de simplement priver l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) de son droit de réplique et clore le débat sans prendre de vote. Je proteste au non de la liberté de parole. Pourquoi ne pas suivre la coutume régulière?

M. Chaloult (Québec): Pourquoi cette procédure extraordinaire? Est-ce qu'on veut éviter de prendre le vote? On devrait permettre au député de Laurier d'exercer sa réplique. Cette procédure a pour but d'empêcher la réplique du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et la prise d'un vote sur la question du logement où le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) blâmait le gouvernement.

M. Bienvenue (Bellechasse) et M. Laurendeau (Montréal-Laurier) se déclarent surpris d'une telle procédure. Ils font observer qu'elle leur paraissait avoir pour but de priver le député de Laurier de sa réplique sur sa motion.

M. Bienvenue (Bellechasse) demande pourquoi on écarte la motion sur le logement et pourquoi on ne suit pas la procédure régulière en appelant simplement l'autre motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invoque l'article 204⁹ des règlements pour justifier la motion Larivière, disant que cette procédure était régulière, que personne ne s'était levé pour prendre la parole après le député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) et que, par ailleurs, la motion Laurendeau consistait à faire mettre les responsabilités sur les épaules de ceux à qui elles n'appartiennent pas. Elle rejetait sur la province, au sujet du problème du logement, une responsabilité qui appartient au fédéral.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le gouvernement veut clore le débat.

M. Drouin (Abitibi-Est) veut discuter la question du logement dans son comté.

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Drouin (Abitibi-Est): Si nous n'avons plus le droit de parler, démissionnez et faites des élections.

(Applaudissements)

Traitement des instituteurs

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que la Chambre passe maintenant à l'affaire du jour qui se lit comme suit:

"M. Laurendeau, Motion:

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait mettre immédiatement à l'étude, en attendant toute modification possible de notre système de taxation scolaire, la question d'assurer aux commissions scolaires, après détermination de la capacité de payer des contribuables locaux, les subventions nécessaires pour assurer un traitement équitable aux instituteurs et institutrices, eu égard à l'importance de leurs fonctions. Dans le cas des institutrices rurales en particulier, le gouvernement devrait s'enquérir de la possibilité d'assurer lui-même aux commissions scolaires les fonds nécessaires: *a.* pour assurer un minimum de \$600; *b.* pour couvrir en entier le paiement d'une augmentation de \$50 par année de service jusqu'à un maximum de \$1,000.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gosselin, Goudreau, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Thellier, Thuot, Vachon, 36.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Chaloult, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Laurendeau, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Samson, 20.

La motion du représentant de Témiscamingue (M. Larivière) est adoptée, écartant ainsi celle du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau).

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai été pris par surprise et je n'ai pas ma documentation devant moi. Je n'entends pas m'exprimer au sujet de la motion dans un si court délai et sans préparation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère au député de Montréal-Laurier de demander l'ajournement du débat.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que le débat soit maintenant ajourné. Je demande que le débat sur la motion suivante, qui est inscrite à mon nom, soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée.

Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Charte de Magog

M. Bergeron (Stanstead) propose que le bill 158 modifiant la charte de la ville de Magog, ayant pour objet d'aider la population ouvrière de la ville de Magog et, pour des raisons incontrôlables, n'ayant pu être présenté dans les délais réglementaires, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Association des instituteurs protestants

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill 103 modifiant la charte de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, ayant pour objet de favoriser l'instruction publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Charte de Windsor

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill 148 modifiant la charte de la ville de Windsor n'ayant pu être présenté dans les délais réglementaires, dû à certaines circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, en vertu de l'article 603 des règlements, leur soient remboursés.

Adopté.

Loi de la petite propriété des militaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi pour la protection de la petite propriété des militaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 45, intitulée "Loi pour la protection de la petite propriété des militaires", est modifiée en remplaçant le mot "Tout"; dans la première ligne par les mots "Pendant qu'il est en service actif ou dans les six mois qui suivent sa démobilisation, tout"¹⁰.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Une loi votée en 1943 permet déjà à un militaire, pendant qu'il est en service actif, de demander et d'obtenir un délai pour le paiement des dettes portant hypothèque ou privilège de vendeur sur son immeuble.

La mesure que je présente et qui a été approuvée par la Légion canadienne, a pour objet de prolonger jusqu'à six mois après sa démobilisation, le temps pendant lequel un militaire peut faire cette demande.

M. Godbout (L'Islet) et M. Bienvenue (Bellechasse): Le délai fixé ne suffit pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** déclarent que cette mesure offre la meilleure protection possible aux militaires qui sont rentrés chez eux.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 66 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. M. Clarence Decatur Howe s'engage en politique en 1935 et devient alors député libéral de Fort Arthur, en Ontario. Il devient ministre des transports en 1936, et, en 1940, ministre des munitions et approvisionnements dont la tâche était de gérer la production de guerre du Canada.

2. *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 3, rapporte une affirmation beaucoup plus directe: "Il ne peut être question d'expropriation."

3. *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 3, parle plutôt du ministre du Travail mais comme il s'agit d'une question d'aqueduc, *Le Soleil* du 22 mai 1945, à la page 5, parlant du ministre des Affaires municipales, semble plus juste.

4. Ce chiffre provient de *La Presse* du 22 mai 1945, à la page 9, alors que *L'Événement* du 22 mai 1945, à la page 3, parle de 27 candidats affiliés au parti de M. Bracken.

5. *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 2, ajoute à la suite de cette intervention de M. Duplessis: "consternation générale."

6. *L'Action catholique* du 22 mai 1945, à la page 3, souligne que "le premier ministre contre-attaqua avec une vigueur exceptionnelle. C'est probablement la première fois depuis le début de la session qu'il prononçait un discours d'une telle véhémence. Le premier ministre prend le ton de la catilinaire." *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 2, fait remarquer que "M. Duplessis, rouge de colère, s'échauffant à mesure qu'il parle".

7. *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 2, précise que ce doit être un "lapsus du premier ministre, il veut dire 6 cents dans la piastre."

8. *Le Canada* du 22 mai 1945, à la page 14, précise: "à l'ouverture de la séance, l'honorable Maurice Duplessis décide d'intervertir l'ordre des débats. Le premier ministre, qui a causé un esclandre dans l'après-midi, a évidemment peur d'une riposte. Bien que le mercredi soit la journée des motions des députés, l'honorable M. Duplessis appelle la motion de M. William Morin (Québec-Centre) pour réclamer une marine marchande."

9. L'article 204 se lit comme suit: "1. Une motion proposant de passer aux affaires du jour, à l'affaire du jour suivante ou à une affaire du jour déterminée peut toujours être faite, excepté lorsque la Chambre est saisie d'une question d'ajournement, d'une question de privilège, d'une question d'ordre ou de règlement ou de la question préalable."

10. Selon la note explicative du bill no 66, "la loi 7 George VI, chapitre 45, permet à un militaire, pendant qu'il est en service actif, de demander et d'obtenir un délai pour le paiement des dettes portant hypothèque ou privilège de vendeur sur son immeuble. Le but du présent bill est de prolonger jusqu'à six mois après sa démobilisation le temps pendant lequel il peut faire cette demande."

Première séance du mardi 22 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Département des
Ressources hydrauliques**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 constituant le département des Ressources hydrauliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 67 constituant le département des Ressources hydrauliques.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 2 de la loi des départements (Statuts refondus, 1941, chapitre 43), modifié par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 55, et par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 39, soit de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 5°, le suivant:

"5° a. Le département des Ressources hydrauliques présidé par le ministre des Terres et Forêts; lorsqu'il agit comme ministre du département des Ressources hydrauliques, ce ministre porte le titre de "ministre des Ressources hydrauliques";".

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner que toute partie des sommes votées par la Législature pour l'année financière 1945-1946, pour des fins du ressort du département des Terres et Forêts, soit employée pour des fins du ressort du département des Ressources hydrauliques constitué en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et il pourra ordonner que, pour la même année, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du département des Ressources hydrauliques pour le paiement des traitements et dépenses de ce département.

Le but du bill est de créer deux départements sous une même direction: un département pour les Terres et Forêts et un autre pour les Ressources hydrauliques, car ce service prend de plus en plus d'expansion. Ce département des Ressources hydrauliques sera présidé par le ministre des Terres et Forêts; celui-ci portera le nom de ministre des Ressources hydrauliques lorsqu'il agira comme ministre.

Le ministre sera ainsi chargé de contrôler l'exploitation des pouvoirs d'eau concédés, de surveiller l'administration et l'exécution des lois concernant le régime des eaux courantes, les forces hydroélectriques et les organismes de contrôle, de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'électricité, et de favoriser par tous les moyens qu'il juge équitables et efficaces l'exploitation et l'utilisation des ressources hydrauliques de la province, au bénéfice de la province.

Comme le service des ressources hydrauliques passe au rang du département, la nomination d'un sous-ministre, qui n'est pas encore désigné, s'imposera. La création d'un département des Ressources hydrauliques était devenue indispensable pour la bonne administration et s'impose principalement à la suite du programme d'électrification rurale et des développements hydroélectriques. Le nouveau département devra accorder une attention particulière à l'électrification rurale qui sera entreprise immédiatement après la session.

M. Hamel (Saint-Sauveur) appuie ce qui a été dit au sujet du développement hydraulique dans la province. Mais, dit-il, je ne vois pas l'utilité de ce changement. Le département me semblait bien organisé. Le ministre a déjà tous les pouvoirs qu'il demande dans la loi générale de son département et

la nouvelle mesure n'a pour effet que de permettre au gouvernement de nommer d'autres amis à des fonctions publiques. On augmente les dépenses, sans améliorer quoi que ce soit.

Les questions hydrauliques et les questions de terres et forêts sont tellement connexes, qu'il faudra toujours qu'on discute avec les deux départements avant de prendre une décision. Pourquoi, sinon pour nommer un autre sous-ministre et faire des dépenses additionnelles, procéder à un tel changement? Ces dépenses me paraissent absolument inutiles. Elles vont absorber une partie des nouvelles taxes.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le seul service de l'électrification rurale, qui dépendra du nouveau département, nécessiterait la nomination d'un sous-ministre. Que le député aille s'en rendre compte, s'il le veut. Il constatera combien on a reçu de demandes, à date, pour l'électrification rurale. Dans les seuls comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, 27 paroisses sont à s'organiser pour profiter des dispositions de la nouvelle loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne l'importance grandissante du service des ressources hydrauliques. M. Ovila Bédard, sous-ministre des Terres et Forêts, a du travail pour occuper tous ses instants dans ce département. On ne peut lui demander de s'occuper aussi du service des ressources hydrauliques, où il y a de graves problèmes à régler. On ne peut lui demander de tout faire. Il a trop de travail. La tâche est devenue trop considérable pour un seul sous-ministre, si compétent qu'il puisse être. Si les libéraux ont jugé à propos de nommer deux sous-ministres pour les poissons, ils devraient comprendre aujourd'hui l'opportunité de nommer un sous-ministre des ressources hydrauliques.

Nous voulons créer deux branches distinctes sous la direction du même ministre. C'est devenu nécessaire et indispensable. D'ailleurs, l'importance des ressources hydrauliques est telle que la nomination d'un sous-ministre pour s'occuper exclusivement des problèmes de ce service eût dû être faite depuis longtemps. Il est nécessaire, indispensable de créer un nouveau département.

M. Chaloult (Québec): Je ne vois aucune objection à ce que l'on centralise les divers organismes d'électricité sous une même direction. J'insiste, cependant, pour que le titulaire des fonctions de sous-ministre du nouveau département

soit un homme de haute compétence et qui n'ait aucune sympathie particulière pour les gros intérêts. Je regrette qu'on n'ait pas fait connaître le nom de celui qui sera choisi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le choix du sous-ministre est une question que nous allons étudier avec soin. On est présentement à étudier s'il est préférable de nommer un homme de loi ou un ingénieur. Certains croient que nous devrions nommer un homme de loi, parce qu'il y aura un grand nombre de questions légales à trancher; d'autres sont d'avis que le poste devrait revenir plutôt à un ingénieur qui s'est spécialisé dans les questions hydrauliques. Il y a du pour et du contre dans les deux cas.

M. Chaloult (Québec): En tout cas, il est essentiel que le nouveau sous-ministre n'ait aucune sympathie quelconque pour les compagnies d'électricité.

M. Godbout (L'Islet) appuie ce qui a été dit au sujet du développement hydraulique dans la province¹. Le département des Terres et Forêts est probablement l'un des plus importants de l'administration, au point de vue des revenus qui en découlent et des décisions qu'il faut prendre, parfois, sur quelques questions particulières. Mais les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation sont beaucoup plus compliqués à administrer; des problèmes plus importants encore se soulèvent au Secrétariat de la province et au ministère du Travail. D'ailleurs, les diverses commissions nommées au département des Terres et Forêts sont là pour alléger le travail du ministre et du sous-ministre. L'administration des terres et forêts est moins compliquée que celle de plusieurs autres départements qui n'ont qu'un seul sous-ministre. Je ne vois pas la nécessité d'ajouter une dépense d'une centaine de mille dollars.

Tel qu'il est organisé aujourd'hui, le service des ressources hydrauliques, qui est sous la direction du ministère des Terres et Forêts, est parfaitement capable de superviser les affaires hydroélectriques de la province. Les diverses commissions nommées dans ce ministère rendent absolument inutiles les nouvelles dépenses que l'on veut faire. Je ne vois donc pas de raison pour créer ce nouveau département. Le seul avantage que je vois dans cette loi, c'est que le nouveau régime, qui aime à gaspiller pourrait dépenser une centaine de mille dollars de plus.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le service hydraulique ne coûte, à l'heure actuelle, que \$25,000 par année. Je ne vois pas comment le nouveau département coûterait beaucoup plus cher.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La création d'un nouveau département n'apportera pas beaucoup de changement dans la procédure, car, il est impossible de considérer le problème hydraulique sans considérer aussi le problème forestier. Le problème hydraulique est lié au problème forestier. Pourquoi les diviser? Les deux ne se séparent pas. Le sous-ministre des Ressources hydrauliques devra réunir les officiers du département des Terres et Forêts chaque fois qu'il aura un problème à étudier. C'est ce qui se faisait jusqu'ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est ridicule de prétendre que le nouveau département va coûter \$100,000 à la province. Ça ne coûtera pas plus de \$25,000. D'ailleurs, la loi autorise le gouvernement à ne dépenser que \$50,000 à cette fin.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais alors, pourquoi demander \$50,000, si ça ne coûtera que \$25,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est toujours préférable de demander plus et de dépenser moins.

Les députés de l'opposition rient.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées. Adopté après division.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 67 constituant le département des ressources hydrauliques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi d'aide à l'Université de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 19 de la loi pour venir en aide

à l'Université de Montréal (3 George VI, chapitre 69), remplacé par l'article 1 de la loi 5 George VI, chapitre 7, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à payer à la société, pour les mêmes fins, pour une période n'excédant pas deux ans à compter de l'année financière 1944-1945, une somme additionnelle de quatre cent vingt-cinq mille dollars par année."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai eu une entrevue avec l'archevêque de Montréal qui m'a demandé une législation que j'ai fait préparer par Me Éméry Beaulieu.

M. Bienvenue (Bellechasse): Combien les deux universités canadiennes-françaises ont-elles reçu du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les universités de Montréal et de Québec ont reçu des millions du gouvernement de la province. Il (M. Duplessis) note la situation financière plus favorable dans laquelle se trouvent les universités anglophones, à cause des dons et legs accordés par des richards anglais. Nos universités ne peuvent compter sur les munificences de mécènes, comme c'est les cas pour les universités anglaises.

Il y a plus de canadiens français riches qu'on ne le croit. Et il est malheureux de constater combien nos compatriotes riches, très riches même, se désintéressent des universités et autres institutions canadiennes-françaises et ne pensent pas à léguer des dons à nos universités. On dirait que l'acquisition des biens de ce monde leur fait perdre le sens des responsabilités. Le gouvernement est obligé de suppléer constamment au manque de générosité de ces compatriotes qui sont millionnaires ou quasi. Et ils sont plus nombreux qu'on pense.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a raison de dire que nos Canadiens français riches sont plus égoïstes, ont moins de souci du bien commun et de la solidarité nationale que nos compatriotes de langue anglaise. L'Université McGill possède des gouverneurs qui sont très généreux et ne compte pas les octrois du gouvernement. Dans nos universités, on nomme des gouverneurs qui sont millionnaires, afin de les intéresser à l'œuvre de l'éducation, et la plupart du temps, ils ne donnent rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y en a même qui se font payer.

M. Chaloult (Québec): Si nos compatriotes riches ne se montrent pas plus généreux et continuent à ignorer ainsi le devoir social qui leur incombe, du fait que la Providence les a particulièrement favorisés, je me demande s'il ne faudrait pas un jour mettre un plafond sur la richesse et sur les revenus. L'élite canadienne-française ne sait pas subvenir aux besoins essentiels de nos universités.

Il est regrettable que les Canadiens français qui sont riches s'intéressent si peu à leur communauté. À quoi cela sert-il d'épargner de l'argent, si l'on ne fait pas profiter la communauté d'au moins une partie de cet argent? Je suis heureux que le premier ministre ait souligné cet aspect égoïste de nos gens riches. J'approuve le chef du gouvernement et je le félicite pour la présentation d'une telle mesure.

M. Godbout (L'Islet): Je suis un de ceux qui croient que l'éducation chez nous est une œuvre primordiale et qu'elle doit être soutenue par le gouvernement, à cause des conditions particulières de notre population. Il est vrai que nous avons quelques Canadiens français qui sont millionnaires, dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y en a beaucoup. On serait surpris si on les connaissait tous.

M. Godbout (L'Islet): Je ne sais pas jusqu'à quel point ils peuvent être généreux. Mais à mon avis, je crois que ce qui manque surtout, la principale raison pour laquelle nos maisons d'enseignement supérieur ont besoin de l'appui du gouvernement, c'est que nous n'avons pas cette classe moyenne aisée que l'on trouve dans la population de langue anglaise. Ailleurs, les œuvres d'éducation sont soutenues en grande partie par le public. Chez nous, c'est le gouvernement qui doit faire la plus grande part.

Je demande au gouvernement de ne pas oublier l'Université Laval de Québec et de continuer ses générosités envers cette université qui a particulièrement besoin d'une nouvelle École de médecine. Mon gouvernement a reçu une demande d'aide de l'Université Laval pour la construction d'un nouvel immeuble, afin de loger la faculté de médecine.

Je demande au gouvernement actuel de continuer l'étude de ce problème. Plusieurs facultés et écoles de Laval sont dans une situation intenable à cause de l'exiguïté de leurs locaux.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle la passation de sa loi de 1939 pour venir en aide à l'Université de Montréal et l'aide accordée par son gouvernement à cette institution. Mais on constate qu'il existe un manque de cohésion entre les diverses facultés et écoles. Il faut une réforme. Mgr Charbonneau, chancelier de l'Université et président de la société d'administration de l'Université de Montréal, la demande. Le bill est présenté à sa demande. Voilà pourquoi la société d'administration désignera un enquêteur et un vérificateur, car le problème comporte un double aspect, un côté éducatif et un côté financier.

En premier lieu, le bill autorise la nomination, par la société d'administration de l'Université, avec l'approbation du gouvernement, d'un commissaire enquêteur pour faire enquête sur l'organisation, la direction, l'administration, le fonctionnement et les besoins, aux points de vue pédagogique et financier, des diverses facultés et écoles de cette institution, à l'exception des facultés de théologie et de philosophie. Le commissaire-enquêteur et le comptable-vérificateur reçoivent tous les pouvoirs nécessaires pour conduire leurs recherches à bonne fin.

En second lieu, le bill permet au gouvernement de porter à \$800,000 par année, pour une période de deux ans, la subvention annuelle de \$375,000.

Ce montant est nécessaire pour subvenir aux besoins financiers urgents de l'université montréalaise.

D'ici à deux ans, on espère que le commissaire enquêteur aura été en mesure de soumettre son rapport et de recommander les réformes qui s'imposent. Enfin, le bill autorise l'annulation de tous les contrats signés par l'Université de Montréal avant le 1^{er} janvier 1945. Concernant ces contrats annulables, la loi de 1939 renfermait une stipulation semblable. Il y a des abus à réprimer et des erreurs ont été commises à propos de ces contrats. L'exécution de cette mesure est confiée au président du conseil exécutif.

La mesure a été soumise à Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, qui l'a approuvée. Il n'y a aucun doute que telle qu'elle est organisée actuellement, l'Université de Montréal ne pourrait pas être administrée sans l'aide du gouvernement. Il y a eu des abus qui doivent être réprimés. Voilà pourquoi une enquête est nécessaire. La Chambre se doit de faire l'unanimité sur une mesure destinée à aider considérablement l'université de la métropole.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi pour venir en aide à l'Université de Montréal (3 George VI, chapitre 69, modifié par les lois 4 George VI, chapitre 3, et 5 George VI, chapitre 7) est modifiée en y ajoutant, après l'article 7, les suivants:

"7a. Sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la société peut également nommer un commissaire-enquêteur et un comptable-vérificateur et fixer leur rémunération.

"7b. Le commissaire fera enquête sur l'organisation, la direction, l'administration, le fonctionnement et les besoins de toutes les facultés et écoles fusionnées qui composent l'université de Montréal, à l'exception des facultés de théologie et de philosophie; sur les devoirs, les attributions et la rémunération de toutes les personnes attachées à ces facultés ou écoles; sur le programme d'enseignement qui y est suivi et sur les moyens d'établir un fonds de pension. Il pourra aussi enquêter sur toutes autres matières que la société lui indiquera par résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"7c. Le comptable-vérificateur étudiera spécialement la situation financière de l'Université de Montréal et collaborera avec le commissaire-enquêteur dans la conduite de son enquête et la préparation de son rapport, en ce qui regarde l'aspect financier des matières faisant l'objet de l'enquête.

"7d. Aussitôt son enquête terminée, le commissaire remettra à la Société un rapport contenant ses constatations et indiquant les mesures qu'il préconise.

"7e. Pour les fins ci-dessus, le commissaire-enquêteur et le comptable-vérificateur posséderont tous les pouvoirs, privilèges et immunités conférés aux commissaires nommés en vertu de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1941, chapitre 9)."

M. Godbout (L'Islet): Bien que j'appuie le principe du bill qui vise à aider une université, je ne peux pas approuver l'article qui accorde au gouvernement d'aujourd'hui et à ceux qui pourraient lui succéder demain le contrôle absolu de l'Université de Montréal, non seulement en ce qui concerne les questions matérielles, mais aussi les questions touchant l'enseignement qu'on y dispense. Il est primordial qu'un gouvernement comme celui du Québec évite tout contrôle de l'éducation, en particulier de l'éducation universitaire.

Je signale le danger et je trouve extrêmement délicat pour les hommes au pouvoir, quels qu'ils soient, et le gouvernement de s'introduire dans le contrôle des maisons d'enseignement et de toutes ses œuvres, comme l'Union nationale le fait en accordant de grands pouvoirs à l'enquêteur et au vérificateur de l'Université de Montréal. La loi soumet la nomination des enquêteurs à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et donne ce contrôle au gouvernement et, insensiblement, cela équivaut à une intrusion gouvernementale dans le contrôle de cette institution, dont on devrait se tenir éloigné autant que possible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces personnes seront désignées par les autorités universitaires montréalaises. Il (M. Duplessis) réitère que le principe de cette loi a été demandé par le chancelier, Mgr Charbonneau.

M. Godbout (L'Islet): La politique a toujours été une cause de stérilité dans ce domaine et nos œuvres d'éducation devraient être détachées autant que possible de l'influence politique.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Les dispositions de l'article 23 de ladite loi 3 George VI, chapitre 69 s'appliquent à tous les contrats concernant des travaux de construction aux immeubles de l'Université de Montréal, situés avenue Maplewood, consentis ou souscrits par la société avant le premier janvier 1945; mais les quittances comprises dans ces contrats conservent leur pleine force et effet."

M. Godbout (L'Islet): Je trouve extraordinaire, inadmissible et dangereuse cette clause qui permet au gouvernement d'annuler les contrats, antérieurs à janvier 1945, passés entre l'Université et les constructeurs. Je ne voudrais pas être l'auteur d'une pareille disposition. Bien qu'il puisse y avoir eu des abus, cela n'autorise pas un gouvernement à ruiner les entrepreneurs qui ont avancé des millions de dollars pour la construction de l'Université.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette clause a pour objet de réprimer des abus et non de faire des injustices. On comprendra que je ne peux rendre publics certains abus qui se sont glissés à l'Université de Montréal dans certaines facultés, abus connus des deux côtés de la Chambre. Il (M. Duplessis) cite, entre autres, le cas du directeur de faculté qui, sous prétexte qu'il était fondateur de cette faculté, s'était fait voter une pension de \$5,000 par année, et cela, pour ne rien faire. Pareils abus doivent disparaître.

La loi a été préparée en collaboration par S. Exc. Mgr Charbonneau et M. Emery Beaulieu, c.r. J'ai rencontré Mgr Charbonneau, à Spencer Wood, avec lequel j'ai discuté les problèmes de l'Université de Montréal. Son Excellence m'a formulé ses désirs au sujet de l'Université, j'ai proposé à son Excellence de s'entendre avec Me Emery Beaulieu, membre de la société d'administration, c'est ce projet de loi que j'ai reçu. Le présent bill est le fruit des *desiderata* de Mgr Charbonneau de Montréal.

M. Godbout (L'Islet): Si l'Université de Montréal a été fraudée ou lésée dans ses droits, elle a un recours contre ceux qui l'ont exploitée, en vertu du droit commun. C'est un très mauvais principe que le gouvernement passe en ce moment.

M. Dumoulin (Montmorency): Le gouvernement a introduit dans son projet de loi une disposition et tout ce qu'il faut dans le projet pour lui permettre de faire de l'Université de Montréal une université d'État, ce qui n'est pas conforme à notre mentalité.

M. Godbout (L'Islet): Le geste est imprudent, car il pourrait survenir dans la province un gouvernement qui voudrait s'emparer de l'Université de Montréal, afin de la laïciser. Il n'est pas prudent pour le gouvernement de vouloir contrôler l'Université de Montréal. Il ne faut pas que nos universités deviennent des universités d'État.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est là une tendance extrêmement dangereuse. Le conseil d'administration devrait pouvoir nommer ses professeurs sans passer par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'archevêque de Montréal réclame les réformes qui sont apportées.

M. Chaloult (Québec): On devrait dire à la Chambre dans quelle mesure l'Archevêque approuve le projet de loi. J'aimerais qu'il présente ses idées par écrit, afin que la Chambre puisse savoir exactement ce qu'il désire et connaître par lettre son adhésion à l'ensemble du projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne raison au député de Québec (M. Chaloult) sur ce point.

M. Bienvenue (Bellechasse) demande si on ne pourrait pas faire initialer les clauses du bill par l'archevêque de Montréal.

M. Godbout (L'Islet) revient sur la clause concernant l'annulation des contrats. Je suis fort surpris que Mgr Charbonneau ait fait une telle demande et donné son approbation à une telle disposition extrêmement dangereuse; Il s'agit là d'une terrible injustice. Cet article va beaucoup trop loin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des abus criants, à réprimer et à corriger, je pourrais donner des détails privément aux députés, mais il faut éviter là-dessus la trop grande publicité que pourrait occasionner le recours devant les tribunaux. C'est l'archevêque de Montréal qui décidera. Il a approuvé tous les articles. La Société d'administration de l'Université de Montréal a pour président Mgr l'archevêque de Montréal et comme vice-président, S. E. Mgr Papineau, évêque de Joliette. C'est elle qui désignera l'enquêteur et le vérificateur.

M. Godbout (L'Islet): Le principe est excessivement dangereux. Dans 25 ans, le premier

ministre ne sera probablement plus le même et on pourra invoquer bien mal à propos le principe qui est réclamé dans une clause comme celle-ci, dit-il. Un gouvernement en désaccord avec les autorités universitaires du temps pourrait s'en prévaloir dans 25 ans. S'il y a eu des abus, l'Université de Montréal peut les réprimer de la façon ordinaire.

M. Bienvenue (Bellechasse) plaide pour les entrepreneurs qui ont construit les édifices de l'Université et qui ne devraient pas être ruinés sans avoir été entendus. Ceux dont les contrats sont annulés n'obtiendraient rien d'autre que des bénédictions épiscopales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne que cette mesure a été approuvée par Mgr Charbonneau, la plus haute autorité ecclésiastique de Montréal, et qu'elle est nécessaire, afin d'assurer la stabilité de l'Université.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M. Chaloult (Québec) désapprouvent cette mesure parce qu'elle donne au gouvernement du Québec tous les pouvoirs lui permettant de prendre le contrôle absolu de cette université.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 22 mai 1945**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:**Chantiers maritimes²**

M. Chaloult (Québec) attire l'attention du gouvernement provincial sur la situation extrêmement déplorable des chantiers maritimes. Il se fait une pression auprès des employés des chantiers maritimes Morton Engineering et de la Quebec Shipyards pour qu'ils aillent travailler dans les chantiers maritimes d'Halifax. On les menace de leur faire perdre leurs positions s'ils ne veulent pas s'arracher à leurs familles et faire des déboursés considérables pour s'en aller à Halifax.

On diminue le nombre des employés à Québec et on augmente le nombre des employés à Halifax. On enlève de l'ouvrage aux ouvriers de Québec pour en donner à ceux des autres provinces. Les méthodes du Service sélectif national sont dictatoriales et injustes. Ottawa et Québec devraient déployer des efforts pour que les travailleurs restent chez eux grâce à la création d'autres emplois. Il me semble que M. Saint-Laurent, à la veille des élections, devrait s'occuper de ce problème et remédier à la situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Québec (M. Chaloult) d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur cette question et de signaler cet état de choses qui s'est produit à d'autres endroits comme à Trois-Rivières, où l'on a diminué la production du papier; cette industrie était considérée pourtant essentielle. J'approuve tout à fait cette suggestion. Le Québec n'obtient pas sa juste part du travail entrepris pour les autorités fédérales dans d'autres provinces canadiennes. On exerce de la discrimination à l'endroit des travailleurs québécois et on ne les traite pas équitablement.

Il paraît se faire une campagne contre la province de Québec depuis deux ou trois ans. Dans

certaines moulins à papier la production a diminué de 10 % à 15 %. Des ouvriers ont été remerciés. De petits propriétaires ont été obligés de vendre leur maison. On diminue la production dans les usines de la province et on oblige les employés à s'en aller gagner leur vie. La même attitude s'est réalisée à l'Anglo-Pulp et à Lévis où l'on congédie des centaines d'ouvriers.

Il (M. Duplessis) place la responsabilité de l'affaire sur les autorités fédérales. En déplaçant les travailleurs d'une province à l'autre, le Service national sélectif se comporte de la même manière que les autorités britanniques, en 1745, quand elles ont forcé les Acadiens à quitter leurs maisons et à s'exiler en terre étrangère; les effets de cette initiative ne sont cependant pas aussi dramatiques. On semble dans certains milieux vouloir répéter pour les ouvriers québécois l'acte de la dispersion acadienne. J'espère et je veux croire qu'il ne s'agit pas d'une politique de dispersion comme celle dont les Acadiens ont été victimes? Nous ferons à ce sujet de légitimes revendications. Nous demanderons au fédéral de ne pas bouleverser ainsi l'économie d'une province.

Lorsque j'ai été premier ministre de 1936 à 1939, j'ai protesté contre l'institution d'un régime national d'assurance-emploi, sauf s'il était contributif, agréé par la province et maintenu sous le contrôle de celle-ci.

M. Godbout (L'Islet): Je m'intéresse grandement au sort des ouvriers, mais le discours du premier ministre ne m'a pas ému plus qu'il le faut. Quand le premier ministre était chef de l'opposition, il employait la même argumentation. Il (M. Godbout) affirme que, bien qu'il importe de garder la mainmise sur les questions touchant le travail, il a été du devoir de son gouvernement, en raison de la guerre, de consentir à l'établissement d'un service national d'emploi, afin d'éviter les désordres et les dépenses inutiles qui ont accompagné la crise du chômage il y a quelques années.

Je ne veux pas croire à une action concertée de la part des autorités fédérales contre les ouvriers québécois. Tous les gens raisonnables savent et admettent que, pendant une période de guerre, il y a bouleversements dans le domaine économique. On ferme les portes de certaines usines et on diminue la production d'autres industries. Cela est normal. Personne ne peut s'en surprendre et s'en scandaliser. Il est normal aussi qu'à la suite d'une période de guerre, il se produise un bouleversement dans le domaine de l'emploi. La province a eu plus que sa

part des contrats de guerre. Il est évident qu'on ne peut pas continuer à faire des canons et des bateaux quand on n'en a plus besoin.

En essayant d'obtenir des emplois pour les travailleurs québécois dans d'autres provinces, alors que le marché de l'emploi ralentissait dans notre province, les autorités fédérales ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour éviter le chômage. Toutefois, c'est aux travailleurs québécois qu'il revient d'accepter ces offres, au lieu de rester chez eux sans emploi. Il est préférable d'offrir de l'emploi aux travailleurs québécois dans d'autres provinces que de les laisser oisifs et misérables chez eux. Si le gouvernement fédéral n'essayait pas de donner de l'emploi ailleurs aux ouvriers qu'on est forcément obligé de congédier, je crois qu'il manquerait à son devoir. Mais personne n'est obligé de s'expatrier.

Je remercie le gouvernement fédéral de donner du travail à nos ouvriers. Ceux-ci sont heureux de gagner la vie de leur famille. Toutes les administrations devraient s'entendre pour que la période de réadaptation se passe avec le moins de heurts possibles et le moins d'inconvénients possibles pour la classe ouvrière. Je crois plutôt que le Service sélectif offre aux ouvriers de travailler ailleurs, sans les y forcer, et cela est préférable au chômage. Aux autorités fédérales incombe la responsabilité d'équilibrer le travail.

M. Chalout (Québec) réitère son affirmation que l'on force des ouvriers à rester inactifs ou à s'expatrier. On augmente le travail à Halifax, tandis qu'on le diminue dans Québec. On devrait mieux équilibrer la production.

M. Godbout (L'Islet): C'est le devoir provincial de collaborer avec les autorités fédérales; les municipalités possèdent aussi ce devoir.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition et l'opposition semblent plus intéressés à défendre le Service sélectif que les ouvriers. Quant à nous, c'est du travail que nous voulons pour les gens de Québec. Les ouvriers de Québec, de Lévis et de Lauzon sont particulièrement affectés. Il y a de l'ouvrage ailleurs et on en manque à Québec. Nous devons tenter de protéger les gens de Québec.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre a-t-il communiqué avec le ministre de la Justice, M. Saint-Laurent, pour le mettre au courant de la situation avant de le critiquer aujourd'hui?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons reçu des représentants ouvriers et nous commencerons, dès demain, à faire les démarches nécessaires. Les ouvriers se sont d'abord adressés à Ottawa, mais comme ils n'ont pas eu de réponse, ils sont venus nous voir et nous allons prendre les choses en mains. J'ai reçu des représentants ouvriers des chantiers de Lauzon qui sont venus m'exposer la situation. Nous nous sommes bien compris.

À la suite de cette conversation, les délégués de Lauzon auront une entrevue avec le premier ministre demain matin, et je suis convaincu que nous allons pouvoir régler le problème à leur satisfaction. Le gouvernement veut rendre justice aux ouvriers et obtenir du travail pour les ouvriers du Québec. Il (M. Barrette) blâme M. Saint-Laurent de n'être pas intervenu.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je regrette que certains membres de la Chambre fassent dévier cette question ouvrière sur un terrain de la politique électorale. J'ai reçu, moi aussi, des représentations de même que le député de Québec-Centre, (M. Morin).

Il est amusant de constater que ceux qui se plaignent aujourd'hui de voir le travail diminué à Québec, sont les mêmes qui se plaignaient de ce qu'on construise des bateaux pour la guerre. Le problème est sérieux et il s'agit d'y apporter la meilleure solution possible. Il est entendu que l'on ne construira plus maintenant autant de bateaux que pendant la guerre. Il s'agit de faire compléter ailleurs un travail déjà commencé.

Je veux que les ouvriers québécois aient justice, mais je ne crois pas que le Service sélectif les force à aller travailler à Halifax. Par l'entremise du Service sélectif, on offre aux ouvriers le moyen de continuer à travailler. Si l'on travaille à monter les administrations les unes contre les autres, il sera bien difficile de traverser l'après-guerre. Il ne faut pas essayer de monter les gouvernements les uns contre les autres.

Bureaux de placement

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) s'élève contre le fait qu'on puisse forcer des travailleurs du Québec à s'expatrier. Il blâme la conduite du Service sélectif qui a adopté une politique vraiment dictatoriale: le régime du "crois ou meurs".

Il (M. Laurendeau) attire l'attention du gouvernement et du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) sur une autre question d'une extrême

importance: celle de la transformation des bureaux d'assurance-chômage du fédéral en bureaux de placement. Il (M. Laurendeau) cite une causerie irradiée du président de l'assurance-chômage, M. Louis.-J. Trottier dans laquelle ce dernier disait que cette Commission transformait ses bureaux en bureaux de placement. Il appert que cette Commission n'entend pas se limiter à percevoir les contributions des assurés et à payer des bénéfices à ceux qui sont en chômage, mais qu'elle vient de pénétrer à fond dans le domaine de l'embauchage et cherche à servir d'intermédiaire entre patrons et ouvriers. Je constate, une fois de plus, que la province a abandonné ses droits à tort dans le domaine de l'assurance-chômage.

Il (M. Laurendeau) proteste contre cette nouvelle intrusion du gouvernement fédéral. À l'heure actuelle, c'est systématiquement du placement qu'elle veut faire, et les autorités fédérales se trouveront à s'introduire dans les éléments du contrat de travail, domaine qui n'est pas du ressort d'Ottawa. C'est une nouvelle menace et très grave et il (M. Laurendeau) attire l'attention du gouvernement Duplessis sur l'établissement de bureaux de placement fédéraux sous l'autorité de la Commission fédérale d'assurance-chômage. C'est un empiètement de plus sur les droits provinciaux. Est-ce que le premier ministre sait que les bureaux fédéraux de l'assurance-chômage au Québec servent maintenant aussi de bureaux de placement? Je demande au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire devant cette nouvelle menace.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Mon ministère est très au fait de la situation et il a accepté de prendre des mesures pour prévenir autant que possible les conditions reliées à l'émigration des travailleurs québécois dans d'autres provinces. Nous ferons part de nos protestations à Ottawa à ce sujet dès demain. Je suis au courant des projets de la Commission d'assurance-chômage. C'est là sûrement un empiètement du fédéral dans le domaine du provincial. Mon département a établi 17 bureaux de placement dans la province et ces bureaux ont donné de l'emploi à 85,000 personnes en dix mois. Je suis bien décidé à maintenir, même augmenter les bureaux provinciaux et à s'opposer aux visées d'Ottawa dans le domaine de l'emploi.

Ottawa essaie continuellement d'empiéter sur les droits des provinces dans le domaine du travail, et la position du Québec dans cette affaire est des plus difficiles et délicates, parce que cette province est la seule du dominion qui ait toujours ses propres

bureaux de placement. Non seulement les autorités fédérales gèrent des bureaux de placement au Québec, mais elles s'efforcent de toute évidence de pressurer les bureaux du Québec.

C'est un fait que le Service sélectif tend à se substituer aux bureaux de placement de la province. À cette fin, il vient même assez souvent s'installer dans les mêmes immeubles. Nous sommes obligés de nous surveiller continuellement pour ne pas nous laisser absorber par lui. Dans les autres provinces, grâce à ce système, les bureaux provinciaux sont disparus.

Dès que le Service sélectif sera liquidé, nous reprendrons intégralement ce qui nous appartient. Nous allons ouvrir deux ou trois autres bureaux de placement au cours de l'été et nous continuerons à en augmenter le nombre de façon à empêcher l'intrusion du fédéral.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) de son intervention et d'avoir soulevé cette question du travail et de l'emploi parce qu'elle a un aspect permanent. Le champ du travail est excessivement important et nous devons être jaloux de nos prérogatives provinciales sur ce point, comme sur d'autres. Après l'éducation, le travail est le domaine où nous devons le plus jalousement assurer, chérir et conserver notre autorité ainsi que tous nos droits légitimes. C'est la base de notre vie économique.

Je n'ai aucune hésitation à dire que les employés fédéraux du département fédéral du Travail essayent constamment, quel que soit le gouvernement, d'empiéter sur le terrain provincial. Des employés du ministère fédéral du Travail s'occupent tous les jours de questions de compétence provinciale. Le gouvernement du Québec, quelle que soit son affiliation politique, devra toujours lutter contre les tentatives d'empiètement d'Ottawa sur l'autonomie des provinces dans le domaine du travail. La province de Québec devra résister à des pressions considérables et insidieuses et à ces tentatives d'empiètement en matière de placement.

Le chômage est du ressort fédéral, tandis que le placement appartient à Québec qui demande la collaboration des deux gouvernements. Il est évident qu'il faut s'occuper de placement si l'on ne veut pas que l'assurance-chômage soit un fardeau trop lourd. Mais voici une occasion splendide pour les deux gouvernements de collaborer ensemble. Ce qui relève du chômage doit aller à Ottawa et ce qui relève du placement doit être régi par le gouvernement provincial.

Notre province est la seule qui ait maintenu ses bureaux de placement pendant la guerre. Nous avons résisté à toutes les tentatives d'empiètement. J'ai résisté contre les visées d'Ottawa, en ce qui regarde le travail. Nous avons conservé notre autonomie à cet égard. Cette question est plus importante que bien des gens le pensent. Je félicite le ministre de vouloir garder nos prérogatives dans ce domaine qui a plus d'importance qu'on ne le croit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale a eu raison de s'opposer, de 1936 à 1939, à ce que la Constitution canadienne soit amendée de façon à céder toute l'autorité à Ottawa en matière d'assurance-chômage. Le chef de l'opposition a cédé au pouvoir central, par une simple lettre, l'autorisation d'amender la Constitution, de façon à accorder au gouvernement d'Ottawa le contrôle du chômage et l'institution de l'assurance-chômage. En consentant à cet amendement malgré nos protestations, l'ancien gouvernement a ouvert la porte à tous les abus. Et il a cédé les droits de la province sur simple lettre, sans consulter la Législature.

Cet amendement, à la Constitution canadienne, qui est des plus irréguliers, c'est le moins qu'on puisse dire, a été adopté par le Parlement de Westminster en 1941. J'ai trouvé absolument singulier et déplacé que le Parlement de Westminster n'ait pas eu la délicatesse de s'informer et se rendre compte de l'opinion des provinces avant de ratifier l'amendement. Le Parlement de Westminster a failli à son devoir à cette occasion en ne s'informant pas de l'opinion des provinces.

J'ai l'intention de faire des démarches auprès des autorités impériales pour leur représenter combien cette façon indécise d'amender la Constitution, sans consulter les provinces, constitue un oubli du droit de ces provinces. J'ai l'intention de faire les démarches voulues et attirer l'attention des autorités anglaises à ce sujet et de leur demander de remettre les choses comme elles étaient avant, pour que nous reprenions nos droits.

J'espère qu'on réparera les injustices commises envers la province. Il est temps que le Parlement de Westminster réalise que les provinces sont des entités dans la Confédération. J'espère que les hommes d'État anglais, avec le "fair play" qui les caractérise, reconnaîtront l'irrégularité de la situation et rétabliront les choses dans l'état où elles étaient en ce qui concerne l'assurance-chômage. Il (M. Duplessis) et l'Union nationale s'étaient opposés à l'amendement de la Constitution à cet égard.

Le Québec entend récupérer ses droits légitimes dans l'important domaine du travail. Il (M. Duplessis) accuse l'ancien premier ministre libéral d'avoir cédé à Ottawa des droits exclusifs en matière d'assurance-chômage. Il critique l'ancien gouvernement libéral de la province parce qu'il ne s'est pas opposé au régime d'assurance-chômage au moment où il a été proposé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'aimerais savoir sur quoi le premier ministre fonde ses protestations et ses allégations étant donné que, comme tout le monde le sait, le premier ministre Mackenzie King a consulté chaque province, et chaque province a donné son consentement à Ottawa. Les affirmations du premier ministre sont gratuites.

Le premier ministre fait de la petite politique avec une question d'importance nationale. Il est évidemment hanté par les élections fédérales. Apparemment les choses ne vont pas à son goût. Pourquoi n'a-t-il pas critiqué quand M. Bennett a passé les lois constitutionnelles? Si ce n'était des élections fédérales qui s'en viennent, la question n'aurait pas été soulevée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle le député de la Rivière-du-Loup à l'ordre. L'Union nationale a été le premier gouvernement à passer une loi d'assurance-chômage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Où seraient nos ouvriers si nous n'avions pas eu l'assurance-chômage à un moment où l'on est susceptible d'avoir du chômage chez nous. Le premier ministre critique parce que l'assurance-chômage a été passée par un gouvernement libéral et parce qu'il s'agit d'attaquer un gouvernement libéral. Il ne formulait pas les mêmes objections contre les lois Bennett, antiprovinciales et anticonstitutionnelles. D'ailleurs, il critique et ne suggère aucun remède.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. Nous avons représenté à Ottawa que la province de Québec était prête à collaborer, mais sur une base contributive, et en respectant les droits de notre province. Nous avons d'ailleurs passé une loi en 1939 qui existe encore dans les Statuts, et ce fut le premier gouvernement à le faire. Nous voulions une législation concurrente.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Des lois dans les Statuts, ce n'est pas ça qui compte. Ce ne sont pas des lois de camouflage qui donnent du travail aux ouvriers, mais des actes et des œuvres. Le

premier ministre est un expert reconnu dans la confection de lois de camouflage et quand il s'agit de faire des lois pour jeter de la poudre aux yeux, mais ce n'est pas ça qui donne du travail aux ouvriers. Si chaque province avait eu sa propre loi d'assurance-chômage, nous aurions été dans un marasme indescriptible. Le premier ministre veut protester auprès du Parlement de Westminster? Les provinces avaient donné leur consentement à l'amendement à la Constitution parce qu'il s'agissait de protéger la classe ouvrière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient pour ramener le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) au sujet.

M. l'Orateur: L'on s'écarte du sujet depuis longtemps. Les questions de privilège comme celle soulevée par le député de Québec (M. Chaloult) doivent être traitées brièvement et sans débat.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a tort de prendre cette attitude. Nous aurons des élections le 11 juin; je lui conseille de s'occuper exclusivement de choses provinciales.

Projets de loi:

Loi des agents de recouvrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi des agents de recouvrement soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est un bill demandé par le Barreau. Il défend à tout agent de recouvrement de s'engager à supporter les frais à encourir en raison du recouvrement d'une créance, à vendre, donner ou autrement procurer à qui que ce soit des formules de lettres, détachées ou reliées en livret, pouvant être adressées, au nom d'un agent de recouvrement, par un créancier à son débiteur et comportant avis ou mise en demeure de paiement.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi concernant un aménagement hydraulique à Mont-Laurier (7 George VI, chapitre 21) est modifié:

"a. en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "passées" par les mots "intentées depuis le 5 juin 1935";

"b. en remplaçant, dans la douzième ligne, les mots "sa construction" par les mots "5 juin 1935";

"c. en remplaçant, dans les dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième lignes, les mots "payés au premier juin 1943 par ces tiers pour les recouvrer; cette somme ne devant pas excéder douze mille dollars, y compris les intérêts" par les mots "judiciaires, taxés ou taxables contre l'Électricité de Mont-Laurier, ltée" ou son auteur, sur toute procédure intentée depuis le 5 juin 1935 relativement audit barrage."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), l'honorable M. Paquette (Labelle), M. Bienvenue (Bellechasse) M. Hamel (Saint-Sauveur) et M. Dumoulin (Montmorency) prennent part à la discussion sur le projet de loi qui porte sur des sujets d'ordre plutôt technique.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 69 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Établissement des jeunes

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 70 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du service civil³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi du service civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements apportés à la loi se résument à trois choses qui donnent une orientation nouvelle à la loi du service civil passée à la vapeur en 1944, par le régime Godbout, dans le but de tromper les fonctionnaires et de s'attirer des votes. Le premier article permet à la Commission du service civil, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, d'exclure certaines catégories d'emplois de l'application totale ou partielle de la loi du service civil, lorsqu'elle juge qu'il n'est ni praticable ni dans l'intérêt public, qu'ils soient régis par cette loi.

L'article 1 reproduit dans la loi une disposition de la loi fédérale qui décrète que la commission peut exclure de l'application de la loi certaines catégories d'emplois. Toutefois, cette nouvelle disposition ne s'appliquera pas au service civil intérieur. On enlève à la juridiction de la Commission du service civil tous les employés qui travaillent à l'extérieur des bâtiments du Parlement.

En second lieu, le bill stipule que si le gouvernement décide de nommer une commission de

trois membres, l'un de ces membres sera nommé sur la recommandation du Conseil général des employés de la province. C'est la première fois que l'on reconnaît publiquement les mérites de l'Association des employés civils dans une loi.

En établissant de façon juste et permanente le service civil de la province, on confie à trois hommes dont la compétence est incontestable la tâche de reclassifier les employés selon leurs qualifications et leurs années de service et d'établir une échelle de salaires raisonnable. En réservant à la commission d'enquête qui doit être nommée le droit d'exclure certaines catégories d'employés, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le gouvernement démontre à nouveau qu'il a l'intention de créer un effectif permanent.

C'est l'intention du gouvernement d'assurer la sécurité des employés civils et de leur garantir des salaires raisonnables, afin d'assurer des employés compétents. La preuve que je veux les traiter avec justice, c'est que je reconnais officiellement leur droit à être représentés dans une commission provinciale. Tout en ne voulant pas laisser s'implanter au sein des services administratifs du gouvernement une bureaucratie nuisible, le gouvernement désire que le service civil soit fort, que tous ses membres soient traités avec justice et donnent un excellent rendement.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11, édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 9) est modifiée en y ajoutant, après l'article, le suivant:

"3a. Lorsque la Commission décide qu'il n'est ni praticable, ni dans l'intérêt public d'appliquer la présente loi à un ou plusieurs emplois ou fonctions du service civil, elle peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, excepté lorsqu'il s'agit des emplois et fonctions du service intérieur (paragraphe 1^o de l'article 3), les soustraire à l'application de cette loi et déterminer, par règlement, la manière dont seront régis ces emplois ou fonctions et leurs titulaires.

"Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session, la Commission adresse à l'Assemblée législative un rapport annuel indiquant les emplois ou fonctions exclus, sous l'autorité du présent article, de l'application partielle ou totale de cette loi, les raisons à cet effet, ainsi que les règlements prescrits ou approuvés relativement à ces emplois."

M. Chalout (Québec) pose une question au premier ministre. Mais pourquoi une commission d'un seul homme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que nous voulons éviter surtout, c'est de créer un service civil comme en France, où il existe une véritable bureaucratie. Il ne faut pas que la bureaucratie remplace la démocratie. En France, il y a eu des abus. On changeait souvent de gouvernement, mais on ne changeait pas d'administration parce que c'étaient les fonctionnaires qui menaient.

Il (M. Duplessis) insiste sur la nécessité d'avoir des compétences au service de la province. Dans le passé, sous les régimes libéraux, on a trop visé à la quantité en encombrant les bureaux de personnel, au lieu de viser à la qualité.

M. Godbout (L'Islet): Cette loi a une portée considérable. Il n'est pas nécessaire d'aller en France pour trouver des abus dans le service civil. La Commission fédérale du service civil nomme les employés, ce qui n'est pas un bon principe. Nous avons créé une commission pour faire disparaître les abus qui sévissaient depuis la Confédération. En vertu de notre loi, c'est le gouvernement qui fait les nominations, à même une liste d'éligibilité que lui fournit la Commission. La loi du service civil s'imposait et elle a déjà accompli un travail considérable.

La Commission du service civil, telle que constituée par ma loi, était parfaitement organisée pour effectuer une révision du service civil afin d'en exclure les personnes inutiles ou nommées pour des raisons politiques, de classer les employés selon leurs qualifications et de recommander une échelle de salaires juste pour chacun. Le gouvernement libéral a entouré la nomination des membres de la Commission des plus grandes précautions possibles, pour donner justice et au gouvernement qui les emploie, et aux employés civils eux-mêmes.

Je n'approuve pas le principe de la loi fédérale du service civil selon lequel les nominations sont faites par la Commission. Les nominations doivent être la prérogative du gouvernement au pouvoir. C'est sur ce principe que notre loi provinciale et la loi fédérale diffèrent. La loi du Québec laisse ce soin au gouvernement et c'est juste. Afin d'assurer un service efficace, le gouvernement ne devrait nommer que des employés dont les noms apparaissent sur les listes préparées à la suite d'un examen. Tout ce que la Commission fait, en vertu de la loi provinciale, c'est de préparer des listes d'éligibilité, et c'est le gouvernement qui fait les nominations.

En nommant un comité de classification, le gouvernement enlève à la Commission du service civil ses principales attributions. Elle avait déjà commencé cette classification et son travail était bien fait, comme on peut s'en rendre compte en étudiant les résultats obtenus au ministère de l'Agriculture. C'est l'un des rôles essentiels de la Commission de procéder à la réorganisation du service civil dans tous les départements. Pourquoi alors nommer un organisme spécial pour faire cette classification des employés?

Le service civil d'une province ou d'un pays ne peut pas être stable ou efficace, s'il n'est pas protégé par une commission indépendante comme celle qui a été nommée par le précédent gouvernement libéral. La Commission du service civil a été votée et formée par le gouvernement libéral pour protéger les employés civils, pour les mettre à l'abri des abus de pouvoir dont les gouvernements, quels qu'ils soient, peuvent se rendre coupables, et je n'exempte pas les miens en parlant ainsi. Pour cela, il fallait cependant que la Commission soit indépendante du gouvernement et des partis politiques, parce que les fonctionnaires doivent jouir d'une liberté d'action pour donner un bon service.

Nous lui avons donné cette qualité d'indépendance en décrétant que ses membres ne pourraient être destitués que par un vote des deux Chambres. Bien plus, lors de la nomination des commissaires, j'ai même demandé au chef de l'opposition du temps de nous désigner quelqu'un qui représenterait l'opposition dans cet organisme, soit de suggérer des noms de partisans de l'opposition parmi lesquels on pourrait choisir un commissaire. L'offre a été refusée et, depuis ce temps, en raison de la démission forcée de ses membres, la Commission a été laissée sous la gouverne d'un seul homme qui, malgré sa bonne volonté, est incapable de faire face aux problèmes découlant des devoirs d'un tel organisme.

Une commission du service civil ne devrait pas dépendre du gouvernement; elle devrait être indépendante. Il (M. Godbout) croit que c'était le cas de la commission établie sous son ancienne administration, mais il (M. Godbout) dit craindre que le gouvernement de l'Union nationale essaie de saboter leur bon travail.

Je crois que cette Commission devrait être maintenue intégralement avec ses trois membres. Pourquoi nommer une nouvelle commission? Il (M. Godbout) insiste aussi sur la nécessité de bien payer les employés qui ont de très lourdes responsabilités.

J'ai scandalisé des gens en payant des salaires supérieurs à ceux des sous-ministres, afin d'avoir des hommes compétents. Sans la stabilité dans le service civil, la province ne pourra jamais s'assurer les services des véritables compétences. Et il en faut, dans l'administration. Au département des Terres et Forêts, par exemple, il faut des ingénieurs extrêmement bien qualifiés pour discuter les problèmes avec les experts des compagnies, qui délèguent toujours leurs conseillers les mieux avisés. J'étais prêt à donner même des salaires de \$12,000 pour assurer à mon administration les services des gens les mieux qualifiés. On détourne les jeunes gens bien doués de la carrière du fonctionnarisme, si on ne leur garantit pas la stabilité.

J'offre ma collaboration au gouvernement pour établir une véritable loi du service civil, en vue de protéger les employés et de les mettre à l'abri de la crainte en leur assurant une stabilité à laquelle ils ont droit. C'est le seul moyen d'assurer des compétences au service civil, car un homme ne voudra jamais travailler pour la province s'il est assuré d'être remercié de ses services à chaque changement de gouvernement. Des hommes bien qui pourraient facilement trouver de bons emplois dans l'entreprise privée quitteraient le service civil de la province, s'ils n'étaient pas assurés de conserver leur emploi lors d'un changement de gouvernement.

Dans la province de Québec, nous donnons un spectacle qui ne nous fait pas honneur avec un régime qui veut que le service civil soit chambardé à chaque changement de gouvernement. On prive ainsi la province de compétences indispensables. J'ai plus confiance dans une Commission de trois membres, car une commission dirigée par un seul homme peut difficilement résister aux pressions exercées sur lui par des gens qui ont intérêt à faire destituer des fonctionnaires et ne peut résister au premier ministre et à ses collègues.

Je m'oppose à l'article 1 de la nouvelle loi qui soustrait des dispositions de la loi et de la juridiction de la Commission les employés civils extérieurs. C'est une très mauvaise chose et une grave injustice. Pourquoi enlever toute protection à ces employés? Il serait mieux, selon moi, de laisser à la Commission une certaine latitude pour déterminer les catégories d'employés qui, parfois, peuvent être soustraits à l'application de la loi. Ces employés ont droit aux mêmes avantages que les autres.

Il y a là des gens dont l'emploi a un caractère de permanence absolue, comme les agronomes et les gens du service civil de Montréal. On devrait les protéger comme les autres contre les pressions

politiques. Nos mœurs politiques ont éloigné du service civil des hommes qui auraient été des employés de toute première utilité. Je demande que l'on donne à la fois la permanence aux commissaires et aux employés.

Pendant que la Commission du service civil s'emploie à corriger nos mœurs politiques, il est regrettable que nous donnions aux autres provinces le spectacle de la destitution d'un tiers ou d'un quart des employés après chaque changement de gouvernement. Il sera impossible d'avoir des employés compétents aussi longtemps que la stabilité n'existera pas dans le service civil. Tous les employés provinciaux devraient avoir le même droit à la protection de la loi. Autrement, il ne serait guère possible d'avoir des employés efficaces. Aucun homme désirant obtenir une situation stable ne courra le risque de perdre son emploi à chaque changement de gouvernement. Des abus ont été commis à cet égard depuis la Confédération et c'est pour y mettre fin que mon gouvernement a créé la Commission du service civil du Québec en 1943.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Tout le monde est d'accord que, sans la Commission du service civil, et lorsqu'il n'y a pas de service civil permanent, au lendemain des élections, c'est le système des dépouilles qui prime. Il convient donc de mettre un frein pour protéger le gouvernement contre les tentations et il faut une garantie pour les employés. J'ai été à même de constater l'atmosphère de terreur qui règne pendant plusieurs mois chez des fonctionnaires à la suite de changement de gouvernements. J'ai constaté que, malheureusement, c'est encore le système de partage des dépouilles qui prime, chez nous, au lendemain d'élections.

Il en sera de même tant qu'un système de service civil ne sera pas installé non seulement juridiquement, mais aussi dans les traditions et dans la volonté des partis. À cause de l'instabilité qui règne au sein du service civil provincial, des gens de grande valeur ne veulent pas y entrer parce qu'ils savent qu'en y entrant sous un gouvernement d'une couleur donnée, ils risquent de perdre leur emploi sous un gouvernement d'un parti adverse. Je ne vois pas de raison pour justifier l'amendement à la loi selon lequel une catégorie d'employés pourra être soustraite à l'application de la loi. Cette clause ne peut que contribuer à maintenir l'instabilité et je ne vois pas comment on peut l'approuver.

Le danger du système des dépouilles est plus grand que celui d'une bureaucratie en France. Le danger, c'est la guillotine, et il est beaucoup plus

grand que le danger d'une dictature du fonctionnarisme. En France, les fonctionnaires ont assuré une certaine stabilité à l'administration. Je ne vois pas pourquoi on prive les employés des services extérieurs des bénéfices de la loi. Qu'on établisse un véritable système de service civil, sans établir toutefois une bureaucratie qui tenterait par la suite de se substituer au gouvernement. Par ce seul moyen évitera-t-on le danger du patronage, de la guillotine et de l'instabilité.

M. Morin (Québec-Centre): J'ai longuement étudié le problème du service civil et j'ai travaillé en faveur de l'établissement de la Commission du service civil. Je l'avais promis à mes électeurs et, incidemment, je ne connais pas de comtés, dans la province, qui renferment plus d'employés civils que le mien, Québec-Centre. Au fédéral, la Commission fait subir des examens trop spécialisés. Le système anglais, qui permet de peser les possibilités d'avancement du candidat, est de beaucoup préférable.

Il (M. Morin) fait l'éloge du service civil en Angleterre qu'il estime le plus parfait au monde. L'une des raisons de sa perfection, c'est que l'on fait subir aux candidats des examens susceptibles de révéler les perspectives d'avenir de ces candidats. Le système anglais tente de trouver la valeur de l'homme.

J'ai consulté un grand nombre d'employés civils de mon comté et tous étaient très satisfaits de la loi votée sous le gouvernement Godbout. Ils avaient confiance dans la commission nommée par le gouvernement libéral. Je favorise, moi aussi, une commission de trois membres.

Cette loi est le retour au système des dépouilles. L'administration libérale a fait une bonne loi, dont les fonctionnaires attendaient beaucoup. Je m'objecte à ce qu'on fasse faire la classification par un autre organisme que la Commission. Si les gouvernements passent leur temps à reculer et à défaire ce que les administrations précédentes ont fait, c'en sera bientôt fait en notre province de la démocratie et du système parlementaire.

M. Chaloult (Québec): Je partage, dans l'ensemble, les vues exprimées par le chef de l'opposition et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). La prospérité de la province dépend en grande partie de la valeur des employés civils. Sans stabilité dans le service civil, il est impossible pour la province de s'assurer la collaboration de véritables compétences. Je demande qu'on libère les députés des soucis du patronage pour leur laisser le temps de s'occuper de législation et d'administration.

Un député devrait d'abord s'occuper des lois et tous les employés devraient tomber sous la juridiction de la Commission du service civil. Une commission de trois membres offre plus de garanties d'impartialité qu'une commission d'un seul membre. De plus, il faut créer un fonctionnarisme compétent, afin de l'opposer aux compétences fédérales pour la préservation ou la reprise de l'autonomie provinciale.

M. Bienvenue (Bellechasse): Avec les amendements qu'il propose, le gouvernement veut tout simplement saboter la loi du service civil de 1943, qui était admise dans tous les milieux comme une bonne loi. La loi est tellement bonne que le premier ministre n'ose pas l'abroger. On devrait l'améliorer plutôt que de la détruire.

Je m'oppose fortement à la clause 3 qui soustrait à la juridiction de la Commission tous les employés du service extérieur. Les employés du service extérieur sont peut-être plus nombreux que ceux du service intérieur. À mon avis, c'est près du deux tiers de tous les employés qui seront affectés. Avec cette loi, c'est l'instabilité permanente. Il (M. Bienvenue) accuse le gouvernement d'avoir fait des centaines de destitutions sans enquête.

M. Dansereau (Argenteuil): Le gouvernement commet une grave erreur en voulant soustraire les employés du service extérieur de l'application de la loi. Je proteste au nom des employés de l'extérieur. Je m'intéresse surtout au sort que l'on va faire à ceux qui travaillent à l'extérieur des édifices du gouvernement et qui sont tout aussi dévoués aux intérêts de la province que ceux qui sont dans les bureaux.

Il n'est pas juste de donner des privilèges à une partie seulement des serviteurs de la province de Québec. Ces employés ont autant droit que les autres à la protection de la Commission. Pourquoi ne pas les mettre sur le même pied? Là aussi il faut des hommes compétents. On commet une grave erreur.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M. Bienvenue (Bellechasse) affirment qu'ils sont d'avis que la loi devrait demeurer telle qu'elle a été adoptée la première fois en 1943.

M. Hamel (Saint-Sauveur) exprime la même opinion. On aurait dû tout simplement améliorer la loi passée en 1943 plutôt que d'essayer de tout détruire l'œuvre du régime Godbout qui assurait aux employés de la province une sécurité qu'ils n'ont plus sous la présente administration.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 22 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province;
- bill 37 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 47 modifiant la loi des cités et villes.

Projets de loi:

Loi du service civil

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 68 modifiant la loi du service civil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11, édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 9) est modifiée en y ajoutant, après l'article, le suivant:

"3a. Lorsque la Commission décide qu'il n'est ni praticable, ni dans l'intérêt public d'appliquer la présente loi à un ou plusieurs emplois ou fonctions du service civil, elle peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, excepté lorsqu'il s'agit des emplois et fonctions du service intérieur (paragraphe 1^o de l'article 3), les soustraire à l'application de cette loi et déterminer, par règlement, la manière dont seront régis ces emplois ou fonctions et leurs titulaires.

"Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session, la Commission adresse à l'Assemblée législative un rapport annuel indiquant les emplois ou fonctions exclus, sous l'autorité du présent article, de l'application partielle ou totale de cette loi, les raisons à cet effet, ainsi que les règlements prescrits ou approuvés relativement à ces emplois."

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La loi adoptée l'an dernier était une protection pour les employés de la province. Les jeunes, se sentant protégés par cette loi, commençaient à aspirer d'entrer dans le service civil provincial, mais ils ont abandonné cet espoir en voyant le gouvernement saboter cette loi au profit de ses amis politiques. Plusieurs fonctionnaires qui ont été placés sur ma recommandation, de 1939 à 1944, ont été démis de leurs fonctions par le nouveau gouvernement, sans plus de raison. Il (M. Francoeur) parle des destitutions qui se sont faites dans son comté après les dernières élections.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri) répond au député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) en citant des noms de plusieurs employés de la province qui seraient des libéraux et qui auraient obtenu des promotions de l'Union nationale.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je proteste contre l'article 1 qui enlève les employés de l'extérieur à la juridiction de la Commission du service civil. Cet article rend la loi inapplicable dans le cas du service

extérieur et cela a de sérieuses conséquences pour les régions de colonisation. Un grand nombre d'inspecteurs de colonisation ont été destitués sans enquête. Les meilleurs ont été renvoyés, alors qu'on n'avait pas le droit de le faire sans enquête, et un employé placé sur la liste noire devrait avoir le droit de se défendre et de faire entendre des témoins.

Faute de protection, les chefs de départements, qui n'ont pas été renvoyés, ont dû, pour ne pas perdre leur place, en sont réduits à se plier aux exigences et à prendre leurs ordres des petits comités de paroisse. Ils n'ont plus la liberté de faire leur devoir.

M. Larivière (Témiscamingue): Je proteste. Dans mon comté, pas un seul employé de la colonisation n'a été renvoyé.

M. Drouin (Abitibi-Est) parle de la destitution d'un constable provincial du nom de Girouard qui fut ensuite engagé par la ville de Val-d'Or pour faire la besogne que la police provinciale ne fait pas.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): De 1936 à 1939, les destitutions ont été très rares dans mon comté. Je défie mon collègue de prouver que, depuis les dernières élections, des fonctionnaires ont été destitués dans mon comté sans raison valable. Personne n'a été destitué sans raison valable dans mon comté.

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement commet une flagrante injustice en excluant des avantages de la loi, les employés du service civil extérieur. Quand nous avons créé la commission, nous avons fait entrer dans ses rangs un nombre considérable d'employés du service extérieur qui occupaient une fonction à caractère permanent. Le gouvernement libéral les a fait bénéficier de la loi des pensions. Ils ont payé les arrérages pour obtenir une meilleure protection. Ils ont droit à leur pension et le gouvernement leur cause un préjudice en les excluant.

La loi du service civil est si bonne que le premier ministre ne la change pas. Or, si elle est bonne pour le service intérieur, elle devrait l'être également pour le service extérieur. Il (M. Godbout) plaide pour le maintien de sa loi du fonctionnarisme. Le bill Duplessis ne devrait pas exclure les employés du service extérieur. Je demande au gouvernement d'étendre la portée actuelle de la loi, au lieu de la restreindre et d'étendre les cadres de la Commission, au lieu de les réduire.

Il (M. Godbout) parle de la nécessité d'une loi du service civil pour protéger les employés de la province après chaque élection. Si le premier ministre veut étendre les avantages de la Commission à tous les ouvriers qui travaillent pour le gouvernement et en faire bénéficier les gardes-chasse, les gardes-pêche, les ouvriers employés par le gouvernement, nous respecterons la loi quand nous reviendrons au pouvoir. Si le gouvernement les restreint, nous leur donnerons leur amplitude primitive, quand nous prendrons le pouvoir. Si on continue le système des renvois, il faudra encore 25 ans pour assurer la stabilité du service civil. Je veux de la stabilité et de la protection pour tous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi constitue une amélioration des plus considérables. Il (M. Duplessis) reproche aux libéraux de n'avoir pas pensé à une commission du fonctionnarisme avant 1944. Les libéraux ont rétabli le service civil en nommant les employés pendant 40 ans. En 1936, lorsque je suis devenu premier ministre, l'Union nationale a gardé à son emploi dans le service civil, un grand nombre de fonctionnaires, des adversaires politiques, nommés à des postes importants par l'administration précédente, parce c'étaient des hommes loyaux et compétents même s'ils étaient libéraux. Il (M. Duplessis) cite les noms de MM. Avila Bédard, M. Bellefeuille, le Dr Bernard, M. Fournier, ce dernier régistrateur à Trois-Rivières et d'autres.

De façon générale, les destitutions ne font de bien à personne. Je les désapprouve en général, mais j'admets que des erreurs peuvent se glisser parfois, erreurs susceptibles d'arriver sous tout régime.

Les employés civils qui sont compétents, honnêtes et font leur devoir ont droit de garder leur poste, même s'ils ne partagent pas les idées politiques du gouvernement. Dans le département du procureur général, il n'y a pas eu de destitutions. Il (M. Duplessis) accuse le régime libéral d'avoir fait de nombreuses destitutions, puis à la fin du mandat, ils ont adopté une loi pour consolider les situations de leurs amis.

Après avoir renvoyé injustement des centaines de fonctionnaires, les libéraux ont nommé une Commission du service civil, non pas tout de suite après avoir pris le pouvoir, mais seulement à la toute fin de leur mandat, afin de protéger leurs amis qui occupaient des emplois au gouvernement, de fermer la porte et d'empêcher l'Union nationale de rendre la plus élémentaire des justices à ceux et celles qui avaient été injustement renvoyés, sans

motif. Mon gouvernement ne peut pas et ne veut pas sanctionner une telle injustice flagrante et gratuite. Cela ne passera pas comme cela.

Il (M. Duplessis) dit qu'il désire vivement que les employés de la province jouissent de la stabilité, afin de s'assurer un personnel compétent qui ne soit pas à la merci des changements de gouvernement. La loi fédérale du service civil déclare que la Commission peut soustraire à sa juridiction tous les employés qu'elle juge à propos, sans distinction. Il (M. Duplessis) mentionne par exemple les employés du revenu et ceux des travaux publics.

Les amendements que j'apporte à la loi du service civil rendent la Commission plus généreuse que celle du fédéral. Je garde la partie de la loi qui assure la compétence. Quant à l'exclusion de certaines catégories d'employés, la loi de Québec va moins loin que la loi fédérale. Elle limite cette disposition de la loi fédérale à certaines catégories d'employés du service extérieur, seulement. Si nous prévoyons que des employés doivent être exclus, c'est qu'il existe des cas où il est préférable de procéder ainsi. Notre loi est une mesure de sécurité pour tous les fonctionnaires de la province.

Par notre loi sur la Commission du service civil, le gouvernement se trouve à reconnaître aux employés civils le droit d'association et leur donne une représentation sur les organismes appelés à décider de leur sort, de même que dans le comité de classification. Nous consacrons aussi le principe de la classification.

J'avais promis d'abolir la Commission et j'ai tenu parole. Nous l'abolissons parce que les commissaires avaient été nommés dans des conditions telles qu'ils ne pouvaient rendre service. Sous prétexte de stabilité, nous ne pouvons ratifier toutes les injustices qui ont été commises. Quant à la classification des fonctionnaires, qui est une affaire vitale, j'entends que ce travail s'effectue rapidement et la Commission du service civil n'a pas ce loisir.

Elle n'aura pas le temps de procéder avec toute la diligence voulue à la classification des employés. C'est pour cela que l'on veut nommer un comité spécial qui comprendra, parmi ses trois membres, un représentant des employés civils. Cette classification servira de base à des augmentations de traitements. Tant que je serai premier ministre, j'assure la Chambre que les fonctionnaires ne seront l'objet d'injustices.

Je désire confirmer à la Chambre que l'Union nationale n'a pas l'intention de permettre qu'un fonctionnaire qui ne relève pas de la compétence de

la nouvelle Commission, qui a contribué au fonds de retraite et qui a le droit de recevoir une pension, perde le moindre sou qu'il est en droit d'espérer recevoir ou qui lui revient de droit.

Mais le gouvernement a droit d'avoir autour de lui des employés et non pas des organisateurs politiques, des adversaires. C'est une expérience et le gouvernement améliorera encore sa loi, si cela est nécessaire. Nous voulons nous entourer d'employés loyaux et dévoués. Le gouvernement a besoin de serviteurs compétents et loyaux, il doit se débarrasser des simples politiciens. Je garderai à leur poste tous les employés compétents et loyaux, même s'ils ne favorisent pas la politique de l'Union nationale.

M. Godbout (L'Islet) rétorque qu'il n'a pas fait de reproches à l'Union nationale, mais qu'il les faisait aussi au gouvernement libéral qu'il dirigeait. Nous avons destitué beaucoup moins de gens que le gouvernement de l'Union nationale. Cette affirmation n'est pas fondée sur des renseignements fournis par les libéraux, mais sur une réponse que le gouvernement a lui-même donnée à une question de l'opposition qui portait sur le sujet et qui était à l'ordre du jour de la Chambre il y a quelque temps.

Si je voulais suivre le premier ministre sur son propre terrain, je pourrais lui citer un plus grand nombre de hauts fonctionnaires nommés par l'Union nationale et que j'ai maintenus à leur poste. Il en (M. Godbout) nomme plusieurs. Nous avons gardé ceux qui étaient de bonne foi. Les libéraux ont fait moins de destitutions que l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et le notaire Poirier?

M. Godbout (L'Islet): Le notaire Poirier m'a offert sa démission lui-même le lendemain de notre arrivée au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous avez envoyé M. L.-P. Roy demander, la veille du jour de l'An, la démission de M. Poirier. Si cela n'est pas vrai, je suis prêt à démissionner comme député de Trois-Rivières.

M. Godbout (L'Islet): Moi aussi, si je ne prouve pas mes avancés, je suis prêt à démissionner comme député de L'Islet.

Le premier ministre a destitué un aussi grand nombre d'employés depuis qu'il est au pouvoir que pendant toute la durée de son premier gouvernement, de 1936 à 1939.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas destitué une seule personne.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a changé de méthode aujourd'hui. Il procède d'une façon différente quant il veut destituer quelqu'un. Il me semble que les gens raisonnables voudraient que cesse une fois pour toute cette situation selon laquelle les employés civils sont mis à pied à chaque changement de gouvernement. Jamais on a mis dehors autant d'employés importants.

J'espère que les principaux changements sont faits. Et maintenant que l'Union nationale a placé ses amis, ne serait-il pas temps d'assurer la stabilité aux employés civils. Il faut de toute nécessité protéger le service civil. Je veux que cesse cette méthode de congédier les employés civils à cause de leurs couleurs politiques. Quand les employés civils réaliseront que leur position est stable, ils ne songeront pas à faire de la politique. Le chef libéral s'engage à respecter la loi, si le premier ministre veut l'amender dans le sens suggéré.

M. Chaloult (Québec): Le chef de l'opposition a créé la Commission du service civil en 1944 plutôt qu'en 1940 ou 1941. La loi du service civil aurait dû être passée dès 1940 par les libéraux.

M. Godbout (L'Islet): La question était compliquée, elle méritait d'être étudiée et il était humainement impossible de la préparer à cette date. Il était impossible de procéder plus rapidement, car le gouvernement n'avait aucune expérience, devait étudier les systèmes qui existent ailleurs et savait, de plus, que la loi fédérale était loin d'être parfaite.

M. Chaloult (Québec): Je n'admets pas que le gouvernement libéral n'ait pu procéder dès 1941 ou 1942. Nous tournerons toujours dans un cercle vicieux, si les chefs ne s'entendent pas une fois pour toutes pour créer une commission stable. Je souhaite que les deux chefs de parti s'entendent pour la protection des fonctionnaires et la formation d'un personnel stable et compétent de façon à ce que le service civil ne soit pas bouleversé à chaque changement de gouvernement, car autrement, ce serait la même bataille entre partisans qui recommencera après chaque élection.

Il faut aussi penser à assurer un fonctionnarisme compétent; il y va de l'intérêt public, car nous aurons de plus en plus besoin de techniciens provinciaux, afin qu'ils puissent revendiquer les droits du Québec à l'encontre des bureaucrates fédéraux qui, eux, sont très versés dans la matière.

Il est temps que les chefs des deux grands partis à la Chambre en viennent à une entente au sujet d'une loi sur le fonctionnarisme, loi qui assurera aux fonctionnaires de la province la sécurité à laquelle tous ont droit.

M. Godbout (L'Islet): Je demande au premier ministre de décréter, dans son projet de loi, que la Commission du service civil se composera de trois membres. Autrement, à quoi bon promettre aux employés civils de leur donner une représentation?

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 25 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer un comité composé d'au plus trois membres, dont il fixe la rémunération, pour faire la classification, après son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, tient lieu à toutes fins, de la classification prévue à l'alinéa précédent."

"Si le lieutenant-gouverneur en conseil décide de nommer trois personnes pour faire partie de ce comité, l'une d'elles le sera sur la recommandation de l'organisme représentant l'Association des employés civils et l'Association des fonctionnaires de la province et connu sous le nom de "Conseil général des employés de la province.

"La rémunération des membres de ce comité sera payée à même les montants votés par la Législature pour la Commission du service civil."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La classification prendra cinq à six mois et les classificateurs recevront des émoluments de \$3,000 à \$4,000.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 68 modifiant la loi du service civil, soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction de le modifier de façon que la représentation des fonctionnaires au sein de la Commission du service civil et du comité de reclassification soit assurée de droit et ne dépende pas de l'arbitraire du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il a pour conséquence d'occasionner une dépense d'argent, ce qui ne peut se faire sans l'adoption au préalable d'une résolution à cet effet.

Cet amendement est irrégulier parce qu'il aura pour effet de provoquer des dépenses, privilège qui n'appartient qu'aux membres du gouvernement.

M. Godbout (L'Islet): L'amendement ne fait que demander un changement aux modalités d'application de la loi et n'impose pas le principe de la représentation des employés civils dans les deux organismes.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre. Je déclare l'amendement irrégulier parce qu'il rend obligatoire une dépense d'argent, qui n'est que facultative suivant les dispositions du bill tel que rédigé.

M. Godbout (L'Islet) demande le vote sur la troisième lecture.

La motion principale est mise aux voix⁴ et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata),

Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, 30.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill 68 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Clinique d'aide à l'enfance

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu pour l'année financière courante et, par la suite, à même les deniers votés annuellement pour ces fins par la Législature.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance soit maintenant lu une deuxième fois⁵.

Ce bill institue une clinique d'aide à l'enfance attachée à la Cour des jeunes délinquants de Montréal. Cette clinique sera composée de spécialistes en psychiatrie, en psychologie et en médecine, qui agiront comme auxiliaire du tribunal, afin d'examiner soigneusement chaque cas et faire rapport sur les causes de la délinquance. Un examen soigneux du cas de chaque délinquant sera fait, dès son arrivée à la cour, par un psychiatre, un psychologue et un médecin. Le rapport sera transmis au juge. Bien que la loi ne soit pas nécessairement la solution à une question vexatoire, elle serait tout au moins un grand pas dans la bonne direction.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) parle en faveur du bill. Je félicite la ville de Québec de son O.T.J.⁶. Il y a un fait provoqué par les autorités compétentes, c'est le pourcentage élevé de délinquants dans les districts où il n'y a pas de terrains de jeux. Facilitons aux enfants l'accès aux jeux organisés et vous verrez le pourcentage de jeunes délinquants baisser.

En 1941, 4,074 causes furent citées devant les tribunaux. De ce nombre, 21 accusations furent renvoyées, 86 ajournées *sine die* et 3,967 furent trouvées fondées. Le nombre des enfants accusés de délits simples dans la province en 1941 était de 2,379 dont 1,859 garçons et 520 filles. Quarante-neuf causes furent ajournées *sine die*, réduisant ainsi à 2,330 le nombre de délits prouvés. Les sentences imposées se répartissent comme suit: 1,398 furent réprimandés ou renvoyés sous observation, 285 envoyés à l'école industrielle, 583 condamnés à l'amende ou aux frais, 40 libérés sous sentence suspendue et 24 détenus indéfiniment. Le nombre des causes devant la Cour juvénile a augmenté de 1938 à 1941 et ça ne peut être causé par le relâchement de la surveillance des parents occupés aux travaux de guerre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je félicite le gouvernement de présenter ce projet. Aussi longtemps que le premier ministre présentera des lois aussi sociales et aussi avantageuses pour la jeunesse que celle-là, il aura l'appui du député de Rivière-du-Loup.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) donne aussi son appui au bill.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Francoeur (Montréal-Mercier)** parlent sur ce sujet intéressant, particulièrement pour la région de Montréal.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri) prend part à la discussion.

M. Godbout (L'Islet) demande au gouvernement de mettre en vigueur la loi de protection de l'enfance votée l'an dernier. Cette loi ne doit entrer en vigueur que sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai combattu la loi. Je ne mets aucunement en doute la bonne foi de ceux qui l'ont passée. Mais j'ai consulté les personnes compétentes, et si la loi est bonne dans ses parties essentielles, mes informations sont que les inconvénients l'emportent sur les avantages. La loi de la protection de l'enfance, votée l'an dernier, ne sera pas mise en vigueur. À mon avis, cette loi offre plus d'inconvénients que d'avantages.

L'intention du gouvernement, c'est de nommer des inspecteurs qui feront une enquête approfondie sur toute la situation de l'enfance dans la province et l'on verra plus tard si la loi doit être mise en vigueur. Il s'agit d'une question extrêmement délicate et il est évident que les renseignements obtenus dans cette enquête seront d'une nature confidentielle.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) suggère de légers amendements au bill⁷. Que l'examen du jeune délinquant par un psychiatre, un psychologue et un médecin, ainsi que le veut la loi, devrait se faire, non à l'arrivée du prévenu à la cour, mais après sa comparution devant le tribunal.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** discutent.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): J'aurais quelque chose à ajouter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est 11 heures et nous allons ajourner.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

22 mai 1945

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements 3 et 4 du bill 155 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Verdun

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai une bonne et importante nouvelle à communiquer à la Chambre. La Commission des écoles catholiques de Verdun a présenté un bill. Dans ce dernier, on demandait le droit de payer un salaire ou traitement au président et membres de la commission. Un référendum avait été tenu à ce sujet à Verdun. Et les contribuables se sont prononcés contre.

Le comité des bills privés de l'Assemblée législative a voulu respecter l'opinion des électeurs de Verdun en refusant la demande. Mais le Conseil législatif, dont les membres ne sont pas élus par le peuple, ont décidé, eux, d'accorder les traitements demandés et ont voulu aller à l'encontre du désir des Verdunois intéressés et de la volonté des mandataires du peuple.

Mais voici que les honorables messieurs viennent de se rendre à l'évidence et retirent l'amendement au bill, afin que les droits des peuples soient respectés. Ce sont les représentants du peuple qui doivent mener et non les membres du Conseil législatif, qui ne sont pas élus par le peuple. J'espère que ce sera une leçon pour le Conseil législatif à l'avenir. Je félicite le député de Montréal-Verdun (M. Ross) de son intervention en faveur des droits de ses électeurs.

Tous les députés applaudissent.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le député de Montréal-Verdun (M. Ross) de la façon dont il a

servi les intérêts de ses électeurs. Il s'est constitué l'écho de ses électeurs. Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) a remporté une victoire en faisant triompher les droits de ses électeurs.

M. Chaloult (Québec): Il y a 50 ans que les divers partis politiques promettent d'abolir cet organisme inutile qu'est le Conseil législatif. Ils viennent d'avoir la rebuffade qu'ils méritent. Je me réjouis de cette victoire des représentants populaires.

M. Ross (Montréal-Verdun) se déclare heureux du dénouement de cette affaire. Je remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et la Chambre au nom de l'électorat que je représente.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. Cette intervention de M. Godbout est la même qu'a fait précédemment M. Hamel, car *The Montreal Daily Star* du 22 mai 1945, à la page 1, précise bien que: "le leader de l'opposition, Adélard Godbout, et l'honorable Wilfrid Hamel, bien qu'ils appuyaient ce qui avait été dit au sujet du développement hydraulique dans la province, refusaient de convenir de la nécessité d'un nouveau département."

2. Cette question de privilège ainsi que celle de M. Laurendeau, "ont occupé", selon *Le Devoir* du 23 mai 1945, à la page 10, "une bonne heure du temps de la Chambre".

3. Selon *L'Événement* du 23 mai 1945, à la page 3, "la Chambre aborde l'étude de ce bill", un peu avant cinq heures.

4. Selon *The Montreal Daily Star* du 23 mai 1945, à la page 5, "le vote a été pris à 10 heures".

5. *The Chronicle Telegraph* du 23 mai 1945, à la page 3, précise que: "Tard la nuit dernière, la Chambre basse a fait la deuxième lecture du bill du gouvernement visant à constituer une clinique d'aide à l'enfance à Montréal, et ce, après avoir fait une première lecture, appuyé les résolutions concernant la mesure, et tenu un débat technique de nature juridique pendant plus d'une heure."

6. O.T.J.: Organisation des terrains de jeu.

7. *Le Soleil* du 23 mai 1945, à la page 4, précise: "on étudiera en comité plénier les suggestions de l'ancien trésorier provincial."

Séance du mercredi 23 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Ministère des Terres et Forêts,
rapport 1943-1944**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1944 (Document de la session no 31)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 51 validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. Le règlement de la cité de Montréal, adopté le 27 avril 1945, portant le numéro 1760 et intitulé: Règlement pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations, est confirmé, ratifié et validé dès qu'il aura reçu l'approbation de la Commission municipale de Québec."

2. L'article 4 devient article 5.

Projets de loi:

**Validation de contrats
par la cité de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;

- bill 49 modifiant la loi des relations ouvrières.

Demandes de documents:

**Système de promotion
à Hydro-Québec¹**

M. Chaloult (Québec) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province et l'Hydro-Québec, son président ou ses officiers, depuis le mois de juin 1944, au sujet du système de promotion et des chefs de services.

Il (M. Chaloult) prend la parole, à l'appui de sa motion, en donnant quatre raisons pour lesquelles nous devrions étatiser les industries qui exploitent nos ressources naturelles. Il (M. Chaloult) y voit une raison, d'ordre social, parce que ces industries agissent à l'encontre du bien commun, une raison d'ordre politique, à cause de la domination des trusts sur la caisse électorale des partis, une raison d'ordre fiscal, parce que l'étatisation serait une source de revenus pour les gouvernements, et enfin une raison d'ordre national, parce que nous devrions reprendre nos ressources.

Je fais cette motion pour dire que les Canadiens français n'ont pas leur part à l'Hydro-Québec. J'ai protesté avec énergie, l'an dernier, lorsque le gouvernement d'alors a passé sa loi de l'Hydro-Québec et a nommé deux commissaires de langue anglaise, MM. MacDonald et J. W. McCammon, sur un total de cinq, à la Commission de

l'hydroélectrique. On a répondu qu'il fallait tenir compte de la compétence. C'est une injure faite aux Canadiens français et il est inutile de réclamer d'Ottawa notre part dans le service civil, si on ne nous la donne pas dans Québec. Les quatre cinquièmes de la population de Québec sont des Canadiens français. Nous avons donc droit à quatre commissaires de langue française à l'Hydro, vu la proportion numérique des nôtres dans cette province.

J'y ai vu une injustice pour les Canadiens français et une injustice, pour nos ingénieurs et nos comptables, parmi lesquels il y avait des hommes compétents pour occuper les postes que l'on a confiés à des Anglais.

La question de compétence ne se pose pas pour justifier la nomination de deux commissaires anglais. Le gouvernement me semble avoir justifié le traitement injuste qu'Ottawa a accordé aux Canadiens français, surtout, depuis le début de la guerre.

Si nous refusons de nous donner la part qui nous revient, nous serons mal venus de réclamer celle qui nous appartient dans le fonctionnarisme fédéral. C'est Québec qui donne l'exemple du mépris des droits des minorités et l'ancien gouvernement libéral nous a traités en citoyens de seconde zone. Il est évident que, dans le domaine de l'économie, le commerce et l'industrie, c'est la minorité qui conduit la majorité dans Québec. Le gouvernement libéral en a donné la preuve.

Il (M. Chaloult) rappelle la situation existant l'an dernier lorsque le gouvernement a créé l'Hydro. À l'aide de chiffres qui lui ont été communiqués par le gouvernement actuel, en réponse à deux questions, il (M. Chaloult) élève quelques critiques. Sur 62 chefs de service à l'Hydro-Québec, il y en a 41 de langue anglaise et 21 de langue française.

Quant aux salaires, les statistiques sont là pour démontrer la maigre part faite aux nôtres, car les petits salaires sont réservés aux Canadiens français et les gros aux Canadiens anglais. La même chose se manifeste dans le fonctionnarisme à Ottawa. Revenant à l'Hydro, ainsi, sur 5 chefs de service qui touchent plus de \$10,000, il y a 4 Canadiens anglais et un seul est payé à un Canadien français, M. Beaudet. Sur les 29² salariés qui gagnent plus de \$6,000, il n'y a que quatre Canadiens français.

On a procédé dans le choix de ce personnel à la façon des grosses compagnies anglaises qui ne réservent que des emplois de domestiques aux Canadiens français. Si l'argument de la compétence valait quelque chose autrefois, il ne vaut plus aujourd'hui. Rien n'a changé depuis la

nationalisation. Depuis la création de l'Hydro, on a nommé cinq chefs de services nouveaux et deux Canadiens français seulement ont obtenu cette promotion.

On a créé deux services nouveaux qui ont été confiés à un Canadien français et un Canadien anglais. Dans un autre cas, un Canadien anglais, qui recevait \$8,400, a été remplacé par un Canadien français auquel on n'a donné que \$5,000 de salaire. C'est une situation anormale qu'un gouvernement ne peut maintenir. Ceci indique l'esprit qui règne à l'Hydro.

Les choses ont peu changé depuis, c'est la raison qui m'amène à revendiquer de nouveau cette année une plus large part pour les Canadiens français, tant dans la gouverne de l'Hydro-Québec que dans les emplois de chef de service, etc.

La minorité a des droits que nous respectons dans Québec mieux que dans toutes les autres provinces, ce qui ne veut tout de même pas dire que pour cela nous devons sacrifier à la minorité anglaise chez nous, les droits de la majorité canadienne-française. Quant à l'argument de la compétence, c'est un argument qui ne tient plus, car des compétences, nous en avons dans tous les domaines. L'administration actuelle doit rendre justice aux nôtres à l'Hydro-Québec.

Les libéraux sont responsables de la légende qui s'est créée concernant l'infériorité des nôtres dans le domaine économique. Je reproche au Parti libéral de vouloir perpétuer la mentalité que les Canadiens français ne sont bons que pour être des porteurs d'eau et des scieurs de bois. Le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), qui a proposé la loi de l'Hydro, l'an dernier, doit porter une bonne part de sa responsabilité pour la situation actuelle.

Si le gouvernement Godbout prétend avoir repris nos ressources naturelles, il est juste que l'on nomme des Canadiens français aux postes de commande. Notre économie ne doit pas être entre les mains de la minorité. Chez nous, c'est la minorité qui domine la majorité. Il me répugne de parler de questions de races, mais un gouvernement qui se dit d'"Union nationale" doit redresser nos griefs et faire valoir tous nos droits.

J'invite donc le premier ministre à travailler résolument au redressement de nos griefs que j'ai exposés en nommant quatre commissaires de langue française à l'Hydro et en reprenant possession de nos ressources naturelles. Tout en favorisant l'intérêt privé, je considère qu'il y a des motifs d'ordre social et national qui font un devoir au gouvernement, dans certains cas, de recourir à la nationalisation.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je ne veux que relever certaines affirmations injustes faites par un député qui ne considère qu'un aspect de la question. Le député de Québec (M. Chaloult) est de mauvaise humeur contre les libéraux et contre tout ce que le Parti libéral a fait. Toutes les argumentations du député de Québec sont toujours un effet de sa mauvaise humeur. À l'entendre, nous souhaiterions quelquefois qu'il prenne le pouvoir pour voir où cela pourrait le mener. Il faudrait le voir à la tête d'une administration mettre ses idées à exécution.

Je dis souvent à mes amis que si nous ne voulions pas, nous les libéraux, que notre province atteigne ses hautes destines et si je n'étais pas intéressé à l'avenir de sa province, je souhaiterais que le député de Québec (M. Chaloult) prenne le pouvoir, devienne premier ministre et administre avec les principes qu'il préconise.

Ce serait un beau spectacle et une belle réussite. Nous aurions l'occasion de constater les merveilles qu'il accomplirait dans tous les domaines où il porte si souvent ses critiques. Il s'apercevra que ces principes ne peuvent s'appliquer intégralement. Pour notre part, conscients du bien public, nous aimons mieux construire que de toujours essayer de détruire. Nous avons essayé de maintenir les proportions par des moyens honnêtes, rationnels, réguliers.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement libéral voulait donner une juste représentation aux Canadiens français et aux deux éléments dans l'Hydro, mais le problème n'était pas facile à régler. La loi est entrée en vigueur à minuit le 14 avril, et il fallait, à une minute d'avis, choisir des hommes qui prenaient la place de directeurs de la Montreal Light, Heat & Power qui ne voulaient pas collaborer avec le gouvernement, qui ne voulaient pas s'en aller, qui voyaient le changement d'un mauvais œil, et confier l'administration de l'industrie probablement la plus importante du pays aux hommes les plus compétents habitués aux affaires.

Nous avons dû procéder comme nous l'avons fait. Nous devons faire face à de terribles difficultés. On comprend que les administrateurs de la compagnie n'étaient pas des mieux disposés, vu la prise de possession par le gouvernement, à donner tous les renseignements nécessaires. Nous avons nommé MM. McCammon et MacDonald sur l'Hydro à cause de leurs connaissances particulières, de leur entraînement particulier.

M. Chaloult (Québec): Il y avait des Canadiens français compétents.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Étaient-ils disponibles au moment où nous avions besoin d'eux? Le député de Québec (M. Chaloult) prétendra-t-il que les Canadiens français étaient mieux traités par l'ancienne compagnie? L'Hydro-Québec est un actif immense pour tous nos compatriotes et pour toute la province.

M. Chaloult (Québec): L'ancien ministre n'a-t-il pas déclaré que la compagnie était prête à se laisser exproprier?

M. Hamel (Saint-Sauveur): Oui, mais à son prix. Ses représentants sont venus me voir deux ou trois jours avant le temps fixé. Notre bill était prêt. Je n'ai pas voulu les recevoir.

Du jour au lendemain, les représentants de la province devaient prendre possession de cette vaste entreprise et, comme le gouvernement d'alors voulait en assurer tout de suite le succès, il a cru bon de nommer comme commissaires de l'Hydro les compétences les plus marquantes dans tous les domaines où il fallait les trouver. Pour cela, tout en faisant la part des deux nationalités existant dans notre province, on n'a pas jugé bon d'ostraciser complètement les compétences canadiennes-anglaises pour ce seul titre.

En se lançant dans une entreprise de cette envergure, le gouvernement visait à obtenir des résultats. Il fallait placer des gens qui, non seulement étaient de bons techniciens, mais avaient un entraînement à la Montreal Power. On n'a tenu compte que de la compétence et non de la question raciale, dans le choix des commissaires. Nous avons choisi trois Canadiens français et deux Canadiens anglais parce qu'ils avaient, tous les cinq, une expérience précieuse pour la province.

Un esprit impartial constatera d'ailleurs que les deux commissaires d'origine anglaise qui ont été nommés, en plus de leurs compétences dont personne n'a à redire, sont des citoyens du Québec qui parlent les deux langues et qui, depuis de longues années, ont rendu à cette industrie d'éminents services. Lorsqu'on a nommé les commissaires de l'Hydro, on a nommé les meilleurs hommes possibles.

Le député de Québec-Comté n'a pas le droit de dire que nous avons été guidés par un complexe d'infériorité pour les Canadiens français dans notre choix. Les commissaires ont été placés là à cause de leur compétence particulière dans le domaine des questions hydroélectriques, et deux d'entre eux, en particulier, M. MacDonald et M. McCammon, à

cause de leur connaissance particulière des problèmes de la Montreal Power et parce qu'ils avaient des connaissances pratiques sur lesquelles le gouvernement devait nécessairement compter.

M. Chaloult (Québec) pose une question.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le fait pour un homme d'être un technicien ne veut pas nécessairement dire qu'il a une compétence particulière pour participer à l'administration d'une grande entreprise hydroélectrique. Le cabinet a songé avant tout à faire un succès de l'Hydro-Québec et à ne pas y mettre de politique. M. MacDonald a été choisi parce qu'il avait déjà examiné l'activité de la Montreal Power et possédait des connaissances particulièrement précieuses, dans les circonstances. Quant à M. McCammon, il a été élevé près de Thetford Mines. Il parle très bien le français et on peut le considérer comme l'un des nôtres. S'il s'était appelé Caron, on l'aurait nommé quand même. Il avait travaillé pour des entreprises liées à la Montreal Power et le fait qu'il portait un nom anglais ne justifiait pas le gouvernement de se dispenser de ses services.

Nous voulions faire un succès de l'Hydro-Québec. Nous avons voulu lui donner un personnel qui en ferait un succès. Le gouvernement a pris des mesures pour qu'il y ait continuité et non chambardement dans l'administration. Autrement, il y aurait eu des échecs qu'on n'aurait pas signalés contre l'étatisation. Si mon honorable ami voulait être juste et honnête avec ses idées, il attendrait un ou deux ans pour faire ses critiques et se prononcer sur le choix du personnel. L'amélioration ne peut pas se faire du jour au lendemain.

D'ici à ce temps, bien des ingénieurs et des comptables canadiens-français auront eu le temps de subir l'entraînement nécessaire qui leur permettra d'occuper des postes importants à l'Hydro. Les nominations ont été faites suivant le système de promotions. Il y a à l'Hydro un personnel qui doit avancer normalement selon le système de promotions. Dans quelques mois, le député de Québec (M. Chaloult) s'apercevra que les proportions se rétablissent graduellement. La cause que le député de Québec veut servir, toute la Chambre veut la servir, mais il prend de biens mauvais moyens et il sert mal la cause qu'il veut défendre.

Prétendra-t-il que, sous l'administration de la compagnie, les Canadiens français avaient plus de chance? Que nous pouvions, en quelques mois, régulariser toute la situation? Que nous avons placé

un seul homme à l'Hydro à cause de son nom et de ses sympathies? Nous avons eu affaire à des gens qui ne voulaient pas être expropriés et voulaient continuer à exploiter la province de Québec.

Quant au Canadien anglais payé \$8,500, qui a été remplacé par un Canadien français payé \$5,000, le remplaçant n'avait probablement pas les mêmes années de service que l'autre. Dans un même service, celui qui entre reçoit le minimum, en attendant les augmentations graduelles.

Les Canadiens français veulent être maîtres de leurs destinées, mais sans spolier personne. Nous avons mis dans cette entreprise de l'Hydro-Québec tout notre désir de bien servir la province, toutes les races et toutes les croyances. Si le député de Québec veut servir l'intérêt des siens, il ne devrait pas faire de critiques à outrance. Dans quelques années, lorsque les résultats de notre œuvre seront plus apparents, il sera le premier à venir nous dire que le geste que nous avons posé était excellent. Nous avons créé l'Hydro-Québec qui sera un succès, si le gouvernement nouveau suit notre politique. Et l'Hydro continuera d'être un succès à condition que l'on maintienne les méthodes que nous avons établies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) a massacré les faits et fait des déclarations qui appellent des mises au point. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que, dans l'exploitation de nos ressources naturelles, nos compatriotes n'ont pas eu la part à laquelle ils ont droit. Comme le dit le député de Québec, il faut rendre aux Canadiens français leur part. De par la Constitution, l'interprétation qu'en ont donnée les hommes d'État anglais et, de par l'histoire, la province de Québec est particulièrement réservée à l'épanouissement et au bien-être de la nationalité canadienne-française, et on doit lui en fournir tous les moyens.

C'est tellement vrai que, lorsque sa Majesté le roi George a visité Québec en 1939, j'étais premier ministre et je lui ai lu une adresse en français dans laquelle je lui ai cité l'opinion des hommes d'État anglais dont un économiste qui disait que le territoire du Bas-Canada doit demeurer "altogether french". J'ai parlé des droits égaux existant pour les citoyens des deux grandes races qui composent notre pays. Cela ne veut pas dire, cependant, que nous devons faire de notre province l'île de Robinson Crusoe, et ce n'est pas mon intention d'élever autour d'elle une muraille de Chine et que les Canadiens anglais ne soient pas chez eux dans la province de Québec avec des droits égaux.

Nos compatriotes de langue anglaise se sentiront toujours chez eux, chez nous, mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue la priorité des droits des découvreurs et des pionniers et que les descendants qui ont fait ce pays ne puissent avoir, surtout dans cette province, des droits particuliers. Comme l'a dit avec modération le député de Québec, il convient de rendre aux Canadiens français leur part. Et c'est notre intention de faire reconnaître ces droits particuliers dans notre province, d'ailleurs.

Sous les régimes libéraux, nos ressources naturelles ont plus desservi le peuple que servi la population. Nos ressources naturelles, qui devaient servir au bien-être de leur propriétaire, ont contribué à leur asservissement. Il y a lieu de réparer cet état de choses graduellement, sans chambardement et en revenir à un régime où nos droits seront respectés et où nos intérêts seront sauvegardés. C'est notre devoir d'agir ainsi et nous ne faillirons pas à notre tâche dans ce domaine.

Il (M. Duplessis) rappelle le traitement si humain qu'on fait à la minorité dans la province de Québec. Dans aucune autre province, la minorité canadienne-française ne reçoit le traitement qu'ici on donne à la minorité canadienne-anglaise. Nous sommes un exemple pour toutes les provinces sous ce rapport comme sous bien d'autres.

À la session de 1944, à la veille des élections, le gouvernement libéral a passé une loi d'étatisation et a exproprié la Montreal Power. Le député de Saint-Sauveur vient de prétendre que le gouvernement ne pouvait changer les employés à la dernière minute, que la loi est entrée en vigueur à minuit. Quel aveu! Un gouvernement qui passe des lois de cette importance à la dernière minute, quand il avait eu cinq ans pour étudier le problème, n'a pas conscience de ses responsabilités! Si le gouvernement avait étatisé la Montréal Power avant 1944, au lieu d'apporter une mesure préélectorale, il ne serait pas aujourd'hui dans l'obligation de faire l'aveu savoureux que la transition s'est faite à une minute d'avis. Je n'ose pas dire que c'est une loi de minuit, l'heure du crime.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre connaît-il des lois qui n'entrent pas en vigueur à un moment précis? Est-ce que les lois ne viennent pas toujours en vigueur à une date et à une heure précises?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais un ancien ministre est obligé d'avouer que le gouvernement n'a pas eu le temps de prévoir.

L'ancien ministre affirme que les gens de la Montreal Power ne voulaient pas se laisser exproprier, tandis que son chef prétendait que la compagnie voulait se faire exproprier depuis trois ans. Où est la vérité dans tout cela?

Le gouvernement aurait dû prendre les précautions pour donner la justice que réclame le député de Québec (M. Chaloult).

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre n'est pas fort aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les conditions faites à l'Hydro-Québec ne sont pas compatibles avec les droits de la province de Québec et ne sont pas de nature à favoriser la véritable unité nationale. Il est inconcevable qu'une compagnie comme la Montreal Power, qui pendant des années a bénéficié de revenus exorbitants, se soit enrichie à même nos ressources, sous l'œil paternel et protecteur des régimes libéraux, et ait réuni un personnel qui ne tient aucun compte des droits, des promotions que nos compatriotes ont droit d'avoir et des privilèges de la majorité des Canadiens français. Je suppose que le *Star* va prétendre que je veux soulever le cri de la race³.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La *Gazette*, qui appuie nos honorables amis, est-elle un journal canadien-français?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La *Gazette* a reçu \$45,000 du gouvernement libéral et \$2,000 seulement du nôtre. En 1939, la *Gazette* me dénonçait. Elle a toujours appuyé les régimes Gouin et Taschereau...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le régime actuel aussi...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au Canada, il ne peut y avoir d'unité nationale. Il (M. Duplessis) nie vouloir jeter le cri de race. L'unité nationale est un mythe et elle est impossible parce qu'elle signifie, en définitive, une assimilation. Ce qui est désirable et possible, c'est l'union nationale et la compréhension basées sur le respect des droits de chacun. Pour y arriver, il faut respecter les droits de la majorité dans la province et de la minorité dans le pays.

Nos adversaires essaient de faire croire que je suis contre les Anglais. Nos compatriotes anglais sont les bienvenus dans la province de Québec en

reconnaissant la priorité des Canadiens français. Ils sont bien traités chez nous. Ils sont chez eux dans la province comme nous sommes chez nous dans le reste du pays. Ce serait manquer à notre devoir que de ne pas reconnaître la priorité des Canadiens français dans la province de Québec. Je demande aux Canadiens anglais ce qu'ils feraient s'ils étaient la majorité dans notre province. Il est évident que les redressements ne se font pas du jour au lendemain.

Il ne faut pas poser d'actes de nature à nuire à nos compatriotes français vivant dans les autres provinces ou aux États-Unis, mais entre la revendication de nos droits et l'acquiescement des nôtres à une situation d'infériorité, il y a toute la différence entre un homme de cœur et un homme qui n'a pas de cœur.

Certains journaux vont dire que nous voulons nous isoler en réclamant le respect de la justice et les droits de notre race. Ceux qui disent cela nous injurient. La largeur de vue de la province de Québec fait l'admiration de tout le monde. L'isolement dans la justice, c'est glorieux; c'est plus noble que l'avachissement dans les abandons et les trahisons.

À l'Hydro, je considère que la situation actuelle n'est pas juste. Je suis convaincu que l'opposition officielle et l'opposition officieuse seront unanimes à s'unir pour réclamer service. En ce qui concerne l'Hydro-Québec, nous y avons commencé certaines réformes d'importance; nous avons fait, déjà, deux ou trois nominations importantes, de manière à rendre la situation plus juste pour les nôtres et remédier à des conditions parfois impossibles.

Nous allons continuer dans ce domaine et nous allons nous efforcer de rendre justice à toutes les races et à tout le monde. Je dis aux minorités: vous êtes les bienvenues, chez nous; vous allez être traitées avec largeur de vue et générosité, mais soyez averties que nous avons l'intention de faire respecter nos droits dans leur intégralité. C'est l'intérêt même de la minorité de réaliser qu'elle voisine une race fière de ses droits et jalouse de leur conservation. Nous respectons les droits des minorités, mais nous ne pouvons oublier les nôtres.

M. Godbout (L'Islet): Je veux répondre brièvement à certaines affirmations du premier ministre et du député de Québec (M. Chaloult). Le proposeur de la motion pose des principes qui apparaissent illogiques à ceux qui réfléchissent. Il réclame d'Ottawa un traitement plus juste pour notre minorité, là-bas et il vient prêcher au Québec la politique de la majorité. Le député de Québec

(M. Chaloult) qui réclame des droits égaux pour les Canadiens des deux races dans le Canada, et c'est juste, peut-il réclamer tous les droits pour les Canadiens français dans la province? C'est l'une ou l'autre.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai jamais tenu ces propos. Je ne réclame pas cela. J'ai réclamé une pleine mesure de justice pour la minorité. Je réclame justice pour la minorité et la majorité.

M. Godbout (L'Islet): Alors, qu'il retire ses excès de tout à l'heure! Si le député veut une meilleure mesure de justice, les mêmes avantages et les mêmes charges, cela veut dire qu'il prononcera un discours raisonnable, que, nous, nous l'entendrons alors avec plaisir, et nous nous accordons l'un l'autre.

Quant au premier ministre, il n'a pas éclairé la Chambre; il a parlé de façon ambiguë et il nous a fait des déclarations les plus contradictoires qu'on ait pu entendre. Tout ce que le monde veut, c'est que nous nous entendions comme des frères canadiens, sur une base de justice et en reconnaissant les droits de chacun. Pourquoi faire de grandes déclarations qui ne veulent rien dire? Le premier ministre nous fait des reproches, dans le vague comme toujours, d'avoir négligé et sacrifié les droits des Canadiens français dans la nationalisation de la Montreal Power et prétend que le gouvernement libéral n'a pas donné justice aux Canadiens français.

Je demande à mon honorable ami, lui qui s'est lancé dans un grand discours patriotique, ce qu'il a tant fait pour remédier au traitement qu'il dit injuste qui existait pour les nôtres à la Beauharnois, du temps où il était premier ministre, la première fois de 1936 à 1939? Qu'est-ce qu'il a changé à cela, lui? Absolument rien. Qu'a-t-il changé depuis que, à titre de premier ministre, il est devenu propriétaire de la compagnie? Rien. Il a trouvé quelque chose de changé en reprenant le pouvoir. Il s'est aperçu que la province était devenue propriétaire d'une des plus grandes entreprises du pays.

Quant à ce que nous avons fait en 1944, nous l'avons accompli sur base de justice pour tout le monde. Quand nous avons pris la Montreal Power, il est évident que les Canadiens français n'avaient pas leur part et une représentation proportionnelle dans le personnel. Ils n'y avaient pas justice, cela est indéniable. Le principe qui a été admis de tout le monde pour le service devait s'appliquer à la compagnie.

Voulait-on qu'en arrivant là, nous prenions tous les Canadiens anglais et les mettre dehors dans

le seul but de rétablir la proportion de Canadiens français du Québec? Mon honorable ami du comté de Québec et le premier ministre auraient-ils voulu que nous mettions à la porte tous les officiers et employés compétents qui avaient un nom anglais, sur le seul fait de leur nationalité, et ce, en dépit de longues années de services qu'ils avaient rendus?

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas critiqué ce qui avait été fait à la Montreal Power avant la nationalisation. Je parle des nouveaux services surtout. Les gros salaires vont aux anglais.

M. Godbout (L'Islet): Le député est-il capable d'établir qui est le plus apte qu'un autre à remplir les positions, surtout si le Canadien de langue anglaise est reconnu comme le plus compétent?

Ici même, dans de nombreux ministères, il n'y a aucun employé d'origine anglaise. Dans le service civil intérieur, au département du procureur-général, il n'y a pas un seul Anglais parmi les hommes de loi; les circonstances l'ont ainsi voulu. Personne n'a protesté. Les Anglais ne s'en sont jamais plaints. Les Canadiens anglais exigent-ils leur part dans le service civil? Je ne pense pas que nos compatriotes de langue anglaise se soient crus ostracisés à cause de cela.

Au ministère de l'Agriculture, sur 1,400⁴ employés, il n'y en a peut-être pas 3 ou 4 qui sont Anglais et pas un à la Colonisation. Et les Anglais ne réclament pas. Ils se sont dirigés en plus grand nombre vers le Trésor. À l'Hydro, il y avait plus d'Anglais.

Pourquoi se formaliser que, dans une institution qui durant de longues années a fonctionné sous une administration à majorité anglaise, il y ait plus de Canadiens de cette origine que d'origine française? Étions-nous pour enlever le pain de la bouche de tous ces gens-là parce qu'ils étaient Anglais? Allons-nous priver de son gagne-pain celui contre lequel on n'aurait qu'à invoquer le motif qu'il porte un nom anglais?

Si mon honorable ami a un cas en particulier à nous soumettre, qu'il s'explique. S'il peut nous démontrer que nous avons sacrifié des droits, nous l'écouterons, mais de là à prétendre que nous aurions dû remplacer tous les Anglais...

M. Chaloult (Québec): Je ne demande pas cela.

M. Godbout (L'Islet): Alors qu'on attende pour récriminer.

Dans notre province, on accorde à la minorité anglaise un traitement convenable. Nous l'avons toujours traitée avec justice et elle le reconnaît. Nos concitoyens de langue anglaise sont nos meilleurs propagandistes de l'esprit de justice des Canadiens français dans les autres provinces. Que le député de Québec-Comté signale donc un cas où un Anglais a remplacé un Canadien français seulement parce qu'il était Anglais. Il (M. Godbout) fait l'éloge de MM. MacDonald et McCammon. À l'Hydro-Québec, la justice doit régner.

Relativement au grief exprimé par le député de Québec (M. Chaloult) quant au cas qu'il a cité, relativement au salaire de \$5,000 payé par l'Hydro à un Canadien français qui a remplacé un Canadien anglais payé \$8,500, il n'y a rien d'étonnant là-dedans. C'est la méthode suivie dans toutes les administrations. Quand un chef atteint la limite et disparaît, celui qui lui succède reçoit le salaire minimum de sa classe. C'est un principe accepté partout qui existe dans le service civil et que le gouvernement maintiendra. C'est ce qui se pratique dans tous les gouvernements, où on commence par payer le minimum à un chef de service en l'augmentant de trois ans en trois ans jusqu'à ce qu'il atteigne le maximum. Le même principe doit s'appliquer à Hydro-Québec.

Le premier ministre nous fait des reproches dans le vague, je le répète. On ne peut rien gagner à traiter cette question sur le ton qu'adopte généralement le député de Québec. Dans les changements opérés à l'Hydro-Québec, tout a été fait de façon à ne léser personne et on a fait appel aux compétences d'où elles pouvaient venir. Ce qui importait avant tout, c'était de rendre l'Hydro-Québec effective, de faire en sorte que la province puisse obtenir d'aussi bons résultats que l'initiative privée et de montrer que le gouvernement réussirait aussi bien que la compagnie et pouvait administrer l'Hydro-Québec avec succès. C'est ce que l'on a fait et réussi. La preuve est faite.

Notre loi est tellement avantageuse et tellement profitable pour la province car bien que l'Hydro ait réduit les taux de 23 % à 30 % et amélioré les salaires, elle a réussi, en neuf mois, à réaliser \$9,000,000 de profits que même le gouvernement actuel n'y pourra toucher. Pourquoi? Parce que nous avons nommé à l'Hydro les meilleurs hommes que nous avons pu trouver. Les deux commissaires de langue anglaise sont d'une compétence reconnue. Qui pouvait mieux remplacer M. McCammon qui était ici une autorité en hydraulique? M. McCammon parle couramment les deux langues.

M. Chaloult (Québec): On me dit qu'il ne comprend pas le français.

M. Godbout (L'Islet): Il le comprend et le parle bien mieux que bien des députés en cette Chambre. Je ne dis pas cela évidemment pour le député de Québec. En tout cas, qu'on m'indique des meilleurs hommes que ceux-là dans leur sphère. Peut-on me faire un reproche d'avoir eu comme sous-ministre à la Colonisation un canadien qui s'appelle Brown et qui, jusqu'à l'âge de 10 ans, ne parlait pas l'anglais?

Pour ce qui est de l'accusation du chef du gouvernement, savoir que la loi de l'Hydro est entrée en vigueur l'an dernier à telle heure précise, il devrait se rappeler que c'est le cas de tous les gouvernements de mettre leurs lois en opération à une heure déterminée. Le premier ministre a fait mine de se scandaliser du fait que la loi de l'Hydro est venue en force à minuit, le 14 avril. Mais il n'a pas mieux fait avec sa loi de la taxe de luxe qui est venue en force à minuit le 27 avril avant même de l'avoir votée par les Chambres.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est venue en force le lendemain de sa déposition en Chambre. C'est toujours de même pour les lois fiscales. La Parti libéral a imposé en 1940 une taxe du revenu dont il a fait remonter la perception au 1^{er} janvier 1939.

M. Godbout (L'Islet): Mais c'est toujours ce qui arrive dans ce cas-là. Dans la taxe de luxe, le premier ministre l'a imposée avant qu'elle ne fût votée parce qu'il savait probablement qu'elle provoquerait l'indignation générale. Je ne fais pas de reproche au premier ministre de ce que sa loi soit tellement sympathique et populaire qu'il faille l'appliquer avant qu'elle soit votée.

Le gouvernement libéral, en s'emparant de l'Hydro, a voulu avoir là les hommes les mieux qualifiés pour l'administrer à perfection tout de suite. Les résultats ont été merveilleux, contrairement à ce qui est arrivé à la centrale de l'Union nationale dans le nord du Témiscamingue. À l'Hydro, nous avons voulu éviter l'erreur de la centrale du Témiscamingue qui démontre, au contraire de l'Hydro, qu'un gouvernement ne pouvait administrer avec succès une entreprise étatisée. Les résultats obtenus prouvent que le choix des administrateurs a été le bon dans le temps. L'avenir dira que nous avons fait un bon choix à l'Hydro. C'est maintenant

le devoir du gouvernement de rétablir la situation, petit à petit, pour donner justice aux Canadiens français dans ce domaine.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le chef de l'opposition a voulu laisser entendre et faire croire que ceux que l'on appelle dédaigneusement les nationalistes réclament d'Ottawa ce qu'ils ne veulent pas donner eux-mêmes à la minorité du Québec. Or, aucun reproche ne saurait être plus injuste et tomber de façon plus fausse.

Si nous avons réclaté à Ottawa une politique de la minorité, c'est parce qu'elle n'a pas obtenu justice et que nous sommes maltraités dans le fonctionnarisme. Et, si invraisemblable que cela puisse paraître, nous avons réclaté une politique de la majorité parce que chez nous, c'est la majorité qui est maltraitée par la minorité. Il n'y a pas de contradiction là-dedans, c'est seulement de la logique.

D'une façon générale, quand les injustices se commettent, ce sont les nôtres qui les subissent, non seulement à Ottawa, où ils sont en minorité, mais à Québec, où ils sont en majorité. Il ne s'agit pas d'enlever des positions à des Anglo-canadiens parce qu'ils sont Anglo-canadiens. Tout ce que l'on veut, c'est de faire en sorte que désormais, nous ne refusions pas des postes à des Canadiens français du seul fait qu'ils sont de notre race. Le chef de l'opposition a raison de dire que l'on ne doit pas remplacer les Canadiens anglais, parce qu'ils sont Anglais, mais les nôtres devraient avoir justice au fédéral comme dans la province de Québec.

Il y a chez nous du racisme économique, et certains Américains qui ont fait l'étude de cette situation sont étonnés de notre longue patience. Les gouvernements du passé sont responsables du fait que nos jeunes ne sont pas préparés à prendre les postes de commande. Les nôtres ont une peine extrême à s'introduire dans les grandes industries, à atteindre des postes de responsabilités. Après que les nationalistes eurent élevé la voix, on a ouvert les portes à un certain nombre de Canadiens français, mais ils sont restés plafonnés.

Et c'est encore ce qui arrive dans la majorité des cas. C'est contre cela que nous protestons. Évidemment, on ne peut pas changer en un instant la situation qui existe là-bas. Tout ce que l'on demande, c'est que le premier ministre réalise le plus tôt possible ce qu'il a dit tantôt.

Je ne veux pas admettre que les nôtres ne soient pas compétents. Il y aurait un long procès à

faire à ce sujet. S'il y a isolement, chez nous, cela provient du fait que, dans le passé, les administrations ont concédé à vil prix nos ressources naturelles et nous ont isolés dans la misère.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai jamais réclamé une politique au détriment de la minorité. Ce que je réclame et ce que les nationalistes veulent, c'est que la majorité soit sur le même pied que la minorité, que tous les citoyens du Canada soient sur un pied d'égalité et que nos ressources naturelles soient exploitées pour notre bénéfice. Je réclame l'égalité des droits au point de vue économique. Nos ressources naturelles doivent être exploitées un peu pour nous. Ce qui me scandalise, c'est que les libéraux et le chef de l'opposition paraissent très satisfaits de la situation de la situation économique des Canadiens français.

M. Godbout (L'Islet): Rien dans mes paroles ou dans mes actes ne justifie le député de dire que je suis satisfait de la situation économique des Canadiens français. Au contraire, j'ai posé des actes afin de préparer l'avenir des miens et pour prouver que je ne l'étais pas.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Québec): Alors, pourquoi qualifie-t-on d'extrémistes ceux qui ne font que réclamer justice, demander le respect de la Constitution et du premier occupant? C'est tout ce que nous demandons. Il faut respecter les droits des premiers occupants de ce pays. Nous ne sommes pas obligés et nous ne pouvons pas porter les mêmes charges, parce que nous ne bénéficions pas des mêmes avantages et des mêmes privilèges. Au témoignage de tous les évêques, on persécute notre minorité scolaire dans les autres provinces et on nous demande de supporter les mêmes charges. Qu'on nous accorde ce qui nous est dû et on pourra ensuite réclamer les mêmes charges.

S'il n'y a pas d'Anglais dans le service légal au département du procureur général, c'est parce que la minorité anglaise est riche et ne tient pas à ces positions. Répondant à une remarque du député de Saint-Sauveur (M. Hamel), il (M. Chaloult) dit qu'il n'a aucune raison d'être de bonne humeur à l'égard du Parti libéral, quand il voit des gens s'engager sur l'honneur à combattre la conscription et faire des discours en faveur de ceux qui défendent la conscription.

Quant à MM. MacDonald et McCammon, s'ils ont de l'entraînement dans le domaine de

l'électricité, ils ne sont pas les seuls. Je puis en nommer quelques-uns, parmi plusieurs, qui auraient pu remplir les mêmes charges avec une grande compétence. À la place de M. MacDonald et de M. McCammon, dont je reconnais l'intégrité, pourquoi n'a-t-on pas nommé Ernest Robitaille, le Dr Philippe Hamel, Lorenzo Dutil ou M. Albert Rioux? S'ils ne sont pas des spécialistes comme M. McCammon, on aurait pu leur adjoindre M. McCammon. Je demande au premier ministre d'apporter des remèdes à la situation.

M. O'Connor (Huntingdon): M. l'Orateur, je voudrais...

M. l'Orateur: Le député de Québec (M. Chaloult) ayant exercé son droit de réplique, le débat est clos.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine

M. Gatién (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que le bill 147 modifiant la loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, n'ayant pu être présenté dans les délais réglementaires, dû à certaines circonstances inévitables, et vu qu'il s'agit d'une œuvre religieuse, les droits additionnels payés par les promoteurs de ce bill, en vertu de l'article 603 des règlements, leur soient remboursés.

Adopté.

Motions des députés:

Traitement des instituteurs et des institutrices

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné lundi le 21 mai courant, sur la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), proposant:

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait mettre immédiatement à l'étude, en attendant toute modification possible de notre système de taxation scolaire, la question

d'assurer aux commissions scolaires, après détermination de la capacité de payer des contribuables locaux, les subventions nécessaires pour assurer un traitement équitable aux instituteurs et institutrices, eu égard à l'importance de leurs fonctions. Dans le cas des institutrices rurales en particulier, le gouvernement devrait s'enquérir de la possibilité d'assurer lui-même aux commissions scolaires les fonds nécessaires: *a.* pour assurer un minimum de \$600; *b.* pour couvrir en entier le paiement d'une augmentation de \$50 par année de service jusqu'à un maximum de \$1,000.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne veux pas faire de la politique, mais cette motion n'a pas d'autre but que celui de servir la cause de l'éducation. L'idée m'en a été fournie par les causes nombreuses portées devant les comités d'arbitrage. D'une part, des juristes et économistes ont montré l'injustice des salaires actuels; d'autre part, d'autres juristes et économistes ont signalé l'incapacité relative de payer de certaines corporations scolaires. Le salaire payé aux instituteurs et aux institutrices n'est pas suffisant et cela constitue une injustice flagrante.

On a le droit d'exiger beaucoup de ceux qui sont appelés à former les hommes et les femmes de demain. Si on est en droit d'exiger d'eux tout un ensemble de qualités intellectuelles et morales ainsi qu'une formation technique appropriée, il est normal qu'on leur donne en retour une rémunération convenable.

Il manque actuellement 1,260 titulaires compétents dans les écoles, et surtout dans les écoles rurales. D'autre part, parmi les instituteurs, 1,100 femmes et 50 hommes n'auraient pas leur certificat de compétence que l'on exige de ceux qui enseignent aux enfants.

Il (M. Laurendeau) cite quelques cas pour démontrer que les instituteurs et institutrices ne reçoivent pas une rémunération appropriée aux responsabilités qui leur incombent. À Montréal, les instituteurs gagnaient en 1941 entre \$900 et \$2,000. En 1944, l'échelle a été établie entre \$1,200 et \$2,500. C'est un salaire moindre que celui des conducteurs de chemins de fer, des pompiers, des policiers et des typographes. Je ne m'oppose pas à ce que les pompiers et les autres soient bien payés, mais je dis que nous devrions rétribuer davantage les instituteurs et institutrices. Il fut un temps où ces gens ne gagnaient pas plus que les manœuvres, soit \$800 par année. Or, dans le même temps, les instituteurs protestants recevaient entre \$1,200 et \$3,000 pour des responsabilités équivalentes.

Les décisions arbitrales ont consacré le rôle extrêmement important de l'instituteur et fixé une échelle de salaires allant de \$1,200 à \$2,900. C'est là la portée de sentences unanimes, qui lient les parties. Or, on connaît les difficultés financières dans lesquelles se trouve en particulier la Commission scolaire de Montréal. Ce salaire pourra-t-il être payé?

Il (M. Laurendeau) examine ensuite la situation équivalente qui existe à Trois-Rivières, dans les autres villes et dans les campagnes. Avant 1941, les institutrices des campagnes recevaient moins de \$400, c'est-à-dire moins que les ouvrières des industries locales. En 1944, il y a une légère amélioration. La moyenne est maintenant de \$400 à \$500 par année. Mais la moyenne des salaires pour les ouvrières non spécialisées est de \$650 à \$885 par année. Cela n'est pas suffisant.

Encore une fois, ce n'est pas aux salaires des ouvriers et des ouvrières que je m'objecte, mais à celui des institutrices qui gagnent moins avec des responsabilités plus grandes. La situation nous apparaît dans toute son absurdité quand on considère l'importance sociale du rôle de l'institutrice rurale. Chez les ruraux, la situation est pire. Il est clair que, si les personnes les plus compétentes fuient les districts ruraux et s'empressent d'immigrer dans les villes, parce qu'elles peuvent recevoir ailleurs des salaires plus convenables, les gens des campagnes recevront une éducation inférieure, ce qui n'est pas juste.

Il faut donc se réjouir des décisions rendues par les comités d'arbitrage, décisions favorables à la cause des institutrices. Il s'agit maintenant de savoir si ces décisions seront exécutables financièrement. En d'autres termes, est-ce que les commissions scolaires seront capables de payer? On sait qu'au début de la présente session, nous avons passé une loi pour autoriser la tenue d'une enquête sur la taxation municipale et scolaire. Il est clair que les impôts sont actuellement mal équilibrés. Mais il est possible que cette enquête soit longue. En attendant, il faut trouver une solution rapide au problème pour que les décisions des comités d'arbitrage soient exécutées. Si le cultivateur n'a pas d'argent liquide pour payer les augmentations qui s'imposent, il faut que le gouvernement fasse sa part. Il intervient déjà dans plusieurs cas, mais je crois qu'il doit faire davantage, spécialement à l'égard des corporations scolaires rurales.

Je sais que le gouvernement intervient déjà dans plusieurs cas pour compléter ce que donnent les cultivateurs eux-mêmes. Je trouve cela juste, mais je crois qu'il faut pousser ce principe à fond. De l'argent, on en trouve pour toutes sortes de choses et

je me demande pourquoi on n'en trouverait pas quand il s'agit d'une œuvre primordiale comme celle de l'éducation.

Il faut établir partout des échelles de salaires qui correspondent à l'importance du rôle que jouent les instituteurs et institutrices. Il faut ensuite établir la capacité réelle de payer des corporations scolaires et, avant que l'enquête du gouvernement ne soit complétée, j'estime qu'il doit intervenir, particulièrement dans les campagnes, pour payer toute la différence entre ce que peuvent donner les cultivateurs et ce que l'institutrice doit recevoir. Tout cela devrait être accompli aussi rapidement que possible parce que l'éducation est le meilleur placement et parce que ces hommes et ces femmes qui ont pour rôle de faire l'éducation de nos enfants constituent le capital humain le plus productif.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le problème soulevé par le député de Laurier est absolument vital, au point de vue de la race. J'admets que les salaires des instituteurs et institutrices ne sont pas assez élevés, mais c'est parce que, depuis 40 ans, on a fait de la politique avec cette question, sans vraiment aider les commissions scolaires. Toutefois, il faut se rappeler que le gouvernement de l'Union nationale a été le premier, dans l'histoire de notre province, à les augmenter. En 1938, l'Union nationale a essayé de trouver un remède à la situation.

À Montréal, la situation est à l'envers. Les protestants sont dans une situation spéciale du fait qu'ils ont moins d'enfants et qu'ils profitent de la taxe des neutres. Ils retirent plus des taxes scolaires que les catholiques. C'est ce qui fait que les commissions scolaires ont actuellement \$90,545,000 de dettes et qu'elles n'ont que \$18,000,000 de fonds d'amortissement.

Le gouvernement souscrit \$5,500,000 par année simplement pour combler les déficits. Il ne s'agit pas simplement de payer les salaires des institutrices. Une grande partie de la taxe scolaire est aujourd'hui utilisée pour le service de la dette. Sur 1,959 commissions scolaires, 217⁵ seulement bouclent leur budget. Cette situation est ridicule. Il ne s'agit pas seulement pour le gouvernement de payer le salaire des institutrices, mais de voir aussi à la finance des corporations scolaires auxquelles on veut d'ailleurs laisser leur complète autonomie.

J'ai étudié le budget des 1,059 commissions scolaires et il faudrait dépenser \$3,000,000 de plus par année pour subvenir à tous les besoins. En 10 ans, cela coûterait \$10,000,000. Ce que veut le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)

demande voudrait dire pour le gouvernement un octroi aux commissions scolaires de \$3,500,000 par année. Le gouvernement souscrit déjà \$5,460,000 aux corporations scolaires rurales de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est 6 heures.

M. Godbout (L'Islet): Le secrétaire de la province peut continuer s'il n'en a pas pour longtemps. Nous sommes prêts à l'entendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(S'adressant à M. Côté) Ajourne le débat!

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Je propose l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 modifiant la loi de la chasse;
- bill 60 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 66 modifiant la loi pour la protection de la petite propriété des militaires.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 instituant une curatelle publique, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 25, à la page 5, comme article 26:

"26. La présente loi ne concerne pas les procédures en cours."

2. L'article 26, à la page 6, devient l'article 27.

Curatelle publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 instituant une curatelle publique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre a encore quatre projets de loi à étudier, d'ici à la fin de la session. Il y en a un concernant la Montreal Power, qui sera présenté demain ou après-demain, si les imprimeurs ne me font pas faux bond, et l'opposition aura du temps amplement pour l'étudier. Il y en a un autre qui concerne l'École polytechnique de Montréal.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée un peu après 6 heures.

4. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 24 mai 1945, à la page 7, alors que *L'Action catholique* du 24 mai 1945, à la page 15, parle de 1,200 employés au département de l'Agriculture.

5. Ce chiffre provient de *L'Action catholique* du 24 mai 1945, à la page 8, alors que *Le Soleil* du 24 mai 1945, à la page 3, parle de 225 corporations scolaires qui bouclent leur budget.

NOTES

1. Voici l'appréciation du journal *L'Action catholique* du 24 mai 1945, à la page 3, au sujet du débat qui entoure la question soulevée par M. Chaloult: "Ce fut un des beaux débats de la session. La pléiade d'orateurs qui se sont fait entendre lui ont donné tout l'intérêt d'un débat oratoire. Les attaques portées de part et d'autre lui ont fait prendre également une belle allure de débat parlementaire. Enfin, les nombreuses envolées patriotiques n'auraient pas déparé un beau débat de Saint-Jean-Baptiste."

2. Ce chiffre provient du *Soleil* du 24 mai 1945, à la page 3, alors que *La Presse* du 24 mai 1945, à la page 7, parle de 34 employés qui gagnent plus de \$6,000.

3. *Le Canada* rapporte une tout autre version: "Et le *Star*, journal impérialiste, qui appuie les libéraux, l'a dit."

Première séance du jeudi 24 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Fête de la reine Victoria
et de Dollard des Ormeaux**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Laurendeau (Montréal-Laurier), M. Chaloult (Québec), M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) disent quelques mots à l'occasion de la fête de la reine Victoria et de la fête de Dollard des Ormeaux.

Projets de loi:

Stabilité et progrès industriels

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), l'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) et l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) annoncent à la Chambre que de nouvelles industries s'établiront dans la province de Québec.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La compagnie Singer Sewing Machine, qui possède déjà une grande usine à Saint-Jean, agrandira son usine de Saint-Jean et dépensera une somme d'au moins \$4,000,000 pour la construction et l'installation de ces établissements. On fabriquera des moteurs pour machines à coudre dans la nouvelle usine. La compagnie investira \$400,000 de plus dans son usine de Thurso, dans le comté de Papineau, une entente ayant été conclue avec le ministère des Terres et Forêts selon laquelle la compagnie obtiendra des droits de coupe qui garantiront qu'elle disposera de plus de bois qu'il en a jamais fallu auparavant pour la construction des cabinets de machines à coudre.

On estime que la compagnie emploiera au moins 1,000 à 1,500 personnes de plus qu'elle n'en

emploie actuellement, à la nouvelle usine de Saint-Jean, et conjointement avec l'agrandissement de l'usine de Thurso, cela permettra à la compagnie de répondre à la demande en machines à coudre électriques venant de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale, amenant ainsi les pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale à établir d'étroites relations commerciales avec la province de Québec.

L'obtention des contrats pour la vente des machines à coudre en Amérique du sud (Argentine, Brésil, etc.) et en Amérique centrale (Mexique en particulier) s'avère le premier résultat évident des entretiens du ministre du Commerce et de l'Industrie de la province de Québec avec les autorités des pays du sud¹.

Comme résultat de ses démarches entreprises dans le but d'établir des relations commerciales entre la province de Québec, le Canada, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, il (M. Beaulieu) se dit heureux et ravi de constater qu'une compagnie canadienne puisse obtenir des contrats aussi importants pour desservir un continent de 150,000,000 de consommateurs qui étaient jusqu'ici ravitaillés par des usines étrangères.

Inutile de dire combien on est heureux, au ministère de l'Industrie et du Commerce, de constater que la venue de cette industrie est le prélude heureux des relations commerciales possibles entre Québec, Canada, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. Cette initiative dépasse même les espérances les plus optimistes. Point n'est besoin d'insister sur le fait que l'on trouvera là une solution indiscutable au problème de chômage qui pourrait bien suivre les années d'après-guerre.

On nous informe aussi que des industries nouvelles s'installeraient à Windsor Mills dans le comté de Richmond et à Gatineau Mills dans le comté de Gatineau, et qu'on y travaillera à la préparation du bois plaqué de plastique, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au moins quatre nouvelles industries, dont une construira une nouvelle usine de \$4,000,000, viendront s'établir dans la province de Québec. Ces industries verseront annuellement des millions en salaires aux ouvriers de la province de Québec et faciliteront la solution des problèmes de l'après-guerre, tout en nous permettant de développer d'une façon considérable notre commerce avec les pays de l'Amérique latine.

Il (M. Duplessis) loue et félicite la part prise par deux de ses collègues, le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) et le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu), dans la venue de ces nouvelles industries. Ainsi, de 1,000 à 1,500 personnes de plus pourront trouver du travail au sein de la compagnie, laquelle emploie déjà de 1,200 à 1,300 personnes.

Nous sommes à l'aube d'une renaissance industrielle merveilleuse, considérable et d'une prospérité industrielle sans précédent. Nous aurons de nouvelles industries qui fourniront de l'emploi à un grand nombre d'hommes et qui engageront des millions de dollars dans la construction industrielle. Et le gouvernement de l'Union nationale est disposé à contribuer largement à l'établissement dans le Québec de nouvelles industries qui exploiteront une main-d'œuvre expérimentée, d'autant plus que l'objet du bill est de donner à la province de Québec de nouvelles industries qui emploieront des centaines d'hommes et qui feront des constructions pour près de \$5,000,000.

Le bill a d'abord pour objet de fournir à la Singer Manufacturing Company le bois dont elle a besoin pour construire une industrie nouvelle de \$4,000,000 dans la ville de Saint-Jean de Québec et pour fabriquer ses cabinets de machines à coudre en bois. Cette nouvelle usine fabriquera dans la province de Québec des produits qui n'étaient fabriqués jusqu'à présent qu'aux États-Unis. Pareille industrie nous ouvrira des marchés considérables avec l'Amérique latine.

La province de Québec deviendra un centre industriel qui pourvoira aux besoins de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale, nous ouvrant ainsi un marché de 150,000,000 de clients plus particulièrement en Argentine, au Brésil et au Mexique. Les moteurs électriques de la compagnie, qui étaient auparavant fabriqués uniquement aux États-Unis et simplement remontés à Saint-Jean, seront désormais fabriqués en entier à l'usine québécoise de Saint-Jean.

Trois autres nouvelles industries prévoient également s'établir dans notre province. Ces trois industries ont l'intention de prolonger l'aménagement ferroviaire dont elles auront besoin et qu'elles utiliseront de telle manière que les régions québécoises de l'Abitibi et du Témiscamingue en bénéficieront.

De plus, la même compagnie doublera la capacité de son usine de Thurso, P.Q., dépensant à cette fin \$500,000, tout cela, à l'heure où les insulteurs de la province prétendent et passent leur temps à prophétiser que de nouvelles industries ont

peur de venir s'installer dans notre province. Il y a aussi à Windsor Mills un moulin dont le fonctionnement est indispensable à la population et qui ne peut fonctionner, faute de limites à bois. Il faut lui fournir la matière première et le gouvernement va lui faciliter l'obtention de la matière première. Grâce au gouvernement, une nouvelle industrie va s'y établir, qui donnera aussi de l'ouvrage à des centaines d'employés. De plus, dans la région du Témiscamingue, il y aura la construction d'un embranchement de chemin de fer pour développer l'Abitibi et le Témiscamingue.

Le bill a aussi une clause qui nous permettra de stabiliser l'industrie papetière, notamment à Baie-Comeau, à Québec et à Trois-Rivières. Il nous permettra aussi de mettre des limites à bois à la disposition de petites industries dans la Gaspésie. Enfin, une autre industrie nouvelle s'installera à Gatineau Mills pour la fabrication du plaqué (plywood).

On peut résumer en disant que le gouvernement met de l'avant un programme de développement industriel qui se révélera très important dans l'avenir immédiat et qui constituera un progrès jamais réalisé auparavant dans cette province. En un mot, c'est un progrès industriel et ouvrier, comme la province de Québec n'en a jamais connu, que le gouvernement de l'Union nationale veut encourager par sa législation. Ce progrès contribuera à améliorer les conditions dans la province de Québec et à régler les problèmes d'après-guerre. Sous le gouvernement de l'Union nationale, nous agissons, nous travaillons. Nous menons des projets à terme quand des fauteurs de discorde essayent de discréditer la province par des discours intempestifs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

Adopté.

Clinique d'aide à l'enfance

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article, et le président fait rapport qu'il n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 50 pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-François-d'Assise;

14 Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité;

21 Loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province;

23 Loi de l'aide à l'apprentissage et à la mise en valeur du capital humain;

32 Loi rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité;

37 Loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

38 Loi modifiant la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers;

41 Loi pour assurer à la population des Îles-de-la-Madeleine un bon service de transport maritime;

42 Loi modifiant le Code municipal;

43 Loi modifiant la loi concernant les rôles d'évaluation et les avis de mutations de propriétés;

46 Loi modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;

47 Loi modifiant la loi des cités et villes;

48 Loi modifiant la loi constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec;

49 Loi modifiant la loi des relations ouvrières;

50 Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec;

51 Loi validant certains contrats conclus par la corporation de la cité de Montréal;

52 Loi modifiant la loi de la chasse;

54 Loi instituant une curatelle publique;

60 Loi modifiant la loi des sociétés d'agriculture;

66 Loi modifiant la loi pour la protection de la petite propriété des militaires;

110 Loi modifiant la charte de la municipalité du village de Petit Lac Magog;

115 Loi concernant la ville de Sainte-Agathe-des-Monts et les missionnaires Oblats de Marie Immaculée;

121 Loi modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec;

130 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

135 Loi constituant en corporation la ville de Mont-Joli;

137 Loi concernant la succession de Dame Anna Vallée-Cheff;

138 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

144 Loi érigeant la municipalité du village d'Angliers et la municipalité de Saint-Viateur d'Angliers;

148 Loi modifiant la charte de la ville de Windsor;

154 Loi concernant la succession de feu Charles-Francis Smith;

155 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

156 Loi constituant en corporation les religieuses hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Sorel;

158 Loi modifiant la charte de la ville de Magog;

159 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

161 Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier;

177 Loi modifiant la loi des médecins vétérinaires;

179 Loi modifiant le Code du notariat.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

58 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Clinique d'aide à l'enfance

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut organiser auprès de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, un service appelé "clinique d'aide à l'enfance", pour assister les juges dans leur recherche des circonstances particulières à chaque cas de délit,

des facteurs dont il y a lieu de tenir compte et des remèdes qu'il convient d'y appliquer.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour faire partie de ce service, un expert en psychologie, un médecin et tous autres fonctionnaires et employés nécessaires pour assurer l'efficacité de ce service.

"La loi du service civil et la section III de la loi des pensions s'appliquent au personnel de ce service."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le service aidera les juges dans la détermination des circonstances particulières à chaque cas de délinquance pour que soient étudiées les solutions appropriées à ces cas. Il s'agit là d'un pas dans la bonne direction en ce qui concerne la façon de traiter ce qui est devenu un problème très sérieux, particulièrement au cours des dernières années, mais la mesure ne résout pas le problème en entier et on continuera à étudier la question.

M. Godbout (L'Islet): Le bill ne consacre aucunement le principe de la confessionnalité. On veut régler par une méthode purement expérimentale ce qui est avant tout un problème d'ordre moral, celui de la délinquance juvénile. Il ne faut pas ainsi oublier le principe moral dans nos législations sociales, surtout celles qui ont trait à l'enfance.

Il (M. Godbout) donne son approbation à la mesure tout en insistant sur le fait qu'il existe déjà un organisme dédié à la protection de l'enfance qui accomplit des tâches similaires en collaboration avec les juges du tribunal de la jeunesse de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi a été réclamé par toutes les associations qui s'occupent du bien-être de l'enfance, catholiques et autres.

M. Leduc (Laval) parle dans le même sens. Au lieu d'intervenir directement dans ces questions, le gouvernement ferait œuvre plus utile et ferait mieux de donner des octrois plus substantiels aux œuvres qui s'occupent déjà de ces problèmes et qui se sont constituées pour la répression et la suppression de la criminalité et de la délinquance juvénile.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement devrait établir une clinique psychiatrique qui ne serait aucunement liée au tribunal de la jeunesse. Il (M. Hartt) considère que d'arrêter un enfant pour une infraction et de le soumettre à un

examen psychologique constitue un crime perpétré par la société. La plupart des enfants placés dans de telles conditions seraient effrayés à la perspective d'un examen de ce genre et répugneraient à s'y soumettre, ce qui aurait comme résultat une multiplication des cas de paranoïa.

La psychiatrie est une science nouvelle et elle n'est pas concluante. Il faut des années pour psychanalyser une personne. Comment un médecin pourrait-il examiner une personne et établir un diagnostic en une seule rencontre? Si plus d'une rencontre s'avérait nécessaire, l'enfant devrait demeurer en prison et serait détenu illégalement.

La mesure prévoit un psychiatre. On n'a pas besoin d'une telle personne pour procéder aux examens, car les psychologues s'occupent de l'âme. La mesure a été élaborée par des personnes qui ne connaissent rien à cette question. Le gouvernement aurait dû consulter d'éminents spécialistes, avant de présenter cette mesure. Le projet de loi occasionnera plus de problèmes qu'il avait prévu d'en régler.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 64 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Un député: Allons-nous payer encore la taxe de luxe?

Des députés libéraux: (S'exclamant joyeusement) La taxe de luxe! La taxe de luxe!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Regarde l'interrupteur) Pauvres enfants! Pauvres enfants! Attendez et nous allons voir qui va rire à la fin. Rira bien qui rira le dernier.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 24 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 72 modifiant la loi des pensions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 73 relatif à certaines valeurs mobilières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité²:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver, traitements et gages compris (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946³.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le ministère s'occupera surtout, cette année, d'entretenir et de réparer les routes existantes. C'est pourquoi on dépensera \$1,000,000 de plus dans cet item pour les salaires.

M. Dansereau (Argenteuil): Le nombre des divisions est toujours le même?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous nous avons ajouté une nouvelle division, celle de La Tuque, à cause de l'étendue du territoire.

M. Dumaine (Bagot): J'invite le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) à continuer le grand plan d'ensemble dans lequel le comté de Bagot est concerné.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'honorable député de Bagot (M. Dumaine) veut-il que je continue la voie Sir-Wilfrid-Laurier?

M. Dumaine (Bagot): Certainement. Le comté de Bagot a besoin de bons chemins, qui sont commencés. Il (M. Dumaine) énumère des routes qu'il faut continuer dans l'intérêt de toute la région qu'il représente.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) veut que l'on finisse les routes reliant la ville de Saint-Jean à la frontière américaine. Je suis étonné d'entendre le député de Bagot (M. Dumaine) réclamer la poursuite des travaux sur la voie Laurier. Il serait ridicule de négliger les autres routes de la province pour cette voie qui traverse des champs de pacage.

Il (M. Beaulieu) s'attaque à la construction de ce boulevard en disant qu'on y a gaspillé \$15,000,000. Pourquoi dépenser de l'argent sur cette route quand tous les comtés ont besoin de chemins. Sur la voie Laurier, un pont s'est écroulé, des camions se sont enfouis dans le sol et ont disparu dans des savanes sur le tracé de la route.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi), l'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean), l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Barré (Rouville) soulignent tour à tour que l'unique travail de voirie effectué sous l'ancienne administration a constitué dans le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, entreprise qui a coûté des millions à la province et qui en coûtera tout autant si on veut le compléter. Ils affirment que, pendant que M. Bouchard construisait sa route dont le pivot central était Saint-Hyacinthe, on se plaignait dans tous les comtés de la province que les routes rurales et toutes les autres routes étaient laissées à l'abandon. Tous les millions consacrés à la voirie l'ont été dans l'entreprise de l'ancien ministre de la Voirie (M. Bouchard).

M. Godbout (L'Islet): Les ministres exagèrent. C'est l'Union nationale qui a commencé la

construction du boulevard de Montréal à Saint-Hyacinthe et le gouvernement libéral l'a continuée.

À entendre parler le ministre du Commerce, cela devient fort intéressant. Il devrait donner des précisions sur ces chemins qu'il a vu disparaître. Il est charmant garçon, mais quand il prend un crayon pour calculer, il est porté à exagérer. Son histoire de camions ne tient pas debout. C'est comme s'il nous disait qu'il a poussé des ailes aux camions qui se sont envolés dans les airs. J'aimerais bien qu'il nous explique comment des camions ont pu disparaître sous terre. Je pense bien qu'il devrait essayer de faire croire cela à d'autres qu'aux membres de cette Chambre. Ce n'est pas vrai que l'on ait perdu des camions dans des savanes, comme on l'a dit. Les camions ne disparaissent pas comme cela dans le sol.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas surpris d'entendre le chef de l'opposition défendre son ami de cœur, M. Bouchard ex-ministre de la Voirie. Mais en faisant cela, il s'identifie avec l'un des plus grands scandales de son administration. Il commence par commettre une erreur en disant que c'est l'Union nationale qui a entrepris le boulevard. Puis, il essaie de défendre la construction d'une route, la grande erreur de la voie Sir-Wilfrid-Laurier.

La construction de cette route fut un scandale. Le boulevard a été construit uniquement pour faire plaisir à M. Bouchard, parce que l'une de ses intersections principales mène à Saint-Hyacinthe, sa ville natale. L'entreprise Bouchard était inutile et ce que l'on doit reprocher à M. Bouchard, c'est d'avoir construit un troisième chemin entre Québec et Montréal. Et pour construire ce chemin, on a négligé les municipalités.

M. Bouchard a commis l'erreur des chemins de fer en construisant des doubles voies. La province était déjà dotée de deux routes entre Québec et Montréal, l'une sur la rive nord, l'autre sur la rive sud, routes qui suffisaient amplement au trafic que nous avons. De Lacolle à New York, il y avait aussi deux ou trois routes qui aboutissaient aux États-Unis. On en a construit une qui conduit à un champ de pacage. C'est une honte à la mémoire de Sir Wilfrid Laurier que d'avoir donné son nom à la route.

Un pont s'est effondré à cause d'un glissement de terrain, sur une partie de la route, et un entrepreneur qui avait envoyé une grue sur les lieux ne l'a pas retrouvée, lorsqu'il est revenu le lendemain. Il (M. Duplessis) accuse ensuite l'ex-ministre de la Voirie d'avoir privé les municipalités rurales de travaux pour construire ce boulevard.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, nous entendons rendre justice à tout le monde et voir à ce que tout notre système routier, et non pas une partie au détriment d'une autre partie de la province, reçoive une attention égale de la part du ministre de la Voirie.

M. Dumaine (Bagot): Le ministre du Commerce prend-il les villes de Drummondville et Saint-Hyacinthe pour des champs de pacage?

Au contraire, la voie Sir-Wilfrid-Laurier est absolument nécessaire au développement de la rive-sud. J'admets, cependant, qu'il s'est effectué des travaux dans des savanes, et j'ai protesté contre cela, dans le temps.

J'aurais mieux aimé aussi que l'on termine un bout de chemin entrepris, avant d'en entreprendre un autre, lors de la confection de la route. Il se peut que M. Bouchard en ait entrepris trop long. Il a cependant parachevé le pavage entre Drummondville et Montréal, par des contrats au plus bas soumissionnaire.

Cette artère était nécessaire à l'essor et au progrès de villes comme Drummondville, Victoriaville, Plessisville, Asbestos. Sur la rive-sud, la seule route convenable est le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Que le ministre de la Voirie se montre homme de progrès qui veut le bien de sa province et qu'il termine les chemins commencés. Je demande au ministre de la Voirie de consacrer un million par année à son parachèvement.

Il ne reste que le revêtement de ciment à poser ici et là. Il demande au ministre combien son ministère a l'intention de dépenser d'argent sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier, entre Drummondville et Victoriaville, puis dans Bagot, entre Saint-Pie, Saint-Dominique et Acton Vale.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Depuis que le ministre du Commerce fait de nombreux voyages, il prétend que la voirie est arriérée dans la province de Québec. Il blâme même son gouvernement.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Quelles sont les intentions du gouvernement au sujet du développement routier de la région du Saguenay⁴? Il (M. Fillion) soumet les besoins de son comté, au point de vue voirie. Le ministre de la Voirie est le ministre de notre région. Le gouvernement Godbout avait accordé des contrats pour la nouvelle route traversant le parc national des Laurentides. Je voudrais que le ministre nous dise s'il va parachever cette route.

Je voudrais savoir si les travaux vont être continués dans le parc des Laurentides. Cette route, essentielle au développement de ma région, va du grand Lac Jacques-Cartier à Hébertville et aboutit au cœur du Saguenay, et elle se trouve par le fait même à donner le meilleur accès aux trois comtés. Il importe de la terminer. Il (M. Fillion) insiste sur la nécessité de compléter cette route. Je suis assuré que le ministre, connaissant très bien les besoins du Saguenay, se ferait un devoir de terminer les travaux.

Il (M. Fillion) veut savoir, aussi, les intentions du gouvernement relativement au boulevard de l'Île Maligne à Saint-Joseph d'Alma, du plan d'asphalte à compléter et du plan d'ensemble.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je considère la voie Laurier non seulement inutile, mais nuisible. Non pas sur certaines parties mais dans son ensemble. Je m'explique. Sur certaines parties, elle peut être utile, mais dans son ensemble, elle est nuisible. Nous avons déjà quatre ou cinq voies d'accès qui relient la province aux États-Unis. Ensuite, c'est une route parallèle qui n'a pas sa raison d'être, à l'heure actuelle. Enfin, je la considère nuisible au point de vue tourisme, parce que ce que les touristes viennent voir chez nous, c'est la campagne française, quelque chose de nouveau et de différent.

Or, en suivant la voie Laurier, ils ne verront que Montréal, Saint-Hyacinthe et Québec, car la nouvelle artère passe en dehors des villages et dans bien des cas, traverse des savanes. Je ne dis pas cela pour faire de la peine à mes amis d'en face. C'est l'ancien député de Saint-Hyacinthe qui a tout décidé. L'an dernier, l'honorable député d'Argenteuil (M. Dansereau), mon prédécesseur immédiat a mis la pédale douce en prenant la direction du département quand il s'est agi de la voie Sir-Wilfrid-Laurier. Il a bien fait.

Pendant trois ans, tous les argents de la voirie ont été dépensés sur cette route et les chemins ont été négligés dans les autres parties de la province. Je n'ai pas l'intention, pour le moment, de finir cette voie, car ce serait priver les autres parties de la province des routes dont elles ont besoin. Si nous entreprenions de terminer la voie Sir Wilfrid-Laurier, je serais obligé de priver de travaux tous les membres de cette Chambre dans leurs comtés d'ici à cinq ou six ans encore.

Je veux féliciter l'honorable député d'Argenteuil qui a abandonné la construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier pour continuer le programme de la voirie dans les autres parties de la province. Un

ministre de la Voirie ne doit pas être le ministre d'une seule région. Le ministre de la Voirie est le ministre de toute la province.

À mon honorable voisin du Lac-Saint-Jean, je dirai que la région du Saguenay a été complètement négligée pendant des années et a été l'une des plus négligées au point de vue voirie. Le pays est ouvert depuis 1890 et il s'est rapidement développé. Quand je suis arrivé à Chicoutimi en 1928, il n'y avait pas une seule route carrossable qui y conduisait, alors que l'agriculture, la colonisation et l'industrie avaient fait d'énormes progrès, on n'avait comme moyen de communication que le service de chemin de fer et celui des bateaux. Il n'y avait pas une seule route carrossable qui y conduisait.

Trois routes ont été construites quelques années plus tard, pour relier Québec au Saguenay dont une qui rallonge de 100 milles la distance entre Québec et Chicoutimi, en nous faisant passer par Saint-Siméon. La deuxième avait été construite pour donner accès à certains camps de chasse et de pêche. Il y a enfin, la route d'Hébertville, où l'on fait des travaux depuis 18 ans. Ce chemin est encore un chemin de lièvre et il est temps que cette route devienne une voie carrossable plus qu'ordinaire, et c'est mon intention de l'améliorer au cours d'une période relativement courte.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Très bien, mais que va faire le ministre? Veut-il en changer le tracé?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Roberval (M. Marcotte) m'a fait les mêmes représentations et m'a convaincu de la nécessité de poursuivre les améliorations sur la route d'Hébertville. C'est dire qu'on construira une nouvelle route, mais sans négliger la route actuelle d'Hébertville au lac Jacques-Cartier. Quant à la partie de Stoneham au lac Jacques-Cartier, elle subira aussi les améliorations qui s'imposent, afin qu'on puisse avoir une excellente route carrossable pour relier Québec et le royaume du Saguenay.

J'ai étudié de nombreux projets et en faisant des recherches à la voirie. J'ai pris connaissance d'un plan soumis vers 1920 par M. Benjamin Michaud, alors sous-ministre de la Voirie. Il s'agissait d'un vieux plan, datant de 1876, qui montre un nouveau tracé de route et M. Michaud disait que la route de Laterrière, c'est le premier tracé qui a été fait et c'était le seul tracé pratique pour une nouvelle route. Je suis moi-même de cet avis. Le vieux plan est réellement le plus pratique et serait le chemin le plus court, sans côtes, pour aller à Chicoutimi.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Jusqu'où?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Jusqu'au grand lac Jacques-Cartier. C'est mon intention de m'inspirer de ce rapport. L'honorable député du Lac-Saint-Jean aurait alors la route d'Hébertville et j'aurais la route de Chicoutimi.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Le ministre ferait deux routes alors.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): J'ai discuté cette question avec mon honorable ami de Roberval (M. Marcotte) qui m'a convaincu que les deux routes devraient être faites en même temps. J'annonce que j'ai l'intention de faire construire une route d'après ce vieux plan, en même temps qu'on améliorera et construira la route d'Hébertville.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Je suis heureux de la construction d'une nouvelle route dans ma région, mais ce qui m'intéresse surtout, c'est la construction de la route d'Hébertville. Il (M. Fillion) insiste pour la construction de la route d'Hébertville.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) assure le député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion) que les routes se feront en même temps et que la route actuelle du parc des Laurentides, par Stoneham et le grand lac Jacques-Cartier, deviendra dans un avenir rapproché l'une des plus belles voies carrossables de la province. Il y aura bifurcation au lac Jacques-Cartier, et la branche qui se dirigera vers Chicoutimi aboutira probablement à Laterrière. Quant à l'autre branche, qui est le prolongement de la route actuelle, depuis le lac jusqu'à Hébertville, elle sera refaite pour répondre aux exigences d'une route moderne.

M. Dumaine (Bagot): Si le ministre accorde \$175,000 au comté de Bagot cette année, je serai satisfait.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): On me dit si souvent que je dois laisser le contrôle des dépenses à la Chambre que j'attendrai qu'elle vote mon budget pour le distribuer.

M. Dumaine (Bagot): Le ministre est le plus riche ministre de la Voirie que j'ai connu.

M. Marcotte (Roberval): Je remercie l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) pour avoir compris les besoins de cette

région, tout comme le député de Lac-Saint-Jean (M. Fillion). Si l'honorable député du Lac-Saint-Jean partage avec moi les avantages d'une route, tant mieux.

M. Dumoulin (Montmorency): Qu'est-ce que le ministre va faire pour la route de Sainte-Anne? Est-ce l'intention du ministre de continuer cette nouvelle route qui reliera Québec à Sainte-Anne-de-Beaupré? Elle se prolonge, actuellement, jusqu'à l'Ange-Gardien. Le terrassement de cette route est déjà fait entre Sainte-Anne et l'Ange-Gardien. Le revêtement d'asphalte est même commencé.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Cette année, une somme d'environ \$200,000 sera dépensée sur cette route, qui, une fois terminée, sera certainement l'un des grands actifs de la province. La route Québec-Sainte-Anne-de-Beaupré longe le fleuve Saint-Laurent et en évitant les villages. Cette route, commencée sous l'Union nationale, est déjà faite entre Sainte-Anne et Petit-Pré, mais les libéraux n'ont rien fait dessus pendant les quatre dernières années. L'honorable député n'avait pas beaucoup d'influence sous l'ancien régime, puisqu'il n'y a eu rien de fait.

M. Dumoulin (Montmorency): C'est qu'en 1941 les travaux ont dû être suspendus, à cause du rationnement de l'asphalte. Les travaux n'ont pas été suspendus pendant quatre ans.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) s'informe si c'est l'intention du gouvernement de construire un autre pont entre Montréal et la rive sud.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) sait que la voirie ne construit que des ponts de quinze pieds de longueur.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): À Montréal, le pont Victoria ne suffit plus à la circulation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'Union nationale de 1936 à 1939, Montréal n'a pas été oublié, car c'est mon gouvernement qui a érigé le pont de Charlemagne, pour remplacer un point qui était une disgrâce, en plus d'être dangereux pour la circulation. Montréal n'a pas été négligé et

cette fois-ci c'est la même chose, témoin de l'entreprise considérable en marche avec la construction du nouveau pont destiné à remplacer le pont Plessis-Bélair. Le premier gouvernement de l'Union nationale a été très large pour l'Île de Montréal. La métropole a déjà trois ponts de ce côté et ce qui presse le plus dans cette région de la métropole, c'est l'abolition des péages.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'abolition du Conseil législatif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi mon honorable ami pense au Conseil quand nous parlons de péages.

M. Godbout (L'Islet): De nombreux travaux de voirie ont été faits sous mon administration et le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier a été, quoi qu'on en dise, une heureuse innovation. Le gouvernement doit compléter cette artère qui s'avérera très avantageuse, lorsque le trafic reprendra sur nos grandes routes. D'autre part, toutes les régions de la province ont été favorisées en ce qui a trait à la distribution des travaux de voirie qui ont été faits avec les moyens que la province possédait et l'urgence qu'il y avait de les entreprendre ou de les compléter. Quant aux accusations du ministre à l'effet qu'il y a eu, sur le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, des camions qui ont été perdus dans le sable, le ministre ne pourrait prouver de tels avancés devant des gens sérieux.

M. Dansereau (Argenteuil) demande au ministre de continuer les travaux sur la route de Montréal à Hull. En ce qui concerne la voie Sir-Wilfrid-Laurier, l'avenir prouvera la grande efficacité de ce projet. Elle s'imposait parce que certaines villes importantes de la rive sud n'avaient pas les routes nécessaires. Il n'y avait aucune artère principale sur la rive sud où il y a des centres populeux et des industries nombreuses.

Le gouvernement a un budget de \$100,000,000 et je rappelle au ministre de la Voirie qu'il aura près de \$50,000,000 à dépenser, si l'on compte le budget actuel et les quelque \$40,000,000 que, par diverses lois spéciales, la Chambre a attribués à ce ministère. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) est aussi puissant que la moitié du gouvernement. Je l'invite à dire à la Chambre comment il va dépenser cet argent.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): C'est un bon homme.

M. Dansereau (Argenteuil): Il a besoin de l'être. La Chambre devrait connaître ses intentions. Aucun ministre n'a eu un pareil montant à dépenser. Il est très important que le ministre ait un plan d'ensemble, un plan qu'il pourrait et devrait exposer à la députation, pour qu'elle se rende compte de l'emploi de tous ces crédits qu'elle a consentis au ministre de la Voirie. J'ai confiance en la sincérité et la bonne administration de mon successeur, mais il devrait dire ce qu'il va faire. Il y a un point sur lequel je veux attirer son attention. Lorsque j'étais ministre des Travaux publics et de la Voirie, j'ai constaté que les ponts de la province avaient besoin de réparations. Plusieurs avaient été bâtis au temps du cheval et de la voiture.

Les municipalités n'avaient pas les moyens de les entretenir. Le gouvernement dirigé par l'honorable chef de l'opposition a pris à sa charge la réparation et l'entretien des ponts sur les routes entretenues par la Voirie. Avec un budget aussi élevé, j'espère que le ministre de la Voirie s'entendra avec son collègue des Travaux publics pour continuer la politique que nous avons décidée et je voudrais savoir ce qu'il va faire.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Mon honorable ami, qui a été ministre des deux départements, les confond. Je n'ai pas mission de parler pour mon collègue des Travaux publics.

M. Dumaine (Bagot): Les remarques de l'honorable député d'Argenteuil (M. Dansereau) sont très justes. Je suggère au ministre de s'occuper des fossés sur les routes, car ils sont dans un mauvais état.

Il (M. Dumaine) demande la complétion du plan d'ensemble du comté de Bagot.

L'honorable M. Barré (Rouville): On a trop la folie des grandeurs et la manie des monuments dans la préparation de la voirie et la construction des chemins. Ce qu'il faut avant tout, c'est plus de petites routes possibles pour accommoder les cultivateurs qui en ont besoin. Mieux vaut, construire des routes utiles pour avantager tous les cultivateurs.

M. Godbout (L'Islet): Le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier sera terminé un jour. Je vais donner un conseil au ministre. Il aiderait la classe agricole s'il ne faisait pas des expropriations à la moitié. J'ai été à même de constater qu'on apporte souvent trop de corrections aux routes déjà construites. Cela coûte cher, surtout lorsque ces corrections exigent des

expropriations. La plus grave erreur que l'on commet en matière de voirie, à mon avis, c'est de procéder par morceaux à des expropriations. Plus on morcelle, plus on paie cher. Dans Bellechasse, par exemple, on ne cesse de redresser.

Il est plus économique, en définitive, d'exproprier tout d'un coup la largeur dont on aura besoin dans l'avenir que de prendre tout juste ce qu'il faut pour les besoins du moment et d'exproprier ensuite à divers intervalles des lisières qui coûtent le gros prix. Je demande que l'on évite ces erreurs, en procédant aux expropriations nécessaires dès la construction des routes et en faisant de bonnes routes tout de suite.

J'estime, encore, qu'il vaut mieux faire moins de routes et moins long de chemin mais de les construire en béton armé de préférence à l'asphalte. Une route en béton armé coûte environ 25 % plus cher qu'en asphalte, mais elle dure indéfiniment, de l'avis des ingénieurs. Les chemins d'asphalte ne durent que deux ou trois ans et dès la quatrième année, il faut commencer les réparations. L'asphalte s'use en six ou sept ans, tandis que le béton dure un temps indéfini: jusqu'à 50 ans. En faisant la route en béton armé, on économise. La devise de la Voirie devrait être: Faire assez large, assez droit, assez solide pour que cela dure.

M. Plourde (Arthabaska): C'est une déclaration bien grave et une grave erreur de prétendre que la voie Sir-Wilfrid-Laurier est nuisible et inutile. Loin d'être inutile, la voie Sir Wilfrid-Laurier est un bienfait pour la province, au contraire. J'ai eu souvent l'avantage de voyager entre Montréal et Miami. On traverse de savanes. Pourquoi a-t-on bâti cette route, souvent monotone? Pour amener et rapprocher les touristes de la Gaspésie et du royaume du Saguenay, deux coins uniques dans l'univers, dont l'accès est trop difficile actuellement.

Il n'y a qu'une Gaspésie et qu'un Royaume du Saguenay au monde. Ils sont à nous. Donnons l'occasion aux touristes de les visiter en leur assurant une route des États-Unis à Québec, et vous verrez les millions qui afflueront dans la province. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a dit: "La route Laurier est un monument". C'est plus que cela. C'est un bon placement. Ce n'est pas un monument, mais un capital. Il ne faut pas avoir peur de faire des dépenses quand ce sont des dépenses qui rapportent beaucoup plus que le fonds d'amortissement. Ce que veulent les touristes, c'est de voir les plus beaux endroits du pays et de s'y rendre par le plus court chemin.

Les touristes américains dépenseraient encore plus d'argent, si nous leur facilitons l'accès des beautés de notre province. Si nous voulons faire payer la taxe de la gazoline aux étrangers, donnons-leur de belles routes. La voie va se payer plus rapidement par le surplus de la taxe sur la gazoline, et il va rester des revenus pour d'autres routes d'utilité régionale. La province en retirera des revenus avec lesquels elle bâtera de beaux chemins aux cultivateurs pour relier la campagne aux petites villes et aux grands marchés.

Les Américains sont des gens pratiques. Ils ne font que des dépenses qui rapportent. Le temps c'est de l'argent. Il ne faut pas craindre de dépenser pour obtenir un bon rendement. Dans les Bois-Francs, nous considérons que la route Sir-Wilfrid-Laurier est une route appréciée et une dépense qui rapportera. La voie Sir-Wilfrid-Laurier raccourcit en outre de plusieurs milles la distance qui sépare Victoriaville de Montréal. Je voulais apporter ces faits à l'attention de la Chambre et demander au gouvernement de continuer l'œuvre commencée dans le comté que je représente.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumoulin (Montmorency) demande au ministre de construire une route transversale sur l'Île d'Orléans, route qui irait de la tête du pont actuel à Saint-Laurent.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai pas l'intention de donner suite au projet de construire une route transversale entre le pont de l'Île d'Orléans et le village de Saint-Laurent. Il ne faut pas gâter, par la construction de grandes routes et boulevards, le caractère de l'Île qui est l'un de nos plus beaux joyaux.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) affirme qu'il a certaines réserves en ce qui concerne le contrôle de la Législature sur le montant dépensé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante et un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - Traitements et gages (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Godbout (L'Islet) insiste pour que l'on poursuive les travaux de mise en valeur de la savane de Sainte-Clothilde, où, suivant les experts, le sol est extrêmement propice à la culture des légumes. Il y a là de 45,000 à 55,000 acres de tourbe décomposée. C'est ce qu'il y a de mieux en Amérique pour la production des légumes. Il (M. Godbout) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de continuer les travaux qui ont été commencés à cet endroit et qui donneront une plus-value de plusieurs millions à la région.

Il (M. Godbout) demande et insiste, surtout, que l'on fasse une campagne de propagande auprès des cultivateurs de la région pour qu'ils comprennent bien la valeur de leurs terres, afin qu'ils ne les cèdent pas à vil prix aux spéculateurs et ne laissent pas des organisations commerciales s'en emparer.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Office du drainage - dépenses diverses - gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec, Statuts refondus, 1941, chapitre 71, dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie du sucre de Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946⁶.

M. Godbout (L'Islet) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) quelle quantité d'acres en betterave à sucre les cultivateurs se sont engagés par contrat, à ensemercer, cette année?

L'honorable M. Barré (Rouville): En dépit de la propagande du ministère visant à encourager les agriculteurs à cultiver la betterave, suivant les dernières nouvelles que j'ai reçues, c'est un peu plus de 2,000 acres. M. Allen, gérant de la betteraverie de Saint-Hilaire, s'en est déclaré désappointé.

M. Godbout (L'Islet): C'est, en effet, un désappointement. Il (M. Godbout) prend soin d'ajouter qu'il ne veut pas provoquer un nouveau débat sur la fabrication du sucre de betterave, en marge d'un montant de \$271,000 dans le budget pour la raffinerie de sucre de Québec.

Je crois que l'on s'en va vers un désastre pour 1945, car c'est au moins 6,000⁷ acres de culture en betterave sous contrat qu'il faut pour que l'entreprise se tire d'affaire. Je demande au ministre de faire un essai, loyal de cette industrie avantageuse pour les cultivateurs, en encourageant autant que possible la production de la betterave; 2,500 à 3,000 acres, cela fait environ 30,000 tonnes de betteraves, alors que l'usine peut en transformer 150,000.

J'invite le ministre à inciter ses agronomes à accentuer la production, car autrement l'usine s'en va vers un désastre. Le gouvernement portera une lourde responsabilité, s'il laisse tomber une industrie nécessaire aux cultivateurs, sans prendre les mesures nécessaires pour la maintenir. C'est immédiatement qu'il faudrait commencer le travail pour l'an prochain.

Je demande instamment que tout soit mis en œuvre au ministère de l'Agriculture, afin que les cultivateurs puissent produire de la betterave à sucre susceptible d'alimenter l'usine de betterave de Saint-Hilaire. Il y a des responsables dans le fait que les cultivateurs ont diminué cette année leur production dans ce domaine. En certaines milieux, on veut tuer l'œuvre entreprise par l'administration libérale à Saint-Hilaire. Cet essai, qu'on le fasse avant de parler contre une entreprise qui apportera à notre classe agricole de merveilleux résultats. La propagande intense et bien comprise s'impose.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai fait tout ce qui est humainement possible pour encourager les cultivateurs à semer de la betterave. Je promets mon concours. Mon ministère fait de son mieux en ce qui concerne cette question. Les agronomes ont reçu une circulaire leur demandant d'encourager les cultivateurs à semer de la betterave à sucre. L'automne dernier, l'usine a fonctionné au ralenti pendant trois semaines, seulement. Et si la machinerie avait été à point, l'usine n'aurait été alimentée que pour environ une semaine et demie.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 53 pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;
- bill 63 modifiant la loi des agents de recouvrement;
- bill 65 modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal;
- bill 70 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 24 mai 1945⁸

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Arrestation d'un conscrit à Shawinigan⁹

L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège pour mettre la Chambre au courant d'un événement malheureux qui s'est produit cet après-midi à cinq heures et demie à Shawinigan Falls. À six heures quarante-cinq, ce soir, j'ai reçu un message téléphonique m'avertissant que deux officiers de la police montée ou de la police militaire sont venus cueillir, dans la maison de ses parents, un jeune homme, probablement un autre de ces malheureux conscrits volontaires. Ils l'ont traîné dans la rue et l'ont embarqué dans une voiture.

Sa mère, avec la ténacité d'une lionne, est intervenue pour défendre son fils. Elle a voulu empêcher qu'on prenne son fils pour l'envoyer se battre contre les Japonais et le donner en pâture aux

Japonais. Elle a tenté de l'arracher des griffes de la police. La mère et le fils ont été maltraités. Ce fut le point de départ d'un attroupement très considérable d'une couple de milliers de personnes qui n'ont pas tardé à montrer leur désapprobation de cet excès de zèle des policiers fédéraux.

On m'a demandé de protester avec énergie à la face de la province contre cet acte de la police fédérale et contre l'attitude de ces gens qui disent qu'il n'y a plus d'appel au service militaire et de conscription, afin que le peuple soit mis au courant de ce qui se passe. On m'a demandé de protester contre un pareil abus de pouvoir, et c'est ce que je fais.

La population se promet de punir ces actes et, dans le comté de Saint-Maurice-Laflèche, la punition ne tardera pas, et elle sera cinglante. De plus, je vais protester auprès du pouvoir central contre une pareille action de la police fédérale.

M. Godbout (L'Islet) exprime son étonnement que le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel) ait soulevé cette question en Chambre. Les plaintes de ce genre devraient être déposées auprès des autorités responsables. Avant de porter un jugement, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel) aurait dû attendre les résultats de l'enquête qui sera effectuée. Je n'ai pas l'intention de prendre parti pour un côté ou pour l'autre, je crois plutôt qu'il n'est que juste d'attendre la décision que rendra un tribunal impartial. Le député de Saint-Maurice devrait s'adresser immédiatement et ne pas tarder à protester auprès de la police montée ou militaire, pour que justice soit rendue, s'il y a eu abus de la part d'un officier fédéral.

Le meilleur moyen d'obtenir des résultats serait d'adresser les protestations à la police montée et aux autorités fédérales. Mais, il me semble que l'on manifeste un zèle particulier et ardent, à droite, pour soulever des questions qui regardent les autorités fédérales et pour des choses qui relèvent d'un autre gouvernement.

L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice): Si le chef de l'opposition veut signer une pétition avec moi, pétition que j'enverrai demain, j'accepterai avec plaisir, et je me ferai un devoir de la lui présenter.

M. Godbout (L'Islet): Si le député a une pétition à faire signer pour exposer ses griefs, il peut être assuré que pour redresser un tort, s'il y en a vraiment, je me ferai un devoir et je serai heureux de signer, avec mon honorable ami, le député de Saint-

Maurice, avec le premier ministre, avec n'importe quel député, ou indépendamment d'eux, toute revendication contre n'importe quel officier. Je serai heureux de revendiquer à Ottawa les droits des citoyens lésés et de faire redresser des torts que pourraient avoir commis des employés du fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice a rempli un devoir en faisant écho aux protestations de son comté...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) interrompt le premier ministre. Il (M. Casgrain) dit qu'il voit dans l'attitude prise par le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel), l'attitude soutenue par l'Union nationale, une manœuvre électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au chef de l'opposition et au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de manifester de l'enthousiasme pour les autorités fédérales. Je trouve singulier que le chef de l'opposition manifeste tant de sympathie pour l'autorité fédérale. Le chef de l'opposition manifeste un bel enthousiasme pour le gouvernement d'Ottawa. Il (M. Duplessis) revendique les droits du Québec.

M. Godbout (L'Islet): Point d'ordre. Mais le premier ministre n'a rien compris à ce que nous venons de dire. Rien dans mes paroles ne peut être interprété comme une manifestation d'enthousiasme. Bien au contraire, j'ai tout simplement dit que, si le député de Saint-Maurice a des revendications à faire valoir en cette affaire, je serais prêt à l'appuyer. J'ai seulement offert au député de Saint-Maurice de l'aider dans ses revendications, si ce qu'il dit est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne se rappelle plus ce qu'il a dit. Il s'est déclaré surpris d'entendre le député de Saint-Maurice soulever une question qui relève du fédéral. La population de Saint-Maurice est respectueuse des lois. Si son député a reçu d'elle des protestations au sujet de la conduite de la police montée, son devoir était d'y faire écho à la Législature provinciale, qui n'est pas interdite, que je sache. Il n'y a pas de doute que, si les faits rapportés au député sont exacts, il s'agit d'un abus de pouvoir, d'un acte malheureux de la part de la police montée ou des autorités fédérales dont elle dépend.

Les lois sont les lois et elles doivent être observées, mais si les faits sont exacts, il s'agit d'un acte malheureux de la police montée. Les faits qui

sont révélés sont de nature à justifier une condamnation des méthodes qu'utilisent les corps de police fédéraux pour capturer les conscrits réfractaires et les déserteurs. Les policiers ne sont que des instruments. Bien souvent, ce sont ceux qui donnent les ordres qui doivent être châtiés, si ces ordres ne sont pas conformes à la justice. Je ne tiens pas les constables responsables, les coupables sont ceux qui donnent les ordres.

Le député veut faire signer une pétition et il a offert au chef de l'opposition de la signer. Le chef de l'opposition a accepté. Je dirai au député qu'il n'a pas été prudent, car le chef de l'opposition peut bien en signer une autre, une contre-proposition, tout à fait contraire, immédiatement après.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre prétend toujours que les élections fédérales ne l'intéressent pas. Je trouve étrange qu'en pleine campagne fédérale, le premier ministre s'occupe tant de la police montée et du gouvernement fédéral. Je trouve étrange que le chef du gouvernement prétende que la police montée ait failli à son devoir. S'il est convaincu et s'il n'agit pas par opportunisme politique, qu'il ait donc le courage de faire ce que nous avons fait lors de l'affaire Guénette, en faisant arrêter les policiers fédéraux. Sans tapage et sans éclats de voix, nous avons posé des actes. Nous n'avons pas fait de manifestation en Chambre, mais nous avons poursuivi les présumés coupables.

(Explosions de protestations et d'applaudissements de gauche et de droite)

Si la police fédérale a commis un acte illégal, que le premier ministre, qui est procureur général, ait le courage de faire ce que nous avons fait. S'il y a eu abus d'autorité, c'est le devoir du procureur général d'intervenir à Shawinigan. Est-ce qu'on pourrait savoir quelle police aurait commis cet abus de pouvoir? Est-ce qu'on pourrait avoir les noms de ces policiers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) veut des noms pour prolonger le débat.

M. Godbout (L'Islet): Je demande au premier ministre de ménager ses points d'ordre. Nous voudrions aussi savoir le nom du jeune homme qui aurait été molesté et le nom des policiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de lancer des noms. Ce n'est pas le

nom qui nous intéresse, c'est l'acte. C'est l'acte qui a été commis qui nous intéresse et non pas l'instrument. L'autorité s'est servie d'instruments, et c'est elle qu'on doit condamner.

M. Godbout (L'Islet): Je suis prêt à collaborer à la répression des abus, mais avant de signer une protestation, j'aimerais bien savoir, moi, au moins, le nom de celui qui a été molesté et attaqué. Si on veut que je m'intéresse au sort de ce jeune homme, il me faut son nom.

L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice): Je fournirai les détails demain.

M. Godbout (L'Islet): Les détails demain, mais les grandes déclarations aujourd'hui. Je trouve étrange et étonnant que le député nous ait parlé de cette affaire ce soir, sans avoir tous les détails. Sait-il si c'est la police montée ou la police militaire fédérale?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): C'est la Gestapo.

M. Godbout (L'Islet): Que le député laisse donc parler son collègue. Je ne parle pas et je n'ai pas posé de questions au secrétaire de la province, mais à l'honorable député de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel). De lui, au moins, nous avons des réponses plus sensées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. C'est jouer sur les mots. Peu importe l'uniforme que portait la police, c'est la même autorité. C'est le gouvernement fédéral. Ce qui importe, c'est qu'un jeune homme a été molesté sur les ordres des autorités fédérales. Les coupables sont les patrons des policiers, c'est le pouvoir central. Le Parti libéral du premier ministre King est responsable de l'arrestation qui a été effectuée à la résidence des parents du jeune homme. Je reconnais, cependant, qu'aucune décision ne devrait être prise avant qu'une enquête ait été tenue.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre vient justement de montrer son jeu et de prouver où il veut en venir. Il vient précisément d'établir que ce qui l'intéresse, ce n'est pas le fait contre lequel on a protesté et de défendre des gens qui ont été attaqués, mais de tâcher d'atteindre quelqu'un qui est dans les jambes de Bracken à Ottawa.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Sur une question semblable, le chef de l'opposition ne devrait pas faire de petite politique. Il me reproche d'attaquer les autorités. C'est mon principe, à moi, de ne pas m'attaquer aux faibles mais ceux qui sont responsables.

Les coupables ce ne sont pas les policiers, mais ceux qui leur ont donné des ordres à Ottawa. Je ne veux pas m'en prendre à ceux qui ont fait le coup, mais à leurs boss, à Ottawa. C'est parce que nous avons eu dans le passé un premier ministre, à Québec, qui était esclave de ses boss, à Ottawa, que ces choses-là arrivent.

M. Godbout (L'Islet): Ce qui m'intéresse c'est d'obtenir les moyens d'aider ceux qui ont été lésés, c'est d'aider ce jeune homme, mais je ne puis rien faire sans avoir son nom. Ce n'est pas la question des partis politiques fédéraux qui m'intéresse dans cela, moi. Le député de Saint-Maurice n'a pas l'habitude de parler à la légère et comme il nous a signalé un incident, je lui demande des renseignements précieux. S'il n'avait pas ce détail essentiel, il aurait dû attendre à demain. Je veux le nom de la personne lésée et du coupable.

L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice): Je ne les ai pas. Je les aurai demain.

M. Godbout (L'Islet): Je demande tout simplement quelle police est coupable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre¹⁰ n'est pas sérieux.

M. Godbout (L'Islet): (En souriant) Tout le monde sait cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le coupable, c'est le gouvernement fédéral.

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas le premier ministre que j'interroge, en ce moment.

L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice): Je suis convaincu que les coupables, ce sont les autorités qui gouvernent en ce moment le pays.

M. Godbout (L'Islet): Très bien, je suis pleinement satisfait. J'attendais une pareille réponse, mais je ne croyais jamais qu'elle serait aussi claire. Je suis satisfait d'avoir amené le premier ministre à montrer son jeu.

M. Chaloult (Québec) demande la permission de joindre ses protestations à celles du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel). Je profite de l'occasion pour réclamer du gouvernement fédéral une amnistie générale en faveur de tous ceux qui ont pu se rendre coupables de contraventions aux lois du pays, pendant la guerre; pour tous ceux qui ont pu commettre des erreurs au cours de la période de mobilisation, tous ceux qu'on recherche parce qu'ils ont déserté les forces armées ou parce qu'ils n'ont pas répondu à l'appel aux armes¹¹. S'il y a eu des fautes dans le passé, quand on chante victoire, c'est le moment de tout pardonner. Maintenant qu'on célèbre la victoire, s'il y a eu des torts, il faut accorder un pardon général.

(Tumulte)

Le chef de l'opposition prétend que l'on s'intéresse trop aux questions fédérales. Je m'y intéresse moi. Mais pas plus pour M. Bracken que mes bons amis de la droite ou M. King. Je n'hésite pas à dire que je suis partie liée contre M. King et que j'alléguerais tous les motifs que je pourrais contre lui, parce qu'il nous a trahis et a renié ses promesses au peuple du Canada. Je n'ai pas d'hésitation à déclarer que tout ce que je pourrai faire pour contribuer à la défaite de M. King qui nous a trahis, je le ferai.

(Applaudissements à droite)

Après avoir juré de combattre King, pourquoi l'opposition libérale est-elle toujours debout pour le défendre?

M. Godbout (L'Islet): Je ne défends pas M. King. Je n'ai fait que demander à mon honorable ami de Saint-Maurice des détails pour défendre un citoyen contre les attaques des employés du fédéral.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi alors toujours lancer le nom de M. Bracken. Il n'est pas question de lui. Il n'existe pas dans la province de Québec. En tout cas, on ne me suspectera pas, moi, de travailler pour M. Bracken. Mais je promets de faire tout ce qui sera en mon pouvoir pour faire battre M. King. C'est le devoir des Canadiens français de faire la lutte contre M. King.

(Applaudissements des ministériels)

Projets de loi:

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 72 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Que l'article 32 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13, remplacé par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant le mot et le nombre "avril 1943", dans la neuvième ligne, par le mot et le nombre "janvier 1946".

2. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10 et par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot et le nombre "juillet 1944", par le mot et le nombre "janvier 1946".

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet depuis le premier avril 1942.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de prolonger le délai pendant lequel les fonctionnaires, qui n'ont pas encore profité de la loi, peuvent donner l'avis de rachat de leurs années de services antérieures au 1^{er} avril 1942, pour les fins de leur pension, qui est étendu au 1^{er} janvier 1946.

M. Godbout (L'Islet): J'espère qu'on n'invite personne à payer des arrérages de pension, sans

garantir son emploi. En vertu d'une loi que nous venons d'adopter, tous les gens qui travaillent à l'extérieur du Parlement ne bénéficient plus de la loi du service civil. Je suis favorable à ce prolongement de délai. Nous-mêmes l'avions déjà prolongé deux fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit en somme de donner à des employés les privilèges accordés à d'autres employés. Nous voulons placer tout le monde sur le même pied.

M. Godbout (L'Islet): Je connais des cas où on dit: si vous ne donnez pas votre démission, nous vous retiendrons votre fonds de pension.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je puis citer au premier ministre trois noms de personnes qui ont été destituées et qui n'ont pas reçu les argents payés au fonds de pension.

L'honorable M. Gagnon (Matane) et M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) participent au débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je défie le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) de me citer le nom d'une personne qui a payé son fonds de pension et qui n'a pas été remboursée. Qu'il me donne ces noms et je verrai à ce que ceux qui ont droit à un remboursement l'obtiennent. Dans tous les cas des destitués, ces argents ont été remis.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 relatif à certaines valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure pour autoriser l'émission de duplicata de 20 obligations de \$1,000 chacune, perdues ou volées, tout en prenant les mesures nécessaires pour protéger les détenteurs de bonne foi, s'il y en a.

M. Tardif (Frontenac): C'est prévu dans la loi des vols de bonne foi¹².

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 73 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-quatre mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et administration (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, indemnités et allocations (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité et éducation (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Encouragements à l'établissement des médecins dans les campagnes dépourvues de services médicaux (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Relativement à la pénurie de médecins, le problème est très sérieux. 1,400 municipalités, dont 800¹³ importantes, manquent de médecin. Cette situation a été empirée, aggravée par la guerre puisque 600 médecins ont pris l'habit militaire. Il a fallu recourir au service des infirmières. Actuellement, il y en a 110 qui desservent les régions de la province qui sont privées de services médicaux.

Dans le but de remédier à la situation, j'ai décidé de prendre l'argent qu'on payait à la Commission d'assurance-maladie, maintenant abolie, pour travailler de deux façons à l'accroissement du nombre de médecins et à leur établissement à la campagne.

Une part de l'argent sera appliquée à l'octroi de bourses de \$500 à \$600 à des étudiants pauvres qui s'engageront, envers le Collège des médecins, à aller pratiquer pendant cinq ans à la campagne, après leur doctorat. L'exemple démontre que la majorité des jeunes médecins qui vont s'établir à la campagne s'intéressent tellement à leur nouvelle vie qu'ils se fixent en permanence.

Les bourses seront accordées à 50 ou 60 élèves, mais ne seront payées qu'après la troisième année, parce qu'avant la troisième année, l'élimination est toujours considérable. Ceux qui se présentent pour la troisième année se rendent généralement au doctorat. J'ai déjà commencé des démarches auprès des autorités universitaires.

Le ministère, en attendant, continuera de payer des allocations mensuelles à des médecins qui résident en campagne et qui n'ont pas de revenus suffisants de leur clientèle. Un montant de \$20,000 à \$35,000 sera appliqué à l'octroi d'allocations mensuelles, pour faciliter la tâche des jeunes médecins qui accepteront d'aller s'établir dans les endroits qui ont un pressant besoin de médecin.

M. Chaloult (Québec) interroge le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) au sujet des maladies vénériennes. Est-ce qu'il y a progrès dans la lutte contre les maladies vénériennes?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je n'ai pas de statistiques, mais on remarque tout de même

une amélioration considérable. Il y a régression de la syphilis. On demande moins de médicaments gratuits fournis par le gouvernement pour soigner cette maladie.

M. Chaloult (Québec): La propagande, même au risque de scandaliser les faibles, est en grande partie responsable de l'amélioration.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent trois mille deux cent quatre-vingts dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés, 2 George VI, chapitre 6 (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Chaloult (Québec): Quel est le programme du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) pour combattre la tuberculose dans la province et à propos de dépistage de la tuberculose? Il (M. Chaloult) attire l'attention du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) sur l'insuffisance de lits pour tuberculeux dans la province de Québec.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon département dépense \$100,000 par année sur ce chapitre. On emploie des cliniciens pour l'examen des employés.

Je ne peux faire en quelques mois, ou même en un an, tout ce qui aurait dû être fait au cours des années passées, mais je ne veux pas insister là-dessus parce qu'en matière de santé, je veux éviter de faire de la politique. Les besoins en ressources hospitalières ont augmenté à Sorel et à Joliette, et les besoins sont criants dans la région de l'Abitibi. J'ai promis un agrandissement de l'hôpital d'Amos cette année et cette promesse doit être tenue; et je veux augmenter la capacité de l'hôpital de Rouyn où on offre 90 lits pour une population de 80,000 personnes. Le ministère débourse des milliers de

dollars par année pour le transport des malades de la région de l'Abitibi vers Montréal, parce que les ressources hospitalières sont inexistantes dans ces endroits isolés.

Le problème est énorme, mais je dois établir mon programme selon les moyens dont je dispose. La capacité de l'hôpital Laval pour les tuberculeux doit être considérablement augmentée, mais je peux vous promettre que, lorsque cette tâche sera accomplie, tout le monde sera satisfait.

Il (M. Paquette) dit ce qu'il entend faire dans le domaine de la lutte contre la tuberculose. Dans la province de Québec, le nombre de lits est très insuffisant, mais mon ministère fait des démarches pour répondre à la demande. Nous avons actuellement 3,100¹⁴ lits pour les tuberculeux et c'est manifestement et notoirement insuffisant. Il en faudrait au moins 1,700 de plus, car nous avons une liste d'attente de 1,700 noms.

Le ministère de la Santé voit son budget augmenté cette année, mais il reçoit pour des millions de demandes à chaque semaine. Bien que l'effort pour combattre la tuberculose se soit grandement amélioré dans la province depuis 10 ans, il reste encore beaucoup à faire. La province sera étonnée de ce que nous voulons faire en douze mois. Mais ne pouvons, en douze mois, subvenir à tous les besoins. En une seule semaine, j'ai reçu des demandes dont la réalisation coûterait vingt-trois millions et demi de dollars.

Nous sommes en pourparlers pour la construction d'un sanatorium de 200 lits en Gaspésie, à Gaspé, région qui est actuellement dépourvue en fait de lits pour tuberculeux, qui desservira une population de 100,000 âmes. La construction devrait commencer d'ici 15 ou 20 jours. Un sanatorium de 200 lits coûte environ \$900,000 à \$1,000,000.

En Abitibi et en Témiscamingue, où la population est de 165,000 âmes, il n'y a, actuellement pas un seul lit pour tuberculeux. Nous sommes en pourparlers et nous allons construire un sanatorium dès cet été en Abitibi. Un autre problème nous est posé par l'incendie du sanatorium du Lac-Édouard. Il ne reste actuellement que 85 lits.

Un architecte est sur les lieux, au Lac Édouard, pour étudier les possibilités de reconstruction d'un sanatorium détérioré par un incendie l'an dernier. Tout laisse prévoir que le sanatorium sera reconstruit au même endroit. J'ai autorisé récemment les autorités du sanatorium de Mont-Joli à construire un immeuble pour le personnel de l'hôpital, ce qui va permettre d'hospitaliser plus de malades.

Enfin, nous allons améliorer les conditions à l'Institut Bruchési, de Montréal, et construire d'ici l'automne un nouveau sanatorium pour recevoir les tuberculeux de la métropole. La construction des nouveaux sanatoriums permettra d'améliorer la situation dans les sanatoriums bondés de Québec et de Montréal.

D'ici un an, nous pourrions disposer de 600 à 700 lits de plus pour les tuberculeux. D'ici trois ans, nous devrions avoir 2,000 lits. Il ne faut pas oublier qu'un sanatorium coûte près d'un million de dollars.

Nous nous occupons de dépistage de la maladie par l'examen de tous les cas suspects. Nous avons aussi des cliniques de BCG¹⁵ pour les enfants qui naissent de mères tuberculeuses. Dans les usines, particulièrement à Montréal, nous avons des cliniques qui font un examen méthodique de tous les employés. Mais ces cliniques de dépistage ne sont utiles qu'en autant que nous pouvons avoir des lits pour recevoir les tuberculeux. Il faudrait de 1,500 à 1,800 lits de plus pour hospitaliser ceux qui sont atteints de cette terrible maladie. Je crois que, d'ici deux ou trois ans, on parviendra à en organiser autant.

M. Chaloult (Québec): Je suis satisfait des explications du ministre et, plus que jamais, je me rends compte à quel point il est important que la province obtienne suffisamment d'argent pour réaliser sa tâche. Il faut absolument remédier à l'état de choses existant, relativement à la tuberculose dans la province. Ce problème est urgent et important. Le budget que demande le ministre devrait être doublé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En parlant d'argent, je ferai remarquer à mon honorable ami que, quand nous voulons avoir plus d'argent des riches, les instruments des riches nous empêchent d'avoir les argents nécessaires. Ce sont les intérêts des riches qui nous empêchent d'avoir l'argent nécessaire pour voir aux intérêts des classes moins fortunées.

M. Chaloult (Québec): Je ne comprends pas bien l'allusion du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) sourit.

Un député: Le Conseil législatif.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon ministère va faire tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à la situation malheureuse qui existe présentement dans le domaine précité.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je remercie le gouvernement de la construction d'un hôpital aux Îles-de-la-Madeleine, mais j'attire l'attention du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) sur la nécessité d'agrandir l'hôpital des Îles-de-la-Madeleine, je demande une annexe pour tuberculeux, car la tuberculose fait des ravages parmi les Madelinots, particulièrement chez la jeunesse. Il y a des tuberculeux qu'on ne peut pas soigner, faute de lits.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je remercie sincèrement le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) pour le généreux programme qu'il a tracé dans l'intérêt de l'Abitibi et du Témiscamingue, pour les réalisations qu'il accomplit dans ma région pour la santé, spécialement pour son projet d'y établir un sanatorium et d'agrandir les hôpitaux de Val-d'Or et d'Amos.

Il ne fait aucun doute que la population de Val-d'Or fera plus que doubler au cours des deux ou trois prochaines années, et certainement au cours des quatre ou cinq prochaines années, car certaines mines en exploitation n'attendent que la possibilité d'embaucher 3,000 hommes de plus et d'autres mines sont prêtes à démarrer aussitôt qu'elles seront en possession de leur machinerie.

Et puis, il y a Malartic qui se développe et qui continuera de se développer. L'hôpital d'Amos, avec seulement 30 lits, a reçu 1,200 patients l'année dernière, et c'est un fait que la plupart d'entre eux ne venaient pas des mines, mais des paroisses de colonisation et des paroisses agricoles. Je termine en remerciant le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) au nom de la population minière et de la population agricole.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) réclame plus d'hôpitaux pour les tuberculeux des comtés de la ville de Montréal.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Si les demandes d'admission sont si nombreuses dans les hôpitaux des grands centres, c'est en partie parce que notre système d'hospitalisation n'est pas assez décentralisé. Mieux vaut construire des hôpitaux dans les petits centres qui en sont dépourvus qu'agrandir indéfiniment les autres.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Je remercie à mon tour le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Paquette) pour l'intérêt qu'il porte à ma région.

M. Groulx (Montréal-Outremont) réclame ensuite une école d'hygiène.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maladies vénériennes, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cinq cent soixante-neuf mille trois cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'Assistance publique, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Codifications des lois municipales, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-trois mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission

municipale de Québec, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'urbanisme, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 36 (intitulé) loi des jurés, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

La formule 1, aux pages 22 et 23, est remplacée par la formule 1 ci-annexée. (Voir les formules aux pages suivantes)

FORMULES								
1. – (Article 12)								
Extrait du rôle d'évaluation								
MUNICIPALITÉ DE.....								
(Pour les cités et villes seulement) QUARTIER.....								
							<i>Nom ou numéro</i>	
EXTRAIT du rôle d'évaluation en vigueur et homologué le..... contenant les noms de toutes les personnes du sexe masculin inscrites sur le rôle d'évaluation comme propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 2 de la loi des jurés.								
Espace réservé pour l'officier spécial	Noms et prénoms (en toutes lettres)	Domicile	État profession ou métier	Rang ou rue et no de rue	Propriétaire locataire occupant	Propriétaire montant de l'évaluation	Locataire ou occupant, valeur locative annuelle	Langue officielle parlée couramment
.....
Je soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de certifie, sous serment d'office, que l'extrait ci-dessus comprenant..... feuillets, contient les noms de toutes les personnes du sexe masculin inscrites sur le rôle d'évaluation comme propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles de la valeur mentionnée à l'article 2 de la loi des jurés.								
Je certifie de plus que, au verso de chaque feuillet, j'ai inscrit de nouveau les noms des personnes, lesquelles, au meilleur de ma connaissance, je considère inhabiles à agir comme jurés ou exemptes de le faire ainsi que les raisons d'inhabilité ou d'exemption de ces personnes.								
Signé à ce								
jour de19....								
							(signature)	
							secrétaire-trésorier	

(Voir la suite du tableau, soit le verso, à la page suivante)

FORMULE No 1, verso du feuillet		
Le secrétaire trésorier inscrira de nouveau dans cette colonne les noms des personnes qu'il considère inhabiles à agir comme jurés ou exemptes de le faire déjà inscrits au recto du présent feuillet	Le secrétaire-trésorier résumera, dans cette colonne, les principales raisons d'inhabilité ou d'exemption en adoptant les termes qui suivent ou d'autres semblables, savoir: "N'a pas 21 ans", "N'est pas citoyen canadien", "Souffre de cécité", "Souffre de surdité", "Est sous le coup d'une accusation de vol", "A été trouvé coupable d'assaut", "N'est pas locataire de ferme ou de résidence", "Est âgé de plus de 65 ans", "A été appelé à agir comme juré dans le cours des cinq dernières années", etc., etc.	Espace réservé à l'officier spécial
.....	
ESPACE RÉSERVÉ POUR L'OFFICIER SPÉCIAL		
L'officier spécial inscrira sur cette colonne les noms des personnes qu'il considère inhabiles à agir comme jurés ou exemptes de le faire.	L'officier spécial inscrira ici les raisons d'inhabilité ou d'exemption de ces personnes.	
.....	
Pour procéder en toute connaissance de cause, le secrétaire-trésorier doit lire les articles 2, 3 et 5 de la loi des jurés.		

Projets de loi:

Loi des jurés

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 36 (intitulé) loi des jurés.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 1 h 30.

NOTES

1. Est-ce vraiment ce qu'a dit M. Beaulieu? Nous en doutons, car cela semble être un commentaire du journaliste; mais avons cru bon de l'inclure malgré tout, avec cet avertissement.

2. *Le Soleil* du 25 mai 1945, à la page 3, précise que pour cette tâche, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) "est assisté de son sous-ministre, M. Arthur Bergeron."

3. *The Montreal Daily Star* du 25 mai 1945, à la page 2, précise que: "les prévisions budgétaires du ministère de la Voirie ont exceptionnellement fait l'objet de discussions dans un climat de bonne volonté. On a eu droit au débat habituel sur les supposés scandales du gouvernement précédent, sous la direction de l'honorable T.-D. Bouchard qui est maintenant sénateur, en particulier en ce qui

concerne la construction du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Le débat était semblable à ceux des années précédentes."

4. *La Patrie* du 25 mai 1945, à la page 13, souligne que "M. Jos Fillion, député libéral de Lac Saint-Jean, a réclamé, chaque année depuis qu'il est en Chambre, l'amélioration des communications entre Québec et sa région."

5. Cette intervention de M. Francoeur fait référence à la décision que le Conseil législatif vient à peine de rendre le matin du 24 mai 1945, au sujet de la taxe de luxe. Ce bill a été renvoyé à six mois sur un vote de 12 à 4 sur une motion proposée par M. Brais. Voici ce que *L'Événement* du 25 mai 1945, à la page 1, en dit: "Pour nous servir de l'expression consacrée dans les milieux parlementaires, le bill est mort entre les deux Chambres. Ainsi donc, le Conseil législatif ne fera pas rapport à la Chambre basse du rejet du bill. La procédure parlementaire veut que, dès que la Chambre haute a adopté avec ou sans amendement un projet de loi de la Chambre basse, elle fasse rapport à celle-ci de sa décision. Dans le cas de la taxe de luxe, pas un mot." Pour un rapport assez détaillé de cette célèbre séance du Conseil législatif, voir *Le Devoir* du 25 mai 1945, à la page 1.

6. Ce subside, discuté à la présente séance, sera adopté à la séance du 31 mai 1945.

7. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 25 mai 1945, à la page 3, alors que *The Montreal Daily Star* du 25 mai 1945, à la page 2, parle de 10,000 acres pour assurer le succès de l'usine de Saint-Hilaire.

8. *L'Événement* du 25 mai 1945, à la page 3, nous informe que: "Les galeries étaient bondées de spectateurs, comme elles ne l'ont pas été depuis longtemps. Toute cette foule s'attendait visiblement à une réaction violente à la suite des événements survenus, le matin, au Conseil législatif."

9. Selon *Le Devoir* du 25 mai 1945, à la page 12, cette question de privilège de M. Trudel "a allumé un débat d'une demi-heure."

10. *Le Canada* du 25 mai 1945, à la page 2, précise que le premier ministre fait un lapsus.

11. *The Chronicle Telegraph* du 25 mai 1945, à la page 3, ajoute: "mais à cause du tumulte, il a été

impossible de comprendre exactement à qui il (M. Chalout) faisait allusion."

12. *Le Canadien de Lévis* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, rapporte qu'il s'agit de "régler le cas d'un fiduciaire qui a brûlé par mégarde pour \$20,000 d'obligations." Et selon le journal, M. Tardif voulait probablement parler des vols en avion. En l'écoutant, les députés s'amuserent et M. Côté fut le premier à applaudir.

13. Ce chiffre provient du journal *Le Soleil* du 25 mai 1945, à la page 5, alors que *L'Action catholique* du 25 mai 1945, à la page 8, parle de seulement 8 municipalités importantes.

14. Ce chiffre provient du journal *Le Devoir* du 25 mai 1945, à la page 7, alors que *L'Action catholique* du 25 mai 1945, à la page 3, parle de 3,000 lits pour les tuberculeux.

15. Le B.C.G: vaccination préventive contre la tuberculose mise au point par Camille Guérin et Albert Calmette.

Séance du vendredi 25 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Ministère de la Chasse et des Pêcheries,
rapport 1943-1944**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries pour l'année finissant le 31 mars 1944. (Document de la session no 32)

**Un don à
l'Université Laval de Québec**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Un philanthrope, M. Charles A. Breitung, de Brownsville, Texas, un ingénieur chimiste diplômé des universités Notre-Dame et Michigan vient de faire un don de \$100,000 à l'Université Laval de Québec pour la fondation d'une chaire en psychologie expérimentale. Il (M. Côté) fait l'éloge de l'éminent donateur.

Il faut remonter de vingt ans en arrière pour retrouver pareille générosité à l'endroit de notre université québécoise. En effet, il y a vingt ans, l'honorable Georges-Élie Amyot, industriel bien connu de Québec, avait également versé une somme de \$100,000 pour fonder une chaire à Laval. Il (M. Côté) fait un éloquent appel en faveur de nos universités de Québec et Montréal. Il (M. Côté) émet l'espoir que les Canadiens français fortunés imitent ce magnifique exemple.

Projets de loi:

Stabilité et progrès industriels

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Godbout (L'Islet): Nous avons examiné attentivement le bill qui nous a été remis hier soir. Nous sommes favorables au principe de la stabilité et du progrès industriels. Nous ne voyons aucune objection au principe de ce bill qui permet au gouvernement de procéder à des échanges de réserves, à une redistribution des concessions forestières et d'en accorder de nouvelles. Nous avons nous-mêmes posé ce principe déjà, car on sait que les réserves de plusieurs compagnies sont malheureusement éparpillées aux quatre coins de la province. Je comprends qu'il est dans l'intérêt général de l'industrie de faire certains rajustements. Il y a lieu aussi de faire de nouvelles concessions.

Mais, en appliquant ce principe général, il y a une chose que l'on doit observer scrupuleusement, il y a une condition à remplir que nous nous sommes efforcés d'observer de notre temps, et que nous avons remplie. C'est qu'il faut placer devant les députés les propositions d'échange. Quand on nous demande de consentir à des échanges de concessions forestières, il faut que les députés sachent ce que la province donne et ce qu'elle obtient. C'est une condition essentielle.

Lorsque l'on m'avait demandé de préparer un projet général d'échange, j'avais répondu dans le temps que nous devrions soumettre à la Chambre le projet dans sa totalité. Il est important que les députés sachent ce que le gouvernement cède et la valeur de ce qu'il cède. Il faut que les députés sachent ce que l'on donne et ce que l'on reçoit. Il faut faire connaître la grandeur et la valeur des terrains échangés. Quand le gouvernement s'engage à donner valeur égale, nous n'avons aucune objection. Malheureusement, dans le présent bill une partie des échanges proposés ne rencontre pas ces conditions.

Dans certains cas, le bill ne fait pas mention de la grandeur ou de la valeur des terrains, que la Chambre manque de renseignements qui lui sont nécessaires. Voilà pourquoi je ne peux donner mon consentement aux articles 1 et 2 du bill qui concernent les échanges en faveur de la Singer Manufacturing Company, avant d'avoir tous les détails sur la valeur et la grandeur des terrains échangés en faveur de la Singer Manufacturing Company. Quant aux autres, ils me paraissent favorables parce qu'on nous dit ce que le gouvernement a l'intention de faire. Avant d'approuver l'échange concernant la Singer Sewing

Machine, je veux avoir tous les détails sur la valeur des limites cédées par la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je considère ce projet de loi d'une importance vitale et capitale pour la province, au triple point de vue social, national et commercial. Il est d'une importance telle que j'entends discuter ce projet de loi sans considération politique et sans acrimonie pour le passé, et c'est notre intention de l'étudier sous tous ses aspects.

La forêt est l'un de nos principaux actifs. Elle nous est nécessaire à bien des points de vue. Elle fournit notamment de l'ouvrage et des salaires à une grande partie de la population. Elle est nécessaire pour nourrir, maintenir et activer l'une de nos principales industries, une industrie qui est peut-être la plus importante chez nous, celle de la pulpe et du papier. Et cette industrie est considérable et essentielle au progrès de la province de Québec parce qu'elle a l'avantage d'offrir un caractère permanent et de stabiliser la monnaie canadienne.

Des millions de dollars ont été investis dans cette industrie. Il (M. Duplessis) montre l'importance vitale de l'industrie papetière dans la province et la nécessité d'en assurer la stabilité. Le marché américain nous est ouvert du fait de la fermeture des industries forestières du nord de l'Europe. Nous devons en profiter. Il est primordial de stabiliser l'industrie de la pulpe et du papier, l'une des plus importantes dans la province, tout en fournissant plus de travail aux hommes du Québec et plus d'argent au trésor. L'adoption de cette mesure aiderait considérablement notre province dans le développement de ses ressources naturelles et aura pour effet de donner de l'emploi à des milliers de nos ouvriers.

Il est incontestable qu'il faut procéder à une relocalisation ou à une redistribution des concessions forestières, afin de rapprocher des usines à papier les limites à bois qui les alimente. Plus ces limites sont éloignées, plus le coût du transport est élevé, et plus l'industrie éprouve des difficultés à faire face à la concurrence. Certaines compagnies détenant des concessions forestières, ont du bois qu'elles n'utilisent pas et qui est nécessaire à l'exploitation d'autres ressources. C'est le cas en ce qui concerne la Singer Sewing Machine Company de Saint-Jean, laquelle a besoin de bois franc et en obtiendra grâce à l'échange de réserves forestières.

Il s'agit d'assurer à des industries le bois dont elles auront besoin et de rapprocher cet approvisionnement de bois des usines, par des

échanges de réserves forestières entre les compagnies intéressées. Les résolutions ont précisément ce but. Le bill Bourque stabilisera l'industrie papetière de la Québec North Shore, à Baie-Comeau, de même que celle de l'Anglo-Pulp à Québec et celle de la Canada Paper à Windsor Mills. Il permettra au ministère des Terres et Forêts de procéder à des échanges de concessions forestières entre le gouvernement et la Canadian Paper Company, la compagnie Anglo Pulp & Paper Mills et la Québec North Shore de Baie-Comeau, pour fournir à celles-ci les matières premières dont elles ont besoin, pour l'exploitation de leur industrie, et pour ainsi réduire les coûts de production et leur permettre de demeurer concurrentes, face aux producteurs de pulpe et papier et de produits auxiliaires européens. Quant à l'industrie papetière, le bill lui permettra de se placer en bonne position face à ses concurrents étrangers. La province de Québec montre ainsi sa détermination de collaborer avec ceux qui veulent honnêtement et sainement mettre en valeur nos ressources naturelles. Elle devra collaborer avec les industriels.

Le président de la compagnie Singer, de New York, est venu à Québec me rencontrer avec le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu). Cet industriel américain nous a appris que sa compagnie a l'intention d'établir une nouvelle industrie à Saint-Jean, P.Q., pour la fabrication des moteurs qui n'étaient fabriqués, avant la guerre et jusqu'ici, qu'aux États-Unis. Elle dépensera à cette fin entre \$3,500,000 et \$4,000,000 et fournira du travail à plus d'un millier¹ d'ouvriers. Le moulin de Saint-Jean coûtera entre \$3,000,000 et \$4,000,000. Cette industrie ouvrira à la province de Québec le marché des pays de l'Amérique du sud.

La même compagnie projette également d'agrandir l'usine qu'elle possède à Thurso, dans le comté de Papineau, où l'on préparera le bois qui alimentera l'usine de Saint-Jean. Elle y érigera une construction nouvelle au coût de \$400,000 à \$500,000, et donnera du travail à 200 ou 300 personnes de plus. Et comme la compagnie Singer a besoin de bois franc pour cette nouvelle usine, il y aura, à cet effet, un échange avec la compagnie MacLaren, qui peut disposer de limites de bois dont elle ne se sert pas.

Il y aura un échange de réserves forestières entre la couronne et la Canadian International Paper Company, propriétaire d'une importante usine de papier à Trois-Rivières. Cette compagnie remettra à

la province des réserves forestières de la Gaspésie, et on en fera profiter la petite industrie, la population et la colonisation de cette région. On concédera en retour à la compagnie d'autres réserves forestières qui pourront être exploitées dans l'intérêt de la province et, en particulier, de la région des Trois-Rivières.

Pour assurer de nouvelles limites à bois indispensables à l'usine de Windsor Mills et permettre la construction d'une nouvelle industrie, l'on concédera à la Canada Paper Company des réserves forestières de l'Abitibi, à condition qu'un embranchement de chemin de fer soit construit par la compagnie des Chemins de fer nationaux pour relier ces concessions à sa voie principale.

Par ces divers échanges, nous assurons la matière première, du bois, à des industries qui en ont besoin. La stabilisation et les développements industriels qui résulteront d'une telle redistribution bénéficieront largement à la population et contribueront au règlement des problèmes d'après-guerre, à la stabilisation de la monnaie canadienne sur les marchés étrangers, en particulier sur celui des États-Unis et à la conquête de nouveaux marchés extérieurs. La province de Québec se doit d'alimenter ces industries de matières premières. Le présent bill demande à la Législature la confirmation des échanges forestiers et de mettre à la disposition des entreprises projetées les réserves de bois nécessaires.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je reconnais l'importance de rendre la production du papier plus économique en redistribuant les concessions forestières. Il est extrêmement important de stabiliser l'industrie forestière et d'exiger d'elle un rendement à l'avantage de tous. Si on ne fait pas l'impossible pour permettre à cette industrie de prendre toute son expansion, ce sont les ouvriers qui en souffriront. Il (M. Hamel) assure donc que l'opposition fera tout son possible pour collaborer avec le gouvernement et avec l'industrie, en faveur d'une exploitation économique et rationnelle de nos forêts.

J'approuve sans restriction l'idée de procéder à une redistribution des concessions forestières, car il y a des compagnies qui doivent aller chercher leur bois trop loin, et ceci augmente leur coût de production. La nécessité de la redistribution de certaines réserves forestières est indiscutable. Mais en assurant l'exploitation forestière, il faut prendre des moyens de protéger la forêt et prendre garde de ne donner de privilèges trop considérables aux compagnies.

Je ne crois pas, cependant, que ce projet de loi à l'étude favorisera l'établissement d'aussi nombreuses nouvelles industries que ce que le premier ministre a annoncé. L'honorable chef de l'opposition a raison d'insister pour connaître les détails sur les échanges intéressant la compagnie Singer.

J'aimerais que des experts nommés par le gouvernement et les compagnies étudient les projets suggérés, afin d'en assurer une réalisation scientifique. J'insiste pour que le gouvernement fournisse des détails additionnels sur les échanges intéressant la compagnie Singer.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas d'objection au principe de cette mesure, en autant qu'elle est destinée à développer nos ressources naturelles et à donner de l'emploi à nos ouvriers. Mais j'avoue que le projet de loi ne me procure aucun enthousiasme. Il faut, certes, des industries, mais je m'oppose à l'industrialisation à outrance de notre province qui doit être avant tout agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'industrie forestière favorise l'industrie agricole. L'industrie forestière sert à stabiliser l'industrie agricole, car elle permet aux cultivateurs de retirer des revenus pendant la saison morte pour l'agriculture.

M. Chaloult (Québec): Oui, mais quand les cultivateurs commencent à travailler dans les industries, ils abandonnent la terre.

Je ne m'oppose pas à la venue du capital étranger, qui ne me sourit guère cependant, mais je veux qu'on impose des conditions onéreuses aux étrangers, afin que nos ressources ne servent pas uniquement à drainer l'argent ailleurs et en dehors de notre province, mais profitent à notre population.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) en réponse à une remarque du député de Saint-Sauveur (M. Hamel), il (M. Bourque) déclare que, depuis six mois, cinq experts étudient les problèmes de la redistribution des concessions forestières. Le travail est passablement avancé. Aujourd'hui, les compagnies ne trouvent pas leurs réserves assez grandes parce qu'on leur a imposé des conditions onéreuses.

Elles n'ont le droit de couper qu'une quantité de bois et on voit à ce qu'elles respectent leurs obligations. Le massacre des forêts déjà éploré doit cesser. Plusieurs industries nouvelles s'établiront

dans la province. Il y aura 1,000 ouvriers de plus à Saint-Jean, 500 à Windsor Mills. Il (M. Bourque) insiste sur le développement et les progrès industriels importants qu'entraînera cette mesure pour la province.

M. Dansereau (Argenteuil): Notre industrie du bois a pris une orientation nouvelle, en ces dernières années. Autrefois, on ne s'occupait que des bois mous. Aujourd'hui, l'utilisation des bois francs se fait de plus en plus grande. Nous voulons aider l'industrie, mais la Chambre doit connaître la valeur et l'étendue des échanges faits en faveur de la compagnie Singer. Je connais bien la situation de la compagnie Singer et je suis en faveur qu'on lui accorde des permis de coupe, mais j'estime que le gouvernement devrait donner des détails sur les contrats à intervenir. Je demande, moi aussi, des détails sur les échanges qui se feront avec la compagnie Singer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** donnent l'assurance à la Chambre que ce projet de loi va provoquer l'établissement de plusieurs industries nouvelles, dans la province, dont une de la Singer Manufacturing Company de New York à Saint-Jean, P. Q. au coût d'environ \$4,000,000. La même compagnie agrandira l'industrie qu'elle possède déjà à Thurso, comté de Papineau, et dépensera un autre montant de \$500,000 à cette fin. Près de 1,500 ouvriers additionnels trouveront de l'emploi aux deux endroits. La province fournira des réserves forestières à la compagnie, dont les lots boisés actuels sont insuffisants.

Le même bill assurera la permanence des usines à papier de Trois-Rivières, de Québec (Anglo-Pulp) et de Baie-Comeau en leur fournissant, par une redistribution de concessions forestières, une matière première située plus près de ces établissements.

Une concession de réserves forestières, qui sera faite à la Canadian Paper Company, lui permettra de construire une nouvelle usine qui fabriquera un sous-produit non manufacturé dans la province, en ce moment, et d'agrandir son usine actuelle.

Bref, la stabilisation et les développements industriels qui résulteront de cette redistribution, commencée depuis six mois, profiteront largement à la population.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Attendu que la Singer Manufacturing Company, qui possède une usine à Saint-Jean et une autre à Thurso, se propose d'apporter des développements très importants à ces deux usines, pour fabriquer dans la province des produits qui doivent actuellement y être importés;

Attendu que la réalisation de ces projets procurerait de l'emploi dans les usines de cette compagnie à plus d'un million d'ouvriers nouveaux;

Attendu que les réserves forestières de cette compagnie sont insuffisantes pour lui permettre d'entreprendre ces développements;

Attendu que la Canada Paper Company exploite une papeterie à Windsor Mills, qu'elle désire augmenter considérablement ses opérations industrielles et amener dans le Québec une industrie nouvelle;

Attendu que les réserves forestières de cette compagnie sont insuffisantes non seulement pour lui permettre de réaliser ces projets, mais même pour continuer ses opérations sur la base actuelle;

Attendu que la Canadian International Paper Company possède une importante usine de papier à Trois-Rivières et des réserves forestières dans la Gaspésie, dont une grande partie a été incluse dans le territoire du parc national de la Gaspésie;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public de faire entrer dans le domaine de la couronne le résidu de ces réserves forestières, pour en faire bénéficier la petite industrie, la population et la colonisation en Gaspésie, et de concéder en retour à la compagnie d'autres réserves forestières qui pourront être exploitées dans l'intérêt de la province;

Attendu que l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, qui exploite un moulin à pulpe et à papier à Québec, détient des concessions forestières dans le bassin de la rivière Manicouagan, et que la Quebec North Shore Paper Company, qui exploite un moulin à pulpe et à papier à Baie-Comeau, détient certaines concessions forestières dans le bassin ou près du bassin de cette rivière;

Attendu que ces deux compagnies détiennent conjointement certaines autres concessions forestières dans la même région, qu'il est matériellement impossible pour elles de conduire leurs opérations sur la rivière Manicouagan de façon à obtenir la quantité de bois requise pour alimenter leurs usines et qu'il est dans le meilleur intérêt de la province de procéder à une redistribution de ces concessions forestières;

Attendu que les industries ci-dessus sont des industries fondamentales de la province, intimement liées à son progrès et à son avenir économique, qu'elles emploient des milliers d'ouvriers, tant à leurs usines que dans leurs opérations de coupe, de transport et de flottage du bois, et contribuent largement à la prospérité de plusieurs régions et à la richesse collective de la province;

Attendu qu'il y a lieu de mettre à leur disposition les réserves de bois nécessaires pour stabiliser ces entreprises, leur permettre de se développer normalement et d'établir dans le Québec les industries nouvelles qu'elles sont prêtes à y apporter;

Attendu qu'une redistribution de certaines réserves forestières s'impose, dans l'intérêt public, pour assurer une exploitation rationnelle des ressources forestières de la province, au bénéfice de la population, la conservation et le renouvellement des forêts et l'utilisation des bois rendus à maturité et exposés à la perte par vétusté;

Attendu que la stabilisation et les développements industriels qui résulteront d'une telle redistribution bénéficieront largement à la population et contribueront au règlement des problèmes d'après-guerre, à la stabilisation de la monnaie canadienne sur les marchés étrangers, en particulier sur celui des États-Unis, et à la conquête de nouveaux marchés extérieurs;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Singer Manufacturing Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe I des présentes résolutions, pour le temps et aux prix et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitables et avantageux pour la province.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à retirer, des concessions forestières décrites à l'annexe I et de toutes concessions forestières voisines, pour les redistribuer, selon leurs besoins respectifs, entre les industries intéressées dans ces concessions, toutes parties de territoire qu'il déterminera pour les constituer en réserves de bois franc et en réserves de bois de pulpe; que les parties de territoire distraites de ces concessions forestières deviendront alors des terres vacantes de la couronne et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à les octroyer aux dites industries, par voie de permis de coupe renouvelables sur ces terres, en tenant compte de la nature des bois requis pour leur production respective et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitables de prescrire.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Canada Paper Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne qui devront être localisées dans le territoire décrit à l'annexe II et qui ne devront pas excéder en superficie sept cents milles carrés.

4. Que le prix de la concession prévue à la résolution 3 devra être d'au moins sept cents dollars du mille carré.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à la Canadian International Paper Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne décrites à l'annexe III des présentes résolutions, en retour des terres détenues par cette compagnie sous permis de coupe semblables et décrites à l'annexe IV.

6. Que, en échange des propriétés énumérées à l'annexe V, que la Canadian International Paper Company cédera au gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts, aux conditions qu'il déterminera,

a. à céder en pleine propriété à la New Brunswick International Paper Company, filiale de la Canadian International Paper Company, cent vingt-deux acres de terrain pris de chaque côté de la passe reliant le grand lac Causapsal et le petit lac Causapsal, dans le comté de Matapédia;

b. à accorder à la New Brunswick International Paper Company des permis de coupe sur une étendue de terrain n'excédant pas sept cent quatorze acres, dans les rangs IV et V du canton Casault et IV et V du canton Blais, dans le comté de

Matapédia, pendant une ou des périodes dont le total ne doit pas excéder cinquante ans;

c. à constituer en réserves forestières permanentes une étendue de terrain de cinq mille six cent quatre-vingt-onze acres, dans les rangs IV, V et VI du canton Casault, et IV et V du canton Blais, dans le comté de Matapédia.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à établir des réserves cantonales en Gaspésie sur une partie des terres qu'il recevra de la Canadian International Paper Company en vertu des échanges prévus aux résolutions 5 et 6, et à concéder, en totalité ou en partie, le résidu de ces terres aux petites industries de Gaspésie, soit en pleine propriété, soit par voie de permis de coupe renouvelables, le tout aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

8. Que le transport visé aux articles 9 et 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera sujet au paiement de la prime de transfert prévue par la loi et par les règlements des bois et forêts.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited des permis de coupe renouvelables sur des terres non concédées de la couronne et situées dans le bassin de la rivière Bersimis et ses tributaires, dans le comté de Saguenay, d'une superficie approximative de quinze cents milles carrés, pour le prix de onze cents dollars par mille carré, soit approximativement un million six cent cinquante mille dollars, et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

10. Que Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited devra payer au gouvernement, en sus des droits de coupe réguliers, un droit de coupe additionnel de six cents et demi par corde sur tout le bois de pulpe d'épinette et de sapin coupé dans les concessions forestières mentionnées à la résolution 9.

11. Que, en plus des conditions spéciales décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la rente foncière, les primes de transfert et les droits de coupe prévus par la loi et par les règlements des bois et forêts seront exigibles des détenteurs des concessions forestières octroyées en vertu de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, sous réserve des dispositions de la résolution 6.

12. Que les octrois de concessions forestières faits sous l'empire de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions auront le même effet que si elles résultaient d'une vente à l'enchère faite conformément à l'article 98 de la loi des terres et forêts.

13. Que les arrêtés en conseil qui seront adoptés dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions pour y donner effet seront réputés en faire partie.

ANNEXE I

Terres de la couronne à concéder à Singer
Manufacturing Company par permis de
coupe renouvelables

1^o Une lisière de terrain, situé dans le nord des comtés de Joliette, Berthier et Maskinongé, borné comme suit: vers le nord-ouest par les concessions forestières des compagnies The E. B. Eddy Co., ltée, et Canadian International Paper Co., situées sur la rivière Gatineau; au nord-est par la ligne entre les comtés de Maskinongé et Saint-Maurice; au sud-est par les concessions forestières situées sur la branche du milieu de la rivière du Lièvre, sous permis de coupe à la compagnie James Maclaren Co., Ltd., et vers le sud-ouest par la ligne de comté entre Joliette et Montcalm; d'une superficie d'environ 85 milles carrés.

2^o Les concessions forestières nos 7 et 8 de la branche nord-ouest de la Lièvre d'une superficie de 100 milles carrés.

ANNEXE II

Territoire dans lequel doivent être localisées les
terres de la couronne à concéder
à Canada Paper Company par permis de
coupe renouvelables

Un territoire situé dans la région de l'Abitibi et comprenant les cantons projetés de Bartouille, Bruneau, Desjardins, Currie, Fraser, Franquet, Grevet, Laas, Verneuil, Quevillon, Tonnancourt et Josselin, ainsi que la partie de terrain située à l'ouest du canton de Quevillon, bornée au nord par le canton de Fraser, à l'est par Quevillon, au sud par Laas et à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Laas jusqu'au coin sud-ouest de Fraser, et la partie de terrain bornée comme suit: au nord par le prolongement vers l'ouest de la ligne nord du canton de Berthiaume, au sud par le canton de Hurault, à l'est par la partie de terrain ci-dessus décrite, les cantons de Fraser et Bruneau et le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Bruneau et à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Hurault; d'une superficie totale d'environ 1,400 milles carrés.

ANNEXE III

Terres de la couronne à concéder à Canadian International Paper Company par permis de coupe renouvelables, en échange de celles décrites à l'annexe IV

Deux étendues de forme irrégulière, tel que figuré au plan préparé sur un exemplaire du feuillet Chibougamau (1936) des levées topographiques du Canada dressé à 4 milles au pouce et consigné aux archives du ministère des Terres et Forêts en date du 24 avril 1944, dossier 6482-44, savoir:

Le bloc A situé dans les cantons de Robert, de Bouteroue, de Feuquières, de Rohault, de Crisafy et de Beaujours, dans le comté d'Abitibi, d'une superficie de 142.3 milles carrés.

Le bloc B situé plus à l'ouest, dans le même comté, à 12 milles du bloc A, au sud du lac Caopatina, au sud-est du lac Doda, à l'est du lac Hébert et comprenant une partie des bassins des lacs précités et une grande partie de celui du lac Surprise, d'une superficie de 252.7 milles carrés.

ANNEXE IV

Terres sous permis de coupe à recevoir de Canadian International Paper Company en échange de celles décrites à l'annexe III

Les concessions forestières: "Rivière Sainte-Anne A", "Rivière Sainte-Anne B", Rivière Sainte-Anne C", "Rivière-Sainte-Anne D", Rivière Sainte-Anne E", "Cap Chat Ouest Partie A", "Cap Chat Est", "Tourelle Ouest", "Tourelle Est", "Christie Ouest".

Le tout d'une contenance approximative de trois cent vingt-deux (322) milles carrés et d'après la description de chacune desdites concessions forestières conservées aux archives du service forestier du département des Terres et Forêts.

ANNEXE V

Description des diverses propriétés à recevoir de Canadian International Paper Company en échange des droits de propriété et autres concédés par l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions

1° Les lots 27, 30, 31, 32 et 33 des plan et livre de renvoi officiels du premier rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des Monts, comté de

Gaspé-Nord. À distraire: partie du lot 33 vendues à la Fabrique de la Paroisse de Sainte-Anne-des-Monts le 2 décembre 1942; partie du lot 33 vendue à la Compagnie de Bois Radisson le 15 février 1944; partie du lot 33 vendue à Sa Majesté le Roi le 21 août 1944. Sujet à une servitude d'aqueduc sur le lot 27 et aux droits de flottage en faveur de la Compagnie de Bois Radisson stipulés à l'acte du 15 février 1944.

2° Les lots 19, 20, 21, 22 et 23 des plan et livre de renvoi officiel du second rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

3° Les lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 des plan et livre de renvoi officiel de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord;

4° Parties des lots 45A et 46A des plan et livre de renvoi officiels du premier rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, ayant respectivement une superficie d'environ un arpent et demi.

5° Les lots 3, 4, 5, la moitié du lot 8 et le lot 9 des plan et livre de renvoi officiels du rang est de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord.

6° Le lot 11A des plan et livre de renvoi officiels du rang est de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap Chat, comté de Gaspé-Nord.

7° Partie des lots 4 & G des plan et livre de renvoi officiels du rang ouest de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord, d'une superficie d'environ 9 acres, sujettes aux réserves contenues dans les titres.

8° Parties des lots H & I des plan et livre de renvoi officiel du rang ouest de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, sujettes aux réserves contenues dans les titres.

9° Les droits riverains appartenant à la Canadian International Paper Company sur la rivière Sainte-Anne-des-Monts, y compris les droits de pêche et de chasse qu'elle peut avoir dans la seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts et le canton Cap-Chat.

10° Tous les immeubles et droits immobiliers que Canadian International Paper Company détient à Sainte-Anne-des-Monts.

ANNEXE VI

Terres détenues sous permis de coupe renouvelables par Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited à transférer à Quebec North Shore Paper Company

1° La concession forestière désignée comme "Bassin de la Rivière Manicouagan et ses tributaires,

partie A", d'une superficie de 2,021 milles carrés, plus ou moins, et la concession forestière désignée comme "Bassin de la Rivière Manicouagan et ses tributaires, Partie B", d'une superficie de 216 milles carrés, plus ou moins;

2° Tous les droits de Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited découlant dudit contrat-bail en date du 7 décembre 1923, intervenu entre le ministre des Terres et Forêts et Frank W. Clarke; et

3° La moitié indivise appartenant à Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited dans la concession forestière "No. 1 East River Manicouagan", d'une superficie de 3-398/640^{es} milles carrés, plus ou moins, et dans la concession forestière "No. 1 West River Manicouagan", d'une superficie de 18-624/640^{es} milles carrés, plus ou moins. (*texte final adopté le 28 mai 1945*)

M. Godbout (L'Islet) veut avoir plus de renseignements sur les terres de la couronne qui seront concédées à la compagnie Singer.

Le bill ne protège pas suffisamment le gouvernement et les prérogatives des députés. Il faudrait qu'on soumette la proposition dans son ensemble.

Je demande au premier ministre de me fournir des détails, quand reprendra la discussion au début de la semaine prochaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à remettre l'étude des deux premières résolutions à la demande du chef de l'opposition.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) prend part à la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour assurer de nouvelles limites de bois indispensables à l'usine de Windsor Mills, l'on concédera à la Canada Paper des réserves forestières dans l'Abitibi, à condition que les Chemins de fer nationaux construisent un embranchement pour relier ces concessions à sa voie principale.

Par ces divers échanges, nous assurons la matière première à des industries qui en ont besoin. La stabilisation et les développements industriels, qui résulteront d'une telle redistribution, bénéficieront largement à la population et contribueront au règlement des problèmes d'après-guerre, à la stabilisation de la monnaie canadienne sur les marchés étrangers, en particulier sur celui des États-Unis, et à la conquête de nouveaux marchés extérieurs.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Oui. Selon une classification des sols, les terres situées dans les concessions qui seront faites à la Canada Paper, en Abitibi, sont impropres à la culture.

M. Drouin (Abitibi-Est) (Demandant au premier ministre) Pourquoi l'Abitibi n'aurait-elle pas une usine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai aucune hésitation à dire que je ne considère pas l'Abitibi comme une région propice à l'établissement de l'industrie papetière. Ce qu'il faut, c'est consolider la situation des usines existantes. L'Abitibi doit rester une région de colonisation et d'industrie minière.

Il (M. Duplessis) parle de la nécessité primordiale de la conservation de la forêt.

Relativement à ces concessions à la Canada Paper, en Abitibi, qui sont sujettes à la construction d'une ligne de chemin de fer par les Chemins de fer nationaux, la province de Québec a été bien mal partagée, au point de vue ferroviaire.

On a construit des lignes doubles et triples ailleurs, tandis que certaines régions du Québec, comme l'Abitibi et la Gaspésie, n'ont pas les moyens de communications qu'elles devraient avoir. Il (M. Duplessis) note la carence des chemins de fer dans la province de Québec, par comparaison avec les autres provinces.

M. Drouin (Abitibi-Est), sur le même sujet, demande s'il n'y aurait pas moyen de construire un chemin de fer dans la région de l'Abitibi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

profite de l'occasion pour dire qu'il considère l'Abitibi surtout propice au développement de la colonisation et des mines.

À ce propos, la politique du gouvernement est de séparer le domaine de la colonisation du domaine forestier. Une concession forestière, c'est une source de revenus, mais quand on la transforme en lots de colonisation, elle devient une source de dépenses.

Le gouvernement est prêt à donner à la colonisation tous les lots qui serviront à son expansion. Mais il faut se rendre compte, une fois pour toutes, que la colonisation et l'industrie forestière ne peuvent être des antagonistes.

M. Hamel (Saint-Sauveur) s'interroge de quelle façon on procédera dans les échanges impliquant la Canadian International Paper, l'Anglo-Paper et la North Shore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On donnera valeur pour valeur, ce qui veut dire un bon cheval pour un bon cheval, et pas plus.

Suivant cet échange, les limites de bois situées près de l'usine de Baie-Comeau, seront concédées à la North Shore, tandis que les limites situées plus près de l'usine de l'Anglo Pulp, à Québec, seront concédées à cette compagnie. On assure ainsi la permanence de ces deux industries.

Les résolutions 3 à 10, ainsi que les annexes II à VI, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité² n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, rapport 1943-1944

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année 1944. (Document de la session no 33)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure³.

NOTES

1. Cette précision provient de *L'Événement* du 26 mai 1945, à la page 3, alors que *L'Action catholique* du 25 mai 1945, à la page 13, parle plutôt "de donner du travail à des centaines de personnes."

2. *L'Événement* du 26 mai 1945, à la page 11, précise que "à 1 heure, le comité plénier a approuvé toutes les résolutions, sauf les deux premières, et rapporte progrès."

3. *La Presse* du 26 mai 1945, à la page 27, nous apprend que cet après-midi du 25 mai 1945, les honorables MM. Duplessis et Sir Thomas Chapais ont reçu chacun un doctorat honorifique de l'Université de Montréal qui célèbre alors "le 25^e anniversaire de ses deux chartes, ecclésiastique et civile." Les deux jubilaires étaient toutefois absents de la cérémonie.

Première séance du lundi 28 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

M. Talbot, bâtonnier général de la province et le doctorat honorifique de M. Duplessis¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) a été élu bâtonnier général de la province de Québec, samedi dernier. Le bâtonnat général est le plus haut poste que puisse accorder l'ordre du Barreau. Cet honneur revient pour la première fois au Barreau du Saguenay en la personne du député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot). Il (M. Duplessis) rend hommage aux qualités de gentilhomme, d'intégrité, d'homme cultivé et de juriste du nouveau bâtonnier général. Le ministre de la Voirie est une source de joie profonde et de fierté pour sa vénérable mère. Il (M. Duplessis) offre ses félicitations et ses meilleurs vœux à son collègue le député de Chicoutimi.

Au cours de la semaine, quelques-uns de mes collègues, cinq de mes collègues du cabinet célébreront leur anniversaire de naissance, soit le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot)², le député de Joliette (l'honorable M. Barrette)³, le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu)⁴, le député de Papineau (l'honorable M. Lorrain)⁵, le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault)⁶ et le député de Rouville (l'honorable M. Barré)⁷ qui, depuis la dernière séance, ont célébré ou vont célébrer demain leur anniversaire de naissance.

M. Godbout (L'Islet): Je me joins au premier ministre pour féliciter le nouveau bâtonnier général. Cet honneur, bien mérité, rejaillit sur les membres de la famille du titulaire et sur l'Assemblée législative. Je félicite également les ministres qui viennent de célébrer leur anniversaire de naissance. Il (M. Godbout) exprime l'espoir qu'avec tant de naissances dans le ministère, la province voie un peu de nouveau dans le domaine politique.

Je rends hommage au premier ministre pour l'honneur que lui a conféré l'Université de Montréal en fin de semaine, vendredi, en lui décernant un

diplôme de docteur en droit. Il (M. Godbout) se fait l'interprète de toute la Législature que ce doctorat bien mérité honore par la même occasion. Par sa carrière d'avocat, sa carrière administrative et sa carrière de législateur, le premier ministre a bien mérité l'honneur qui lui est conféré.

J'en suis heureux et c'est un honneur qui, avec l'honneur conféré par l'élection au poste de bâtonnier général du député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), rejaillit sur toute l'Assemblée législative. Je suis heureux que l'université montréalaise ait voulu consacrer par un parchemin le talent et les qualités de législateur du premier ministre. Mes meilleurs vœux au premier ministre pour une carrière féconde comme conseiller de l'Université de Montréal.

M. Choquette (Montmagny): Comme bâtonnier du Barreau de Québec, je joins mes félicitations au bâtonnier général à celles du premier ministre et du chef de l'opposition. Je tiens à assurer le ministre de la Voirie de mes félicitations. Le seul fait qu'il est soit originaire du comté de Montmagny, étant né à Saint-Pierre justifie en soi ces honneurs.

L'honneur conféré au député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) rejaillit sur les avocats des régions rurales en général. Les districts ruraux, dont c'est maintenant le tour d'avoir le bâtonnier général, ne pouvaient avoir de meilleur représentant que le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot). Il (M. Choquette) loue la compétence du ministre de la Voirie comme avocat. Le ministre de la Voirie mène une brillante carrière juridique et mérite l'admiration de toute la Chambre.

J'espère que le premier ministre saura tirer profit et le plus grand parti possible du jugement, de la sérénité, du calme et de la pondération de son collègue, surtout au moment des désappointements et des contrariétés de la vie, qu'ils viennent du Conseil législatif ou d'ailleurs.

Je félicite le premier ministre pour l'honneur que lui a conféré l'université de Montréal.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M. Chalout (Québec) félicitent le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) et le premier ministre.

L'honorable M. Gagnon (Matane)⁸ (Étant de retour) félicite au nom des députés ministériels, le premier ministre et le ministre de la Voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) remercie le premier ministre, dont il se flatte d'être l'ami et il l'assure de sa loyauté et de son sincère attachement. Il fait un grand éloge de son chef. Je remercie le premier ministre des paroles particulièrement aimables qu'il a eues à mon endroit. L'Université de Montréal s'est honorée elle-même en décernant un doctorat au premier ministre. Il (M. Talbot) remercie le chef de l'opposition et les députés.

L'honneur qui m'échoit rejaillit d'abord sur le Barreau du Saguenay. Il (M. Talbot) montre l'importance des Barreaux ruraux dans la vie de la province. Je suis heureux de l'honneur qui m'est conféré, en particulier pour le Barreau du Saguenay et pour tout le Barreau rural de la province, dont les membres jouent un rôle de premier plan dans la vie intellectuelle, morale et économique du Québec.

Le premier ministre a eu un mot ému pour ma vénérable mère, je le remercie de cet hommage à celle à qui je dois tout. Il (M. Talbot) remercie tous ses collègues de leur témoignage et qui l'ont félicité à l'occasion de ce mémorable événement. En remerciant le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), il (M. Talbot) dit que c'est un privilège pour lui de succéder au beau-père du député de Laurier, Me Antonio Perreault, c.r., l'un des meilleurs juristes de la province. Je remercie l'honorable chef de l'opposition de ses délicates paroles à mon endroit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le chef de l'opposition des félicitations qu'il m'a adressées en raison du diplôme que m'a décerné l'Université. Et je le félicite, à son tour, de sa largeur de vues à mon égard.

Nous sommes tous deux de vieux compagnons de lutte. Il a laissé entendre qu'il reviendra au pouvoir prochainement. Mais qu'il soit sans crainte, l'Union nationale est au pouvoir pour encore 30 ans.

Questions de privilège:

Rejet du bill 44 au Conseil législatif

M. Bellemare (Champlain): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Je proteste au nom de mon comté de Champlain contre une décision récente qu'aurait adoptée la majorité du Conseil législatif pour tuer le bill 44 adopté par l'Assemblée législative et pour venir en aide à l'éducation et à la santé publique.

M. l'Orateur, à la fin de la semaine dernière, la majorité libérale du Conseil législatif, sauf une noble et glorieuse exception, l'honorable Médéric Martin, s'est arrogée le droit, qui appartient aux représentants du peuple, de rejeter une loi votée par les représentants du peuple en tuant le bill⁹ qui avait pour but d'encourager l'éducation et la santé publique.

C'est le privilège des députés de voter des lois concernant les dépenses du gouvernement et non du Conseil législatif que les libéraux avaient pourtant promis maintes fois d'abolir. Je tiens à protester avec énergie contre cette décision inique...

M. l'Orateur: ... L'article 67 des règlements déclare ce qui suit: "Il est du devoir de l'Orateur d'appeler immédiatement l'attention sur toute violation de l'ordre ou du Règlement, sans attendre qu'elle lui soit signalée." Je n'interviens pas souvent dans les débats et je ne veux pas, à ce stage de la session, user de rigueur dans l'application des règlements, mais je dois tout de même rappeler qu'il n'est pas permis à un député, en vertu des paragraphes 8¹⁰, 9¹¹ et 21¹² de l'article 285 et autres des règlements, de référer à un débat qui a eu lieu au Conseil législatif pendant la session en cours, ni d'attaquer directement ou indirectement la conduite d'un membre du Conseil législatif. Il n'est pas à propos de permettre un débat sur ce qui s'est passé au Conseil législatif, à moins que l'on fasse une motion, pas plus que les propos de l'honorable député de Champlain. Conséquemment, je déclare hors d'ordre les remarques et la question soulevée par le député de Champlain.

Projets de loi:

Stabilité et progrès industriels¹³

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), à la séance du 25 mai 1945, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu que la Singer Manufacturing Company, qui possède une usine à Saint-Jean et une autre à Thurso, se propose d'apporter des développements très importants à ces deux usines, pour fabriquer dans la province des produits qui doivent actuellement y être importés;

Attendu que la réalisation de ces projets procurerait de l'emploi dans les usines de cette compagnie à plus d'un million d'ouvriers nouveaux;

Attendu que les réserves forestières de cette compagnie sont insuffisantes pour lui permettre d'entreprendre ces développements;

Attendu que la Canada Paper Company exploite une papeterie à Windsor Mills, qu'elle désire augmenter considérablement ses opérations industrielles et amener dans le Québec une industrie nouvelle;

Attendu que les réserves forestières de cette compagnie sont insuffisantes non seulement pour lui permettre de réaliser ces projets, mais même pour continuer ses opérations sur la base actuelle;

Attendu que la Canadian International Paper Company possède une importante usine de papier à Trois-Rivières et des réserves forestières dans la Gaspésie, dont une grande partie a été incluse dans le territoire du parc national de la Gaspésie;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public de faire entrer dans le domaine de la couronne le résidu de ces réserves forestières, pour en faire bénéficier la petite industrie, la population et la colonisation en Gaspésie, et de concéder en retour à la compagnie d'autres réserves forestières qui pourront être exploitées dans l'intérêt de la province;

Attendu que l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, qui exploite un moulin à pulpe et à papier à Québec, détient des concessions forestières dans le bassin de la rivière Manicouagan, et que la Quebec North Shore Paper Company, qui exploite un moulin à pulpe et à papier à Baie-Comeau, détient certaines concessions forestières dans le bassin ou près du bassin de cette rivière;

Attendu que ces deux compagnies détiennent conjointement certaines autres concessions forestières dans la même région, qu'il est matériellement impossible pour elles de conduire leurs opérations sur la rivière Manicouagan de façon à obtenir la quantité de bois requise pour alimenter leurs usines et qu'il est dans le meilleur intérêt de la province de procéder à une redistribution de ces concessions forestières;

Attendu que les industries ci-dessus sont des industries fondamentales de la province, intimement liées à son progrès et à son avenir économique,

qu'elles emploient des milliers d'ouvriers, tant à leurs usines que dans leurs opérations de coupe, de transport et de flottage du bois, et contribuent largement à la prospérité de plusieurs régions et à la richesse collective de la province;

Attendu qu'il y a lieu de mettre à leur disposition les réserves de bois nécessaires pour stabiliser ces entreprises, leur permettre de se développer normalement et d'établir dans le Québec les industries nouvelles qu'elles sont prêtes à y apporter;

Attendu qu'une redistribution de certaines réserves forestières s'impose, dans l'intérêt public, pour assurer une exploitation rationnelle des ressources forestières de la province, au bénéfice de la population, la conservation et le renouvellement des forêts et l'utilisation des bois rendus à maturité et exposés à la perte par vétusté;

Attendu que la stabilisation et les développements industriels qui résulteront d'une telle redistribution bénéficieront largement à la population et contribueront au règlement des problèmes d'après-guerre, à la stabilisation de la monnaie canadienne sur les marchés étrangers, en particulier sur celui des États-Unis, et à la conquête de nouveaux marchés extérieurs;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Singer Manufacturing Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe I des présentes résolutions, pour le temps et aux prix et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitables et avantageux pour la province.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à retirer, des concessions forestières décrites à l'annexe I et de toutes concessions forestières voisines, pour les redistribuer, selon leurs besoins respectifs, entre les industries intéressées dans ces concessions, toutes parties de territoire qu'il déterminera pour les constituer en réserves de bois franc et en réserves de bois de pulpe; que les parties de territoire distraites de ces concessions forestières deviendront alors des terres vacantes de la couronne et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à les octroyer aux dites industries par voie de permis de coupe renouvelables sur ces terres, en tenant compte de la nature des bois requis pour leur production respective, et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitable de prescrire.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Canada Paper Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne qui devront être localisées dans le territoire décrit à l'annexe II et qui ne devront pas excéder en superficie sept cents milles carrés.

4. Que le prix de la concession prévue à la résolution 3 devra être d'au moins sept cents dollars du mille carré.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à la Canadian International Paper Company des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne décrites à l'annexe III des présentes résolutions, en retour des terres détenues par cette compagnie sous permis de coupe semblables et décrites à l'annexe IV.

6. Que, en échange des propriétés énumérées à l'annexe V, que la Canadian International Paper Company cédera au gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts, aux conditions qu'il déterminera,

a. à céder en pleine propriété à la New Brunswick International Paper Company, filiale de la Canadian International Paper Company, cent vingt-deux acres de terrain pris de chaque côté de la passe reliant le grand lac Causapsal et le petit lac Causapsal, dans le comté de Matapédia;

b. à accorder à la New Brunswick International Paper Company des permis de coupe sur une étendue de terrain n'excédant pas sept cent quatorze acres, dans les rangs IV et V du canton Casault et IV et V du canton Blais, dans le comté de Matapédia, pendant une ou des périodes dont le total ne doit pas excéder cinquante ans;

c. à constituer en réserves forestières permanentes une étendue de terrain de cinq mille six cent quatre-vingt-onze acres, dans les rangs IV, V et VI du canton Casault, et IV et V du canton Blais, dans le comté de Matapédia.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à établir des réserves cantonales en Gaspésie sur une partie des terres qu'il recevra de la Canadian International Paper Company, en vertu des échanges prévus aux résolutions 5 et 6, et à concéder, en totalité ou en partie, le résidu de ces terres aux petites industries de Gaspésie, soit en pleine propriété, soit par voie de permis de coupe renouvelables, le tout aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

8. Que le transport visé aux articles 9 et 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera sujet au paiement de la prime de transfert prévue par la loi et par les règlements des bois et forêts.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited des permis de coupe renouvelables sur des terres non concédées de la couronne et situées dans le bassin de la rivière Bersimis et ses tributaires, dans le comté de Saguenay, d'une superficie approximative de quinze cents milles carrés, pour le prix de onze cents dollars par mille carré, soit approximativement un million six cent cinquante mille dollars, et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

10. Que Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited devra payer au gouvernement, en sus des droits de coupe réguliers, un droit de coupe additionnel de six cents et demi par corde sur tout le bois de pulpe d'épinette et de sapin coupé dans les concessions forestières mentionnées à la résolution 9.

11. Que, en plus des conditions spéciales décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la rente foncière, les primes de transfert et les droits de coupe prévus par la loi et par les règlements des bois et forêts seront exigibles des détenteurs des concessions forestières octroyées en vertu de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, sous réserve des dispositions de la résolution 6.

12. Que les octrois de concessions forestières faits sous l'empire de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions auront le même effet que si elles résultaient d'une vente à l'enchère faite conformément à l'article 98 de la loi des terres et forêts.

13. Que les arrêtés en conseil qui seront adoptés dans les six mois de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions pour y donner effet seront réputés en faire partie.

ANNEXE I

Terres de la couronne à concéder à Singer Manufacturing Company par permis de coupe renouvelables

1° Une lisière de terrain, situé dans le nord des comtés de Joliette, Berthier et Maskinongé, borné comme suit: vers le nord-ouest par les concessions forestières des compagnies The E. B. Eddy Co., ltée, et Canadian International Paper Co.,

situées sur la rivière Gatineau; au nord-est par la ligne entre les comtés de Maskinongé et Saint-Maurice; au sud-est par les concessions forestières situées sur la branche du milieu de la rivière du Lièvre, sous permis de coupe à la compagnie James Maclaren Co., Ltd., et vers le sud-ouest par la ligne de comté entre Joliette et Montcalm; d'une superficie d'environ 85 milles carrés.

2° Les concessions forestières nos 7 et 8 de la branche nord-ouest de la Lièvre d'une superficie de 100 milles carrés.

ANNEXE II

Territoire dans lequel doivent être localisées les terres de la couronne à concéder à Canada Paper Company par permis de coupe renouvelables

Un territoire situé dans la région de l'Abitibi et comprenant les cantons projetés de Bartouille, Bruneau, Desjardins, Currie, Fraser, Franquet, Grevet, Laas, Verneuil, Quevillon, Tonnancourt et Josselin, ainsi que la partie de terrain située à l'ouest du canton de Quevillon, bornée au nord par le canton de Fraser, à l'est par Quevillon, au sud par Laas et à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Laas jusqu'au coin sud-ouest de Fraser, et la partie de terrain bornée comme suit: au nord par le prolongement vers l'ouest de la ligne nord du canton de Berthiaume, au sud par le canton de Hurault, à l'est par la partie de terrain ci-dessus décrite, les cantons de Fraser et Bruneau et le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Bruneau et à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne ouest du canton de Hurault; d'une superficie totale d'environ 1,400 milles carrés.

ANNEXE III

Terres de la couronne à concéder à Canadian International Paper Company par permis de coupe renouvelables, en échange de celles décrites à l'annexe IV

Deux étendues de forme irrégulière, tel que figuré au plan préparé sur un exemplaire du feuillet Chibougamau (1936) des levées topographiques du Canada dressé à 4 milles au pouce et consigné aux archives du ministère des Terres et Forêts en date du 24 avril 1944, dossier 6482-44, savoir:

Le bloc A situé dans les cantons de Robert, de Bouteroue, de Feuquières, de Rohault, de Crisafy

et de Beaujours, dans le comté d'Abitibi, d'une superficie de 142.3 milles carrés.

Le bloc B situé plus à l'ouest, dans le même comté, à 12 milles du bloc A, au sud du lac Caopatina, au sud-est du lac Doda, à l'est du lac Hébert et comprenant une partie des bassins des lacs précités et une grande partie de celui du lac Surprise, d'une superficie de 252.7 milles carrés.

ANNEXE IV

Terres sous permis de coupe à recevoir de Canadian International Paper Company en échange de celles décrites à l'annexe III

Les concessions forestières: "Rivière Sainte-Anne A", "Rivière Sainte-Anne B", Rivière Sainte-Anne C", "Rivière-Sainte-Anne D", Rivière Sainte-Anne E", "Cap Chat Ouest Partie A", "Cap Chat Est", "Tourelle Ouest", "Tourelle Est", "Christie Ouest".

Le tout d'une contenance approximative de trois cent vingt-deux (322) milles carrés et d'après la description de chacune desdites concessions forestières conservées aux archives du service forestier du département des Terres et Forêts.

ANNEXE V

Description des diverses propriétés à recevoir de Canadian International Paper Company en échange des droits de propriété et autres concédés par l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions

1° Les lots 27, 30, 31, 32 et 33 des plan et livre de renvoi officiels du premier rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord. À distraire: partie du lot 33 vendue à la Fabrique de la Paroisse de Sainte-Anne-des-Monts le 2 décembre 1942; partie du lot 33 vendue à la Compagnie de Bois Radisson le 15 février 1944; partie du lot 33 vendue à Sa Majesté le roi le 21 août 1944. Sujet à une servitude d'aqueduc sur le lot 27 et aux droits de flottage en faveur de la Compagnie de Bois Radisson stipulés à l'acte du 15 février 1944.

2° Les lots 19, 20, 21, 22 et 23 des plan et livre de renvoi officiels du second rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

3° Les lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 des plan et livre de renvoi officiels de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord;

4° Parties des lots 45A et 46A des plan et livre de renvoi officiels du premier rang de la Seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, ayant respectivement une superficie d'environ un arpent et demi.

5° Les lots 3, 4, 5, la moitié du lot 8 et le lot 9 des plan et livre de renvoi officiels du rang est de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord.

6° Le lot 11A des plan et livre de renvoi officiels du rang est de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap Chat, comté de Gaspé-Nord.

7° Partie des lots 4 & G des plan et livre de renvoi officiels du rang ouest de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, canton Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord, d'une superficie d'environ 9 acres, sujettes aux réserves contenues dans les titres.

8° Parties des lots H & I des plan et livre de renvoi officiels du rang ouest de la rivière Sainte-Anne-des-Monts, sujettes aux réserves contenues dans les titres.

9° Les droits riverains appartenant à la Canadian International Paper Company sur la rivière Sainte-Anne-des-Monts, y compris les droits de pêche et de chasse qu'elle peut avoir dans la seigneurie de Sainte-Anne-des-Monts et le canton Cap-Chat.

10° Tous les immeubles et droits immobiliers que Canadian International Paper Company détient à Sainte-Anne-des-Monts.

ANNEXE VI

Terres détenues sous
permis de coupe renouvelables par
Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited
à transférer à Quebec North Shore Paper Company

1° La concession forestière désignée comme "Bassin de la Rivière Manicouagan et ses tributaires, partie A", d'une superficie de 2,021 milles carrés, plus ou moins, et la concession forestière désignée comme "Bassin de la Rivière Manicouagan et ses tributaires, Partie B", d'une superficie de 216 milles carrés, plus ou moins;

2° Tous les droits de Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited découlant dudit contrat-bail en date du 7 décembre 1923, intervenu entre le ministre des Terres et Forêts et Frank W. Clarke; et

3° La moitié indivise appartenant à Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited dans la concession forestière "No. 1 East River Manicouagan", d'une superficie de 3-398/640^{es}

milles carrés, plus ou moins, et dans la concession forestière "No. 1 West River Manicouagan", d'une superficie de 18-624/640^{es} milles carrés, plus ou moins.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je m'oppose à une semblable mesure qui aura pour effet de concéder nos richesses forestières à des compagnies privées. L'Union nationale protestait contre cela également, lorsqu'un gouvernement libéral octroyait des concessions de cette nature à des compagnies. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement a changé d'idée à ce sujet.

Est-ce que le gouvernement a l'intention de concéder toutes nos ressources forestières à la compagnie Singer? Le premier ministre nous a dit que la compagnie Singer allait construire des moteurs à Saint-Jean. Pourquoi alors lui accorder des concessions forestières? Est-ce qu'elle va construire des moteurs en bois? Quels salaires les ouvriers reçoivent-ils à cette manufacture?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les plus hauts possible.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) demande que l'on insiste pour obtenir un minimum de \$1,500 par année. C'est le moins que puisse accepter un ouvrier qui a une famille à faire vivre.

M. Hamel (Saint-Sauveur): J'approuve le principe de la redistribution des concessions forestières, mais en vertu des présentes résolutions, ce projet de loi déroge totalement des coutumes et à toute la procédure suivie jusqu'ici, et même à la conception nouvelle qu'on s'est faite de la procédure normale de l'exploitation de notre domaine forestier dans notre province. Cette industrie nouvelle, c'est un prétexte, pour justifier un blanc-seing que le gouvernement demande, en vue de faire ce qu'il voudra de nos ressources naturelles. Je m'objecte à donner ce blanc-seing au gouvernement, qui lui permettra de concéder n'importe quoi, n'importe quand et à n'importe quel prix, à la compagnie Singer.

Avec ces résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à concéder à la compagnie Singer des limites de bois mou, alors qu'elle ne se sert, pour ces industries, que de bois franc. Cette nouvelle limite serait plus propice pour une compagnie de papier. Et même s'il y avait du bois franc sur les limites, la compagnie Singer ne pourrait le traiter parce qu'il est trop loin de ses

moulins ou ses usines. On lui cède des réserves qui sont situées à 150 ou 175 milles de ses moulins, alors qu'il est admis que le flottage du bois dur est impossible. Cette grande compagnie veut construire des moteurs dans la province de Québec, mais cela n'a aucune relation avec nos ressources forestières. Il n'entre pas de bois dans la fabrication de moteurs de machines à coudre.

Je suis bien disposé envers cette compagnie. Je veux qu'on la traite bien, mais je m'objecte à des faveurs particulières. Je ne veux pas qu'on la favorise au détriment des industries locales qui font usage de bois dur. Je trouve que l'on devrait d'abord aider nos industries locales qui ont besoin de bois dur. La compagnie Singer a tout le bois dont elle a besoin pour fabriquer ses moulins à coudre. Cette compagnie, si elle a besoin de bois, n'emploie que du bois dur.

On veut lui céder l'un de nos plus beaux domaines forestiers, dont on pourrait disposer avec profit. Or, il n'y a pratiquement pas de bois dur dans les concessions de 185 milles carrés de forêts qu'on lui donne. Il y a d'autres compagnies qui ont besoin de bois dur dans la province. La compagnie a tout le bois dont elle a besoin, car elle a un contrat avec la compagnie MacLaren pour cinq ans à 5,000,000 de pieds par année. On traite mieux la compagnie Singer que toutes les industries locales qui ont besoin de bois franc et qui doivent se le procurer sur le marché régulier et faisant face à la concurrence.

Je m'étonne que le gouvernement ne donne pas plus de renseignements sur l'étendue des concessions qu'on veut accorder, leur valeur réelle, des bois qu'elles peuvent fournir, la quantité de bois nécessaire à la compagnie Singer pour la fabrication des machines à coudre. Il (M. Hamel) insiste sur le fait que cette puissante compagnie doit fabriquer des moteurs, dans l'usine qu'elle veut organiser et que le bois n'est pas nécessaire à la fabrication des moteurs.

J'aurais aimé prendre connaissance d'un rapport des ingénieurs forestiers, à ce sujet. Le premier ministre aurait dû nous offrir un rapport. La province de Québec ne peut laisser dilapider ses ressources forestières pour servir une industrie. Qu'est-ce qu'on fait du contingent dans tout cela? Je ne peux permettre au gouvernement de dilapider nos ressources naturelles, nos forêts pour le bénéfice d'une compagnie privée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député de Saint-Sauveur aime et prend plaisir à compliquer un problème qui ne l'est pas du tout. Il y a plus de bois dur qu'il prétend sur les

concessions. Jamais il n'a été question de négliger les industries locales, d'oublier le grand principe que les ressources naturelles d'une région doivent servir, d'abord, au développement de cette région. Mais ce qu'il faut, c'est la décentralisation. J'assure la Chambre qu'aussi longtemps que je serai à la tête du gouvernement, il ne sera pas question de favoriser des industries comme la Singer, au détriment des industries locales.

Il faut que les ressources naturelles servent à la région où elles se trouvent. Pour ce qui est de la Singer, ce sont les officiers de cette compagnie qui sont venus me voir. La Singer a un moulin à Saint-Jean et, si elle ferme ses portes à Saint-Jean, ce serait le chômage presque complet dans cette ville. Je rappelle que nous accordons des concessions à la compagnie Singer parce qu'elle est disposée à dépenser trois ou quatre millions pour agrandir ce moulin, y ouvrir une manufacture de moteurs et donner du travail à 1,000 ou 1,200 personnes, de plus que présentement. Thurso va aussi en bénéficier.

Tout ce que les directeurs de cette compagnie ont demandé au gouvernement, c'est qu'on lui fournisse le bois, la matière première. Il faut du bois pour fabriquer des machines à coudre de diverses espèces. Il faut aussi des moteurs. Actuellement, la compagnie dépend des industries américaines pour ses moteurs qui sont manufacturés aux États-Unis seulement. La compagnie veut s'organiser pour fabriquer ces moteurs à Saint-Jean et ne pas dépendre des États-Unis à ce propos. Il lui faut du bois même pour les moteurs.

Il s'agit d'une mesure d'après-guerre. Cette transaction va donner du travail à un grand nombre d'ouvriers, une centaine, à une période particulièrement difficile, et relever ainsi le niveau de vie de la population de la province et permettre à celle-ci la province d'améliorer encore plus sa situation financière et de profiter d'échanges commerciaux avec l'Amérique latine où il y a un gros marché pour les moteurs qui seront fabriqués à Saint-Jean.

Dans ce domaine, notre province fera ainsi œuvre de pionnière. La province de Québec va être la première à entrer directement en relations commerciales avec les États de l'Amérique latine, qui ont besoin des produits des compagnies intéressées à obtenir des concessions forestières. De plus, ces compagnies vont augmenter leur plan de travail et, par la suite, elles vont engager des centaines et des centaines de nouveaux ouvriers et leur payer des millions de dollars en salaire chaque année. Il ne faut pas oublier tous ces résultats bienfaisants, lorsqu'on étudie la présente loi.

L'occasion me paraît unique pour notre province de poser un acte qui va traduire, dans la réalité, l'aspiration de tous d'établir des échanges commerciaux solides avec l'Amérique latine. Fournir du bois à la compagnie Singer, c'est en même temps provoquer un vaste essor commercial entre Québec et tous les États sud-américains. À l'heure où nous devons nous organiser pour fournir du travail aux ouvriers, il est très important de permettre le développement industriel de la Singer.

La compagnie Singer a une politique de décentralisation. Elle fait des moteurs à Saint-Jean et à Thurso, dans le comté de Papineau, elle prépare le bois. Elle dépensera environ un demi-million à cet endroit et donnera du travail additionnel à 200 ou 300 hommes. De plus, la même compagnie Singer veut dépenser, également, près de \$500,000 pour agrandir ses usines de Thurso, où l'on prépare le bois et où la compagnie fabriquera des cabinets de machines à coudre en bois dur.

Il (M. Duplessis) fait un éloge de la compagnie Singer et de son gérant à Thurso, M. Paul Bourget, un bon libéral, faisant remarquer que cette compagnie donne l'exemple à plusieurs autres en ayant des Canadiens français comme gérants. Il est venu à Québec rencontrer le premier ministre en compagnie du président de la Singer, un Canadien établi à New York. Il m'a fait plaisir de voir arriver un des nôtres avec le président de la compagnie pour discuter les projets d'expansion.

Il (M. Duplessis) répond au député de Saint-Sauveur (M. Hamel) que c'est du bois franc que la compagnie Singer va obtenir par cette concession. Sur ces réserves, la compagnie MacLaren possède une grande quantité de bois franc, dont elle n'a pas besoin, qui pourra être utilisé par la Singer. Et j'en profite pour dire que l'on a malheureusement procédé sans plan d'ensemble dans le passé pour l'allocation de réserves forestières. On a donné des réserves de bois franc à des compagnies qui n'en avaient pas besoin, et du bois mou à d'autres qui ne l'utilisaient pas. Il est important, à la faveur de cette transaction, de procéder à une réallocation.

En présentant cette mesure, le gouvernement veut procéder à une meilleure réallocation des ressources forestières de la province, afin que les industries qui ont besoin de bois dur l'obtiennent à de meilleures conditions, et que celles qui ont besoin de bois mou en profitent également. Dans le passé, quelques compagnies possédaient des concessions forestières immenses qui étaient inutilisées, tandis que d'autres compagnies devaient se soumettre au bon plaisir des premières pour obtenir leurs matières premières.

Quant à l'objection du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) pour le transport du bois, la compagnie Singer possède son propre chemin de fer. Il y a des compagnies qui laissent pourrir le bois des concessions. Au fond de toute cette affaire, il y a une lutte entre les intérêts de la MacLaren et les intérêts de la province. La MacLaren est une compagnie qui a été archi gavée. Nous ne permettons pas qu'elle laisse pourrir le bois dur qu'elle a sur ses limites et dont elle ne se sert pas.

Nous voulons traiter cette compagnie avec justice, mais entre elle et la province, nous défendrons les intérêts de la province. Il y a assez longtemps que ça dure cet état de choses. Ce qui appartient au public va lui revenir. Je trouve odieux qu'on laisse pourrir le bois. Ça va cesser. Le gouvernement doit maintenant réparer les erreurs des régimes précédents qui ont cédé la plus grande partie des ressources forestières à quatre ou cinq compagnies. On ne doit pas permettre à celles-ci de laisser pourrir le bois sur leurs concessions, sous le prétexte futile que leur exploitation ne peut progresser.

M. Godbout (L'Islet) dit qu'il s'élève contre cette législation parce qu'elle concède à des intérêts particuliers nos richesses forestières. Le gouvernement, par cette mesure législative, tente de s'attirer la sympathie de certaines compagnies, mais ce n'est pas ainsi qu'on protégera les ressources du Québec.

Le gouvernement nous demande de donner à la compagnie Singer des concessions dont elle n'a pas besoin pour développer son industrie de Saint-Jean et son moulin de Thurso, car elle emploie du bois mou dans la fabrication de ses produits. Tout ce qu'on veut, c'est désavantager une compagnie pour en favoriser une autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il se croirait en conscience s'il ne présentait pas cette loi qui permet une plus juste répartition de nos richesses forestières. Actuellement, il y a quatre ou cinq compagnies qui sont propriétaires d'immenses domaines. Il faut réadapter le système de concession, afin que des compagnies comme la Singer, qui ont besoin de bois franc, pour augmenter leur production, donner de l'ouvrage à des milliers de personnes et nous emmener le commerce de l'Amérique du sud, puissent en obtenir. C'est une législation de progrès qui assurera de l'emploi à des milliers de personnes et qui nous ouvrira des débouchés commerciaux. Pourquoi s'opposer à une mesure qui sera une source de prospérité pour la province?

M. Godbout (L'Islet): Toutes nos industries de meubles en manquent de bois dur et elles en achètent de la Singer. On nous demande de lui concéder des forêts de bois mou dont elle n'a pas besoin. Et cela, pour que le gouvernement puisse disposer à sa guise de ces richesses forestières. Si le gouvernement ne veut pas suivre la loi et vendre à l'enchère ces concessions, les plus belles qui nous restent, qu'il nous dise pourquoi il veut se soustraire à la loi? C'est manquer au premier principe de la loi forestière de vendre sans enchère.

La compagnie Singer n'utilise que 60 % du bois qu'elle a déjà. Il n'y a donc rien qui presse pour lui accorder une concession. Le gouvernement a le temps de les mettre à l'enchère. Avec cette mesure, le gouvernement pourra autoriser la Compagnie Singer à vendre à la compagnie MacClaren et vice-versa. Si l'on veut absolument se départir de cette richesse, qu'on la mette à l'enchère. Il vaut mieux que les réserves ou les limites de bois soient vendues à l'enchère.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): La concession que le chef de l'opposition a faite à John Murdock dans le parc national en 1939 a-t-elle été vendue à l'enchère?

M. Godbout (L'Islet): Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) aurait dû consulter son chef avant de poser cette question. Il va le mettre dans l'embarras, car c'est le premier ministre d'en face qui a fait cette concession.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'est pas au courant. M. Murdock avait obtenu des scripts de transfert d'une subvention faite à un chemin de fer que le gouvernement donnait aux compagnies de chemin de fer en guise de concessions forestières. Cela, c'est dans le temps où M. Côté¹⁴ était ministre des Terres. C'est le gouvernement de mon honorable ami qui a autorisé la transaction. Comme conséquence, le moulin de La Malbaie n'a pas de limite à bois.

M. Godbout (L'Islet): Je le répète, le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) met le premier ministre en très mauvaise posture. Il n'y a pas eu un arbre de concédé par nous à M. Murdock. Tout a été concédé par son chef. C'est l'Union nationale qui a fait la concession.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait intéressant de voir les ordres en conseil à ce sujet-là.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre ne peut défendre sa loi, elle n'est pas défendable. Il (M. Duplessis) fait l'éloge de la compagnie Singer, mais le chat est sorti du sac quand il nous a pratiquement dit qu'il s'agissait de faire chanter la compagnie MacLaren.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre nous promet de nouvelles industries, mais nous n'avons aucune preuve de tout cela. À une compagnie qui fabrique des moteurs, on donne des concessions forestières.

Quelle garantie avons-nous qu'une nouvelle industrie sera créée? On devrait nous apporter des plans, des estimés, des inventaires. On parle de concessions environnantes. Je voudrais bien connaître la superficie.

M. Chaloult (Québec): Y a-t-il du bois mou sur les limites que l'on veut concéder à la Singer? Est-il vrai que les sept huitièmes de cette concession sont du bois mou?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a du bois dur et du bois mou sur les limites de la MacLaren.

M. Godbout (L'Islet): Les sept huitièmes de cette concession sont en bois mou.

M. Chaloult (Québec): Peut-on demander à M. Avila Bédard quelle est la proportion de bois mou et de bois dur sur les concessions? Quelle est la quantité respective de bois dur et de bois mou?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Après avoir interrogé M. Avila Bédard, sous-ministre des Terres et Forêts, qui est à ses côtés) M. Bédard me dit qu'il y a du bois de pulpe et du bois franc: 60 % de bois mou et 40 % de bois dur. Il n'y a pas de ligne de démarcation entre les peuplements de bois mou et les peuplements de bois dur dans la région.

On trouve ici un peuplement de bois mou, et là, un peuplement de bois dur. Je veux, je ne m'en cache pas, établir des échanges qui permettront à toutes les parties d'obtenir ce qu'elles requièrent. C'est le bois franc que nous voulons laisser à la Singer avec la loi actuelle, et laisser à la MacLaren le bois mou dont elle a besoin.

Le chef de l'opposition sait que nous pourrions mettre ces limites en vente, sans consulter la Chambre. Nous ne faisons pas cela. Tout en rendant justice à tout le monde, nous voulons que l'administration de nos ressources naturelles soit faite par les représentants du peuple.

Il (M. Duplessis) résume les avantages pour la province, des échanges de concessions que l'on veut faire. Nous ne permettrons jamais à aucune compagnie, fût-elle la MacLaren ou une autre, de se constituer tutrice ou curatrice des biens qui appartiennent à la province.

M. Dansereau (Argenteuil): Les terrains décrits dans l'annexe aux paragraphes 1 et 2 appartiennent-ils à la couronne?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui.

M. Dansereau (Argenteuil): Les industries situées autour des concessions de la compagnie MacLaren, dans les régions de Mont-Laurier, Lac des Écorces et sur la Lièvre en descendant pourront-elles continuer de s'alimenter dans les concessions de la Compagnie MacLaren? J'ai noté, en fin de semaine, que le bill a soulevé une vive inquiétude parmi les petites industries de la région de Mont-Laurier. Les propriétaires sont fort inquiets des nouvelles que leur ont apportées les journaux parce qu'ils sont sûrs que toutes les concessions de la compagnie MacLaren allaient devenir propriété de la compagnie Singer et qu'en conséquence leurs industries pourraient être ruinées. Je demande une réponse au gouvernement, afin de rassurer ces industriels justement inquiets.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons protéger toutes les petites industries locales parce que nous sommes en faveur de la décentralisation. Il (M. Duplessis) affirme que la Singer Company joue un rôle très important dans le développement de la province. Les pays de l'Amérique du Sud se tournent vers le Canada, et particulièrement vers le Québec, croyant qu'ils pourront mieux tirer profit de leurs relations avec nous que de celles qu'ils pourraient avoir avec un pays voisin plus grand. Il mentionne un livre sur l'Amérique du Sud, écrit par John Gunther, dont il a trouvé les vues sur la question des possibilités commerciales très intéressantes. Il croit en la décentralisation de l'industrie, mais pas jusqu'à nuire à la grande industrie. Il y a de grosses compagnies

qui abusent. Les industries locales auront toute la matière première dont elles ont besoin.

M. Dansereau (Argenteuil): Le gouvernement est-il prêt à dire à quel prix les concessionnaires devraient exiger pour leur droit de coupe, quand ils vendent du bois à une petite industrie? Une compagnie a le droit d'exiger de l'acheteur le droit de coupe qui lui est imposé par le gouvernement et ses dépenses d'administration¹⁵.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'a aucunement établi dans son plaidoyer la justification du projet de loi arbitraire et dangereux qu'il présente à la Chambre, parce qu'il n'y a aucune justification possible. Je reconnais que des erreurs peuvent avoir été commises par les gouvernements précédents, en ce qui concerne la concession des ressources naturelles de la province à des intérêts privés, mais ce n'est pas une raison pour que le gouvernement actuel refasse les mêmes erreurs.

Ce qu'on veut donner à la Singer, la compagnie n'en a pas besoin. La MacLaren Lumber Company possède présentement des concessions sur la Rivière du Lièvre: ces 185 milles carrés sont boisés de bois mou pour les sept huitièmes, et le reste est du bois dur. Ce qu'on veut, c'est tout simplement permettre à la Singer de faire ensuite des échanges, à des conditions qui seront déterminées plus tard, avec la compagnie MacLaren qui a du bois franc sur ses limites. Ces 185,000 acres ne vaudront rien pour la Singer.

Il s'agit en définitive d'une négociation avec la Singer qui obtiendrait des terres de la couronne et en disposerait par la suite à son gré. La Singer a besoin de bois franc et les réserves à concéder n'en renferment presque pas. On accorde une mesure d'exception à cette compagnie, et je m'oppose au principe en jeu, sans distinction de compagnies.

Le premier ministre parle de la nécessité d'établir des liens et des échanges commerciaux avec l'Amérique latine. C'est très amusant. Je peux lui signaler le cas des Latins de la province de Québec, et je vais lui donner leur nom, qui utilisent et ont beaucoup plus besoin de bois franc que nos amis de l'Amérique du sud et que la Singer.

Il y a 20 compagnies qui sont déjà en exploitation dans cette province et qui ont besoin de bois dur, mais ne peuvent obtenir de concessions. Il y a la Victoriaville Furniture, la Eastern Furniture, la Victoriaville Specialty, la maison Villeneuve à Saint-Romuald, la maison Colin de Montmagny, la maison Gauthier de Rivière-du-Loup, Vallières à Nicolet,

Raymond à Sainte-Anne de la Pocatière. Je regrette de mentionner le nom de compagnies, mais on m'y a forcé. Ce sont tous des gens qui n'ont pas de réserves forestières et le gouvernement ne peut pas leur en donner. Plusieurs fabriques canadiennes-françaises de meubles ont besoin de plus de bois que la Singer et sont obligées de l'acheter. Elles en achètent même de la Singer, car la Singer n'utilise pas elle-même tout son bois et elle en vend une grande partie à moitié ouvré. Il est plus avantageux de fournir du bois à des fabriques de meubles du Québec qu'à la Singer Company.

Si le but de l'exercice est d'ouvrir de nouveaux marchés aux produits québécois en Amérique centrale ou en Amérique du Sud, nos industries canadiennes-françaises, si on leur donnait des limites, pourraient tout aussi bien que la Singer établir des relations commerciales avec l'Amérique latine. Si le gouvernement veut venir en aide à d'autres fabricants que la Singer Company, il devrait leur permettre de se procurer du bois dur à de meilleures conditions que celles dont ils bénéficient aujourd'hui.

Je crains que le gouvernement ne veuille, par cette mesure, mettre la main sur toute la région boisée de ce territoire, sur ces limites les plus belles de la province. L'article de la loi lui donne le droit de faire ce qu'il voudra dans toute la région avoisinante, de concéder le bois à n'importe quelle quantité, aux conditions qu'il voudra. Depuis 1872, nous avons dans la loi forestière, un article qui interdit au gouvernement de consentir des concessions forestières sans les avoir mises à l'enchère publique, au préalable. Aujourd'hui, on nous demande de poser un principe qui déroge à cette loi, afin de concéder à la compagnie Singer l'un des plus beaux domaines boisés de la province, aux conditions que l'on fixera.

Je m'objecte parce que le bill permet au gouvernement de faire ce qu'il voudra avec toute la région avoisinante, sans passer par la loi générale qui défend de concéder des forêts sans enchères publiques. Si l'on ne veut pas procéder par enchères, que le gouvernement nous dise, au moins, à quelles conditions il concèdera ces réserves à une compagnie dont l'importance est secondaire comparée, par exemple, à celle de la MacLaren. Qu'est-ce qui presse?

Le gouvernement affirme que la Singer Sewing Machine Company of Canada a besoin de bois dur pour réaliser ses projets à Saint-Jean et à Thurso. Mais il n'est pas nécessaire de procéder à des changements dans ce domaine, parce que la Singer Company a un contrat avec la MacLaren qui

ne prendra fin que dans 80 ans. La Singer Company a conclu un contrat avec la compagnie MacLaren pour l'achat de 5,000,000 de pieds de bois dur par année pendant 10 ans et ce contrat lui permet de se procurer plus de bois qu'elle n'en a besoin.

Le gouvernement a donc le temps de mettre ces réserves à l'enchère. S'il a des raisons de procéder autrement, qu'il les donne aux députés. Il manque à un principe essentiel pour une industrie d'importance secondaire. Que vaut l'embauche de 200 ou 300 personnes par comparaison avec le nombre d'hommes employés par la MacLaren Company? La compagnie MacLaren emploie beaucoup plus de monde que la compagnie Singer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voilà le chat qui sort du sac. Les MacLaren sont influents. Les libéraux veulent défendre les intérêts de la MacLaren.

M. Godbout (L'Islet): Je ne défends pas les MacLaren. Le premier ministre a dit que M. Bourget était libéral, et je m'oppose à la concession que l'on veut faire à sa compagnie. Je m'opposerais à ce projet s'il s'agissait de la MacLaren Company, car il n'y a aucune comparaison possible entre ces deux compagnies. Je m'opposerais avec la même ardeur à un tel privilège accordé à la compagnie MacLaren¹⁶.

D'ailleurs, les compagnies n'utilisent que 60 % du bois qu'on prend dans la forêt. Le premier ministre pourra se faire dire que l'on est en train de dilapider les ressources naturelles de la province. La législation actuelle va à l'encontre de tout ce qui s'est fait de bien depuis 1872. Pourquoi le gouvernement ne met-il pas cette concession à l'enchère, afin de l'accorder au plus haut enchérisseur? S'il ne le peut pas, qu'il nous donne, au moins, les conditions selon lesquelles la transaction sera bâclée. Je m'oppose au principe de cet article, car je le trouve excessivement mauvais. Ce principe que l'on veut poser, au contraire, nous fait reculer à 50 ans en arrière dans un domaine particulièrement important. On connaît mieux aujourd'hui la valeur de nos bois. La compagnie Singer elle-même n'utilise pas 40 % du bois coupé.

Le premier ministre affirme que la Singer Company a l'intention de faire une importante percée sur le marché de l'Amérique du Sud et qu'il n'est que raisonnable qu'elle soit certaine de son approvisionnement en matières premières. Que certaines compagnies détiennent des boisés où on laisse pourrir le bois, tandis que d'autres ont besoin de bois, est absurde. Dans certains cas, comme celui

d'un moulin près de Joliette en 1938, il a été possible à deux détenteurs de concessions de se réunir et de conclure une entente, l'un cédant un boisé de bois mou en échange d'un boisé de bois dur dont il avait besoin, et vice-versa, et en ce qui concerne le cas présent, on veut faire en sorte que si les compagnies Singer et MacLaren ne réussissent pas à s'entendre pour que la Singer Company obtienne le bois dont elle a besoin, le gouvernement aura le pouvoir de procéder à une réallocation. C'est raisonnable, dit-il.

Il faut penser au progrès. On n'a pas utilisé jusqu'ici le bois franc pour faire du papier parce qu'il ne flotte pas. Depuis quelques années les compagnies forestières achètent des chemins de fer pour transporter le bois. Il (M. Godbout) proteste en affirmant qu'avec les nouveaux moyens de transport et les nouvelles méthodes d'utilisation du bois, il sera possible à l'industrie du papier journal de se tourner vers l'utilisation du bois dur. Le premier ministre se préoccupe constamment et de façon insistante des possibilités qu'offre le marché de l'Amérique latine. Le premier ministre a affirmé que la Singer Company joue un rôle important dans le développement du Québec. Les pays d'Amérique du Sud se tournent vers le Canada, et particulièrement vers le Québec, pressant qu'ils pourront faire mieux avec nous qu'avec un grand pays voisin. Il mentionne un livre de John Gunther sur l'Amérique du Sud qu'il a trouvé très intéressant, surtout lorsqu'il traite des possibilités commerciales. Il croit en la décentralisation de l'industrie, mais pas jusqu'à nuire aux grandes industries.

Pourquoi faire une loi qui accorde des concessions à la compagnie Singer pour que celle-ci fasse des échanges avec la compagnie MacLaren? Il (M. Godbout) insiste de nouveau pour que les concessions soient mises à l'enchère, afin de mieux protéger la propriété du peuple. Cette loi enlève aux députés leurs prérogatives qu'ils ont, en vertu de la loi forestière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés n'ont aucune prérogative. Je peux faire n'importe quelle concession forestière.

M. Godbout (L'Islet): Oui, mais à l'encontre de la loi. Cette loi viole les privilèges des députés et elle donne un blanc-seing au gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au contraire, en vertu de la loi générale, nous pourrions mettre à l'enchère toutes les forêts de la province, suivant les conditions que nous fixerons,

sans consulter les Chambres. Nous avons le droit de faire n'importe quel échange. Nous pourrions même, ensuite, refuser l'adjudication et tout recommencer. Par ce bill, nous renonçons à la loi générale pour demander à la Chambre l'autorisation de faire quelque chose de limité. Nous soumettons l'échange aux députés. On prend la peine de consulter les Chambres. On demande simplement une réallocation sans injustice pour personne, et dans le meilleur intérêt de la province, des industries régionales, du travail et du commerce extérieur à développer.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Pourquoi ne pas soumettre à la Chambre un inventaire des réserves à concéder?

M. Chaloult (Québec): Quelle est la proportion de bois franc sur les limites qu'on veut concéder à la Singer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La région comprend environ 40 % de bois franc et 60 % de bois mou.

Un député pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur les réserves de la compagnie MacLaren, il y a 41 milles de beau bois franc.

M. Chaloult (Québec): Je trouve la transaction proposée assez inquiétante et le gouvernement n'a pas démolé les arguments de l'opposition libérale. Le gouvernement n'a pas prouvé qu'il ne donnait pas trop à la compagnie Singer.

Il (M. Chaloult) demande, alors, s'il ne serait pas plus juste de transporter plutôt une partie de la concession de la MacLaren à la Singer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certaines compagnies ont, sur leurs limites, du bois dont elles ne se servent pas, mais dont pourraient se servir d'autres industries. Le bill a pour but de provoquer une réallocation qui devrait être volontaire, mais que le gouvernement rendra obligatoire s'il le faut.

M. Godbout (L'Islet): Je n'aime toujours pas l'idée que le gouvernement obtienne les pouvoirs qu'il réclame. Cette transaction est difficile à expliquer, puisque les concessions sont en dehors des limites de la MacLaren. Les deux réserves forestières décrites à l'annexe n'appartiennent pas à la

compagnie MacLaren mais sont des terres libres, vacantes, de l'aveu même du premier ministre. Mais le bois que la Singer veut avoir se trouve dans les limites appartenant à la compagnie MacLaren. On propose donc aux députés d'approuver la concession de ces deux réserves à la compagnie Singer pour lui permettre, ensuite, de faire une transaction avec la compagnie MacLaren. Les compagnies devraient conclure une entente entre elles et la soumettre à l'approbation du gouvernement, ou alors le gouvernement devrait utiliser la méthode de la vente aux enchères.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement pourrait annoncer une vente aux enchères avec préavis de 30 jours et ensuite refuser toutes les offres. Le gouvernement met la Chambre dans le secret en ce qui touche cette partie du bill, car il pourrait disposer des concessions sans s'en remettre à l'autorité législative.

M. Godbout (L'Islet): Tout ce que l'on veut, c'est de faire bargainer ensemble les deux compagnies intéressées. Et l'on demande cela aux députés, sans respecter leurs prérogatives de veiller aux transactions dans le domaine forestier. La Législature ne doit pas se prêter à ce jeu. Pourquoi concéder à la Singer du bois dont elle n'a pas besoin.

La province perd ses droits de coupe et les députés sont privés de leur droit de surveillance des affaires de la province. Je veux que l'on se contente de concéder à la Singer les milles carrés de bois franc dont elle prétend avoir besoin. Qu'on vende ces limites à l'enchère et toute l'opposition tombera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais ce bois est mêlé à du bois mou. Il (M. Duplessis) invoque de nombreux précédents dans ces cas d'échange de réserves forestières.

C'est une transaction qui va forcer la coopération dans l'intérêt de la province pour l'utilisation des ressources naturelles inexploitées. Le but de la loi, c'est de permettre une réallocation de biens et, bien que nous aimerions que cette réallocation se fasse sur une base volontaire par les parties concernées, nous sommes prêts, s'il le faut, à procéder à cette réallocation sur une base obligatoire, si les deux parties ne veulent pas être raisonnables.

Il n'y a rien de caché. Il y a des milliers de milles carrés de concessions entre les mains de personnes égoïstes qui n'en font rien et qui ne veulent pas laisser d'autres personnes en disposer dans l'intérêt de la province. Nous perdons la

possibilité de tirer profit de nos ressources naturelles, lorsque nous laissons nos concessions forestières tomber en pourriture.

M. Godbout (L'Islet): Cette explication n'explique rien, car il s'agit dans le bill non pas d'un échange, mais d'une concession pure et simple. Le gouvernement ne peut la faire sans soumettre une loi aux Chambres. En fait, selon mes renseignements, c'est l'une des plus belles concessions forestières de la province.

Qu'on la vende à l'enchère. On ne nous dit même pas à quelles conditions sera cédé l'un de nos plus beaux domaines forestiers. J'insiste pour connaître le prix qu'on demandera à la Singer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'après M. Bédard, nos plus belles ressources forestières se trouvent sur la Côte-Nord.

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre veut exempter de l'enchère pour vendre 185 milles carrés de forêts, qu'il nous dise le prix. Mais à quel prix ces réserves seront-elles cédées à la Singer? Je veux le savoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais vous le dire. Nous imposons des limites. La compagnie remettra certains lots à la colonisation; parmi les conditions qui lui seront imposées, il y aura l'obligation de construire une usine de \$3,000,000 à \$4,000,000 à Saint-Jean, une autre à Thurso, augmentation du nombre des ouvriers, l'obligation de payer des salaires raisonnables, de verser des primes, des droits de coupe, des rentes foncières, etc. Quant au prix, cependant, il ne peut être déterminé à l'avance, et il ne le serait pas plus si nous procédions par enchères.

M. Godbout (L'Islet): Alors concédons tout juste ce qu'il faut de bois franc à la compagnie Singer. Pourquoi lui donner 185 milles carrés, quand elle peut s'accommoder de 40 % de bois franc qu'il y a sur ces concessions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Toutes les concessions forestières de la province appartiennent à quatre ou cinq compagnies. La compagnie Price en possède le plus. Il faut faire de la réallocation. La compagnie MacLaren ne peut utiliser de bois franc. Alors, par une réallocation, on favorise une grosse compagnie pour le bénéfice de la province.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre est expert dans l'art de détourner la question. Ce qu'il y a à faire dans le cas présent, c'est de vendre ces concessions à l'enchère, comme le veut la loi.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) reproche au gouvernement de ne rien préciser au sujet des salaires qui seront payés. Le premier ministre a de la difficulté à expliquer sa loi qui perd de l'importance à mesure qu'on la connaît davantage. Le premier ministre défend la compagnie Singer. Je connais un peu la fabrication des moulins. J'y ai travaillé. C'est au travail que j'ai acquis mes humbles connaissances. Il n'entre pratiquement plus de bois dans la fabrication des moulins à coudre. La Singer fait surtout du commerce de bois avec ses concessions.

M. Hamel (Saint-Sauveur) se prononce de nouveau contre le bill et répond aux diverses objections qui ont été soulevées et résume ses arguments en disant que le bill va favoriser une compagnie qui n'a pas besoin de faveurs.

Le premier ministre tourne autour de la question. Ses réponses démontrent que la loi est dangereuse. Le bill manque de précisions. Nous lui avons demandé s'il y a des rapports d'experts sur le sujet. Il n'y en a pas. Nous lui avons demandé à quel prix il va vendre, il ne le sait pas.

Le premier ministre dit qu'il peut faire n'importe quel échange. La loi comporte des restrictions et il le sait. La grande partie du bois dur des concessions est du bouleau. La loi des terres protège nos ressources forestières et elle devrait être observée dans cette transaction extraordinaire. Le gouvernement portera la responsabilité du geste qu'il veut poser.

Le moulin à Thurso de la compagnie Singer produit plus de bois que la compagnie n'en emploie elle-même et les 40 % de bois franc des limites en question, une bonne partie est du bouleau qui pourrait être employé à des opérations forestières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie Singer emploie dix-huit espèces de bois franc.

M. Hamel (Saint-Sauveur) répète que les concessions faites à M. John Murdoch ont été accordées par le gouvernement de l'Union nationale, notamment pour la création du parc du Mont-Orford.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai lu le projet avec inquiétude et mon inquiétude au sujet

de ce projet de loi a grandi à mesure que progressait la discussion. J'ai l'impression que c'est l'ancien esprit du développement industriel qui règne dans cette loi. Nous avons déjà entendu les mêmes exposés. C'est la même thèse que sous le régime Taschereau. Ce qui me frappe, c'est le manque absolu de précisions. On ne sait pas quelle est la valeur réelle des échanges projetés. Il me semble que l'on manque de prévisions, lorsqu'il s'agit d'échanges de limites. Il faudrait qu'on nous soumette des opinions d'experts pour discuter de façon précise toutes les modalités de pareille mesure.

Je crois que l'esprit qui se manifeste dans cette loi était jadis mauvais et continue d'être mauvais. Pour ma part, il me paraît que la loi actuelle ouvre la porte aux mêmes abus dont on s'est tant plaint dans le passé. Est-ce qu'on prend toutes les garanties nécessaires? J'ai bien l'impression qu'on est en train de commettre les mêmes erreurs que dans le passé. L'exploitation de nos ressources continue d'être un problème. Pour cette raison, je ne puis voter pour ce projet de loi. Mon parti ne peut le favoriser.

M. Plourde (Arthabaska) veut prendre la parole, mais comme il est 6 heures, il demande l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 28 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projet de loi:**Hôpital Jeffery Hale**

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill 105 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec, ayant pour but de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Stabilité et progrès industriels

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) à la séance du 25 mai 1945¹⁷.

M. Plourde (Arthabaska): Il y a lieu de se demander si ce bill justifie bien son titre: loi concernant la stabilité et les progrès industriels du Québec. Il (M. Plourde) s'élève contre la trop grande générosité du gouvernement à l'endroit de quelques compagnies privées. La région que je représente est un centre industriel. Il y a un grand nombre de manufactures de meubles et de bois de plancher qui utilisent environ 23,000,000¹⁸ de pieds de bois franc, par année. Il nous les faut pour alimenter nos usines. Je proteste contre cette mesure qui peut empêcher nos industries très importantes de se procurer le bois dont elles ont besoin.

Avant de faire des concessions pour une industrie qui n'est pas encore organisée, on aurait dû

penser aux industries qui ont des millions d'engagés et qui ont beaucoup de difficultés à se procurer la matière nécessaire. Il (M. Plourde) demande que les petits manufacturiers de sa région puissent, eux aussi, avoir accès aux réserves forestières. Le bill Bourque encourage les grosses compagnies; elles peuvent se dispenser de ce bois, tandis que les industriels des Bois-Francs qui fabriquent des meubles et emploient un grand nombre de personnes en manquent.

Nous avons, dans la région, sept manufactures de meubles et une de bois de plancher. Nous avons chez nous des usines et compagnies établies depuis au-delà de 50 ans. Dans Victoriaville seulement, les manufacturiers de meubles emploient près de 1,000 ouvriers en permanence qui sont dans l'anxiété en face de la difficulté qu'ont leurs patrons à trouver de la matière première. Nos manufactures de meubles ont besoin d'une réserve de bois. Elles ont toutes les peines à se procurer du bois franc, et elles voient le gouvernement Duplessis combler de faveurs une compagnie avec l'entente que celle-ci nous donnera de nouvelles industries qui ont l'air, pour le moment, de châteaux en Espagne.

Les industries manquent de bois au point d'être obligées d'acheter des sucreries et de couper les arbres des érablières pour se procurer la matière première nécessaire. Elles vont en chercher jusque dans la vallée de la Matapédia. Il me semble qu'on aurait dû céder les concessions mentionnées dans le bill au plus haut enchérisseur, de façon à donner justice à toutes les compagnies. Je m'oppose à ce qu'elles soient données gratuitement à une compagnie qui, dans deux ou trois ans, fabriquera probablement ses moulins à coudre avec du plastique. On devrait mettre à l'enchère certaines concessions de bois, afin que toutes les industries y puissent trouver leur avantage, et non par une mesure comme celle que le gouvernement présente, ne concéder qu'à quelques favoris d'immenses concessions forestières.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Les concessions de 100 milles carrés et de 85 milles carrés mentionnées dans les résolutions sont situées à côté de celles que détiennent déjà les compagnies Singer et MacLaren. Personne d'autre ne peut les utiliser.

M. Plourde (Arthabaska): Mais pourquoi?

Si des compagnies veulent un plus haut prix, pourquoi ne pourraient-elles pas obtenir ces concessions? On ne me fera pas croire que l'on doit encourager la création d'une nouvelle industrie de meuble, quand celles qui existent chez nous manquent

de bois. Dans ma région, on a été jusqu'à détruire des érablières pour alimenter de bois une fabrique de meubles. Cette mesure ne protège nullement l'industrie de la province de Québec. Il serait malheureux que, pour aider des compagnies étrangères, on mette en péril les établissements industriels de nos compatriotes Canadiens français.

(Applaudissements à gauche)

Les résolutions 1, 2 et 11 à 13, ainsi que l'annexe I, sont adoptées¹⁹.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées. Adopté après division.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 71 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) s'informe si le premier ministre a l'intention de payer les augmentations de salaires que le premier ministre libéral avait accordées aux policiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre a discuté cette question au moins 25 fois depuis le début de la session. Ces augmentations ont été données, à la veille des élections, pour surprendre la bonne foi des employés, parce qu'il n'y avait pas suffisamment d'argent pour les payer jusqu'à la fin de l'année. Depuis que nous sommes au pouvoir, j'ai augmenté les salaires des fonctionnaires de mon département, et ceci, bien que le dernier gouvernement n'ait pas voté les argents nécessaires. Nous avons voté \$336,000 pour ceux qui avaient été victimes d'injustices depuis 1939. Le gouvernement va tout d'abord procéder à une classification des employés de la province avant de régler l'autre question, celle des salaires.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sous mon administration, une classification a été faite à la police provinciale et, à mon départ du ministère, des employés nommés par le premier ministre sont venus me remercier de la façon juste dont ils avaient été traités par les libéraux. C'est l'un de mes meilleurs souvenirs.

Ceux qui justifient le vice, à Montréal, aiment mieux qu'il n'y ait pas de représentant de la couronne, comme nous en avons un, de notre temps, M. Charles-Édouard Cantin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'ancien gouvernement, pour ce qui est du vice, avait laissé le tout à la police municipale, enlevant ainsi la police provinciale. Mais la police municipale à Montréal n'était pas suffisante.

Autrefois, au temps des libéraux, les chefs libéraux étaient intéressés dans des barbottes et les maisons de prostitution. Ceci s'est même produit à Québec. Le vice, à Montréal a fleuri pour l'organisation du Parti libéral et pour les chefs libéraux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous avons ordonné, l'an dernier, une enquête royale sur la police provinciale. Mais où était alors le premier ministre d'aujourd'hui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De 1936 à 1939, l'Union nationale a fait la guerre aux "bookies" et aux maisons de prostitution.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)²⁰: Le procureur général sait-il que, même sous le régime de l'Union nationale, les barbottes et les maisons de jeu fleurissent toujours à Montréal? Il y en a même plus, jamais elles n'ont fait d'aussi bonnes affaires que depuis l'automne dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que c'est qu'une barbotte?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que le premier ministre demande cela au secrétaire de la province. Si le premier ministre veut avoir des renseignements précis, qu'il s'adresse au secrétaire provincial, député de Saint-Jacques, le nouveau chevalier du Saint-Sépulcre. Il y a toujours des barbottes dans la métropole.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je vais répondre au premier ministre qu'il n'y en a pas dans le comté de Mercier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne se connaît pas. Qu'il me dise ce que c'est.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): C'est une organisation de voleurs et le procureur général ne fait rien, et M. Beauregard, le chef de police, fait marcher ses affaires personnelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pris connaissance de la classification faite par les libéraux. Il y avait du bon et du mauvais, et l'Union nationale qui vise à la perfection n'a pris que le bon.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Bien que le premier ministre prétende être indifférent à M. King ou à M. Bracken, il fait tout ce qu'il peut pour aider M. Bracken à infliger une défaite à M. King. (Il exhibe des photos où le premier ministre se trouve avec M. Bracken à Trois-Rivières. Sur une des photographies le premier ministre donne la main à M. Bracken et, à une autre occasion, il se trouve avec

M. Gagnon, le trésorier de la province. Il (M. Casgrain) fait remarquer combien le chef de l'Union nationale était tout près du chef conservateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je lui exprimais à ce moment ma satisfaction de le voir partir. Il s'agissait d'une réunion où se trouvaient l'évêque des Trois-Rivières et le maire de cette ville, et où le député provincial avait le devoir d'être présent. En qualité de député de Trois-Rivières, j'ai assisté à un banquet l'an dernier, lors d'un congrès des métiers de la pulpe et du papier, et c'est à ce banquet qu'il se trouvait placé à la même table que le chef conservateur. M. T.-D. Bouchard, lui, a bien reçu M. Bracken chez lui, ce qui ne signifie pas qu'il était un de ses amis et partisans. Il serait opportun de répéter les paroles de l'apôtre trahissant son maître: "Je ne connais pas cet homme". (Il tourne la chose en plaisanterie)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) souligne de nouveau la grande amitié et la sympathie existant entre les candidats indépendants durant la présente campagne et les amis de l'Union nationale et fait un rapprochement entre tous ces candidats et les déclarations faites récemment par un conservateur éminent de Montréal qui disait: "qu'indépendants ou bleus, tous appuient le même chef, Bracken". C'est 1911 qui se répète. Ceux qui protègent le vice à Montréal sont contents de voir qu'il n'y a pas de représentant du procureur général, à Montréal même, pour les surveiller.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accuse les libéraux d'avoir des amis à l'Hôtel de ville de Montréal qui protègent les maisons de jeux. Il y a pénurie de policiers dans la métropole.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand mon honorable ami était chef de l'opposition, il répétait chaque année les mêmes accusations. Il a manqué de courage et il n'est pas allé les répéter devant le juge Cannon. Les pires voleurs ne sont pas toujours ceux qui vous prennent de l'argent, ce sont ceux qui volent les réputations. Je sais que des femmes dansent nues dans certains clubs de nuit à Montréal. Le premier ministre et procureur général est-il au courant de cela? Sait-il ce que c'est qu'un club de nuit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne connais pas cela. Où cela à Montréal? Il (M. Duplessis) met le député de Rivière-du-Loup

(M. Casgrain) au défi de dévoiler des noms et des faits. Il dit qu'il ordonnera la tenue d'une enquête à ce sujet.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La première fois que le gouvernement libéral a eu l'occasion de donner satisfaction au premier ministre, quant à ses allégations à ce sujet, c'est lorsqu'il (M. Casgrain) a nommé le juge Lucien Cannon pour que celui-ci mène une enquête générale sur le vice et les jeux dans la ville de Montréal, en vue de découvrir si les allégations d'un journal favorable à l'Union nationale étaient vraies ou non. Tous ceux qui avaient des accusations à porter devant le juge Cannon ont été appelés à le faire, mais aucun des amis du premier ministre n'en a eu le courage.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) et l'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) ont interrompu souvent le débat, mettant le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) au défi de dévoiler des noms et des adresses.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vais lui donner des noms. Il y a le Val d'or, l'Espoir, où Lily Saint-Cyr se déshabille devant l'assistance, me dit-on. Je pourrais en nommer d'autres. Ces clubs ferment leurs portes à cinq heures du matin. Les heures de fermeture ne sont pas observées. Si le premier ministre ne le sait pas, il pourrait peut-être s'informer auprès du secrétaire provincial?

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les deux Messieurs Côté connaissent bien ces détails. Il (M. Francoeur) renchérit en citant plusieurs endroits de son propre comté où il s'en est implanté depuis les élections du 8 août.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): (Revenant à son siège)²¹ Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est un voleur de réputation. Je ne tolérerai plus qu'on vienne parler des barbottes, en cette Chambre. Ma famille est aussi honorable que celle du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que celle du chef de l'opposition et celles des députés de l'opposition. Qu'on donne des noms. Je ne connais pas les propriétaires de ces établissements. Je ne tolérerai plus cela en Chambre. Il n'est pas digne d'un avocat, d'un représentant du peuple, de faire une attaque comme celle-là. Je n'ai jamais eu à faire, ni de près, ni de loin, avec les barbottes. Je le déclare sur ma parole d'honnête homme. J'ai la réputation d'une femme et d'enfants à protéger. Je suis prêt à mettre mon siège en jeu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne m'explique pas la sortie du secrétaire de la province, mais je lui conseille de ne pas s'énervier. Que le premier ministre fasse des enquêtes sérieuses. Et il verra que ce que j'ai avancé est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on me fournisse des preuves et je procéderai. M. le président, l'incident doit être considéré clos.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est entouré de gens et de mauvais amis qui, ne pensent qu'à eux, qui ne pensent qu'à faire fortune et ne pensent pas du tout à sa réélection. Est-il au courant de tout ce qui se passe? Sait-il qu'une licence du club de nuit a été accordée à un nommé Charbonneau, 1488, rue Mansfield. Qu'il s'informe pour savoir qui en est le véritable propriétaire.

L'honorable M. Gagnon (Matane) apprend au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), l'ex-trésorier, n'a pu porter la parole en fin de semaine dans le comté de Matane, à cause des interruptions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) interroge le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai nommé un homme très compétent à la tête de la Sûreté provinciale, M. J.-P. Lamarche; ce dernier a établi un système de surveillance aux entrées et aux sorties de Montréal, les policiers, en plus, communiquent maintenant par l'intermédiaire d'une radio-police provinciale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) reproche de nouveau au premier ministre de ne pas avoir tenu de terme des assises criminelles à Québec cette année. Pourquoi le procureur général a-t-il fait remettre la session des assises criminelles à Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y avait que deux causes et la Législature étudiait la nouvelle loi des jurés. J'ai fait savoir que je ne pouvais promettre un juge pour tout le terme. En plus, le Parlement étudiait la loi des jurés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mon honorable ami est mal informé. Il y avait 74 causes sur le rôle. J'en ai ici copie. Il me semble, quand il y a 74 causes sur un rôle, on ne remet pas le terme. Le premier

ministre va-t-il nommer de nouveaux juges des sessions de la paix.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, mais on m'a suggéré de créer une Cour d'appel en matière de juridiction criminelle provinciale. Ce serait un tribunal dont les juges seraient nommés par Québec et qui jugerait tous les appels dans les causes de conviction sommaire. Ce tribunal aurait aussi pour mission de statuer en appel sur les brefs de prohibition, *certiori*, *mandamus*, les procès sommaires, et *habeas corpus* qui sont maintenant du ressort de la Cour supérieure.

Il (M. Duplessis) demandé l'opinion de la Chambre sur ce projet et des suggestions à tous ceux qui peuvent lui en fournir. Je demande aux avocats de la Chambre de me donner leur opinion sur cette innovation.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) pose une question au premier ministre au sujet de M. Lacombe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La situation de l'honorable Aurèle Lacombe, ancien ministre libéral, chef adjoint de la police de la route, a été abolie, mais, dès le début de la session, le gouvernement donnera à M. Lacombe une position qui lui conviendra.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - dépenses diverses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs - traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs - dépenses diverses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (juges des sessions de la paix)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners, Statuts refondus, 1941, chapitre 22 (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Lois de l'aide aux chômeurs - (Bureau de reconstruction économique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil

extérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946²².

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques, traitements, gages compris (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-douze mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons (entente fédérale-provinciale) (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité relative à la colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-deux mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi

et subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rachat de lots de colonisation, Statuts refondus, chapitre 106 (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay, 2 George VI, chapitre 19 (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ministres sans portefeuille, et secrétaires (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du tourisme et de la publicité (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de ciné-photographie (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des impressions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique, traitements compris (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Commission du service civil, traitements compris, 7 George VI, chapitre 9 (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Selon *The Montreal Daily Star* du 29 mai 1945, à la page 6, cet échange de bons vœux a duré une demi-heure en tout.
2. M. Talbot est né le 29 mai 1900.
3. M. Barrette est né le 26 mai 1899.
4. M. Beaulieu est né le 22 janvier 1902.

5. M. Lorrain est né le 26 mai 1901.

6. M. Dussault est né le 29 mai 1882.

7. M. Barré est né le 30 mai 1886.

8. Selon *L'Événement* du 29 mai 1945, à la page 12, M. Gagnon a été "retenu un moment en dehors de la Chambre".

9. *The Montreal Daily Star* du 29 mai 1945, à la page 6, nous indique que: "d'abord, le premier ministre Maurice L. Duplessis, apparemment de bonne humeur, semble avoir accepté sa défaite au Conseil législatif concernant le rejet de sa taxe de luxe de 6 %. Il semble prêt à maintenir la taxe de vente de 2 % établie par le gouvernement précédent, comme en fait foi le télégramme envoyé par son trésorier, l'honorable Onésime Gagnon, à la Chambre de commerce, qui explique que la taxe de 2 % continuera d'être prélevée et que ceux qui prélèveront une taxe de 6 % devront rembourser le 4 % prélevé en vertu de la nouvelle loi.

10. Le paragraphe 8 de l'article 285 se lit comme suit: "Il est interdit à tout député qui a la parole: 8° De se référer à un débat qui a eu lieu au Conseil législatif pendant la session en cours".

11. Le paragraphe 9 de l'article 285 se lit comme suit: "Il est interdit à tout député qui a la parole: 9° De se référer à une affaire qui est pendante devant le Conseil législatif".

12. Le paragraphe 21 de l'article 285 se lit comme suit: "Il est interdit à tout député qui a la parole: 21° D'attaquer, directement ou indirectement, la conduite d'un membre de l'une ou l'autre Chambre, sauf en discutant une motion mettant sa conduite en question".

13. Selon *L'Événement* du 29 mai 1945, à la page 3, le débat qui précède l'adoption en troisième lecture du bill 71 a duré près de trois heures.

14. M. Pierre-Émile Côté a été député libéral à l'Assemblée législative pour le comté de Bonaventure (1924, 1927, 1931, 1935 et 1939) et ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries du 8 novembre 1939 au 1^{er} octobre 1942.

15. Selon *Le Canada* du 29 mai 1945, à la page 2: "Le premier ministre ne répond pas.

16. Malheureusement, le reste de la phrase ne fait aucun sens: "parce c'est metre de MacLaren, parce c'est metre de notre loi de 1872."

17. Pour prendre connaissance des résolutions, il s'agit de référer à la première séance de ce jour.

18. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 29 mai 1945, à la page 9, alors que *L'Action catholique* du 29 mai 1945, à la page 13, parle de 25.000.000 de pieds de bois franc.

19. Les résolutions 3 à 10 ainsi que les annexes II à VI ont été adoptées à la séance du vendredi 25 mai 1945.

20. Selon *L'Événement* du 29 mai 1945, à la page 1, à la suite de la demande de M. Duplessis, "on a assisté à un moment donné, à une passe d'armes assez vive entre l'honorable M. Côté, secrétaire de la province et l'honorable Léon Casgrain ex-procureur général au sujet de l'activité de la sûreté provinciale à Montréal."

21. *Le Soleil* du 29 mai 1945, à la page 7, précise que M. Côté qui "était à fumer sa pipe derrière le trône de l'Orateur apparut tout à coup en Chambre. Il s'écria soudainement..."

22. Selon *L'Action catholique* du 29 mai 1945, à la page 13: "Au cours de la soirée, la Chambre vote tous les crédits du procureur général du Conseil exécutif, du Bureau de reconstruction économique et de la Colonisation, moins l'item 13", alors que, selon *Le Soleil* du 29 mai 1945, à la page 7, "tous les crédits du procureur général, du Conseil exécutif et du Bureau de reconstruction économique ont été votés au complet."

Séance du mardi 29 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi d'Hydro-Québec**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)¹ propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'intention de commencer dans la soirée l'étude du bill amendant la loi de l'Hydro de Québec. Je veux que ce débat s'amorce dès la séance du soir, en comité plénier, afin de faire une étude préliminaire des résolutions. Toutefois, je ne demanderais pas à la Chambre d'adopter des articles du bill, mais je lui demanderais simplement de donner aux députés la chance de poser des questions, et de se faire expliquer le bill, qui, je l'admets, est quelque peu compliqué. Le gouvernement pourrait donner quelques explications à l'opposition et répondre aux questions qu'on lui poserait, puis demander l'ajournement.

M. Chaloult (Québec): Je m'oppose à ce que l'on entame si tôt l'étude d'une mesure si considérable. Il faut nécessairement avoir le concours d'experts pour en mesurer toute l'étendue. Le délai accordé aux députés n'est pas assez long. Il faudrait accorder deux ou trois pour étudier une loi aussi importante. Je demande plus de temps pour étudier la loi, je demande la remise de la discussion à demain matin.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) opine dans le même sens et demande au premier ministre d'ajourner le débat de l'étude de ce bill à demain.

M. Chaloult (Québec) et M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) veulent qu'on leur explique le bill tout de suite.

M. Godbout (L'Islet): Il dit que, parce qu'il n'est pas avocat, il a besoin d'un peu plus que quelques heures pour étudier et comprendre chacune des clauses, celles-ci étant longues et techniques; à l'unanimité, on décide d'ajourner le débat au lendemain matin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit que d'étudier les principes de la mesure. La séance serait consacrée à recevoir les questions des députés, la Chambre n'adopterait rien dans la soirée.

On commencera l'étude de la loi à la prochaine séance, mais le projet ne franchira aucune étape. Nous répondrons aux questions et nous ne précipiterons en aucune façon l'adoption de la loi. L'on décidera cela à la fin de la séance.

Je propose que l'on adopte des crédits et que l'on ajourne les débats plus tôt, afin que les députés puissent continuer à étudier le bill sur l'hydroélectricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

Adopté.

**Régie des tramways
de Montréal**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 33 instituant la Régie des tramways de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On m'a fait certaines représentations, et plusieurs personnes, dont les autorités montréalaises, ont formulé diverses objections à l'encontre de ce projet de Régie des tramways pour Montréal. Ces objections me paraissent sérieuses et méritent d'être considérées.

J'estime ces représentations suffisantes pour justifier le retrait du *Feuilleton* du projet de loi que j'avais fait distribuer aux députés, il y a déjà de nombreuses semaines.

Après un examen de la situation, je crois que toute la question doit être étudiée plus à fond. D'autre part, la session est trop avancée. La présente session est trop avancée pour en présenter un nouveau et pour qu'une décision ferme soit prise à ce sujet, étant donné la portée considérable qu'elle pourrait avoir. Je propose que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-six mille huit cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques, 9 George V, chapitre 41, 4 George VI, chapitre 50 et 6 George VI, chapitre 25, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) pose des questions au sujet des deux moteurs Diesel dont l'honorable secrétaire de la province (M. Côté) a parlé à une séance précédente.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Ces moteurs rouillaient dans la cour, alors qu'on lui faisait une demande pour un autre moteur. Les moteurs en question sont toujours là; qu'on les utilise pour fins de démonstration et aucun autre moteur n'a été acheté.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement a réduit les crédits de l'École technique de Montréal. Cela démontre que le

secrétaire de la province ne s'intéresse pas du tout aux jeunes gens pour la période de l'après-guerre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Relativement à l'École technique de Montréal, elle est suffisamment grande pour répondre aux besoins actuels. et ne sera pas agrandie. Je dois dire à l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) que le directeur de cette École technique m'a dit que le montant prévu au budget suffisait aux besoins.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'École technique de Montréal est devenue trop petite et le gouvernement Godbout avait décidé de construire l'École d'avionnerie ou une section de l'automobile aurait été aménagée. Malheureusement, on a détruit le projet de l'École d'avionnerie et d'automobile.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Les crédits pour les écoles techniques ont été réduits de \$500,000 pour la présente année fiscale. Je crois que c'est une mauvaise politique.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le gouvernement n'a pas l'intention de construire de nouvelle école d'arts et métiers. Il n'y a pas eu de destitution parmi le personnel enseignant des écoles de la province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce qu'il y a eu des destitutions à l'École de papeterie de Trois-Rivières?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Pas de destitution d'employés réguliers.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le secrétaire de la province ne la sait pas mais je lui signale le cas de M. Ernest Boisvert, gardien de l'École de papeterie, qui a été destitué sans raison, sur une lettre du premier ministre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Peut-être, mais, vous savez, j'ai 28,000 employés sous mes ordres.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):

Oh! Oh!

M. Bienvenue (Bellechasse): Le ministre n'a pas 28,000 employés.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Oui, en comptant les 22,000 institutrices.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les institutrices ne sont pas des employés du gouvernement.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Le gouvernement paie 48 % de leurs salaires aux commissions scolaires.

M. Godbout (L'Islet): Nous allons adopter le budget moins un item.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le secrétaire de la province a été poli aujourd'hui, nous allons prendre cela en considération.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-huit mille huit cent soixante-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles spécialisées, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946².

M. Hamel (Saint-Sauveur) fait un appel en faveur de ces institutions, les écoles ménagères, où les filles du peuple vont puiser la science ménagère.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) annonce la création de trois nouvelles écoles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'arts et métiers, 6 George VI, chapitre 26, traitements compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement en général, traitements compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École supérieure du commerce, 2 George VI, chapitre 9 (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique, Montréal (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946³.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill, Montréal, 14 George V, chapitre 4 et 3 George VI, chapitre 70 (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La subvention prévue pour l'Université McGill a diminué, tandis que celle de l'Université de Montréal est augmentée.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Les besoins de l'Université de Montréal sont beaucoup plus considérables que ceux de l'université anglaise. McGill a beaucoup d'argent, tandis que l'Université de Montréal en a moins. En conséquence, on a augmenté de \$25,000 les octrois à l'Université de Montréal. L'Université Laval de son côté recevra \$50,000 de plus. Je promets, cependant, de faire plus pour McGill, au cours de l'année, si je le peux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval, Québec, 20 George V,

chapitre 8 et 3 George VI, chapitre 70 (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval, Québec, Faculté des sciences sociales (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal, 3 George VI, chapitres 69 et 70 et amendements (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bishop's College, Lennoxville, 3 George VI, chapitre 70 (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi et subventions (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnels, Statuts refondus, chapitre 67 (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté⁴.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction publique)"⁵, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatorze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service

civil extérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Nous aurons six ou sept nouvelles écoles normales qui seront ouvertes au cours de la présente année à travers la province. C'est ce qui explique l'augmentation de la somme consacrée au service civil extérieur de mon département. Le gouvernement devra payer les salaires du personnel enseignant de quelques écoles normales nouvelles. Et il y a eu augmentations de salaires pour les écoles normales.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de Bureau (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions quatre cent quatre-vingt-douze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires, Statuts refondus, chapitre 59, articles 474, 596 et 597 et chapitre 61, article 5 (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent douze mille deux cent soixante-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines institutions, Statuts refondus, chapitre 61, article 3 (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles

normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'Instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de Bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le ministre a-t-il destitué des inspecteurs de pêcheries?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Non, mais nous en avons remplacé plusieurs.
(Rires)

M. Bienvenue (Bellechasse): Tous les inspecteurs ont été destitués. On a destitué un

employé qui était père de 14 enfants et qui a été remplacé par un célibataire. Le ministre a-t-il fait une enquête avant de destituer cet honnête père de famille? Je demande des explications au sujet de certaines destitutions.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce n'est pas le nombre d'enfants qui fait la compétence. Certains gardiens d'entrepôts ont dû être remplacés parce qu'ils laissaient dégeler les poissons pour aller aux noces. Je pourrais nommer des inspecteurs qui n'ont pas été destitués.

(Il (M. Pouliot) cherche des noms et en trouve trois). Il (M. Pouliot) parle aussi de statisticiens nommés par l'ancienne administration qui avaient plus de soucis pour la production de votes libéraux que pour la production des pêcheries.

Des députés de l'opposition posent plusieurs questions concernant les destitutions des gardes-chasse⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Division de la biologie marine, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'on a construit l'an dernier trois nouveaux entrepôts frigorifiques à Mont-Louis, Ruisseau-Leblanc et Sainte-Thérèse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur et intérieur - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de Bureau - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-trois mille trente-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-cinq mille quatre cent trente-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de Bureau - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante et un mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - Bureau du revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de Bureau - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté⁷.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 61 pour faciliter l'établissement des jeunes.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 55 modifiant le Code civil, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié:

a. en biffant, dans la ligne 4 du paragraphe 1279a, à la suite du mot "injures", le mot "pour" et, dans la ligne 5 de ce même paragraphe, le mot "pour" avant le mot "blessures";

b. en ajoutant, à la fin du paragraphe 1279a, immédiatement après le mot "quasi-délits" les mots suivants: ", ainsi que le droit à ces indemnités et l'action qui en découle."

Projets de loi:

Bornage des propriétés

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 55 modifiant le Code civil.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 131 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme articles 10a., 10b., 10c., 10d., 10e., 10f., et 10g.:

"10a. L'article 214 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"214. 1. Il est, par la présente loi, créé un Bureau de révision des évaluations, qui se compose de trois membres, dont l'un est désigné comme président et un autre comme vice-président, nommés par le conseil sur rapport du comité administratif. Ces membres pourront être nommés pour le temps nécessaire, et leur traitement sera fixé par le conseil selon la procédure ordinaire, sauf quant au président qui n'aura droit à aucune indemnité.

2. Le conseil désignera le président et les autres membres du Bureau. Le président devra être l'un des recorders de la cité. Le deuxième membre sera un entrepreneur en construction de bâtisses, et le troisième devra être ingénieur civil en construction de bâtisses ou architecte.

3. Avant d'entrer en fonction, tout membre du Bureau devra prêter le serment suivant devant le maire ou le greffier de la cité:

"Je, A. B., nommé membre du Bureau de révision pour la cité de Québec, déclare sous serment que je remplirai les devoirs de cette fonction suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide."

4. Nulle vacance parmi les membres du Bureau n'enlève à ceux qui restent le droit d'exercer leur fonction, mais cette vacance doit être remplie par le conseil, sur rapport du comité administratif, dans un délai de soixante jours.

5. Aucun membre du Bureau ne peut être maire ou échevin ou à l'emploi d'une municipalité ou d'un gouvernement, ou député fédéral ou provincial, ou membre d'un conseil législatif gouvernemental, ou du Sénat du Canada, ou commissaire d'écoles.

6. Le quorum des séances du Bureau est de deux membres, mais dans le cas de partage égal des voix, le président a, en sus de son droit de vote comme membre du Bureau, voix prépondérante.

7. En l'absence du président, le vice-président présidera les séances. Il aura tous les pouvoirs et devoirs du président, sauf les pouvoirs mentionnés au paragraphe 10 du présent article.

8. Le Bureau de révision soumettra au comité exécutif toutes les demandes de crédits nécessaires à l'administration du Bureau, en la manière prescrite par la loi et les règlements pour les autres services municipaux, et il a, quant au personnel, aux frais d'expertise, aux frais de sténographie et autres dépenses de Bureau, les mêmes pouvoirs et responsabilités qu'un chef de service.

9. Le président convoque ses collègues chaque fois qu'a lieu une assemblée régulière du Bureau, ou qu'il a besoin de les consulter, ou de leur confier l'étude des questions particulières sur lesquelles il désire avoir leur avis. Ces convocations sont faites par le secrétaire, sur l'ordre du président.

Chaque fois que le Bureau entend une plainte relativement à une entrée au rôle, ces séances sont publiques, à moins qu'il n'en décide autrement.

Les témoins qui comparaissent devant lui doivent être assermentés par le président, lequel est autorisé à ce faire.

10. Le président décide des questions de droit relatives aux plaintes qui sont du ressort du Bureau.

11. Le Bureau doit adopter des règles pour la conduite des affaires qui sont portées devant lui, exiger la production de tous renseignements et documents de nature à éclairer, et d'une façon générale, déterminer la procédure à suivre pour l'examen de ces affaires.

12. Le Bureau peut en tout temps déterminer la façon selon laquelle les cotiseurs devront procéder à leur travail, préparer les formules, documents et livres dont ils devront se servir, prescrire les données et renseignements que les cotiseurs devront obtenir et inscrire dans leurs livres ou sur lesdits documents, et donner ses instructions, en conséquence, au chef cotiseur.

13. Le Bureau est autorisé à faire comparaître devant lui un ou plusieurs cotiseurs, afin de savoir de quelle façon et selon quels principes ils ont procédé à leurs évaluations généralement ou dans un cas particulier, et sur quelles données ces évaluations sont fondées.

Il peut, lorsqu'il le juge à propos, après avoir entendu les cotiseurs intéressés, déterminer seul ou avec le concours d'experts, les évaluations dont il s'agit.

La décision prend effet à compter de la date du certificat d'évaluation, conformément au paragraphe 21 du présent article.

14. Le Bureau ne peut autoriser ni ordonner aucune modification au rôle d'évaluation, à moins d'en aviser le contribuable intéressé et de lui donner en même temps, par lettre recommandée, avis préalable d'au moins dix jours de se présenter devant lui pour faire valoir ses objections.

Le certificat d'évaluation prescrit par la présente loi doit indiquer qu'un avis a été donné et que la partie intéressée a omis de comparaître, ou de se présenter après avoir comparu, ou a été entendue.

15. Dès qu'il a reçu le certificat d'évaluation, le chef cotiseur doit effectuer les changements ainsi ordonnés par le Bureau de révision.

16. Le Bureau de révision entend également toutes les plaintes produites légalement chaque année, dans les délais prescrits, contre les évaluations inscrites aux rôles d'évaluation réguliers ou supplémentaires, dont l'audition est de sa compétence en vertu de la présente loi.

Le Bureau de révision entend ces plaintes et rend ses décisions dans le plus court délai possible.

Le Bureau de révision, s'il est d'avis que l'estimation de la valeur immobilière ou de la valeur

locative dont on se plaint doit être augmentée plutôt que réduite ou maintenue, peut ordonner cette augmentation. Dans ce cas, le paragraphe 14 du présent article ne s'applique pas.

Si l'estimation est maintenue ou augmentée, le contribuable est tenu de payer les impôts qui en résultent et les intérêts suivant la loi.

17. Aucune plainte ne peut être entendue, à moins qu'un avis d'audition d'au moins deux jours francs n'ait été donné au contribuable intéressé, sous la signature du secrétaire du Bureau.

18. Le secrétaire doit tenir un procès-verbal exact et fidèle des affaires qui sont soumises au Bureau, des procédures qui sont faites devant celui-ci et des décisions qu'il rend. Les minutes de toute séance sont signées par le président de l'assemblée et le secrétaire.

19. Dans tous les cas, le Bureau, en émettant le certificat d'estimation, motive sommairement les changements ordonnés.

20. Le chef cotiseur peut soumettre toute évaluation à l'examen du Bureau de révision.

21. Lorsque le Bureau de révision refait une estimation ou lorsque, après une plainte, il ordonne ou autorise une modification des rôles, il en avise le chef cotiseur en émettant un certificat d'évaluation, signé par son président.

22. Le Bureau de révision peut assigner tous témoins, procéder à l'interrogatoire des parties et de leurs témoins, peut procéder lui-même à faire ou à faire faire des expertises, de façon à se mettre en mesure de se prononcer sur la valeur des biens sous examen.

23. Les témoins sont assignés par *subpoena* émis par le Bureau de révision, sous la signature du secrétaire. Ils ont le droit de réclamer de la partie qui les a assignés le paiement des frais que la cour du recorder accorde généralement en semblable matière.

Les témoignages seront notés au moyen de la sténographie, par un sténographe officiel choisi par le Bureau, lorsque l'une ou l'autre des parties ou le Bureau l'exige. Le Bureau de révision pourra, à sa discrétion, accorder ou refuser les frais, ou les compenser entre les parties.

24. Les membres du Bureau de révision ont droit de visiter les immeubles inscrits au rôle. Les avis que le Bureau de révision est tenu, en vertu du paragraphe 14 du présent article, de donner à un contribuable en particulier, sont donnés par lettre recommandée à l'adresse du contribuable intéressé, telle qu'inscrite aux rôles d'évaluation.

25. Le conseil doit, sur rapport du comité administratif, nommer, avant le premier septembre

1945, les membres du Bureau de révision qui remplaceront "Le Bureau des cotiseurs", établi par l'article 214 de la loi 19 George V, chapitre 95; toutefois, le Bureau des cotiseurs continuera à exercer ses fonctions jusqu'au premier septembre 1945. Si, à cette date, certaines plaintes n'avaient pas encore été décidées, le Bureau de révision pourra entendre et juger ces plaintes, conformément aux prescriptions du présent article."

"10b. L'article 215 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

"10c. L'article 216 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 7 George VI, chapitre 50, article 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

"216. a. Aussitôt que les cotiseurs ont complété le rôle d'évaluation des immeubles, le rôle d'évaluation des taxes personnelles et d'affaires ou de toutes autres taxes, le trésorier de la cité donnera un avis annonçant que ces rôles ont été complétés, chaque jour juridique, pendant trois semaines consécutives, dans un journal français et dans un journal anglais de la cité. À l'expiration de cette période, chacun des cotiseurs transmettra au trésorier de la cité le rôle du quartier dont il a la charge, dûment certifié sous serment et, dès lors, ces rôles, excepté dans le cas où il y a appel, deviennent obligatoires à l'égard de toutes personnes qui y sont nommées ou imposées pour les montants fixés sur lesdits rôles respectivement, et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau ou de nouveaux rôles aient été complétés et mis en vigueur suivant les dispositions de cette charte.

Toute personne qui se croit lésée par quelque entrée faite dans les rôles susdits doit en porter plainte devant le Bureau de révision de la cité, par écrit, et sous serment. Cette plainte écrite doit être déposée, durant la période susdite au Bureau de révision et le secrétaire de ce Bureau doit donner aux intéressés à leur dernière adresse connue un avis des jours et heures où ils seront entendus.

b. Dans le cas où une plainte a été faite et que, lors de la mise en vigueur de ces rôles, cette plainte n'a pas encore été décidée finalement, le trésorier de la cité établit le montant payable par les personnes intéressées sur la partie non contestée de l'évaluation ou de la taxe, et il en fait une entrée sous sa signature en regard du nom de telles personnes.

c. Aussitôt que le rôle d'imposition des taxes foncières sera complété, il devra être dûment certifié par le chef de la cotisation et déposé au Bureau du trésorier de la cité.

d. Le trésorier de la cité pourra corriger toute erreur d'écriture sur les rôles précités."

"10d. Les articles 217, 218 et 219 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont abrogés."

"10e. L'article 220 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"220. Tout contribuable qui a une plainte au sujet de quelque entrée ou omission et qui se croit lésé par la décision peut, dans un délai de huit jours à compter de la signification par écrit de cette décision, en appeler, par requête, à la Cour du recorder."

"10f. L'article 221 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"221. Cette requête, ainsi qu'une copie des procédures faites devant le Bureau de révision, certifiées par le secrétaire dudit Bureau, sont produites au greffe de la Cour du recorder, après quoi le greffier de ladite cour donne au requérant avis du jour et de l'heure où ladite cour instruira cette requête.

Les dépositions devront être prises en sténographie devant la Cour du recorder, qui, par son jugement, adjugera sur le coût de ces dépositions."

"10g. L'article 223 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 104, article 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

"223. Celui qui n'est pas satisfait de la décision de la Cour du recorder, au sujet de cette plainte, peut, dans les dix jours qui suivent cette décision, en appeler à la Cour supérieure dont le jugement sera final et sans appel. Cependant, lorsque le montant contesté de l'évaluation de la propriété en cause excède vingt-cinq mille dollars, ou encore, si la contestation a trait à la valeur locative, lorsque le montant contesté excède cinq mille dollars, il y aura en ces cas appel directement à la Cour du banc du roi.

Les appels, tant devant la Cour supérieure que devant la Cour du banc du roi, seront faits d'après un dossier conjoint constitué selon l'article 1223 du Code de procédure civile, et sans nouvelle enquête."

2. L'article 13 est modifié:

a. en ajoutant, après le mot: "zone" dans la cinquième ligne du deuxième alinéa du paragraphe "154^{on}", à la page 6, les mots suivants: "suivant la longueur de leurs propriétés."

b. en biffant, dans le susdit alinéa, les mots suivants: "Cette répartition devra être basée sur l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement."

c. en remplaçant les troisième, quatrième et cinquième alinéas du paragraphe "154^{on}", à la page 6, par ce qui suit:

"Si l'enlèvement de la neige est municipalisé dans toute la cité, le Conseil devra répartir uniformément le coût dudit service en chargeant le même taux dans toute la cité et en prenant comme base l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement.

Ce dernier mode de répartition du coût du service n'aura pas pour effet de lui conférer un caractère de taxe.

Les propriétaires d'immeubles non imposables seront tenus de payer pour le service de la neige comme les autres contribuables."

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 20 comme article 20a.:

"20a. L'article 565-B tel qu'édicte par la loi 8 George VI, chapitre 47, article 18, est remplacé par le suivant:

"565-B - À compter du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un recorder, une pension de \$1,500 par année sera payée à sa veuve, si ledit recorder décède alors qu'il est à sa pension ou durant l'exercice de ses fonctions. Cette pension sera payable annuellement à sa veuve en douze paiements mensuels égaux, sa vie durant et pendant viduité."

4. L'article 21 est modifié en remplaçant, dans la ligne 1 de l'alinéa c., à la page 9, les mots:

"fixer les conditions de" par les mots "prohiber ou autrement réglementer".

5. L'article 23 est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"Le présent article s'appliquera à compter du 1^{er} avril 1944,"

6. L'article 24 est modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe "2^o", les mots "l'émission" par les mots suivants: "l'échange des titres permanents actuels pour";

b. en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe "2^o", les mots "Les nouvelles obligations" par les mots: "Aux fins ci-dessus la cité est autorisée à émettre de nouvelles obligations lesquelles";

c. en ajoutant, immédiatement à la suite des mots "vingt ans.", dans la dixième ligne du paragraphe "2^o", ce qui suit:

"Dans le cas des obligations émises pour effectuer le paiement des titres rachetés, le taux d'intérêt ne devra pas excéder 4 %.

7. L'article 28 est modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne de la page 12, les mots "à 49" par les mots "et au-delà";

b. en remplaçant, dans la dixième ligne de la page 12, les mots: "à 49" par les mots "et au-delà";

c. en ajoutant, à la fin du paragraphe b., à la page 12, après les mots: "cinq années." ce qui suit:

"Aucune telle ristourne ne sera accordée si l'évaluation imposable des biens-fonds de l'industrie excède \$100,000.

8. L'article 30 est modifié:

a. en remplaçant le premier paragraphe qui commence par les mots "En sus des pouvoirs" et qui finit par les mots "Notre-Dame-de-Grâce.", par ce qui suit:

"En sus des pouvoirs conférés par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 67 le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, nonobstant les dispositions à ce contraires contenues dans l'article 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi, est autorisé par la présente loi, à emprunter, par émission d'obligations ou bons, le montant de cent cinquante mille dollars pour les fins suivantes:

a. établir, acquérir, construire et meubler une résidence attenante à l'école de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce;

b. agrandir et parfaire l'immeuble de l'école actuelle de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce;

c. agrandir et aménager les cours d'écoles affectées à la paroisse Notre-Dame-de-Grâce et autres paroisses de la cité de Québec;

d. acquérir un emplacement ou site, en vue de la construction d'une première école supérieure centrale;

e. et, pour toutes fins des sous-paragraphes a, b, c et d du présent article, acheter, exproprier et acquérir toutes propriétés, bâtisses et terrains."

b. en remplaçant les derniers mots "secrétaire de la province.", dans la dernière ligne du présent article, à la page 13, par les mots "surintendant de l'instruction publique."

Projets de loi:

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus.

M. Morin (Québec-Centre) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 150 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. L'article 430 de la loi des cités et villes est modifié pour la cité de Verdun, en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Le conseil de la cité de Verdun est autorisé à faire un règlement pour décréter que toute division, subdivision ou resubdivision de terrain dans la cité devra être au préalable soumise au conseil pour approbation avant d'être déposé suivant la loi."

2. L'article 3 est modifié en ajoutant, à la dernière ligne, après les mots "mille dollars.", les mots suivants: "et le maire deux mille cinq cents dollars".

3. L'article 11 est modifié:

a. en remplaçant, dans la neuvième ligne du deuxième alinéa de la page 5, le mot "contrevent" par le mot "contrevenant";

b. en biffant, à la page 5, le dernier alinéa qui se lit comme suit:

"Les dispositions de l'alinéa qui précède s'appliquent à toute cité ou ville, quelle que soit la loi qui la régit."

Projets de loi:

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au comité des bills publics de l'Assemblée législative, le conseil de Verdun a demandé cette augmentation, mais le maire Edward Wilson s'y est opposé. M. Edward Wilson, qui est candidat C.C.F. dans le comté, pour l'élection du 11 juin, s'est déclaré, devant le comité des bills privés de l'Assemblée législative, pur et virginal et a refusé ce salaire. Mais le Conseil législatif lui impose, par son amendement, l'obligation de toucher les \$2,500. Je me demande si nous pouvons ratifier ce défi à la vertu de M. Wilson. Nous allons accepter l'amendement sur division.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne à 8 heures pour commencer l'étude du bill de l'Hydro-Québec.

M. Godbout (L'Islet) propose que l'on attende à demain matin pour entreprendre l'étude du bill de l'honorable député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque). Le bill est très volumineux et les députés n'ont pas encore eu le temps de l'examiner attentivement. C'est un projet de loi d'une grande importance et nous aimerions avoir la soirée pour en compléter l'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans ce cas, nous allons ajourner à mercredi matin, de façon à donner à tous le temps de scruter le projet de loi. Je suis convaincu que nous entendrons un concert d'éloges des deux côtés de la Chambre au sujet de ce bill.

M. Chaloult (Québec): Je voudrais consulter des experts avant de me prononcer sur le bill.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, soit ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures et quart⁸.

NOTES

1. *La Presse* du 30 mai 1945, à la page 13, affirme que: "le premier ministre fait adopter en première lecture la loi modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec".

2. *Le Soleil* du 30 mai 1945, à la page 3, spécifie bien que c'est lors de l'étude des subsides du secrétariat provincial que cet échange a eu lieu, mais sans plus. Nous avons inséré l'échange là où cela nous semblait le plus logique.

3. Selon *L'Événement* du 30 mai 1945, à la page 4: "Dans le budget du secrétariat de la province, il y a un montant pour l'aménagement de la nouvelle école de réforme de Giffard à Québec."

4. Selon *L'Action catholique* du 30 mai 1945, à la page 15: "Tous les items du Secrétariat de la province sont adoptés sauf un."

5. Selon *Le Soleil* du 30 mai 1945, à la page 3, lors de l'étude des subsides de l'Instruction publique, "M. B.-O. Filteau, sous-ministre du département, assistait l'honorable Omer Côté."

6. Selon *L'Action catholique* du 30 mai 1945, à la page 15: "La discussion se poursuit sur un ton amical et menace à une couple de reprises de prendre une tangente électorale; mais chaque fois, M. Maurice Tellier, qui préside le comité des subsides, ramène les députés sur le terrain concret des chiffres."

7. Selon *L'Action catholique* du 30 mai 1945, à la page 15: "On vote 10 items du département du Trésor sur 16", alors que, selon les *Journaux de l'Assemblée législative du Québec*, on vote les 7 derniers subsides le 31 mai 1945.

8. *Le Canada* du 30 mai 1945, à la page 2, dit qu'il est plutôt 5 h 10, lors de l'ajournement.

Première séance du mercredi 30 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi d'Hydro-Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 25 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), soit remplacé par le suivant:

"25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

"Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au trésorier de la province,

à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le trésorier les a reçus."

"2. Que la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) soit modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"18b. Pour le paiement des indemnités d'expropriation prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission hydroélectrique de Québec à contracter des emprunts, pour un montant n'excédant pas, dans chaque cas, l'indemnité d'expropriation, au moyen d'obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent l'an, pour un terme ne dépassant pas trente ans et payables aux dates et de la manière qu'il détermine.

"La Commission pourra, chaque année, racheter à même les obligations ainsi émises, celles qui seront désignées par tirage au sort, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement de ces obligations en capital et intérêt.

"Il sera loisible à la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, de payer les indemnités d'expropriation définitivement accordées aux expropriés au moyen d'obligations émises et garanties conformément aux dispositions du présent article. Ce paiement équivalra à un paiement en monnaie courante jusqu'à concurrence d'une somme égale à la valeur nominale des obligations."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La première résolution amende l'article 25 de la loi de l'Hydro qui dit que la Commission peut placer toutes réserves ou fonds disponibles dans des valeurs émises par le Canada ou la province ou garanties par l'un d'eux. Incidemment, la loi de l'Hydro a été présentée par l'ancienne administration, elle a été votée l'an dernier, à la veille des élections, après cinq ans d'hésitation et d'attente.

L'ancien gouvernement a mis cinq ans avant de formuler sa politique concernant l'étatisation de certaines compagnies d'électricité, tandis que mon gouvernement présente sa loi dès la première session, avant d'avoir atteint un an de pouvoir et propose une législation qui va améliorer l'ancienne mesure. Le présent gouvernement a clarifié la situation, en ce qui concerne l'exploitation et la

possession des ressources naturelles de la province, notamment de l'électricité.

La loi adoptée par l'ancien gouvernement laissait la population dans l'incertitude, en ce qui concerne la création d'une Hydro-Québec. Le présent bill établit clairement que tous les organismes gouvernementaux devraient être soumis au contrôle du gouvernement du peuple et que les profits résultant de leur exploitation devraient appartenir entièrement et indubitablement à la province, par l'entremise de ses représentants élus. La Commission hydroélectrique doit être un organisme gouvernemental, puisque les commissaires sont nommés par le gouvernement et que nous sommes en régime démocratique. Elle doit être un organisme du gouvernement, parce que cette corporation appartient au peuple de la province qui doit profiter de ses activités.

La loi de 1944, n'est pas claire à ce sujet et prête à équivoque. Elle expose la Commission de l'Hydro à des réclamations, ce qui ne pourrait arriver avec la mesure actuelle, pour paiement d'impôts publics. Je ne veux pas dire qu'un autre gouvernement pourrait taxer l'Hydro telle qu'établie par l'ancienne loi, mais il y a tout de même des doutes sérieux à ce sujet que nous faisons disparaître par cette loi, pour ce qui est des impôts.

Le gouvernement actuel veut qu'il soit bien compris et clair que l'Hydro est un organisme du gouvernement, appartenant au peuple et administré pour le bénéfice du peuple de la province. Ceux qui croient que l'on doit préserver les droits de la province ne peuvent contester cette disposition et réprouver le désir de voir la province bénéficier de l'exploitation de ces organismes. Comme on dit, charité bien ordonnée commence par soi-même.

L'ancienne loi permettait de placer les fonds de l'Hydro soit dans les obligations fédérales, soit dans celles de notre province. La nouvelle loi amende l'ancienne en spécifiant que l'Hydro ne pourra placer ses revenus que dans des débentures de la province ou dans des obligations garanties par elle. L'article que nous amendons donne le pouvoir à la Commission de placer ses réserves d'argent dans des débentures du Canada ou de la province ou, encore, garanties par le Canada et la province. Le gouvernement veut que l'Hydro place son argent uniquement dans des valeurs provinciales. Si l'Hydro-Québec fait de l'argent, l'argent doit aller au gouvernement. C'est la consécration des droits de la province et de sa souveraineté. L'Union nationale veut faire bénéficier le gouvernement et la province des fonds et des avantages d'un organisme gouvernemental provincial.

C'est pour cela que nous exerçons intégralement les droits que possède la province, parce cet organisme de l'Hydro doit fonctionner au bénéfice de la population. Il ne s'agit pas d'un provincialisme étroit, mais de l'exercice intégral des droits de la province. Les organismes provinciaux doivent être considérés comme des institutions provinciales, pour le bénéfice de la province. Le but de l'amendement est, entre autres, de spécifier que les valeurs seront placées dans des débentures de la province ou garanties par la province et de donner à l'Hydro le pouvoir d'investir son argent seulement dans des obligations de la province ou garanties par la province.

On dira peut-être: vous décrêtez que les profits et revenus font partie du fonds consolidé de la province. Vous faites, dira-t-on, d'un organisme gouvernement, un organisme purement commercial. Ce n'est pas un argument, c'est une argutie. Je veux répondre tout de suite à ces objections. On se doit de clarifier la situation. En vertu de l'ancienne loi, l'Hydro est véritablement une institution gouvernementale puisque les cinq commissaires étaient nommés par le gouvernement et tout est sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil.

Les commissaires sont nommés et peuvent être destitués par le gouvernement et leurs transactions et règlements sont assujettis au contrôle des ministres, notamment la fixation des taux. Si l'opposition prétend que nous faisons de l'Hydro un organisme gouvernemental, alors qu'il n'en était pas un avant, elle ne connaît pas la loi qu'elle a passée ou c'est qu'elle ne dit pas la vérité.

Nous ne changeons donc rien dans ce domaine. Le but de la nouvelle loi est simplement de maintenir cet organisme gouvernemental établi par l'ancienne loi et de donner des garanties additionnelles à la province de Québec.

Il (M. Duplessis) répond d'avance à un argument qu'il prévoit, à savoir que l'Hydro-Québec ne ressemble pas à celle de l'Ontario. On dira peut-être que l'Hydro de l'Ontario est un organisme séparé, ce qui est une affirmation inouïe, pour employer un euphémisme. Il semble incroyable que l'on puisse affirmer que l'organisme ontarien, qui appartient au peuple de l'Ontario, n'est pas sous le contrôle des représentants du peuple. Qui oserait prétendre qu'un organisme qui appartient au peuple n'est pas sous le contrôle des représentants du peuple? Un organisme qui appartient au peuple, doit être contrôlé par le peuple. Prétendre le contraire, c'est de l'argutie. Nous sommes dans une démocratie et, dans une démocratie, ce sont les représentants du

peuple et le gouvernement du peuple qui exercent et devraient exercer les droits démocratiques de contrôler les organismes gouvernementaux. Toute autre affirmation est contraire à la vérité.

Plusieurs articles de la loi concernant l'Hydro ontarienne subordonnent cet organisme au contrôle des représentants du peuple, du gouvernement ontarien. L'Hydro, telle que constituée, est encore plus indépendante que celle de l'Ontario. Il (M. Duplessis) donne lecture, par exemple, de l'article 2 de cette loi qui stipule que les trois membres de la Commission seront nommés par le gouvernement. Notre loi est meilleure que celle de l'Ontario à ce point de vue. Dans la province voisine, en maints endroits dans la loi de l'Ontario, on décrète que les principales décisions des commissaires de l'Hydro sont sujettes à l'approbation du gouvernement. Elles devront être ratifiées par le gouvernement et elles sont assujetties au contrôle du lieutenant-gouverneur.

Donc, l'affirmation selon laquelle la Commission ontarienne n'est pas un organisme gouvernemental est absurde. La loi du Québec ne prévoit pas qu'un ministre doive être membre d'Hydro-Québec et, en ce qui me concerne, jamais un ministre ne pourrait cumuler à la fois les fonctions de membre de la Commission et celles de ministre. Mais en Ontario, deux des trois commissaires de l'Hydro pourraient être des ministres de l'Ontario et un des trois commissaires doit être ministre. Nous, nous ne nommons pas un membre de l'Exécutif, et le gouvernement de Québec n'a pas l'intention de nommer un ministre membre de l'Hydro.

Or, si notre loi n'impose pas l'obligation de nommer un ministre comme commissaire, il est clair qu'elle donne à notre Hydro des aspects d'indépendance que ne possède pas l'Hydro de l'Ontario. Depuis sa création, Hydro-Ontario est placée sous l'autorité du gouvernement de l'Ontario. En démocratie, il faut que l'Hydro soit gouvernementale. D'ailleurs, ça ne peut pas se faire autrement en démocratie, qui est l'antithèse de la bureaucratie, du fascisme, du nazisme, des doctrines qui ne conviennent pas et qui répugnent à notre province. Et nous n'en voulons pas dans la province. Je propose à ceux qui souhaitent détourner notre attention de ces faits qu'on étudie la loi de l'Ontario.

D'autre part, étant un organisme de la province de Québec, il n'est que juste et raisonnable que la Commission, qui exploite les ressources naturelles de la province de Québec, soit tenue de placer ses argents dans les seules valeurs émises par le gouvernement de la province de Québec, ou dans des débentures garanties par ce dernier. Si le

gouvernement décrète que les revenus de l'Hydro devront être placés dans des obligations de la province uniquement, c'est parce que l'Hydro fonctionne à même les ressources naturelles qui appartiennent à la province et doivent être administrées pour la province, par les représentants du peuple choisis par la province.

On dira: comment se fait-il que les revenus de l'Hydro doivent être versés au fonds consolidé? C'est le bon sens même. Le fonds consolidé, c'est l'ensemble des revenus appartenant au peuple. C'est un bien de la couronne et la Constitution décrète que les revenus provenant du peuple doivent être inclus dans le fonds consolidé. C'est une méthode conforme à la Constitution, au bon sens, à l'intérêt des contribuables et aux droits du peuple. La Constitution décrète formellement qu'il ne doit y avoir qu'un fonds pour l'administration publique. Il ne peut y avoir deux fonds en vertu de la Constitution, et la raison pour laquelle cette disposition a été prévue dans la Constitution est claire. Il en est ainsi pour que les gens puissent savoir plus rapidement et facilement ce qu'il advient de leur argent et pour empêcher les administrateurs de donner des réponses spécieuses, ce qui risquerait d'arriver plus souvent, s'il y avait plusieurs fonds.

La constitution de ce seul fonds clarifie les bilans de l'administration, tandis que la multiplicité, la dispersion et la suppression des fonds rend ténébreuses et embrouillées les redditions de compte et la situation financière. Le bien public appartient à toute la province et toute la province doit en bénéficier. Ce qui caractérise ce bill, c'est sa clarté, contrairement au camouflage de l'an dernier, lorsque tous les profits de la Commission allaient au gouvernement.

On dira encore: mais vous prétendez que les profits, déduction faite des charges, font partie du fonds consolidé et pourront être dépensés pour les divers besoins de la province. Ce sera probablement la principale objection de l'opposition. D'abord en disant que les profits iront au fonds consolidé, nous ne faisons que nous conformer aux exigences de la Constitution. Ensuite, il est logique que les profits de l'Hydro, organisme du peuple, aillent au peuple. En vertu de l'ancienne loi, tous les profits de l'Hydro devaient être placés soit dans les obligations du fédéral, soit dans celles du provincial. Elle donnait, d'une façon déguisée, les pouvoirs que nous donnons d'une façon franche. Nous disons que c'est un bien du peuple, qui doit profiter au peuple. Et, en cela, nous respectons la Constitution. Avec l'Union nationale, il n'y a pas de déguisement et le

gouvernement a décidé de faire verser ces fonds dans les coffres de la province.

Il est impossible aujourd'hui de connaître le résultat des opérations de l'Hydro, sans les amendements qui sont maintenant devant la Chambre, car elle a accaparé les biens qu'elle exploite sans payer quoi que ce soit. Le gouvernement s'est emparé de la Montreal Power sans payer un centin. L'Hydro est en possession, depuis treize mois, de propriétés et de biens appartenant à d'autre gens qui n'ont pas reçu un centin et n'avaient pas placé une cent dans le fonds consolidé de la province.

On dit: "Vous avez été au pouvoir pendant huit mois et vous n'avez pas payé." Depuis huit mois, nous avons pris ce temps pour réfléchir, considérer et étudier le problème sous ses multiples aspects, afin de ne pas faire une loi mal conçue, mal rédigée. Ce problème comporte bien des aspects et ce n'est qu'un des nombreux problèmes dont l'étude a été retardée.

Le gouvernement ne présente pas sa loi, comme la première, à la veille des élections. Nous avons fait aujourd'hui une loi conforme à l'intérêt public et à la justice. La mesure de l'an dernier était mal conçue, mal présentée et mal alimentée, et le présent gouvernement veut, dans cette loi, tenir compte de l'intérêt public et faire preuve de justice envers toutes les personnes intéressées.

Je n'ai pas d'hésitation à dire que les méthodes employées par l'ancien gouvernement en étatisant feraient honneur au bolchevisme et au nazisme. Ce n'est pas la question de la nationalisation que je critique, mais la méthode; et j'affirme que la méthode que l'on a adoptée constitue une menace constante au droit de propriété, non seulement des compagnies, mais du cultivateur et de l'ouvrier. J'ai affirmé la même chose quand j'étais dans l'opposition. Nous voulons protéger la propriété privée, comme il convient dans une saine démocratie. On ne peut faire de comparaison équitable avec l'Hydro ontarienne, parce que celle-ci part du commerce de gros, alors que la Commission québécoise est à la fois un grossiste et un détaillant. La Commission ontarienne est établie depuis 25 ans, alors que l'Hydro-Québec fait le commerce de détail et n'est établie que depuis l'an dernier, après 25 ans de négligence.

Pour ce qui est de la disposition selon laquelle l'argent non utilisé pour rembourser un emprunt et pour les renouvellements devrait être versé au fonds consolidé du revenu, les obligations de l'Hydro-Québec dépassent, dans le présent bill,

celles de l'an dernier. L'an dernier, Hydro-Québec devait prévoir une somme d'argent pour les intérêts sur le capital investi et l'amortissement de ce capital sur une période de 50 ans, et conserver une réserve adéquate pour les renouvellements ainsi qu'une réserve pour éventualités.

Nous ne touchons pas à l'article de la loi qui dit que la dette doit être éteinte en 50 ans. La loi nouvelle laisse à l'Hydro l'obligation de mettre de côté, à même ses réserves, des montants suffisants pour pourvoir aux dépenses nécessaires à l'exploitation, à l'administration, à l'extinction de la dette et au renouvellement du matériel. Mais elle lui impose, aussi, l'obligation de mettre de l'argent de côté pour l'amélioration et la réparation du système.

Il y a à Montréal des commissions scolaires qui sont en déficit chaque année. Il y a à Montréal des problèmes scolaires qui sont aigus et dont l'acuité menace la vie éducative de la métropole. Je n'ai pas d'hésitation à dire que, s'il reste de l'argent ensuite, il devra être versé au fonds consolidé du revenu et on l'emploiera au bénéfice de la population de toute la province et, ensuite, à la solution des problèmes scolaires de Montréal et les environs. Il y a aussi dans la métropole un autre problème angoissant, celui de la santé. S'il reste des surplus, ils pourront être mieux employés que pour régler le problème de la santé.

Aujourd'hui nous étudions une loi visant à protéger les droits de la province et à rendre justice à tout le monde. Je sais que mes amis d'en face auront beaucoup à dire concernant le fait que le gouvernement puisse obtenir quelque chose de la commission. Mais n'oubliez pas qu'avant que le gouvernement n'obtienne quoi que ce soit, la Commission doit remplir toutes les obligations qui lui ont été imposées l'an dernier, ainsi que l'obligation supplémentaire de mettre de l'argent de côté pour les améliorations imposées par cette mesure.

J'entends mes amis de la gauche dire: ce mauvais gouvernement de l'Union nationale se sert d'une entreprise pour en faire bénéficier les gens des campagnes des profits réalisés à Montréal et veut prendre l'argent des Montréalais pour le distribuer à travers la province.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):
C'est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je sais qu'on dira aux gens de Montréal qu'on prend leur argent pour en faire profiter le reste de la

province. Très bien. On essaie à nouveau de soulever Montréal contre le reste de la province, comme on a essayé de soulever le reste de la province contre Montréal.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ah! Non. Personne n'a dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait injuste que les Montréalais cherchent à être comme Robinson sur son île et refusent de collaborer avec le reste de la province. Ce n'est pas rendre justice aux gens de Montréal que de les considérer comme des Robinson Cruséo qui voudraient bénéficier seuls des ressources naturelles.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): C'est le député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) qui a dit cela à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a le devoir de rendre justice aux villes et aux campagnes. Sur l'Île de Montréal, il y a des commissions scolaires qui ont besoin de revenus. Montréal a des problèmes scolaires qui menacent de faire disparaître la propriété privée. Si les choses continuent, comment les écoles pourront-elles fonctionner?

On voudra peut-être soulever la population de Montréal contre celle des campagnes, et les campagnes contre Montréal. Nous disons qu'un bien public doit appartenir à toute la province et que toute la province doit en bénéficier. Je veux que l'on comprenne bien, une fois pour toutes, que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas confiance en ces tactiques. La province forme un tout composé de villes et de campagnes qui sont interdépendantes.

Les villes ont besoin des campagnes et les campagnes ont besoin des villes. Il n'y a pas de mur de Chine autour de chaque municipalité. La prospérité des villes est essentielle pour l'ensemble de la province et, sans les campagnes, il n'y aurait pas de prospérité générale. C'est le devoir du gouvernement, tout en rendant justice aux villes, de donner à la campagne les avantages dont elle a été longtemps privée. Nous ne ferons pas payer aux villes plus que leur part raisonnable.

Il (M. Duplessis) rejette l'idée que l'argent recueilli par la province à un certain endroit doive être dépensé à cet endroit-là, et il ajoute que la vraie source de revenus est difficile à retracer. Personne ne prétendra qu'une taxe payée à Trois-Rivières devra

être employée exclusivement pour Trois-Rivières. Il n'est pas juste de dire que Montréal paie toutes les taxes. Si Montréal paie beaucoup de taxes, c'est souvent à cause du développement fait ailleurs. À Trois-Rivières, par exemple, il y a cinq industries qui font des affaires pour des millions et des millions. Les taxes de ces industries sont payées à la province par le bureau-chef à Montréal, à cause des opérations des industries trifluviennes.

Après avoir mis de côté pour la dette de l'Hydro et les améliorations, s'il en reste de l'argent, nous devons le donner pour l'éducation et la santé, dans la région de Montréal principalement. S'il reste des surplus, ils ne pourront être mieux utilisés que pour régler ce problème de la santé. Nous voulons, après avoir assuré une distribution adéquate de l'électricité à des prix raisonnables, faire profiter la population en général des surplus qu'il pourra y avoir en les faisant servir d'abord à la solution des problèmes locaux, puis en faisant bénéficier toute la province parce que la province est un tout et qu'il faut y développer l'esprit de solidarité au lieu de l'esprit de clocher.

Si l'Hydro produit de la lumière artificielle, il n'est que juste que les revenus qui en découlent servent aussi à répandre la lumière intellectuelle et morale. Nous assurons la distribution adéquate de l'électricité à des prix raisonnables et nous faisons profiter toute la population des surplus qu'il y aura. On conviendra, si on est de bonne foi, qu'il appartient au gouvernement de régir et de réglementer un organisme de ce genre et de faire profiter la population de ses bénéfices.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La législation est une amélioration sur l'ancienne. Elle donne le pouvoir à l'Hydro de vendre aux coopératives d'électricité.

M. Godbout (L'Islet): L'ancienne loi donne ce pouvoir.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Non, il y avait une restriction. L'Hydro-Québec doit être une émanation de la couronne. Nous ne pouvons payer les privilèges que nous ont gagnés nos pères.

M. Godbout (L'Islet): M. le président, je ne vois pas la loi sous le même œil que le chef du gouvernement. L'adoption des résolutions soumises signifierait le plus grand recul possible, à ma connaissance, dans l'une des parties les plus importantes du domaine économique de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signale que le chef de l'opposition discute du bill en général plutôt que de s'en tenir aux résolutions.

M. Godbout (L'Islet): Il serait plus pratique de faire porter le débat tout de suite sur le principe de la mesure. Avec la permission de la Chambre, je ne m'en tiendrai pas à la résolution à l'étude, mais je ferai quelques observations générales sur l'ensemble du projet, avant que la discussion ne se fasse sur les détails et au lieu d'attendre la deuxième lecture du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) acquiesce mais en demandant que l'on ne recommence pas toute la série des discours avant la deuxième lecture du bill.

M. Godbout (L'Islet): Je considère que la loi sur laquelle ces résolutions sont fondées constitue le plus grand recul que nous ayons jamais fait dans le domaine économique. Je considère la loi qui nous est soumise la plus néfaste, rétrograde, la plus retardataire et, en même temps, la plus hypocrite qui ait jamais été présentée à l'Assemblée législative de Québec. Le gouvernement veut complètement défaire la législation sociale que mon administration a édifiée à la dernière session.

D'abord, la distribution de l'électricité, dans la province, est une question de la plus haute importance, à cause des conditions dans lesquelles elle est faite. De cette distribution dépendent non seulement l'exploitation rationnelle de nos richesses naturelles, mais tout l'avenir économique de notre province. Au moment où tous les peuples de l'univers et les autres provinces du Canada, qui sont en concurrence avec le Québec, luttent pour améliorer leur position et s'organisent, pas nécessairement par l'étatisation, pour exploiter pleinement leurs ressources naturelles au bénéfice du peuple, nous avons fait passer une loi au Québec, afin d'étatiser la Montreal Power, la Beauharnois et des subsidiaires.

Afin de préparer la province à la période de l'après-guerre, mon gouvernement a institué Hydro-Québec avec l'intention de mettre à la disposition des gens une ressource indispensable à notre vie: l'électricité - à un prix raisonnable. Cette loi était nécessaire, parce que l'électricité est à la base de tous les développements, et la mise en valeur de cette ressource naturelle est le point de départ du développement de toutes les autres ressources, et parce que le gouvernement croyait que ceux qui exploitaient nos pouvoirs hydrauliques, dans Montréal, ne le faisaient pas dans l'intérêt de la province.

La création de l'Hydro, accomplie l'année dernière, équivalait à constituer en coopérative les usagers de l'électricité que desservaient l'Hydro. Le gouvernement d'alors a voulu que, dans toute la mesure du possible, cet organisme soit indépendant du gouvernement et il l'a maintenu tel dans une très grande mesure. Nous avons voulu qu'elle soit administrée par une commission indépendante et que ce fût une entreprise coopérative pour les usagers de l'électricité dont tous les bénéfices étaient assurés directement au peuple et distribués en diminution des taux.

Il s'agit d'un organisme qui a été tenu à l'écart de toute agitation politique. Le gouvernement veut mettre la main dessus pour en tirer directement les profits plutôt que de faire utiliser ces bénéfices à la réduction des taux d'électricité dans la province. L'indépendance de cet organisme est indispensable. En mettant la main sur l'Hydro-Québec, le gouvernement fait disparaître complètement les avantages de l'Hydro pour la population.

La première résolution que nous étudions détruit ce principe et cette œuvre. Certes nous comprenons que le gouvernement doit garder un droit de regard sur les opérations de l'Hydro, mais il ne doit pas s'immiscer dans les affaires de l'Hydro et il n'y a aucune nécessité que l'Hydro dépende directement du gouvernement. Il n'est absolument pas nécessaire que la Commission soit un organisme du gouvernement. Il s'agit d'une œuvre nationale qui ne doit pas dépendre des aléas de la politique, qui doit être au-dessus de la politique.

(Applaudissements à gauche)

Grâce à la résolution qui est maintenant devant la Chambre, le présent gouvernement démolit cette belle œuvre et exerce son emprise sur l'organisme qui avait été libre jusqu'ici de tout contrôle politique ou indépendant de tout gouvernement.

Il y a d'autres commissions créées par le Parti libéral qui étaient indépendantes. On a mentionné la Commission des liqueurs du Québec, créée par le Parti libéral, qui est devenue un organisme du gouvernement, qui n'est pas indépendant. La différence entre les deux est énorme. L'Hydro-Québec doit s'occuper d'une commodité de la vie, d'une nécessité première dont on veut encourager l'usage partout, tandis qu'on admettra qu'il n'en va pas de même pour les liqueurs; il s'agit d'un commerce qu'on doit non pas encourager, mais restreindre. En outre, la Commission des liqueurs retire des revenus de tous les coins de la province et il est juste que les profits bénéficient à toute la province.

On nous citera aussi le cas de la Commission des accidents du travail dont la meilleure caractéristique n'est pas d'être liée au gouvernement. C'est un mal qu'elle ne soit pas indépendante. Je déclare tout de suite que, lorsque nous reprendrons le pouvoir, et cela ne tardera pas, notre première loi sera pour abolir cette législation que l'on propose, en ce moment, et je promets d'accorder à Hydro-Québec plus d'indépendance qu'elle n'en a jamais eu.

La deuxième sera de présenter une loi pour rendre la Commission des accidents du travail encore plus indépendante et la soustraire à l'emprise du gouvernement. L'ingérence du gouvernement et l'intrusion de la politique dans cette Commission, à mon avis, obligent cette Commission à maintenir des taux plus élevés que ceux de l'Ontario et des autres provinces. Cette anomalie doit disparaître.

J'avais constitué l'Hydro indépendante du gouvernement. Je demande au premier ministre de me citer l'article de la loi stipulant que les taux devaient être approuvés par le gouvernement. Dans notre loi, c'est la Commission seule qui a le pouvoir d'établir et d'appliquer les taux d'électricité. Certains de ses règlements devaient être soumis à l'approbation du gouvernement, mais pas ceux relatifs à la fixation des taux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
nie.

M. Godbout (L'Islet): Pour que l'Hydro donnât des résultats satisfaisants, il fallait la soustraire à l'ingérence politique et, en second lieu, la faire naître dans des conditions où elle pourrait vivre. Pourquoi transférer ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil? Pour que l'Hydro-Québec accomplisse son œuvre, il faut qu'il y ait le moins possible d'ingérence gouvernementale. On rend stérile l'action de la Commission en la plaçant sous le contrôle constant et l'autorité absolue du gouvernement.

Les conditions dans lesquelles on prépare l'expropriation sont inacceptables. L'objet principal du bill, avec la première résolution, ne fait que rétablir la Montreal Power¹...

(Applaudissements bruyants de la gauche)

... par la Quebec Light, Heat & Power et de remplacer Sir Herbert Holt et M. Sévère Godin par le premier ministre de la province. Voilà le résumé de ma pensée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce serait une amélioration de remplacer Sir Herbert Holt.

M. Godbout (L'Islet): Puisque le premier ministre montre un tel esprit, qu'il garantisse donc l'amélioration qu'il y a. Le but ultime de ce projet est de remplacer les directeurs de la Montreal Power par les ministres du gouvernement provincial. La Montreal Power se trouve avec cette loi exactement dans les mêmes conditions qu'autrefois, mais on substitue les ministres aux directeurs. N'oubliez pas que, quand je parle du premier ministre, je ne parle pas du premier ministre actuel et du gouvernement actuel mais je pense, avant tout, au premier ministre de la province, quel qu'il soit.

On commence à découvrir la mentalité du gouvernement. Avec l'ancienne compagnie Montreal Power, la production de l'électricité était inadéquate parce que les directeurs songeaient à l'appât du gain. La loi actuelle va substituer le patronage politique à cela. On remplace la préoccupation du profit par le patronage politique. Et l'appât du gain est moins dangereux pour une entreprise que le patronage politique dans une œuvre dont dépend l'avenir économique de la province.

Mon gouvernement avait choisi et décidé d'exproprier l'actif physique de la compagnie. Le gouvernement actuel veut exproprier les parts de la Montreal Power. En principe, je n'y ai pas d'objection, du moment que l'on expropriera aussi l'actif réel et les parts qui sont en dehors de la province. Mais là où le premier ministre montre son véritable esprit, c'est que lui, qui a le plus vitupéré, qui a toujours si violemment dénoncé et fait les plaidoyers les plus ardents contre les holdings des compagnies, en expropriant les parts de la Montreal Power, devient l'associé de la Shawinigan qui, avec la Montreal Power, contrôle la Montreal Tramway.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre. Cette affirmation n'est pas exacte. Les compagnies en question ne sont pas des holdings. Et la raison, l'avantage pour lesquelles les actions doivent être expropriées est simple, c'est que nous devenons propriétaires des débentures de la Beauharnois qui étaient détenues presque en totalité par la Montreal Power. Comme nous exproprions les actions de la Beauharnois, si nous n'exproprions que l'actif de la Montreal Power, nous deviendrons, comme actionnaires de la Beauharnois, débiteurs des débentures de cette compagnie qui portent intérêt à 4½ % et 4¾ %. Tandis que, si nous exproprions les parts de Montreal Power, les débentures s'éteignent par confusion. Le second avantage qu'il y a d'exproprier les actions, c'est que nous prendrons en même temps le contrôle des deux compagnies qu'avait formées la

Montreal Power pour la production et le transport du coke² nécessaire à la fabrication de l'électricité et du gaz: la Montreal Coke et la Keystone. Et si le chef de l'opposition veut parler de cela, je dirai que nous voulons exproprier aussi la Montreal Coke et le Keystone Transport qui vendent et livrent le charbon à la Montreal Power pour le service du gaz. Autrement, la Montreal Power aurait pu nous charger des prix exorbitants pour le coke.

M. Godbout (L'Islet): Sous prétexte de me répondre, le premier ministre soulève un autre point. Ce n'est pas une réponse à mon accusation à l'effet que le premier ministre, ennemi juré des holding companies, va devenir l'associé de compagnies dans le tramway et le charbon et pour le coke. Il ne sera contrôleur de la Montreal tramways que par l'intermédiaire de deux compagnies.

Je veux maintenant dénoncer les méthodes d'expropriation du nouveau régime. Mon gouvernement les avait entourées, ces méthodes, de toutes les précautions nécessaires pour donner justice aux actionnaires, mais aussi au peuple, aux contribuables de la province. On avait décidé d'appliquer le principe de la loi de l'électricité de 1935. L'assiette de l'amortissement établie l'an dernier était juste, et maintenant, on propose quelque chose de nouveau si l'on reprend les actions.

Nous avons basé nos méthodes sur cette législation qui décrète que les taux doivent être basés sur les revenus raisonnables d'une compagnie. Les taux doivent être proportionnés aux profits, et sans tenir compte des franchises et de l'achalandage, qu'ils ne seraient pas calculés dans l'évaluation de l'actif. Mais la base d'expropriation que le premier ministre fixe, lui permet de faire ce qu'il voudra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le base posée par mon honorable ami dans sa loi est respectée et n'a pas été modifiée, en ce qui concerne les biens repris.

M. Godbout (L'Islet): Ah! Non, M. le président. Tout a été modifié et cela signifie que le bill est hypocrite. Le premier ministre crée un comité d'arbitrage et on constitue ces arbitres amiables compositeurs³. Et c'est justement là que l'hypocrisie se révèle. Tout le monde sait que, d'après l'article 436 du Code de procédure civile, ces amiables compositeurs jugent selon leur conscience et ne sont pas tenus de juger selon la loi. Les bases fixées ne valent rien devant un tribunal qui agit comme amiable compositeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne tient pas debout. Nous disons formellement dans le bill sur quelle base l'évaluation devra être faite.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre nous montre qu'il n'y a pas seulement une hypocrisie mais deux. On fixe une base, mais les arbitres ne seront pas obligés de s'en tenir à cette base et, jugeant selon leur conscience, pourront tenir compte des franchises et de l'achalandage dans la fixation de l'indemnité. C'est le Code de procédure civile qui le dit et le Code est au-dessus du premier ministre. Il le sait bien.

De plus, on dit qu'il n'y aura pas d'appel à un plus haut tribunal que la Cour du banc du roi mais, en réalité, il pourra toujours y avoir appel de grâce au Conseil privé. La Cour du banc du roi est elle-même constituée comme amiable compositeur. Elle peut juger en tenant compte des franchises et de l'achalandage, car les amiables compositeurs sont exempts de l'obligation de juger selon les règles du droit. Même si je ne suis pas avocat, je peux lire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Étant donné que le chef de l'opposition fait de ce débat un débat général, je devrai en faire autant. Nous confions l'arbitrage à des amiables compositeurs avec appel unique à la Cour d'appel, afin qu'il n'y ait pas d'appel au Conseil privé.

M. Godbout (L'Islet): C'est de l'hypocrisie!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'appel à la Cour du banc du roi a été autorisé selon le dossier; toutefois, en révisant les décisions, si elles ont été révisées, les juges de la Cour du banc du roi n'agissaient pas comme une cour de justice, mais comme des médiateurs.

M. Godbout (L'Islet) refuse d'adhérer à ce point de vue et maintient que le premier ministre fait hypocritement abstraction de la clause stipulant qu'aucune valeur ne doit être attribuée aux franchises et aux contrats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a doute et si le chef de l'opposition a raison, nous allons clarifier le texte en disant que les arbitres devront juger suivant la base fixée dans la loi.

M. Godbout (L'Islet): Il y a d'autres dispositions de la loi qui sont non moins graves. Le

gouvernement se fait donner le droit de se constituer en faux monnayeur. Il prend l'autorité de dire que, lorsque les arbitres auront fixé le prix de l'indemnité, il pourra payer avec des dollars qui ne valent que 50 cents.

Car le gouvernement peut payer avec des débentures dont le terme et les taux d'intérêts seront fixés par lui, après l'arbitrage. Le gouvernement veut avoir le droit de payer avec des obligations de la province mises pour une période ne dépassant pas 30 ans et à un taux de dépassant pas 3½ %, remboursables en monnaie courante.

Mais alors, il aura le droit de payer avec des obligations à son goût et rien qu'en jouant sur le taux d'intérêt et la période de remboursement, il pourra augmenter ou diminuer la valeur de chaque obligation de \$100 qu'il donnera. L'obligation, suivant qu'elle sera à long terme ou à court terme, à un taux d'intérêt faible ou élevé, pourra valoir \$125 ou ne valoir que \$25 en monnaie courante.

Le tribunal d'arbitrage pourra, par exemple, déterminer qu'une entreprise expropriée vaut \$100,000,000. Le gouvernement émettra des obligations, mais au lieu de leur faire porter un intérêt à pas plus de 3½ %⁴, comme c'est généralement le cas pour les débentures dont l'échéance est fixée à 15 ans, il leur fera porter un intérêt à 1½ %. Il pourra jouer à son aise sur l'échéance des débentures et changer considérablement de cette manière la situation.

En jouant ainsi avec l'échéance et le taux de ces débentures, il pourra dire que pour une entreprise qui s'est évaluée à \$100,000,000, on ne paiera en réalité que \$50,000,000. Voilà ce que j'appelle une loi inadmissible qui détruit l'œuvre du Parti libéral.

Mais, M. le président, il y a un autre aspect à cette mauvaise loi. Vérifiez certains chiffres et vous constaterez que ce que le premier ministre nous demande, en ce moment, c'est tout simplement de faire payer sa taxe de luxe par les usagers de l'Hydro.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit d'imputer des motifs à un député de cette Chambre et on n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur. Les règles de la Chambre stipulent clairement qu'un bill qui est encore devant l'autre Chambre ne peut pas être discuté à l'Assemblée législative.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Il n'y a plus de taxe de luxe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne sait pas encore, tout cela n'est pas encore fini.

M. Godbout (L'Islet): Je ne prête pas de motifs, je les regarde en face tout simplement.
(Applaudissements)

Pour ce qui est de la taxe de luxe, je crois comprendre qu'elle est morte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien ne prouve qu'elle soit morte, pour le moment.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas besoin de lunettes pour les voir. Le gouvernement escomptait un revenu de \$12,000,000 par sa taxe de luxe de 6 %. Il voulait dépenser \$12,000,000 de plus. Or, les revenus de l'Hydro pour les huit premiers mois s'élèvent à plus de \$9,000,000. Le gouvernement espérait aller chercher une douzaine de millions dans les poches des contribuables. Ces \$12,000,000, il va les prendre dans les poches des clients de l'Hydro-Québec. On va prendre dans une partie de la province l'argent qui servira à toute la province. Quelle garantie avons-nous que l'argent servira à la solution des problèmes de Montréal? Aucune. On veut, en définitive, faire peser sur une partie de la population une taxe générale pour le bénéfice de tous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Je discute tout simplement le principe qu'on fait peser sur une partie de la population des taxes générales. Le gouvernement veut faire payer par une partie de la population ses dépenses, ses extravagances et ses gaspillages.

Tout à l'heure, j'ai éprouvé beaucoup de plaisir à entendre le premier ministre, car je me rappelais son discours de l'an dernier sur notre loi de l'Hydro. Le premier ministre a démoli lui-même ce discours qu'il a prononcé l'an dernier sur l'Hydro.

Lorsque la loi de l'étatisation a été passée, il nous reprochait d'enlever aux gens de Montréal les revenus qui leur appartiennent et qui devait leur revenir et servir à leur bénéfice particulier. Il nous disait alors que nous n'avions pas le droit de faire cela.

La population de la cité de Montréal a approuvé notre législation, parce que nous ne voulions pas prendre son argent. Aujourd'hui, parce qu'il a besoin de revenus, il change son point de vue.

Mais le peuple, lui, n'a pas changé d'idée. Il a accepté avec enthousiasme la loi de l'Hydro et il marquera sa réprobation au gouvernement actuel qui veut la détruire. Le peuple de la province, en nous donnant un plus grand nombre de votes qu'au gouvernement, a approuvé notre législation.

Aujourd'hui, le premier ministre nous propose de la saboter. Avec ce bill, il pourra payer ce qu'il voudra pour les actions de la Montreal Power. Cette loi ne donne aucune garantie au peuple. Des gens nommés par le gouvernement agiront suivant les dictées de leur conscience et n'auront à se soucier d'aucun statut.

La formule d'expropriation proposée ne donne aucune garantie à la province, parce qu'elle permet de prendre comme base l'évaluation ce que la conscience des arbitres leur dictera. Le premier ministre ne peut affirmer qu'il ne sera pas tenu compte des franchises et de l'achalandage. Il n'en sait rien.

Enfin, quand la valeur de l'entreprise ou des actions aura été déterminée, le premier ministre, pourra se faire faux monnayeur. Il pourra payer le prix qu'il voudra, le multiplier ou le diviser par trois, selon qu'il le jugera à propos.

Tout est changé dans ce bill, si on le compare avec le bill élaboré par mon gouvernement. La nouvelle mesure propose un conseil d'administration, mais tout en exerçant leur fonction, les membres de ce conseil doivent aussi agir en tant que médiateurs. C'est là une autre tentative du présent gouvernement pour saboter une autre loi votée sous le régime libéral et dominer un organisme autonome, qui agit dans l'intérêt des consommateurs d'électricité de la région métropolitaine de Montréal et de l'ensemble de la province.

Eh bien, M. le président, je dois m'opposer énergiquement à ce sabotage de notre loi, qui marquait un point tournant dans l'histoire de la Législature et dans notre vie économique. Nous avons créé une Hydro à une période excessivement importante, au moment où c'était nécessaire et dans des conditions où elle pouvait vivre.

Nous avons créé Hydro-Québec à une époque décisive et à un point stratégique pour avoir une concurrence honnête et solide à offrir aux compagnies privées. Nous l'avons entourée de toutes les précautions pour soustraire les commissaires au contrôle du gouvernement, à l'ingérence gouvernementale et au patronage politique.

Aujourd'hui, le gouvernement rétablit la situation comme elle était avant notre législation, que nous avons trouvée sous le régime de la Montreal

Power, dirigée par des gens qui ne pensaient qu'aux gains de leur entreprise et n'avaient que le bénéfice personnel en vue. On remplace par d'autres, un groupe de ministres, qui ne penseront qu'à faire de la politique à l'Hydro et qui n'auront en vue que le bénéfice électoral, au détriment des intérêts de la province.

(Applaudissements prolongés et ovation à gauche)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Pour tous les esprits de bonne foi, la loi constitue une immense amélioration. Je ne veux que souligner une énormité que le chef de l'opposition a commise, lorsqu'il a voulu présenter un faux tableau, une fausse photographie de la loi de l'an dernier en disant que, par la loi de 1944, le gouvernement libéral avait voulu favoriser les coopératives et faire de l'Hydro une vaste coopérative.

Peut-on trouver un camouflage plus éhonté d'une loi qui n'a jamais été favorable aux coopératives. Au contraire, non seulement elle ne contient pas un seul mot pour favoriser les coopératives, mais on a pris soin, par le bill de 1944, de les tuer avant même qu'elles naissent.

M. Godbout (L'Islet) demande au député de Matane (l'honorable M. Gagnon) s'il a lu l'article 45⁵ de la loi de 1944. Il demande au député de Matane si cet article n'autorise pas l'Hydro à contracter des ententes avec les corporations municipales et les syndicats coopératifs pour la distribution de l'électricité? L'article 45 de la loi de l'Hydro dit que la Commission peut faire de "pareilles conventions avec ces corporations municipales ou des syndicats coopératifs".

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je voyais venir le chef de l'opposition et je m'attendais à ce qu'il cite l'article 45. Cet article est si embrouillé et si peu clair qu'on en a donné l'interprétation qu'on a voulue.

En pleine campagne électorale, l'an dernier, le syndicat coopératif de Saint-Simon de Beauce a voulu se prévaloir de cet article et n'a pu s'en servir. Cette coopérative a écrit à l'Hydro pour lui demander son aide en faveur de la construction d'un réseau de l'électricité. M. J.-R. Latreille, ancien ingénieur en chef de la Commission des eaux courantes, nommé commissaire de l'Hydro à \$15,000 par année, a répondu que la loi ne permettait pas à l'Hydro de construire un réseau de distribution jusqu'au consommateur, pour le louer ensuite.

L'Hydro ne pouvait financer les coopératives, elle ne pouvait fournir l'électricité qu'aux corporations municipales et il fallait s'adresser à la Shawinigan Power. M. Latreille disait: "Nous ne pouvons pas financer les coopératives". Est-ce assez clair? Il ne restait plus à Saint-Simon qu'à s'agenouiller devant les compagnies d'électricité. L'article 45 est du camouflage, une synthèse d'hypocrisie bien caractérisée de toute la loi.

M. Godbout (L'Islet): La nouvelle loi ne contient aucune promesse de financer les coopératives.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous, dans l'article 9^e de notre loi, nous disons que l'Hydro doit financer les coopératives et leur fournir l'électricité en gros à toute coopérative d'électricité qui en fait la demande.

M. Godbout (L'Islet): Où est là-dedans la permission donnée à l'Hydro de financer les coopératives?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition faussait les faits quand il disait qu'il créait une coopérative, alors qu'il n'avait pas le droit de vendre en gros à une coopérative. La présente loi impose l'obligation à l'Hydro de fournir aux coopératives de l'électricité.

Il (M. Gagnon) rejette tout argument pour soumettre l'Hydro à l'ingérence politique. L'Hydro doit nécessairement être administrée par l'Exécutif. Autrement, ce ne serait plus une émanation de la couronne. La Législature ne peut, d'un trait de plume, faire disparaître de nos lois les dispositions qui sont le résultat des luttes que nos pères ont livrées pour le gouvernement responsable. Qu'on me cite une seule commission qui n'est pas gérée par le Conseil exécutif. Il s'agit d'une corporation du gouvernement. Il n'y a pas moyen de faire autrement. Le gouvernement en est responsable et il doit surveiller les intérêts des contribuables.

Le chef de l'opposition a dit qu'il présenterait une loi pour soustraire la Commission des accidents du travail à l'influence du gouvernement, faire cesser l'ingérence gouvernementale et obtenir une diminution des taux. Cette Commission a été créée par un régime libéral et elle vient de doter Québec d'un édifice qui est d'une laideur et qui a coûté plus de \$1,000,000. Il (M. Gagnon) fait alors une charge contre la construction de l'édifice de la Grande-Allée et parle de scandale.

Les libéraux dénoncent leur propre administration et leurs propres turpitudes en disant qu'il y a

ingérence du gouvernement dans la Commission, et que les taux sont supérieurs à ceux des autres provinces. Il (M. Gagnon) réfute l'argument du chef de l'opposition, au sujet des arbitres qui ne seraient pas tenus de ne pas mettre en ligne de compte la valeur des franchises et l'achalandage. Les arbitres n'auront pas le droit d'aller à l'encontre de ce bill qui défend de tenir compte de l'achalandage et de la valeur des franchises, en évaluant l'actif des compagnies en cause. Les arbitres qui seront nommés ne pourront aller à l'encontre des dispositions de la loi. C'est la loi qui leur donne leur mandat et la loi leur défend de tenir compte de l'achalandage et des contrats.

Il (M. Gagnon) demande l'ajournement du débat, il est 1 heure.

Le débat est ajourné.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'as pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 30 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 57 pour améliorer le Code de procédure civile;
- bill 59 relatif aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district;
- bill 67 constituant le département des ressources hydrauliques;
- bill 68 modifiant la loi du service civil;
- bill 69 modifiant la loi concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier.

Projets de loi:

Loi d'Hydro-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 25 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), soit remplacé par le suivant:

"25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

"Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au trésorier de la province, à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le trésorier les a reçus."

"2. Que la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) soit modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"18*b*. Pour le paiement des indemnités d'expropriation prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission hydroélectrique de Québec à contracter des emprunts, pour un montant n'excédant pas, dans chaque cas, l'indemnité d'expropriation, au moyen d'obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent l'an, pour un terme ne dépassant pas trente ans et payables aux dates et de la manière qu'il détermine.

"La Commission pourra, chaque année, racheter à même les obligations ainsi émises, celles qui seront désignées par tirage au sort, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement de ces obligations en capital et intérêt.

"Il sera loisible à la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, de payer les indemnités d'expropriation définitivement accordées aux expropriés au moyen d'obligations émises et garanties, conformément aux dispositions du présent article. Ce paiement équivaudra à un paiement en monnaie courante jusqu'à concurrence d'une somme égale à la valeur nominale des obligations."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je reproche au chef de l'opposition d'avoir dit, ce matin, que la Cour d'appel jugerait selon sa conscience en marge de la loi et que les amiables compositeurs, les arbitres, pourraient juger selon l'équité, en marge de la loi également. Ce sont des paroles malheureuses et je proteste. J'ai obtenu une opinion écrite des avocats à l'effet que c'est absolument le contraire qui est exact. Mais pour dissiper tout doute, nous allons nous rendre à la suggestion du chef de l'opposition et supprimer le terme "amiables compositeurs".

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre reconnaît la justesse de mes remarques. Je serais heureux de connaître les noms des avocats qu'il a consultés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai consulté et pris des informations auprès des avocats MM. Désilets, Asselin et Beaulieu, et tous trois m'affirment que les arbitres sont bel et bien liés par la présente loi et jugeront suivant la loi.

M. Godbout (L'Islet): Je serais curieux d'entendre les avocats dont le premier ministre vient de donner les noms, et je doute qu'ils aient donné une opinion écrite contraire à celle que j'ai soumise à la Chambre. En tout cas, je mets le premier ministre au défi d'obtenir une opinion légale écrite à l'effet que les arbitres seront forcés de ne pas tenir compte des franchises et de l'achalandage. Je félicite le premier ministre d'amender sa loi. Je suis heureux mais, au cours du débat, il trouvera qu'il y a d'autres amendements à faire et d'autres dispositions qui devraient disparaître.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition insulte les avocats du gouvernement en demandant une opinion écrite. C'est une insulte de plus à ces avocats distingués. Cependant, pour faire disparaître tout doute, et faire cesser tout prétexte à discussion, nous enlevons de la loi les mots "amiables compositeurs" et on laissera le mot arbitre⁷. L'arbitre est une *persona designata*, tel que le veut la vieille expression légale qu'on apprend dans les premières années de droit. Par cette loi, le gouvernement crée un comité qui n'est pas un tribunal, de façon à limiter la révision de la Cour d'appel. Les membres du tribunal sont des personnes désignées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre, par son amendement et sa déclaration, donne raison au chef de l'opposition.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je m'oppose catégoriquement en mon nom et au nom de mon parti au bill présenté par le gouvernement. J'ai écouté les explications que nous a données le premier ministre sur cette loi et je vous avouerai, M. le président, qu'il ne m'a pas convaincu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens que l'on ne peut pas convaincre.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le premier ministre a une cause indéfendable. Il (M. Laurendeau) lui reproche d'avoir présenté tardivement son projet de loi. Depuis le début, on nous avait habitués à mieux, les principales lois nous avaient été données à temps, en règle générale, et on nous avait laissé le temps de les étudier. Cette fois, c'est une hâte extrême. Devant cette bousculade, c'est à se demander si on ne veut pas avoir un Parlement qui aurait les yeux bandés; un Parlement trop peu informé.

On semble vouloir profiter du fracas électoral pour présenter une loi qui me paraît nettement défavorable à l'intérêt général de cette province, hâter les procédures et la faire passer en douceur. Faire en sorte qu'elle demeure inaperçue du peuple...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... Point d'ordre. Je demande au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) d'être juste et de reconnaître qu'aucun gouvernement ne s'est montré aussi large pour donner des renseignements et faciliter la tâche aux députés. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) n'a pas le droit d'invoquer des motifs auxquels nous ne pensons pas.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) n'impute pas de motifs, il constate un fait.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'estime qu'une loi de cette importance, la plus importante de toute la session, n'aurait pas dû être déposée à la veille de la prorogation. On veut faire des députés des marionnettes et, du Parlement, une usine à faire des lois où tous les pouvoirs sont remis au cabinet. Le premier ministre prétend avoir étudié longuement la question. Il a dit ce matin que pendant huit mois il avait étudié le cas de la Montreal Light, Heat & Power...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit ça.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le premier ministre a certainement dit que son gouvernement avait étudié le problème depuis huit mois qu'il est au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce n'est pas cela que j'ai dit.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai entendu le premier ministre dire ceci: "On pourra nous reprocher d'avoir attendu huit mois avant de régler ce problème, mais nous avons étudié..."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit qu'il y avait quantité de problèmes à étudier.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je voudrais bien avoir la chance de faire mon exposé. Je vous ferai remarquer, M. le président, que je suis debout depuis cinq minutes et que je n'ai pas été

capable de parler deux minutes sans être interrompu. Cette loi n'est pas un projet que nous pouvons étudier en 24 heures. Si le gouvernement a eu des mois pour l'étudier, la députation n'a eu que 36 heures à sa disposition; on ne peut donc en faire qu'une étude superficielle. Je ne pourrai faire toute la critique constructive que j'aurais voulu faire, mais fort heureusement, les principes généraux sont visibles à l'œil nu.

J'estime que c'est une loi compliquée et souvent confuse, dans ses parties importantes et sur plusieurs points. C'est une loi non mûrie. Toutes les références constituent un véritable dédale où on se perd. On dirait qu'à travers le dédale de toutes ces lois et de toutes ces commissions électriques, le gouvernement paraît lui-même s'être perdu. Par un de ses articles, on constate qu'une loi que le présent Parlement vient d'abroger va demeurer en vigueur, ce qui me semble absurde.

Comment peut-on ressusciter ainsi une loi qu'on a tuée la veille et aux seules fins du présent bill? Comment peut-on dire, pour les fins de la présente loi, que l'autre loi va rester en force? C'est de l'incohérence, c'est une législation à bâtons rompus. Je proteste contre le procédé auquel a eu recours le gouvernement. Donner 36 heures aux députés pour étudier une pareille loi, c'est tenter de supprimer la critique constructive. Je proteste donc encore une fois contre le fait que nous n'avons que 36 heures pour l'étudier.

Le bill aura de nombreuses conséquences extrêmement graves sur les gens et la cause de la nationalisation qui m'est chère. La loi présentée fait revenir à la surface la question de la nationalisation. En thèse principale, nous estimons que la nationalisation est un principe dangereux qui ne doit pas jouer trop souvent, mais par ailleurs, nous estimons que, dans certains cas extrêmes, de force majeure et spécifique, la nationalisation est un dernier recours nécessaire. C'est la doctrine des papes qui doit jouer comme dernier recours dans les cas prévus par *Quadragesimo Anno*.

Le programme du Bloc populaire est très clair à cet égard. Il l'est particulièrement dans le cas des entreprises hydroélectriques de la province qui ont commis tous les excès financiers imaginables et des actes répréhensibles. Par un capital mouillé, elles ont saboté notre économie avec les ressources naturelles de la province et exploité, dans le pire sens du mot, les ressources naturelles et les hommes de cette province. Étant donné les abus des compagnies qu'on a expropriées et les profits injustement accumulés à même nos ressources naturelles, le programme du

Bloc estime nécessaire la création d'un monopole de l'électricité.

Il (M. Laurendeau) réfère à la loi de l'Hydro, passée par le gouvernement Godbout, il signale ce qu'il dit être des parties faibles, et il donne les objections qu'il avait contre la loi de l'Hydro-Québec. L'ancienne administration n'a pas commencé là où elle aurait dû commencer, elle aurait dû s'attaquer tout d'abord au monopole de la production. La loi était également faible au point de vue de l'électrification rurale, par l'entremise des coopératives, trop élastique, au point de vue de la fixation des indemnités et il était absurde de la présenter à la veille des élections, quand on ne savait pas quel montant on aurait à payer.

Ce n'est pas à n'importe quelle condition que la nationalisation est bonne. Par exemple, le grand apôtre de la nationalisation des entreprises hydroélectriques, le Dr Philippe Hamel est assez réaliste pour réclamer la nationalisation à certaines conditions seulement. Par conséquent, l'ancienne loi était une sorte de guet-apens pour l'administration qui allait suivre.

Et maintenant, me tournant vers l'administration actuelle, je dis qu'elle est tombée dans ce guet-apens, dans les mêmes excès. Ce qui frappe tout d'abord, c'est que les erreurs commises par la loi précédente ne sont pas supprimées. Au contraire, elles sont exagérées. Je constate une fois de plus qu'on a introduit dans le bill une dizaine d'articles où il est question du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire du parti au pouvoir. C'est quelque chose d'extrêmement grave. Pour répondre à cette objection, on a dit qu'une régie publique dépend en dernier ressort du lieutenant-gouverneur en conseil, du gouvernement. L'intérêt public l'exige. Très bien. C'est bien clair.

Mais de quelle façon le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil doit-il être exercé? Par la tête et par le sommet seulement. Il ne doit avoir qu'une surveillance générale de l'entreprise. C'est le gouvernement qui nomme les commissaires, c'est entendu, mais il ne faut pas qu'il y ait à tous les échelons des fils pour le relier à l'administration. En vertu de la présente loi, il faudra l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil pour acheter des bureaux, des immeubles, fixer les taux, etc. Ces prérogatives devraient être condensées dans un seul article.

J'ai l'impression qu'on a voulu traiter la Commission comme un enfant, qu'on lui a fait contracter une sorte de paralysie infantile qui d'avance la ligote. On peut y installer le patronage le plus éhonté que l'on ait vu.

Nos pères se sont battus, a dit le trésorier, pour obtenir le gouvernement responsable. Nos pères ne se sont certainement pas battus pendant 50 ans pour établir une bureaucratie, mais ils ne se sont pas battus non plus pour établir dans notre province le patronage le plus éhonté. Au point de vue du paternalisme d'État, par ce bill, le gouvernement va plus loin que bien des socialistes. Avec la multiplicité des interventions, c'est le gouvernement qui contrôle. Nous constatons malheureusement le sabotage et le gaspillage d'une grande idée.

Il est parfois nécessaire de remettre certains biens à la collectivité, mais cela est dangereux quand la démocratie devient exclusivement du patronage. Si la démocratie, comme on l'a dit, doit être l'antithèse de la bureaucratie, la véritable démocratie doit être aussi l'antithèse de la dictature du parti au pouvoir. L'affaire est importante. Il s'agit là de centaines de millions. Cette législation est fortement condamnable et nous la condamnons. Nous estimons que, par la présente loi, on détourne l'étatisation de son sens véritable.

Ainsi, on apprend que les profits de l'Hydro ne serviront pas à baisser les taux, mais qu'ils seront versés au fonds consolidé du revenu. Il ne s'agit pas d'un montant de taxes à répartir, mais de revenus faits à même la satisfaction d'un besoin essentiel du petit consommateur. Non seulement le petit consommateur paiera désormais aussi cher et tout ira au gouvernement, mais rien n'empêchera la Commission de hausser les taux. On peut même prévoir que les taux monteront. Le gouvernement peut considérer la Commission comme un endroit où on peut prendre les meilleurs revenus possibles. Et cela sera le détournement du véritable sens de la nationalisation.

Il (M. Laurendeau) cite un article du *Devoir* rapportant les paroles du premier ministre, quand il était chef de l'opposition, lors de la discussion de la loi de l'Hydro⁸, présentée par l'ancien premier ministre (M. Godbout). À cette époque le premier ministre avait déclaré que l'entreprise de la Montreal Light, Heat & Power devrait devenir propriété de la population qu'elle a exploitée et que c'est la population de Montréal qui doit avoir les revenus de la Montreal Power, qui passent à l'Hydro. Il a considérablement changé d'idée.

Aujourd'hui, il veut prendre l'argent des Montréalais et du peuple de la province pour combler ses déficits. Le gouvernement pourra jouer avec les surplus et les engloûtir ici et là. Pour avoir des revenus, on pourra laisser se délabrer un système excessivement important. On pourra, ensuite ou au

besoin, faire sauter un des articles de la loi, l'article 24, disant que l'amortissement du capital doit être effectué dans une période de 50 ans. Je trouve que ce que l'on a accompli présentement est extrêmement grave et pernicieux pour les idées sociales auxquelles je suis attaché.

Les conséquences de la loi de l'an dernier étaient graves, mais la présente loi aggrave encore les choses. Je crains qu'Hydro-Québec puisse en vertu de cette loi faire une offre qui, si elle était acceptée par la Montreal Light, Heat & Power, serait finale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La commission d'arbitrage fixerait le prix.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) cite l'article qui dit que la Commission fera signifier à l'exproprié un avis mentionnant le montant de l'indemnité offerte. Je veux savoir quel sera le processus que l'on emploiera pour payer l'indemnité. Si la compagnie accepte le montant qu'on lui offrira, il n'y aura pas d'arbitrage. L'offre sera acceptée ou elle sera refusée. Cela revient à dire que la Commission peut offrir un montant qui peut être extrêmement considérable, qui pourrait même être un tiers de plus que la valeur. Ce prix serait accepté. Je ne peux pas voir les choses de cette façon. C'est dangereux. Quand les partis politiques sont tentés d'engraisser leur caisse électorale, c'est extrêmement dangereux. Je sais comment se font les élections. Je sais ce que c'est qu'un vieux parti qui fait des élections. Je connais les exigences de la caisse électorale et le système des vieux partis.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Les jeunes partis n'ont pas de caisse électorale? Où prennent-ils leur argent?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Les jeunes partis, ou, au moins, le Bloc populaire, reçoivent leur argent du peuple, dollar par dollar, dix dollars par dix dollars, et c'est pour cela qu'ils ne peuvent mettre sur pied une organisation comme les vieux partis.

Des députés rient.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'estime d'abord, pour résumer, que le gouvernement n'a pas le droit d'imposer à pareille époque, à la course et dans un aussi bref délai, une loi de cette importance qui aggrave les fautes accomplies par la loi

précédente. J'estime que l'intervention constante du lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les domaines où il ne devrait pas intervenir, est extrêmement grave. La loi prête au carnage politique le plus dangereux. Je crains qu'il y ait du patronage dans les affaires d'Hydro, puisqu'on donne tellement de moyens d'intervention au gouvernement.

Ce n'est pas la bureaucratie qui est un danger ici, mais le patronage politique qui nous menace sur une plus grande échelle. J'estime que le fait d'accaparer les profits, au lieu de baisser les taux et ainsi rendre la propriété publique plus attirante, n'est pas acceptable, car c'est détourner la nationalisation de son but réel. J'estime que le fait de remettre au gouvernement, le lieutenant-gouverneur en conseil, la faculté d'offrir un montant trop considérable est dangereux pour l'intérêt public.

J'estime, enfin, que, dans une entreprise aussi importante, on ne devrait pas laisser aux seuls arbitres le soin de régler les problèmes, mais que toute la question et le résultat de l'arbitrage devraient être soumis au Parlement, aux représentants du peuple, pour discussion et approbation. Les arbitres ne devraient faire qu'une recommandation. Voilà pourquoi je devrai à chaque occasion, manifester ma désapprobation formelle du principe de cette loi que je crois mauvaise et à ce bill qui frappe la Commission de complète incapacité.

M. Chaloult (Québec)⁹ exprime le regret que ce projet de loi soit soumis si tardivement à la Chambre. Le bill a été présenté tard, ce qui est exceptionnel de la part du gouvernement, qui a jusqu'à maintenant fait preuve de diligence dans la présentation de ses lois. Le gouvernement actuel avait présenté jusqu'ici ses mesures plus tôt que l'ancien. Je reconnais que le premier ministre est un homme très occupé et qu'il a bien des problèmes à régler, mais ce bill est le plus important de la session. Il touche une question technique et est difficile à assimiler dans une si courte période. Pourquoi le gouvernement a-t-il changé d'attitude dans le cas de cette nouvelle loi, qui est la plus importante de toute la session et qui exige plus de temps de la part des députés, pour porter un jugement convenable sur le projet?

Il (M. Chaloult) divise son discours en trois points. Il commence par un historique de la question de l'électricité dans la province depuis 16 ans. Il rend d'abord hommage au Dr Hamel qui a été un précurseur dans ce domaine. C'est le Dr Philippe Hamel, l'autorité dans ce domaine selon moi, qui a commencé à réclamer la nationalisation et attiré

l'attention de la province sur cette question depuis 1929. Il (M. Chaloult) loue l'intégrité, le travail et le souci constant que M. Hamel a du bien public.

Je veux cependant être juste pour M. T.-D. Bouchard, Il (M. Chaloult) loue aussi le travail fait, dans une mesure moindre, par l'honorable sénateur T.-D. Bouchard. Il a beaucoup fait pour les gens, en ce qui concerne l'électricité, et il n'est que juste de le mentionner, même si le nom n'est peut-être pas populaire, mais qui a fait quelque chose dans ce domaine lui aussi. Il est incontestable que nous avons fait quelque progrès et que, si nous avons des réductions de taux aujourd'hui, c'est dû en très grande partie à ce qu'a fait le Dr Hamel en particulier.

M. McCammon a été de toutes les commissions et de toutes les régies, et il personnifie la mentalité des trusts.

Il (M. Chaloult) fait tout l'historique de la lutte pour la nationalisation qui a abouti à la loi de l'Hydro-Québec du gouvernement Godbout. Nous sommes les quatre-cinquièmes de la population et nous devons avoir les quatre-cinquièmes de nos ressources naturelles. L'Hydro-Ontario, fondée en 1906, achève de payer sa dette et lorsque cette dette sera payée, les taux baisseront de 60 %. En faisant cet historique de la question de l'électricité, il (M. Chaloult) parle incidemment de la centrale du Témiscamingue créée par le premier gouvernement Duplessis. Cette centrale, dont le principal client est la compagnie Noranda, a eu un déficit d'opérations de \$167,000 en 1944 et un déficit global de \$600,000 depuis sa création. Ce fut, à mon avis, dit-il, le premier échec de la nationalisation.

En second lieu, il (M. Chaloult) analyse les avantages de l'étatisation de l'électricité, au point de vue économique-social, politique, fiscal et national. Il cite l'encyclique *Quadragesimo Anno* pour justifier le principe de la nationalisation. L'électricité ne doit pas être exploitée dans un but de spéculation, mais pour le service seulement. Il (M. Chaloult) parle ensuite de la Montreal Power et déplore qu'on n'ait exercé aucune sanction contre les directeurs après avoir qualifié leurs actes de banditisme et de brigandage.

Il (M. Chaloult) dénonce les abus, les actes répréhensibles dont la Montreal Power s'est rendue coupable par le mouillage des stocks, la multiplication des parts, etc. De 1930 à 1932, les directeurs de la compagnie ont spéculé sur le marché de New York en s'emparant du fonds de \$16,000,000 qui appartenait aux employés et aux clients de la compagnie. Il est résulté de tout cela que

les taux n'ont pas cessé d'être plus élevés qu'en Ontario, qu'ils sont encore le double de ceux de l'Ontario, dans le Québec, en dépit des récentes diminutions.

Tout cela s'est accompli pendant 15 ans à la connaissance et à l'approbation de la Régie des services publics, dont faisait partie le même M. McCammon qui est encore l'homme tout puissant de l'Hydro. L'an dernier, nous réclamions une enquête royale sur la capitalisation de la compagnie. Nous disons, encore cette année, que cette enquête est indispensable pour nous permettre de connaître la valeur exacte de la compagnie. Car avant d'exproprier, il faut connaître ce que vaut la compagnie et ce que valent les parts, dont certaines ont été multipliées 45 fois. Il est encore temps de faire cette enquête.

Pourquoi recule-t-on toujours, pourquoi hésiter, lorsqu'il s'agit de poser l'acte vengeur au nom d'une population qui a été exploitée si longtemps? Quels sont les motifs inavoués qui empêchent le gouvernement de poser des actes? Des démonstrations et des dénonciations violentes, c'est facile à faire, mais ça ne vaut rien en définitive. Ce sont les actes qui comptent. Si l'on paye une trop forte indemnité, les taux devront fatalement être plus élevés qu'en Ontario.

Qu'on fasse une enquête, qu'on découvre les coupables, qu'on leur fasse rendre gorge, qu'on oblige les millionnaires qui se sont emparés du bien public à rembourser au moins une bonne partie de l'argent. Si on ne fait pas cela, fatalement on paie plus cher qu'en l'Ontario et on détruira l'idée de la nationalisation, et ce sera la faute de ceux qui ont passé la loi de cette année et soumettent celle de cette année.

Il (M. Chalout) parle des avantages politiques de la nationalisation. Il souligne la nécessité de débarrasser les partis politiques de l'influence de la domination des trusts. Aujourd'hui, il faut un minimum de \$4,000 par comté pour faire une élection. D'où est-ce que ça vient? Des grosses entreprises qui sont généralement dirigées par des capitalistes anglais. Or, c'est celui qui paye qui a le contrôle. Effectivement, ce sont les trusts qui ont toujours dominé les deux partis, c'est pourquoi nous avons toujours eu la même politique économique. Plus ça a changé de gouvernement, plus ça a été la même chose. Le moyen d'éviter cette dictature, c'est de nationaliser les entreprises qui cherchent à s'emparer de l'autorité réelle en dominant les gouvernements.

Au point de vue fiscal, l'État retirera des revenus additionnels de la nationalisation. Il

(M. Chalout) expose l'avantage qu'il y a au point de vue national à rendre au peuple, composé pour les quatre-cinquièmes de Canadiens français, le contrôle des autres cinquièmes de ses ressources naturelles. L'Hydro ontarienne, qui a déjà des taux deux fois plus bas que les nôtres, achève de payer sa dette. Quand sa dette sera payée, elle sera en mesure de réduire encore ses taux de 60 %. Dans quelle situation allons-nous nous trouver vis-à-vis de l'Ontario?

Il (M. Chalout) en vient au projet de loi et le critique. Le gouvernement actuel, qui a critiqué l'an dernier le gouvernement libéral de n'avoir fixé aucun prix, n'en fixe pas plus dans son projet de loi. C'est en observant de pareilles attitudes que les gens en viennent à croire beaucoup plus au machiavélisme qu'à la logique en politique.

Il déplore le fait que le critère établi par la loi de l'an dernier comme base d'évaluation, telle qu'établie par l'article 5¹⁰, est du pur charabia qu'un homme d'une intelligence normale n'est pas capable de comprendre. Ce critère est maintenant dans le projet de loi. L'on devrait adopter comme base d'évaluation le coût initial des biens de la compagnie, moins les dépréciations portées par la compagnie elle-même dans ses livres qui s'élève à \$75,000,000 et sans, surtout, ajouter à l'indemnité une compensation de 10 % qui, dans les circonstances, constitue une prime au banditisme et au brigandage.

Si on n'en tient pas compte, on paiera \$75,000,000 de trop. Il (M. Chalout) s'élève aussi contre le fait qu'on ajoute 10 % à l'évaluation. Cela ne devrait pas exister dans le cas d'une compagnie qu'on accuse d'avoir exploité le peuple et qu'on a dit avoir été aux mains de bandits. Après avoir tant critiqué ce critère fixé par le gouvernement libéral, le gouvernement d'aujourd'hui ne change absolument rien à l'article 5.

Il (M. Chalout) veut parler de l'intervention des arbitres. Nationaliser, c'est bien beau, mais il y a la manière. L'Union nationale a critiqué le gouvernement libéral et fait pire. Il (M. Chalout) critique la nomination d'arbitres pour fixer l'indemnité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) interrompt le député de Québec (M. Chalout) pour donner lecture d'une lettre qu'il vient de recevoir de MM. Léopold Désilets et Édouard Asselin, confirmant que l'attribut d'amiables compositeurs donné aux arbitres n'avait qu'un but: celui d'empêcher tout autre appel qu'à la Cour du banc du roi. C'est l'opinion légale écrite que le chef de l'opposition m'avait mis au défi d'obtenir.

La lettre déclare en substance que l'intention du rédacteur du bill en donnant la qualité d'amiables compositeurs aux arbitres était de marquer le caractère distinctif du comité d'arbitrage, par rapport aux tribunaux ordinaires, que c'est là le moyen de restreindre l'appel à la Cour du banc du roi et qu'il ne semble pas que les arbitres pourront fixer l'évaluation autrement qu'en se conformant aux articles impératifs du bill. Les signataires ajoutent qu'il ne leur paraît pas que les arbitres puissent exproprier autrement que sur la base fixée par les articles impératifs du bill.

M. Chaloult (Québec): Je suis heureux qu'il n'y ait pas de doute à ce sujet. Cependant, je ne suis pas content de la façon dont les arbitres sont choisis. Mais par qui les arbitres seront-ils nommés? Tout d'abord, l'un est nommé par la compagnie, qu'on accusait avec raison de banditisme et de brigandage, ce qui n'inspire guère confiance. Il me semble inconvenant que la compagnie, à laquelle on a reproché des actes répréhensibles, puisse nommer un arbitre pour évaluer ses biens.

Quant au second arbitre, il sera choisi par la Commission hydroélectrique dont la majorité des membres, MM. McCammon, MacDonald et Potvin, manifestent un esprit favorable à la dictature économique et épousent la mentalité des trusts. En cas de désaccord de ces deux arbitres, le troisième sera choisi par le juge en chef de la Cour de magistrat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est entendu que le troisième sera nommé par le juge en chef de la Cour de magistrat, M. Ferdinand Roy. Je n'ai pas d'objections à modifier le bill de façon à ce que ce troisième arbitre soit dans tous les cas choisi par le juge en chef de la Cour provinciale.

M. Chaloult (Québec): Je crois que ce serait un progrès. Mais il reste que les arbitres apprécieront la valeur de la compagnie d'après un texte obscur, et s'ils partagent la mentalité des trusts, il leur sera facile d'accorder \$60,000,000 de trop. Je suis bien déçu de toute la loi. Je crains que les taux ne soient élevés au lieu d'être réduits.

Il (M. Chaloult) approuve les déclarations du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et soutient que la Commission devrait être le plus possible indépendante du gouvernement. Autrement, on favorise les abus. Il est dangereux de mettre l'Hydro sous la tutelle du gouvernement et, surtout, de dire que les profits tomberont dans le Trésor public,

au lieu de servir à une réduction de taux. Je ne comprends pas le premier ministre de nous présenter des textes comme celui-là. On voudrait déprécier la nationalisation qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Je suis extrêmement peiné de voir qu'on procède de la sorte.

Il (M. Chaloult) s'objecte fortement à ce que les profits de l'Hydro tombent dans le fonds consolidé de la province. On s'emparera ainsi des surplus qui devraient servir à réduire les taux d'électricité. Agir ainsi, c'est vouloir le maintien des taux actuels. Je crois même qu'il y aura une augmentation de taux avec cela. Et je suis extrêmement peiné que l'on procède de cette façon. Il (M. Chaloult) prévient le premier ministre que sa loi entraînera inévitablement de nombreuses injustices.

Il (M. Chaloult) critique aussi l'article 7h.¹¹ qui permet à la Commission d'offrir le prix qu'elle voudra à la compagnie et de bâcler l'affaire sans arbitrage. Avec le projet de loi actuel, la Commission pourra faire n'importe quelle offre à la compagnie et l'affaire sera réglée. On peut offrir deux fois la valeur de la compagnie et si la compagnie accepte, c'est réglé, et il n'y a plus de recours. C'est une singulière aggravation de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En ce qui concerne l'évaluation de la partie déjà expropriée, c'est l'article 5 de la loi de l'an dernier qui régira les procédures. Mais si l'Hydro décide d'exproprier les parts de la compagnie, comme je crois la chose préférable, ni le gouvernement, ni la Commission, ni les arbitres ne peuvent faire autre chose que se conformer aux dispositions de notre loi, qui stipule qu'il ne sera tenu aucun compte des profits, de l'achalandage ou des contrats dans la détermination de la valeur. La Commission tout comme les arbitres devra se baser sur les critères établis dans la loi.

M. Chaloult (Québec): Du moment que la Commission peut offrir un prix, il n'y a plus d'arbitres. Je trouve cette méthode dangereuse. On ne devrait pas exproprier le gaz, qui est appelé à disparaître. Je n'ai pas de misère à croire que la compagnie cherchait à se vendre depuis deux ans, car elle entrevoyait une diminution des deux tiers ou de la moitié de ses réserves, à cause de l'apparition des lampes fluorescentes.

Je considère que la situation est aggravée, que la loi qu'on nous présente est pire que celle de l'an dernier, que nous sommes exposés à payer une

indemnité plus élevée, que les taux seront probablement haussés. Jusqu'ici, la législation du gouvernement a été bonne, dans l'ensemble, et je m'attendais à un meilleur projet que celui-ci dans le domaine économique. Je regrette qu'il nous soit présenté en pleine campagne électorale, au moment où les Canadiens français devraient se liguer et s'unir pour battre le gouvernement King. Je constate, avec regret, que rien n'est changé et que la dictature économique va continuer de régner dans la province.

M. Bienvenue (Bellechasse) s'étonne d'un pareil projet de loi après les critiques qu'il a entendues, de la part de l'Union nationale, quand la loi de l'Hydro a été passée. L'opposition s'attendait à un projet de loi court abrogeant tout simplement la loi de 1944. On avait tellement attaqué cette loi que c'eût été la procédure logique à adopter par le gouvernement. On disait dans le temps que la loi était néfaste et qu'elle comportait des procédés banditiques. Je félicite le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et le député de Québec (M. Chaloult) des critiques violentes qu'ils ont faites du projet de loi.

Il (M. Bienvenue) s'élève contre une pareille mesure qui détruit entièrement l'œuvre créée par l'administration libérale à la dernière session. Le gouvernement s'arroge des pouvoirs dictatoriaux avec la nouvelle loi qui place l'Hydro-Québec sur le même pied qu'une simple commission gouvernementale.

Quand il était dans l'opposition, le premier ministre actuel posait à l'adversaire des trusts. Avec ce bill, il devient le plus grand trustard en électricité que la province ait jamais connu. Ce bill a pour effet de saboter la loi de l'Hydro de 1944 et il donne au premier ministre le contrôle absolu. Il prend entre ses mains les contrôles qui étaient exercés par la Montreal Power. Il crée une dictature à l'Hydro et le dictateur de l'électricité à Montréal, ce sera le premier ministre, parce que le terme lieutenant-gouverneur en conseil est devenu un titre honorifique que porte le premier ministre. La loi est arbitraire. Elle donne tous les pouvoirs au premier ministre et enlève les droits aux justiciables. Le premier ministre est ainsi doté d'un pouvoir dictatorial.

La Commission de l'Hydro ne peut absolument rien faire, sans l'approbation du gouvernement. Elle ne pourra ouvrir un nouveau bureau, vendre un immeuble, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, du premier ministre. Le bill permet au trésorier de la province, qui a l'air de toujours manquer de fonds, de s'emparer

des profits de l'Hydro, à sa seule demande. On sait que le trésorier manquera souvent de fonds, car, depuis le début de la session, on nous a fait voter des lois dont chacune entraîne des dépenses.

Je m'oppose contre cette clause qui donne le contrôle complet des finances de l'Hydro au trésorier provincial qui pourra, selon son gré, faire ce qu'il voudra du fonds consolidé de cet important organisme, ce qui n'était pas le but de la nationalisation décrétée l'an dernier. On fait disparaître le caractère original de la loi, qui appliquait une partie des profits à réduire les taux dans la ville de Montréal, et non à exploiter une entreprise à but lucratif. Maintenant, avec la nouvelle loi, le gouvernement et le trésorier de la province vont avoir la haute direction sur les bénéfices de l'Hydro et les convertir pour les fins qu'ils décideront. Quand le gouvernement voudra plus d'argent, les tarifs augmenteront.

Je reproche au gouvernement de faire disparaître les recours ordinaires devant les tribunaux, pour ceux qui auraient à se plaindre de l'Hydro. Ces multiples interventions du lieutenant-gouverneur en conseil permettront au premier ministre de faire de l'ingérence politique, du favoritisme et placer des amis. La loi interdit à tout le monde de poursuivre l'Hydro, sans la permission du premier ministre ou, comme nous disions, sans pétition de droit. On créera dans le grand monopole, un petit monopole pour les avocats conservateurs, et on créera un patronage presque illimité pour les avocats conservateurs.

Il faudra demander la permission au gouvernement, et ce sera un nid à patronage pour les avocats conservateurs. Pourtant, il y a quelques années, quand le premier ministre actuel fut élu bâtonnier, en 1936, il avait promis aux avocats de faire disparaître la pétition de droit, "ce vestige du temps passé". Le trésorier provincial a aussi fait cette promesse. Je ne m'explique pas que la pétition en droit soit introduite dans le bill 45.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je proteste. Jamais je n'ai fait cette promesse, parce que la pétition de droit est souvent le seul recours qui reste aux petites gens.

M. Bienvenue (Bellechasse) accepte la dénégaration du trésorier provincial. Le premier ministre a certainement promis cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Entrant en Chambre, et après avoir été mis au courant

des déclarations du député de Bellechasse (M. Bienvenue) nie à son tour avoir jamais rien dit dans ce sens. Non, jamais.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il serait abusif d'exiger qu'une pétition de droit soit présentée pour que la Commission puisse être poursuivie. Serait-ce inconstitutionnel d'abolir la pétition de droit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais inconvenant pour sa Majesté. Le député de Bellechasse (M. Bienvenue), en tant qu'avocat, devrait savoir qu'une pétition de droit n'est indiquée que lorsque l'on s'adresse à la couronne. Un juge ne peut pas condamner la couronne à payer; il ne peut que recommander que la couronne paie. La pétition de droit est logique. Je nie avoir envisagé l'abolition de la pétition de droit. Ce serait ridicule de le faire.

M. Bienvenue (Bellechasse): Avant le bill 45, un citoyen pouvait poursuivre l'Hydro.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable député veut venir à mon bureau, je lui montrerai des lettres.

M. Bienvenue (Bellechasse): Je sais que si j'allais au bureau du premier ministre, je verrais des choses qui me surprendraient.

Il (M. Bienvenue) continue son discours en accusant le gouvernement de s'immiscer dans tout: dans la fixation des taux, dans les contrats, etc. Cela donne ouverture à foule d'actes de favoritisme. Les tarifs seront maintenant contrôlés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était prévu dans la loi de l'an dernier. Il cite l'article 7¹² de la loi de l'an dernier. En Ontario aussi, c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui contrôle les tarifs.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce que le député est vraiment sérieux, quand il affirme que le lieutenant-gouverneur en conseil ne devrait pas contrôler les tarifs? Pourquoi le gouvernement ne garderait-il pas un droit de regard sur tout ce qui concerne l'Hydro? Est-ce que le député de Bellechasse veut dire que nous devrions créer au sein de la couronne un organisme d'autocrates? Veut-il faire de la Commission un bureau de dictateurs?

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce bill 45 fait pis que cela. Il crée une dictature du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans l'ancienne loi, il existe des articles imposant l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Il (M. Duplessis) cite le bill de l'an dernier, pour démontrer que même les règlements d'Hydro qui portent sur les affaires internes de la Commission doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il est obligatoire que le trésorier prenne l'argent de la Commission, mais supposons que des enfants d'ouvriers doivent être envoyés à l'école. Doivent-ils rester à la maison, afin que des gens de Montréal puissent économiser 2 ou 3 cents par mois sur l'éclairage à l'électricité? Il y a à Montréal 30,000 familles qui n'ont pas payé \$2 par mois pour l'électricité. Est-ce qu'on doit refuser la santé et l'éducation à des gens, pour permettre à ces familles-là d'épargner 2 cents par mois?

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est vrai pour les affaires du personnel pour la régie interne, mais il n'y a rien pour les taux, les contrats, etc. Le bill force l'Hydro à soumettre ses contrats au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire au premier ministre. Il (M. Bienvenue) fait une revue des dispositions de la loi concernant l'intervention du lieutenant-gouverneur en conseil. Je condamne le contrôle absolu du gouvernement sur les fonds de l'Hydro. Ces fonds ne serviroient pas à diminuer les taux, comme le décrétait la loi Godbout.

Oh, je sais que le premier ministre encourage toujours ses adversaires politiques, mais l'Évangile dit qu'il ne faut pas tenter l'homme, et j'ai peur que la tentation lui vienne d'aider ses amis. Nous pouvons aussi avoir peur pour le trésorier qui n'aura qu'à faire un signe à l'Hydro, pour qu'on lui apporte les fonds disponibles et pour mettre la main sur les fonds de l'Hydro.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas obligatoire. Rien n'oblige le trésorier à s'emparer des revenus de l'Hydro. Après déduction des frais divers, s'il arrive que l'Hydro a un surplus disponible, le gouvernement décidera ce qui sera mieux de faire, soit réduire les taux, ou bien on pourra l'appliquer à l'éducation et à la santé des fils d'ouvriers et des enfants pauvres. C'est mieux de donner de l'argent pour l'éducation et la santé des petits enfants que de réduire les taux des Montréalais qui sont très bas. Il y en a 40,000 qui ne paient que \$2 par mois pour l'électricité.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les surplus vont dans les coffres du trésorier et les petits enfants

et les fils d'ouvriers pauvres n'en verront pas la couleur. Connaissant le trésorier comme nous le connaissons, nous pouvons craindre que les petits enfants n'en aient pas épais de l'argent de l'Hydro. Il y a un autre danger. Oh, pas pour les chômeurs, pas pour les millionnaires. Ce qu'il y a de pire dans cette loi, c'est la mise au rancart de certains articles du Code civil en faveur de l'Hydro.

C'est ainsi que, supposons qu'un cultivateur ou un ouvrier achète et paie un poêle électrique à un marchand qui l'a acheté à l'Hydro, si le marchand fait faillite et n'a pas payé l'Hydro, elle aura le pouvoir de reprendre son poêle, même si le consommateur l'a payé entièrement, à défaut de paiement par le marchand. On met de côté les principes sacrés du Code civil. Il n'y a aucune protection pour l'ouvrier.

Dans notre siècle de progrès, le gouvernement va chercher dans un Statut de 1898 une disposition qui tient responsable de l'installation d'un "jumper", le propriétaire de la maison où ce "jumper" est installé, même si le délit a été commis hors de sa connaissance.

Enfin, il y a l'article qui défend l'Hydro de vendre une propriété sans l'autorisation du premier ministre. Supposons que trois personnes veulent acheter une propriété de l'Hydro. Le premier ministre pourra dire: "Vendez à un tel, c'est un ami, mais ne vendez pas aux deux autres, ce sont des libéraux." Pourquoi un nouveau bill de plus de 25 pages, si ce n'est pour tout chambarder notre loi de l'an dernier?

À 6 heures, il (M. Bienvenue) demande l'ajournement du débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 30 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Fête de la Saint-Jean-Baptiste

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 74 concernant la fête de la Saint-Jean-Baptiste.

Il (M. Duplessis) explique brièvement la portée du bill qu'il présente, concernant la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Ottawa a prévu que, si la fête de la Confédération tombe un dimanche, le lendemain est jour férié et non juridique. Il devrait en être de même pour la Saint-Jean-Baptiste. Donc, le lundi 25 juin 1945 sera fête légale. Je crois rencontrer l'assentiment de toute la Chambre en demandant que le bill subisse immédiatement ses trois lectures.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 74 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 64 instituant une clinique d'aide à l'enfance;
- bill 72 modifiant la loi des pensions.

Projets de loi:

Loi d'Hydro-Québec¹³

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 25 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), soit remplacé par le suivant:

"25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

"Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au trésorier de la province, à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le trésorier les a reçus."

"2. Que la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) soit modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"18b. Pour le paiement des indemnités d'expropriation prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission hydroélectrique de Québec à contracter des emprunts, pour un montant n'excédant pas, dans chaque cas, l'indemnité d'expropriation, au moyen d'obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent l'an, pour un terme ne dépassant pas trente ans et payables aux dates et de la manière qu'il détermine.

"La Commission pourra, chaque année, racheter à même les obligations ainsi émises, celles qui seront désignées par tirage au sort, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement de ces obligations en capital et intérêt.

"Il sera loisible à la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, de payer les indemnités d'expropriation définitivement accordées aux expropriés au moyen d'obligations émises et garanties conformément aux dispositions du présent article. Ce paiement équivaudra à un paiement en monnaie courante jusqu'à concurrence d'une somme égale à la valeur nominale des obligations."

M. Bienvenue (Bellechasse) fait une revue des arguments qu'il a apportés au cours de l'après-midi. L'adoption de cette mesure signifie la domination d'Hydro-Québec par un gouvernement dont l'ambition est de dominer et de contrôler toutes les activités économiques et sociales de la province.

M. le président, le bill a un autre désavantage. Il met de côté le contrôle de la Cour supérieure. La nouvelle loi du gouvernement concernant l'Hydro aura pour effet de faire disparaître le caractère bienfaisant de l'ancienne loi. C'est une autre grave erreur. Cette loi fait reculer la cause de l'électricité de 50 ans en arrière. Le Dr Philippe Hamel vient de faire une déclaration¹⁴ pour dire que le premier ministre n'a pas changé et est encore l'ami des trusts, et comme il (M. Hamel) le souligne, c'est une loi inique et rétrograde.

Le bill 45 constitue une mesure hâtive apportée à une heure tardive de la session, et elle est nocive¹⁵. Le chef de l'opposition a démontré qu'elle constituait le sabotage organisé de la loi de l'Hydro-Québec. C'est la mainmise du premier ministre sur

toutes les affaires et les fonds de l'Hydro. Je veux saluer les amiables compositeurs qui n'ont vécu que l'espace d'un matin.

Il (M. Bienvenue) examine tout particulièrement les aspects juridiques de la question. Je voudrais savoir pourquoi l'arbitre en chef sera nommé par le magistrat de district en chef de la province, M. Fernand Roy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est souhaitable dans le présent cas de donner à la question un caractère provincial entièrement défini. De plus, comme il doit y avoir un appel à la Cour du banc du roi, dont le juge en chef est le juge en chef de la province, il ne serait pas indiqué de demander au juge en chef de réviser la décision de la personne qu'il a nommée.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est ainsi qu'au sujet des appels, les dispositions sont trop générales. On ne dit pas comment l'appel se loge et où il se loge. L'article prévoyant l'appel à la Cour du banc du roi manque de précision; il ne mentionne pas l'endroit où la demande doit être présentée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Cour du banc du roi a un bureau à Montréal et à Québec, et cela ne fait aucune différence. C'est simplement la même cour et le même juge, que ce dernier siège à Québec ou à Montréal.

M. Bienvenue (Bellechasse) parle de confiscation des dépôts, du sabotage en règle de la loi de l'an dernier. On enlève tout ce que l'ancienne loi avait de démocratique. Le premier ministre, après avoir prétendu que notre loi de l'an dernier était néfaste, se cramponne à la partie qui lui apporte de l'argent. La nouvelle loi de l'Hydro pratique un sabotage en règle dans l'Hydro-Québec créée l'an dernier. On remet tout l'organisme entre les mains du gouvernement. C'est que le premier ministre veut essayer de guérir un mal qui frappe son gouvernement depuis quelques jours, un mal nouveau qui s'appelle l'ataxie de luxe aiguë, il aura bien de la misère à s'en guérir, et qui achèvera de le faire mourir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est illogique de prétendre à la fois que cette loi arrive tardivement et hâtivement. Le gouvernement la présente à la première session de son mandat, tandis que les libéraux avaient adopté leur loi à la fin de leur terme, après des années au pouvoir. Le bill ne pouvait être présenté, avant que le gouvernement ne

soit en mesure de fournir tous les renseignements possibles à la Chambre. Le gouvernement a soumis un projet de loi qui renfermait des notes explicatives complètes et, par des ajournements successifs, a permis aux députés d'en prendre connaissance parfaitement.

C'est la première fois qu'un bill de la nature du projet numéro 45 est accompagné de notes explicatives aussi claires pour la compréhension de tous les députés. Aucun gouvernement n'a tant contribué, soit par des ajournements de la Chambre, soit par des notes explicatives, à faciliter la tâche des députés, en ce qui regarde l'étude de la loi.

À ceux qui prétendent que le gouvernement s'arroge des pouvoirs excessifs et disent que la loi de l'Hydro ontarienne est sur ce point bien préférable à la nôtre, la présente loi accorde beaucoup moins de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil que la loi de l'Hydro ontarienne, et il défie qui que ce soit de prouver le contraire. La loi de l'Hydro de l'Ontario donne plus de pouvoirs au gouvernement vis-à-vis de l'Hydro ontarienne que le gouvernement de Québec n'en demande avec le bill 45. Pourquoi ne pas imiter l'Hydro ontarienne que l'on se plaît à vanter? Il n'est pas logique que le gouvernement du Québec n'ait pas de pouvoirs semblables à ceux du gouvernement de l'Ontario en matière d'hydroélectricité. En outre, la loi ontarienne confère au gouvernement plus de pouvoir que le présent bill n'en accorde. On a investi peut-être \$200,000,000 dans cette entreprise, et toute erreur pourrait nous faire perdre des millions, s'il n'y a pas de supervision gouvernementale. Et alors, ceux qui blâment le gouvernement en ce moment le blâmeraient de ne pas avoir prévu de mesures de contrôle.

Je ne partage pas l'avis de ceux qui veulent que le gouvernement se fasse élire pour administrer et, une fois élu, administre sans administrer. Ils voudraient avoir une commission hydroélectrique indépendante. Le gouvernement a le devoir de surveiller l'argent du peuple et de le faire fructifier. Le gouvernement a un mandat précis, et si nous ne nous occupons pas de faire fructifier les argents du peuple, et dans le cas présent, plus de \$100,000,000 sont en jeu, ceux qui nous critiquent parce que nous faisons quelque chose pour le peuple, ces gens-là, seraient les premiers à critiquer de ne rien faire.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) veut empêcher le gouvernement d'administrer l'Hydro. Mais, il y a dans cette entreprise plus de \$100,000,000 d'argent du peuple qu'il ne faut pas laisser perdre, faute de surveillance appropriée. Le député de Laurier voudrait que le

gouvernement se contentât de se croiser les bras et de laisser faire. Si le gouvernement ne s'occupait pas de faire fructifier l'argent du peuple, le même député le critiquerait. Le gouvernement accomplit son rôle de gardien des deniers publics, on critique; si d'autre part, le gouvernement ne les surveille pas, on le blâme encore. Manque de logique.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a laissé entendre que le gouvernement lésait les droits de Montréal, déclarant que c'était un organisme de Montréal qui doit profiter aux gens de Montréal. Il a voulu soulever la population de Montréal contre les campagnes.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce n'était pas moi qui parlais. C'était une citation du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Hydro a des ramifications dans un vaste territoire autour de Montréal. L'Hydro fait des affaires non seulement à Montréal, mais dans les alentours et dans tous les comtés environnants. Il ne faudrait pas oublier qu'Hydro-Québec fait également des affaires ailleurs que dans la ville de Montréal. Elle dessert toute l'Île et a des intérêts à Soulange, Vaudreuil, Rouville et Chambly. On se trompe quand on affirme que ses intérêts ne sont que montréalais et qu'elle doit être administrée uniquement pour les besoins de Montréal. On a tort de soulever la population de Montréal avec cette question. Le gouvernement veut une même justice pour tous, et cela signifie que l'entreprise doit être administrée dans l'intérêt de toute la population. C'est un bien public, un bien provincial qui doit être administré au bénéfice de toute la population.

Les libéraux ont parlé des abus criants de la Montreal Power. C'est vrai. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que tous ces abus ont été commis sous des régimes libéraux et à la faveur de lois passées par les libéraux¹⁶ pendant 30 ans, et que les organisateurs, ce trust odieux comme ils l'appellent, étaient des chefs libéraux reconnus. Il s'est créé alors une situation dont il faut tenir compte, aujourd'hui. Il nous faut régler un problème que le gouvernement précédent nous a laissé en héritage.

Les abus de 30 ans ne peuvent se guérir du jour au lendemain, et on ne peut réparer une injustice par une autre injustice. On a trop admiré le veau d'or à mon goût; on n'a pas assez tenu compte des ressources intellectuelles, du travail acharné et de l'intelligence. L'argent doit être au service de l'esprit et de l'intelligence, et être utilisé avec honnêteté.

Dans une entreprise, il faut tenir compte de la valeur intellectuelle, du travail, de l'honnêteté; l'or n'est pas tout. Il ne faut pas tout réduire à une question de centins. On ne doit pas non plus démolir une maison, sous le prétexte de nettoyer quelques pièces. Le principal atout de la province, c'est son honnêteté et sa justice pour le capital. Le gouvernement est prêt à nettoyer, mais il n'est pas prêt à démolir.

Les libéraux se sont emparés des biens appartenant à la Montreal Power de façon bolchevique, sans verser un sou à la compagnie, et cela, à la veille des élections. La nationalisation doit se faire d'une manière décente et non d'une manière bolchevique, comme l'a fait le gouvernement Godbout. Il ne faut pas saborder la stabilité de la province, ni l'initiative privée. Il y a trois sortes de capitalisme. Il y a le capitalisme d'État, c'est-à-dire le bolchevisme, et je suis contre. Il y a également l'asservissement des masses à une clique égoïste et je suis contre cela aussi. Mais par-dessus tout, je préfère le capitalisme sensé et honnête.

En principe, je suis en faveur de l'entreprise privée bien comprise et de l'initiative privée, du moment qu'elle s'exerce dans les limites de la justice. Mais entre deux maux: la nationalisation et les abus, quand une injustice est commise à l'encontre de la majorité au bénéfice de la minorité, il faut choisir le moindre, et j'aime mieux la nationalisation. Il est juste que de donner aux expropriés la chance d'être entendus, et c'est pour cela que la loi leur donne le droit de nommer un des arbitres.

Je ne consentirai jamais à l'asservissement de la majorité pour le bénéfice de la minorité, mais il faut que la nationalisation se fasse de façon convenable. Les libéraux ont saboté la réputation de stabilité de la province de Québec, en s'emparant comme ils l'ont fait de la Montreal Power. Ce qu'on a fait au cours des 30 dernières années ne peut pas être corrigé par un autre mal, et ce n'est pas en nuisant à la réputation de la province en matière d'honnêteté et d'intégrité qu'on corrigera les choses. La province jouissait d'une réputation d'intégrité, de justice et de modération. En saisissant les biens de la compagnie, sans faire de paiement ou d'offre de paiement, la loi de l'an dernier a mis en péril le droit de propriété de tout le monde, des fermiers, des ouvriers et des compagnies. Je ne crois pas qu'il faille saboter, détruire ou démolir la maison, parce que deux ou trois pièces ont besoin d'être nettoyées.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi alors conserver la loi de l'année dernière? Pourquoi le

gouvernement n'abolit pas la loi de l'Hydro, passée par les libéraux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il a fallu prendre les choses telles qu'elles sont. L'enfant a été mis au monde. J'ai honte de ses parrains et encore plus de son père, mais nous ne pouvons maintenant tuer cet enfant. Nous tâchons de lui donner des vitamines et de l'éloigner en même temps des cancéreux qui le contaminent. Malgré notre opposition, l'ancien gouvernement nous a laissés dans une situation inéluctable. Il ne faut pas oublier que la province administre l'Hydro depuis 13 mois et en retire des revenus. Nous tirons le meilleur parti possible de l'état de choses qu'on nous a laissé. Je fais le ménage, mais je ne détruis pas. Le ménage doit être fait de manière honnête et décente, et ce qui a été fait l'an dernier a terni la réputation de la province et nuï aux perspectives commerciales et industrielles de la province.

On dit que le bill 45 est une source de patronage, mais on oublie que la loi Hamel de 1944 était suffisante sur ce point. Si le gouvernement voulait faire du patronage politique, il n'avait qu'à garder l'ancienne loi. Elle s'y prêtait bien mieux que la présente loi.

J'assure la Chambre que le gouvernement est obligé de prendre la situation telle qu'elle est, et je ferai ce qu'il y a de mieux dans les circonstances pour la régler. Je promets de créer un tribunal d'arbitrage absolument indépendant. Au député de Québec (M. Chaloult), je réponds qu'il est élémentaire de donner justice à l'une des parties en cause, la compagnie, l'occasion de choisir un arbitre.

Quant au placement des revenus dans le fonds consolidé, je connais bien la population de Montréal, où 40,000 à 50,000 consommateurs d'électricité ne paient pas \$2 par mois. Les gens de la métropole n'hésiteront pas à sacrifier une économie de \$0.60 sur leur compte d'électricité pour permettre au gouvernement de procurer aux enfants pauvres les bienfaits de la santé et de l'éducation. La population de Montréal ne s'objectera pas à ce que le gouvernement se serve d'une partie des revenus de l'Hydro, une fois les montants mis de côté pour l'extinction de la dette et le paiement de toutes les dépenses, afin d'apporter une solution aux problèmes d'éducation et d'hospitalisation.

Il (M. Duplessis) reproche à certains députés de vouloir soulever les villes contre les campagnes sur cette question de la Montreal Light. Quant à nous, nous voulons continuer de servir l'intérêt général de la province.

M. Choquette (Montmagny): La législation qu'on nous propose n'est ni tardive, ni hâtive, elle est nocive.

(Applaudissements à gauche)

En 1936, l'Union nationale a pris le pouvoir au cri de: "À bas les trusts!" et en promettant d'obtenir la libération économique des Canadiens français. Qui ne se souvient de la campagne virulente lancée par nos amis d'en face? L'Union nationale avait accusé le gouvernement libéral du temps de favoriser les monopoles, d'avoir livré les ressources naturelles de la province aux étrangers. L'Union nationale devrait pulvériser les trustards et obtenir la libération économique des Canadiens français. On dit même que le chef de l'Union nationale avait signé des engagements.

L'Union nationale a pris le pouvoir en 1936. Quelle déception! Quel désenchantement! Après l'élection, quand le Dr Hamel réclama l'étatisation de la Beauharnois, on s'est moqué de lui. Le Dr Hamel a vainement réclamé l'expropriation de la Beauharnois. Tout ce qu'il y eut et tout ce que la montagne en travail enfanta, ce fut l'établissement de cette centrale déficitaire du Témiscamingue, cette fausse hydro du Témiscamingue, dans une région désertique, qui a eu des déficits pour près de \$650,000. En discréditant ainsi l'étatisation, l'Union nationale avait consolidé les positions du trust.

Quelle déception après trois ans de pouvoir! La population perdit confiance. Les monopoles reprirent leur puissance. Et quand l'occasion s'est présentée, la population a écrasé le gouvernement Duplessis en 1939. Le peuple avait perdu tout espoir de redressement jusqu'au jour où, en 1944, un homme d'État se dressa devant le colosse et le terrassa. Le peuple doit en effet au Parti libéral cette législation de l'Hydro-Québec. Le Parti libéral a été le seul à combattre les trusts autrement que par des propos futiles. Il les a combattus par des actes précis. D'ailleurs, les questions touchant l'électricité, le charbon et le sucre le prouvent.

(Applaudissements à gauche)

Il faudra retourner à l'abolition de la tenure seigneuriale pour trouver une législation aussi courageuse. C'est un gouvernement libéral qui, en 1944, s'est attaqué au trust de l'électricité et l'a terrassé. Le seul homme qui ait combattu les monopoles, c'est le chef de l'opposition.

Le peuple lui doit cette législation salvatrice ainsi qu'au sympathique député de Saint-Sauveur qui en fut le parrain. Cette loi de l'Hydro fut approuvée par les électeurs le 8 août dernier, alors que la majorité du peuple s'est prononcée en faveur du Parti

libéral Le gouvernement ne doit pas oublier cela: c'est lui qui a eu la majorité des comtés, mais nous avons eu la majorité des votes. Après trois années d'administration en temps de paix, l'Union nationale a été forcée d'abandonner le pouvoir. Le Parti libéral a administré la province pendant cinq ans de guerre et il est revenu ici avec 38 députés. Le plus beau témoignage qu'on pouvait lui rendre.

La loi adoptée en 1944 qui créait Hydro-Québec était un pas dans la bonne direction, car elle laissait espérer une réduction de tarifs pour la population du district de Montréal. La loi de l'an dernier faisait de la Commission hydroélectrique un organisme indépendant du gouvernement.

La présente loi mettra fin à ces espoirs, puisque la commission deviendra une marionnette dans les mains du gouvernement qui en fera ce qu'il voudra.

Il (M. Choquette) discute les principaux articles du bill et reprend les arguments invoqués par ses collègues de la gauche depuis le commencement du débat.

La législation de 1944 pourvoyait à l'établissement d'un organisme autonome, chargé de fournir l'électricité sur une base coopérative. Pour cela, il fallait que l'Hydro puisse s'administrer elle-même. C'est ce que fait l'Hydro d'Ontario. Le gouvernement de l'Ontario n'a pas pu s'emparer des revenus de l'Hydro, puisque ses taux sont les plus bas au Canada.

L'Hydro devrait donner l'électricité au prix coûtant. En Ontario, si on voulait faire des profits pour le gouvernement, on ne donnerait pas l'électricité aux taux les plus bas du pays. Par son bill, le gouvernement met la main sur les \$9,000,000 de profits que l'Hydro a réalisés en neuf mois, ce qui veut dire \$12,000,000 par année, et les verse au fonds consolidé, au lieu d'en faire bénéficier les usagers de l'électricité. Ces bénéfices auraient dû servir à la réduction des taux dans la cité de Montréal. Au lieu de cela, le gouvernement intervient pour empêcher toute réduction des taux et se fait autoriser à s'emparer de l'argent disponible à l'Hydro.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): C'est exactement cela.

M. Choquette (Montmagny): Alors que nous avons fait de l'Hydro une commission indépendante, le bill actuel en fait le jouet du gouvernement, de l'exécutif. Le présent bill permet au gouvernement de s'ingérer continuellement dans les affaires

d'Hydro-Québec ouvrant ainsi la porte toute grande au patronage, aux interventions injustifiées et aux abus de toutes sortes. C'est toujours la même tendance et la même tentative du gouvernement, celle du contrôle, de l'accaparement, de la dictature.

Cette même tendance à la dictature se manifeste dans toutes les législations de l'Union nationale, qu'il s'agisse de la radio ou de l'électrification rurale. Pourquoi? Parce qu'il faut chercher à dominer, à influencer, à intimider, à contrôler. Et pourquoi? Le gouvernement espère pouvoir, par l'intimidation, conserver un contrôle qui lui échappe de plus en plus. Mais rien au monde n'empêchera ce régime autoritaire de sombrer dans l'iniquité.

Il (M. Choquette) discute ensuite l'aspect juridique de certains points de la loi. On a parlé d'émanation de la couronne. Il y a des organismes gouvernementaux qui ne sont pas des émanations de la couronne, lorsqu'ils sont indépendants. L'Hydro-Québec n'était pas une émanation de la couronne, tout comme les chemins de fer nationaux, la Société Radio-Canada.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est une émanation diabolique.

M. Choquette (Montmagny): Il a été décidé qu'on l'on pourrait poursuivre Radio-Canada sans pétition de droit, alors qu'en faisant de l'Hydro une émanation de la couronne, on empêche un employé de l'Hydro, privé de son salaire, de poursuivre l'Hydro sans une pétition de droit. C'est là le mal de la loi qui fait de l'Hydro une commission dépendante du gouvernement. Pourquoi enlever à l'Hydro son indépendance?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁷: Elle ne l'a jamais eue.

M. Choquette (Montmagny): Alors, pourquoi passer une loi pour la rendre dépendante? Le gouvernement insuffle de l'ingérence politique dans un organisme que le gouvernement libéral avait rendu autonome et indépendant.

Le premier ministre veut s'emparer des revenus des clients de l'Hydro pour remplacer une si ineffable taxe de luxe. Il s'empare des profits de l'Hydro pour satisfaire aux exigences d'un budget scandaleux de \$169,000,000. Le peuple ne se laisse pas tromper ainsi. Il attend son heure pour se prononcer contre le gouvernement de l'Union nationale et il espère qu'elle viendra bientôt.

Je m'oppose aussi à ce que l'indemnité soit fixée par le tribunal que nous ne connaissons pas. Comme l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue), je veux déposer une fleur sur la tombe des amiables compositeurs que le premier ministre a supprimés à la demande du chef de l'opposition. Le premier ministre a produit une lettre d'avocats éminents, mais qui ne contredit nullement mon chef estimé. La lettre dit: "L'intention des rédacteurs de la loi n'était pas; il n'a pas paru aux rédacteurs..." Vous voyez comme c'est délicieux. Mais à la suite de la dénonciation du chef de l'opposition, le gouvernement a été obligé de changer sa loi. Cette disposition peignait bien l'esprit du premier ministre, qui a capitulé sur ce point.

Mais il y a bien autre chose encore dans la loi. On donne au gouvernement le pouvoir de changer la sentence arbitrale. Il est contraire à l'article 91 de la Constitution de légiférer pour déterminer dans quelle monnaie l'indemnité devra être payée. Je me demande si le gouvernement a le pouvoir de dire qu'il paiera avec des obligations, alors que c'est le fédéral qui a juridiction en matière de monnaie. On pourra attaquer la constitutionnalité de cette loi, parce que le gouvernement veut payer les actionnaires, non d'après la monnaie légale du Canada, mais suivant une monnaie spéciale qu'il créera lui-même avec une émission d'obligations. On ne peut empêcher l'appel de la Cour du banc du roi à la Cour suprême, car cet appel est créé par une loi fédérale.

Le bill peut donner lieu à un grand tripatouillage politique et nous ne pouvons l'accepter. L'Union nationale serait mal venue de se présenter devant l'électorat après une pareille mesure. Le gouvernement commet une nouvelle tentative de suicide. Incapable de faire face à la justice, comme les chefs nazistes, il s'injecte un poison¹⁸. L'honorable premier ministre a mal choisi son heure pour se nommer dictateur de l'Hydro. Le premier ministre n'a pas le droit de se couvrir du manteau royal pour couvrir les turpitudes de l'Union nationale que l'on trouve dans sa loi.

Nous n'avons jamais entendu parler aussi souvent de la couronne et de la personne de sa Majesté. Le premier ministre est tellement orgueilleux de la place qu'il occupe présentement. Il semble vouloir s'emparer de la couronne pour se la poser sur la tête, un peu de travers, à sa manière gavroche¹⁹, afin de dire: "Je suis le dictateur de la province". Ce rêve sera de courte durée, car les électeurs québécois ont hâte de prendre leur revanche et ils la prendront très bientôt.

Il a choisi un mauvais moment. Une vague libérale déferle en ce moment d'un bout à l'autre de la province. Toutes les formes de dictature et de torysme, qu'elle soit conservatrice, indépendante ou Brackeniste, d'union nationale sombrent rapidement dans le mépris et la réprobation générale.

Un de nos collègues a déploré le fait que la loi ne puisse unir tous les partis en cette Chambre. On a fait des allusions à la campagne électorale. Malgré tous les griefs que l'on puisse avoir contre Ottawa, M. King est encore la figure dominante dans la politique canadienne et il écrase de son ombrage les pygmées de l'Union nationale. Le gouvernement qui est devant nous est un gouvernement mort-né, un avorton des préjugés de guerre. C'est une masse informe et bleuâtre, repoussante à cause de ses 21 tentacules, le tout enveloppé dans les plis de la vieille défroque tory, elle-même dans un état de décomposition avancée²⁰.

(Applaudissements)

Les forces de la liberté qui viennent de triompher en Europe triompheront bientôt à Ottawa et dans la province de Québec.

(Longue ovation)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) relève le couplet final de son collègue de Montmagny (M. Choquette). L'envolée électorale qui a terminé le discours du député de Montmagny explique le peu de valeur des arguments qu'il a présentés. Le député de Montmagny, bon avocat en dehors de la Chambre, vient de soumettre une argumentation assez extraordinaire. Son attachement aveugle à une religion politique, à la religion rouge, explique la façon dont il a discuté la loi. Il ne peut pas se détacher de cette piété. Le député de Montmagny a été conçu dans le rouge, trempé dans le rouge et depuis, il a toujours vu rouge, quelle que soit l'occasion. Le député de Montmagny mange rouge, respire rouge, parle rouge et transpire le rouge.

Le député de Montmagny a comparé la loi Hamel de l'année dernière à la loi qui abolissait la tenure seigneuriale, il y a plus d'un siècle. Mais la loi Hamel est une mesure de spoliation. Ce problème auquel nous apportons aujourd'hui la meilleure solution possible, en adoptant cette mesure, n'est pas le nôtre, mais c'est un des nombreux problèmes que nous a laissés l'ancien gouvernement libéral de cette province.

Il (M. Sauvé) emploie la formule des assemblées politiques: Mesdames et messieurs. Il fait observer immédiatement que la présence de nombreuses dames à la Chambre justifie l'emploi de cette expression²¹.

L'ancien gouvernement s'est emparé de la Montreal Power, sans avertissement au préalable. La loi de 1944 a montré aux compagnies qu'elles étaient dépouillées de leurs biens, sans avis et sans être payées. La loi de l'an dernier était une mesure arbitraire, un défi à la propriété privée et un avertissement aux compagnies que leurs biens pouvaient leur être enlevés par le gouvernement sans préavis et sans être payés.

Le Parti libéral a laissé en héritage le problème de l'Hydro au gouvernement actuel et celui-ci tente d'y apporter la meilleure solution possible. L'Union nationale est obligée de régler un problème qui avait été créé par l'ancien gouvernement à la veille des élections. Si elle avait eu à faire cette législation de toutes pièces, elle l'aurait probablement faite autrement. Mais il fallait tenir compte de ce qui avait été fait auparavant.

En réponse aux prétentions du député de Montmagny (M. Choquette), à l'effet que la loi proposée donne au gouvernement mainmise sur l'Hydro et que la loi de l'an dernier créait une commission indépendante: je puis citer au moins 12 articles dans la loi qui consacrent l'ingérence du gouvernement dans les affaires de l'Hydro et qui obligeaient l'Hydro à requérir à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil sur plusieurs points, les opérations les plus importantes, comme c'est le cas aujourd'hui.

Il (M. Sauvé) cite plusieurs de ces articles²². La loi de l'Hydro de 1944 consacrait l'ingérence du gouvernement dans cet organisme et au sujet des taux de l'électricité, la même loi de l'année dernière laissait la fixation de ces tarifs à l'arbitraire du gouvernement.

M. Choquette (Montmagny) nie que le lieutenant-gouverneur en conseil contrôlera les tarifs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les règlements de la commission étaient assujettis au contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, et une demi-douzaine de règlements de la commission fixant des tarifs ces derniers mois ont été soumis au lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi qui a été présentée au cours de la présente session ne reflète pas exactement ce que le gouvernement de l'Union nationale voulait faire, mais ce dernier devait régler un problème non résolu par l'ancien gouvernement. La loi de l'an dernier constituait une menace pour toutes les entreprises et pour l'industrie,

parce qu'un gouvernement pouvait saisir leurs biens en tout temps sans payer pour ces biens.

Le député de Montmagny soutient que la Législature n'a pas le droit de décréter qu'un appel à la Cour du banc du roi sera final et sans appel. Il (M. Sauvé) reproche au député de Montmagny de se contredire en prétendant que nous n'avons pas le droit, dans une loi, de décréter que la Cour du banc du roi jugera en dernier ressort, alors qu'il y a à peine quelques jours le député de Montmagny faisait des envolées oratoires, en faveur de l'abolition des appels au Conseil privé, et soutenait que la Législature possédait la prérogative d'abolir ces appels.

M. Choquette (Montmagny): Ce n'est pas du tout la même chose. Dans le bill Lemieux, il s'agissait d'abolir des articles de notre Code de procédure civile touchant l'appel de droit au Conseil privé, et le Code de procédure civile est du ressort de la Législature qui l'a adopté. Alors qu'en disant dans le bill actuel qu'il n'y aura pas d'appel à la Cour suprême, on entre sur le terrain d'une loi fédérale qui dit qu'il y a appel à la Cour suprême de tout jugement final du plus haut tribunal d'une province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient dans la discussion. Il prend vivement à partie le député de Montmagny (M. Choquette).

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) montre une photographie sur laquelle on voit le premier ministre et M. Bracken qui se serrent la main à Trois-Rivières.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) montre d'autres photographies du même genre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dénonce ce procédé et explique la circonstance où ces photographies ont été prises. C'était une cérémonie officielle où le premier ministre était justifiable de se trouver en qualité de député de Trois-Rivières et d'homme courtois.

Par le projet de loi actuel, le gouvernement accomplit un acte de justice à l'égard de l'entreprise privée. Si nous voulons conserver la stabilité dans notre province, il faut que personne ne soit spolié et privé du bénéfice normal et juste que lui ont apporté son initiative et ses labeurs. Je n'ai aucune hésitation à voter pour le bill 45 qui constitue un geste de justice de la part du gouvernement et qui n'est plus de la spoliation.

Le gouvernement mérite qu'on le félicite pour tout ce qu'il essaie de faire pour l'enfant auquel l'ancien gouvernement a donné naissance. Il est né et il faut faire tout ce qu'on peut pour lui. Le gouvernement indique aux entreprises privées de la province qu'il ne croit pas que qui que ce soit devrait être dépouillé de ses biens.

M. Francoeur (Montréal-Mercier)²³: La loi de 1944 sur l'hydroélectricité, qui a été adoptée par un gouvernement honnête et sincère, était une bonne loi dont l'objet était de servir les intérêts des gens de Montréal et du reste de la province en général. On veut saboter et tout détruire l'œuvre du gouvernement libéral qui a créé l'Hydro-Québec au bénéfice du peuple. On veut placer les créatures du régime, c'est clair.

C'est une mesure à base de favoritisme et de patronage qu'on est à faire. Les forces du torysme représentées par l'Union nationale travaillent à enlever à Montréal son titre de métropole du Canada pour la donner à Toronto. Il (M. Francoeur) défend la population contre les tentatives d'accaparement du cabinet des 21.

Il (M. Francoeur) dit qu'il prend la défense de la population de Montréal qu'il prétend spoliée par ce geste du gouvernement provincial qui applique aux dépenses générales de la province l'argent provenant de l'Hydro.

Qu'on laisse Montréal administrer ses propres affaires. Le premier ministre ne connaît pas la mentalité de la métropole et il n'est pas satisfait des dernières élections. Je défie le premier ministre de venir parler de sa loi et la défendre devant la population de Montréal. Aux prochaines élections, le peuple va rejeter l'administration de l'Union nationale, parce qu'elle s'est montrée l'adversaire des meilleurs intérêts des classes laborieuses de la société.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)²⁴ demande la parole. Comme il a apparemment un assez long discours à prononcer, il ajourne le débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'as pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Devoir* du 31 mai 1945, à la page 2, précise que M. Godbout "formule ensuite cette affirmation aux applaudissements bruyants de la gauche libérale."

2. Coke: résidu solide de la carbonisation ou de la distillation de certaines houilles grasses.

3. En procédure civile, un amiable compositeur est un arbitre chargé de régler à l'amiable un différend entre deux personnes.

4. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 31 mai 1945, à la page 7, alors que *L'Action catholique* du 31 mai 1945, à la page 2, parle de 3 % seulement.

5. Cet article se lit comme suit: "La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites, en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes. La Commission peut également faire de pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats corporatifs. Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis de plus d'un an."

6. L'article 9 se lit comme suit: "L'article 23 de ladite loi est modifié: *a.* en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant: "elle doit également, sous la même réserve, fournir l'énergie en gros à toute coopérative d'électricité qui en fait la demande."; *b.* en ajoutant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot "prévaloir", les mots "des dispositions du premier alinéa."

7. Il s'agit ici du premier alinéa du paragraphe 7c. de l'article 26 du bill, tel qu'adopté le 31 mai 1945, qui

se lit comme suit: "7c. L'indemnité prévue à l'article 5 sera déterminé par trois arbitres dont l'un sera nommé par la Commission, l'autre par l'exproprié et le troisième par les deux précédents. Ces arbitres sont constitués en un comité d'arbitrage et ils sont en même temps établis amiables compositeurs."

8. Les discussions entourant cette loi eurent lieu les 23, 28, 29, 30 et 31 mai et le 14 avril 1944.

9. Selon *The Chronicle Telegraph* du 31 mai 1945, à la page 3, "le nationaliste indépendant dans un discours qui a duré bien au-delà d'une heure."

10. Cet article se lit comme suit: L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à raison de l'expropriation décrétée par l'article 2 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou de la loi des transports et communications (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), selon le cas, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui. Dans la détermination de ladite somme, une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude. Il sera déduit de ladite somme capitale le montant capital des obligations et billets mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 3 de la présente loi; si le montant desdits billets et obligations excède le montant de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de recouvrer la différence avec l'intérêt au taux légal depuis le 15 avril 1944 et sera, pour cette réclamation, subrogée aux droits et privilèges du fiduciaire sur les biens ne formant pas partie de l'entreprise visée par l'article 2 de la présente loi. Le montant net de l'indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944. Dans les six mois de la détermination finale de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec devra faire en sorte que les biens ne formant pas partie de l'entreprise expropriée soient libérés de la charge des actes de fiducie mentionnés à l'article 3, au paiement, s'il y a lieu, de la réclamation prévue au second alinéa du présent article."

11. L'article fera signifier à l'exproprié, au siège social de la compagnie à Montréal, un avis *a.* informant l'exproprié qu'elle entend faire déterminer l'indemnité prévue à l'article 5 de la présente loi; *b.*

mentionnant le montant de l'indemnité offerte; *c.* prévenant l'exproprié que si l'offre d'indemnité n'est pas acceptée dans un délai de soixante jours, elle s'adressera au comité d'arbitrage pour fixer l'indemnité. Cet avis sera signifié comme un bref d'assignation. Aussitôt après la signification de cet avis, les directeurs de la compagnie devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduire des procédures relatives à la fixation de l'indemnité. Si l'offre n'est pas acceptée, l'avis sera, à l'expiration du délai de vingt jours de la signification, produit entre les mains du secrétaire du comité d'arbitrage. À compter de la production de cet avis, les arbitres seront saisis de la question et ils devront procéder à la détermination de l'indemnité en suivant les règles si-après prescrites."

12. Cette section se lit comme suit: "43. [[Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la Commission jusqu'à concurrence de dix millions de dollars à un taux d'intérêt de deux pour cent, amortissable sur une période n'excédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale. Le montant des avances est pris sur le fonds consolidé du revenu. Sur le rapport de la Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut disposer du paiement total ou partiel de l'intérêt et de l'amortissement sur toute avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'excédant pas cinq ans.]] "44. Pour les fins de l'article précédent, la construction de lignes de distribution d'électricité comprend les lignes de transmission primaires et secondaires, les transformateurs et compteurs ainsi que les raccordements de service de la longueur fixée par la Commission. "45. La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes. La Commission peut également faire des pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats corporatifs. Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an. "46. Au cas où

la Commission ne pourrait s'entendre avec un distributeur d'électricité pour les fins prévues à l'article précédent, la Régie pourra fixer, par ordonnance, les conditions auxquelles ce distributeur devra se conformer en suivant la procédure prescrite à la loi de l'électricité (chapitre 99) et sous les mêmes sanctions. "47. La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations municipales ou de syndicats coopératifs, pour les frais d'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section. Le montant du prêt consenti pour une même ferme, ne peut dépasser trois cents dollars et le total prêté en aucun temps ne doit pas excéder un million de dollars. La Commission fixe le taux d'intérêt et les conditions auxquelles ces prêts peuvent être accordés, le terme fixé pour le remboursement total ne devant pas excéder dix ans."

13. *Le Soleil* du 31 mai 1945, à la page 11, note que le débat reprend à 8 h 15 du soir.

14. *Le Soleil* du 31 mai 1945, à la page 3, rapporte les paroles de M. Hamel: "J'ai lu le bill touchant l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated. Le trust doit jubiler. Il a réussi avec ce bill à obtenir plus pour lui que ne lui accordait la loi de M. Godbout, préparée comme celle-ci au goût et sous l'inspiration des monopoleurs. Il est, une fois de plus, incontestable que les vieux partis, cachés sous quelque titre que ce soit, restent ce qu'ils ont toujours été: les serviteurs des trusts et les ennemis savamment déguisés du peuple. En 1937, M. Duplessis a voulu se donner figure de tombeur des trusts, en construisant une centrale au Témiscamingue, sous prétexte de concurrencer le trust, sur un point stratégique. Je lui ai alors dit qu'il sabotait l'idée de la nationalisation dans notre province. Voyez combien les faits, aujourd'hui, viennent confirmer cette accusation. La centrale au Témiscamingue rapporte \$1,000 par jour de recettes (les dimanches exceptés), et elle accuse un déficit quotidien de \$500. Pour avoir l'insigne honneur de fournir de l'électricité à un seul client important: la Cie Noranda, la centrale du Témiscamingue accumule près de quinze mille piastres (\$15,000) de déficit par mois depuis sa fondation. Ces pertes dépasseront \$600,000 aujourd'hui. M. Duplessis veut continuer ce sabotage sur une plus haute échelle, après s'être expérimenté en ce genre de travail avec son premier fiasco du Témiscamingue. À la suite de ces expériences malheureuses, sera-t-il surprenant

qu'on tue pour toujours, l'idée de la nationalisation dans le Québec? Les trusts alors nous auront une fois pour toutes; nous deviendrons le paradis permanent des exploités. M. Duplessis n'a pas changé. Il reste ce qu'il était en 1935. J'aurai, je l'espère, l'occasion de montrer, dans le détail, la situation révoltante que crée pour nous une pareille législation. Philippe Hamel, 6 d'Aiguillon, Québec."

15. *Le Devoir* du 31 mai 1945, à la page 2, souligne à un moment que "reprenant le mot lancé par son collègue de Bellechasse (M. Bienvenue), le député de Montmagny (M. Choquette) déclare d'abord que la législation présentée par le gouvernement de l'Union nationale n'est ni hâtive, ni tardive, mais qu'elle est nocive." Nous avons jugé bon alors de compléter ce que M. Bienvenue avait dit à ce sujet.

16. *Le Devoir* du 31 mai 1945, à la page 2, note que "M. Duplessis est fréquemment applaudi par les ministériels."

17. *Le Canada* du 31 mai 1945, à la page 2, et *Le Devoir* du 31 mai 1945, à la page 2, attribuent cette intervention à M. Gagnon et non, comme le fait *L'Événement*, à M. Duplessis.

18. Le député fait référence ici au suicide d'Adolf Hitler, mort le 30 avril dernier.

19. Gavroche est un personnage des *Misérables* de Victor Hugo: un gamin de Paris, spirituel et moqueur.

20. *Le Soleil* du 31 mai 1945, à la page 11, mentionne que "le discours de M. Choquette souleva de vifs applaudissements et un enthousiasme indescriptible parmi les membres de l'opposition."

21. *Le Devoir* du 31 mai 1945, à la page 2, ne précise pas quand M. Sauvé fait cette remarque.

22. Selon *The Montreal Daily Star* du 31 mai 1945, à la page 2, M. Sauvé cite vingt articles de la loi de l'an dernier.

23. *L'Événement* du 31 mai 1945, à la page 11, nous apprend que "comme d'habitude M. Francoeur provoque, pendant son discours, plusieurs incidents." *L'Action catholique* du 31 mai 1945, à la page 17, ajoute: "les digressions ont été très nombreuses. L'orateur a été fréquemment interrompu et il a fait face à toutes les interruptions. Le président a été

obligé d'intervenir à maintes reprises pour maintenir l'ordre, mais le débat n'a jamais pris une tournure inquiétante. Le premier ministre, pour sa part, est resté impassible."

24. Selon *L'Action catholique* du 31 mai 1945, à la page 17, il est 11 h 30, lorsque M. Marler prend la parole.

Première séance du jeudi 31 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi d'Hydro-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), à la séance du mercredi 30 mai courant, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 25 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), soit remplacé par le suivant:

"25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

"Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au trésorier de la province, à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le trésorier les a reçus."

"2. Que la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) soit modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"18b. Pour le paiement des indemnités d'expropriation prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la

Commission hydroélectrique de Québec à contracter des emprunts, pour un montant n'excédant pas, dans chaque cas, l'indemnité d'expropriation, au moyen d'obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent l'an, pour un terme ne dépassant pas trente ans et payables aux dates et de la manière qu'il détermine.

"La Commission pourra, chaque année, racheter à même les obligations ainsi émises, celles qui seront désignées par tirage au sort, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement de ces obligations en capital et intérêt.

"Il sera loisible à la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, de payer les indemnités d'expropriation définitivement accordées aux expropriés au moyen d'obligations émises et garanties conformément aux dispositions du présent article. Ce paiement équivaldra à un paiement en monnaie courante jusqu'à concurrence d'une somme égale à la valeur nominale des obligations."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)¹: Je m'objecte au bill parce que, dans mon opinion, il sanctionne et encourage l'intervention du gouvernement dans l'administration de l'Hydro, parce que la Commission ne pourra se lancer dans de nouvelles entreprises sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, parce que les règlements relatifs à la fixation des taux nécessiteront aussi l'approbation du gouvernement. La Commission hydroélectrique ne pourrait pas faire grand-chose sans la permission du gouvernement; tous les contrats d'électricité ont été approuvés en vertu du présent bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien n'a changé en ce qui concerne le contrôle des tarifs d'électricité par le lieutenant-gouverneur en conseil. De plus, des augmentations et des diminutions de tarifs avaient été soumises à l'approbation du gouvernement Godbout.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'aime toujours pas le principe de la soumission des structures tarifaires à l'approbation du gouvernement. Cela signifie qu'on rend les

conditions d'étatisation, auxquelles je m'oppose, encore plus intolérables. À mon avis, si ce bill est adopté, la commission va se trouver paralysée dans toutes ses actions par la nécessité de recourir constamment à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Il (M. Marler) cite l'article 12² de la présente loi qui subordonne les réductions de tarifs aux besoins fiscaux du gouvernement, alors que l'acquisition d'immeubles est sujette à la même approbation gouvernementale. Il (M. Marler) condamne ces règlements parce qu'ils sont injustifiés et constituent une intervention continue de l'autorité gouvernementale dans l'administration et les activités de la commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comité exécutif de Montréal, dont le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est membre et vice-président, est obligé pour une foule de choses et pour bon nombre d'actes de demander l'autorisation de la Commission municipale de Québec. La conduite des travaux du comité exécutif de Montréal est régie par la Commission municipale du Québec. Pour ce qui est des finances, il est question de quelque \$200,000,000 et le député ne voulait pas que le gouvernement ait quoi que ce soit à dire. Est-ce à dire que le comité exécutif est constamment paralysé dans son action? C'est le gouvernement libéral qui a imposé le contrôle de la Commission municipale du Québec et du présent système municipal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)

demande qu'on lui permette de dire ce qu'il a à dire, mais affirme que les interruptions ne le dérangent pas. Le bill autorise le trésorier provincial à s'emparer des profits de l'Hydro. Comme c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui approuve les taux, le gouvernement, quand il aura besoin d'argent, va pouvoir taxer les industries de la région de Montréal simplement en élevant les taux ou du moins les taux ne baisseront pas. Les taux devraient être contrôlés par la Commission. Les membres de la Commission sont nommés par le gouvernement et refléteront naturellement l'opinion du gouvernement. Mais il (M. Marler) ne veut pas dire qu'ils doivent en tous points refléter la pensée du gouvernement. On va ainsi mettre notre province sur un pied d'infériorité vis-à-vis de l'Ontario et décourager l'installation de nouvelles industries.

De plus, le même gouvernement tient secrètes toutes les questions relatives à l'investissement des réserves, une politique que toutes les normes commerciales rejettent.

Une des meilleures caractéristiques de la loi de 1944, et l'une des caractéristiques de la loi de l'an dernier, celle-là même qui rallia l'approbation générale dans la région où l'Hydro était appelée à opérer, c'était le caractère, qui me plaisait, d'indépendance et d'autonomie conféré à la Commission. Ce caractère disparaît maintenant. Le gouvernement fait table rase de l'indépendance de la Commission de l'Hydro en la forçant à lui soumettre ses décisions pour approbation par le conseil des ministres. Cette mainmise du gouvernement sur cet organisme économique dont on attendait beaucoup pour l'émancipation économique de la province va empêcher plusieurs nouvelles industries de venir s'établir chez nous.

Je suis personnellement contre l'étatisation et je l'ai dit dans mon discours de l'an dernier, et je suis toujours contre, mais il est admis que l'indépendance laissée à la Commission était le gage certain du succès de cette nouvelle entreprise. Si maintenant les commissaires ne peuvent exercer leur propre jugement, s'ils ne sont nommés que pour exécuter et obéir à la volonté du gouvernement, je considère qu'il vaudrait mieux abolir complètement la Commission et laisser l'administration de toute l'affaire au conseil exécutif. L'étatisation que nous propose la loi à l'étude, voilà une étatisation de la pire espèce contre laquelle je m'élève et contre laquelle je me dois de protester et que je dois condamner.

En ce qui concerne l'investissement des réserves dans les obligations provinciales, il (M. Marler) en comprend les raisons, mais il croit que la Commission ne devrait pas se limiter à investir dans les obligations provinciales. Cela pourrait désavantager ceux qui s'intéressent au bien-être financier de la Commission, comme les détenteurs d'obligations. De plus, les obligations fédérales offrent la meilleure garantie de stabilité, ce qui n'a pas toujours été le cas pour les obligations provinciales.

Je m'oppose tout particulièrement aux dispositions du bill qui autorise le trésorier de la province à verser dans le fonds consolidé du revenu tous les profits disponibles de l'Hydro, une fois mises de côté les réserves nécessaires. C'est un mauvais principe, il autorise une pratique injustifiable. C'est un mauvais principe et ce n'est pas dans l'intérêt de la Commission ni dans celui de la province, et surtout, ce n'est pas une bonne idée en ce moment, en raison de la concurrence à laquelle les nouvelles industries doivent faire face. Les politiques gouvernementales, telles que formulées dans le bill

auraient dû permettre au gouvernement, par l'entremise d'Hydro-Québec, de réduire les tarifs afin que les entreprises québécoises soient sur un pied d'égalité avec celles de l'Ontario. Au lieu de cela, le gouvernement utiliserait les fonds de la Commission pour tous les services de cette administration. La Commission devrait utiliser ses surplus pour payer sa dette ainsi que l'indemnité due aux actionnaires. Je reproche à l'administration son intention d'utiliser les fonds de l'Hydro comme elle l'entendra.

Ce serait une bonne politique de clarifier l'existence juridique de la commission, afin de ne pas lui accorder une immunité absolue qui lui assurerait une protection contre les recours juridiques. Mais il y a pire, l'adoption de la loi ne laissera aucun recours aux détenteurs d'obligations de la Montréal Light, Heat & Power, pour ce qui est du paiement de leur indemnité en capital et intérêt.

L'Ontario, grâce à sa position privilégiée qui lui avait permis de ne pas payer de taxes fédérales pendant de si nombreuses années, avait accumulé des réserves lui permettant de réduire les tarifs. Au Québec, on a proposé que les tarifs soient assujettis aux besoins fiscaux. Il ne s'agit pas de quelques sous de moins par mois pour les tarifs domestiques, car la consommation domestique d'électricité est proportionnellement faible, mais pour les tarifs industriels de l'ensemble de la province. Et si la région métropolitaine doit pouvoir attirer l'industrie, il lui faut afficher des tarifs intéressants. Si on devait fixer les tarifs en fonction des besoins financiers de la province, on agirait de façon discriminatoire envers les consommateurs d'électricité de Montréal qui devraient alors payer des tarifs établis selon les besoins de l'ensemble de la province, tandis qu'il n'en serait pas de même pour les personnes qui consomment de l'électricité produite par les compagnies privées.

Une des caractéristiques déplorables du bill est qu'il ne prévoit rien, en ce qui concerne l'utilisation des surplus d'Hydro-Québec par le gouvernement. Les Montréalais veulent des services hospitaliers, éducatifs et sociaux et ils sont fiers de ce qu'ils ont accompli à cet égard. Mais bien qu'il soit possible que le premier ministre ait eu recours à la restriction mentale, rien n'est prévu pour l'affectation de l'argent provenant d'Hydro-Québec à l'éducation et à la santé. Je conviens avec le premier ministre qu'il ne pourrait y avoir qu'un seul fonds de revenus et, par conséquent, l'argent n'est affecté à aucune fin particulière. Il est certain que le gouvernement aurait dû indiquer clairement quels

services spéciaux profiteraient des revenus supplémentaires de l'administration. L'argent devrait être affecté à l'indemnisation des actionnaires des compagnies expropriées, ou bien il devrait permettre à la nouvelle Commission ou au lieutenant-gouverneur en conseil, ce qui revient au même, de réduire les tarifs dans la région de Montréal. Cela attirerait de nouvelles industries dans la province et amènerait un grand développement industriel qui profiterait à l'ensemble de la province.

Il (M. Marler) s'occupe du portefeuille de valeurs mobilières appartenant à la Montréal Light, Heat & Power qui s'élève à plusieurs millions. En vertu de la loi qui s'applique à ces valeurs, celles-ci pourraient être vendues au profit du fonds consolidé du revenu. Ce serait peu judicieux, car on retirerait des actifs de la Commission au moment où la Commission aurait à émettre des obligations. Cela signifie que tout dépend du bon vouloir du gouvernement de la province pendant les 30 ans d'existence des obligations d'Hydro, et quand je parle de 30 ans, il va de soi que je ne parle pas du gouvernement de l'Union nationale.

Le premier ministre a déjà mentionné qu'il se pourrait que la ville de Montréal prenne en charge le réseau de distribution. Cela nécessiterait une somme d'argent importante provenant de la vente d'actifs immobilisés, de la liquidation des valeurs mobilières des compagnies et de leurs sources et de la vente du réseau de distribution aux municipalités intéressées. Les fonds de capitaux devraient être utilisés à des fins précises, et je suis certain que le premier ministre serait d'accord avec moi s'il y réfléchissait.

Il est exagéré d'accorder l'immunité absolue à la commission, en ce qui concerne les actions en justice. Cela n'améliorerait pas le crédit de la commission.

Pour ce qui est de la façon dont l'affaire sera réglée en vertu du présent bill, il (M. Marler) souligne que la loi de 1944 prévoyait l'acquisition des réseaux de la Montreal Light, Heat & Power et de la Montreal Island Power ainsi que l'acquisition des actions de la compagnie Beauharnois, et on avait jeté les bases de l'acquisition des biens des deux premières compagnies mentionnées, notamment le capital qui serait alloué pour la fixation des tarifs, plus 10 %. Le nouveau bill permet l'expropriation des actions des deux compagnies. Je pense qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction de la part du gouvernement. Il était difficile de n'exproprier que l'entreprise, et je pense vraiment que, dans l'intérêt des actionnaires et du gouvernement, la commission devrait acquérir ces actions. Je pense aussi, pour des

raisons de fiscalité, que c'est une question de justice pour les actionnaires, lesquels méritent que justice leur soit rendue³.

L'un des vices du bill, c'est qu'il ne dit pas ce que le gouvernement fera avec les surplus qu'il prendra à l'Hydro. Ce contrôle absolu du gouvernement sur la Commission signifie peut-être une nouvelle forme de taxation, étant donné qu'en n'importe quel temps, les taux peuvent être rajustés suivant les besoins de l'administration. Les réclamations justifiées des actionnaires de la compagnie ont servi de football politique, lors de la dernière élection provinciale. Un nouveau gouvernement est au pouvoir et, malgré cela, les actionnaires ne savent pas encore à quoi s'en tenir, et ne savent pas encore ce qu'ils obtiendront. Ils sont justifiés d'appréhender un autre retard.

J'ai remarqué que la nouvelle loi ne modifie pas l'assiette de l'indemnité pour l'entreprise des deux compagnies et les actions de la Beauharnois. Les actions de la Montreal Island Power doivent être déterminées par la valeur des autres actifs, notamment les valeurs mobilières, dont on prend le contrôle, moins la valeur des actifs. On a prévu une solution de rechange, notamment une offre de la Commission. Je n'aime pas la nature des articles qui sont censés retourner les valeurs qui avaient été transférées à la Southmount Investment Company. Aucune disposition n'est prise pour leur évaluation. Je m'oppose au fait qu'aucun délai ne soit prévu dans lequel la commission doit faire son offre à la compagnie. L'an dernier, un délai de 60 jours avait été fixé, mais comme il y avait eu une période électorale, aucune offre n'avait été faite, ce qui était normal dans les circonstances. Cependant, le présent gouvernement est en fonction depuis neuf mois et il a eu tout le temps voulu pour se pencher sur cette question.

Il (M. Marler) discute longuement de l'expropriation des compagnies de services publics qui font maintenant partie d'Hydro-Québec et il signale que, grâce à la loi actuelle, ceux qui ont investi dans ces compagnies se trouvent sans protection contre les caprices et les lubies du gouvernement.

Il (M. Marler) insiste sur le fait que le projet de loi donne trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil et que le gouvernement paiera les actionnaires de la Montreal Power en débetures, au lieu de les payer en argent.

Il (M. Marler) s'oppose fortement à ce que l'indemnité, lorsqu'elle est fixée et doit être payée, ne soit pas payée en argent, mais en obligations de la Commission garanties par le gouvernement. Cela va

à l'encontre de l'esprit du Code civil; que l'on prenne les biens de quelqu'un et qu'on ne le paie pas en argent comptant est inhabituel. C'est le gouvernement qui décidera du taux des obligations. Si le taux est de 3½ %, soit le maximum, les obligations auront une valeur au pair, selon les valeurs actuelles, avec le maximum des obligations de la Montreal Power portant le même taux d'intérêt. Mais si le gouvernement choisit un taux de 2 %, un actionnaire recevra une obligation ne valant que \$72 environ, et il devra l'accepter comme une obligation valant \$100. Ce qui est tout à fait incorrect.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est dans un dilemme. Il vient de démontrer qu'il est pris entre ses attaches, son amour aux financiers de la rue Saint-Jacques et sa fidélité au Parti libéral. Il veut défendre à la fois les amis qui lui sont chers, les financiers de la rue Saint-Jacques, et ses amis du Parti libéral. Le député de Westmount-Saint-Georges a essayé de plaire à la rue Saint-Jacques et, du même souffle, à son leader, le chef de l'opposition. Il n'a pas beaucoup parlé de la violation de la loi d'expropriation adoptée par le gouvernement Godbout.

Le député de Westmount-Saint-Georges reproche au gouvernement de l'Union nationale de causer une injustice aux actionnaires de la Montreal Light, mais il oublie de signaler l'acte des libéraux qui ont adopté une législation l'année dernière, à la toute dernière minute, à la fin de cinq années, et ce, à la veille des élections. Quand on reproche de payer les actionnaires avec des obligations de la province, on ne doit pas oublier que les libéraux ont passé une législation de chantage. Elle laissait en suspens la détermination du prix de l'entreprise qu'elle expropriait ainsi que l'indemnité aux actionnaires.

Il est évident que le député de Westmount-Saint-Georges pourrait avaler une bonne grosse pilule pour son parti politique. Le député a oublié que la Commission hydroélectrique avait fait une offre à la compagnie dans le délai de 60 jours prévu par la loi, pour les biens dont elle a pris possession, et que le chef de l'opposition, que le député de Westmount-Saint-Georges appuyait encore, avait refusé de rendre l'offre publique. La Commission était prête à faire des offres de règlement, avant les élections, mais le gouvernement n'en a pas tenu compte, afin de mieux tromper le peuple. Cela lui permettait de dire aux actionnaires qu'ils auraient trois fois plus cher que la valeur, et au public, que les actionnaires ne retireraient presque rien.

Et pendant ce temps-là les actionnaires, pour lesquels le député de Westmount-Saint-Georges verse maintenant des larmes, devaient se débrouiller comme ils le pouvaient et attendaient. On a tout sacrifié pour le parti, même des choses qui n'étaient pas convenables. Cela lui fait penser au Janus⁴ à deux faces de la mythologie.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) ayant reproché au gouvernement de taxer indirectement les gens de Montréal, il (M. Duplessis) répond que les compagnies sont taxées, même celles de Montréal, et que cet argent est réparti dans le peuple. À ce propos, il (M. Duplessis) a promis de reprendre à Ottawa la taxe sur les corporations.

Il (M. Duplessis) reproche au député de Westmount-Saint-Georges, à la suite de ses amis libéraux, de vouloir soulever les Montréalais contre les gens de la campagne, en soutenant que les surplus de l'Hydro seraient attribués pour le bien-être général de la province, au profit de l'amélioration de la santé et de l'éducation. Je n'ai pas aimé cette tentative. Les compagnies qui payaient des taxes à la province contribuaient à l'ensemble de la province et elles ne faisaient pas leur argent à Montréal, même si leur siège social y était situé. Les taxes payées par ces compagnies ont été versées au fonds général de la province. Toute la population a profité des activités exercées par ces compagnies dans l'ensemble de la province, même les gens de Montréal.

On a dit que le gouvernement faisait de la politique partisane. La meilleure preuve que le gouvernement actuel écarte toute considération partisane, qu'il donne un meilleur exemple de désintéressement et que nous voulons donner justice à tout le monde dans le règlement de ce problème, c'est qu'il ne se propose de nommer aucun des arbitres. Le gouvernement n'a pas voulu faire de politique en nommant ses propres créatures. Il a voulu laisser le soin de nommer ces arbitres aux gens intéressés, savoir la compagnie et l'Hydro.

Le gouvernement est loin de faire de la politique avec cette question et laisse le choix des comités d'arbitrage pour la fixation des indemnités aux intéressés: la Montreal Power, la Beauharnois, la Montreal Island et les actionnaires de ces entreprises. Sous l'ancienne loi, c'était la Régie des services publics, créature du gouvernement, qui devait fixer l'indemnité. Quel gouvernement est le plus juste? Quel gouvernement agit de la façon la plus correcte ou la plus incorrecte, comme le dit le député de Westmount-Saint-Georges? C'est indécent, car le gouvernement se serait trouvé à la fois juge et partie dans la cause.

Il (M. Duplessis) revient sur son argument de l'extinction des créances et des dettes de la Montreal Light envers la Beauharnois par le fait que la province s'approprie les actions de la Montreal Power qui détient en même temps le portefeuille de la Beauharnois; en achetant les actions de la Montreal Power, le gouvernement se trouve à éteindre la dette. La loi de 1944 se saisissait des actions de la compagnie Beauharnois, mais pas des actions de la Montreal Power.

Les obligations de la Beauharnois appartenaient à la Montreal Power. Donc, en se saisissant des actions de la Montreal Power, le gouvernement mettait la main sur les obligations de la Beauharnois à 4½ %. Il était ainsi à la fois créateur et débiteur et les obligations se sont donc annulées d'elles-mêmes. La dette que les obligations de la Beauharnois représentaient est donc éteinte. Par conséquent, il est ridicule d'affirmer que le gouvernement s'est emparé des obligations de la Beauharnois, afin d'accroître ses propres revenus.

Il (M. Duplessis) n'a pas aimé que le député de Westmount-Saint-Georges laisse entendre que les obligations de la Montreal Power valaient la même chose, si ce n'est pas plus, que les obligations provinciales. C'est une absurdité que l'on doit arrêter de propager. Ces obligations ont plus de valeur que celles d'une compagnie en particulier et il est temps qu'on le reconnaisse. Pourquoi les obligations basées sur une partie de la province vaudraient-elles plus que les obligations de toute la province?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):
Quand j'ai dit que les obligations à 3½ % de la Montreal Power étaient au pair, je voulais dire que c'était le cas depuis qu'elles étaient sous la responsabilité de la Commission hydroélectrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En faisant l'acquisition d'obligations de la province, les actionnaires auront la meilleure garantie possible et obtiendront justice. Mon ami affirme que c'est injuste de prendre le contrôle des actifs sans payer en argent et que c'est une confiscation, le député de Westmount-Saint-Georges s'indigne. Qu'a fait la Montreal Power pendant tout son règne? Elle a toujours payé en débetures et jamais en argent. La Montreal Island Power a échangé ses obligations à 6 % avec celles de la Montreal Light, Heat & Power et a fait ainsi 3 %. C'est un genre d'expropriation, la grosse compagnie qui prend le petit à la gorge. Les deux compagnies se sont échangé du papier sans qu'un cent ne soit versé.

Je trouve singulier qu'on s'oppose à ce que le gouvernement donne des débentures de la province, qui valent mieux que les autres. Nous allons donner pleine et entière justice aux actionnaires, comme je l'ai dit auparavant. Nous ne nous laisserons pas remuer et influencer par les extrémistes, d'où qu'ils viennent. Il ne faut pas oublier qu'on nous a laissé ce problème à régler et ce sont ceux qui ont tout gâché qui nous critiquent aujourd'hui. Nous respectons les opinions de tout le monde, mais un sabotage n'excuse pas un autre sabotage, nous ne croyons pas que l'on peut guérir l'abus par l'abus, l'injustice par l'injustice. N'oubliez pas que nous avons hérité de cette situation. Nous ne l'avons pas créée.

Depuis treize mois, il s'est créé un état de choses dont nous devons tenir compte. Le député de Westmount-Saint-Georges est surpris que nous ayons pris neuf mois pour venir à bout de ce système, mais il a oublié de dire que c'est son parti qui a créé les abus que l'on déplore depuis 30 ou 40 ans. Bien que nous soyons des hommes extraordinaires, nous ne pouvons pas en neuf mois réparer tout le mal qui a été fait en 40 ans. À l'heure actuelle, le gouvernement est critiqué de tous les côtés, en cette Chambre, mais pas dans le public. Le public appuie le gouvernement, même si l'opposition officielle et officieuse fait entendre des critiques. Le peuple est content, lui, de ce que nous prenions son intérêt, sans sabotage, et dans l'ordre.

L'opposition n'aime pas cette loi parce qu'elle met en relief les erreurs de sa propre loi. L'opposition officielle n'aime pas cette loi non plus, mais pour d'autres raisons. Cependant, nous l'envisageons d'un autre point de vue, celui des intérêts de la province et de la justice. Si les députés veulent étudier le bill plus à fond, très bien; mais en ce qui concerne le gouvernement, nous avons fait preuve de toute la diligence possible. Nous voulons réparer le mal qui a été fait, combler les lacunes, et nous voulons donner à la province le bénéfice d'un organisme qui ne sera pas étayé sur l'injustice et sur le bolchevisme, mais sur la justice et le respect des droits de chacun.

Parlant des revenus, il (M. Duplessis) fait remarquer qu'on a administré sans tenir compte d'aucune charge et qu'il vaut mieux ne pas insister sur ce point.

Le député de Westmount-Saint-Georges affirme, à tort, que l'Hydro a réalisé \$9,000,000 de profits en l'espace de neuf mois. Il oublie que la Commission a pris les biens de quelqu'un d'autre et n'a pas payé ces biens. Alors, comment peut-on dire qu'elle a fait un profit de \$9,000,000?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais affirmé une telle chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On ne peut parler de profits quand l'Hydro n'a pas tenu compte de ses obligations et d'aucune charge. Les \$9,000,000 de profits réalisés par l'Hydro-Québec jusqu'ici ne sont que des profits d'opérations qui ne tiennent pas compte des frais et des obligations de capital, puisque pas un cent n'a été versé à cette fin. C'est le Parti libéral qui a été le premier à créer un fonds spécial, celui de l'assistance publique, en marge de la Constitution. L'opposition est mal venue de reprocher au gouvernement de faire tomber les profits de l'Hydro dans le fonds consolidé de la province.

Justice sera rendue aux actionnaires dont les actions sont toutes rachetées en vertu des dispositions du bill. Le gouvernement a demandé que l'on fasse diligence dans le règlement de cette affaire et l'on ne devrait pas oublier que ce n'est pas le gouvernement qui a créé cette situation.

M. Hamel (Saint-Sauveur)⁵ demande l'ajournement du débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'as pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Surintendant de l'Instruction publique, rapport 1943-1944

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique dans la province de Québec pour l'année 1943-1944. (Document de la session no 34)

Les statistiques âge-degré de chaque municipalité seront rendues publiques dès le début de juin. C'est la première fois que les statistiques scolaires de l'année courante sont publiées avant la

fin de l'année scolaire. Ces statistiques seront les premières du genre sur l'ensemble de la province depuis celles de l'enquête scolaire de 1941. Déjà les premières comparaisons avec les résultats de 1941 indiquent une belle amélioration.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 31 mai 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Aide aux cultivateurs

M. Dumaine (Bagot) demande au gouvernement s'il a l'intention d'aider les cultivateurs qui ont subi des dommages récemment au cours du dernier ouragan.

L'honorable M. Barré (Rouville): S'il s'agit de cas isolés dans les paroisses, il appartient aux voisins de leur venir en aide. Les voisins aideront probablement leurs concitoyens éprouvés. S'il s'agit de groupes plus considérables, s'il s'agit d'un désastre qui a pris de vastes proportions, le gouvernement est prêt à étudier la question et il ne manquera pas d'intervenir.

Projets de loi:

Loi d'Hydro-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), à la séance du 30 mai 1945, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 25 de la loi de la Commission hydroélectrique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 98A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 22), soit remplacé par le suivant:

"25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

"Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au trésorier de la province, à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le trésorier les a reçus."

"2. Que la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (8 George VI, chapitre 22) soit modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"18b. Pour le paiement des indemnités d'expropriation prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission hydroélectrique de Québec à contracter des emprunts, pour un montant n'excédant pas, dans chaque cas, l'indemnité d'expropriation, au moyen d'obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas trois et demi pour cent l'an, pour un terme ne dépassant pas trente ans et payables aux dates et de la manière qu'il détermine.

"La Commission pourra, chaque année, racheter à même les obligations ainsi émises, celles qui seront désignées par tirage au sort, jusqu'à concurrence de la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement de ces obligations en capital et intérêt.

"Il sera loisible à la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, de payer les indemnités d'expropriation définitivement accordées aux expropriés au moyen d'obligations émises et garanties conformément aux dispositions du présent

article. Ce paiement équivaldra à un paiement en monnaie courante jusqu'à concurrence d'une somme égale à la valeur nominale des obligations."

M. Hamel (Saint-Sauveur): Si jamais le peuple de Québec a été déçu lors de la présentation d'une loi, c'est bien lorsque le gouvernement a soumis le projet de loi actuel. Jamais une loi a causé autant de déception dans la province que celle qui nous a été présentée par l'Union nationale. Toute la province était convaincue que le premier ministre tenterait de justifier les critiques qu'il a faites et les attitudes qu'il a prises. On avait généralement confiance que le gouvernement présenterait, non une loi de camouflage, mais une loi qui préserverait le principe d'une Hydro comme nous l'avions créée, c'est-à-dire indépendante du gouvernement, de la politique et du patronage, administrée sur une base d'affaires et au profit unique des usagers de l'électricité.

Nous avons établi Hydro-Québec, car nous voulions que Montréal, sa population, ses industries et son commerce profitent pleinement de cette entreprise. Nous nous sommes trompés. Nous voulions que la population de Montréal profite de cette vaste entreprise et voie ses tarifs réduits. En créant l'Hydro, nous avons fait le rêve d'une métropole plus grande, plus belle et plus prospère, nous avons caressé l'espoir que cette Hydro, par son influence, pourrait diffuser l'électrification rurale dans toute la province, servirait les fins de l'électrification rurale; nous avions la conviction de pouvoir donner aux consommateurs d'électricité des conditions aussi avantageuses que celles qui existent en Ontario. Nous pensions que l'Hydro, par son influence, contribuerait à donner à notre industrie des chances équivalentes à celles de l'Ontario, afin que l'industrie québécoise puisse concurrencer l'industrie ontarienne, en payant l'électricité à un prix égal.

Nous nous sommes trompés. Le nouveau gouvernement nous a trompés. Non seulement on ne consacre pas le principe de l'Hydro, mais on sabote la loi que nous avions édictée l'an dernier, pour créer un département à revenus. On vise à des revenus qui rendront impossible la baisse des taux. Le gouvernement prend les moyens de faire une faillite de la nationalisation. En dépit de tous nos espoirs, on nous arrive avec quelque chose d'autre, avec une loi qui porte un titre fantaisiste et qui devrait plutôt s'appeler: Loi pour abolir l'Hydro-Québec et créer un département à revenus par de nouvelles taxes.

Le gouvernement actuel a hâte d'anéantir une autre des bonnes lois adoptées par l'ancien gouvernement. S'il avait été sincère dans son désir

de générer plus de revenus pour la province, tout en assurant aux détenteurs d'obligations et aux actionnaires de la Montréal Light, Heat & Power Cons. un rendement équitable sur leur investissement, il aurait pu le faire en évitant de saboter Hydro-Québec. Il aurait assuré l'indépendance d'Hydro et acheté les actions sur le marché libre à un prix qui aurait été juste pour les propriétaires et pour la province.

La présente loi crée un organisme, genre Commission des liqueurs, avec cette différence que dans le premier cas, on tire des revenus d'un produit de première nécessité, tandis que, dans le second cas, il s'agit d'un objet de luxe dont on peut sans aucun inconvénient tirer des revenus. On vise à des revenus qui rendront impossible la baisse des taux. Le bill 45 sabote le principe de l'Hydro et introduit le favoritisme politique dans la Commission. On peut percevoir, à même l'électricité, des revenus que l'on appliquera partout. C'est à mon sens la procédure la plus condamnable.

Au lieu de montrer ses véritables couleurs, au lieu de dire qu'on est contre l'étatisation, on prend les moyens d'en faire une faillite et de donner raison, par cette loi unique, à ceux qui prétendent qu'il n'y a pas moyen de faire concurrence à l'entreprise privée et aux monopoles dans ce domaine. Les plus grands amis des trusts ne procéderaient pas autrement. L'électorat s'en souviendra.

Le bill qui est devant cette Chambre porte un coup fatal à la cause de l'étatisation dans le domaine des services publics, à laquelle un gouvernement libéral avait apporté une solution partielle, sans s'ingérer dans l'entreprise privée légitime. Cette loi va donner raison à ceux qui prétendent qu'il est impossible de faire la concurrence aux entreprises privées, même si elles ne se conduisent pas convenablement. Non seulement c'est le sabotage du principe de l'étatisation, mais c'est un moyen de percevoir une taxe injuste, parce que les consommateurs de l'électricité, dans un district en particulier, seront forcés de payer des taxes dans l'intérêt de la province.

Il (M. Hamel) insiste sur le fait que la population d'un district déterminé se trouvera à payer des taxes pour toute la province. Le gouvernement pose un principe dangereux en faisant de l'Hydro un organisme à revenus. En obligeant l'Hydro à verser ses profits dans le fonds consolidé de la province, le gouvernement s'arroge le droit de prendre pour lui à même ces profits les revenus dont il aura besoin pour les fins générales de l'administration. Il y a danger qu'on réduise au minimum les réserves pour l'entretien et l'amélioration.

En réponse au premier ministre, il (M. Hamel) affirme qu'en Ontario, il n'y a aucune ingérence politique dans l'Hydro. L'Hydro ontarienne ne fait pas de politique, tandis que le gouvernement veut faire de l'Hydro-Québec une affaire de patronage politique dans ce domaine où il est le plus difficile de faire concurrence à l'entreprise privée. Je suis d'avis que le projet va imposer à l'industrie des charges additionnelles telles qu'elle ne sera pas en mesure de fournir un embauchage intégral et donner de chances aux nôtres.

Loin d'offrir la même garantie de justice quant à la décision qui doit être rendue par la Commission d'arbitrage, la composition de la Commission ne ferait qu'inciter le lieutenant-gouverneur en conseil à intervenir, s'il n'y avait pas de décision unanime. En outre, le gouvernement s'est réservé le droit de rejeter toute décision ne concordant pas avec ses désirs.

On met dans le bill tout ce qu'il faut pour que la compensation ne soit pas établie avant les prochaines élections. On veut financer les prochaines élections. On veut financer les prochaines élections avec les sympathies que l'on s'attend de recueillir des deux côtés de la barricade, en ne réglant pas la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) ne comprend pas notre loi.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre peut discuter mon interprétation des textes de lois. En droit, ce sont les tribunaux qui jugent. Mais le peuple jugera entre le premier ministre et moi, et je n'ai pas peur du jugement. Avec mon chef et mes collègues, je prends la responsabilité de la loi de l'an dernier.

(Applaudissements)

Le premier ministre dit: "Rien de plus juste; un arbitre sera nommé par l'Hydro-Québec; un par la Compagnie; le troisième par le magistrat en chef". Le gouvernement, s'étant emparé de l'Hydro, la contrôle à 100 %, puisque celle-ci sera devenue un organisme gouvernemental, et c'est lui qui nommera le premier arbitre et il fera nommer lui-même les arbitres qu'il veut par la compagnie et par le magistrat en chef, que je connais et que je respecte, mais qui acceptera sûrement les suggestions de l'exécutif. On enlève immédiatement, ainsi, toute portée au verdict qui sera rendu.

Il (M. Hamel) revient sur les arguments concernant le droit de payer en débentures de la province, et non en argent, les privilèges abusifs

accordés à l'Hydro, le prétendu retard à faire des offres de règlement. Le gouvernement veut payer les actionnaires avec sa propre monnaie, puisqu'il pourra les payer avec des obligations de la Beauharnois; elles sont achetables à chaque période d'échéance. À mon avis, on donne à l'Hydro, devenue corporation commerciale au service du gouvernement, des privilèges abusifs tels qu'un employé qui n'aura pas reçu son salaire ne pourra réclamer.

Quelle mesure de justice le peuple peut-il attendre de ces arbitres choisis par le gouvernement? Le gouvernement n'aurait jamais dû toucher à notre loi de l'Hydro-Québec? Pouvons-nous encore appeler ainsi cette Commission que le gouvernement met en retenue et qui tombe sous son contrôle absolu? Le premier ministre nous a dit: "la lumière artificielle produira la lumière intellectuelle". Si le premier ministre veut de l'argent pour l'éducation, qu'il ne prenne donc pas de moyens détournés pour en avoir.

"Vous êtes des bolcheviques", a dit encore le premier ministre. Nous ne sommes pas des bolcheviques, mais nous avons voulu, par la loi de l'an dernier, démontrer que les millionnaires sont assujettis comme tous les autres citoyens aux lois de la province. Vous êtes bolcheviques", a dit le premier ministre, "parce que vous n'avez pas fait d'offre à la compagnie Montreal Power". Il a fallu faire une longue expertise avant de prendre une décision et, en pleine campagne électorale, ce n'était pas le temps de faire des offres aux actionnaires. Mais, M. le président, si l'ancien gouvernement n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire, pourquoi le gouvernement de mon honorable ami, qui est à la tête de l'administration depuis neuf mois, n'a-t-il pas pris l'initiative de faire des offres aux actionnaires, au lieu de faire de la petite politique? Quelle offre a-t-il faite à la Montreal Power? Il (M. Hamel) reproche au premier ministre d'avoir légalisé les abus par un amendement apporté à la loi de l'électricité en 1937.

Il (M. Hamel) passe en revue toute une série d'objections et demande au gouvernement pourquoi il ne s'est pas appliqué à améliorer l'Hydro, au lieu de la détruire.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et le député de Québec (M. Chaloult) ont fait une critique constructive du bill. Il (M. Hamel) répond au député de Québec (M. Chaloult), qui avait fait des réserves sur la loi de l'an dernier, que le gouvernement a consacré le principe dans sa loi, que les compagnies exploitant nos ressources naturelles ne peuvent être placées sur le même pied que les compagnies ordinaires.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit: "L'ancienne loi obligeait l'Hydro à soumettre ses règlements à l'Exécutif". Oui, mais pas ses contrats, ses achats, ses ventes, ses taux, ses opérations de toutes sortes, ses profits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si les décisions du Conseil de l'instruction publique devaient être soumises au Conseil des ministres, est-ce que cela ne serait pas une intervention gouvernementale?

M. Hamel (Saint-Sauveur): L'honorable député de Deux-Montagnes cite l'exception qui prouve la règle. En matière d'instruction publique, le Conseil de l'instruction publique est souverain et fait autorité. C'est juste. La formation de l'esprit, de l'âme de nos enfants doit être laissée à l'autorité compétente.

(Applaudissements)

Nous avons créé une commission indépendante du gouvernement dans toute la mesure du possible, pour assurer à meilleur compte l'électricité à la population de Montréal d'abord. Montréal est responsable pour au moins la moitié du progrès et de la prospérité de la province. Nous voulions électrifier aussi les campagnes.

Notre loi a été approuvée par la population de Montréal qui nous a envoyé, le 8 août dernier, une belle députation libérale dont la province de Québec est fière. Aujourd'hui, on nous présente une loi qui détruit l'œuvre que Montréal et la province ont approuvée. J'ai plus de peine que d'amertume.

Le premier ministre, s'il avait compris son devoir, aurait pu inscrire son nom en lettres d'or dans l'histoire en respectant une loi qui était le fruit de hautes luttes.

Si le gouvernement actuel l'avait voulu, il aurait pu attacher son nom à une belle œuvre, car il y a beaucoup à faire, encore, dans la province. Il ne l'a pas voulu et je le regrette pour lui. Pourquoi le premier ministre s'est-il attaqué à une loi que nous avons préparée après de longues années d'études et qui était conçue dans l'intérêt du peuple?

L'intérêt du peuple, c'est l'unique inspiration que nous avons cherchée en préparant cette législation que je remercie encore mon chef très distingué de m'avoir confié pour la présenter à l'Assemblée législative. Cette loi, toute humaine qu'elle soit, elle est bonne. Elle pouvait être incomplète, mais elle ne devrait pas être sabotée parce qu'elle était faite pour le peuple.

Un député de la droite: On connaît ça.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La réponse que mérite cette interruption déplacée et inconvenante, M. le président, sera mon mot de la fin. Je dis à l'honorable député qui vient de m'interrompre et à tout le cabinet de l'Union nationale: "Allez devant le peuple; faites des élections sur la loi que vous forcez votre petite majorité à nous imposer. Vous verrez quelle réponse le peuple vous donnera. Le premier ministre, s'il veut savoir pourquoi nous le critiquons, qu'il aille devant le peuple et il l'apprendra.

Je le défie d'aller au peuple avec ce bill. Nous nous engageons à ne pas parler d'autre chose. Pour ma part, je m'en remets au verdict du peuple. Et celui qui viendra dans mon comté, un comté d'ouvriers, qui connaissent la valeur de la législation que nous avons présentée, l'an dernier, celui qui viendra déclarer que la loi que l'on nous présente est bonne se sauvera lui-même, parce que notre population est polie; il ne sauvera certainement pas son dépôt. Je répète mon défi au gouvernement: Faites des élections.

(Applaudissements)

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"cette Chambre désapprouve les deux résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec, la première, parce que par la confiscation des profits de l'Hydro-Québec, elle en fait un percepteur d'impôts déguisés au lieu d'une œuvre coopérative de libération et de développement économiques effectuant la distribution de l'électricité au plus bas tarif possible, la seconde, parce qu'elle est injuste pour les actionnaires de Montreal Light, Heat & Power qu'elle oblige à accepter, au lieu de monnaie légale, des obligations dont le taux d'intérêt et l'échéance sont laissés à l'arbitraire du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
(Se lève)

(Applaudissements à droite)

Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, il constitue un pamphlet politique, ce qu'interdit de faire l'article 150 du Règlement de la Chambre⁶.

M. Godbout (L'Islet): Il faudrait être un génie pour trouver dans l'amendement des raisons plus objectives en faveur du rejet des résolutions.

M. Dumaine (Bagot): L'amendement est un résumé succinct des arguments de l'opposition contre la mesure. Ce n'est pas de notre faute si le gouvernement a présenté une mauvaise loi.

M. Chaloult (Québec): Si l'on appliquait le Règlement cité à la lettre, tous les amendements auraient un caractère de pamphlet politique. Les amendements de l'opposition sont toujours utilisés comme des arguments dans les élections, car ils fournissent à la députation l'occasion de se prononcer pour ou contre une mauvaise loi. L'amendement est en ordre, à mon avis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans le cas actuel, le ton du pamphlet politique est bien caractérisé.

M. l'Orateur: Avant même que le point d'ordre n'ait été soulevé, et que le premier ministre se lève, j'étais pour déclarer l'amendement irrégulier. Il n'y a aucun doute que, d'après le règlement et plusieurs décisions rendues par mon prédécesseur, le député actuel de Bagot, l'amendement est hors d'ordre et je le mets de côté comme tel.

M. Godbout (L'Islet): (Bondissant de son siège) M. le Président, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata),

Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 42 (sic).

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Tous les députés applaudissent.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Cinq sous de majorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu erreur dans le calcul des votes de l'opposition, le résultat final est de 40⁷ à 47 et non de 42 à 47.

(On recompte les votes)

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 40.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le résultat est de 47 à 40. C'est une vieille habitude de l'opposition de passer des télégraphes.

(Rires)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte après division.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 40.

Ainsi, la motion est adoptée.

Ainsi, le bill 45 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre nous a promis des amendements. Va-t-il les proposer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, les deux principaux sont les suivants: le troisième arbitre sera nommé par le magistrat de district en chef de la province, les arbitres devront juger suivant la loi. Plusieurs sont pour assurer la concordance du bill et deux sont plus importants. Les autres modifications sont des amendements de concordance.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 22, le suivant:

"22a. La Commission doit fournir l'énergie aux entreprises industrielles et commerciales et aux citoyens de la province, dans tout le territoire qu'elle est en mesure de desservir économiquement."

Un député propose qu'on retire cet article.

L'amendement est adopté.

L'article 8 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 8 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26.

Les paragraphes 7a et 7b de l'article 26 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 7c de l'article 26 qui se lit comme suit:

"7c. L'indemnité prévue à l'article 5 sera déterminée par trois membres dont l'un sera nommé par la Commission, l'autre par l'exproprié et le troisième par les deux précédents. Ces arbitres sont constitués en un comité d'arbitrage et ils sont en même temps établis amiables compositeurs.

"Après avoir choisi la personne qui agira comme son arbitre, la Commission donnera avis à l'exproprié de son choix et mettra l'exproprié en demeure de choisir son arbitre et de lui faire connaître le nom et l'adresse dans les trente jours suivants.

"L'exproprié pourra de même, après avoir choisi son arbitre, donner un semblable avis à la Commission.

"Si, après un tel avis, l'exproprié ou la Commission, selon le cas, néglige de nommer un arbitre, celui-ci sera nommé par le magistrat de

district en chef de la province pour représenter la Commission ou l'exproprié, selon le cas, sur requête de la Commission ou de l'exproprié, dont copie, avec avis de présentation, devra être signifiée par ministère d'huissier, à la partie adverse au moins quinze jours avant la présentation de la requête. Cette signification devra être faite, quant à la Commission, à son siège social et, quant à l'exproprié, au siège social de la compagnie.

"À défaut d'entente entre les deux premiers arbitres pour nommer le troisième, celui-ci sera nommé par le magistrat de district en chef de la province, sur requête signifiée à la diligence de l'une ou de l'autre partie, en la manière prescrite à l'alinéa précédent."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le troisième arbitre, pour faire l'évaluation de la valeur physique de l'entreprise de Montreal Power, sera nommé dans tous les cas par le magistrat en chef de la province, le juge Ferdinand Roy, et non par les deux autres arbitres. Le deuxième amendement enlève aux arbitres le titre d'amiables compositeurs.

M. Choquette (Montmagny): Les amiables compositeurs sont bien morts.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le cabinet va-t-il assister en corps aux funérailles?

Le comité propose de biffer le cinquième alinéa du paragraphe 7c de l'article 26.

Le paragraphe 7c est amendé se lit désormais comme suit:

"7c. L'indemnité prévue à l'article 5 sera déterminée par trois membres dont l'un sera nommé par la Commission, un autre par l'exproprié et le troisième par le magistrat de district en chef de la province.

"Après avoir choisi la personne qui agira comme son arbitre, la Commission donnera avis à l'exproprié de son choix et mettra l'exproprié en demeure de choisir son arbitre et de lui faire connaître le nom et l'adresse dans les trente jours suivants.

"L'exproprié pourra de même, après avoir choisi son arbitre, donner un semblable avis à la Commission.

"Si, après un tel avis, l'exproprié ou la Commission, selon le cas, néglige de nommer un arbitre, celui-ci sera nommé par le magistrat de district en chef de la province pour représenter la

Commission ou l'exproprié, selon le cas, sur requête de la Commission ou de l'exproprié, dont copie, avec avis de présentation, devra être signifiée par ministère d'huissier, à la partie adverse au moins quinze jours avant la présentation de la requête. Cette signification devra être faite, quant à la Commission, à son siège social et, quant à l'exproprié, au siège social de la compagnie."

L'amendement est adopté.

Tous les paragraphes de l'article 26 sont modifiés en conséquence.

Les paragraphes 7d à 7g de l'article 26 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 7h de l'article 25 qui se lit comme suit:

"7h. La Commission fera signifier à l'exproprié, au siège social de la compagnie à Montréal, un avis:

"a. informant l'exproprié qu'elle entend faire déterminer l'indemnité prévue à l'article 5 de la présente loi;

"b. mentionnant le montant de l'indemnité offerte;

"c. prévoyant l'exproprié que si l'offre d'indemnité n'est pas acceptée dans un délai de soixante jours, elle s'adressera au comité d'arbitrage pour fixer l'indemnité.

"Cet avis sera signifié comme un bref d'assignation.

"Aussitôt après la signification de cet avis, les directeurs de la compagnie devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduite des procédures relatives à la fixation de l'indemnité.

"Si l'offre n'est pas acceptée, l'avis sera, à l'expiration du délai de vingt jours de la signification, produit entre les mains du secrétaire du comité d'arbitrage.

"À compter de la production de cet avis, les arbitres seront saisis de la question et ils devront procéder à la détermination de l'indemnité en suivant les règles ci-après prescrites."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au sujet de l'offre faite aux actionnaires, un amendement clarifiera la position, étant donné les critiques faites par les deux oppositions. Le chef de l'opposition avait en effet prétendu que les arbitres

n'étaient pas obligés de juger selon les prescriptions de la présente loi⁸.

Un amendement est intercalé dans le bill pour décréter que l'offre à faire devra être basée sur les clauses du bill actuellement à l'étude.

Le paragraphe 7*h* est amendé et se lit désormais comme suit:

"7*h*. La Commission fera signifier à l'exproprié, au siège social de la compagnie à Montréal, un avis:

"*a*. informant l'exproprié qu'elle entend faire déterminer l'indemnité prévue pour cette expropriation;

"*b*. mentionnant le montant de l'indemnité offerte;

"*c*. prévoyant l'exproprié que si l'offre d'indemnité n'est pas acceptée dans un délai de soixante jours, elle s'adressera au comité d'arbitrage pour fixer l'indemnité.

"Le montant de l'offre devra être calculé d'après la base arrêtée par l'article 5 pour la fixation de l'indemnité.

"Cet avis sera signifié comme un bref d'assignation.

"Aussitôt après la signification de cet avis, les directeurs de la compagnie devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduite des procédures relatives à la fixation de l'indemnité.

"Si l'offre n'est pas acceptée, l'avis sera, à l'expiration du délai de vingt jours de la signification, produit entre les mains du secrétaire du comité d'arbitrage.

"À compter de la production de cet avis, les arbitres seront saisis de la question et ils devront procéder à la détermination de l'indemnité en suivant les règles ci-après prescrites."

L'amendement est adopté.

Les paragraphes 7*i*. à 7*cc*. sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 7*dd*. qui se lit comme suit:

"7*dd*. L'indemnité sera fixée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7*c*. et 7*d*. et les articles 7^e. à 7*r*. inclusivement, s'appliqueront à ces arbitres et à leur secrétaire à la procédure à suivre devant eux, à leur sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations suivantes:

"*a*. L'assemblée des actionnaires prévue au troisième alinéa de l'article 7*h*. est convoquée par le comité des mandataires;

"*b*. l'état détaillé des biens expropriés n'est pas requis;

"*c*. la contestation découlant de la production de la déclaration prévue par l'article 7*i*. est produite au nom des actionnaires et nulle autre contestation n'est recevable."

Le paragraphe 7*dd*. est amendé et se lit désormais comme suit:

"7*dd*. L'indemnité sera fixée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7*c*. et 7*d*. et les articles 7^e. à 7*r*. inclusivement, s'appliqueront, *mutatis mutantis*, à ces arbitres et à leur secrétaire à la procédure à suivre devant eux, à leur sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations suivantes:

"*a*. L'assemblée des actionnaires prévue au troisième alinéa de l'article 7*h*. est convoquée par le comité des mandataires;

"*b*. l'état détaillé des biens expropriés n'est pas requis;

"*c*. la contestation découlant de la production de la déclaration prévue par l'article 7*i*. est produite au nom des actionnaires et nulle autre contestation n'est recevable.

"*d*. le montant de l'offre devra être calculé d'après la base arrêtée à l'article 7*y*. pour la fixation de l'indemnité; ou par les articles 5 et 7*y*., dans le cas où une indemnité unique est décrétée pour l'entreprise et les actions en vertu de l'article 7*z*."

Les amendements sont adoptés.

Les paragraphes 7*ee*. à 7*gg*. sont adoptés.

L'article 26, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 27 à 28 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 13*a* de l'article 29 qui se lit comme suit:

"29. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 13, les suivants:

"13*a*. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois décréter, par proclamation, que la fixation de l'indemnité prévue à l'article 11 sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7*c*. à 7*r*. de la présente loi.

"Cette proclamation sera publiée avec diligence dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter de la date de cette publication, les dispositions des articles 7*c.* à 7*r.* prévaudront sur celles des articles 12 et 13.

Le paragraphe 13*a* de l'article 29 est amendé et se lit désormais comme suit:

"29. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 13, les suivants:

"13*a*. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois décréter, par proclamation, que la fixation de l'indemnité prévue à l'article 11 sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7*c.* à 7*r.* de la présente loi, *mutatis mutandis*.

"Cette proclamation sera publiée avec diligence dans la *Gazette officielle de Québec*.

"À compter de la date de cette publication, les dispositions des articles 7*c.* à 7*r.* prévaudront sur celles des articles 12 et 13, avec la modification suivant, quant à l'article 7*h.*: le montant de l'offre devra être calculé d'après la base arrêtée par l'article 11 pour la fixation de l'indemnité."

Les amendements sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 13*b* de l'article 29 qui se lit comme suit:

"13*b*. Pour les fins de l'article 13*a*, les mots ci-après lorsqu'ils se rencontrent dans les articles 7*c.* à 7*r.*, ont le sens suivant: "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec, "actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated", désignent les actionnaires de la Montreal Island Power Company, et les mots "Montreal Light, Heat & Power Consolidated" ou "compagnie" ou "exproprié" désignent la Montreal Island Power Company."

Le paragraphe 13*b* de l'article 29 est amendé et se lit désormais comme suit:

"13*b*. Les mots ci-après, lorsqu'ils se rencontrent dans les articles 7*c.* à 7*r.* ont, pour les fins de l'article 13*a.*, ont le sens suivant: "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec et "compagnie" ou "exproprié" désigne la Montreal Island Power Company."

Les amendements sont adoptés.

Le paragraphe 13*c* de l'article 29 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 13*d* de l'article 29 qui se lit comme suit:

"13*d*. Les dispositions des articles 13*e.* à 13*k.* ne s'appliqueront que lorsque la Commission hydroélectrique de Québec sera devenue propriétaire de toutes les actions formant le capital social de la Montreal Island Power Company en vertu de l'article précédent.

"Dans les articles 13*e.* à 13*k.* et dans ceux auxquels ces articles se réfèrent, "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec; "actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated" désigne les actionnaires de la Montreal Island Power company; "exproprié" désigne le groupement formé des actionnaires de cette dernière compagnie; "Montreal Light, Heat & Power Consolidated" ou "compagnie" désignent la Montreal Island Power Company, et "le comité des mandataires des actionnaires de Montreal Island Power Company."

Le paragraphe 13*d* de l'article 29 est amendé et se lit désormais comme suit:

"13*d*. Les dispositions des articles 13*e.* à 13*k.* ne s'appliqueront que lorsque la Commission hydroélectrique de Québec sera devenue propriétaire de toutes les actions formant le capital social de la Montreal Island Power Company en vertu de l'article précédent.

"Les actionnaires de la Montreal Island Power Company seront dès lors constitués en un groupement, sous le nom des "Les actionnaires de la Montreal Island Power Company" et toutes les dispositions des articles 7*u.* à 7*x.*, inclusivement, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, au cas de cette compagnie.

"Dans les articles 13*e.* à 13*k.* et dans ceux auxquels ces articles se réfèrent, "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec; "actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated" désigne les actionnaires de la Montreal Island Power Company; "exproprié" désigne le groupement formé des actionnaires de cette dernière compagnie; "Montreal Light, Heat & Power Consolidated" ou "compagnie" désignent la Montreal Island Power Company, et "le comité des mandataires des actionnaires de Montreal Island Power Company."

L'amendement est adopté.

Les paragraphes 13*e.* à 13*h.* de l'article 29 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 13*i* de l'article 29 qui se lit comme suit:

"13i. L'indemnité sera fixée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7c. et 7d. et les articles 7e. à 7r., inclusivement, s'appliquent à ces arbitres et à leur secrétaire, à la procédure à suivre devant eux, à leur sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations suivantes:

"a. l'assemblée des actionnaires prévue au troisième alinéa de l'article 7h. est convoquée par le comité des mandataires;

"b. l'état détaillé des biens expropriés n'est pas requis;

"c. la contestation découlant de la production de la déclaration prévue par l'article 7i. est produite au nom des actionnaires et nulle autre contestation n'est recevable."

Le paragraphe 13i. de l'article 29 est amendé et si lit désormais comme suit:

"13i. L'indemnité sera fixée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7c. et 7d. et les articles 7e. à 7r., inclusivement, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces arbitres et à leur secrétaire, à la procédure à suivre devant eux, à leur sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations suivantes:

"a. l'assemblée des actionnaires prévue au troisième alinéa de l'article 7h. est convoquée par le comité des mandataires;

"b. l'état détaillé des biens expropriés n'est pas requis;

"c. la contestation découlant de la production de la déclaration prévue par l'article 7i. est produite au nom des actionnaires et nulle autre contestation n'est recevable.

"d. le montant de l'offre devra être calculé d'après la base arrêtée par l'article 13e; ou par les articles 11 et 13e., dans le cas où une indemnité unique est décrétée pour l'entreprise et les actions en vertu de l'article 13f."

Les amendements sont adoptés.

Les paragraphes 13j. et 13k. de l'article 29 sont adoptés.

L'article 29, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 30 et 31 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 17a. l'article 32 qui se lit comme suit:

"32. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 17 les suivants:

"17a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois décréter, par proclamation, que la fixation de l'indemnité prévue à l'article 15 sera déterminée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7c. et 7d., et les articles 7e. à 7r., inclusivement, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à ces arbitres, à leur secrétaire, à la procédure à suivre devant eux, à la sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations résultant des dispositions de l'article 17 qui s'appliqueront au mode de fixation de l'indemnité prévue par le présent article.

"Les mots ci-après, lorsqu'ils se rencontrent dans les articles 7c. à 7r., ont, pour les fins de la fixation de l'indemnité suivant le mode prévu par le présent article le sens suivant: "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec et "compagnie" ou "exproprié" désignent "Les Actionnaires de Beauharnois Light, Heat & Power Company" au sens de l'article 17."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement qui précise que si les offres sont faites avant l'arbitrage, elles devront tenir compte des bases de l'évaluation déterminées dans le bill.

Le paragraphe 17a. de l'article 32 amendé et se lit désormais comme suit:

"32. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 17 les suivants:

"17a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois décréter, par proclamation, que la fixation de l'indemnité prévue à l'article 15 sera déterminée par trois arbitres nommés conformément aux dispositions des articles 7c. et 7d., et les articles 7e. à 7r., inclusivement, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à ces arbitres, à leur secrétaire, à la procédure à suivre devant eux, à la sentence arbitrale et au recours contre cette sentence, sauf les dérogations résultant des dispositions de l'article 17 qui s'appliqueront au mode de fixation de l'indemnité prévue par le présent article.

"Le montant de l'offre prévue aux paragraphes b. et c. de l'article 7h. devra être calculé d'après la base arrêtée par l'article 15 pour la fixation de l'indemnité.

"Les mots ci-après, lorsqu'ils se rencontrent dans les articles 7c. à 7r., ont, pour les fins de la fixation de l'indemnité suivant le mode prévu par le présent article le sens suivant: "Commission"

désigne la Commission hydroélectrique de Québec et "compagnie" ou "exproprié" désignent "Les Actionnaires de Beauharnois Light, Heat & Power Company" au sens de l'article 17."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 17*b*. de l'article 32 est adopté.

L'article 32, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 33 à 35 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 36 qui se lit comme suit:

"36. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1, 21 et 22 qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'article 36 est amendé et se lit désormais comme suit:

"36. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1, 20 et 21 qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'amendement est adopté.

L'article 36, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle,

Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 40.

Ainsi, la motion est adoptée⁹.

Présence de M. Houde

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)¹⁰ demande au premier ministre pourquoi il ne saluait pas la présence en Chambre de son ancien chef, M. Camillien Houde¹¹, maire de Montréal. Le premier ministre n'a pas reconnu son ancien chef? Si mon ancien chef, M. Taschereau, était ici, je mentionnerais sa présence. L'ancien chef du premier ministre est ici et le premier ministre n'en a pas encore parlé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Se tournant vers l'arrière de la Chambre) Il me fait plaisir de constater que l'ancien maire de Montréal a recouvré la liberté que les amis de l'opposition officielle lui avaient enlevée. Quand je regarde certains membres de la gauche agir, je me demande pourquoi on ne les a pas internés, ceux-là. Certains membres de l'opposition devraient être privés de leur liberté.

(Applaudissements à droite et sifflements de part et d'autre de la Chambre)

Ainsi, le bill 45 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Traitement des instituteurs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 23 mai dernier, sur la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) proposant:

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait mettre immédiatement à l'étude, en attendant toute modification possible de notre système de taxation scolaire, la question d'assurer aux commissions scolaires, après détermination de la capacité de payer des contribuables locaux, les subventions nécessaires pour assurer un traitement équitable aux instituteurs et institutrices eu égard à l'importance de leurs fonctions. Dans le cas des institutrices rurales en particulier, le gouvernement devrait s'enquérir de la possibilité d'assurer lui-même aux commissions scolaires les fonds nécessaires: *a.* pour assurer un minimum de \$600; *b.* pour couvrir en entier le paiement d'une augmentation de \$50 par année de service jusqu'à un maximum de \$1,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne reste plus sur le *Feuilleton* que la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) concernant les salaires des institutrices. Le secrétaire de la province avait ajourné le débat sur cette motion et il va maintenant nous servir une pièce d'éloquence.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

M. l'Orateur, la Chambre a entendu dans le passé des secrétaires de la province faire des discours avec des larmes dans les yeux, mais ils n'ont jamais réglé les problèmes scolaires. Il s'est fait beaucoup de verbiage, mais peu d'action au sujet de l'éducation. L'Union nationale a l'intention de régler cette question une fois pour toutes. Le discours du trône contenait une proposition au sujet de l'enseignement.

Il (M. Côté) montre ce que l'Union nationale a accompli dans ce domaine et ajoute que lui-même s'est penché avec sollicitude sur le sort des institutrices. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) nous propose une motion exprimant le vœu que le gouvernement paie un minimum de \$600 à toutes les institutrices rurales avec augmentation de \$50 par année de service jusqu'au maximum de \$1,000. Il faudrait que le gouvernement paie \$7,000,000 par année aux commissions scolaires pour que ces salaires soient versés aux institutrices. Car les commissions scolaires n'ont pas d'argent pour payer.

Le système de taxation scolaire est inadéquat dans la province et il faudrait en faire une révision complète. Sur 1,957¹² corporations scolaires dans la province, 217 seulement bouclent leur budget. Leur crédit est en ruines. Cette situation jette du discrédit sur l'enseignement dans notre province.

La dette totale des corporations scolaires dépasse \$90,000,000. La Commission des écoles catholiques de Montréal, à elle seule, a une dette de \$45,000,000 et n'a des immeubles que pour une valeur de \$40,000,000. Le tiers de son budget annuel se trouve engagé d'avance pour le service de la dette. Le paiement des intérêts et de l'amortissement absorbe une grande partie du budget de centaines de corporations scolaires. C'est là que s'engouffre la plus grande partie des octrois du gouvernement. Le gouvernement paye 50 % des salaires des instituteurs et institutrices dans les campagnes.

Si un remède radical n'est pas apporté à la situation, nous nous en allons dans un abîme duquel nous ne sortirons jamais. Je demande à la Chambre s'il n'y aurait pas lieu d'absorber la dette des corporations scolaires et de les en débarrasser une fois pour toutes. Je me demande si ce ne serait pas le temps de mettre fin à ce système. Nous payons chaque année au-delà de \$7,000,000 en octrois pour solder les déficits des commissions scolaires. Cela constitue un bel intérêt.

Nous avons commencé à préparer un projet et je le sou mets à la Chambre. En somme, c'est le gouvernement qui payera et assumera les dettes des commissions scolaires d'une façon ou de l'autre. Actuellement, nous versons des octrois qui servent en très grande partie à payer des intérêts sur la dette qui se chiffre actuellement à \$90,000,000. Si le gouvernement prenait les dettes à sa charge, il emprunterait à meilleur compte et ce serait une économie en définitive.

Le projet est à l'étude devant le cabinet et je demande au public de nous faire des suggestions. J'accueillerai avec plaisir toutes les suggestions que l'on voudra bien me faire. Je sou mets le projet. Aucune décision définitive n'a encore été prise, mais la question est devant le cabinet provincial et un projet de loi très élaboré sera probablement présenté à la prochaine session.

Je ne veux pas parler longtemps, car la fin de la session est proche, et les députés qui m'entourent veulent aller prendre part à la campagne électorale¹³. Je veux dire que j'ai l'intention de réorganiser complètement le personnel du département de l'Instruction publique, de m'occuper de la révision complète du système de taxation et d'exemptions scolaires en même temps que de la distribution des octrois.

On a souvent déblatéré contre la province de Québec. Mais on a tort. Au point de vue des sommes dépensées pour l'éducation, la province occupe le troisième rang, en Amérique parmi les provinces, les

États et les plus grandes villes qui font le plus bel effort au point de vue scolaire. Elle vient immédiatement après New York et Chicago.

Depuis 1900, la province de Québec a peu à peu amélioré son enseignement. Si nous n'avons pas fait plus, c'est que nous avons dû lutter, résister. Notre système est bon. Nous n'avons pas à le démolir, mais à l'exploiter. Nous ne pouvions faire mieux, surtout lorsqu'un Conseil législatif nous refuse une taxe de luxe pour augmenter nos revenus¹⁴.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le secrétaire de la province blâme le Conseil législatif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre.

M. l'Orateur: À l'ordre. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Côté) ne peut provoquer un débat et aucune allusion ne doit être faite à la Chambre haute ou à un débat antérieur.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je retire ce que j'ai dit.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable secrétaire de la province ne devrait pas être interrompu dans ce que le premier ministre nous a annoncé comme une pièce d'éloquence.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le chef de l'opposition admettra que je n'ai pas d'affaire à faire de l'éloquence à ce stage-ci de la session. Mais s'il en veut de l'éloquence, il n'a qu'à me piquer un peu. Je lui dirai que son parti n'a rien fait depuis 50 ans pour l'éducation. Nous, nous allons nous en occuper. Nous allons faire plus que nos moyens. Notre jeunesse a été entraînée dans les usines de guerre, n'a pas reçu l'éducation convenable. Ce qu'on lui a appris ne convient pas du tout à notre province.

J'aurais voulu donner plus de détails à la Chambre. Je pourrai donner le fruit de mon travail à ceux qui en voudront. Il faut refaire l'évaluation, l'assiette de l'impôt. Il faut abolir les exemptions de taxes. La question est fastidieuse, nocive, pour employer l'expression du député de Montmagny (M. Choquette). Il y aura donc matière à une législation abondante pour la prochaine session. Il faut prendre le taureau par les cornes, je ne dirai pas le cheval, parce que l'honorable chef de l'opposition va penser à son cheval¹⁵.

M. Godbout (L'Islet) sourit.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Ah, vous pouvez sourire, M. le chef de l'opposition. Vous pouvez penser que moi, je ne peux régler le problème scolaire. Vous, vous avez trouvé une merveille, en 1940¹⁶, comme secrétaire de la province. Qu'est-ce qu'elle a fait votre merveille? Elle a mis des cataplasmes.

Il faut nécessairement étudier la situation. Nous allons l'étudier. Nous espérons qu'on pourra dire que c'est l'Union nationale qui a réglé le problème scolaire.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La situation des institutrices est déplorable et c'est un problème qui exige une solution immédiate. Je remercie le secrétaire de la province des chiffres qu'il a cités. Je dois lui dire que j'ai reçu des lettres d'institutrices rurales qui gagnent encore \$20 par mois, après avoir reçu le traitement pitoyable de \$150 par année.

Le gouvernement doit s'empresse de relever le traitement du personnel enseignant des commissions scolaires par les subventions nécessaires.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée.

Subsides:

Budget des dépenses 1945-1946¹⁷

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie du sucre de Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrain et constructions (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur, Statuts refondus, chapitre 4, Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation de logement de l'Orateur -

Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement et allocation de logement de l'Orateur, Statuts refondus, chapitre 4 - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur du Roi (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'Assistance publique (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "L'aide à la jeunesse, Statuts refondus, chapitre 68, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (dette publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de

vieillesse, Statuts refondus, chapitre 179, traitements compris (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mlle Marie-Régina Drolet - Résolution de l'Assemblée législative en date du 3 février 1890 (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à M. L.-J. Lemieux, ex-agent à Londres (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension spéciale à M. Henri Laureys, ex-directeur des HEC, Montréal, (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1945-1946

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$66,775,455.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Loi des subsides No 5, 1945

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 74 concernant la fête de la Saint-Jean-Baptiste.

Demandes de documents:

Crédits périmés des budgets et mandats spéciaux, 1944-1945

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant quel était, le 31 mars 1945, le montant non dépensé sur chacun des articles du budget régulier et des deux budgets supplémentaires de l'année financière 1944-1945 et des mandats spéciaux émis au cours de la même année.

Adopté.

Crédits alloués aux rajustements des salaires

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, relativement au crédit de \$330,000 voté dans le premier budget supplémentaire, le 6 mars 1945, pour provision pour rajustement des traitements, quels

sont, pour chacun des départements, commissions ou offices de l'administration provinciale, les noms des fonctionnaires qui ont bénéficié de rajustement de traitements, d'allocations spéciales ou de gratifications, et quel est le montant attribué à chacun?

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Afin qu'il ne soit pas dit qu'on avait laissé quelque chose sur l'ordre du jour, trois questions de députés, les trois dernières, seraient converties en motions et l'opposition aurait tous les renseignements désirés.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à un peu avant 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, précise que "le député libéral de Westmount reprend le débat sur le principe de la mesure à la séance du matin". *Le Devoir* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, note que "M. Marler avait été le seul député libéral à voter à la dernière session contre le bill Hamel qui instituait une Hydro provinciale et expropriait la Montreal Light."

2. Cet article, qui portera cependant le numéro 11 après l'étude en comité plénier des articles du bill, se lit comme suit: "L'article 29 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: Toutefois l'acquisition et la construction d'immeubles par la Commission doivent être préalablement autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil."

3. *The Gazette* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, ajoute: "Marler voulait évidemment parler de l'impôt fédéral."

4. Janus est un Dieu romain représenté avec deux visages opposés. Son origine et sa nature sont obscures.

5. *L'Événement* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, note que M. Hamel fait cette demande d'ajournement du débat un peu avant l'heure.

6. *L'Action catholique* du 1^{er} juin 1945, à la page 11, note, sans les nommer cependant, "que plusieurs membres soutiennent le contraire" de ce que M. Duplessis avance.

7. En effet, *L'Action catholique* du 1^{er} juin 1945, à la page 11, rapporte que le député de Beauharnois (M. Lemieux) et le député de Huntingdon (M. O'Connor) sont absents de la Chambre.

8. Pour connaître tous les points de vue à ce sujet, voir les trois séances du 30 mai 1945.

9. *Le Canada* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, note qu'il est 5 h 15, lorsque la loi est adoptée.

10. *L'Événement* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, ne précise pas à quel moment M. Casgrain se lève, le journal fait ce seul commentaire: "durant la discussion".

11. "M. Camillien Houde, maire de Montréal, qui a été chef de l'opposition pendant quelques années à l'Assemblée législative, est au nombre des spectateurs, avec madame Houde, dans la galerie des conseillers." *Le Canada* du 1^{er} juin 1945, à la page 16, précise que: "M. Camillien Houde, maire de Montréal, ancien député de Sainte-Marie (Montréal) a fait une courte visite à l'Assemblée législative cet après-midi, vers 4 h 30. Il occupait une place, dans la tribune des conseillers législatifs, lorsque la Chambre a pris le vote sur la loi de "la Commission hydroélectrique de Québec". *Le Devoir* du 1^{er} juin 1945, à la page 7, précise que M. Houde était à Québec pour tenir une assemblée électorale au Palais Montcalm. M. Houde fut emprisonné le 5 août 1940 à la suite de la parution, dans *The Gazette*, d'un discours qu'il a prononcé contre la conscription-obligation et engageant la population à l'imiter. Il fut emprisonné le 5 août 1940 jusqu'au 18 août 1944.

12. Ce chiffre provient de *L'Événement* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, alors que *L'Action catholique* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, parle de 1,500 corporations scolaires, et *La Presse*, à la page 16, de 1,950.

13. *Le Canada* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, ajoute: "Mouvement de surprise aux banquettes ministérielles, M. Duplessis fronce le sourcil." Il ne faut pas oublier cependant que *Le Canada* est un journal libéral.

14. *Le Canada* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, ajoute: "consternation générale". Il ne faut pas oublier cependant que *Le Canada* est un journal libéral.

15. *Le Canada* du 1^{er} juin 1945, à la page 3, note que M. Godbout sourit à cette boutade.

16. Le secrétaire de la province doit parler de M. Hector Perrier qui a quitté la vie politique l'année dernière.

17. Selon *L'Événement* du 1^{er} juin 1945, à la page 3: "la Chambre a voté ensuite tous les articles du budget de la province qu'il lui restait à approuver, puis s'est ajournée à cet après-midi."

Séance du vendredi 1^{er} juin 1945

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Article du *Canadien*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas l'habitude de me plaindre des journaux et des articles déloyaux qui sont publiés à mon endroit, mais il y a une limite à la perfidie et à la canaillerie. J'ai ici un journal, qu'on dit être celui du chef de l'opposition et qui, en date du 1^{er} juin (Il exhibe *Le Canadien*) publie une photo de moi avec M. Bracken.

Sur la première page, je lis en gros titre: "Je ne connais pas cet homme". En dessous, on voit la photo de celui qui parle avec M. Bracken. Et l'article qui accompagne la photo me fait dire que je ne connais pas M. Bracken, que j'ai déclaré ne l'avoir jamais rencontré. Je n'ai jamais dit ça.

J'ai rencontré M. Bracken, pour la première fois, à Ottawa lorsque j'étais premier ministre de la province, en 1937, à l'occasion d'une Conférence interprovinciale qui avait réuni les premiers ministres de toutes les provinces, la plupart libéraux, notamment MM. Angus MacDonald, Pattullo, Dysart, Campbell et autres.

J'y ai vu, évidemment, M. Bracken, qui était alors premier ministre libéral du Manitoba et ami du premier ministre du Canada, M. King. C'était la première fois que je le rencontrais et je ne faisais que mon devoir en assistant à cette conférence.

Ce n'est parce qu'une Conférence, convoquée pour étudier les problèmes communs à toutes les provinces, groupait des premiers ministres libéraux que le premier ministre de la province devait s'abstenir d'y participer. Je ne conçois pas que le premier ministre d'une province refuse d'assister à une Conférence interprovinciale, parce qu'il y a là des adversaires politiques. D'ailleurs, il m'est arrivé souvent, au cours de ma carrière, de rencontrer plusieurs fois des libéraux et des adversaires politiques, de dîner même avec eux; j'estime que c'est un devoir de convenance et de délicatesse.

Nous sommes indépendants de tous les chefs politiques fédéraux. Nous considérons qu'à l'heure actuelle, les chefs politiques d'Ottawa, M. King, M. Bracken, M. Coldwell et M. Blackmore, n'ont pas un programme politique qui satisfait aux justes aspirations de la province de Québec.

Le procédé du journal est d'autant plus canaille qu'il s'agissait, lorsque la photo a été prise, d'un banquet, il y a deux ans, donné à l'occasion de la fin du congrès annuel des dirigeants de l'industrie du papier du Canada et des États-Unis. Cette association donnait un banquet dans ma ville natale. L'événement avait réuni des personnalités civiles et religieuses de la province. Il y avait là le maire de Trois-Rivières, le député libéral et plusieurs personnalités civiles. J'ai cru de mon devoir d'y assister et si c'était à recommencer, j'y assisterais encore parce qu'on est poli dans la province de Québec.

J'ai déjà assisté à des banquets aux côtés de M. King et d'autres chefs libéraux, et c'est une perfidie que de dire que le premier ministre de la province de Québec n'a pas le droit d'être sociable, de faire croire que le premier ministre ne peut pas se conduire de façon polie à l'égard des hommes politiques des autres partis, et de tirer de certaines photos des conclusions contraires à la vérité et à la justice. D'autant plus que cette photo a été truquée. C'est une indignité, une lâcheté, une perfidie que de vouloir de cette façon faire croire à la population, en publiant cette photographie, que je me mêle d'élections fédérales.

La réunion à laquelle on fait allusion a eu lieu au Château DeBlois. On a pris la peine d'enlever de la photo certaines personnes qui étaient là, afin de rendre plus odieux le moyen employé. Je m'élève contre ces procédés. Le chef de l'opposition a déjà reçu des adversaires politiques et il les a bien reçus, comme c'était son devoir. Le chef de l'opposition peut avoir dîné avec M. Drew, sans pactiser avec sa politique. Il a reçu à dîner M. Drew, personne ne lui a reproché, et il a bien fait.

M. Godbout (L'Islet) fait signe que non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne peut pas dire, à cause de cela, qu'il est l'ami du premier ministre ontarien. Dans une province comme Québec, il est permis de recevoir des adversaires politiques sans passer pour un de leurs amis. J'ai bien reçu M. Manning, premier ministre de l'Alberta, et

on ne dira toujours pas que je suis créditiste. Le procédé qu'on utilise contre moi est la quintessence de la perfidie et de la canaillerie. Je n'ai rien à voir avec aucun chef de parti politique d'Ottawa et je ne désire qu'une chose, remplir mon mandat provincial de mon mieux.

Je répète que nous considérons que la politique rouge à Québec et rouge à Ottawa, bleue à Québec et bleue à Ottawa n'est pas à encourager, parce que la Législature doit être indépendante. Ce n'est pas mon habitude de me plaindre des journaux, mais il y a des limites à ces tactiques déloyales. On laisse entendre que le député de Trois-Rivières ne devrait pas recevoir ceux qui visitent sa ville.

J'ai reçu des libéraux, des membres du crédit social, et j'ajoute que je me ferai un devoir de recevoir tous les chefs politiques qui voudront visiter ma ville et ma province, mais je garderai mes opinions, et je verrai à sauvegarder les droits de la province de Québec contre tous les politiciens quels qu'ils soient.

M. Godbout (L'Islet): Je trouve que le premier ministre semble avoir la peau sensible quand il est en butte à des attaques contre lui. Il accuse une certaine presse qui, d'après lui, userait de tactiques déloyales.

M. l'Orateur avertit le premier ministre qu'il n'est pas censé y avoir de débat sur une question de privilège.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre oublie que c'est sa presse, à lui, qui a fait ce qu'il y a de plus sale, dans la province, depuis 25 ans, lui qui a entretenu cette presse et l'a fait vivre.

Une voix à gauche: Oui le *Moraliste*, par exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Montrant le journal qu'il vient de dénoncer) Le chef de l'opposition approuve-t-il cela?

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre aura beau prononcer bien des discours pour empêcher le peuple d'oublier que ses ministres et ses députés font la campagne pour les candidats de Bracken. Il a tort de se plaindre, et il a besoin de faire plusieurs discours comme celui qu'il vient de prononcer s'il veut se donner pour un indépendant, quand tous ses députés et tous ses ministres travaillent actuellement pour M. Bracken.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceux qui travaillent pour Bracken sont ceux qui, comme le député de Montmagny (M. Choquette), votent en faveur du candidat de Bracken au poste de bâtonnier général de la province de Québec.

Une voix à droite: C'est faux.

M. Godbout (L'Islet): Les ministres et les députés de l'Union nationale travaillent tous en faveur des candidats Bracken dans la province.

L'honorable M. Barré (Rouville): Point d'ordre. Pour ma part, je veux dire à l'honorable chef de l'opposition que je n'ai pas dit un seul mot en faveur de qui que ce soit dans la lutte électorale actuelle. Je ne suis certainement pas pour travailler pour les candidats indépendants de M. Bracken.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre oublie-t-il que les attaques les plus basses...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... contre moi!

M. Godbout (L'Islet): ...ont été lancées par la presse qu'il entretient? Le premier ministre sait parfaitement bien que les attaques les plus basses proférées contre des hommes politiques en cette province l'ont été par la presse qu'il entretient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, les règlements interdisent un débat sur une question de privilège. Aucun membre de cette Chambre, même s'il se sent visé, n'a le droit d'engager un débat sur cette question et de faire les affirmations que le chef de l'opposition a faites, en ce qui concerne la participation des députés à la lutte électorale fédérale.

M. Godbout (L'Islet): Je ne veux pas soulever de débat. Le premier ministre, en faisant une rectification de dix minutes, est sorti du sujet plusieurs fois et a attaqué le chef du Parti libéral. Et je lui réponds. La province saura juger l'attitude de nos amis d'en face, parce qu'elle a le bon sens, la clairvoyance et, depuis quelques années, l'expérience nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de clore le débat, je note que le chef de l'opposition n'a pas désavoué cette photographie, cette perfidie.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

1^{er} juin 1945

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 31 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Demandes de documents:

Jean-Charles Magnan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre convertisse en motion une question relative à M. Jean-Charles Magnan, candidat indépendant dans Portneuf.

Adopté.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant:

1. M. Jean-Charles Magnan, agronome, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Pour quel département de l'administration de la province et à quel titre?

c. Pour combien de temps?

d. À combien se chiffre le total des argents payés audit Jean-Charles Magnan par le gouvernement de la province, à quel titre et pour quelque cause que ce soit?

3. M. Magnan est-il encore à l'emploi de la province?

4. Sinon, à quelle date a-t-il résigné ses fonctions et quels sont les numéro et date de l'arrêt en conseil acceptant sa démission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer que la question a été inscrite tardivement et qu'il est impossible pour le gouvernement d'y répondre tout de suite.

La Chambre suspend ses travaux².

Reprise de la séance à 4 h 45**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur communique la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 45 modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'annexe II est modifiée en ajoutant, dans la cinquième ligne, à la page 7, après le mot "Tonnancourt" les mots "Duplessis, Mountain, Wilson, Berthiaume, Bergères" et en remplaçant, dans la sixième ligne, à la page 8, le chiffre "1,400" par le chiffre "1,900".

Projets de loi:**Stabilité et progrès industriels**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 71 concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 39 modifiant la loi de la Législature et la loi de la division territoriale, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 10 est remplacé par le suivant:

"10. La présente loi entrera en vigueur à la date de la dissolution de la présente Législature."

2. L'article 11 est biffé.

Projets de loi:**Modification
des districts électoraux³**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 modifiant la loi de la Législature et la loi de la division territoriale.

Les amendements sont lus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le peuple qui est souverain, qui doit être et qui restera souverain, a décidé, par les députés qu'il a le droit d'élire, que le comté serait divisé en deux. Ceux-là qui rient des droits du peuple, qui se moquent de l'opinion publique, viennent de tenir une attitude qui ferait peut-être plaisir à Hitler ou à Staline. Nous allons conserver la démocratie dans la province de Québec. Il n'appartient pas à un organisme quelconque, formé de gens non élus de provoquer les représentants du peuple et de s'arroger des droits qu'ils ne possèdent pas et qui n'appartiennent qu'aux élus du peuple. Ils mettent de côté l'opinion de milliers et de milliers d'électeurs sur une question qui ne concerne que les élus du peuple.

Ceux qui veulent priver de l'exercice de ses droits démocratiques une partie de la population prennent une responsabilité que le peuple appréciera en temps opportun, comme il saura apprécier les motifs qui dictent cette ligne de conduite. J'ai toujours pensé que, dans un régime démocratique, un élément modéré et pondérateur pouvait rendre de grands services dans un Parlement. Je suis encore de la même opinion.

Mais j'ai toujours cru et je crois encore qu'un organisme qui ose mépriser le rôle qui lui est confié ne remplit pas les conditions nécessaires que doit avoir l'élément modérateur ou l'élément pondérateur. Cet organisme paraît mépriser ce rôle.

La province de Québec est traditionaliste, dans le bon sens et la force du mot. La province de Québec a des caractéristiques particulières auxquelles elle tient, mais elle se rappelle avec bonheur que le régime parlementaire ne lui a pas été donné pour être foulé aux pieds par des irresponsables, mais qu'il lui a été donné pour consacrer et couronner des années de luttes glorieuses, des années de sacrifices et d'héroïsme qui ont coûté à nos aïeux bien des peines, des veilles et même des vies.

De 1760 à 1840, nous avons vécu sous la tutelle de gouverneurs anglais qui n'étaient pas

responsables au peuple, qui taxaient et attribuaient l'argent du peuple à leur guise, en prenant soin de s'entourer de conseillers serviles et aplatis, qui ne faisaient que les quatre volontés de ces tyrans, dont la moindre activité et les actes étaient l'antithèse du régime parlementaire anglais. Depuis la conquête de la Nouvelle-France par l'armée britannique en 1760, la population du Québec a lutté pour obtenir un gouvernement responsable. Elle l'a obtenu après bien des effusions de sang et des efforts.

Pendant des années, nos pères se sont battus. Hippolyte La Fontaine et d'autres ont rencontré des experts en droit constitutionnel anglais et, grâce à leur talent, à leur esprit de travail, à leurs défenseurs comme Sir Louis-Hippolyte La Fontaine, les Canadiens français ont tenu tête aux juristes anglais, les ont vaincus et ont fait triompher le droit de la province de Québec à un régime parlementaire particulier, c'est-à-dire un régime conduit par les représentants élus par le peuple.

Et aujourd'hui, ces luttes, ces sacrifices, ces actes d'héroïsme sublime, qui constituent les plus belles pages de notre histoire, tout cela est mis de côté d'un trait de plume par un organisme irresponsable à tous les points de vue, qui se permet de mettre de côté les opinions du premier ministre et qui s'arroge le droit de modifier à sa façon un projet de loi présenté par le chef du gouvernement de la province et demandé par le peuple.

Il substitue aux désirs des légitimes représentants de l'électorat l'opinion arbitrairement partisane de gens dont l'attitude nous recule de 100 ans en arrière pour nous faire revenir à l'époque des gouverneurs tyrans qui ne pensaient pas à autre chose qu'à jouer avec les deniers du peuple, que le gouvernement percevait en marge de la Constitution, pour bien manifester que la patrie n'est rien et que le parti est tout. Je ne crois pas que tous ces exploits aient été accomplis pour justifier l'irresponsable Chambre de la Législature du Québec de faire obstruction aux lois votées par la majorité à l'Assemblée législative.

Cet élément pondérateur et modérateur doit être autre chose que l'écho des gros intérêts financiers. Il doit avoir conscience que seuls ceux qui sont élus par le peuple ont des responsabilités. Il doit avoir assez de conscience et de sens de ses responsabilités pour ne pas s'arroger les droits qui sont l'apanage exclusif de ceux qui ont été élus par le peuple. Il paraît singulier que ce soit le Parti libéral, libéral de nom, mais liberticide dans ses réalisations, qui ait proposé et promettait en 1897 l'abolition du Conseil législatif et, en 1938, après 41 ans de

promesses violées et de reniements, promettait encore, lors de la convention qui a choisi le chef actuel de l'opposition d'abolir le Conseil législatif.

Pour ma part, je n'ai jamais fait cette promesse. Il exprime son regret de ne pas avoir manifesté son intention de transformer cet organisme auparavant, quand il était en fonction, de 1936 à 1939. J'ai toujours été en faveur de la réforme du Conseil législatif, pour le rendre conforme à son rôle de modérateur et de pondérateur. Mais je me demande, aujourd'hui, si je ne me suis pas trompé là-dessus et si l'heure n'est pas venue...

(Applaudissements à droite)

... d'étudier cette question sous tous ses angles et, peut-être, de modifier certaines opinions. Il paraît ridicule et singulier que, quelques jours après avoir célébré la victoire des démocraties sur les dictatures d'Europe, et après une guerre de 6 ans, terminée par la défaite des dictateurs européens, nous trouvions dans la province de Québec des dictateurs en miniature, voulant et pensant s'arroger des droits qu'un homme conscient de ses responsabilités, soucieux de son devoir, qui ne serait pas un partisan hébété, ébahi et aveugle, n'aurait jamais pensé vouloir usurper.

Tous les Canadiens qui ont fait des sacrifices pendant la guerre et tous les morts glorieux qui ont donné leur vie pour assurer le triomphe de la démocratie sur le continent européen, tous ces gens-là, s'ils pouvaient voir dans la province de Québec, quelques jours après la victoire, des miniatures des ennemis qu'ils ont combattus en Europe, je me demande ce qu'ils diraient. Cette question dépasse de beaucoup la personnalité de celui qui parle et dépasse toute considération partisane. Cette question est une question de principe. L'amendement qu'on a fait à la loi est un attentat commis par un organisme irresponsable contre le fondement même de nos droits et institutions démocratiques et contre les prérogatives des représentants du peuple. Le bill a été tué. Il s'agit jusqu'à un certain point d'une décision de la majorité de nos adversaires ailleurs.

On sait qu'en vertu des règlements, quand la Chambre basse ne concourt pas aux amendements du Conseil et que le Conseil persiste dans ses amendements, le bill est tué entre les deux Chambres. Mais, pour le moment, dans les conditions actuelles, peut-être fragiles et temporaires, le gouvernement ne refusera pas de concourir parce que le refus du Conseil pourrait aggraver les choses et que la loi telle qu'amendée, a au moins l'avantage de reconnaître une entité au comté de Saguenay. C'est une amélioration qui vient de l'Union nationale

et nous allons, sur division, laisser les choses telles qu'elles sont pour le moment.

Dans les circonstances, je propose que la Chambre donne son concours. Nous acceptons donc l'amendement sur division, pour le moment.

M. Godbout (L'Islet): Je concours dans la décision prise par la majorité ministérielle mais, M. l'Orateur, je regrette profondément et vivement l'attitude que vient de prendre le premier ministre. Je tâcherai de garder mon sang-froid et de lui donner toute la mesure de sympathie qu'il mérite et dont il a besoin à la fin d'une mauvaise session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a fait une mauvaise session et c'est tant pis pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au chef de l'opposition de s'en tenir à la question.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a fait tant d'incursions dans d'autres domaines que j'espère qu'il ne dictera pas une décision et une attitude pour m'empêcher de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le chef de l'opposition prend une attitude contraire aux convenances en osant dire qu'il espère que je ne dicterai pas une attitude à l'Orateur. Je vous demande, M. l'Orateur, de lui faire retirer ces propos disgracieux, indignes d'un chef de parti. Le chef de l'opposition fait indirectement ce qu'il ne peut faire directement, c'est-à-dire de critiquer l'Orateur et de l'injurier. C'est injurier l'Orateur de dire que je dicte ses décisions.

M. Godbout (L'Islet): Je respecte les règlements, j'en ai toujours donné l'exemple et je viens tout simplement de faire allusion à l'attitude du premier ministre et de ceux qui siègent à ses côtés et qui l'appuient. Le premier ministre peut être assuré que, lorsque j'exprime l'espoir qu'il ne dictera pas de décision, je voulais dire que sa décision de dictateur à lui serait corrigée par votre décision à vous, M. l'Orateur.

La Chambre haute vient de décréter que le député de Charlevoix ne pourrait pas être élu par le Parlement. Le rôle d'une Chambre haute est de remettre à leur place les petits dictateurs. Parlant des

projets modifiés par le Conseil législatif, il (M. Godbout) déclare que le premier ministre s'élève contre un amendement à un projet de loi qui décréterait que la majorité gouvernementale pouvait imposer un député à une partie de Charlevoix-Saguenay.

Il y avait heureusement une Chambre haute dont les prérogatives sont de mettre un frein aux passions politiques et aux ambitions des petits dictateurs. Si le premier ministre croit que ce sera lui, désormais, qui fera la loi, et réglera la vie démocratique et économique de la province au gré de ses caprices, de ses espoirs et de ses humeurs, il se trompe et il peut déchanter, le premier ministre.

Nous nous sommes opposés, ici, au bill à cause du principe en jeu. Nous ne nous sommes pas opposés au but de ce bill. Nous avons consenti avec plaisir à la division du comté, car nous croyons que la population du comté de Charlevoix-Saguenay, à cause de son immensité et de ses intérêts divers, a le droit d'avoir deux députés.

Mais il n'appartient pas au premier ministre de dicter qui sera le prochain représentant de Charlevoix-Saguenay. Il n'a pas le droit de dire dans une loi qui sera le prochain représentant du Saguenay et qui sera le prochain représentant de Charlevoix. C'est cela qui est inique, antidémocratique dans le projet de loi qu'il a présenté à la Chambre.

La Chambre haute apporte un amendement que j'accepte et que nous acceptons parce qu'il n'enlève rien aux privilèges des Chambres et des électeurs, mais on dit que les électeurs auront le droit de choisir leur représentant. Je félicite le Conseil législatif d'avoir adopté cet amendement que je juge conforme au bon sens et à la saine démocratie.

Les électeurs de Charlevoix ont le droit d'élire eux-mêmes leur représentant qui, encore une fois, ne peut être élu par un petit dictateur. Le premier ministre est ennuyé parce que la Chambre haute a refusé, à juste titre, de se soumettre aux désirs semi-dictatoriaux du premier ministre qui voulait faire abstraction de la Constitution, pour ce qui concerne la bipartition de la circonscription de Charlevoix-Saguenay, afin de pouvoir augmenter sa majorité à l'Assemblée législative.

Si le premier ministre s'est plaint de l'attitude légitime de la Chambre haute, c'est parce qu'il croyait qu'on ne devait pas tenir compte de la Constitution, lorsque celle-ci allait à l'encontre de ses désirs sur ce point.

J'aurais pu penser à abolir la Chambre haute, lorsque j'ai accepté le programme en 1938, mais je serais prêt aujourd'hui à modifier mon opinion et à

me louer de l'avoir maintenue, car jamais dans l'histoire de notre province le principe de la démocratie a été plus directement attaqué que par la loi modifiée à la Chambre haute. Je suis content de ne pas l'avoir fait parce que le Conseil législatif a démontré son efficacité en faisant échec aux politiques dictatoriales de l'autre Chambre, lorsqu'elle était dominée par un semi-dictateur.

Le premier ministre s'étonne des obstacles qu'il trouve sur son chemin de dictateur. Cet obstacle mis sur la route du premier ministre par le Conseil législatif n'est pas le seul qu'il rencontrera. Il peut être rassuré, d'ailleurs, que ce ne sera pas là le seul obstacle qu'il trouvera sur son chemin. Si les obstacles l'émergent, qu'il en appelle donc au peuple de cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand le chef de l'opposition dit que ce n'est pas le seul obstacle, parle-t-il au nom de la majorité libérale du Conseil législatif?

M. Godbout (L'Islet): Je parle en mon nom personnel et au nom du peuple de la province, qui ne se laissera pas tromper deux fois. Le premier ministre a promis cette division pour remplir une promesse et c'était raisonnable. Il est raisonnable de diviser Charlevoix-Saguenay, les intérêts des électeurs seront certainement mieux servis par deux députés, mais la Législature n'a pas le droit d'élire un député, quelles que soient les promesses du premier ministre. Ce contre quoi nous nous sommes opposés, c'est que la Législature s'arroge le droit d'élire un député. Le premier ministre est mal à l'aise, à son siège parce qu'il ne représente pas entièrement la population, parce son gouvernement ne représente pas la majorité, et sa majorité en Chambre n'est pas suffisante. Et le premier ministre le sait bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Churchill en Angleterre a 315 députés sur 615, une majorité de 18 voix pour gouverner l'Empire; il me semble qu'une majorité de 6 ou 7^e voix pour gouverner la province, c'est suffisant.

M. Godbout (L'Islet): Cette majorité ne paraît pas suffisante au premier ministre, puisqu'il veut augmenter sa précaire majorité. Qu'il en appelle donc au peuple!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a peur, puisqu'il ne veut pas d'élection dans un comté.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas peur. J'ai tellement peu peur que je le défie de dire au député de Charlevoix-Saguenay de démissionner et, si le député veut démissionner, nous ferons une élection dans deux comtés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se dit prêt à faire une élection dans deux comtés et ne veut pas, cependant, qu'il y en ait avant la dissolution.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre raisonne et se présente comme un gamin de coin de rue. Si le député de Charlevoix-Saguenay démissionne, les deux comtés seront vacants et il y aura deux députés à élire. Selon le principe qu'il a fait voter par sa petite majorité dans cette loi, n'importe quel gouvernement n'aurait qu'à diviser les comtés pour augmenter le nombre de ses partisans. Je me demande et je demande au premier ministre quelle serait la situation si lui, aujourd'hui, et moi, demain, voulions, aux dépens de la démocratie au gouvernement, nous créer une majorité en Chambre en divisant non pas un comté, mais dix ou quinze. Quant à nous, nous aurions une majorité confortable.

Le premier ministre a été protégé contre lui-même par un organisme qu'il n'a pas le droit d'attaquer. Il n'a pas le droit d'attaquer en Chambre les membres du Conseil législatif. Il manque aux règlements et il viole les lois les plus élémentaires de la gentillommerie. À mesure qu'il veut se montrer mieux, il se rapetisse dans la province. Il se rapetisse en attaquant des gens qui sont dix fois mieux, dix fois aussi respectables que lui et qui ne peuvent se défendre. Qu'il aille donc faire des attaques ailleurs et qu'il vienne devant le peuple.

À la façon des dictateurs, le premier ministre, qui ne manque pas de flair politique, pourrait choisir ses comtés et, en les divisant, se donner une majorité confortable et substantielle. C'est ainsi qu'il agit à la façon des dictateurs. S'il veut une majorité, qu'il aille la chercher devant le peuple. Si le premier ministre se décidait à faire des élections générales, je lui garantis que les députés de l'Union nationale ne reviendraient pas 15 en cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis sûr de revenir avec au moins 80 députés.

M. Godbout (L'Islet): Alors, allons-y donc, faites des élections. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) l'a dit, sa majorité est embarrassante. Et une majorité précaire, c'est

embarrassant et c'est ennuyeux pour un dictateur. Il peut y avoir des accidents comme a dit le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

De plus, de l'autre côté de la Chambre, il y a aussi des partisans qui ne sont pas contents, d'autres qui sont dégoûtés; il y en a autour des 21 ministres et il y a même des aspirants. Je n'aime pas ça pour lui. Si le premier ministre prétend interpréter les sentiments du peuple, qu'il fasse des élections. Les élections générales, nous les souhaitons ardemment.

Qu'il vienne devant le peuple. Nous l'attendons. Après avoir défait l'ami du premier ministre et son bras droit à Ottawa, M. Bracken, la semaine prochaine, nous lui assurerons et nous lui réservons la défaite la plus complète qu'il n'a jamais eue...

Des députés de la droite protestent.

(Applaudissements à gauche)

M. Godbout (L'Islet): ... Je n'ai pas l'intention de prendre la défense des membres de la Chambre haute. Ils se sont défendus seuls par l'acte qu'ils ont posé. Ils ont affirmé les principes démocratiques et démontré qu'ils étaient une sauvegarde pour la démocratie. Jamais, dans l'histoire de la province, ces principes n'avaient été plus directement et pernicieusement attaqués que dans la loi amendée par le Conseil. Si j'ai eu un moment l'idée d'abolir le Conseil législatif, j'hésiterais aujourd'hui, et je me loue aujourd'hui de ne pas l'avoir fait. Car, c'est un principe démocratique qui a fait intervenir le Conseil législatif.

Dans cette période troublée et troublante, et quand on a des aspirations à la dictature, il est important que nous ayons au-dessus de cette Chambre un organisme régulateur pour empêcher le premier ministre d'élire des députés par des lois. Ça ne fait pas plaisir, quand on a des aspirations au dictatort, de se faire mettre les freins⁵.

Mais une fois son mouvement d'humeur passé, le premier ministre remerciera le Conseil et rendra lui-même hommage à la Chambre haute. La Chambre haute vient de rendre à la province, au pays et aux démocraties un grand service en mettant en échec et à sa place un dictateur. Le premier ministre remerciera un jour les conseillers législatifs d'avoir empêché un accroc à la Constitution.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Dussault (Portneuf): M. l'Orateur, je voudrais savoir si on a le droit de se servir du mot dictateur à l'adresse d'un membre de cette Chambre.

M. l'Orateur: Le terme n'est certainement pas parlementaire, en vertu des décisions rendues par mes prédécesseurs.

M. Godbout (L'Islet): Je ne pourrai donc pas employer le mot dictateur. Mais je remarque que le premier ministre ne se plaint pas; c'est signe qu'il se reconnaît. Je sais que, dans les rangs de son parti, il y a des gens qui se réjouissent et espèrent que cela pourra apaiser leur chef et qu'il reviendra à des meilleurs sentiments.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que la mesure adoptée par le Québec en matière de radiodiffusion sera mise en œuvre après la prorogation.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 22 (intitulé) loi électorale de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 12, à la page 35, comme paragraphes 4 et 5:

"4. Après avoir reçu en conformité des dispositions du paragraphe e. de l'article 108 quatre exemplaires de la liste, le président d'élection réserve deux de ces exemplaires, dont un pour la personne désignée par le premier ministre comme son candidat, et l'autre pour la personne désignée par le chef de l'opposition officielle comme son candidat et il en remet un à chacun de ces candidats à demande, dès qu'il est régulièrement présenté. Il en conserve aussi un exemplaire qu'il tient à la disposition du public pour examen à son bureau de huit heures du matin jusqu'à la fermeture des bureaux de votation le jour du scrutin, et il garde le quatrième pour la conduite de l'élection et la préparation des copies s'il y a lieu."

"5. Le président d'élection est tenu de préparer, de certifier conforme et de délivrer

gratuitement et à demande, une copie de cette liste à tout autre candidat régulièrement présenté."

2. L'article 275, à la page 85, est modifié en insérant, immédiatement avant le mot "Charny", à la ligne 10, le mot "Cap-aux-Meules".

3. L'article 288, à la page 90, est modifié en ajoutant ce qui suit comme paragraphe 2:

"2. Néanmoins tout électeur domicilié dans l'une quelconque des localités du district électoral des Îles-de-la-Madeleine et qui tombe dans une des catégories d'électeurs visés par l'article 283 peut voter dans le bureau spécial de scrutin établi dans le village de Cap-aux-Meules, après avoir obtenu l'attestation visée par l'article 284; il a droit à cette attestation, nonobstant le fait qu'il n'est pas domicilié dans ce village, pourvu qu'à tous autres égards il soit dans les conditions requises pour voter dans un bureau spécial de scrutin."

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 429, à la page 130, comme article 430:

"430. À compter de la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation,

a. l'article 138 de la présente loi sera abrogé et remplacé par le suivant:

"138. La date de la présentation des candidats est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et doit être indiquée dans chaque bref d'élection. Lors des élections générales, la même date est fixée pour tous les districts électoraux et la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant le trente-neuvième jour qui suit celui de l'émission des brefs, sauf dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Îles-de-la-Madeleine où la présentation des candidats est fixée à trois jours plus tôt, et dans le district électoral de Saguenay où elle est fixée à sept jours plus tôt;"

b. l'article 210 de la présente loi sera abrogé et remplacé par le suivant:

"210. 1. Le scrutin a lieu pour chaque district électoral le jour mentionné dans le bref d'élection, soit le quatorzième jour après la présentation des candidats dans le district électoral de Saguenay, le dixième jour après la présentation des candidats dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Îles-de-la-Madeleine, et le septième jour après la date fixée pour la présentation des candidats dans tous les autres districts; le tout sous réserve des dispositions des articles 38, 139, 140, 164, et du paragraphe 2 du présent article.

2. Lorsque le jour du scrutin devient un jour férié, le scrutin est remis de plein droit au jour juridique suivant.

3. Lors d'une élection générale, la date fixée dans les brefs pour le scrutin doit être la même pour tous les districts électoraux.";

c. l'article 428 de la présente loi sera abrogé."

5. L'article 430, à la page 130, devient l'article 431.

Projets de loi:

Loi électorale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 22 (intitulé) loi électorale de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

La Chambre suspend ses travaux⁶.

Reprise de la séance à 5 h 30

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent⁷ à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

22 Loi électorale de Québec;

36 Loi des jurés;

39 Loi modifiant la loi de la Législature et la loi de la division territoriale;

45 Loi modifiant la loi de la Commission hydroélectrique de Québec;

53 Loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles;

55 Loi modifiant le Code civil;

56 Loi modifiant le Code de procédure civile;

57 Loi pour améliorer le Code de procédure civile;

59 Loi relative aux fonctions des juges des sessions et des magistrats de district;

61 Loi pour faciliter l'établissement des jeunes;

63 Loi modifiant la loi des agents de recouvrement;

64 Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance;

65 Loi modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal;

67 Loi constituant le département des Ressources hydrauliques;

68 Loi modifiant la loi du service civil;

69 Loi modifiant la loi concernant un aménagement hydroélectrique à Mont-Laurier;

70 Loi modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec;

71 Loi concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec;

72 Loi modifiant la loi des pensions;

74 Loi concernant la fête de la Saint-Jean-Baptiste;

131 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

150 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

31 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946, et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la vingt-deuxième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur⁸:

Honorables Messieurs du Conseil législatif
Messieurs de l'Assemblée législative,

Cette première session de la nouvelle législature, que je proroge aujourd'hui, a été remarquable par la législation abondante et fructueuse qui vous a été soumise.

Les lois sanctionnées au cours de la session assureront sans aucun doute le progrès à la province de Québec et contribueront puissamment à l'entière réalisation d'une saine politique familiale, sociale et nationale, ainsi qu'à la garantie et à la sauvegarde des droits, libertés et prérogatives de la province, en même temps qu'elles lui feront une place toujours plus belle dans notre Confédération canadienne.

En outre, ces lois rendront plus facile la transition des époques troublées de la guerre aux jours sereins de la paix.

Grâce à Dieu, la terrible guerre qui décimait l'humanité depuis bientôt six ans est enfin terminée sur le continent européen. Dans une manifestation publique de foi en la basilique de Québec, présidée par Son Éminence le cardinal-primat de l'Église canadienne, le gouvernement a rendu grâce à la divine Providence et lui a demandé d'accorder au monde - au Canada et à la province de Québec en particulier - le bienfait d'une paix juste et durable.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration pour répondre aux besoins de notre peuple.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À la fin de cette première session de la vingt-deuxième législature, je prie le Bon Dieu de répandre sur la province ses plus abondantes bénédictions.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*⁹.

NOTES

1. *Le Devoir* du 2 juin 1945, à la page 3, parle plutôt de 3 h 30.

2. *L'Action catholique* du 2 juin 1945, à la page 18, précise que: "la séance est ensuite suspendue, en attendant que le Conseil législatif ne retourne à la Chambre basse les derniers projets de loi à l'étude."

3. Selon *Le Canada* du 2 juin 1945, à la page 1, "à 4 h 30, la Chambre haute a retourné à la Chambre basse, avec amendement, la loi divisant le comté de Charlevoix-Saguenay".

4. Voici comment *Le Soleil* du 2 juin 1945, à la page 12, rapporte cette dernière affirmation: "une majorité de 15 est suffisante pour la province de Québec".

5. Voici comment *L'Action catholique* du 2 juin 1945, à la page 18, rapporte cette dernière phrase: "Ça ne fait pas plaisir de se faire mettre les freins quand on a des aspirations au dictatortat."

6. Selon *L'Action catholique* du 2 juin 1945, à la page 18: "la Chambre s'ajourne en attendant le message du Conseil législatif l'appelant pour la prorogation." Quant à la durée de la suspension, *Le Soleil* du 2 juin 1945, à la page 12, parle de "quelques instants". De plus, *The Chronicle Telegraph* du 2 juin 1945, à la page 3, souligne que "tout en assurant l'honorable Maurice Duplessis de leur entière confiance, les membres du caucus de l'Union nationale, lors d'une réunion qui s'est tenue aujourd'hui juste avant la prorogation et à laquelle ont assisté tous les députés, ont remercié et félicité le premier ministre pour la somme de travail considérable qu'il a accomplie depuis les élections du mois d'août 1944 et en particulier pendant la session qui se termine". Le président du caucus était M. Sauvé.

7. *L'Action catholique* du 2 juin 1945, à la page 1, note que cette cérémonie "a été présidée par Sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province. Elle s'est déroulée selon tous les rites parlementaires, mais sans le moindre déploiement mondain. À peine quelques curieux sur le parquet de la Chambre, avec les membres de la Législature et les clercs sessionnels, pour entendre un bref discours du trône." Selon *L'Action catholique*, à la page 1, "cependant, la clôture de la première session de la

22^e législature a été précédée par un grand déploiement de stratégie, de combativité et d'éloquence. Pareille tension dans les deux Chambres, un jour de prorogation, ne s'était pas vue depuis bien des années. Jamais l'on ne fut témoin d'autant de caucus. C'était quelque chose comme une guerre de nerfs, dont on appréhendait le dénouement."

8. *Le Soleil* du 2 juin 1945, à la page 1, précise que "Sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province avait à ses côtés, suivant un usage antique et solennel, le premier ministre de la province, l'honorable Maurice Duplessis et les membres du gouvernement. Sir Eugène a lu le discours en anglais et en français et, à 6 heures précises, la première session de la 22^e législature de Québec prenait fin officiellement", tel que mentionné par *Le Soleil* du 2 juin 1945, à la page 19. Il faut noter cependant que *The Chronicle Telegraph* du 2 juin 1945, à la page 3, avance que "Sir Eugène Fiset a prorogé la législature de la province à 5 h 59".

9. *La Presse* du 2 juin 1945, à la page 23, précise que "nos législateurs, heureux et contents d'en finir avec une session de près de quatre mois, ont échangé de cordiales poignées de mains, tout en se promettant de se revoir très prochainement sur les hustings à l'occasion de la dernière semaine de la présente campagne électorale fédérale."

